



HAL
open science

Les images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis : de 1973 au 11 septembre 2001

Anna Raymond Vidén

► **To cite this version:**

Anna Raymond Vidén. Les images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis : de 1973 au 11 septembre 2001. Sciences de l'Homme et Société. Institut d'études politiques de Paris - Science Po, 2011. Français. NNT : 2011IEPP0010 . tel-04052659

HAL Id: tel-04052659

<https://sciencespo.hal.science/tel-04052659>

Submitted on 30 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Institut d'Etudes Politiques de Paris
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Histoire
Centre d'Histoire de Sciences Po
Doctorat d'Histoire

Les images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis

De 1973 au 11 septembre 2001

Anna RAYMOND VIDÉN

Thèse dirigée par Monsieur le Professeur Pierre MELANDRI

Soutenue le 31 mai, 2011

Jury :

Mme la Professeure Isabelle VAGNOUX

M. le Professeur Antoine COPPOLANI

M. le Professeur Jean-Pierre FILIU

M. le Professeur Pierre MELANDRI

Remerciements

J'adresse tout d'abord mes plus vifs remerciements à M. le professeur Pierre Melandri qui durant ces années a accepté de diriger cette thèse et de me conseiller dans les différentes phases de ce travail.

Je remercie aussi les membres du jury qui ont accepté d'évaluer ce travail.

Je suis aussi reconnaissante à tous ceux qui m'ont soutenu pendant l'élaboration de cette thèse. Toute ma gratitude à Science Po pour m'avoir attribué une bourse doctorale me permettant de poursuivre mes recherches aux États-Unis dans des très bonnes conditions. Ce séjour durant lequel j'ai noué des contacts précieux avec des spécialistes dans mon domaine et avec d'autres doctorants a été essentiel pour l'aboutissement de ce travail.

Durant mon séjour à la Fletcher School of Law and Diplomacy, j'ai eu le plaisir immense de suivre les cours donnés par M. le professeur Vali Nasr sur l'islam politique. J'ai également eu l'occasion de m'entretenir à de nombreuses occasions avec M. le professeur Andrew C. Hess au sujet de ses expériences professionnelles et personnelles en Arabie Saoudite. Mon travail a également bénéficié de nombreux échanges très fructueux avec d'autres doctorants dans mon domaine. Enfin, la proximité avec d'autres universités très prestigieuses a offert de nombreuses possibilités de participer à des séminaires et des conférences sur mon sujet (ou sur des sujets connexes). Je citerais plus particulièrement les séminaires dirigés sur l'islam et l'Occident par Jocelyne Cesari au Center for Middle Eastern Studies à l'université de Harvard.

Dans le cadre de mon séjour de recherche aux États-Unis j'ai effectué un stage de politique étrangère à la Brookings Institution (Washington D.C.) au cours duquel j'ai eu le plaisir de travailler pour les chercheurs Jeremy Shapiro et Justin Vaïsse. Je suis particulièrement reconnaissante envers Jeremy Shapiro qui m'a offert la possibilité d'observer le fonctionnement de Washington de l'intérieur.

Je tiens également à remercier Nail al-Jubeir, Directeur du Bureau de l'Information de l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Washington D.C. qui m'a très généreusement accordé de son temps et ses réflexions à différentes occasions.

Je pense également plus particulièrement à mes parents qui m'ont offert l'opportunité de connaître l'Arabie Saoudite et le Moyen-Orient à un jeune âge et qui ont instillé en moi le désir de comprendre d'autres cultures. Je les remercie également pour leur grand soutien apporté depuis toujours. Je pense aussi à ma sœur Jenny qui a toujours été là pour moi.

Je pense également à mes beaux-parents qui m'ont apporté un grand soutien moral, ainsi qu'à Natacha, Sophie et Marie qui m'ont apporté du réconfort et du soutien pendant ces années.

Enfin, cette thèse n'aurait jamais vu le jour sans le soutien constant et l'aide précieuse de mon mari, Ludovic. Qu'il garde le meilleur souvenir de ces années partagées avec l'image de l'Arabie Saoudite aux États-Unis.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	3
TABLE DES MATIÈRES	5
TABLE DES ILLUSTRATIONS	13
SIGLES ET ABBRVIATIONS	16
INTRODUCTION	19
1. Problématique	21
2. Questions précises	27
3. Limites	28
4. La cristallisation des images	31
5. L’imaginaire collectif	32
6. Échantillonnage	33
7. Sources	35
PREMIÈRE PARTIE (1820-1973) : LES « IMAGES » DE L’ARABIE SAOUDITE AUX ÉTATS-UNIS AVANT L’EMBARGO PÉTROLIER DE 1973-1974	37
<i>Chapitre 1 : Une tradition « orientaliste » américaine.....</i>	<i>37</i>
1. Le « soft-power » des missionnaires protestants américains et le débat sur les Arabisants dans le contexte du conflit israélo-arabe	
2.	37
1.1. L’influence des missionnaires protestants américains au Proche et Moyen- Orient entre 1820 et 1920	37
1.2. L’influence des missionnaires protestants américains dans la cristallisation des images sur les Arabes et l’islam aux États-Unis entre 1820 et 1920.....	44
1.3. Le débat sur les Arabisants	
1.4.	49

2. Les représentations du « Pays Saint » (ou Palestine) aux États-Unis entre 1830 et 1890	67
3. L'engouement pour l'Orient aux États-Unis entre 1890 et 1925	70
3.1. L'Orient : outil de commercialisation des marchandises et d'émancipation de la femme américaine lors de l'émergence de la société de consommation.....	70
3.2. Le Cheikh « cinématographique »	72
3.3. Le mythe « Lawrence d'Arabie »	74
a) Lowell Thomas rencontre T.E. Lawrence: le « roi non couronné d'Arabie »	75
b) « Avec Allenby en Palestine et Lawrence en Arabie » : le spectacle « multimédia » de Lowell Thomas	76
c) L'impact du spectacle multimédia de Lowell Thomas et du film Lawrence d'Arabie sur la cristallisation de l'image de l'Arabie Saoudite aux États-Unis à l'époque et aujourd'hui	77
4. Les images d'Abd al-Aziz, la conquête de l'Arabie et le mouvement wahhabite parmi les spécialistes et dans la presse américaine dans les années 1920 et 1930.....	80

Chapitre 2 : Le rôle d'ARAMCO dans la cristallisation de l'image de l'Arabie Saoudite aux Etats-Unis

89

1. La mise en place de la politique d'image d'ARAMCO	94
1.1. Le « partenariat » du pétrole et du progrès	94
a) « Arabian Frontiers »	100
b) ARAMCO WORLD	102
c) Island of Allah	105
d) Wallace Stegner et l'ouvrage <i>Discovery! The Search for Arabian Oil!</i>	106
2. Robert Vitalis et la « déconstruction » de la politique d'image d'ARAMCO	109
2.1. Le soulèvement des ouvriers saoudiens contre le système de stratification raciale à Dhahran.....	109
2.2. L'exceptionnalisme saoudien	114
2.3. La relation américano-saoudienne « spéciale »	116

Chapitre 3 : La perception de l'Arabie Saoudite aux États-Unis dans les années 1950 et 1960: premières remises en question véritables et premiers signes d'instabilité du régime saoudien..... 119

1. Eisenhower, Dulles et la tentative de transformer Saoud en « Pape panislamique » : la visite de Saoud aux États-Unis en 1957119
 - 1.1. Saoud : un « type anti-juif », « anticatholique » et « pro-esclavage »124
 - 1.2. Résultats concrets de la visite de Saoud.....135
2. Les contestations sur le plan politique saoudien vues des États-Unis.....137
 - 2.1. Les manifestations des ouvriers saoudiens contre ARAMCO en 1953 et 1956.....138
 - 2.2. La remise en question du statu quo sur le plan politique intérieur en Arabie Saoudite143

Chapitre 4 : La montée en puissance de l'Arabie Saoudite à la fin des années 1960 et au début des années 1970 dans le contexte de la reconfiguration de l'ordre pétrolier mondial et de l'entrée du « pétro-islam » sur le devant de la scène 150

1. La montée en puissance de l'Arabie Saoudite vue par les intellectuels et les experts américains157
 - 1.1. La crise énergétique est-elle réelle ou fiction?162
 - 1.2. Comment la redistribution du pouvoir en faveur des pays arabes producteurs de pétrole affecte-t-elle l'équilibre politique et militaire au Moyen-Orient ?170
 - 1.3. Les Arabes sont-ils capables de coopérer afin de faire pression sur les États-Unis pour qu'ils modifient leur politique à l'égard d'Israël?171
 - 1.4. Comment les États-Unis perçoivent-ils la « menace pétrolière » ?173
2. La montée en puissance de l'Arabie Saoudite vue par la presse d'affaires et la presse « mainstream »178
3. L'ascendance idéologique de l'Arabie Saoudite vue par la presse « élite » et les experts américains180
 - Le conflit entre traditionalistes et modernistes dans le contexte du développement de l'Arabie Saoudite.....185
4. Conclusion190

DEUXIÈME PARTIE (1973-1980) : LES « IMAGES » DE L'ARABIE SAOUDITE DANS LE CONTEXTE DE L'ASCENSION ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE DE L'ARABIE SAOUDITE SUITE À L'EMBARGO PÉTROLIER DE 1973-1974.....195

La guerre d'octobre	202
L'embargo pétrolier de 1973-1974	206
Les décisions clés de l'embargo.....	208

Chapitre 5 : Les images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis lors de l'embargo pétrolier de 1973-1974.....210

1. Les menaces d'utilisation de l'arme pétrolière arabe vont « crescendo » : l'escalade de l'embargo pétrolier vue par la télévision et la presse211
2. « L'arme pétrolière arabe » enfin « dégainée » : les représentations de la presse « mainstream »217

Chapitre 6 : « L'invasion des Cheikhs » : le contexte post-embargo vu des États-Unis230

1. La couverture médiatique de la période post-embargo232
 - 1.1. « L'invasion » des Cheikhs238
 - a) Symboles du transfert du pouvoir des États-Unis vers l'Arabie Saoudite et les autres producteurs arabes de pétrole238
 - b) Le rôle de force modérée revendiqué par l'Arabie Saoudite au sein de l'OPEP248
 - 1.2. « Rivières de pétrole » : la difficulté pour l'Arabie Saoudite d'absorber les « pétrodollars »254
 - 1.3. « Moderniser sans occidentaliser »257
 - 1.4. Un « conflit » entre le monde arabo-musulman et l'Occident?260
 - a) Le débat aux États-Unis sur l'intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite261
 - Les « réalistes »261
 - Les « interventionnistes »264
 - Les « pro-arabes »266

La thèse de la « non-rupture » dans les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite lors de l'embargo pétrolier de 1973-1974	267
L'intervention militaire en Arabie Saoudite et l'opinion publique américaine	272
Les réactions de l'Arabie Saoudite face aux menaces d'intervention militaire	274
b) « Armageddon, Oil, and the Middle East Crisis »	275
c) Le « conflit » entre la modernité et la société saoudienne traditionnelle vu par les médias américains	283
L'assassinat du roi Faysal	283
Le siège de la Grande Mosquée de la Mecque	290
d) La controverse suscitée par le documentaire dramatisé « Death of a Princess » dans les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite	297
2. L'évolution de « l'image » de l'Arabie Saoudite dans l'opinion publique américaine entre décembre 1974 et décembre 1978. Que s'est-il passé?	300
3. Conclusion	304

TROISIÈME PARTIE (1981-1990) : LES « IMAGES » DE L'ARABIE SAOUDITE DANS LE CONTEXTE DE LA COOPÉRATION STRATÉGIQUE APPROFONDIE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'ARABIE SAOUDITE SOUS L'ADMINISTRATION REAGAN.....308

Chapitre 7 : La cristallisation des images sur l'Arabie Saoudite dans le contexte du débat sur la vente des AWACS entre février et octobre 1981 ...

Le lobby pro-israélien oriente le débat sur les AWACS	319
1. Le débat au Congrès sur la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite	325
1.1. La première phase du débat sur les AWACS	327
1.2. La seconde phase du débat sur les AWACS	339
1.3. Des déclarations anti-israéliennes de Cheikh Yamani enflamment le débat sur les AWACS	341
1.4. Entrée en scène du « lobby saoudien »	349
1.5. Le prince Bandar Ben Sultan	364
1.6. Entrée du président Reagan dans le débat sur les AWACS	374

<i>Chapitre 8 : Orientalistes malgré eux? Les tentatives de Jo Franklin et d'Ed Bradley de montrer « une image représentative » de l'Arabie Saoudite</i>	<i>378</i>
--	------------

- | | |
|--|-----|
| 1. « The Race With Time » : un documentaire de Jo Franklin | 378 |
| 2. « The Saudis » : un rapport CBS présenté par Ed Bradley | 383 |

<i>Chapitre 9 : Les images de l'Arabie Saoudite au travers de l'érosion du pouvoir de l'OPEP dans les années 1980</i>	<i>391</i>
---	------------

- | | |
|---|-----|
| 1. L'évolution du marché pétrolier entre 1973 et 1984..... | 391 |
| 2. L'érosion du pouvoir de l'OPEP..... | 395 |
| 3. Le pétrole saoudien et la menace islamiste..... | 398 |
| 4. L'Arabie Saoudite abandonne son rôle de producteur de dernier ressort..... | 402 |
| 5. Conclusion | 406 |

QUATRIÈME PARTIE (1990-2001) : LES « IMAGES » DE L'ARABIE SAOUDITE DANS LE CONTEXTE DE LA PREMIÈRE GUERRE DU GOLFE ET DE LA RADICALISATION DE LA SOCIÉTÉ SAOUDIENNE DANS LES ANNÉES 1990408

<i>Chapitre 10 : « Les Yankees » au royaume des Saoud : la cristallisation des images de l'Arabie Saoudite dans le contexte de la première guerre du Golfe.....</i>	<i>418</i>
---	------------

- | | |
|--|-----|
| 1. La couverture télévisuelle de l'opération Bouclier du désert..... | 418 |
| 1.1. Des chars parmi des chameaux | 427 |
| 1.2. « L'effet CNN » | 432 |
| 2. Le déploiement des troupes américaines sur le territoire saoudien vu par les soldats américains et la population saoudienne | 435 |
| 3. Les images de l'Arabie Saoudite vues par la presse | 442 |
| 3.1. Le conflit entre l'islam et l'Occident | 443 |
| 3.2. Les demandes de réformes des élites libérales et des islamistes fondamentalistes | 452 |

Chapitre 11 : Les images de l'Arabie Saoudite dans le contexte de la naissance d'Al Qaïda et de l'émergence de la « nouvelle menace » islamiste contre les États-Unis et la Maison des Saoud.....458

1. La radicalisation de la société saoudienne vue par la télévision et la presse.....	464
1.1. La gestion de l'opposition islamiste par le leadership saoudien	464
1.2. Entrée en scène d'un certain Oussama Ben Laden	470
a) L'attentat contre la mission d'entraînement de la garde nationale saoudienne à Riyad le 13 novembre 1995 vu par les médias américains....	474
b) L'attentat contre les Khobar Towers le 25 juin 1996	479
c) Les attentats contre les ambassades américaines de Dar-es-Salam et de Nairobi le 7 août 1998.....	483
2. L'émergence de l'islamisme extrémiste sunnite.....	484
2.1. Bernard Lewis.....	485
2.2. Tarek Masoud.....	486
2.3. Steven Engelberg.....	487
2.4. Robert M. Gates	488
2. Conclusion	489

CONCLUSION493

ANNEXE 1 : carte de l'Arabie Saoudite509

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE510

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : L'Admiral Leahy, Colonel Eddy, Abd al-Aziz et Franklin D. Roosevelt, National Archives.....	51
Figure 2 : William E. Eddy pris en photo avant une audience avec Abd al-Aziz à Riyad, Special Collections, Princeton University Libraries.....	52
Figure 3 : James E. Akins <i>U.S. News and World Report</i> , 1973.....	59
Figure 4: William B. Quandt en 1984.....	60
Figure 5 : Publicité pour <i>The Sheikh</i> avec Rudolph Valentino dans le rôle principal, Paramount Pictures, 1921.....	73
Figure 6 : Thomas E. Lawrence alias "Lawrence of Arabia", Imperial War Museum, London.....	77
Figure 7 : <i>TIME Magazine</i> , le 5 mars 1975.....	85
Figure 8 : ARAMCO WORLD, Février 1960	103
Figure 9 : <i>TIME Magazine</i> , Janvier 1957.....	119
Figure 10 : Le président Eisenhower et le vice-président Nixon participent à un dîner organisé par le roi Saoud à l'hôtel Mayflower le 1 ^{er} Février 1957.....	127
Figure 11 : L'abattage de l'un des huit moutons que la délégation saoudienne a embarqué à bord de l'USS QUINCY. Franklin D. Roosevelt Library, Hyde Park, New York.....	129
Figure 12 : Message de bienvenue à Saoud lors de sa visite à Washington en janvier 1957.....	131
Figure 13 : Wanda Jablonski avec Cheikh Shakbut d'Abu Dabi en 1956.....	152
Figure 14 : <i>National Review</i> , le 7 décembre 1973	162
Figure 15 : American Camp, Archives and Special Collections, Georgetown University Library	215
Figure 16 : <i>TIME Magazine</i> , le 29 octobre 1973.....	218
Figure 17 : <i>TIME Magazine</i> , le 5 novembre 1973.....	218
Figure 18 : <i>TIME Magazine</i> , le 3 décembre 1973.....	218
Figure 17 : Le roi Faysal et Cheikh Yamani dans Daniel Yergin: 2003.....	219
Figure 20 : Rencontre entre le roi Faysal et le Directeur d'ARAMCO Frank Jungers le 16 février 1974. Photographie prise par Alain Nogues/CORBIS dans Rachel Bronson: 2006.....	220
Figure 21 : <i>U.S. News and World Report</i> , le 4 décembre 1973.....	221
Figure 22 : <i>TIME Magazine</i> , le 31 décembre 1973.....	221
Figure 23 : <i>TIME Magazine</i> , le 31 décembre 1973.....	222

Figure 24 : YERGIN: 2003.....	223
Figure 25 : <i>New York Review of Books</i> 1974, David Levine.....	238
Figure 26 : Des manifestants à l'extérieur de la Maison Blanche protestent contre la vente des F-15 à l'Arabie Saoudite en 1978. Photographie prise par Wally McNamee/CORBIS.....	244
Figure 27 : Naila Al-Sowayel, <i>New York Times</i> , le 3 septembre 1984.....	356
Figure 28 : Nouha et Faysal Alhelgelan, <i>New York Times</i> , le 20 novembre 1981.....	357
Figure 29 : Le président Reagan suit le vote sur les AWACS en octobre 1981. Reagan Presidential Library, Simi Valley, California.....	374

SIGLES ET ABBRÉVIATIONS

ABC	American Broadcasting Company
ADC	American-Arab Anti-Discrimination Committee
AIE	Agence internationale d'énergie
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AIPAC	American-Israel Public Affairs Committee
ARAMCO	Arabian American Oil Company
ART	Arab Radio and Television
AUB	American University of Beirut
AUC	American University of Cairo
AWACS	Airborne Warning and Control System
CBS	Columbia Broadcasting System
CCFR	Chicago Council of Foreign Relations
CCGA	Chicago Council of Global Affairs
CDLR	Committee for the Defense of Legitimate Rights
CEE	Communauté Économique Européenne
CIA	Central Intelligence Agency
CNAS	Center for a New American Security
CNN	Cable News Network
CNS	Conseil de sécurité nationale
CSIS	Center for Strategic and International Studies
DPB	Defense Policy Board
EPPC	Ethics and Public Policy Center
FBI	Federal Bureau of Investigation
FIS	Front islamique du salut
FMI	Fonds monétaire international
FPRI	Foreign Policy Research Institute
IDS	Initiative de défense stratégique
ISI	Inter-Services Intelligence (services de renseignements pakistanais)
KKMC	King Khalid Military City
MBC	Middle East Broadcasting Center
MEED	Middle East Economic Digest
MEI	Middle East Institute

MERIA	Middle East Review of International Relations
MERIP	Middle East Research and Information Project
MIT	Massachusetts Institute of Technology
NBC	National Broadcasting Company
OCI	Organisation de la conférence islamique
OLP	Organisation pour la libération de la Palestine
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OSS	Office for Strategic Services
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PBS	Public Broadcasting System
PNAC	Project for the New American Century
PNB	Produit national brut
RAND	Research and Development
SAIO	Saudi Information Office
SDCA	Système de détection et de commandement aéroporté
SOCAL	Standard Oil of California
SPA	Saudi Press Agency
SPC	Syrian Protestant College
TNR	The New Republic
UCLA	University of California, Los Angeles
UNRWA	United Nations Relief and Works Agency
UPI	United Press International
USMC	United States Marine Corps
VOA	Voice of America
WASP	White Anglo Saxon Protestant
WINEP	Washington Institute for Near East Policy

INTRODUCTION

“There are today under our eyes events a stirring enough in that Orient, ancient and yet ever young, which should impress upon us the need of Oriental Studies in the profoundest, the most humane sense of the world; indeed our Occident will require all the wisdom accumulated by philologists and historians of the past in order to meet the problems of the Orient in its renaissance. The subject here taken is Arabia, a land peculiarly remote to American enterprise and contacts, known to us as the birthplace of great religions and of a great language, ignored by many as still a factor in world’s history”¹.

On constate que les remarques ci dessus de James A. Montgomery devant l’American Oriental Society le 19 avril 1927 concernant la méconnaissance de l’Arabie Saoudite aux États-Unis demeurent valables en 2011². À l’époque comme aujourd’hui, l’Arabie Saoudite est un lieu éloigné et difficilement compréhensible pour la plupart des Américains. Toutefois, le manque des connaissances sur l’Arabie Saoudite aux États-Unis paraît surprenant compte tenu de la longévité des relations américano-saoudiennes et de l’importance attribuée au royaume en tant que fournisseur pétrolier de premier ordre et partenaire stratégique clé dans le Moyen-Orient³. Comment expliquer ce phénomène ? S’agit-il des représentations préexistantes dissimulées dans l’imaginaire orientaliste américain qui empêchent la cristallisation d’une image « réellement représentative » de l’Arabie Saoudite ? Y a-t-il un manque d’experts arabophones et culturellement compétents parmi les décideurs politiques, les experts, les médias et les enseignants? Ou bien, au contraire, s’agit-il d’une politique consciente de la part du gouvernement américain qui agit en silence et occulte certains aspects de la société saoudienne et des relations américano-saoudiennes au nom de l’intérêt national de sécurité ? La réponse se trouve certainement dans ces trois propositions.

De nombreux articles et d’émissions de télévision datant de la période 1973 au 11 septembre 2001 évoquent « l’impénétrabilité » de la société saoudienne et la difficulté d’obtenir des informations fiables la concernant⁴. En même temps, évoquer une image représentative de l’Arabie Saoudite suppose adhérer à la proposition « essentialiste » et « primordialiste » selon laquelle il existe une image véridique de l’Arabie Saoudite⁵. Nous maintenons que l’image de l’Arabie

¹ MONTGOMERY, James A., “Arabia Today: An Essay in Contemporary History”. *Journal of the American Oriental Society* [en ligne]. Avril 1927, vol. 17 [consulté le 28 avril 2009], p. 97. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

² Ibid : p. 97.

³ BRONSON, Rachel. *Thicker Than Oil: America’s Uneasy Partnership with Saudi Arabia*. New York: Oxford University Press, 2006. p. 5; 9; 21-27.

⁴ Saudi Arabia: “The Race With Time”. *PBS*, le 8 mai 1982 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Death of a Princess: The Arab Dilemma”. *PBS*, le 12 mai 1980 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

⁵ SMITH D., Anthony. *Nationalism and Modernism*. London: Routledge, 1998. p. 4; 19; 151-153.

ERIKSEN H., Thomas. *Etnicitet och nationalism*. Falun: Nya Doxa, 1998 (1993). p. 72-77.

Saoudite aux États-Unis comprend de nombreuses facettes. Au lieu de parler d'une seule image, nous suggérons d'évoquer plusieurs images qui dépendent des représentations des différents acteurs en question.

Les Américains connaissent généralement l'Arabie Saoudite au travers de la télévision et la presse qui ont tendance à mettre en avant les aspects orientalistes, exotiques et extrêmes de la société saoudienne tels les exécutions publiques, l'inégalité entre l'homme et la femme, la séparation des sexes, le désert immense et le soleil de plomb, les guerriers bédouins qui montent des chameaux ou des chevaux pur sang avec des faucons de chasse sur l'épaule et des épées à la main, les hommes qui font la danse des épées devant la tente bédouine, les palais luxueux et enfin le « Cheikh pétrolier richissime » devant sa Cadillac entouré de ses quatre épouses.

D'autres symboles récurrents sont les tours de forage (entre autres symboles des intérêts pétroliers américains dans le royaume saoudien), les résidences surveillées pour expatriés avec piscines et terrains de tennis, les épées croisées par-dessus un palmier (qui figurent sur le drapeau saoudien) et des personnages saoudiens familiers. Parmi ces personnages, le prince Bandar Ben Sultan (ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis de 1983 à 2005), Cheikh Yamani (ministre du pétrole et des ressources minières de l'Arabie Saoudite entre 1962 et 1986), le prince Saoud Ben Faysal (ministre des affaires étrangères depuis 1975) et le prince Turki Ben Faysal (directeur des services de renseignements saoudiens de 1977 à 2001 et ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis de 2005 à 2006). D'autres personnages familiers sont le roi Faysal (1964-1975) et le roi Fahd (1982-2005) ainsi que le prince héritier Abdullah (roi depuis 2005). Un aspect visuel mis en avant par la télévision et la presse est l'habit traditionnel porté par les hommes et les femmes saoudiens.

Le téléspectateur sera averti lorsque les Saoudiens portent des habits occidentaux, ce qui est le cas des princes Bandar, Turki et Saoud et de Cheikh Yamani lorsqu'ils se redent aux États-Unis. Parfois « le changement d'habits » sera perçu comme un symbole de la vie jet-set des membres de la famille royale saoudienne et des représentants de la classe d'affaires sur la côte d'Azur, à Paris, Londres ou Los Angeles. Leur style de vie extravagant se trouve en parfaite contradiction avec les préceptes wahhabites ; un fait qui est souvent soulevé par les médias.

L'Arabie Saoudite est « familière » pour les américains qui y ont travaillé souvent dans l'industrie pétrolière, en tant que contractuels des compagnies américaines de défense, d'ingénierie et de construction ou dans les hôpitaux ultramodernes de Djeddah, Taif ou Riyad⁶. Cette « familiarité » avec l'Arabie Saoudite mérite néanmoins d'être nuancée car la plupart des

⁶ MacFARQUHAR, Neil. "Aftereffects: Riyadh; Big Paychecks Still Luring Foreigners to Saudi Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 23 mai 2003 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

américains qui séjournent en Arabie Saoudite vivent dans des résidences surveillées où la vie ressemble beaucoup à l'Amérique et où les contacts avec la société saoudienne et ses coutumes restent très limités⁷.

L'Arabie Saoudite est véritablement connue par quelques experts issus des médias, de la diplomatie, des milieux d'affaires, de la défense et des fondations de recherche.

En revanche, les Saoudiens manifestent davantage de familiarité avec les États-Unis. Cette connaissance est due au fait que de nombreux Saoudiens sont venus aux États-Unis avant le 11 septembre 2001 dans le cadre des études ou des affaires. Ces séjours prolongés ont eu le mérite d'exposer durablement les Saoudiens à la vie et à la société américaine. Après cette date, des mesures plus strictes en matière de visa ont réduit sensiblement les visites des Saoudiens aux États-Unis⁸.

Le manque de connaissances sur l'Arabie Saoudite va être mis en lumière par les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre les États-Unis. Les actes terroristes, qui comptent 15 Saoudiens parmi les 19 auteurs de l'attentat, vont mettre à nu des aspects méconnus de la société saoudienne, pourtant instrumentalisés par Washington dans sa politique de guerre froide. Aussi, les événements du 11 septembre 2001 vont susciter un émoi dans l'opinion publique et provoquer une reconsidération profonde des relations américano-saoudiennes⁹.

1. Problématique

Cette thèse doctorale qui porte sur les images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis de 1973 jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001 est le fruit des réflexions sur la perception des Arabes, de l'islam et des musulmans aux États-Unis. Ces réflexions ont été suscitées par le contexte post-11 septembre qui pose la question des images de l'islam et des Arabes aux États-Unis au travers de la guerre contre le terrorisme¹⁰. Au travers de ses déclarations et des politiques mises en place suite au

⁷ IBRAHIM M., Youssef. "Life is Isolated for Foreigners in Saudi Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 24 mars 1980 [consulté le 11 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁸ "More Saudis Study in U.S.". *SUSRI Newsletter* [en ligne]. Le 18 décembre 2005 [consulté le 13 janvier 2009]. Disponible sur: <http://www.saudi-us-relations.org>

⁹ BRONSON: 2006: op.cit. p.6.

BRONSON, Rachel. "Rethinking Religion: The Legacy of the U.S.-Saudi Relationship". *The Washington Quarterly* [en ligne]. Automne 2005, vol.28, n°4 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.twq.com>

ZOGBY J., James. "Threats to U.S.-Saudi Ties". *Washington Watch* [en ligne]. Le 14 juin 2004 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.saudi-american-forum.org>

Congress, House, Committee on International relations: *Hearing before the Subcommittee on the Middle East and South Asia*, 107th Cong., 2nd sess., le 22 mai 2002.

¹⁰ EVANS, Leslie. "War on Terror Looks to much like a War on Islam, Arab Scholar Warns". UCLA International Institute [en ligne]. Le 27 janvier 2003 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.international.ucla.edu>

GORDON H., Philip. "Can the War on Terror Be Won? How to Fight the Right War". *Foreign Affairs* [en ligne]. Novembre/décembre 2007, vol. 86, n°6 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

11 septembre (tels le concept de la « guerre contre le terrorisme », l'intervention militaire en Irak et l'établissement de Guantanamo et d'Abu Ghraib), l'Administration George W. Bush a adopté des attitudes et approches à l'égard de l'islam et des Arabes que l'on peut qualifier de « culturalistes », « orientalistes » voire dans certains cas « racistes ». Les événements du 11 septembre 2001 auront pour résultat de créer un amalgame dans l'opinion publique et parmi les décideurs politiques américains entre l'islam et l'extrémisme d'une part et les ressortissants du Moyen-Orient et le terrorisme d'autre part. L'Administration Bush tentera de rectifier cette situation en plaçant l'Occident et l'islam modéré sur le même pied d'égalité face à l'islam extrémiste¹¹. Toutefois, cette tentative reste vaine à la lumière de l'ambiguïté dont témoignent le discours de l'Administration Bush à l'égard de l'islam et des Arabes. La rhétorique de la guerre contre le terrorisme a eu des répercussions très négatives sur les relations entre l'Occident et le monde de l'islam car elle vise indirectement l'islam et les musulmans.

Un autre concept présent dans le discours de Montgomery, et qui reste valable aujourd'hui pour certains universitaires et experts de l'islam et du Moyen-Orient, concerne la représentation de l'Orient et de l'islam comme monolithiques et figés dans le temps et de ce fait, incapables de se moderniser. Ces idées « essentialistes » sont représentées par l'Orientaliste Bernard Lewis et le politologue Samuel P. Huntington. Dans leurs écrits, Lewis et Huntington ont notamment fait référence à « l'incapacité inhérente de l'islam à se moderniser » et à « la violence inhérente à l'islam »¹².

Si la conception essentialiste de l'islam et des Arabes de Lewis et Huntington ne représente en aucun cas un courant dominant dans le domaine des études du Moyen-Orient, leurs idées ont néanmoins exercé une influence importante dans le contexte post-guerre froide et post-11 septembre. La thèse d'un choc des civilisations d'Huntington, qui souligne le rôle des faits culturels (notamment la religion) comme facteurs explicatifs des conflits entre les civilisations (principalement entre l'islam et l'Occident) sera réactualisée par les événements du 11 septembre¹³. Cette thèse sera remise en question par de nombreux experts et commentateurs des relations

TUSTED, Dag. "Neo-Orientalism and the New Barbarism thesis: Aspects of Symbolic Violence in The Middle East." *Third World Quarterly* [en ligne]. 2003, vol. 24, n°4 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

¹¹ MAMDANI, Mahmood. *Good Muslim, Bad Muslim : America, The Cold War, and The Roots of Terror*. New York : Pantheon Books, 2004.p.15-20.

¹² LEWIS, Bernard. "The Roots of Muslim Rage". *The Atlantic Monthly* [en ligne]. Septembre 1990 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.theatlantic.com>

HIRSH, Michael. "Bernard Lewis Revisited: What if Islam isn't an obstacle to democracy in the Middle East but the Secret to Achieving it?" *The Washington Monthly* [en ligne]. Le 11 avril 2004 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.washingtonmonthly.com>

¹³ ABRAHAMIAN, Ervand."The US Media, Huntington and September 11". *Third World Quarterly* [en ligne]. 2003, vol. 24, n°3 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

MATTOX E., Henry. "A Clash of Civilizations-Real? Potential?" *American Diplomacy* 2002, vol.VII, n°1 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.ciaonet.com>

internationales. Les responsables politiques américains réfuteront tout lien entre cette thèse et la doctrine Bush¹⁴. L'influence de Lewis semble avoir été importante dans « la doctrine de remodelage du Grand Moyen-Orient » avancée par des néoconservateurs de l'Administration Bush tels Paul Wolfowitz, mais également par le vice-président conservateur Richard Cheney¹⁵. La guerre en Afghanistan lancée en 2001 et l'intervention militaire en Irak en 2003 ont été perçues comme deux « pays tests » à l'égard de cette doctrine qui cherchait à propager la démocratie par un « effet domino »¹⁶.

La relation entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, vieille de plus de soixante ans s'inscrit dans le cadre d'un maintien de la dominance américaine au Moyen-Orient et d'un soutien à un pouvoir local autoritaire, réfractaire aux réformes politiques et sociales. De ce point de vue, la politique de Washington à l'égard de l'Arabie Saoudite relève du concept « deux poids deux mesures » si l'on considère les valeurs défendues par les États-Unis – droits de l'homme et libertés civiques. Ainsi, les violations des droits de l'homme et des droits civiques perpétrées en Iran, à Cuba ou en Libye sont dénoncées par Washington tandis que le même comportement est toléré lorsqu'il s'agit de Riyad. Comment explique-t-on ces différences d'appréciation?

Selon Thomas W. Lippman (chercheur rattaché à la fondation Middle East Institute – MEI – et ancien correspondant pour le *Washington Post* au Moyen-Orient), il y a toujours eu un élément qui a empêché Washington de faire valoir ses préoccupations relatives aux droits de l'homme au royaume saoudien. Que ce soit l'accès au pétrole, le soutien moral et politique de l'Arabie Saoudite dans l'endiguement du communisme, le financement des moudjahidin et des Contras ; et dernièrement la guerre contre le terrorisme, le pragmatisme de Washington prime sur les valeurs démocratiques¹⁷.

¹⁴ BULLIET, Richard W., *The Case for Islamo-Christian Civilization*. New York: Columbia University Press, 2004.
INGLEHART, Ronald & NORRIS, Pippa. “The True Clash of Civilizations”. *Foreign Policy* [en ligne]. Mars-avril 2003, n°35 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

DOWD, Maureen. “Clash of Civilizations”. *The New York Times* [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁵ MARSHALL, Joshua. “Remaking the World: Bush and the Neoconservatives”. *Foreign Affairs* [en ligne]. Novembre-décembre 2003. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

MANN, James. *Rise of the Vulcans : The History of Bush's War Cabinet*. New York: Viking, 2004.

VARADARAJAN, Turku. “Lewis of Arabia”. *The Wall Street Journal* [en ligne]. Le 23 septembre 2003 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.opinionjournal.com>

NYE S., Joseph, Jr. “Transformational Leadership and U.S. Grand Strategy”. *Foreign Affairs* [en ligne]. Juillet-août 2006 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

CROISIER, Catherine. « La Doctrine Bush de remodelage du Grand-Moyen Orient: entre idéalisme et pragmatisme » [consulté le 2 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.diploweb.com/forum/croisier1.htm>

¹⁶ Ibid.

National Strategy for Victory in Iraq. National Security Council [en ligne]. Novembre 2005. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

FUKUYAMA, Francis. “After Neoconservatism”. *The New York Times* [en ligne]. Le 19 février 2006 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁷ “Témoignage par Thomas Lippman”. U.S. Congress, House, Committee on Foreign Affairs, Subcommittee on International Organizations, Human Rights, and Oversight, *Hearing before the Subcommittee on International*

La politique de « deux poids, deux mesures » n'est pas seulement pratiquée à l'égard de l'Arabie Saoudite mais également à l'égard du Maroc, de la Jordanie, de l'Égypte ou du Pakistan, tous alliés des États-Unis et dont l'historique en matière de droits de l'homme n'est guère satisfaisant¹⁸. Nous observons donc une dichotomie entre la rhétorique démocratique des États-Unis et la politique pratiquée à l'égard du royaume saoudien et d'autres alliés. Cette différence de jugement a été soulevée de manière régulière par des acteurs politiques, civiques et religieux sur le plan américain.

La politique américaine à l'égard de l'Arabie Saoudite a été initiée par le président Franklin D. Roosevelt lors d'une rencontre célèbre avec Ibn Saoud, le 14 février 1945 à bord de l'USS Quincy¹⁹. Depuis, chaque président américain entretiendra une relation proche avec l'Arabie Saoudite et la famille royale malgré les manquements de la société saoudienne en matière de droits de l'homme et de libertés individuelles (notamment à l'égard de la femme). M. Lippman mentionne une déclaration du département d'État de 1951 selon laquelle « les États-Unis doivent respecter la souveraineté de l'Arabie Saoudite, la sainteté des lieux religieux et les coutumes locales ». Pour cette raison, les États-Unis « doivent adopter une posture de guide ou de partenaire pour ne pas donner l'impression de chercher à dominer le royaume »²⁰.

Les fondements de la relation entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite sont multiples ; relation de réciprocité entre pétrole et sécurité, coopération de guerre froide, endiguement du nationalisme arabe, endiguement de l'expansion chiite suite à la révolution islamique et enfin, situation stratégique de l'Arabie Saoudite²¹. À cet égard, nous tenons à souligner que le contrôle indirect des ressources pétrolières saoudiennes au travers de l'alliance avec l'Arabie Saoudite a constitué un atout indéniable pour Washington lors des crises géopolitiques successives (excepté les guerres israélo-arabes de 1956, de 1967 et de 1973 lorsque les producteurs arabes du pétrole imposent un embargo contre les États-Unis et l'Occident pour leur soutien à Israël). Aujourd'hui encore, l'Arabie Saoudite demeure le seul producteur pétrolier de dernier ressort sur le plan mondial²².

Organizations, 110th Cong., 1st sess., June 2, 2007 [consulté le 10 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.house.gov>

¹⁸ «Témoignage par Amry Hamzawy». Carnegie Endowment of International Peace. U.S. Congress, House, Committee on Foreign Affairs, Subcommittee on International Organizations, Human Rights, and Oversight, *Hearing before the Subcommittee on International Organizations*, 110th Cong., 1st sess., June 2, 2007 [consulté le 10 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.house.gov>

¹⁹ BRONSON : 2006 : op.cit. p. 36.

²⁰ LIPPMAN op.cit: 2007:Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.house.gov>

²¹BRONSON: 2006: op.cit. p. 21-27.

²² SPERO E., Joan. & HART A., Jeffrey. *The Politics of International Economic Relations*. London: Routledge, 1997. p. 280-306.

«U.S. Oil Dependency on the Middle East and the Diminishing Wealth of the Arab Exporters in Light of the Economic Crisis», *Inquiry and Analysis*, N°493, MEMRI, Février 2009 [consulté le 19 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.memri.org/Ben/articles.cgi?Page=archives&Area=ia&ID=IA49309>

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001, menées par des islamistes extrémistes (avec 15 citoyens saoudiens parmi les 19 auteurs), vont provoquer un vif émoi dans l'opinion publique américaine et mener à une remise en question de l'alliance américano-saoudienne.

Cette remise en question porte en premier lieu sur la société et le gouvernement saoudiens et la politique de « deux poids, deux mesures » de Washington²³. Un des aspects de cette remise en question concerne la propagation sur le plan mondial d'une forme radicale du « wahhabisme », une interprétation fondamentaliste de l'islam qui s'est développée en Arabie Saoudite. Un rapport du Sénat intitulé *Two Years after 9/11: Keeping America Safe* de 2004 maintient que « le wahhabisme sème la terreur », il évoque également « la nature violente » de ce courant et « sa force idéologique inhérente, qui incite au recrutement et à l'entraînement » et « qui fournit une infrastructure aux groupes terroristes internationaux ». Le rapport constate que « cette idéologie a entravé la coopération de l'Arabie Saoudite avec les États-Unis » et conclut que « les Saoudiens financent l'organisation terroriste Al-Qaïda »²⁴. Ce dernier point rejoint le témoignage de David D. Aufhauser (un responsable du Trésor américain), devant la sous-commission du terrorisme du Sénat en juillet 2003, qui déclarait que l'Arabie Saoudite est l'« épice du terrorisme »²⁵.

Les événements du 11 Septembre vont ensuite amener à une remise en question de la dépendance énergétique des États-Unis par rapport à l'Arabie Saoudite. Cependant, cette remise en question ne représente rien de nouveau car le sujet de la dépendance énergétique revient régulièrement sur le devant de la scène depuis l'embargo pétrolier de 1973, notamment lors des campagnes présidentielles. On observe que la dépendance énergétique des États-Unis vis-à-vis de l'Arabie Saoudite, certes importante, est souvent amplifiée pour des raisons politiques.

Un autre aspect de la politique « deux poids, deux mesures » de Washington est la distinction faite entre un « bon » et un « mauvais » islam. Cette distinction ne relève pas seulement du discours récent de la guerre contre le terrorisme de l'Administration George W. Bush où le Président distingue les « mauvais musulmans » responsables du terrorisme des « bons musulmans », soucieux de se dégager de toute responsabilité et désireux de participer à la guerre contre le terrorisme²⁶. Cette distinction a déjà été employée par Washington qui opposait l'islam chiite révolutionnaire au wahhabisme²⁷. A l'époque, la propagation du wahhabisme par l'Arabie Saoudite sur le plan régional était perçue par Washington comme un facteur stabilisant et un contrepoids à l'expansion chiite ou

²³ LIPPMAN: 2007. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.house.gov>

²⁴ U.S. Congress, Senate, Committee of the Judiciary, Subcommittee on Terrorism, Technology and Homeland Security. *Two Years After 9/11: Keeping America Safe*. 108th Cong., 1st sess., March 2004 [consulté le 10 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.investigativeproject.org/documents/testimony/69.pdf>

²⁵ Témoignage par David D. Aufhauser. U.S. Congress, Senate, Committee on Banking, Housing and Urban Affairs, 107th Cong., 1st Sess., September 28, 2003 [consulté le 10 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.treas.gov/press/releases/js760.htm>

²⁶ MAMDANI: op. cit. 15-16.

²⁷ Ibid: p.154-177.

autres éléments radicaux. Le prosélytisme saoudien sera encore instrumentalisé par Washington avec le financement et le recrutement des moudjahidin lors de la guerre en Afghanistan de 1979 à 1989²⁸.

L'instrumentalisation de l'identité religieuse de l'Arabie Saoudite était déjà envisagée par le président Eisenhower et son secrétaire d'État John Foster Dulles qui voulaient faire du roi Saoud un « pape islamique » afin de contrecarrer le nationalisme arabe de Nasser²⁹. Curieusement, cette facette des relations américano-saoudiennes n'est que très peu évoquée dans les analyses post-11 septembre ou dans les audiences devant le Congrès.

Nous maintenons que le discours d'un « bon » et d'un « mauvais » musulman relève de l'orientalisme américain contemporain tel qu'exprimé par Bernard Lewis et Samuel P. Huntington. Dans un essai daté de 1990, « The Roots of Muslim Rage », Lewis parle d'un « islam vengeur » qui inspire de la haine et de la violence chez ses disciples et qui dirige cette violence contre l'Occident. Il fait également référence à un « islam modéré » qui partage des valeurs culturelles, morales et sociales basiques et des opinions politiques avec l'Occident³⁰. Mahmood Mamdani a nommé ce discours « culture talk ». Selon lui, le concept de « culture talk » suppose que chaque culture a une « essence » intangible qui la définit. Après le 11 septembre, le « culture talk » a réduit la pratique du terrorisme à une pratique islamique³¹.

Il ressort également des événements du 11 septembre 2001 un manque de connaissances très important de l'Arabie Saoudite et de sa société à la fois parmi le public, les médias et les responsables politiques américains. Ce manque de connaissances résulte en premier lieu du fonctionnement silencieux et secret des relations entre les États-Unis et de l'Arabie Saoudite qui ne laissent apparaître que très peu d'éléments du processus décisionnel. Dans ces relations, les intérêts pragmatiques de *realpolitik* sont presque toujours privilégiés.

Il provient en second lieu du mode d'analyse des relations internationales et de la presse « élite » qui se concentre avant tout sur les aspects stratégique, politique et pragmatique de la relation américano-saoudienne, et plus rarement sur la société saoudienne et son identité religieuse.

En dernier lieu, les médias, notamment la télévision et la presse « mainstream », couvrent l'Arabie Saoudite sous un angle principalement domestique, mettant l'accent une nouvelle fois sur la dépendance énergétique des États-Unis par rapport au royaume saoudien. Une facette de cette approche domestique est le rapport de force qui s'opère entre le lobby « pro-israélien » et le « lobby saoudien », notamment sur les dossiers de ventes d'armement. Lorsque les médias évoquent la

²⁸ KEPEL, Gilles. *Jihad*. Paris: Gallimard, 2003.

²⁹ BRONSON: 2006: op. cit. p. 3-5, 9-13.

³⁰ LEWIS, Bernard. "The Roots of Muslim Rage: Why so many Muslims deeply resent the West and why their bitterness will not ease or be mollified". *The Atlantic* [en ligne]. Septembre 1990 [consulté le 14 mai 2009]. Disponible sur: <http://www.theatlantic.com/doc/199009/muslim-rage>

³¹ MAMDANI: op.cit.p. 17-27.

société saoudienne, des thématiques telles que les « riches Cheikhs pétroliers », les violations de droits de l'homme et la place de la femme dans la société sont récurrentes.

Malgré l'importance stratégique de l'alliance américano-saoudienne pour Washington, les médias n'ont pas cherché à approfondir leur compréhension de la société saoudienne. Ces derniers se concentrent sur les crises géopolitiques au Moyen-Orient impliquant les États-Unis et l'Arabie Saoudite et les ventes d'armement au royaume (notamment les AWACS et les F-15 sous Carter et Reagan) qui provoquent de vifs débats au Congrès.

Pourquoi l'Arabie Saoudite ? Nous argumentons que l'étude de l'image de l'Arabie Saoudite offre une excellente opportunité pour analyser les représentations et les conceptions sur les Arabes et l'islam aux États-Unis. Par sa longévité et sa relative stabilité, les relations américano-saoudiennes représentent un cas unique. Un autre aspect fort intéressant est la contradiction apparente entre le caractère autoritaire, répressif et orthodoxe de l'état saoudien dans ses pratiques religieuses et les idéaux démocratiques de l'Amérique. Enfin, l'Arabie Saoudite – pourtant un allié stratégique clé des États-Unis de longue date – demeure méconnue et mal comprise, ce qui relève d'une énigme et mérite d'être exploré.

Sur le plan personnel, l'étude de l'image de l'Arabie Saoudite offre une possibilité de renouer avec un pays que j'ai connu étant adolescente.

2. Questions précises

La présente thèse doctorale porte sur les images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis de 1973 au 11 septembre 2001. Plus précisément, elle vise à comprendre comment ces images se sont cristallisées au fil du temps sous l'influence de différents facteurs, événements et acteurs.

Notre postulat de base est que l'approche pragmatique de *realpolitik* pratiquée par Washington à l'égard du royaume saoudien a eu un impact très important sur la cristallisation de ces images. Nous supposons que cette approche a empêché une remise en question en profondeur du non-respect par l'Arabie Saoudite des droits de l'homme et des libertés civiles, politiques et religieuses, pourtant en contradiction avec les valeurs démocratiques des États-Unis. Le choix par les responsables américains de privilégier les intérêts nationaux suppose en même temps que la compréhension de certaines facettes de la société saoudienne traditionnelle (tel le wahhabisme ou bien des tensions entre la vie saoudienne traditionnelle et la modernité) n'est pas une priorité. Ce choix va se révéler une erreur.

Sur un autre plan, nous argumentons que la politique de Washington à l'égard de l'Arabie Saoudite, qui a favorisé le maintien du statu quo politique au royaume saoudien, a ralenti le processus de démocratisation dans le royaume.

Nous argumentons que l'idée d'une « relation spéciale » fait partie intégrante d'un récit sur la relation entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, créé par la compagnie pétrolière ARAMCO et entretenu par Washington au travers de déclarations, doctrines politiques et voyages officiels en Arabie Saoudite. L'Arabie Saoudite elle-même entretient ce récit avec sa diplomatie publique et l'influence exercée par le « lobby saoudien » aux États-Unis. Ce récit souligne l'importance vitale des ressources pétrolières saoudiennes pour la sécurité nationale des États-Unis et la nécessité de défendre le territoire saoudien afin de conserver cet accès.

Nous supposons également qu'il y a eu, au fil du temps, un certain nombre de remises en question de ce récit principalement sur les questions de droits de l'homme, les valeurs démocratiques (concernant la femme et les libertés religieuses notamment), **le soutien à Israël** et la dépendance énergétique. Ces différents récits donnent lieu à des images alternatives de l'Arabie Saoudite et de l'alliance américano-saoudienne.

Enfin, nous supposons que des « images préexistantes » de l'imaginaire orientaliste américain portant sur l'islam, l'Orient et la Palestine jouent un rôle dans la cristallisation des images contemporaines de l'Arabie Saoudite aux États-Unis. Cela nous amène à notre second postulat de base selon lequel les représentations et les conceptions sur les Arabes et l'islam aux États-Unis sont issues de la tradition orientaliste européenne et américaine. Si la plupart du temps l'approche des responsables politiques américains à l'égard de l'Arabie Saoudite peut être qualifiée de « pragmatique », des attitudes orientalistes préexistantes sont dévoilées dans des circonstances extraordinaires telles l'embargo pétrolier de 1973-1974, la première guerre du Golfe et le 11 septembre 2001.

La question essentielle à laquelle nous souhaitons répondre est la suivante : quel a été le succès du récit de Washington et de Riyad sur la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite ? Comment ce récit a-t-il évolué au fil du temps ?

3. Limites

Les événements du 11 Septembre en 2001 mis à part, l'embargo pétrolier de 1973-1974 constitue très certainement la plus grave crise des relations américano-saoudiennes. Si ces deux événements diffèrent à bien des égards, ils représentent tous les deux un « coup d'arrêt » pour le déroulement normal des relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, caractérisé par un

certain pragmatisme. L'embargo pétrolier symbolise une « quasi rupture » des relations américano-saoudiennes et marque l'apparition d'images de l'Arabie Saoudite (et des Arabes) qui sont « refoulées » en temps normal. La présence de ces images et leur éventuel décalage avec les discours américains à l'égard de l'Arabie Saoudite en temps normale nous intéresse particulièrement.

Aussi, les pétrodollars générés par l'embargo pétrolier vont permettre à l'Arabie Saoudite de réaliser de multiples projets de modernisation très importants en matière d'infrastructures, de santé, d'enseignement, dans le domaine financier et de l'industrie pétrolière. Les richesses pétrolières vont également financer la construction de nombreuses mosquées sur le plan international, des mouvements sunnites fondamentalistes ainsi que de vastes palais pour les membres de la famille royale. A l'extérieur de l'Arabie Saoudite, des saoudiens fortunés vont dépenser d'importantes sommes d'argent (comme indiqué auparavant).

La propulsion d'un royaume saoudien dans la modernité suite à l'embargo ainsi que les contradictions de la vie des Saoudiens hors de l'Arabie Saoudite avec la vie traditionnelle saoudienne vont alimenter ces images d'une société saoudienne en proie aux contradictions et aux transgressions d'une part et d'une société moyenâgeuse qui se heurte à la modernité d'autre part. Le documentaire dramatisé *Death of a Princess* illustre de manière pertinente la cristallisation des images de l'Arabie Saoudite en Occident suite à l'embargo pétrolier de 1973³². Le film, basé sur le reportage du journaliste britannique Anthony Thomas, qui porte sur l'exécution publique en 1977 d'une jeune princesse saoudienne pour adultère, nous éclaire plus sur les représentations des occidentaux à l'égard de l'Arabie Saoudite, des Arabes et de l'islam que sur l'Arabie Saoudite en elle-même. Les thèmes centraux du film sont la place de la femme dans la société saoudienne, le décalage entre la vie traditionnelle saoudienne et la modernité d'une part et entre la vie privée et publique d'autre part. Le téléfilm *Death of a Princess* fera l'objet d'une analyse plus profonde dans la seconde partie de cette thèse³³. Il est suffisant pour l'heure de mentionner que celui-ci a donné lieu à de très vifs débats à la fois en Arabie Saoudite, en Grande Bretagne (où il a été diffusé pour la première fois en 1980) et aux États-Unis.

Prenant le 11 septembre 2001 (et son impact profond sur les relations américano-saoudiennes) comme point de départ, cette thèse doctorale propose de revisiter l'alliance américano-saoudienne afin de comprendre comment les images de l'Arabie Saoudite aux États Unis se sont cristallisées au fil du temps sous l'influence des événements géopolitiques, des acteurs et de différents facteurs. À cet effet, nous avons identifié les événements clés suivants:

³² *Death of a Princess*. ATV et WGBH, Royaume Uni, 1980 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en février 2008]

³³ Ibid.

En premier lieu, l'embargo pétrolier de 1973 imposé par les pays arabes producteurs de pétrole contre les États-Unis (et d'autres pays occidentaux) pour leur soutien à Israël dans le contexte de la guerre d'Octobre. Du point de vue de l'opinion publique américaine, l'embargo pétrolier établit un lien durable entre le pétrole et l'Arabie Saoudite et souligne la dépendance énergétique des États-Unis à l'égard des ressources pétrolières saoudiennes. Cet événement donne également lieu à des représentations désormais communes de l'Arabie Saoudite et des saoudiens telles le « Cheikh pétrolier richissime ». D'autres représentations relèvent plutôt de l'orientalisme et portent davantage sur l'islam et les Arabes de manière générale.

L'usage de l'arme pétrolière par l'OPEP marque un renouveau de l'islam et du peuple arabe sur le plan international. Ce renouveau sera suivi d'une modification temporaire des représentations des Arabes dans l'opinion publique américaine. À cet égard, la concertation des gouvernements arabes sur l'usage de l'arme pétrolière surprennent de nombreux commentateurs qui perçoivent les Arabes comme « indécis » et « incapables » de coopérer entre eux.

En second lieu, l'année 1979 (avec la révolution islamique, la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque, les soulèvements chiïtes dans l'est de l'Arabie Saoudite et le début de la guerre en Afghanistan) marque un changement de donne stratégique avec une intensification de la coopération entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite pour endiguer l'influence chiïte et l'expansion soviétique. L'armement accru de l'Arabie Saoudite à partir de la fin des années 1970 (notamment des F-15 et des AWACS), dans le cadre de cette coopération, provoquera de vifs débats au Congrès.

La prise d'assaut de la Grande Mosquée de Mecque en novembre 1979 constitue également un tournant pour la radicalisation de l'islam fondamentaliste sunnite (sur le plan international et intérieur) en raison des fonds attribués aux mouvements sunnites par le gouvernement saoudien. Menacé sur le plan intérieur par des religieux radicaux et sur le plan régional par l'expansion chiïte, le gouvernement saoudien cherche à soutenir financièrement des institutions religieuses en Arabie Saoudite et à l'étranger. Le prosélytisme étatique saoudien contribuera à la radicalisation de la société saoudienne et des mouvements sunnites fondamentalistes sur le plan international³⁴. Le gouvernement saoudien, avec le prince héritier Fahd en tête, a cautionné l'agenda des clergés radicaux tandis que ces derniers se sont engagés à ne pas critiquer la famille royale pour ses transgressions à l'égard des préceptes wahhabites orthodoxes³⁵.

En troisième lieu, la guerre du Golfe (1990-1991) aura un impact très négatif sur les relations américano-saoudiennes avant tout en raison du déploiement des troupes américaines sur le sol saoudien et des sentiments antiaméricains qu'il suscite dans l'opinion saoudienne³⁶. De plus, les

³⁴ BRONSON: 2006: op. cit. p. 148.

³⁵ Entretien avec Arnaud de Borchgrave, directeur du programme sur les menaces transnationales à CSIS et conseiller principal. CSIS, Washington D.C., le 20 mai 2009.

³⁶ BRONSON: 2006: op. cit. p. 158-163.

ressources financières de l'Arabie Saoudite, bien que considérables, seront sérieusement affectées par les coûts de l'opération Tempête du Désert qui s'élèveront à environs 60 milliards de dollars. Les difficultés financières de l'Arabie Saoudite s'ajouteront aux griefs exprimés par la population saoudienne suscités par la présence américaine au royaume.

En revanche, le positionnement en Arabie Saoudite des médias américains (tels *CNN*) lors de l'opération Tempête du Désert a offert une opportunité inégalée de couvrir la société saoudienne. Le statut subordonné de la femme y sera notamment couvert³⁷. La guerre du Golfe représente la dernière importante coopération stratégique entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite³⁸. A partir de la fin de la guerre froide, les relations américano-saoudiennes vont commencer à se détériorer. Faute du cadre stratégique et politique de la guerre froide, les deux États peinent à trouver un nouveau moteur dans leurs relations³⁹.

4. *La cristallisation des images*

Sur un plan plus abstrait, la cristallisation des images résulte d'une multitude de récits et de projections différentes. Le fonctionnement de l'image est développé par Melani McAlister dans l'ouvrage *Epic Encounters: Culture, Media, & U.S. Interests in the Middle East since 1945* (2005). Son étude vise les représentations américaines à l'égard du Moyen-Orient dans un contexte d'expansion des États-Unis dans la région après 1945. McAlister explore le rôle des « expressions culturelles » (telles les œuvres cinématographiques, la littérature et l'information) dans la construction de l'intérêt national américain au Moyen-Orient après 1945. Son idée centrale est que les produits culturels sont les éléments fondateurs de ce projet et que le pétrole et les origines religieuses en constituent les piliers⁴⁰.

L'étude de Melani McAlister repose sur deux hypothèses concernant les relations entre la politique et la culture. En premier lieu, la politique étrangère est perçue comme une activité porteuse de sens qui exerce une influence sur la formation des idées à l'égard de la nation et de l'intérêt national. Ainsi, les déclarations de politique étrangère et les actions gouvernementales font partie d'un discours plus large avec d'autres types de représentations (telles l'information, la couverture des événements politiques, les romans, les œuvres cinématographiques, la publicité). Le

³⁷ MILLER, Judith, "The Struggle Within". *The New York Times* [en ligne]. Le 10 mars 1991 [consulté le 14 janvier 2009]. Disponible sur: www.nytimes.com

³⁸ BRONSON: 2006: op.cit. p. 204-205.

³⁹ Ibid: p. 204-205.

⁴⁰ McALISTER, Melani. *Epic Encounters: Culture, Media, and U.S. Interests in The Middle East since 1945*. Berkeley: University of California Press (2001), 2005. p. 8.

fait d'examiner ces représentations ensemble ne signifie pas pour autant qu'elles sont similaires ou qu'elles fonctionnent de la même manière.

En second lieu, Melani McAlister perçoit la culture comme un agent actif de la construction des récits conférant un sens à une politique, à un moment donné. Plus précisément, la signification historique et politique des textes culturels réside dans le fait qu'ils comportent des aspects intégrant à la fois de l'histoire et de la politique. L'étude de la culture passe donc par une mise en perspective du produit culturel (en référence au concept de « champ » développé par Pierre Bourdieu). Ce produit culturel ne peut être appréhendé qu'au travers d'une analyse du texte en lui-même. Il devient nécessaire d'étudier la façon dont les textes participent à l'ensemble. En s'intéressant à l'intertextualité et à la logique commune des différentes représentations, il est possible d'une part d'étudier la manière dont un ensemble de textes forme un « champ » et d'autre part, la manière dont un discours (sur le Moyen-Orient par exemple) peut faire autorité sur un autre⁴¹.

Afin de comprendre l'engagement continu des américains au Moyen-Orient, McAlister souligne qu'il faut dépasser le cadre unique de la politique étrangère. Elle estime que la « politique des représentations » est la clé d'une bonne compréhension de cet investissement. Cette politique de représentation fait d'une part référence à la négociation des valeurs politiques et morales et d'autre part au développement d'une compréhension hétérogène et contestée de l'histoire. Ainsi, les produits culturels (tels les œuvres cinématographiques et les romans) ont influencé la perception des valeurs et de l'histoire si bien que le Moyen-Orient est devenu un lieu « acceptable » pour l'expansion du pouvoir des États-Unis. Les produits culturels ont également joué un rôle dans la représentation du Moyen-Orient comme un lieu de production des identités américaines nationales, raciales et religieuses⁴².

5. *L'imaginaire collectif*

La notion d'un imaginaire collectif a été empruntée au domaine sociologique par des historiens des relations internationales tels Robert Frank et Laurent Cesari. Cette notion permet de comprendre comment les représentations se sont articulées dans le temps. Selon Frank, l'imaginaire collectif « recouvre des attitudes mentales de tout genre, des perceptions fugitives ainsi que des

⁴¹ Ibid: p.1-13.

⁴² Ibid: p.1-12.

doctrines et des sensibilités plus stables ». L’imaginaire collectif trouve son origine à la fois dans le passé et dans l’inconscient, mais fait également référence au futur dans la forme de projets⁴³.

Lorsqu’il s’agit de la cristallisation des images de l’Arabie Saoudite aux États-Unis, l’imaginaire orientaliste américain et la tradition judéo-chrétienne forment l’imaginaire collectif⁴⁴. Notre hypothèse est que les représentations de « l’Orient » du public américain entre 1820 et 1945 ont été influentes, en tant qu’expressions de l’imaginaire collectif sur la cristallisation des images de l’Arabie Saoudite dans la période post-1945. Nous supposons que ces représentations, qui portent d’une part sur la Palestine et d’autre part sur l’Orient (en tant que lieu d’exotisme, sensualité et barbarie), vont être réactivées à des degrés divers lors des événements successifs.

6. Échantillonnage

L’échantillonnage des sources s’est fait dans un souci de développer un corpus le plus représentatif possible de la cristallisation des images de l’Arabie Saoudite aux États-Unis. Notre postulat de base concerne la formation des images qui s’opère sous l’influence des événements, des acteurs et des facteurs spécifiques.

Afin de déterminer les événements clés de notre étude, nous avons effectué des études de fréquence des sources en utilisant des moteurs recherche de l’archive du *New York Times*, *Readers’ Periodical Guide of Literature*, *Academic on File*, *National News Paper Index*, *New York State Newspapers*, *New York Times Historic* and *U.S. History in Context*. La plus forte concentration de sources sur l’Arabie Saoudite s’est produite en relation avec les événements suivants : la visite du roi Saoud aux États-Unis en 1957, l’embargo pétrolier de 1973-1974, la prise d’assaut de la Grande Mosquée de la Mecque en 1979, la controverse liée au documentaire dramatisé *Death of a Princess* en 1980, le débat sur les AWACS en 1981, la chute du prix du pétrole dans les années 1980, la première guerre du Golfe en 1991 et en enfin les attentats terroristes du 11 septembre 2001.

D’autres sujets tels la politique pétrolière de l’Arabie Saoudite, la coopération dans le domaine stratégique et énergétique entre les États-Unis et l’Arabie Saoudite, la transformation de l’Arabie Saoudite (sous l’effet des richesses pétrolières), les tensions entre la modernité et la société saoudienne traditionnelle, la condition de la femme sont des sujets qui sont traités de manière récurrente (ou en continu pour la question pétrolière).

⁴³ FRANK, Robert. « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 ». *Les Cahiers de l’Institut du temps présent*, n° 28 recueil de textes présentés au séminaire de l’IHTP, novembre 1991-1993 (supplémentaire au Bulletin de l’IHTP, n°56).

⁴⁴ SHAKMAN HURD, Elizabeth. *The Politics of Secularism in International Relations*. Princeton : Princeton University Press, 2008.p. 1-22.

La perception du wahhabisme et le prosélytisme étatique saoudien aux États-Unis est un autre élément qui est mis en avant, à des degrés divers, par les médias et des ouvrages et auquel nous avons choisi de consacrer une partie de nos recherches.

Nous avons ensuite effectué des recherches plus détaillées dans des ouvrages, à partir de bases de données télévisuelles ou au travers de moteurs de recherche de revues et de magazines en particulier.

Enfin, durant mon séjour aux États-Unis, nous avons conduit un certain nombre d'entretiens avec des experts de l'Arabie Saoudite, de l'opinion publique américaine et de la politique étrangère américaine. Ces entretiens ont constitué des sources d'information très précieuses qui nous ont aidées à orienter nos recherches vers d'autres pistes.

7. Sources

Deux archives sont particulièrement pertinentes à l'égard de notre étude. Il s'agit de la l'archive *Vanderbilt Television News* et des archives du département audiovisuel de la bibliothèque du Congrès).

La Vanderbilt Television News Archive, au sein de l'université Vanderbilt à Nashville (Tennessee) regroupe des séquences de télévision des plus grandes chaînes américaines (*ABC*, *CBS*, *NBC* et *CNN* notamment) de 1968 jusqu'à aujourd'hui; avec plus de 30 000 sources télévisuelles d'information du soir et 9 000 heures de programmes liés à l'information. Parmi ces sources, on recense environ 5 000 sources sur l'Arabie Saoudite.

Enfin, le département audiovisuel de la Library of Congress comprend également de nombreuses sources audiovisuelles et présente l'avantage de collaborer avec l'archive Vanderbilt. Il est donc possible de consulter l'archive Vanderbilt (qui est digitalisée) gratuitement à partir de la Library of Congress.

Nous avons également consulté l'archive de Sécurité Nationale, une fondation de recherche et bibliothèque rattachée à l'université de George Washington (Washington D.C.). La National Security Archive recueille et publie des documents secrets défense déclassifiés obtenus par le Freedom of Information Act. Cette archive fonctionne également comme le repository des documents gouvernementaux liés à la sécurité nationale, aux intelligences étrangères et à la politique économique des États-Unis.

Concernant les sources de presse, nous avons privilégié la presse élite et la presse mainstream. Lorsque cela a été possible nous avons également cherché à intégrer la presse d'affaires (notamment *Forbes* et *Business Week*) et la presse évangélique (*Christianity Today* entre autres) ou la presse catholique (*America* notamment).

Au niveau de la presse élite, nous nous sommes principalement appuyés sur le *New York Times*, *The Wall Street Journal*, *The Washington Post*, *Commentary*, *National Review*, *The New Republic*, *the Atlantic*, *The New Yorker*, *Foreign Affairs* et *Foreign Policy*.

Au niveau de la presse « mainstream », nous avons principalement consulté *TIME Magazine*, *Newsweek*, *l'U.S. News and World Report*, *Harper's Magazine*, *LIFE*, *National Geographic*, *Vanity Fair* et *Saturday Evening Post*.

Enfin, les sondages d'opinion constituent une autre source précieuse pour ce qui concerne la cristallisation des images de l'Arabie Saoudite dans l'opinion publique américaine. The Chicago Council of Foreign Relations (CCFR), désormais Chicago Council of Global Affairs (CCGA), finance depuis 1975 des sondages portant sur l'opinion publique américaine et la politique étrangère américaine. Ces sondages ont été effectués tous les quatre ans entre 1975 et 1999 par des instituts renommés (tels Gallup Organization et Louis Harris & Associates). D'un point de vue méthodologique, une distinction est faite entre le public « général » et les « leaders d'opinion ». La première catégorie consiste en un échantillon national stratifié représentant des Américains ayant dix-huit ans ou plus tandis que la seconde catégorie comprend des leaders influents ayant des connaissances significatives dans le domaine des affaires étrangères. Ces « leaders » sont issus de la vie politique, du monde des affaires, des médias, des universités, des fondations de recherche et de différentes dénominations religieuses.

Dans la mesure où ces questionnaires présentent une homogénéité importante au fil du temps, ils constituent des outils de recherche méthodologiquement très fiables⁴⁵.

⁴⁵ RIELLY E., John. *American Public and U.S. Foreign Policy*. Chicago: Chicago Council of Foreign Affairs, 1975.

PREMIÈRE PARTIE (1820-1973) : LES « IMAGES » DE L'ARABIE SAOUDITE AUX ÉTATS-UNIS AVANT L'EMBARGO PÉTROLIER DE 1973-1974

Entre 1945 et 1973, période d'expansion américaine en Arabie Saoudite principalement dictée par les intérêts pétroliers américains, les images du royaume saoudien aux États-Unis se sont cristallisées avec des récits politiques et culturels d'une part (qui justifient la présence américaine dans ce pays lointain) et des contre-discours d'autre part (qui remettent en question cette présence dans un pays considéré comme féodal, antidémocratique et répressif)⁴⁶.

Auparavant, les Américains ont connu « l'Orient », l'islam et les Arabes au travers de récits de voyage et de récits bibliques portant sur le « Pays Saint » (ou la Palestine), le Proche et le Moyen-Orient de manière générale⁴⁷. Ces récits ont été créés par des missionnaires protestants qui se sont rendus au Proche et Moyen-Orient pour convertir les populations musulmanes à partir du dix-neuvième siècle et des Américains aisés dont les voyages en Palestine ont commencé à se généraliser après la Guerre civile⁴⁸.

Vers la fin du dix-neuvième siècle, époque de l'émergence de la société de consommation aux États-Unis, les grands magasins, qui se sont installés dans les centres urbains, se sont appuyés sur l'imaginaire orientaliste pour commercialiser leurs produits⁴⁹.

Enfin, dans les années 1920, les récits du colonel britannique Thomas E. Lawrence (plus connu sous le nom mythique « Lawrence d'Arabie ») et ses exploits dans les déserts d'Arabie lors de la Révolte arabe (1916-1918) ont émerveillé le public américain⁵⁰. L'engouement pour l'Orient ressort également dans des œuvres cinématographiques telles que le *Sheikh*⁵¹ (avec Rudolph Valentino dans le rôle du Cheikh), des spectacles et conférences tels le « Travelogue » *avec Allenby en Palestine et Lawrence en Arabie* de Lowell Thomas⁵².

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la compagnie pétrolière ARAMCO s'appuie sur l'imaginaire orientaliste américain et « le mythe de la frontière » dans sa politique d'image qui vise le gouvernement américain, le Congrès, les groupes d'intérêt, les médias et le public américain⁵³.

⁴⁶ McALISTER, Melani. *Epic Encounters: Culture, Media, & U.S. Interests in the Middle East since 1945*. Berkeley, University of California Press, 2005 (2001). p. 1-4, 31-35.

⁴⁷ Ibid: p. 13- 20.

KAPLAN, Robert D. *The Arabists: The Romance of an American Elite*. New York: Free Press, 1995 (1993). p. 17-29.

SKAKMAN HURD, Elizabeth. *The Politics of Secularism in International Relations*. Princeton: Princeton University Press, 2008. p. 59-63.

⁴⁸ McALISTER: op. cit. p. 13.

⁴⁹ Ibid: p.20-27.

⁵⁰ LAWRENCE, T.E. *The Seven Pillars of Wisdom*. New York: G.H. Doran, 1926.

⁵¹ *The Sheikh*. Les États-Unis, le 30 octobre, 1921.

⁵² «With Allenby in Palestine and Lawrence in Arabia». Travelogue Script, 1919 [consulté le 3 février 2010], document pdf. Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/documents.html>

⁵³ VITALIS, Robert. *America's Kingdom: Mythmaking on the Saudi Oil Frontier*. Stanford: Stanford University Press, 2007. p. 7-9.

Chapitre 1 : Une tradition « orientaliste » américaine

1. *Le « soft-power » des missionnaires protestants américains et le débat sur les « Arabisants » dans le contexte du conflit israélo-arabe*

1.1. L'influence des missionnaires protestants américains au Proche et Moyen-Orient entre 1820 et 1920

Les missionnaires protestants américains ont joué un rôle clé dans la création de l'imaginaire orientaliste américain. Ils ont été les premiers Américains à séjourner durablement au Proche et Moyen-Orient⁵⁴. Aussi, le travail de missionnaire et le rôle d'enseignant leur a offert une exposition directe à des populations très diverses sur les plans ethnique, politique et religieux (populations musulmanes, juives, chrétiens orthodoxes et catholiques)⁵⁵.

Les missionnaires protestants américains sont également les premiers « Arabisants » américains⁵⁶. Cependant, nous verrons par la suite que le sens du mot Arabisant a évolué dans le temps. Au Moyen-âge, le mot Arabisant désignait un médecin qui avait étudié la médecine arabe (considérée comme scientifiquement plus avancée) ; à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle il s'agissait d'un étudiant en langue arabe. Depuis la création d'Israël en 1948, le mot Arabisant est politiquement sensible. Selon Richard Murphy (ancien sous-secrétaire d'État et ancien ambassadeur en Arabie Saoudite et en Syrie) cité par Robert D. Kaplan dans l'ouvrage *The Arabists: the Romance of an American Elite* (1993), le mot Arabisant est devenu péjoratif après 1948. Il désigne, selon Kaplan, une personne qui « couche intellectuellement » avec les Arabes ; à savoir quelqu'un qui adopte une attitude « politiquement naïve, élitiste et trop révérencieuse à l'égard des cultures exotiques » [en l'occurrence arabes]⁵⁷.

Cependant, à la différence des Arabisants du département d'État dont les positions trop partiales à l'égard des pays arabes (et implicitement leur antisionisme et antisémitisme) ont souvent été dénoncées, l'attitude des premiers Arabisants à l'égard des populations musulmanes et de l'islam était imprégnée d'intolérance, de supériorité voire de racisme (comme mentionné auparavant)⁵⁸.

TURNER, Frederick Jackson. *The Significance of the Frontier in American History*. New York: Henry Holt, 1920. p. 1-38 dans WROBEL, David, M. "Manifest Destiny and American Exceptionalism" dans LAGAYETTE, Pierre, ed. *La Destinée Manifeste aux États-Unis au XIX siècle: aspects politiques et idéologiques*. Paris: Ellipses, 1999, p. 1456-157.

⁵⁴ KAPLAN: op.cit. p. 16-18.

⁵⁵ Ibid: p. 17-29.

⁵⁶ Ibid: p. 8, 22-29.

⁵⁷ Ibid: p. 6-7.

⁵⁸ Ibid: p. 19; 21.

SHAKMAN-HURD: op. cit. p. 46, 59-63.

Cette attitude évoluera dans le temps sous l'influence de facteurs tels l'environnement social, politique et religieux imperméable aux tentatives de conversion, les débats internes au protestantisme américain concernant la finalité de l'œuvre missionnaire, les pressions politiques extérieures (notamment du gouvernement ottoman) et enfin la volonté de préserver les institutions missionnaires au Proche et Moyen-Orient⁵⁹.

L'évolution de l'American University of Beirut (AUB), créée en 1866 par Daniel Bliss (un Congrégationaliste du Vermont) sous le nom de Syrian Protestant College (SPC), témoigne de ces mutations⁶⁰. Elle illustre le changement progressif d'une concentration totale sur la propagation de la foi et de la conversion vers une propagation de l'éthique protestante de progrès et de liberté⁶¹. L'AUB jouera notamment un rôle important dans la cristallisation des idées et la propagation du panarabisme au Moyen-Orient⁶².

Le changement idéologique progressif de l'AUB résulte à la fois des débats internes au sein du protestantisme américain, des pressions émanant du gouvernement ottoman avant la première guerre mondiale et de la réalité très complexe sur le plan ethno-politique et religieux de la Syrie après la première guerre mondiale⁶³. L'adoption du nom d'American University of Beirut en 1920 (précédemment SPC) est symbolique car elle s'accompagne de l'abolition de la religion obligatoire pour les étudiants et des preuves d'appartenance des professeurs à une Église évangélique⁶⁴.

Selon Stephen B. L. Penrose Jr. (auteur d'un historique sur l'AUB qui s'intitule *That They May Live*, publié en 1941), le terme « protestant » était problématique car les étudiants et membres de la faculté représentaient différentes confessions du Proche-Orient⁶⁵.

Auparavant, les pensionnaires juifs et musulmans du SPC avaient soumis des demandes concernant l'instauration de régimes alimentaires spéciaux et avaient manifesté contre la présence obligatoire à l'Église. En 1914, le gouvernement ottoman avait instauré une loi qui interdisait l'éducation religieuse à des non-protestants. Des pressions sur le plan politique extérieur ont donc amené les directeurs du SPC à modifier leur approche à l'égard de l'enseignement et à changer le nom de l'école⁶⁶.

Dans le même temps, des positions divergentes apparaissent parmi les missionnaires quant à la finalité de leurs missions. A titre d'exemple, nous citons le pasteur Henry Jessup (un missionnaire

KÉDOURIE, Elie "The American University of Beirut". *Middle Eastern Studies* [en ligne]. Octobre 1996, Vol. 3, n°1, [consulté le 1^{er} février 2010], p. 74-90. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/4282188>

⁵⁹ Ibid: p. 74-90.

⁶⁰ KAPLAN: op.cit. p. 31-43.

⁶¹ KÉDOURIE: op. cit. p. 74-90.

⁶² KAPLAN: op.cit.p. 31-35.

⁶³ KÉDOURIE: op. cit. p. 74-90.

⁶⁴ Ibid: p. 74-90.

⁶⁵ PENROSE, Stephen B. L. *That They May Live; the Story of the American University of Beirut, 1866-1941*. Beirut: The American University of Beirut, 1941. p. 172.

⁶⁶ KÉDOURIE: op. cit. p. 74-90.

presbytérien qui a longtemps séjourné en Syrie) pour son ouvrage *Fifty-three Years In Syria* (1910)⁶⁷. Selon lui, l'enseignement est seulement un moyen de parvenir à ses fins et de « conduire les hommes vers le Christ et leur enseigner comment devenir de bons chrétiens »; il ne devrait donc pas franchir les limites de la sphère séculaire⁶⁸. Sur des points essentiels, cette position diffère de celle de Daniel Bliss (le fondateur du SPC) comme en témoignent ses mémoires *The Reminiscences of Daniel Bliss* (1904)⁶⁹. Bliss soutient que « notre objectif n'est pas de créer des Maronites, des Grecs, des catholiques, des protestants, des Juifs ou des musulmans, mais des hommes parfaits, des hommes idéaux, à l'image de Jésus-Christ »⁷⁰. Cette position est partagée par son fils et successeur Howard Bliss qui, en dépit de sa religiosité profonde, cherchait à former des étudiants qui sont de bons représentants de leur propre foi plutôt que des protestants⁷¹.

En mai 1920, Howard Bliss publie un article dans la revue *Atlantic Monthly* qui s'intitule « The Modern Missionary »⁷². L'article, qui suscitera beaucoup d'attention, témoigne selon K.S. Latourette (historien des mouvements missionnaires protestants en Chine et au Japon) de « la position de ces missionnaires qui ont abandonné l'idée de la conversion et qui cherchent plutôt à imprégner les communautés existantes de l'éthique protestante sans pour autant amener à un changement d'affiliation religieuse véritable »⁷³. Bliss y évoque « l'ambiance religieuse » du SPC où « tout le monde célèbre chaque année l'anniversaire de Mahomet » et dit « se réjouir d'avoir la possibilité de propager la vertu du christianisme ». Il fait l'éloge de « l'esprit démocratique dont faisait preuve les premiers musulmans indépendamment de la race ou du statut social »⁷⁴. Enfin, pour Howard Bliss, « la religion moderne se mesure par le service social rendu et l'avancement du progrès politique car la finalité de l'œuvre missionnaire est de promouvoir la formation, la liberté des cultes et de la pensée et de vaincre la tyrannie et le fanatisme »⁷⁵.

Un autre exemple de ce nouveau type de missionnaire plus « libéral » est évoqué dans l'ouvrage *Human Progress Through Missions* du Docteur James Burton publié en 1912⁷⁶. Pour Burton, les missionnaires sont des agents du progrès industriel, commercial, scientifique, philologique et lexicologique⁷⁷. Il fait référence à la contribution des missionnaires américains au

⁶⁷ JESSUP, Henry. *Fifty-three Years in Syria*. New York: Fleming H. Revell Company, 1910. p. 592 dans KÉDOURIE op. cit. p. 76-77.

⁶⁸ JESSUP: op. cit. 1910. p. 592 dans KÉDOURIE op. cit. p. 76-77.

⁶⁹ BLISS, Daniel. *The Reminiscences of Daniel Bliss*. New York: Fleming H. Revell Company, 1920 dans KÉDOURIE: op. cit. p. 78.

⁷⁰ Ibid: p. 78.

⁷¹ DODGE, Bayard. *The American University of Beirut*. Beirut: Khayat's, 1958. p. 35 dans KÉDOURIE: op. cit. p. 75.

⁷² BLISS, Howard. "The Modern Missionary". *The Atlantic Monthly*. Mai 1920 dans KÉDOURIE: op. cit. p. 79.

⁷³ LATOURETTE, K.S. *History of the Expansion of Christianity*. Vol. VI., p. 64. New York: Harper & Brothers, 1937-1945. p. 64. dans KÉDOURIE: op. cit. p. 79.

⁷⁴ BLISS: op. cit. dans KÉDOURIE: op. cit. p. 79.

⁷⁵ Ibid: p. 79.

⁷⁶ BURTON, James L. *Human Progress Through Missions*. Fleming H. Revell Company, 1912. p. 36-37 dans KÉDOURIE: op. cit. p. 79-80.

⁷⁷ BURTON: op. cit. p. 36-37.

développement de l'arabe littéraire moderne avec la première traduction de la Bible protestante en arabe. Cette traduction a été initiée par Eli Smith (premier Arabisant américain) et sera achevée par Cornelius Van Dyke (un missionnaire protestant américain arabisant venu en Syrie pour une mission médicale) en 1856⁷⁸.

Eli Smith (missionnaire presbytérien originaire de Nortford, Connecticut) a été diplômé de l'Andover College en 1826. Ensuite, il a travaillé comme missionnaire sur l'île de Malte où il se familiarise avec l'arabe (la langue maltaise étant un mélange d'arabe et d'italien) avant de se lancer dans l'apprentissage de l'arabe. L'American Commission for Foreign Missions lui donne la permission de séjourner en Syrie afin de perfectionner son arabe. En 1834, il convainc la commission de transférer la presse protestante américaine de Malte à Beyrouth où il a réuni autour de lui un groupe de convertis protestants arabophones. En 1847, Smith initie le projet de traduction de la Bible de l'hébreu et du grec en arabe. Il décède en 1857 avant de finaliser ce grand projet. Comme mentionné auparavant, le Docteur Cornelius Van Dyke terminera la première traduction de la Bible en arabe⁷⁹.

Les contributions des missionnaires protestants américains au développement de l'arabe littéraire moderne reçoivent des commentaires élogieux dans l'ouvrage *The Arab Awakening* (1938), un ouvrage de référence sur le nationalisme arabe de George Antonius (Palestinien chrétien d'origine libano-égyptienne)⁸⁰. Selon Antonius, les missionnaires américains étaient les pionniers de la « renaissance arabe » en raison de « l'effervescence intellectuelle » suscitée au travers de leurs contributions à l'arabe moderne⁸¹. Stephen B. L. Penrose (mentionné auparavant) alimente cette description élogieuse du rôle des missionnaires américains dans le développement de l'arabe littéraire moderne en les décrivant comme les « réformateurs anticoloniaux d'une richesse linguistique ancienne »⁸².

Elie Kédourie (cité précédemment) soutient en revanche que l'arabe était perçu par les missionnaires comme un outil de propagation du protestantisme plus approprié que l'anglais dans les contacts avec des populations essentiellement traditionnelles. De plus, l'assimilation de l'anglais par des individus issus de classes populaires risquait d'éveiller chez eux des ambitions plus importantes qui pourraient mettre à mal les efforts des missionnaires. Cependant, dans le Levant, l'enseignement en arabe avait des effets contre productifs lorsque des familles aisées retiraient leurs enfants des écoles créées par les missionnaires protestants américains pour les orienter vers des écoles jésuites (ou d'autres établissements dans lesquels le français et l'anglais étaient enseignés). La

⁷⁸ KAPLAN: op. cit. p. 22-27.

⁷⁹ "Eli Smith: Pioneer Bible Translator". *Middle East Reformed Fellowship* [consulté le 24 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.merf.org>

⁸⁰ ANTONIUS, George. *The Arab Awakening*. London: H. Hamilton, 1938.

⁸¹ Ibid: p. 43 dans KÉDOURIE: op. cit. p. 87.

⁸² PENROSE: op. cit. p. 6 dans KÉDOURIE: op. cit. p. 87.

création du SPC en 1866, qui par la suite dispensera des cours aussi bien en anglais qu'en arabe, a été une manière pour les missionnaires protestants américains d'empêcher la fuite des « âmes potentielles »⁸³.

Nous remarquons dans les propos de Kédourie une critique sous-jacente dirigée envers le désir apparemment futile (à son sens) des missionnaires protestants américains de diffuser des idées d'autodétermination et de démocratie d'une part et la foi protestante d'autre part chez les populations arabo-musulmanes. Elie Kédourie (historien diplomatique britannique du Moyen-Orient, qui a longtemps enseigné à la London School of Economics) attribuait l'échec de l'Empire britannique au Moyen-Orient à des illusions romantiques sur le monde arabo-musulman. Selon lui, l'importation des idées nationalistes par les Britanniques aurait contribué à la « résurgence » de cette région en « une étendue sauvage et désolée ». Kédourie considérait que ces caractéristiques, ainsi que le despotisme, étaient des éléments inhérents au monde arabo-musulman. Kédourie (décédé en 1992), qui avait quitté l'Angleterre pour les États-Unis et l'université de Brandeis, Massachusetts en 1990, a exercé une influence importante auprès des intellectuels conservateurs américains. Plus précisément, il remettait en question la compétence des universitaires pour conseiller les responsables politiques en matière de politique étrangère. De ce fait (et en raison des caractéristiques antidémocratiques « intrinsèques » du Moyen-Orient), il cherchait à attirer l'attention des responsables américains sur le danger inhérent d'un projet de réformation ou de démocratisation dans cette région⁸⁴.

Nous notons que les critiques exprimées par Kédourie envers les Arabisants britanniques (et les missionnaires protestants américains) sont influencées par ses expériences en tant que survivant d'un pogrome dans le quartier juif de Bagdad en 1941 lorsqu'une foule arabe a assassiné plus de 150 hommes, femmes et enfants juifs. Les troupes britanniques qui se trouvaient au faubourg de Bagdad n'ont rien fait pour empêcher ces atrocités⁸⁵.

Thomas Lippman (correspondant diplomatique, ancien responsable du bureau du Moyen-Orient au *Washington Post*, chercheur rattaché au MEI et au Council of Foreign Relations), auteur d'un ouvrage qui s'intitule *Arabian Knight: Colonel Bill Eddy USMC and the Rise of American Power in the Middle East* (2008), argumente pour sa part que l'influence historique des missionnaires était importante et permanente en raison de leur impact sur l'enseignement des populations arabes locales. Il note que les missionnaires ont ouvert des écoles pour filles et garçons. Ils ont même installé des imprimeries en langue arabe afin d'apporter des livres grammaticalement

⁸³ KÉDOURIE: op. cit. p. 88-89.

⁸⁴ KRAMER, Martin. "Policy and the Academy: An Illicit Relationship?" *Middle East Quarterly*. Hiver 2003. p. 65-73. KÉDOURIE, Elie. "Foreign Policy: A Practical Pursuit". *The Princetonian*. Le 4 janvier 1961 dans KRAMER: op. cit. p. 65-73.

⁸⁵ KAPLAN: op. cit. p. 93.

corrects à une population dont la langue était en train de se détériorer. L'analyse de Lippman de l'ouvrage *The Arab Awakening* de George Antonius (cité précédemment) est bien plus positive que celle de Kédourie. Lippman constate que les missionnaires protestants au Moyen-Orient étaient les premiers Américains à exercer une réelle influence sur le mode de pensée et la vision du monde d'une communauté arabe importante⁸⁶.

Nous argumentons que les missionnaires protestants américains ont joué un rôle significatif dans la cristallisation du nationalisme arabe avec la propagation de l'éthique protestante de liberté et de progrès (ce qui représente les « valeurs américaines ») et leurs contributions au développement de l'arabe littéraire moderne (indépendamment de l'exploitation de celui-ci comme un moyen de propagation du protestantisme). Des établissements d'enseignement instaurés par les missionnaires protestants tels le Syrian Protestant College (devenu AUB après 1920) et l'American University of Cairo (AUC), créée en 1920, ont joué un rôle clé dans le rassemblement de l'intelligentsia arabe⁸⁷. Après la première guerre mondiale, l'AUB va émerger comme le symbole de la renaissance arabe; et plus particulièrement du mouvement pan-arabique, tandis que l'AUC jouera le rôle « d'incubateur » pour le nationalisme égyptien⁸⁸.

Samir Khalaf (professeur à l'AUB) a qualifié la propagation des valeurs américaines par les missionnaires protestants au Proche et Moyen-Orient entre 1820 et 1920 de « soft power ». Dans son essai « American Missionaries in the Levant: Precursors to Soft Power and High Culture » (2006), il argumente que la diffusion globale des idées et des valeurs américaines (qualifiées de « soft power » par Joseph Nye) n'a pas débuté après la seconde guerre mondiale comme souvent évoqué, mais beaucoup plus tôt avec les actions des missionnaires protestants présents au Proche et Moyen-Orient à partir du dix-neuvième siècle⁸⁹. Cela amène Khalaf à nuancer de manière indirecte les propos de certains analystes des mouvements missionnaires protestants dans le Proche et Moyen-Orient tels Kédourie ou Robert D. Kaplan (cités précédemment). Pour Kaplan, les premiers Arabisants américains sont définis par leur œuvre missionnaire ; de ce fait, ils n'ont exercé aucune influence politique directe à la différence des Arabisants britanniques qui sont définis par l'impérialisme⁹⁰. Dans cette perspective, les Arabisants britanniques ont été des outils dans l'entreprise impérialiste de la Grande Bretagne, tandis que les premiers Arabisants américains

⁸⁶ LIPPMAN, Thomas W., *Arabian Knight: Colonel Bill Eddy USMC and the Rise of American Power in the Middle East*. Vista: Selwa Press, 2008. p. 3-4.

⁸⁷ KAPLAN: op. cit. p. 78-79.

⁸⁸ Ibid: p. 37-38.

⁸⁹ KHALAF, Samir: "American Missionaries in the Levant: Precursors to Soft Power and High Culture". Essai présenté à la conférence *Globalizing American Studies*, Conférence, Northwestern University, Evanston, Illinois, le 5 mai 2006 dans SHAKMAN-HURD: op. cit. p. 47-48 ; 60-61.

NYE, Joseph. *Soft Power: The Means to Succeed in World Politics*. New York: Public Affairs, 2004.

⁹⁰ KAPLAN: op. cit. p. 8-9.

étaient préoccupés par leur mission de diffuser le christianisme auprès des populations musulmanes⁹¹. Plus tard, lorsqu'ils réalisent que leurs tentatives de conversion sont peu fructueuses, les missionnaires américains s'investiront dans des œuvres caritatives, la création d'établissements d'enseignement, la promotion de la langue arabe et du panarabisme⁹².

Nous argumentons que la propagation des « valeurs américaines » par les missionnaires au Proche et Moyen-Orient entre 1820 et 1920 a préparé le terrain pour une expansion américaine dans ces régions après 1945. En se positionnant comme les agents de la liberté et du progrès et les défenseurs du panarabisme, les missionnaires américains se sont distingués des intérêts britanniques, français et ottomans associés à l'impérialisme⁹³. Les responsables américains et les compagnies pétrolières (telles ARAMCO) vont réinventer le discours anti-impérialiste afin de légitimer leur investissement dans le Moyen-Orient après 1945. Dans un contexte de recherche d'indépendance et de décolonisation, il était nécessaire de se distinguer des anciennes puissances coloniales telles la France et la Grande Bretagne. Ce discours anti-impérialiste sera également employé par Washington afin d'endiguer l'Union Soviétique du golfe Persique durant la guerre froide. Cependant, le discours anti-impérialiste et l'image des États-Unis comme soutien à la cause arabe seront mis à mal avec la reconnaissance d'Israël par le président Truman le 14 mai 1948⁹⁴.

S'agissant de l'Arabie Saoudite (pays qui nous intéresse plus particulièrement ici), Washington et les responsables pétroliers vont présenter l'investissement dans le développement des ressources pétrolières saoudiennes comme un « partenariat du pétrole et du progrès » et leur intérêt dans le royaume saoudien comme un « intérêt bienveillant » bénéficiant à la fois aux États-Unis et à l'Arabie Saoudite⁹⁵. Une sous-partie sera dédiée à la politique d'image d'ARAMCO dans cette première partie.

Enfin, nous notons que la relation du département d'État avec le Moyen-Orient (bien que peu importante jusqu'en 1945) remonte à la fondation des États-Unis. Le souverain alaouite du Maroc a été le premier à reconnaître l'indépendance des États-Unis. C'est également en 1826, sous la présidence de John Quincy Adams, que le premier Arabisant du département d'État, William B. Hodgson, sera formé. L'approche de Washington consistait à confier à la Grande Bretagne la responsabilité de la défense du Moyen-Orient et à soutenir le travail éducatif des missionnaires

⁹¹ Ibid: p. 8-9.

⁹² Ibid: p. 21; 22; 34-39; 66-78.

⁹³ McALISTER: op. cit. p. 13-20.

VITALIS: op. cit. p. 7-12.

⁹⁴ KAPLAN: op.cit. p. 85-86.

⁹⁵ VITALIS: op. cit. p. 9-10.

américains⁹⁶. Une exception à cette approche était l'envoi en Syrie de Charles R. Crane (un philanthrope et industriel de Chicago) par le président Woodrow Wilson après la première guerre mondiale afin de donner un rôle plus important aux États-Unis. La commission King-Crane (nommé après Henry C. King, président de l'Oberlin College et Charles R. Crane) était chargée de recueillir les souhaits des anciens sujets de l'empire ottoman après la première guerre mondiale. Cette commission a endossé la position des nationalistes arabes qui pensaient que la France devait être tenue à l'écart du Levant et que l'influence des sionistes devait être endiguée en Palestine. Bien que ce rapport ait été enterré jusqu'en 1922, de nombreux commentateurs ont perçu la décision d'envoyer Crane et King en Syrie comme un signe du soutien des États Unis à la cause de l'indépendance arabe⁹⁷.

1.2. L'influence des missionnaires protestants américains dans la cristallisation des images sur les Arabes et l'islam aux États-Unis entre 1820 et 1920

Selon la « vision » orientaliste développée en Occident à l'époque du colonialisme européen au dix-neuvième siècle, l'Occident et l'islam sont fondamentalement différents et opèrent selon des principes incompatibles. Cette vision orientaliste était fondée sur l'idée de supériorité de l'Occident et de l'influence occidentale comme une « force positive » qui apporte les bienfaits de la civilisation moderne à un monde musulman « stagnant » et « défectueux ». La représentation de l'entreprise impérialiste comme une « mission civilisatrice » découle de cette idée. La notion de mission civilisatrice s'appuie sur l'idée du « fardeau de l'homme blanc » (présente chez les Européens et les Américains); à savoir le devoir de guider les races « basanées », « enfantines » et « moins avancées » vers la civilisation⁹⁸. Cependant, il existe des divergences quant à l'origine de l'orientalisme européen et américain. Si l'orientalisme européen trouve son origine dans le colonialisme, l'orientalisme américain s'est développé au travers de l'investissement réel ou imaginaire des Américains dans l'Orient et la Palestine⁹⁹.

La notion de mission civilisatrice est très présente parmi les missionnaires protestants américains qui avaient commencé à effectuer des voyages au Proche et au Moyen-Orient durant les premières décennies du dix-neuvième siècle dans le but d'y convertir les populations musulmanes (comme mentionné précédemment)¹⁰⁰.

⁹⁶ Ibid: p. 90-91.

⁹⁷ BERCHER, F. W. Charles R. "Cranes Crusade for the Arabs 1919-1939". *Middle Eastern Studies* [en ligne]. Janvier 1988, vol. 24, n°1 [consulté le 5 février 2010], p. 42-55. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/4283221>

⁹⁸ LOCKMAN, Zachary. *Contending Visions of the Middle East: The History and Politics of Orientalism*. New York: Cambridge University Press, 2004. p. 88-91.

⁹⁹ McALISTER: op. cit. p. 13-20.

¹⁰⁰ KAPLAN op. cit. 17-21.

Cet élan vers l'Orient, et plus particulièrement vers la Palestine, correspond à un renouveau général de la foi protestante aux États-Unis. Le renouveau du protestantisme s'est manifesté au travers de rencontres spirituelles, de réveils religieux, de conversions et d'une envie de conquérir de nouvelles âmes à l'extérieur du pays¹⁰¹. Les Congrégationalistes, qui étaient parmi les premières confessions à s'ouvrir vers l'extérieur, domineront l'activité missionnaire au Moyen-Orient jusqu'en 1870. Par la suite, on assistera à une répartition géographique des différentes confessions. Ainsi les Congrégationalistes deviennent responsables de la Turquie, les Presbytériens de l'Égypte, de la Syrie et de l'Iran et l'Église hollandaise réformée du golfe Arabique¹⁰².

Le pasteur américain Henry Jessup (cité précédemment) décrit la propagation de la foi protestante comme un outil de diffusion de la civilisation occidentale¹⁰³. Dans son ouvrage *The Mohammedan Missionary Problem* (1879), il argumente que « l'Église chrétienne ne peut pas être indifférente au bien-être de 175 millions de membres de notre race ». Au contraire, « la dégradation morale, l'aveuglement spirituel, les besoins religieux profonds de nombreux humains, la condition lamentable des femmes musulmanes, le désir de tout ce que nous considérons cher dans un foyer chrétien et le manque absolu de quelque chose qui ressemblerait à la rédemption [dans l'islam], devraient susciter la sympathie la plus profonde dans chaque âme chrétienne ». Ces conditions sont aggravées par le fait que « les musulmans n'ont pas de conception ni d'un Dieu saint, ni de la sainteté de la vie ». Jessup constate que « le standard moral de Mahomet lui-même était si bas que nous ne pouvons pas nous attendre à retrouver une réelle conception de la sainteté parmi ses condisciples »¹⁰⁴.

Il ressort des citations ci-dessus des représentations très négatives de l'islam et des musulmans. Elizabeth Shakman Hurd (professeur en sciences politiques à l'université de Northwestern) maintient dans l'ouvrage *The Politics of Secularism in International Relations* (2008) que les représentations négatives de l'islam en Amérique existent depuis les origines de la nation américaine et demeurent influentes dans les références contemporaines aux « liens naturels » entre le christianisme et la démocratie américaine d'une part et entre l'islam et la théocratie d'autre part¹⁰⁵. Cela conclut une étude approfondie des relations entre le sécularisme et l'islam d'une part et les identités américaines et européennes d'autre part. Chaque type de sécularisme s'appuie sur une série différente des représentations historiques de l'islam. Les suppositions laïques (qui constituent les fondations idéologiques et philosophiques de la République française) perçoivent les

¹⁰¹ Ibid: p. 18.

¹⁰² KAPLAN: op. cit. p. 17-18.

¹⁰³ JESSUP, Henry. *Mohammedan Missionary Problem*. Philadelphia: Presbyterian Board of Publication, 1879, p. 134-135 dans KÉDOURIE, Elie. "The American University of Beirut". *Middle Eastern Studies* [en ligne]. Octobre 1966, Vol. 3, n°1 [consulté le 1^{er} février 2010], p. 76-77.

¹⁰⁴ Ibid: p. 134-135.

¹⁰⁵ SHAKMAN HURD, Elizabeth. *The Politics of Secularism in International Relations*. Princeton: Princeton University Press, 2008. p. 59.

représentations de l'islam comme un obstacle surmontable, tandis que les suppositions « judéo-chrétiennes » (qui constituent les fondations idéologiques et philosophiques des États-Unis) approchent l'islam comme une menace culturelle et morale pour les fondations de la civilisation occidentale qu'il est nécessaire d'affaiblir¹⁰⁶.

Des représentations défavorables à l'égard des musulmans sont également présentes dans des articles publiés par le *New York Times* portant sur les « enjeux sanitaires » du pèlerinage à la Mecque pour les États-Unis et l'Europe.

Dans un premier article daté du 31 mai 1895, l'auteur rapporte qu'une « réforme sanitaire » appliquée aux lieux saints de l'Arabie a finalement été adoptée par le Conseil turc international de la santé en réponse à des demandes faites par les pouvoirs européens. Selon l'auteur:

« Il a été rapporté que la pandémie naissante du choléra à la Mecque a été éradiquée. Si cela se révèle vrai, l'Europe respira plus facilement. Cependant les mauvaises conditions sanitaires à la Mecque, particulièrement lors du pèlerinage, rendent le contrôle de la propagation du choléra presque impossible, une fois que la maladie s'est déclarée [...]. Pourtant, il ne sera pas facile de renforcer les lois sanitaires à l'égard de la source sainte (ou fosse à rejets) car nous supposons que le sultan ne permettra pas que cette fontaine de misère et de mort soit nettoyée et purifiée [...]. Si ces réglementations étaient renforcées, elles seraient d'une importance primordiale pour les peuples de l'Europe. Elles marqueraient la première tentative sérieuse de placer les lieux Saints sous supervision sanitaire et de surveiller soigneusement la route des pèlerins par laquelle le choléra a été transmis à maintes reprises à l'Europe et à l'Amérique et qui a provoqué la mort d'un nombre très important de vies humaines »¹⁰⁷.

Dans un second article daté du 7 juin 1895, l'auteur rapporte que les mesures de santé instaurées par le Conseil turc international de la santé ont provoqué des attaques meurtrières contre un groupe d'officiers consulaires européens à Djeddah. Le vice consul britannique aurait été poignardé tandis que les consuls britannique et russe ainsi qu'un secrétaire consulaire français auraient été grièvement blessés. L'auteur déplore les réactions des pèlerins:

« Les pèlerins se sont violemment opposés à l'érection des casernes sanitaires à l'extérieur de la Mecque. Ils préfèrent s'entasser dans leur sale façon habituelle dans les taudis de la ville et dans les campements insalubres qu'ils ont coutume d'utiliser »¹⁰⁸.

Ces articles illustrent la perception aux États-Unis d'un Orient « sale et désorganisé » qui « doit être mis en quarantaine » afin que les États-Unis et l'Europe ne soient pas contaminés. Le discours dans cet article témoigne également de la vision orientaliste et de la relation de «

¹⁰⁶ Ibid: p. 59.

¹⁰⁷ "Sanitary Reform at last in Arabia's Holy Places". *The New York Times* [en ligne]. Le 31 mai 1895 [consulté le 3 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁰⁸ "Europe Against the Angry Fanatics in Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 7 juin 1895 [consulté le 3 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

dominant-dominé » inhérente à celle-ci¹⁰⁹. Enfin, l'auteur considère naturel que l'Europe impose des mesures sanitaires par le biais des autorités de l'empire Ottoman et s'étonne de la colère des pèlerins.

Elizabeth Shakman Hurd cite Timothy Marr (professeur en études américaines à l'université de Caroline du Nord), auteur de l'ouvrage *Imagining Ishmael: Studies of Orientalism in America from the Puritains to Melville* (1998), qui démontre que l'identité américaine précoce s'est construite en partie par opposition à l'islam¹¹⁰. Marr soutient que ce sont les représentations négatives des missionnaires protestants de l'islam qui ont contribué (avec d'autres facteurs) à la construction d'une identité américaine nationale moderne, démocratique et chrétienne¹¹¹.

Elizabeth Shakman Hurd poursuit son raisonnement et argumente que ces représentations défavorables ont non seulement contribué à la cristallisation d'une hostilité américaine à l'égard de l'islam sur le plan intérieur, mais également à une approche collective euro-américaine dans les relations avec les États majoritairement musulmans¹¹². Shakman Hurd décrit la nature des représentations tenues des missionnaires protestants à l'égard des Arabes et de l'islam:

« Une tradition d'interprétation puissante couvrant trois siècles et de nombreux penseurs, l'eschatologie protestante était omniprésente dans la formation des attitudes américaines précoces à l'égard de l'islam. En partie sous l'influence de ces représentations, l'identité américaine a été « structurée » par opposition à l'infidèle islamique despotique. La menace posée par l'islam a été transformée en une confirmation de la supériorité chrétienne¹¹³.

Des missionnaires tels Pliny Fisk, Jonas King, et Levi Parson ont tous contribué à cette perspective anti-islamique. Convaincus de la supériorité du christianisme à l'égard de l'islam, Parson a représenté l'islam comme « ce grand empire du péché ». Des interprétations bibliques hautes en couleur ont alimenté cet imaginaire politique et religieux. Des commentateurs bibliques ont cherché à établir des liens entre les « qualités perçues chez les peuples d'Arabie et le comportement des épidémies locales » afin d'assurer les lecteurs que l'invasion des sauterelles, dont parle la Révélation, faisait référence aux Saracens issus de l'Orient. De même, le tarissement de l'Euphrate signifiait la perte du statut de l'empire ottoman qui laissait place à la restauration des Juifs à Israël et à leur conversion au christianisme »¹¹⁴.

La conception de l'islam comme l'antéchrist et la croyance de la fin prochaine de l'empire ottoman (et implicitement de l'islam) suggérée dans la citation ci-dessus étaient véhiculées aux États-Unis par des commentaires bibliques, des manuels, des dictionnaires et des ouvrages à la fin

¹⁰⁹ LOCKMAN: op.cit. p. 88-98.

SAID, Edward. *Orientalism: Western Conceptions of The Orient*. New York: Penguin Books (1978), 1995.

¹¹⁰ MARR, Timothy. *Imagining Ishmael: Studies of Islamic Orientalism in America from the Puritans to Melville*. Ann Arbor: University of Michigan, 1998, p. 93 dans McALISTER op. cit. p. 59-60.

¹¹¹ Ibid: p. 93.

¹¹² SHAKMAN HURD: op. cit. p. 58-64.

¹¹³ Ibid: p. 61.

¹¹⁴ Ibid: p. 61.

du dix-huitième siècle et durant la première moitié du dix-neuvième siècle. Ces représentations étaient perçues comme autoritaires à la fois par l'Église protestante et le public¹¹⁵. Dans leurs projections sur le sort de l'islam, les missionnaires se sont exclusivement reposés sur des prophéties bibliques en dépit du fait que l'islam est chronologiquement postérieur à la Bible. La Bible était considérée comme l'ultime source de compréhension de l'islam. Par conséquent, il n'y avait aucun intérêt à étudier les textes islamiques ou entrer en dialogue avec des musulmans¹¹⁶.

Enfin, les conceptions de l'islam et des musulmans étaient certainement influencées par les expériences des missionnaires au Proche et Moyen-Orient qui se trouvaient face à des populations réticentes à une quelconque conversion.

Pour autant, il convient de ne pas exagérer l'importance de l'islam dans la cristallisation de l'identité américaine. Nous argumentons que les représentations précoces de l'islam ont favorisées le développement d'une imaginaire orientaliste américain. Cet imaginaire orientaliste a influencé la cristallisation des images contemporaines sur l'Arabie Saoudite (et d'autres pays du Moyen-Orient) aux États-Unis après 1945 avec la présence des représentations orientalistes préexistantes opérant à la fois sur le plan conscient et inconscient. Si les responsables politiques sont davantage influencés par des considérations pragmatiques dans l'élaboration de la politique étrangère, l'imaginaire orientaliste américain va néanmoins jouer un rôle important lors d'événements politiques extraordinaires tels l'embargo pétrolier de 1973-1974 et le 11 septembre 2001 ou de faits divers tels que l'exécution d'une princesse saoudienne pour adultère en juillet 1977 (comme nous le démontrerons dans la seconde et troisième partie de cette thèse).

Concernant l'influence des missionnaires protestants américains à l'égard de la cristallisation des images contemporaines sur les Arabes et l'islam aux États-Unis, nous soutenons qu'elle existe principalement sur le plan des perceptions et des représentations au travers d'un imaginaire orientaliste préexistant. Dans ce contexte, il nous semble important de distinguer d'une part les représentations précoces de l'islam et des Arabes et d'autre part les images plus favorables des missionnaires plus « libéraux » tels Daniel et Howard Bliss et Stephen Penrose.

Comme démontré précédemment, des facteurs extérieurs (tels qu'une configuration ethnique, politique et religieuse complexe) ont contribué à une évolution des représentations de l'islam et des Arabes parmi les missionnaires. En revanche, un certain idéalisme et une conviction de la supériorité de la civilisation occidentale et notamment du système politique américain fondé sur le mythe de l'élection divine, les libertés fondamentales (droit de la personne), les libertés politiques et

¹¹⁵ MARR: op. cit. p. 71 dans SHAKMAN HURD: op. cit. p. 61.

¹¹⁶ Ibid: p. 71, 23 dans SHAKMAN HURD: op. cit. p. 61.

le libéralisme économique subsiste; c'est ce que l'on a appelé « l'exceptionnalisme américain »¹¹⁷. Le mythe de l'élection divine (qui trouve son origine chez les pèlerins puritains arrivés dans l'État du Massachusetts en 1620) se traduit par une mission particulière confiée aux États-Unis en raison de leurs vertus exceptionnelles.

Enfin, l'idéalisme et la conviction de la supériorité de la civilisation occidentale et du devoir de la diffuser ne sont pas propres aux pèlerins puritains ou aux missionnaires protestants. Ces concepts sont présents dans la tradition idéaliste de la politique étrangère américaine, notamment avec les présidents Woodrow Wilson, Franklin D. Roosevelt, John F. Kennedy, Jimmy Carter, Ronald Reagan, William Jefferson Clinton et enfin George W. Bush. Des liens sont entretenus avec la tradition puritaine au travers des références bibliques dans les discours de politiques étrangère¹¹⁸.

1.3. Le débat sur les « Arabisants »

La création de l'État d'Israël le 14 mai 1948 est à l'origine du débat sur les Arabisants. Les grandes lignes de ce débat consistent en une opposition entre les Arabisants du département d'État (qui, pour des raisons différentes, ont contesté la partition de la Palestine et la création de l'État hébreu) et les défenseurs d'Israël (présents au Congrès, dans le gouvernement, au département d'État ou encore dans les organisations et associations pro-israéliennes). Qui sont les Arabisants ? Quelles sont leurs convictions ? Existe-t-il des liens entre les Arabisants du département d'État et les missionnaires protestants- les premiers Arabisants américains? Enfin, en quoi le débat sur les Arabisants peut-il nous informer sur le fonctionnement de la cristallisation de l'image de l'Arabie Saoudite aux États-Unis?

Dans *The Arabists: The Romance of an American Elite* (1993), considéré comme l'un des ouvrages de référence dans ce domaine par de nombreux spécialistes, Robert D. Kaplan cherche une réponse à ces questions. Robert Kaplan est correspondant pour l'*Atlantic Monthly* qui a publié l'essai « Tales from the Bazaar »¹¹⁹ à partir duquel l'ouvrage cité ci-dessus a été développé et également chercheur rattaché au Foreign Policy Research Institute (FPRI) et au Center for a New American Security (CNAS)¹²⁰.

¹¹⁷ DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis, VAÏSSE, Justin. *La politique étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulation*. Paris: Presses de Sciences Po, 2003, p. 43-48.

¹¹⁸ DAVID, BALTHAZAR, VAÏSSE: op. cit. p. 43-48.

HASSNER, Pierre & VAÏSSE, Justin. *Washington et le Monde: Dilemmes d'une superpuissance*. Paris: Autrement, 2003. p. 16-32.

¹¹⁹ KAPLAN, David. "Tales From the Bazaar". *The Atlantic Monthly* [en ligne]. Août 1992 [consulté le 28 février 2010]. Disponible sur: <http://www.theatlantic.com>

¹²⁰ Foreign Policy Research Institute (FPRI): Disponible sur: <http://www.fpri.org/about/people/kaplan.html>
Center for a New American Security (CNAS): Disponible sur: <http://www.cnas.org/node/71>

L'idée avancée par Kaplan est que les Arabisants au sein du bureau des affaires du Proche-Orient du département d'État forment un groupe élitiste homogène. Ils sont issus de l'élite de la côte est (et sont des White Anglo-Saxon Protestants, WASP en anglais)¹²¹. Les premiers Arabisants, les missionnaires protestants qui ont commencé à voyager dans le Moyen-Orient dans les années 1820, ont transmis leurs valeurs et leur attachement à l'Orient à leurs enfants et aux diplomates américains qui ont séjourné au Proche et Moyen-Orient dans le cadre de leurs fonctions. Il en résulte une cristallisation des valeurs et des attachements sentimentaux à l'Orient et aux Arabes qui empêchent les Arabisants de maintenir leur impartialité et de pleinement remplir leurs fonctions de représentants des intérêts américains (avec notamment le soutien continu à Israël)¹²². Le manque d'impartialité à l'égard du conflit israélo-arabe a été d'autant plus néfaste que les Arabisants ont joué un rôle clé dans la formulation de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient entre 1945 et 1969 lorsqu'une « purge » a lieu au département d'État et que Joseph Sisco accède au poste de directeur du bureau des affaires du Proche-Orient¹²³.

Kaplan cite Francis Fukuyama pour qui les Arabisants constituent « une élite au sein de l'élite » qui, plus que tout autre spécialiste régional, ont systématiquement eu tort. Cela s'explique non seulement par le fait que les Arabisants ont épousé la cause arabe, mais également l'inclination des Arabes pour « l'aveuglement »¹²⁴. Le pire moment pour les Arabisants était l'invasion du Koweït par Saddam Hussein le 2 août 1990. L'ambassadeur des États-Unis en Irak April Glaspie avait choisi d'adopter une approche de non confrontation à l'égard de Saddam Hussein qui s'est soldée par un échec¹²⁵.

Kaplan distingue trois types d'Arabisants. La première catégorie est issue des missionnaires protestants qui ont séjourné au Proche et Moyen-Orient où ils ont appris l'arabe et développé des affinités avec la population locale, les lieux, la culture et le nationalisme arabe¹²⁶. Ces attachements sont transmis aux enfants des missionnaires dont certains tels William A. Eddy, William A.

¹²¹ QUANDT, William B. Critique. *Foreign Affairs* [en ligne]. Novembre-décembre 1993 [consulté le 1 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

¹²² Ibid., <http://www.foreignaffairs.com>

¹²³ VITALIS: op. cit. p. 122-123.

QUANDT: op. cit. <http://www.foreignaffairs.com>

PARKER, Richard B. "The Arabists": A Review Essay". *Journal of Palestine Studies* [en ligne]. Automne 1994, vol. 24, n°1 [consulté le 9 février 2010], p. 67-77. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/2537983>

KONTOS, William. "Critique". *International Journal of Middle East Studies* [en ligne]. Août 1994, vol. 26, n°3 [consulté le 9 février 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/163703>

GOODE, James F. "Critique". *The American Historical Review* [en ligne]. Février 1995, vol. 100, n°1 [consulté le 9 février 2010], p. 261-262. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/2168169>

¹²⁴ KAPLAN op. cit. p. 7-8.

QUANDT: op. cit. <http://www.foreignaffairs.com>

¹²⁵ KAPLAN: op. cit. p. 289-300.

QUANDT: op. cit. <http://www.foreignaffairs.com>

¹²⁶ KAPLAN: op. cit. p. 1-9; 13-16.

Stoltzfus et Talcott Williams Seelye vont se positionner dans la diplomatie au Moyen-Orient ou au département d'État.

William A. Eddy (1896-1962) est surtout connu pour son rôle de traducteur et organisateur de la rencontre entre le président Roosevelt et le roi saoudien Abd al-Aziz le 10 février 1945, à bord de l'USS Quincy ancré près du Canal de Suez¹²⁷. Cette rencontre et son importance pour la cristallisation des images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis sera plus amplement développée dans le second chapitre de cette première partie.



Figure 1 : L'Admiral Leahy, Colonel Eddy, Abd al-Aziz et Franklin D. Roosevelt, National Archives.

¹²⁷ VITALIS: op. cit, p. xxiv.

LIPPMAN, Thomas. *Arabian Knight: Colonel Bill Eddy USMC and the Rise of American Power in the Middle East*. Selwa Press, 2008.



Figure 2 : William E. Eddy pris en photo avant une audience avec Abd Al-Aziz à Riyad, Special Collections, Princeton University Libraries.

Eddy, né en Syrie, fils de missionnaires presbytériens, était diplômé de Princeton en 1917 où il avait reçu un doctorat en littérature. Lors de la première guerre mondiale, il a servi dans le Corps des marines américains. Après la guerre, il a enseigné à Dartmouth, Smith et Hobart College et à l'AUC – évoqué précédemment (1936-1942) avant d'intégrer le Corps des marines américains une nouvelle fois, lors de la seconde guerre mondiale. Il était basé au Caire où il a effectué un travail de liaison pour le Bureau des services stratégiques (Office for Strategic Services, OSS en anglais). Fin 1943, il est devenu l'assistant du chargé d'affaires, James Moose, au consulat américain de Djeddah avant d'accéder lui-même à ce poste en août 1944. Dans ces fonctions, William A. Eddy a notamment négocié l'accord du terrain d'aviation de Dhahran (un lieu stratégique pour les États-Unis lors de la seconde guerre mondiale et par la suite) avec Abd al-Aziz qui sera ratifié en août 1945. Il a simultanément occupé des fonctions pour la CIA et la compagnie pétrolière ARAMCO et a joué un rôle clé dans la création de la Central Intelligence Agency (CIA)¹²⁸. Son rôle à ARAMCO sera plus amplement développé dans le second chapitre de cette première partie¹²⁹. Nous notons par

¹²⁸ Ibid: p.133-138

¹²⁹ LIPPMAN: op. cit. p. xiv.

ailleurs qu'Eddy a été l'un des premiers à évoquer la menace posée par l'islamisme militant contre les intérêts occidentaux au Moyen-Orient¹³⁰.

À la fin des années 1940 et au début des années 1950, la plupart des analyses stratégiques portaient uniquement sur la menace posée par l'expansion soviétique au Moyen-Orient. Eddy percevait cette menace mais également celle qui selon lui était posée par l'islam fondamentaliste (surtout dans le contexte de la partition de la Palestine). Il note en 1947 que « les Américains sont enclins à supposer que des pays musulmans récemment indépendants vont adopter le modèle turc de gouvernement séculaire ». Toutefois, il argumente que « l'évolution récente laisse penser que cette force latente très puissante, la force de l'islam, la confrérie des musulmans, peut devenir très sérieuse et peut constituer un lien très fort dans les années à venir »¹³¹. Sous l'influence d'Eddy, la CIA a ajouté la menace de l'islamisme extrémiste dans « *The Consequences of the Partition of Palestine* », un document secret que l'organisation a diffusé auprès des responsables américains la veille du vote sur la partition de la Palestine par l'Assemblée générale de l'ONU¹³². Le document de la CIA soutenait que « les Arabes sont capables d'un fanatisme religieux qui, allié à des aspirations politiques, peut constituer une force extrêmement puissante ». Aussi, le document mentionnait que « la capacité des gouvernements arabes à diriger cette force est difficile à juger » et qu'il est tout à fait possible que certaines organisations religieuses prennent l'initiative d'organiser la résistance arabe en Palestine ». Les Frères Musulmans (ou l'Ikhwān al Muslimīn), basés en Égypte, étaient cités dans ce document comme une source de danger particulière. Ils sont décrits comme « une organisation rassemblant des jeunes musulmans dont l'objectif était d'organiser la société arabe selon les préceptes de l'islam ». Le document mentionne que « les Frères Musulmans considèrent l'occidentalisation comme une menace dangereuse pour l'islam et s'opposeraient de ce fait avec un fanatisme religieux à tout empiètement (absolu) au sionisme en Palestine. La conclusion est la suivante: « si la guerre sainte (ou jihad) était déclarée, celle-ci serait menée par les Frères Musulmans »¹³³.

Thomas W. Lippman (cité précédemment), qui a consulté les William A. Eddy papers (accessibles à la Mudd Manuscript Library de l'université de Princeton) et les comptes rendus des délibérations de l'Administration Truman, constate que la CIA était parmi les premières à évoquer la menace posée par l'islamisme extrémiste à une époque où la plupart des mémorandums politiques et communiqués diplomatiques basaient leurs arguments antisionistes sur des éléments politiques et

¹³⁰ Ibid: p. 250-252.

¹³¹ Ibid: p. 250-252.

¹³² "The Consequences of the Partition of Palestine." Central Intelligence Agency [en ligne]. ORE 55, le 28 novembre 1947 [consulté le 29 juillet 2010]. Disponible sur <http://www.foia.cia.gov> dans LIPPMAN, Thomas W. "The View from 1947: The CIA and Partition of Palestine." *Middle East Journal*. Hiver 2007, vol. 61, n°1, p. 17-28.

¹³³ Ibid: p. 17-28.

économiques et non pas sur la religion¹³⁴. En dépit de la montée en puissance des Frères Musulmans en Égypte à cette époque, la plupart des responsables américains supposait qu'à partir du moment où les Arabes obtiendront l'indépendance et entameront la modernisation de leurs sociétés, la force de la religion diminuera. Lippman souligne que parmi les documents qu'il a consultés, très peu faisaient référence à l'extrémisme islamiste ou aux sentiments anti-occidentaux comme des menaces potentielles sur le long terme. Eddy espérait cependant que la fracture dans les relations entre les États-Unis et le monde arabe ne soit pas irréparable¹³⁵. Lors d'un discours devant le Naval War College à Rhode Island (cité par Lippman), Eddy déclare que « 300 millions de musulmans, qui ne sont pas encore militarisés, constituent pour les États-Unis un ami fort ou un ennemi dangereux. Ce choix nous appartient toujours en ce 1^{er} avril 1953. Si nous faisons un mauvais choix, que Dieu nous pardonne! » Ce même message sera réitéré par Eddy au cours des années 1950 dans ses correspondances et dans des discours publics ; il appelle ainsi les États-Unis, en tant que nation chrétienne, à saisir une opportunité de former « une alliance morale » avec l'islam¹³⁶.

William A. Stoltzfus (cité précédemment) est né à Beyrouth en 1924 ; fils d'un père mennonite et d'une mère presbytérienne. Son père était recteur d'une école de garçons à Aleppo (en Syrie) avant de diriger le Beirut College for Women. Stoltzfus a été diplômé de la Deerfield Academy (une école préparatoire prestigieuse) et de l'université de Princeton qu'il quitte en 1943 pour devenir pilote dans les Corps navals aériens américains. Il est diplômé de la Woodrow Wilson School (université de Princeton) en 1949 et réussira le concours du Service étranger à sa deuxième tentative. William A. Stoltzfus était basé en Arabie Saoudite de 1957 à 1959¹³⁷.

Talcott William Seelye (cité précédemment), né à Beyrouth en 1922 (décédé en 2006), est le fils d'un professeur de l'AUB. Il a été diplômé de la Deerfield Academy et de l'Amherst College en 1949. Lors de la seconde guerre mondiale, il a servi en Iran, juste avant l'expansion de Staline dans cette région, et en Allemagne occupée sous John McCloy (haut commissaire pour l'Allemagne). Seelye accède à son premier poste au sein du Service étranger à Amman (Jordanie) en 1952 où il développe des relations de proximité avec le cabinet jordanien dont la moitié des membres était des anciens étudiants de son père à l'AUB. Selon Robert D. Kaplan (cité précédemment) qui a effectué plusieurs entretiens avec Seelye, ce dernier a développé des positions « typiquement arabisantes ». Seelye considérait que le déplacement des Palestiniens par les Israéliens était le problème clé au Moyen-Orient, largement responsable de la violence et de l'instabilité dans la région. Lors de

¹³⁴ LIPPMAN: op. cit. 2008. p. 250-252.

¹³⁵ LIPPMAN: op. cit. 2007. p. 17-28.

¹³⁶ LIPPMAN: op. cit. 2008. p. 250-252.

¹³⁷ STRATTON, Jean. Princeton Personality. *Town Topics* [en ligne]. Le 29 octobre, 2003, vol. LVII, n°34 [consulté le 25 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.town.topics.com>

l'attaque surprise de l'Égypte et de la Syrie en octobre 1973, Seeyle a envoyé au secrétaire d'État Henry Kissinger un mémorandum dans lequel il recommande de n'envoyer aucun armement pour la défense d'Israël. En tant qu'ambassadeur des États-Unis en Syrie en 1981, il a été accusé par Francis Fukuyama (alors en poste au département d'État) de partialité à l'égard de la Syrie.

Lors de l'été 1983, Seeyle a démissionné de son poste d'ambassadeur en Syrie pour manifester son opposition à la politique israélienne de l'Administration Reagan. Il a informé le *Washington Post* et l'*Associated Press* de sa décision citant les Accords de Camp David qui se sont soldés par un échec (selon lui) et le fait que le processus de paix doit désormais se poursuivre dans un autre cadre. Il a ajouté que les États-Unis devraient immédiatement reconnaître l'OLP¹³⁸.

Une seconde catégorie d'Arabisants est issue de l'élite WASP (citée précédemment). Elle se compose de diplomates de carrière qui ont été envoyés au Moyen-Orient pour des études linguistiques (à cette époque aucun établissement n'offrait des cours à Washington) ou qui étaient basés au Moyen-Orient dans le cadre de leurs fonctions. Lors de ces séjours, ils sont entrés en contact avec l'intelligentsia arabe, les populations locales et les missionnaires américains qui leur ont transmis un attachement au monde arabe et des sympathies pour la cause arabe¹³⁹. Stephen B. L. Penrose (1908-1990), cité antérieurement, est un exemple de cette seconde catégorie d'arabisants évoquée par Kaplan. Fils du président du Whitman College (Stephen B.L. Penrose Sr.), diplômé du Withman College en grec et en chimie en 1928, Stephen Penrose a enseigné à l'AUB de 1928 à 1931 avant de devenir vice-directeur de la Near East College Association (un poste qu'il a occupé pendant 6 ans). Cet organisme administrait l'AUB et cinq autres établissements académiques dans le Moyen-Orient. Lors de la seconde guerre mondiale, Penrose est entré dans l'OSS basé au Caire. Il y a recruté d'anciens collègues de Beyrouth et s'est lancé dans l'apprentissage de l'arabe. Par la suite, il a été promu au poste de vice-directeur, puis directeur des services de renseignement. Suite à la seconde guerre mondiale, il a servi comme assistant spécial pour le secrétaire à la défense James Forrestal. Enfin, entre 1948 et 1954, Stephen Penrose a occupé le poste de président de l'AUB où il fut à l'origine de nombreux programmes académiques¹⁴⁰.

Stephen B. L. Penrose Jr. est également connu comme un porte-parole très actif de la cause palestinienne et de la promotion des relations entre les États-Unis et les pays arabes. Pour illustrer cet engagement, nous citons son discours tenu à l'hôtel Delmonico de New York en janvier 1951 où il a déclaré que « l'enjeu pour les États-Unis dans le Moyen-Orient est la possibilité de perdre la

¹³⁸ KAPLAN: op. cit. p. 15; 78; 111-116.

¹³⁹ Ibid: p. 91.

¹⁴⁰ STICKLES, Frances C., "Stephen Penrose B. L. Penrose Jr.: A Biographical Tribute". Octobre 1991 [consulté le 24 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.whitman.edu/content/penrose/archives>

troisième guerre mondiale avant même que celle-ci ne soit déclarée »¹⁴¹. Un autre exemple est le témoignage de Penrose devant la commission des affaires étrangères du Sénat en 1953 où il argumente que « la résolution de la question palestinienne est la clé non seulement de la paix au Moyen-Orient, mais très probablement du monde entier »¹⁴².

Une troisième catégorie d'Arabisants définie comme « politiquement pro-arabe » est incarnée par Loy W. Henderson, considéré par certains comme le diplomate de carrière américain le plus réputé de tous les temps¹⁴³. Par « politiquement pro-arabe », Kaplan entend une personne qui soutient les Arabes parce que cela coïncide avec sa conception des intérêts nationaux américains¹⁴⁴. Dans le cas de Loy Henderson, « politiquement pro-arabe » signifie une opposition à la partition de la Palestine et à la création de l'État hébreu car il est selon lui essentiel de maintenir des bonnes relations avec les pays arabes riches en pétrole dans le contexte de la guerre froide. Il craignait que la reconnaissance d'Israël par les États-Unis compromette ces relations. Ces craintes sont partagées par d'autres responsables américains tels George Marshall, Dean Acheson, George Kennan et Dean Rusk; en l'occurrence tous non-arabisants¹⁴⁵.

Pour Kaplan, Henderson représente « l'archétype » des Arabisants. Pourtant, celui-ci ne s'intéresse pas à la culture arabe, n'est pas arabisant, n'a pas séjourné durablement au Moyen-Orient et ne s'identifie pas à la cause arabe¹⁴⁶. Dans le même temps, Kaplan qualifie Henderson d'antisémite. Cet antisémitisme est fondé selon Kaplan sur la vision d'Henderson de la guerre froide et de ses propres expériences en Union soviétique sous Staline¹⁴⁷.

Henderson (1892-1986) est originaire de la ville de Rogers dans l'Arkansas ; il est fils d'un prédicateur méthodiste sans moyen. Diplômé de l'université de Northwestern, il a servi dans la Croix Rouge lors de la première guerre mondiale en raison d'une blessure au bras l'empêchant de prendre part aux combats. Henderson rejoint le département d'État en 1922. Entre 1927 et 1942, il s'est principalement occupé des affaires soviétiques et de l'Europe de l'est. Lors de son positionnement à Moscou, il a notamment collaboré avec George F. Kennan (acteur clé de l'élaboration de la politique d'endiguement des États-Unis et ambassadeur des États-Unis en Union soviétique de mai à septembre 1952) et Charles Bohlen (successeur de Kennan au poste d'ambassadeur des États-Unis en Union soviétique de 1953 à 1957). Tous trois sont considérés comme les meilleurs spécialistes de l'Union soviétique au sein du département d'État¹⁴⁸. Kaplan note

¹⁴¹ KAPLAN: op. cit. p. 91.

¹⁴² Ibid: p. 91.

¹⁴³ Ibid: p. 98-99.

¹⁴⁴ Ibid: p. 98-99.

¹⁴⁵ Ibid: p. 85-86.

¹⁴⁶ Ibid: p. 98.

¹⁴⁷ Ibid: p. 96-97.

¹⁴⁸ BRANDS. H. W. *Inside the Cold War: Loy Henderson and the Rise of American Empire, 1918-1961*: London: Oxford University Press, 1991. p. 15.

que les expériences d'Henderson à Moscou l'ont marqué à vie. Avec Kennan et Bohlen, Henderson a été témoin de la terreur infligée par le régime de Staline¹⁴⁹. Ces impressions sont confirmées par des entretiens menés par Richard McKinzie auprès d'Henderson en juin 1973¹⁵⁰. Toujours selon Kaplan, les expériences d'Henderson en Russie sont à l'origine de son antisémitisme supposé. Dans un communiqué diplomatique, Henderson a accusé les Juifs [sur le plan international] d'être des supporteurs importants de l'Union soviétique. Il fait référence à la popularité de Staline dans certains cercles libéraux aux États-Unis qui comptaient de nombreux intellectuels juifs¹⁵¹.

La carrière d'Henderson au Moyen-Orient débute en 1943 lorsqu'il accède au poste d'ambassadeur des États-Unis en Irak; une fonction qu'il occupera jusqu'en 1945. En 1945, il est promu au poste de directeur des affaires du Proche-Orient et de l'Afrique au département d'État. Craignant que les bombardements des insurgés syriens à Damas par l'aviation française en mai 1945 minent l'ONU nouvellement créée, ainsi que les relations entre l'Occident et les pays arabes, Henderson conseille au président Truman de contraindre les Français à se retirer de la Syrie. Il avertit le Président que si l'Occident ne maintient pas des relations proches avec la Syrie, celle-ci va se rapprocher de l'Union soviétique¹⁵². Lors de l'expansion des troupes soviétiques vers Tabriz dans le nord-ouest de l'Iran au début de l'année 1946 (qui a réellement débuté en 1941 menant à la crise dite iranienne ou irano-soviétique), Henderson avertit l'Administration Truman que ces mouvements posent des dangers à la Turquie, à l'Irak et aux champs pétroliers iraniens. Sur les conseils d'Henderson, le président Truman appelle donc Staline à retirer ses troupes¹⁵³. À la fin de l'année 1946, lorsque Staline tente de forcer la Turquie à céder des territoires dans l'est de la Turquie et le contrôle des Dardanelles (qui aurait apporté à l'Union soviétique un port dans des mers chaudes), Henderson et le secrétaire d'État Dean Acheson ont persuadé Truman de soutenir la Turquie et d'envoyer des unités de la marine américaine dans l'est de la Méditerranée¹⁵⁴.

En 1947, ayant été informé que la Grande Bretagne n'aurait plus les moyens de soutenir les forces pro-occidentales dans la guerre civile grecque, Henderson a persuadé Truman de défendre activement les intérêts occidentaux dans la Méditerranée (contre l'Union soviétique)¹⁵⁵. En 1948, Henderson et le secrétaire d'État George C. Marshall, qui défendaient les intérêts du département d'État (dans un souci de maintien des relations de proximité entre les pays arabes et les États-Unis), se sont opposés à la partition de la Palestine proposée par l'ONU. Des conseillers du président

¹⁴⁹ MCKINZIE, Richard. *Oral History Interview with Loy W. Henderson*. Le 14 juin 1973, à Washington D.C. [consulté le 26 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.trumanlibrary.org/oralhist/henderson.htm#oh1>

¹⁵⁰ Ibid.

¹⁵¹ KAPLAN: op. cit. p. 88-90.

¹⁵² KAPLAN: op. cit. p. 96.

¹⁵³ Ibid: p. 96.

¹⁵⁴ Ibid: p.96.

¹⁵⁵ LITTLE, Douglas. *American Orientalism: The United States and the Middle East since 1945*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press (2002), 2004. p. 119-121.

Truman tels Clark Clifford¹⁵⁶ et David K. Niles¹⁵⁷ ainsi qu'une majorité de l'opinion publique y étaient pourtant favorables. Pour cette raison, Henderson sera largement critiqué dans les médias américains¹⁵⁸. Il est néanmoins clair que des considérations de politique intérieure dans le contexte des élections présidentielles de 1948 ont également joué un rôle important dans la décision du président Truman de finalement reconnaître Israël¹⁵⁹. Enfin, en tant qu'ambassadeur des États-Unis en Iran, Henderson a joué un rôle essentiel dans la planification du coup d'état élaboré par la CIA en 1953 contre le gouvernement de Mohammed Mossadegh¹⁶⁰.

Les différentes catégories d'Arabisants vont fusionner à partir des années 1950. Kaplan constate que pour l'opinion américaine (et notamment l'opinion juive) « un Arabisant est quelqu'un qui aime les Arabes parce qu'il déteste les Juifs »¹⁶¹. L'image négative des Arabisants qui ressort dans le récit de Kaplan sera contestée, à commencer par les Arabisants eux-mêmes¹⁶². Ces critiques peuvent être résumées de la manière suivante:

En premier lieu, l'origine WASP des Arabisants est remise en cause. James E. Akins (chargé du bureau de l'énergie du département d'État entre 1967 et 1973 et ambassadeur en Arabie Saoudite entre 1973 et 1975) constitue un contre-exemple de la thèse avancée par Kaplan. Né dans l'Ohio dans une famille de Quakers, il est diplômé en physique de l'université d'Akron et a enseigné la physique et la chimie à Beyrouth avant de rejoindre le service étranger en 1954. Avant d'accéder au poste de directeur de l'énergie du département d'État en 1967, Akins occupe des postes à Damas, Madras, au Koweït et à Bagdad. Parlant couramment l'allemand et le français, il a appris l'arabe à Beyrouth¹⁶³.

Concernant la transmission des valeurs [« arabisantes »] entre générations, Akins remarque que ce lien a été « rompu » par le fait que les Arabisants issus des familles missionnaires ne sont jamais vus confier des postes dans le pays d'origine de leurs parents (ou de leur épouse). Il remet

¹⁵⁶ CLIFFORD, Clark. *Counsel to the President: A Memoir*. Clark Clifford with Richard Holbroke. New York: Random House, 1991.

Oral History Interview with Clark M. Clifford, Assistant to White House Naval Aide 1945-1946; Special Counsel to the President 1946-1950. Washington D.C., le 13 avril 1971, Jerry N. Hess [consulté le 26 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.trumanlibrary.org/oralhist/cliford2.htm>

¹⁵⁷ Voir *David K. Niles Papers* disponible à Truman Presidential Museum and Library. Disponible sur: <http://www.trumanlibrary.org>

¹⁵⁸ MCKINZIE, Richard. *Oral History Interview with Edwin M. Wright*. Le 26 juillet 1974, à Wooser, Ohio [consulté le 26 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.trumanlibrary.org/oralhist/wright.htm>.

¹⁵⁹ LITTLE: op. cit. p. 87.

¹⁶⁰ KAPLAN: op. cit. p. 97.

¹⁶¹ Ibid : p. 98.

¹⁶² Par « arabisant », nous entendons quelqu'un qui parle et écrit l'arabe.

¹⁶³ VITALIS: op. cit. p. 172-173.

également en question l'attachement « passionné » pour les Arabes que l'on attribue aux Arabisants car selon lui la recherche d'objectivité a été « automatique »¹⁶⁴.



Figure 3 : James E. Akins U.S. News and World Report, 1973.

William Kontos (ancien ambassadeur au Soudan entre 1980 et 1983 et vice général d'United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA) entre 1972 et 1974) affirme qu'en réalité seulement 6 Arabisants sur 59 (selon la définition de Kaplan) avaient des liens avec des missionnaires et trois d'entre eux étaient des officiers de la CIA. Les origines des Arabisants étaient plutôt diverses¹⁶⁵.

Selon William B. Quandt (membre du CSN sous Richard Nixon et Jimmy Carter où il a été directement impliqué dans les négociations de Camp David; et actuellement professeur à l'université de Virginie), quelque chose de « menaçant » se dégage des Arabisants comparé à d'autres spécialistes régionaux. Un individu qui s'est investi dans l'apprentissage de la langue arabe ou qui a longtemps vécu dans le monde arabe est immédiatement soupçonné d'être anti-israélien, romantique tout comme quelqu'un qui a pleinement intégré les mœurs et les convictions arabes (ce que l'on appelle « going native » en anglais). Pour Quandt, les Arabisants sont comme les vieux « China Hands »¹⁶⁶ [du département d'État] dans les années 1950, ils sont regardés avec soupçons¹⁶⁷.

Quandt a appris l'arabe en Tunisie après avoir reçu son doctorat en sciences politiques au Massachusetts Institute of Technology (MIT)¹⁶⁸. Il est décrit par le bulletin d'information publié par

¹⁶⁴ AKINS, James E. "The Arabists". Annual Conference of the American-Arab Anti-Discrimination Committee. Le 16 avril 1994 [consulté en ligne le 12 février 2010]. Disponible sur: <http://www.ameu.org>

¹⁶⁵ KONTOS: op.cit. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/163703>

¹⁶⁶ Les « China Hands » étaient des spécialistes de la Chine. Ils ont recommandé une approche accommodante à l'égard de la Chine de Mao.

¹⁶⁷ QUANDT: op. cit. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

¹⁶⁸ "Quandt Stresses Saudi-US Connection". *Bulletin d'Information mensuel publié par l'Ambassade de l'Arabie Saoudite à Washington*. Juillet 1984, vol.1, n°6.p.2.

l'Ambassade de l'Arabie Saoudite à Washington comme « quelqu'un qui a joué un rôle vital et constructif dans le développement des relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite »¹⁶⁹.



Figure 4 : William B. Quandt en 1984

Pour James F. Goode (professeur d'histoire à la Grand Valley State University, Michigan), l'image des Arabisants qui ressort du récit de Kaplan est celle d'un « mauvais américain », quelqu'un qui est trop préoccupé par les cultures étrangères (en d'autres termes un « mauvais patriote »). En adoptant les opinions « irréalistes » du monde arabe, les Arabisants ont perdu de vue les intérêts américains¹⁷⁰.

En second lieu, les preuves avancées par Kaplan sur le rôle moteur des Arabisants dans la politique étrangère au Moyen-Orient (et en premier lieu à l'égard du conflit israélo-arabe) ne sont pas convaincantes. Quandt argumente que lors des 25 dernières années [sa critique date de 1993] peu de postes à responsabilité ont été confiés à des Arabisants du département d'État ou du CNS. Il pose la question de savoir comment cette influence peut être discernée?¹⁷¹

Selon Richard Parker, les premiers mois de la présidence de Truman marquent la dernière fois que les Arabisants ont joué un rôle réellement significatif dans la formulation de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient¹⁷². Après 1948, ils ont été tenus à l'écart des décisions politiques clés. Ils n'ont pas été dignes de confiance pour leurs collègues du département État, les

¹⁶⁹ Ibid : p.2.

¹⁷⁰ GOODE, James F. Critique. *The American Historical Review* [en ligne]. Février 1995, vol. 100, n°1 [consulté le 11 février 2010], p. 261-262. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

¹⁷¹ QUANDT: op. cit. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

¹⁷² PARKER: op. cit. Disponible sur: <http://www.jstor.org.stable/2537983>

Juifs américains ou autres supporteurs d'Israël. Selon Parker, la représentation des Arabisants comme un groupe marginal prédomine au Congrès et à la Maison Blanche¹⁷³.

William Kontos argumente que les États-Unis ont fonctionné comme le « rempart » de l'État d'Israël depuis sa création et qu'il est difficile de discerner un quelconque impact des Arabisants sur la politique américaine à l'égard d'Israël. Il soutient qu'à l'exception de l'Administration Eisenhower, chaque administration d'après-guerre s'est montrée fermement pro-israélienne. Ainsi, l'attention portée par Kaplan sur le « contingent » pro-Arabe du département d'État serait disproportionnée¹⁷⁴.

Concernant l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, citée par Kaplan comme « le pire exemple de l'influence pernicieuse des Arabisants », Quandt trouve injuste d'attribuer l'entière responsabilité à l'ambassadeur April Glaspie étant donné que peu d'Arabisants occupaient des postes à responsabilité à cette époque. La Maison Blanche avait bloqué la proposition du département d'État de geler les relations avec l'Irak en avril 1990 tandis qu'un certain nombre de néoconservateurs avait avancé l'idée d'un Saddam Hussein modéré en 1989-1990¹⁷⁵. Enfin, Quandt constate qu'en déformant le rôle des Arabisants et en négligeant leurs succès, Kaplan a alimenté la querelle entre les Arabisants et leurs critiques¹⁷⁶.

En troisième lieu, la définition de l'expression « politiquement arabisant » pose problème. Quandt souscrit à l'idée que la première génération des Arabisants avait un « côté missionnaire » et que certains étaient très critiques à l'égard d'Israël. En revanche, la représentation d'Henderson comme étant « l'archétype » des Arabisants est problématique étant donné qu'il ne parlait pas arabe et connaissait peu le monde arabe. L'opposition d'Henderson à Israël ne pouvait donc pas être dictée par ses convictions arabisantes. Elle s'explique très probablement par une préoccupation excessive du communisme, du pétrole ou par une croyance exagérée que l'Union Soviétique allait manipuler le conflit israélo-arabe aux dépens des États-Unis. De plus (comme suggéré auparavant), Henderson était soutenu dans ses positions par des conseillers non arabisants de Truman¹⁷⁷.

Richard Parker partage cette critique. Il considère que Kaplan tente de faire « entrer de force » les Arabisants dans un moule qui leur ne correspond pas. Ainsi, Kaplan place Talycott Seelye, Bill Stoltzfus, Andrew Killigore, Parker Hart, Loy Henderson et Richard Parker dans le « noyau dur » tandis qu'Edward Atherton et Richard Murphy reçoivent respectivement les épithètes de « modérés » et « sans bagages »¹⁷⁸.

¹⁷³ Ibid.

¹⁷⁴ KONTOS: op. cit. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/163703>

¹⁷⁵ Nous notons que la PNAC (Project for The New American Century), une fondation néoconservatrice qui a existé entre 1997 et 2006 et dont l'un des objectifs clés était la destitution de Saddam Hussein, a été lancée en 1992.

¹⁷⁶ QUANDT: op. cit. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

¹⁷⁷ Ibid.

¹⁷⁸ PARKER: op. cit. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/2537983>

En dernier lieu, les Arabisants contestent les positions « antisémites », « antisionistes » et « anti-israéliennes » qui leur sont attribuées. Leurs arguments sur ce point peuvent se résumer ainsi :

L'opposition initiale du département d'État à la partition de la Palestine et à la création d'Israël n'avait aucun lien avec les Arabisants. Une majorité des responsables du département d'État considérait que le monde arabo-musulman représente une région vitale pour les États-Unis. Naturellement, ils craignaient que les intérêts américains au Moyen-Orient puissent être menacés par la partition de la Palestine et la création d'Israël.

Les Arabisants ont été les premiers à prendre conscience de l'importance stratégique du Moyen-Orient pour le présent et le futur des États-Unis¹⁷⁹. Très tôt, les Arabisants ont pris conscience de l'estime dont bénéficiaient les États-Unis dans le monde arabe, avant même la reconnaissance d'Israël en 1948¹⁸⁰.

Une majorité d'Arabisants a finalement apporté son soutien à la reconnaissance d'Israël même si plusieurs d'entre eux (tels Richard Parker) ont regretté que ce soit aux dépens des Palestiniens arabes. Les Arabisants craignaient que la partition de la Palestine et la création d'Israël dans ces conditions ne produisent pas une paix stable. Ils ont souhaité un accord de paix qui garantisse la sécurité à la fois d'Israël et des pays arabes¹⁸¹.

Selon Thomas Lippman dans *Arabian Knight: Colonel Bill Eddy USMC and the Rise of American Power in The Middle East* (2008), la position et la culture dominante du département d'État avant 1945 était clairement « antisioniste » et « pro-arabe »¹⁸². Les diplomates soutenaient que « céder du terrain » aux sionistes signifiait détruire les relations avec les Arabes, manquer aux promesses faites aux Arabes par le président Roosevelt, mettre en danger les intérêts économiques et stratégiques américains dans tout le Moyen-Orient et enfin violer les principes américains en soutenant l'établissement d'un État fondé sur une seule religion. Ces positions découlaient des appréciations stratégiques des intérêts américains nationaux bien que l'antisémitisme soit présent¹⁸³.

En revanche (ici Lippman se démarque de la position des Arabisants décrite précédemment si l'on considère le second type d'Arabisants, issue de l'élite WASP), les opinions des Arabisants étaient influencées par l'atmosphère élitiste du département d'État. Comme William E. Eddy, Lippman suggère que la plupart des diplomates de carrière responsables des affaires au Moyen-

¹⁷⁹ AKINS: op. cit. Disponible sur: <http://www.ameu.org>

QUANDT: op. cit. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

PARKER: op. cit. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/2537983>

KONTOS: op. cit. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/163703>

¹⁸⁰ AKINS: op. cit. Disponible sur: <http://www.ameu.org>

¹⁸¹ PARKER: op.cit. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/2537983>

¹⁸² LIPPMAN, Thomas. *Arabian Knight: Colonel Bill Eddy USMC and the Rise of American Power in the Middle East*. Selwa Press, 2008. p. 216-217.

¹⁸³ Ibid.

Orient étaient issus des universités d'élite où il y avait peu de Juifs et où le climat social n'était pas favorable aux Juifs. Pour Lippman, ils [les responsables du bureau des affaires du Proche-Orient] étaient des « Arabisants » : [...] « leurs carrières comportaient de longs séjours au Moyen-Orient où ils rencontraient des amis arabes et turcs; un environnement qui les a profondément marqué »¹⁸⁴. Lippman ne précise pas si sa définition des Arabisants comprend aussi bien des Arabisants que des non-Arabisants.

Lippman cite Philip J. Baram, auteur de l'ouvrage *The Department of State in The Middle East, 1919-1945* (1978), une étude qui fait autorité sur les milieux sociaux et les origines des responsables du département d'État impliqués dans la question palestinienne avant 1945¹⁸⁵. Baram conclut que les responsables du département d'État étaient issus de milieux sociaux et intellectuels similaires. Leur cas « s'aggrave » par le fait qu'ils étaient « ignorants » ou « méprisants » à l'égard des affaires politiques intérieures. Ils considéraient que ce domaine devait être exclu du champ de la politique étrangère. Élitistes car originaires de la classe moyenne supérieure, les responsables du bureau des affaires du Proche-Orient percevaient le Congrès et l'opinion publique (dont le soutien en faveur d'un État juif en Palestine grandissait) avec du mépris¹⁸⁶.

Lippman note que leur attitude à l'égard de l'opinion publique américaine est paradoxale étant que le département d'État dénonçait l'impérialisme, prônait le gouvernement majoritaire et d'autres principes démocratiques au Moyen-Orient¹⁸⁷.

Après 1945, le climat au département d'État va changer sous l'influence de changements structurels internes et de changements de politique extérieure, et notamment la naissance d'Israël et la reconnaissance de celle-ci par les États-Unis en 1948. Les responsables du département d'État vont se ranger derrière le président Truman suite à sa reconnaissance d'Israël en mai 1948¹⁸⁸.

L'expansion des États-Unis au Moyen-Orient après 1945 (et sur le plan international de manière générale) va générer une demande importante de spécialistes régionaux avec des compétences à la fois sur le plan linguistique, politique et culturel. Dans un premier temps, les Arabisants vont être formés au Moyen-Orient, notamment au Liban et en Égypte faute d'écoles adaptées aux États-Unis. Au fur et à mesure que les départements d'études du Moyen-Orient (et des affaires internationales en général) se développent cette formation s'effectuera principalement aux États-Unis avec des séjours linguistiques de plus courte durée au Moyen-Orient. Cela signifie que

¹⁸⁴ Ibid.

¹⁸⁵ BARAM, Philip J. *The Department of State in The Middle East, 1919-1945*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 1978 dans LIPPMAN: op.cit. p. 217.

¹⁸⁶ BARAM: op.cit dans LIPPMAN: op.cit. p. 217.

¹⁸⁷ LIPPMAN: op. cit. p. 217-218.

¹⁸⁸ KONTOS: op. cit. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/163703>

les responsables politiques exercent un contrôle sur l'orientation idéologique de cette formation en un premier temps.

Conséquence directe de cette demande de spécialistes régionaux, le recrutement des Arabisants s'élargit. Parmi ces nouveaux types d'arabisants, nous trouvons des personnes telles James E. Akins (cité précédemment) dont le parcours intellectuel et les origines sociales diffèrent de celles des « élites », les premiers Arabisants du département d'État. Ce nouveau type d'Arabisant semble plus difficile à « positionner » idéologiquement. Dans sa fonction de chargé du bureau de l'énergie du département d'État, Akins a effectivement cherché à attirer l'attention des États-Unis à plusieurs reprises sur le danger d'une politique énergétique qui repose sur l'accès continu du pétrole du Moyen-Orient (et notamment d'Arabie Saoudite) à des prix modestes¹⁸⁹.

Pourtant nous argumentons qu'il est possible de situer l'appartenance idéologique d'Akins dans le courant « centriste » qui a émergé aux États-Unis dans le contexte de la guerre d'Octobre, l'embargo pétrolier de 1973-1974 et l'échec américain au Vietnam. Selon la spécialiste des études américaines Melani McAlister (dans l'ouvrage *Epic Encounters : Culture and U.S. Interests in the Middle East since 1945*, de 2005), les adhérents à ce courant considéraient que l'hégémonie américaine de la guerre froide était dépassée et qu'elle devait être remplacée par des politiques prenant en compte les nouvelles réalités d'un monde multipolaire. Cette vue (qui avait auparavant été défendue par de nombreux radicaux blancs et Afro-américains) était issue du courant dominant de l'élite de la politique étrangère américaine. Ces « modérés » (dont la plupart responsables pétroliers) étaient persuadés qu'il était nécessaire d'adopter une attitude accommodante à l'égard des pays producteurs de pétrole dans la mesure où la confrontation avec les membres arabes de l'OPEP risquait de provoquer une radicalisation des sentiments nationalistes arabes¹⁹⁰. Une telle radicalisation supposerait l'adoption de positions encore plus intransigeantes par les pays arabes producteurs (telles que la nationalisation des concessions pétrolières étrangères, la hausse du prix du pétrole à des niveaux insupportables, voire une interruption de l'accès au pétrole). L'embargo pétrolier a donc amené ces centristes à la conclusion que les relations politiques et économiques sur le plan international ne pouvaient plus être déterminées par la force. Ils réclamaient une réorientation de la politique étrangère américaine basée sur une lecture multipolaire des relations internationales¹⁹¹.

¹⁸⁹ AKINS, James E. "The Oil Crisis: This Time the Wolf is here." *Foreign Affairs*, Avril 1973, n°51, p. 462-490 dans YERGIN: op. cit. p. 590-592

¹⁹⁰ STORK, Joe. *Middle East Oil and the Energy Crisis*. New York: Monthly Review Press, 1975. dans McALISTER: op.cit. p. 136.

PATERSON, J.E., ed. *Politics of Middle Eastern Oil*. Washington D.C.: Middle East Institute, 1983 dans McALISTER: op. cit. p. 136.

LIEBER, Robert. *Oil Decade: Conflict and Confrontation in the West*. New York: Praeger, 1983 dans MacALISTER: op. cit.p. 136.

¹⁹¹ Ibid.

Selon l'historien politique Jerry Sanders (cité par McAlister), les « centristes » estimaient qu'une approche multilatérale était le garant du maintien de l'accès aux ressources vitales d'énergie des États-Unis (par opposition aux menaces militaires)¹⁹². Dès 1976, le courant centriste, également connu sous le nom de « l'école du managerialisme global », était le courant dominant chez les responsables américains. Les thèses de cette école seront néanmoins contestées par la résurgence conservatrice qui amène Ronald Reagan à la présidence en 1981¹⁹³.

Lors de l'embargo pétrolier de 1973-74, Akins, en tant qu'ambassadeur des États-Unis en Arabie Saoudite, a soutenu les compagnies pétrolières américaines (notamment ARAMCO) dans un souci de préserver les intérêts pétroliers américains dans le royaume saoudien. Mises sous pression par les pays arabes producteurs de pétrole (notamment l'Arabie Saoudite), les compagnies pétrolières ont fait appel à l'Administration Nixon et à l'opinion publique américaine pour qu'une politique plus équitable à l'égard du conflit israélo-arabe soit adoptée¹⁹⁴. Le rôle d'Akins dans la politique américaine à l'égard de l'Arabie Saoudite sera plus amplement développé dans la seconde partie de cette thèse doctorale.

Cependant, les supporters de la relation spéciale entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite ne se limitent pas aux Arabisants tels James Akins ou William E. Eddy, nous trouvons également des responsables du département d'État, de la CIA, du département de la défense, des administrations présidentielles successives et des responsables pétroliers qui forment ce que les critiques de la relation américano-saoudienne ont appelé le « complexe pétro-diplomatique ». Ce terme a été introduit par I.L. Kenen, directeur de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) entre 1951 et 1974. Nous tenons également à mentionner « le complexe militaro-industriel » (qui représentent les relations politico-commerciales entre le gouvernement et l'industrie de l'armement) et son rôle important dans la promotion de la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite¹⁹⁵. Ce sujet sera plus amplement développé dans la seconde partie de cette thèse doctorale.

Enfin, nous constatons que le roi saoudien Abd al-Aziz était fermement opposé à la création d'Israël. Dans une lettre du 29 mai 1938 adressée à Franklin D. Roosevelt, le Roi décrit ses inquiétudes quant à l'évolution en Palestine où l'immigration des Juifs suscite des tensions avec la population arabo-palestinienne davantage rurale. Selon Abd al-Aziz, l'hostilité manifestée par les Arabes palestiniens à l'égard des Juifs ne relevait pas de l'antisémitisme mais de sentiments de frustration à l'égard des immigrants juifs d'Europe de l'est perçus comme étant mieux lotis en matière

¹⁹² SANDERS, Jerry. *Peddlers of Crisis: The Committee on the Present Danger and the Politics of Containment*. Boston: South End Press, 1983. p. 173 dans McALISTER: op.cit. p. 137.

¹⁹³ McALISTER: op.cit. p. 133-140.

¹⁹⁴ KAPLAN: op. cit. p. 174-176.

¹⁹⁵ UZER, Umut. "The Impact of the Jewish Lobby on American Foreign Policy". *Journal of International Affairs*. Décembre 2001, vol. VI, n°4. Pdf

de ressources matérielles et culturelles¹⁹⁶. L'historien Rashid Khalidi a décrit dans l'ouvrage *The Iron Cage: The Story of the Palestinian Struggle for Statehood* (2006) dans quelle mesure le soutien matériel et politique très important de la diaspora juive avant 1948 a créé un déséquilibre entre les populations juives très minoritaires et la majorité arabe et comment ce soutien a contribué à la mobilisation politique des populations juives en faveur de la création d'une patrie juive en Palestine¹⁹⁷.

La question palestinienne a été évoquée lors de la rencontre entre le président Roosevelt et Abd al-Aziz le 14 février 1945, à bord de l'USS Quincy. Abd al-Aziz considérait que les Arabes ne devaient pas payer pour les actes de l'Allemagne hitlérienne, il trouvait pour cette raison naturel qu'une patrie pour les Juifs soit créée en Allemagne (ou ailleurs en Europe)¹⁹⁸. Selon William A. Eddy qui a servi d'interprète à cette occasion, le président Roosevelt aurait promis à Abd al-Aziz de prendre en considération ses arguments¹⁹⁹.

Cependant, le président Roosevelt jouait un double jeu dans la mesure où il s'était engagé en octobre 1944 à soutenir la création d'une patrie juive en Palestine. Dans une lettre adressée au sénateur de New York Robert Wagner (qui se préparait pour la convention annuelle de l'organisation sioniste des États-Unis), le Président demande à ce dernier de communiquer aux participants sur le fait que « son parti [le parti démocrate] s'est montré favorable à l'ouverture de la Palestine à l'immigration et à une colonisation juive illimitée ». Le Président promet de réaliser cet objectif s'il est réélu étant donné qu'il est soutenu dans cette décision par le peuple américain²⁰⁰.

Dans le même temps (une semaine avant son décès), en sa qualité de chef d'État, Roosevelt réitère sa promesse au roi saoudien de ne pas entreprendre aucune action qui puisse être perçue comme hostile par le peuple arabe²⁰¹.

En dépit de cette déception et des sentiments de trahison éprouvés par l'Arabie Saoudite, cette dernière va adopter une approche très pragmatique à l'égard des États-Unis. Comme nous allons le démontrer ultérieurement, l'embargo pétrolier de 1973-74 constitue une exception à cette approche de *realpolitik*²⁰². Un autre élément explique certainement l'approche pragmatique d'Abd al-Aziz par rapport à Israël. Selon Madawi Al-Rasheed (maître de conférences en anthropologie au Kings College), Abd al-Aziz était davantage préoccupé par les royaumes hachémites de la Transjordanie

¹⁹⁶ BOHLEN, Charles. *Witness to History*, 1929-1969. New York: Norton, 1973 dans LIPPMAN: op. cit. p. 140-141.

¹⁹⁷ KHALIDI, Rashid. *The Iron Cage: The Story of the Palestinian Struggle for Statehood*. Boston: Beacon Press (2006), 2007, p. 9-30.

¹⁹⁸ BRONSON: op. cit. p. 40-41.

LIPPMAN: op. cit. p. 110; 139-144.

¹⁹⁹ Ibid: p. 139-144.

²⁰⁰ LIPPMAN: op. cit. p. 141-142.

²⁰¹ Ibid: p. 142.

²⁰² BRONSON: op. cit. p. 46.

et d'Irak, dont une partie importante de la population tribale était originaire de l'Arabie Saoudite. Ces deux monarques affichaient des revendications légitimes de leadership de l'islam sur la base de leur descendance sainte²⁰³. Al-Rasheed constate qu'aux yeux d'Abd al-Aziz, la politique britannique renforçait ses rivaux hachémites ce qui explique sa décision de se rapprocher des États-Unis²⁰⁴.

Enfin, le rôle de leader politique et religieux revendiqué par Al Saoud sur le plan régional et la relation israélo-américaine de « proximité » forcent l'Arabie Saoudite et les États-Unis à un jeu d'équilibre qui rend souvent le maintien de leur relation très délicat. Cela amène parfois les États-Unis et l'Arabie Saoudite à adopter des comportements ambigus vis-à-vis l'un et l'autre afin de satisfaire les opinions politiques intérieures et dans le cas de l'Arabie Saoudite, les opinions arabes régionales. Nous constatons ainsi que la relation américano-saoudienne présentée comme « spéciale », stable (voire chaleureuse) a été marquée par des haut et des bas.

2. Les représentations du « Pays Saint » (ou Palestine) aux États-Unis entre 1830 et 1890

Comme évoqué précédemment, les voyageurs américains ordinaires ont joué un rôle important dans la production des images et des représentations orientalistes aux États-Unis avec les récits de voyage qui ont eu une large diffusion après la guerre civile. À partir de ce moment, les voyages dans le « Pays Saint » (ou Palestine) commencent à se généraliser parmi les Américains aisés²⁰⁵. Le renouveau du protestantisme a également un impact sur les voyageurs ordinaires. En se rendant en Palestine, ces derniers cherchaient à vérifier l'authenticité des récits bibliques et espéraient ainsi obtenir une image plus fidèle de la vie et des actions de Jésus Christ. Ces voyageurs, dont la plupart étaient des protestants, ressentaient un attachement profond à la Palestine au travers de leur foi. Cet investissement sentimental et moral était étroitement lié à la perception, chez de nombreux protestants américains, qu'ils étaient les héritiers élus du Dieu. Ce sentiment d'exclusivité était renforcé par leur connaissance intime de la Bible et de la géographie de la Palestine²⁰⁶.

Parmi les récits de voyage portant sur le Pays Saint, nous citons en premier lieu *Tent Life in the Holy Land* du journaliste William Cowper Prime (1857) qui est un récit considéré comme pieux et lu par un large public²⁰⁷. En second lieu, nous mentionnons *The Land and the Book* du

²⁰³ AL-RASHEED, Madawi. *A History of Saudi Arabia*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002. p. 102-103.

²⁰⁴ Ibid: p. 102-103.

²⁰⁵ McALISTER: op. cit p. 13

²⁰⁶ Ibid: p. 13.

²⁰⁷ COWPER PRIME, William. *Tent Life in the Holy Land*. New York: Harper & Brothers, 1857.

missionnaire Willam Thomson (1858) qui est devenu un véritable « bestseller »²⁰⁸. En troisième lieu, nous tenons à citer *The Innocents Abroad or the New Pilgrims' Progress* (1869) qui est la première œuvre du journaliste débutant Samuel Clemens (plus connu sous le nom de Mark Twain)²⁰⁹. Dans ce récit de voyage, le plus populaire de tous les temps, Clemens raille les réactions « conventionnelles de piété » des voyageurs américains en Palestine. Il a tantôt été qualifié de « haïsseur des manières américaines », de « critique de civilisation sobre » et de « critique des pèlerins de piété hypocrite ou parodique ». Clemens lui-même a qualifié son récit de « compte rendu d'un voyage d'agrément » ou de « premier pique nique américain à l'échelle géante »²¹⁰.

Des images très négatives à la fois des Arabes et de l'islam ressortent des ouvrages cités ci-dessus. Dans *Tent Life in the Holy Land*, William Cowper Prime constate que l'habitude de réclamer un pourboire (le terme employé par Cowper Prime est *backsheesh*) est typique des musulmans²¹¹. Il souligne également la ressemblance entre un domestique arabe et un singe²¹². Mark Twain, pour sa part, note dans *Innocents Abroad* que les loques, l'insalubrité, la pauvreté et la saleté sont des signes et des symboles du règne musulman. Aussi, les lépreux, les infirmes et les idiots qui « assaillent » l'auteur lors de sa visite à Jérusalem ne connaissent que la langue des pourboires (le mot employé par Twain est également « *backsheesh* »)²¹³. Les représentations négatives ne sont cependant pas réservées aux Arabes et aux musulmans; William Thomson Mc Clure, dans son ouvrage *The Land and the Book*, observe des Juifs orthodoxes en train de prier lors de sa visite à Jérusalem. Il juge leur comportement étrange et plutôt ridicule. Mc Clure considère aussi que les Orientaux ne connaissent rien sur l'harmonie [en référence à l'harmonie orientale atonale] et ne peuvent pas l'apprécier quand ils l'entendent; mais qu'ils semblent envoûtés par la musique atonale.

La manière dont ces images sont représentées laisse supposer qu'il s'agit d'un discours dominant. Cela semble se confirmer avec la perception très globalement positive qui ressort d'*Innocents Abroad*. Les critiques de l'époque ne soulignent pas les représentations plutôt racistes des Arabes et des musulmans de l'ouvrage de Twain mais « l'humour américain » de ce dernier²¹⁴.

À la fin du dix-neuvième siècle, la réception très positive par le public américain des épopées telles *Ben-Hur* (1880) de Lew Wallace et *Quo Vadis: A Narrative of the Time of Nero* (1895) de Henryk Sienkiewicz témoigne également de cette fascination pour les thèmes bibliques²¹⁵.

²⁰⁸ THOMSON, William. *The Land and the Book*. New York: Harper & Brothers, 1860.

²⁰⁹ TWAIN, Mark. *The Innocents Abroad or the New Pilgrims' Progress*. Hartford: American Publishing Company, 1869.

²¹⁰ McALISTER: op. cit. p. 15.

MICHELSON, Bruce. Mark Twain. "The Tourists: The Form of the Innocents Abroad". *Americanism Literature* [en ligne]. Nov. 1977, vol. 49, n°3 [consulté le 4 mars 2009], p. 385-398. Disponible sur: www.jstor.org

²¹¹ PRIME COWPER: op.cit. p. 71.

²¹² Ibid: p. 71.

²¹³ TWAIN: op.cit. p. 559-560.

²¹⁴ ANDERSON, Frederick (éd). *Mark Twain: The Critical Heritage*. New York: Barnes and Noble, 1971. p. 21-35.

²¹⁵ SIENKIEWICZ, Henryk. *Quo Vadis: A Narrative of the Time of Nero*. Boston: Little, Brown & Company, 1897.

L'investissement des Américains en Palestine, et plus précisément dans l'étude topographique de la Bible, se manifeste au travers de la création de « panoramas bibliques »²¹⁶. Ces panoramas illustrent la fascination pour les spectacles et la représentation visuelle qui se manifeste aux États-Unis et en Europe au dix-neuvième siècle. Ainsi, des photographies et des images stéréoscopiques tridimensionnelles représentant « la géographie biblique » sont produites en masse et distribuées aux écoles du dimanche, vendues à des particuliers et présentées lors de foires²¹⁷.

Des modèles de taille réelle représentant la Palestine sont également créés un peu partout aux États-Unis. A titre d'exemple, le « Palestine Park » est créé par l'Assemblée de Chautauqua dans l'État de New York en 1874. Il sera développé par la suite sous la forme d'une carte tridimensionnelle qui couvre environ 32 mètres et comprend des villes bibliques miniatures ainsi qu'une réplique du fleuve Jordan. Ce parc, qui sera reproduit au travers des États-Unis, servira d'outil d'enseignement pour les enfants et de site de récréation pour les adultes qui pourront recréer des « tableaux » bibliques et orientaux vivants²¹⁸. L'Assemblée de Chautauqua, fondée par les méthodistes en 1874 pour former les enseignants de l'École du dimanche, est rapidement devenue un forum à l'échelle nationale pour les protestants²¹⁹. Par la suite, elle s'est transformée en un mouvement populaire dont le but était de former les adultes sur le plan national. Le mouvement qui a été en vogue jusqu'aux années 1920 a apporté un divertissement et de la culture à une communauté plus large avec des prédicateurs, des musiciens, des artistes et des divers experts²²⁰.

Quelle est donc l'image des Arabes et de l'islam parmi les voyageurs américains ordinaires? La plupart des voyageurs américains en Palestine au dix-neuvième siècle représentent les Arabes comme des individus inaltérés totalement par le temps. Ils s'imaginent que les Arabes vivent dans une « préhistoire continuelle » et que leur mode de vie et leurs mœurs demeurent inchangées par les influences économiques, politiques, scientifiques et culturelles²²¹. Pour cette raison, le décalage entre la Palestine réelle et celle fictive observée dans les panoramas bibliques ne cesse de décevoir les voyageurs. Le décalage entre l'anticipation et l'expérience constitue une preuve, aux yeux des américains, de la supériorité du christianisme par rapport à l'islam²²².

L'incapacité de la population locale à réaliser les espérances bibliques des américains est présentée comme une preuve de la « régression » et de la « décrépitude » générale d'une population associée à la « faiblesse » et aux « vices » du régime ottoman ainsi qu'aux éléments inhérents au «

WALLACE, Lew. *Ben Hur*. New York: 1880.

²¹⁶ McALISTER: op. cit. p. 16 -17.

²¹⁷ Ibid: p. 17-18

²¹⁸ Ibid: p. 18.

²¹⁹ *Methodist history*. Madison: United Methodist Church, 1962. Vol. 24, n°4, p. 227-237.

²²⁰ What was Chautauqua? Traveling culture [consulté le 26 juillet 2010]. Disponible sur: <http://sdr.libuiowa.edu/traveling-culture/essay.htm>

²²¹ McALISTER: op. cit. p. 14.

²²² Ibid: p.18-20.

caractère musulman »²²³. Pour cette raison, Melani McAlister (professeur en études américaines et affaires internationales à l'université George Washington) argumente que même si l'investissement des Américains en Palestine se distinguait de celui des Européens, il produisait des images clairement orientalistes et exhibait la même fascination à l'égard de l'exotisme et de la décadence. Comme les Européens, les Américains s'estimaient supérieurs aux Orientaux car « en tant que chrétiens blancs ils étaient rationnels, dynamiques et conscients de l'évolution historique »²²⁴.

3. L'engouement pour l'Orient aux États-Unis entre 1890 et 1925

3.1. L'Orient : outil de commercialisation des marchandises et d'émancipation de la femme américaine lors de l'émergence de la société de consommation

Alors que les États-Unis connaissent un essor industriel sans précédent à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, les grands magasins, qui viennent de s'installer dans les centres urbains, s'appuient sur l'Orient pour commercialiser leurs produits²²⁵. L'engouement pour l'Orient s'explique par deux facteurs :

En premier lieu, il existe une crainte concernant la saturation de l'ouest américain à l'égard des colonisations futures. A l'image de l'historien américain Frederick Jackson Turner, de nombreux américains pensent que la démocratie américaine s'est développée grâce à l'égalité des chances rendue possible avec l'expansion de la frontière de l'ouest américain et l'esprit d'indépendance des colonisateurs américains²²⁶. Selon Turner, l'ouverture successive des frontières aux dix-huitième et dix-neuvième siècles a transformé les Anglo-Saxons en Américains, en interrompant les lois de l'évolution²²⁷. Avec la fermeture prochaine de la frontière et l'expansion rapide des populations dans les villes, les Américains blancs s'inquiètent d'un futur où il n'y aurait plus de territoires à coloniser²²⁸.

En second lieu, il existe des préoccupations quant aux limites économiques de la nation. En 1890, l'industrialisation a atteint un tel niveau que la capacité de production dépasse la demande. Lors d'une récession majeure entre 1893 et 1897, de nombreux conflits portant sur la rémunération et la durée du travail ont éclaté sur les lieux de travail entre les entrepreneurs et les ouvriers. Dans

²²³ Ibid: p. 13-18.

²²⁴ Ibid: p. 14.

²²⁵ Ibid: p. 20-22.

²²⁶ McALISTER: op. cit. p. 20.

²²⁷ VITALIS: op. cit. p. 8.

²²⁸ McALISTER: op. cit. 20.

ce contexte économique et social très difficile, les capitalistes américains recherchent de nouveaux marchés et s'intéressent en particulier au marché chinois²²⁹.

Dans les années 1890, les capitalistes américains se rendent à l'évidence. L'âge d'or de l'impérialisme touche à sa fin et il y a de moins en moins de territoires non exploités sur le plan mondial. Patrick Bratlinger, professeur d'anglais à l'université d'Indiana (cité par Melani McAlister), constate dans *Rule of Darkness: British Literature and Imperialisme, 1830-1914* (1988) que les Américains et les Européens ont commencé à être fascinés par l'occultisme en 1890, faute de nouveaux territoires à conquérir²³⁰. À partir de ce moment, l'Orient devient un symbole très visible dans la société de consommation émergente²³¹. Les architectes des grands magasins mettent l'accent sur le lien entre le « shopping » et l'exotisme associé à l'Orient avec des décors représentant des scènes de harems, des jardins japonais, des tapis perses, des mosquées et des oasis²³². En 1903, le centre commercial Siegel-Coopers à New York (ouvert en 1896) organise « un carnaval des nations » dont le point culminant est « la semaine orientale ». Celle-ci comprend un spectacle avec des représentations d'un harem turc, un défilé de danseuses, un « génie de la lampe » et une Cléopâtre du Nil²³³.

Selon William Leach, professeur en histoire culturelle américaine à l'université de Columbia, cité par Melani McAlister pour son ouvrage *Land of Desire: Merchants, Power, and the Rise of a New American Culture* (1993), l'attrait des thèmes orientaux dépasse le cadre de la consommation. Ce constat s'appuie sur le fait que les thèmes du Proche et de l'Extrême Orient sont populaires lors de la période précédant la première guerre mondiale dans des sites culturels qui n'ont aucun lien avec le commerce. Pour Leach, l'orientalisme symbolise une rupture avec la piété protestante et l'entrée de la nation américaine dans la modernité. L'orientalisme fait partie de la culture américaine au travers de films tels *The Arab* (1915), *Cleopatra* (1917), *Arabian Knight* (1920), *The Sheikh* (1921) et *A Son of Sahara* (1924) avec l'acteur Rudolph Valentino dans le principal rôle masculin²³⁴.

Melani McAlister soutient en revanche que le « shopping » crée des liens avec l'orientalisme (et les plaisirs exotiques associés à celui-ci) au travers de son association à des normes « post-victoriennes » qui, au début du vingtième siècle, crée « un discours à multiples dimensions »²³⁵. Ce discours établit des liens entre la « nouvelle femme », le « mariage entre compagnons », la

²²⁹ Ibid: p. 20-21.

²³⁰ BRATLINGER, Patrick. *Rule of Darkness: British Literature and Imperialisme, 1830-1914*. Ithaca: New York: Cornell University Press, 1988. p. 227-254 dans McALISTER: op. cit. p. 21.

²³¹ McALISTER: op. cit. p. 21.

²³² Ibid: p.21.

²³³ Ibid: p. 21.

²³⁴ LEACH, William. *Land of Desire: Merchants, Power, and the Rise of a New American Culture*. New York: Pantheon, 1993. p.105.

²³⁵ McALISTER: op. cit. p. 22.

modernité et la société de consommation²³⁶. Ainsi, l'orientalisme jouera un rôle moteur dans l'émancipation de la femme américaine. Cette nouvelle expression de l'orientalisme fait partie d'un défi relevé contre « l'éthique protestante de productivité » qui avait commencé à éroder les séparations entre la vie publique et la vie privée avec l'introduction des femmes dans la vie publique. Les difficultés rencontrées lors de cette transition sont illustrées par des films muets où la « Nouvelle femme » est simultanément représentée comme indépendante, sexuellement agressive, émancipée et soumise. Cette femme était à la fois admirable et menaçante. Dans ces films, l'Orient était associé aux fantasmes des femmes et au pouvoir sexuel des femmes en particulier. Gaylun Studlar (professeur en études cinématographiques à l'université Washington de Saint-Louis, citée par Melani McAlister) argumente que le personnage de la « vampe » a personnifié ce lien avec une femme orientalisée puissante qui était à la fois mystérieuse, attirante et dangereuse. Nous tenons à mentionner l'actrice juive Theda Bara (le symbole par excellence de la vampe) qui, à la fin des années 1910, a interprété Cléopatra et Salome. Melani McAlister soutient que l'association entre la femme « sexuellement féroce » et « les troubles sexuels de l'Orient », qui ressort dans les productions de Hollywood consacrées à la vampe, évoque la menace de la « femme despotique ». Certains critiques contemporains de ces films ont soutenu que cette menace était bien réelle. Ils craignaient que les hommes capitulent devant les exigences des femmes. Un manuel de mariage de 1922 (cité par McAlister) fait allusion à la menace posée par la « sexualité exubérante » ou la « Femme vampire »²³⁷.

3.2. Le Cheikh « cinématographique »

Un genre cinématographique particulier a été consacré par Hollywood au « Cheikh » arabe. Si dans le monde arabe le mot Cheikh signifie un sage (généralement une personne âgée ou un patriarche), les cinéastes américains ont donné un tout autre sens à ce mot²³⁸. Le professeur émérite de communication à l'Université de l'Illinois Jack Shaheen, dans l'ouvrage de référence *Reel Bad Arabs: How Hollywood vilifies a People* de 2001 (un documentaire ayant le même titre est sorti en 2006), compte plus de 160 scénarios consacrés au « Cheikh » à commencer par *Sheikh Hadj Tahar Hadj Cherif* (un kinéscope court de 1894) et le film *The Power of the Sultan* sorti en 1907 et

²³⁶ Ibid: p. 22.

²³⁷ Ibid: p. 21-27.

STUDLAR, Gaylyn. "Out-Salomeing Salome: Dance, the New Woman, and Fan Magazine Orientalism". Dans *Visions of the East: Orientalism in Film* (ed. Matthias Bernstein et Gaylun Studlar). New Brunswick: Rutgers' University Press, 1997. p. 116-117.

²³⁸ SHAHEEN, Jack G. *Reel Bad Arabs: How Hollywood Vilifies a People*. New York, Olive Branch Press, 2001. p. 19-20.

Reel Bad Arabs: How Hollywood Vilifies a People. Media Education Foundation. USA, 2006.

produit par Selig Company (premier film tourné à Los Angeles)²³⁹. Selon Matthew Sweet (cité par Shaheen), « l'Arabe cinématographique n'a jamais été un personnage attrayant. Dans les années 1920, il était un Cheikh basané qui fronçait les sourcils et pourchassait l'héroïne [occidentale] autour d'une cour en carreau ». Shaheen note qu'au lieu de représenter les « Cheikhs » comme des sages, les scénaristes créent des mélodrames où ceux-ci sont représentés comme des « polichinelles négligés » avec des « nez crochus » dont l'objectif est de capturer des « blondes pâles ». Dans ce contexte, les premiers films muets tels *The Unfaithful Odalisque* (1903), *The Arab* (1915) et *The Sheikh* (1921) représentent tous l'image stéréotypique d'un personnage barbu habillé dans des vêtements flottants qui cherche à s'accaparer l'héroïne occidentale. Ainsi dans le *Sheikh*, Cheikh Ahmed regarde Diana, la Britannique kidnappée, d'un air furieux et déclare: « Lorsqu'un Arabe voit une femme qu'il désire, il la prend! ».



Figure 5 : Publicité pour *The Sheikh* avec Rudolph Valentino dans le rôle principal, Paramount Pictures, 1921.

Shaheen constate à ce sujet que les films muets d'Hollywood ne montraient pas pour autant des scènes d'amour entre les femmes occidentales et les Cheikhs arabes. Les censeurs américains s'opposaient à des scènes d'amour entre les Occidentaux et les Arabes. Shaheen note que *The Sheikh* est perçu par certains critiques comme une exception à cette règle. Il remet en question cette analyse étant donné que le Cheikh interprété par Valentino (et qui accapare Diana) est en réalité un européen, fils d'un anglais et d'une espagnole. Selon Shaheen, cela explique pourquoi Cheikh Ahmed était perçu de manière si positive par un public américain essentiellement féminin. En

²³⁹ SHAHEEN, Jack G. *Reel Bad Arabs: How Hollywood Vilifies a People*. New York, Olive Branch Press, 2001. p. 19.

revanche, il constate qu'en Europe des films tels *The Sheikh's Wife* (1922) ont représenté des héroïnes embrassant de beaux Cheikhs arabes dès 1922²⁴⁰.

²⁴⁰ Ibid: p. 19-22.

3.3. Le mythe « Lawrence d'Arabie »

Le mythe « Lawrence d'Arabie » s'inscrit dans cette même fascination pour l'Orient qui se manifeste chez le public américain au début du vingtième siècle. Dans l'Occident, les récits sur Lawrence d'Arabie ont joué un rôle important dans la cristallisation de cet engouement pour l'Orient. Les films consacrés au Cheikh (cités précédemment) sont probablement influencés par les aventures et le personnage de « Lawrence d'Arabie »²⁴¹.

La mise en scène de T. E. Lawrence (alias « Lawrence d'Arabie »), un officier britannique et liaison entre les Arabes et les forces britanniques lors de la Révolte arabe (entre 1916 et 1918) dans les déserts d'Arabie constitue pour le public américain la première vraie rencontre avec « l'Arabie » et les Arabes ainsi que les bédouins, « guerriers » du désert. Le journaliste américain Lowell Thomas (professeur, globe-trotter, animateur et pionnier en communication) va ériger en mythe la personne et le récit de T. E. Lawrence au travers d'une série de conférences et de spectacles aux États-Unis et en Angleterre entre 1918 et 1919. Le récit de voyage de Thomas, qui s'intitule *With Lawrence in Arabia* et qui porte sur les 10 jours qu'il a passés en Arabie aux côtés de T. E. Lawrence en mars 1918, sera publié en 1924²⁴².

Les récits de T. E. Lawrence sur sa participation dans la Révolte arabe intitulés *Révolte dans le Désert*²⁴³ (version abrégée de l'œuvre *Sept Piliers de Sagesse*) sont publiés pour la première fois en 1919; la version américaine le sera en 1927²⁴⁴. Cet ouvrage contribue à la création du mythe « Lawrence d'Arabie » à l'égard duquel T. E. Lawrence lui-même semble avoir des sentiments partagés; adoptant tantôt une posture d'ermite, tantôt contribuant aux mythes en soulignant les côtés mystérieux de sa personne²⁴⁵. Quoi qu'il en soit, les représentations par Lawrence des Arabes comme des « sauvages nobles et brutaux » contribuent à la création d'un imaginaire durable de l'Arabie et des Arabes aux États-Unis et en Europe²⁴⁶. Ces représentations seront amplifiées par Lowell Thomas lors de ses conférences et spectacles (précédemment cités)²⁴⁷.

²⁴¹ WILSON, Jeremy. *Lawrence of Arabia, the Authorised Biography*. London: Heinemann, 1989 dans POIVRE d'ARVOR, Olivier & Patrick. *Lawrence d'Arabie: la quête du désert*. Paris: Place des Victoires, 2006.

McALISTER: op. cit. p. 24-28.

²⁴² “With Allenby in Palestine and Lawrence in Arabia”. Travelogue Script, 1919 [consulté en ligne le 15 janvier 2010], document PDF. Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/documents.html>

²⁴³ LAWRENCE, Thomas E. *Révolte dans le désert, 1916-1918*. Paris: Payot, 1929.

²⁴⁴ LAWRENCE, Thomas E. *Les sept piliers de la sagesse*. Paris: Payot, 1941.

²⁴⁵ TAUBMAN, Howard. “The Theatre: Lawrence of Arabia”. *The New York Times* [en ligne]. Le 27 décembre 1961 [consulté le 19 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

²⁴⁶ LAWRENCE: op. cit. 1929.

²⁴⁷ “With Allenby in Palestine and Lawrence in Arabia”. Travelogue Script, 1919 [consulté en ligne le 15 janvier 2010], document PDF. Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/documents.html>

“The Lovell Thomas Travelogues”. On-line Travelogue [consulté en ligne le 15 janvier 2010]. Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/travelogue>.

a) *Lowell Thomas rencontre T. E. Lawrence: le « roi non couronné d'Arabie »*

C'est à Jérusalem, peu de temps après la conquête de la ville par le général Edmund Allenby en décembre 1917, que Lowell Thomas est censé avoir rencontré T. E. Lawrence pour la première fois²⁴⁸. Dès le départ, Thomas est impressionné par l'esprit de Lawrence mais il réalise surtout le potentiel médiatique inhérent à l'exploitation de ce personnage énigmatique. Dans un article du *New York Times* du 19 mai 1935 (intitulé « Lowell Thomas Describes Meeting With British Blue-Eyed Bedouin »), Thomas décrit sa rencontre avec T. E. Lawrence à Jérusalem:

« En me promenant dans les bazars sur Christian Street, j'ai aperçu un Bédouin habillé en agal, keffieh et aba, des habits portés habituellement par les princes du désert. A sa ceinture pendait un poignard doré de petite taille tel un descendant de Mahomet. Cependant, au deuxième regard, j'ai compris qu'il 'était tout sauf un prince bédouin. Il était blond comme un viking et avait des yeux d'un bleu perçant. De plus, il était rasé de près, alors que tous les bédouins portent des barbes aussi longues que possible; ils jurent littéralement par leurs barbes. D'une stature petite, il se tenait néanmoins avec toute la dignité d'un chérif arabe, alors que son expression de visage était celle d'un saint chrétien, se promenant dans les rues de Jérusalem, perdu en méditations religieuses. Plus tard, durant cette journée, j'ai demandé au général Ronald Storrs qui pouvait être ce jeune homme. Gouverneur de Jérusalem, ce dernier occupait l'ancien bureau de Pointus Plate. En réponse à ma question, le général Storrs a entre-ouvert la porte d'une pièce adjacente. Là, assis devant une table, lisant une monographie sur l'archéologie, se trouvait le bédouin aux yeux bleus. Le général Storrs a dit: « Laissez-moi vous présenter le colonel Lawrence, le roi non couronné d'Arabie »²⁴⁹.

De ses propres dires, Thomas passera par la suite dix jours aux côtés de Lawrence en Arabie près du golfe d'Aqaba durant le mois de mars 1918²⁵⁰. Dans son journal intime, Thomas retrace soigneusement cette rencontre. Il conduit également des entretiens auprès des soldats sous l'ordre de Lawrence afin de recueillir des informations sur lui²⁵¹. Lors de leur séjour en Palestine et en Arabie, Thomas et le photographe Harry Chase prennent des milliers de photos et de nombreuses séquences de film²⁵². Cependant, une fois rentrés aux États-Unis ils vont découvrir que les Américains sont peu intéressés par les récits de guerre. Thomas décide alors de mettre l'accent sur l'exotisme et le romanesque en commercialisant les récits de guerre sous la forme de spectacles²⁵³.

²⁴⁸ Ibid.

²⁴⁹ THOMAS, Lowell. "Lowell Thomas Describes Meeting with British Blue-Eyed Bedouin". *The New York Times* [consulté en ligne]. Le 19 mai 1935 [consulté le 1^{er} décembre 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

²⁵⁰ La durée du séjour de Thomas aux côtés de Lawrence est sujette à controverse. Lawrence soutient que Thomas a seulement passé trois jours avec lui en Arabie. Voir POIVRE d'ARVOR op.cit. p. 172-181.

²⁵¹ POIVRE d'ARVOR: op. cit. p. 172-181.

²⁵² "Lowell Thomas. "A Word Traveller and Broadcaster for 45 years, Dead". *The New York Times* [consulté en ligne]. Le 30 août 1980 [consulté le 1^{er} décembre 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

²⁵³ POIVRE d'ARVOR: op. cit. p. 172-181.

b) « Avec Allenby en Palestine et Lawrence en Arabie » : le spectacle « multimédia » de Lowell Thomas

Le spectacle original de Lowell Thomas « Avec Allenby en Palestine et Lawrence en Arabie » est présenté pour la première fois au théâtre Century de New York en 1918²⁵⁴. Par la suite, le spectacle sera transféré au Madison Garden, une salle de spectacle pouvant accueillir un plus large public. Durant l'année 1919, le spectacle sera présenté dans les plus grandes salles de Londres. S'en suit une tournée mondiale qui permettra de diffuser le mythe Lawrence d'Arabie à une très large échelle²⁵⁵.

Le spectacle de Thomas est novateur de par sa dimension multimédia. Il comprend 285 clichés lanternes (colorés par l'artiste Augusta Heyder qui ne s'était jamais rendu au Moyen-Orient), 30 séquences de film, des effets visuels, une danseuse « orientale » et un orchestre composé d'instruments occidentaux classiques jouant un extrait intitulé *Bédouins*. L'impact des images sur les spectateurs émerveillés est fréquemment mentionné par les critiques de l'époque²⁵⁶.

Une grande partie du spectacle est dédiée aux 35 portraits de Lawrence pris par Chase à Jérusalem, à Aqaba et à Londres dans l'appartement de Lawrence où celui-ci pose dans ses habits arabes²⁵⁷. Afin de produire un effet d'exotisme, des images représentant des « indigènes » sont montrées au public. Ces images portent des légendes où l'on peut lire les descriptifs suivants: « type bédouin », « barbe et yeux crapuleux », tandis que les « bédouins de Lawrence » sont décrits comme « romantiques » et « dangereux » à la fois²⁵⁸.

Dans le texte de présentation du spectacle, Lowell Thomas énumère les caractéristiques qui feront de T. E. Lawrence un mythe vivant:

« Lawrence est un « archéologue » et un « homme de lettres ». Un « poète avec des yeux bleus », pourtant un soldat « héroïque », « connaisseur » des Arabes et de leurs coutumes, qui a réussi à mettre sur pied une armée composée de bédouins « sanguinaires » et « insoumis ». Lawrence, c'est le « prince de la Mecque », timide et modeste, qui a refusé l'anoblissement. Il est de petite taille, pourtant impressionnant lorsqu'il revêt ses robes arabes blanches ».²⁵⁹

²⁵⁴ Ibid: p. 172-181.

²⁵⁵ POIVRE d'ARVOR: op. cit, p. 172-181.

“With Allenby in Palestine and Lawrence in Arabia”. Travelogue Script, 1919 [consulté en ligne le 15 janvier 2010], document PDF. Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/documents.html>

²⁵⁶ Ibid.

²⁵⁷ Ibid: Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/documents.html>

²⁵⁸ Ibid: Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/documents.html>

²⁵⁹ *The Lowell Thomas Travelogues*. Marist College, Archive and Special Collections [consulté en ligne le 15 janvier 2010]. Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/index.html>

Les représentations de Lawrence véhiculées par Lowell Thomas ont été remises en question par de nombreux spécialistes qui soutiennent que T. E. Lawrence aurait délibérément leurré Thomas qui crut à ses histoires fantasmées²⁶⁰.



Figure 6: Thomas E. Lawrence alias Lawrence of Arabia, Imperial War Museum, London.

c) L'impact du spectacle multimédia de Lowell Thomas et du film Lawrence d'Arabie sur la cristallisation de l'image de l'Arabie Saoudite aux États-Unis à l'époque et aujourd'hui

Le film *Lawrence d'Arabie* (1962), une épopée influencée par le vécu de l'énigmatique personnage T. E. Lawrence et notamment ses expériences en Arabie lors de la Révolte arabe, jouera un rôle majeur dans le maintien et la propagation du mythe « Lawrence d'Arabie »²⁶¹. *Lawrence*

²⁶⁰ WHITNEY, Peter D. "Lawrence Again Stirs a Storm". *The New York Times* [en ligne]. Le 28 février 1954 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>
POIVRE d'ARVOR op. cit. p. 172-181.

²⁶¹ *Lawrence of Arabia*. Columbia Pictures, 1962.

d'Arabie reçoit un accueil très favorable auprès du public américain lors de sa sortie, tandis que les critiques ont des opinions divergentes quant aux vertus du film²⁶². *Lawrence d'Arabie* obtiendra plusieurs Oscars en 1963, notamment pour le meilleur film et la meilleure mise en scène. Le film a été réalisé par le metteur en scène britannique David Lean. La musique originale, composée par Maurice Jarre, contribue à l'ambiance dramatique du film²⁶³.

Quel a donc été l'impact du film *Lawrence d'Arabie* et du spectacle « Avec Allenby en Palestine et Lawrence en Arabie » sur le public américain? Dans quelle mesure ces récits ont-ils contribué à la cristallisation de l'image de l'Arabie Saoudite aux États-Unis?

Dans *Lawrence of Arabia: A Film's Anthropology* (1999), Steven Caton (professeur en anthropologie à l'université d'Harvard) argumente que le film *Lawrence d'Arabie* s'inscrit dans le même genre que la littérature « orientaliste » dans la mesure où celui-ci légitime la « réification » et la domination de l'autre (ici l'Arabe) par l'Occident²⁶⁴. Caton maintient que l'exotisme et la géographie sont instrumentalisés par le metteur en scène David Lean pour répondre aux besoins cinématographiques. A titre d'exemple, il cite l'instrumentalisation du désert et la signification de la lumière douce ou crue, qui créent l'ambiance de *Lawrence d'Arabie* et attire l'attention du spectateur sur le message que le metteur en scène veut transmettre. Caton propose un usage interdisciplinaire du film pour engager des discussions sur le colonialisme, la symbolique impérialiste et le processus de féminisation de l'homme arabe dont témoigne ce film, selon lui²⁶⁵.

Selon Caton, l'aspect orientaliste de ce récit cinématographique est illustré par la représentation des bédouins arabes comme des êtres sauvages, infantiles et intellectuellement inférieurs à Lawrence. Aussi, la loyauté partagée de Lawrence entre sa patrie natale (la Grande Bretagne) et l'armée britannique d'une part et « l'Arabie », son pays d'adoption et ses camarades « guerriers du désert » d'autre part, sert davantage à mettre en scène les tourments intérieurs de Lawrence que proposer une représentation profonde des Arabes ou de leur culture²⁶⁶.

Nous retrouvons le même genre d'arguments dans l'article « The Hollywood Arab: Memorable for What it is, Regrettable for What it Might Have Been » (1989) de Jack Shaheen²⁶⁷. Shaheen considère que le film *Lawrence d'Arabie* contient des séquences de cinéma fascinantes et des

²⁶² CROWTHER, Bosley. Screen: "A Desert Warfare Spectacle". *The New York Times* [en ligne]. Le 17 décembre 1962 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes>

²⁶³ *Lawrence of Arabia*. The Internet Movie Database, [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.imbd.com>

²⁶⁴ FRUZZETTI, Lina. "Review of CATON C., Steven. *Lawrence of Arabia: A Film's Anthropology*. Berkeley:" University of California at Berkeley University Press, 1999. *American Ethnologist* [consulté en ligne]. Mai 2000, vol. 27, n°2 [consulté le 1^{er} décembre 2009], p. 543-544. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/647219>

²⁶⁵ Ibid: p. 543-544.

²⁶⁶ Ibid: p. 543-544.

²⁶⁷ SHAHEEN, Jack. "The Hollywood Arab: Lawrence of Arabia: Memorable for What it is, Regrettable for What it Might Be". *Washington Report on Middle East Affairs* [en ligne]. Novembre 1989 [consulté le 4 février 2010], p. 15, 56. Disponible sur: <http://www.wrmea.com/backissues/1189/8911015.html>

performances captivantes. Ce qui pose problème selon lui est la concentration sur les Britanniques (incarnés par Lawrence), plutôt que sur les Arabes. Il en ressort un récit sur la domination culturelle. Cette approche explique certainement la présence de multiples stéréotypes dans le film. À titre d'exemple, le leader arabe Auda est représenté comme un bandit cruel payé par les Turcs pour déposer ses armes. Il se joindra à ses compatriotes bédouins seulement après que Lawrence lui a donné de l'or. Une autre séquence du film montre les guerriers arabes après la prise de Damas. Ils se battent comme des bêtes sauvages incapables de se comporter de manière civilisée. La concentration sur Lawrence et l'expérience britannique a donné lieu au mythe de Lawrence que l'on connaît à savoir celui de sauveur des Arabes plutôt que d'un intermédiaire important sympathisant avec la cause arabe. Cette image de sympathisant de la cause arabe serait plus proche de la réalité selon Shaheen²⁶⁸.

Enfin, le film *Lawrence d'Arabie* suggère que le soutien populaire en faveur de la Révolte arabe s'est affaibli fin 1917 et que les Arabes ont pu se rendre à Damas grâce aux seuls « mercenaires crapuleux » engagés par Lawrence qui ont continué à se battre²⁶⁹. L'historien britannique Jeremy Wilson (biographe de T. E. Lawrence) argumente que ce « mensonge délibéré » qui confère à Lawrence la responsabilité de tous les événements significatifs de la Révolte arabe a pour effet de représenter cette dernière comme la « Révolte de Lawrence ». Il en résulte un récit qui rabaisse les Arabes²⁷⁰.

Les images qui ressortent dans les récits de voyages de Lowell Thomas sont proches de l'image des Arabes et des bédouins qui ressort dans le film *Lawrence d'Arabie*. Il y est davantage question de la mise en scène de T. E. Lawrence et du mythe Lawrence d'Arabie que d'un intérêt réel pour l'Arabie et les bédouins du désert. Ces derniers servent de décor pour le récit et le spectacle multimédia que Thomas cherche à créer²⁷¹.

Un grand nombre de publications (biographies, critiques et articles voire pièces de théâtre, documentaires, téléfilms, films et sites internet) témoignent de la fascination du public américain et britannique pour T. E. Lawrence aussi bien dans les années 1920 et 1930 qu'aujourd'hui. Lawrence y est tantôt décrit comme un homme « mystérieusement obscur », un « homme de lettres », un « homme d'action » et un « menteur congénital » qui a exagéré ses exploits aventuriers et militaires pour accéder à la notoriété²⁷².

²⁶⁸ Ibid: p. 15, 56.

²⁶⁹ WILSON, Jeremy. "Suleiman Misa 1919-2008". *T. E. Lawrence studies*. Weblog [consulté le 4 février 2010]. Disponible sur: <http://www.blog.telstudies.org>

²⁷⁰ Ibid.

²⁷¹ *The Lowell Thomas Travelogues*. Marist College, Archive and Special Collections [consulté en ligne le 15 janvier 2010]. Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/index.html>

²⁷² POORE, Charles. "Books of the Times". *The New York Times* [en ligne]. Le 28 décembre 1938 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Témoignage d'un intérêt durable, l'œuvre épique *Lawrence d'Arabie* sera restaurée par les metteurs en scène Martin Scorsèse et Steven Spielberg en 1988²⁷³. *A Dangerous Man: Lawrence after Arabia* (1991) est un téléfilm réalisé par le metteur en scène Christopher Menaul avec l'acteur Ralph Fiennes dans le rôle de T. E. Lawrence et consacré au mythe de Lawrence d'Arabie et aux controverses qui entourent le personnage²⁷⁴. Enfin, un documentaire de la chaîne PBS (Public Broadcasting Service), qui s'intitule *Lawrence of Arabia: The Battle for the Arab World*, est réalisé en 2003²⁷⁵.

Le fait que *Lawrence d'Arabie* soit un film très populaire aux États-Unis est illustré par diverses statistiques cinématographiques. Selon la base de données Internet Movie Database, accessible sur internet, le film se place au 42ème rang sur 250 en 2009 et 72860 spectateurs lui attribuent une note supérieure à 8,6 sur 10 en moyenne²⁷⁶.

4. Les images d'Abd al-Aziz, la conquête de l'Arabie et le mouvement wahhabite parmi les spécialistes et dans la presse américaine dans les années 1920 et 1930

Les Arabes bédouins, guerriers « nobles » et « féroces » qui figurent aux côtés du colonel T. E. Lawrence dans le film *Lawrence d'Arabie* (ainsi que dans le spectacle de Lowell Thomas *Avec Allenby en Palestine et Lawrence en Arabie*), appartiennent en réalité au camp du chérif de la Mecque, Hussein ibn Ali d'Hedjaz (issu de la dynastie hachémite). Ce dernier était un ennemi et rival important d'Abd al-Aziz Ben Saoud (le fondateur de l'Arabie Saoudite) pour la domination de l'Arabie et pour les faveurs des Britanniques²⁷⁷.

En 1914, Abd al-Aziz était perçu comme l'homme fort en Arabie par le bureau britannique des Indes largement influencé par les rapports du Capitaine W. H. I. Shakespeare (un agent britannique basé en Arabie). Cependant, suite à la déclaration d'un jihad contre la Grande Bretagne et ses alliés par le sultan ottoman et le califat, le 14 novembre 1914, Londres choisit de s'allier au chérif Hussein²⁷⁸. Ce choix s'explique en partie par l'influence religieuse du chérif de la Mecque, dont le soutien permettait de diluer la déclaration des autorités ottomanes. Aussi, l'alliance avec Hussein

“Lawrence a Hero of Epic Stature”. *The New York Times* [en ligne]. Le 19 mai 1935 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

²⁷³ *Lawrence of Arabia*. Columbia Pictures. The United States, 1988.

²⁷⁴ *A Dangerous Man*. United States, WETA-TV, 1992.

O'CONNOR, John J. “Review; Confused, Complex Lawrence of Arabia.” *The New York Times* [en ligne]. Le 6 mai 1992 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

²⁷⁵ *Lawrence of Arabia: The Battle for the Arab World*. PBS, 2003 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.pbs.org/lawrenceofarabia/>

²⁷⁶ <http://www.imdb.com/title/tt0056172/>

²⁷⁷ CHAMPION, Daryl; *The Paradoxical Kingdom: Saudi Arabia and Momentum of Reform*. New York: Columbia University Press, 2003. p. 37-54.

²⁷⁸ GOLDBERG, Jacob. “Captain Shakespeare and Ibn Saud: A Balanced Reappraisal.” *Middle Eastern Studies* [en ligne]. Vol. 22, N°1, Janvier 1986 [consulté en ligne le 7 décembre 2009], p. 77-79. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

pouvait aider Londres à assurer ses bases vitales et ses lignes de communication en Égypte, dans le Canal de Suez, dans la Mer Rouge et à Aden. Il s'agissait également d'empêcher Hussein de s'allier avec les Turcs ce qui aurait mené ce dernier à une alliance avec Al Rashid (allié des Turcs) dans le nord du Nedjd (le cœur spirituel de l'Arabie Saoudite où se trouve la capitale Riyad)²⁷⁹.

Dans les années 1920, les Ikhwan, force tribale composée de guerriers bédouins fondamentalistes, contrôlée et mise sur pied par Abd al-Aziz, va permettre à ce dernier de conquérir l'Arabie et de réaffirmer l'alliance politico-religieuse établie en 1744 entre Muhammad Ben-Saoud (le leader du premier dominion saoudien) et le réformateur religieux Abd al-Wahhab²⁸⁰. L'Arabie Saoudite sera proclamée le 23 septembre 1932²⁸¹. En même temps, les Ikhwan vont se révolter à plusieurs reprises contre l'autorité d'Abd al-Aziz. Ces révoltes se traduisent par des raids armés principalement sur les territoires de la Transjordanie et de l'Irak où règnent les ennemis héréditaires de la Maison Saoud, des représentants de la dynastie hachémite, mais également contre le Koweït et le Yémen. Cela pose problème aux Britanniques, mandataires de la Transjordanie et de l'Irak dont la sphère d'influence comprend les émirats du golfe Persique et Aden. Nous notons qu'Aden (ville portuaire importante du Yémen) faisait partie de l'Inde britannique jusqu'en 1937.

Avant 1933, date d'obtention de la concession par la SOCAL (Standard Oil of California) auprès d'Abd al-Aziz, la lecture de l'Arabie Saoudite par les experts américains du Moyen-Orient et les médias américains se fait essentiellement au travers des relations britanniques avec Abd al-Aziz et les autres gouverneurs du golfe Persique. Ainsi, de nombreux reportages (des années 1920 notamment) portent sur la conquête d'Abd al-Aziz et des Ikhwans de l'Arabie, les révoltes des Ikhwans contre l'autorité d'Abd al-Aziz et sur le wahhabisme²⁸². Des articles traitent également de l'esclavage et de l'assassinat d'un pasteur américain par des Ikhwans sur le territoire du Koweït, alors sous protectorat britannique²⁸³. Ces reportages témoignent de l'admiration devant le prodige guerrier et le personnage physique imposant d'Abd al-Aziz d'une part et du dégoût et de la crainte devant le fanatisme religieux et la violence des Ikhwans d'autre part.

Un exemple de ces représentations par les experts américains du territoire qui allait devenir l'Arabie Saoudite et d'Abd al-Aziz (ou Ibn Saoud comme il est appelé en Occident) est le discours de 1927 de James A. Montgomery (président de l'association citée ci-après) devant l'American

²⁷⁹ GOLDBERG: op. cit. p. 79-86.

²⁸⁰ CHAMPION: op. cit. p. 21-23, 43-45.

²⁸¹ VITALIS: op. cit. p. 3.

²⁸² Sinder Ikbali Shah. "A New Prophet Speaks for Fiery Islam". *The New York Times* [en ligne]. Le 15 août 1926 [consulté le 17 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

"Wild Reformers Storm Gates of Holy Mecca". *The New York Times* [en ligne]. Le 5 octobre 1924 [consulté le 17 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

²⁸³ "Slavery Still Flourishes". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 juillet 1927 [consulté le 17 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

"John Crane Tells of Arabs' Attack". *The New York Times* [en ligne]. Le 17 mars 1929 [consulté le 17 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Oriental Society. Montgomery y évoque le personnage d'Abd al-Aziz, les Frères Ikhwan, la conquête de l'Arabie et enfin le « wahhabisme » (l'interprétation puritaine de l'islam pratiquée en Arabie Saoudite)²⁸⁴.

Montgomery constate au sujet des conditions internes de « l'Arabie » que la « scène arabe » est dominée par Abd al-Aziz dont « tout le monde acclame la personnalité remarquable » et qui « incarne l'indépendance réclamée par les nationalistes arabes »²⁸⁵. Aux yeux de Montgomery, Abd al-Aziz « représente les meilleures chances pour son secte puritain » et « grâce à lui, une justice sévère règne en Arabie »²⁸⁶. Aussi, Abd al-Aziz s'est révélé être « un grand organisateur » car « il a su transformer le fanatisme brut de son peuple en esprit de conquête ». Les plus « endurcis » parmi son peuple ont créé des « fratries », les Ikhwans. Abd al-Aziz envoie des « colonies » partout où il y a de l'eau et où la vie est possible [...] Ainsi, il transforme le « zèle » religieux brut de son peuple en une « force civilisatrice sociale »²⁸⁷.

Montgomery décrit la conquête de la province de Nadjd par Abd al-Aziz qui, selon lui, fera connaître celui-ci sur le plan international:

« Cependant, le charme et la tragédie de l'Arabie ne sont pas confinés aux murs malodorants de la Mecque ou aux ruines du passé glorieux du Yémen et d'Oman. Son théâtre est constitué par les steppes ouvertes des montagnes de l'Arabie, le Nedjd. Le drame qui y a été joué dans l'obscurité durant de nombreuses années apparaît désormais à la lumière du jour. La découverte de ce drame fera connaître l'impact de Nedjd sur le cours de l'histoire mondiale »²⁸⁸.

James A. Montgomery évoque la nature « immaculée » de Nedjd « rarement conquise » et « pur sang », visitée par un nombre restreint d'aventuriers ou de diplomates. Pour lui, cette province est « un centre spirituel autant qu'un centre physique du monde arabe » qui de surcroît n'a pas été « corrompu » par le « commercialisme » ou par « l'impérialisme occidental »; « un centre indépendant dans le vrai sens du terme »²⁸⁹.

Comment les idées et perceptions véhiculées par le discours de James A. Montgomery devant un public composé essentiellement de spécialistes se traduisent dans les sources américaines contemporaines (aussi bien parmi d'autres spécialistes que dans la presse américaine)?

Nous tenons en premier lieu à mentionner l'influence exercée par les récits de Harry St John Philby (ou Cheikh Abdullah, son nom arabe) sur la cristallisation des images de l'Arabie Saoudite

²⁸⁴ MONTGOMERY, James A., « Arabia To-day: An Essay in Contemporary History ». *Journal of the American Oriental Society* [en ligne]. Avril 1927, vol. 17 [consulté le 28 avril 2009], p. 19. Disponible sur : <http://www.jstor.org>
CAMPION: op. cit. p. xix.

²⁸⁵ MONTGOMERY: op. cit. p. 128-129

²⁸⁶ Ibid: p. 128-129.

²⁸⁷ Ibid: p. 128-129.

²⁸⁸ Ibid: p. 19.

²⁸⁹ Ibid: p.19.

aux États-Unis entre 1920 et 1960²⁹⁰. Philby fut le représentant britannique en Transjordanie entre 1921 et 1924 avant d'être forcé à démissionner prématurément en raison de différends avec le gouvernement britannique (notamment sur le rôle attribué à Abd al-Aziz par la Grande Bretagne et la part de responsabilité du gouvernement britannique dans la dégradation des relations entre cette dernière et l'Arabie Saoudite)²⁹¹. Par la suite, Philby s'installera à Djeddah où il deviendra partenaire d'un commerce. Il occupera également les fonctions de conseiller officieux d'Abd al-Aziz, notamment lors des négociations sur la concession pétrolière entre la SOCAL (future ARAMCO) et le roi saoudien en 1933²⁹². L'aventure de Harry St John Philby en Arabie débute à la fin de l'année 1917 lorsque Philby (alors membre du service civil du Bureau des Indes en poste en Mésopotamie) se voit confier une mission dont l'objectif était de s'allier avec Abd al-Aziz, à l'époque impliqué dans des raids contre le chérif de la Mecque (gouverneur de la province d'Hejaz, autre allié de la Grande Bretagne). L'ouvrage *Heart of Arabia* (mentionné par Montgomery dans son essai), publié en 1922, retrace le voyage de Philby en Arabie et sa rencontre avec le futur roi d'Arabie Saoudite Abd al-Aziz²⁹³.

De nombreux commentateurs considèrent Harry St John Philby comme la « source historique la plus fondamentale » pour l'étude de l'Arabie Saoudite moderne. D'autres encore, tel l'historien britannique J. B. Kelly, considèrent Philby comme un « admirateur sans réserve » d'Abd al-Aziz et « l'apologiste officiel » de l'Arabie Saoudite en Occident. De ce fait, il est fort probable que les représentations positives d'Abd-al Aziz et de ses capacités gouvernementales perçues dans les médias américains et chez des spécialistes du Moyen-Orient (tels Montgomery) soient influencées par les récits d'Harry St John Philby (largement considéré comme une autorité sur le sujet)²⁹⁴.

L'admiration manifestée par Philby et Montgomery à l'égard d'Abd al-Aziz trouve un écho dans un article du *New York Times* de décembre 1926 où la signature Xénophon évoque les exploits du Sultan Ibn Saoud²⁹⁵. L'administration par Abd al-Aziz de la justice et du Trésor Public y est qualifiée d'« exemplaire ». Sa gestion de la criminalité et de la corruption qui consiste à amputer les mains en cas de vol et prône l'exécution en cas de meurtre ou immoralité sont considérées très « efficaces ». Xénophon qualifie Abd al-Aziz de « plus grand leader arabe indépendant de nos jours ». Il met en avant les déclarations de ce dernier qui annonce qu'il « empêchera le territoire d'Arabie de

²⁹⁰ VITALIS: op. cit. p. 2.

²⁹¹ KAPLAN: op. cit. p. 56-59.

GOLDBERG, Jacob. "Philby as a Source of Twentieth-Century Saudi History: A Critical Examination." *Middle Eastern Studies* [en ligne]. Vol. 21, N°2, Avril 1985 [consulté le 19 janvier 2010], p. 223-243. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/4283062>

²⁹² YERGIN, Daniel. *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money and Power*. New York: Free Press, 2003 (1991). p. 286-288, 290-292, 298.

²⁹³ PHILBY, Harry St John. *Heart of Arabia*. London: Constable and Company, 1922.

²⁹⁴ GOLDBERG: op. cit. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/4283062>

²⁹⁵ XENOPHON. "Ruler of the Hejaz and Holy Places Extends his Sway over Arabia and Deals Skillfully with Powers". *The New York Times* [en ligne]. Le 5 décembre 1926 [consulté le 3 mars 2009]. Disponible sur: www.nytimes.com

devenir un « terrain de chasse » pour tous les concessionnaires impérialistes » et qu'il « effectuera des réformes et des améliorations modernes tout en respectant les stricts préceptes du Prophète Mahomet ». Xénophon fait également référence au fondamentalisme d'Abd al-Aziz et aux relations de ce dernier avec les pouvoirs européens, qui seraient conflictuelles:

« En tant que sultan de Nedjd, Ibn Saoud s'est fait connaître comme un gouverneur juste, sinon fanatique, de sa « nation ». Il a refusé d'avoir affaire aux Britanniques rasés de près, ou aux Européens, « qui se comportent en amis », mais dont le seul objectif est de miner les principes de notre foi »²⁹⁶.

La couverture d'Abd al-Aziz et de sa conquête de l'Arabie ne se limite pas aux experts ou aux quotidiens d'élite tels le *New York Times*. Dans les années 1920, la revue hebdomadaire *TIME Magazine* publie une série d'articles sur ce sujet. Dans « The Hejaz: Gone » du 20 octobre 1924, l'abdication du roi d'Hedjaz (chérif Hussein) et la conquête de la Mecque par les wahhabites sont évoquées. La lutte d'Ali (fils du chérif Hussein) contre les envahisseurs y est décrite²⁹⁷.

La conquête wahhabite de la Mecque est l'objet d'un autre article publié par *TIME Magazine* le 27 octobre 1924 (l'article s'intitule « The Hejaz: In Mecca »)²⁹⁸. L'auteur évoque l'entrée des Ikhwan à la Mecque où ils se sont immédiatement dirigés vers la Grande Mosquée qu'ils ont contourné sept fois à cheval avant de descendre et s'agenouiller à l'honneur de l'islam. Selon l'auteur, les événements de la Mecque se sont produits dans un calme relatif ; l'attaque des Ikhwan s'est terminée sans violence et que le seul pillage constaté a eu lieu dans le palais royal et chez des Hijazi fortunés. Cet élément mérite d'être souligné dans la mesure où les Ikhwan avaient une réputation de sanguinaires et de féroces ; ce qui explique qu'ils soient considérés comme une menace pour l'influence britannique dans la péninsule Arabique et le golfe Persique. Comme mentionné précédemment, les Ikhwan ont effectué des raids sur les territoires de l'Irak, de la Transjordanie, du Yémen et du sultanat du Koweït. Des raids ont également été menés par les Ikhwan en Syrie sous protectorat français. Au départ, il n'était pas clair si ces raids sont effectués avec le soutien d'Abd al-Aziz ou s'ils sont menés contre son gré. Cette incertitude ressort dans la couverture médiatique de l'époque.

²⁹⁶ Ibid.

²⁹⁷ «The Hejaz: Gone». *TIME Magazine* [en ligne]. Le 20 octobre 1924 [consulté le 12 août 2010]. Disponible sur: <http://www.time.com>

²⁹⁸ «The Hejaz: In Mecca». *TIME Magazine* [en ligne]. Le 27 octobre 1924 [consulté le 12 août 2010]. Disponible sur: <http://www.time.com>



Figure 7 : *TIME Magazine*, le 5 mars 1975

Dans « Arabia: Holy War » (du 19 mars 1928), l'auteur évoque le jihad qu'Abd al-Aziz est supposé mener contre l'influence britannique. L'auteur base ses informations sur le *Jewish Telegraphic Agency* et le *Manchester Guardian*. Abd al-Aziz est décrit comme le « Sultan bronzé et intransigent de Nedjd et le roi d'Hedjaz, à qui ses sujets ne donnent pas d'hommages mais des bisous sur le point du nez car ils sont issus d'une secte musulmane orthodoxe et fanatique, les wahhabites, qui considèrent que les pieux ne baissent leur tête que devant Allah »²⁹⁹. Enfin, le harem d'Abd al-Aziz à Riyadh est évoqué ; « le Roi réside dans un palais resplendissant entouré d'épouses et concubines et où il est servi par des esclaves et embrassé par des Cheikhs »³⁰⁰.

L'interprétation fondamentaliste de l'islam, appelée wahhabisme en Occident, propagée par Abd al-Aziz et les Ihkwan, est un sujet souvent évoqué par les médias américains dans les années 1920 et 1930. Dans *TIME Magazine* du 27 février 1928 (l'article s'intitule « Tomb of Eve »), la destruction de la tombe d'Eve par le prince Faysal, décrit comme un « illuminé », y est évoquée³⁰¹. La tombe d'Eve, une tombe « fausse », est perçue par les wahhabites comme un sacrilège et doit donc être détruite. Des références humoristiques sont faites au nom communément attribué à la tombe du « nombril du monde ».

²⁹⁹ Ibid.

³⁰⁰ Ibid.

³⁰¹ "Tomb of Eve". *TIME Magazine* [en ligne]. Le 27 février 1928 [consulté le 12 août 2010]. Disponible sur: <http://www.time.com>

Le wahhabisme est aussi le sujet de deux autres articles publiés dans *Current History* en avril 1926 (« Arabia's New Warrior King ») et *Foreign Affairs* en juillet 1928 (« Religion and Politics in Saudi Arabia »)³⁰². *Current History*, créée en 1914 par George Washington Ochs Oakes (le frère de l'éditeur du *New York Times*, Adolph Ochs), est la revue d'affaires américaine la plus ancienne. *Foreign Affairs*, revue d'affaires internationales et de politique étrangère très influente, est publiée par le Council of Foreign Relations depuis 1922. Ses deux articles diffèrent considérablement quant à leur ton et la manière dont ils présentent le wahhabisme et les Arabes.

Dans « Arabia's New Warrior King », Alphonse Tonnietti évoque le wahhabisme qu'il décrit comme « austère » et « immatériel » et dont l'impact sur la politique au Proche-Orient et les musulmans partout dans le monde est considérable. Les guerriers wahhabites (ou les Ikhwan) sont de nouveau décrits comme « féroces » et « sanguinaires ». L'attrait du wahhabisme pour les Arabes s'explique par deux facteurs selon Tonnietti. Le premier est la façon dont l'amour « inné » pour la conquête et le pillage s'allie à la cause spirituelle. Le second est la sanction donnée par le wahhabisme au comportement « prédateur » des guerriers wahhabites et à la façon dont ils gagnent leur vie par le pillage; le gazoo. Le pillage est dicté par le besoin économique selon Tonnietti. La conversion des musulmans issus d'autres traditions de l'islam par la force est également évoquée. Tonnietti conclut que l'esprit oriental est déconcertant dans la mesure où des idées et des croyances apparemment incompatibles peuvent être réconciliées au travers de méthodes « pinaillères »³⁰³.

Dans « Religion and Politics in Saudi Arabia », Alois Musil (Orientaliste, explorateur et écrivain tchèque qui avait participé à la première Guerre mondiale aux côtés des Turcs) évoque la capacité extraordinaire d'Abd al-Aziz pour maintenir le contrôle de l'Arabie en dépit des rebellions menées par les Ikhwan. Selon Musil, le leader des Ikhwan, Faisal Ibn Dawish, pose le plus de problèmes à Abd al-Aziz. À cette époque, Dawish et ses coreligionnaires conduisent des campagnes de pillage et de propagation du wahhabisme sur le territoire de la Transjordanie et de la Syrie contre le gré d'Abd al-Aziz. L'auteur relate également des tensions internes dans la Maison Saoud et parmi les sujets d'Abd al-Aziz concernant des interprétations religieuses différentes et l'étendue de la propagation du wahhabisme. Ces tensions sont renforcées par la promesse faite par Abd al-Aziz aux Britanniques de ne pas chercher à empiéter sur les territoires sous domination britannique. L'auteur, qui souligne son admiration devant l'habileté et la force d'Abd al-Aziz qui lui ont permis de conquérir et contrôler l'Arabie, conclut cependant qu'aucun des empires précédents établis par des mouvements religieux (à l'image de l'Arabie) ont survécu à ceux-ci³⁰⁴.

³⁰² TONNETTI, Alphonse. « Arabia's New Warrior King ». *Current History*. Avril 1926, 24:1, p. 73.

MUSIL, Alois. « Religion and Politics in Arabia ». *Foreign Affairs* [en ligne]. Juillet 1928, vol. 6, n°4 [consulté le 17 août 2010], p. 675-681.

³⁰³ TONNETTI: op. cit. p. 73.

³⁰⁴ MUSIL: op. cit. p. 675-681.

Nous constatons donc que contrairement à Tonietti, dont le ton et les représentations témoignent des stéréotypes et du racisme du courant dominant, les descriptions de Musil apportent davantage d'objectivité et de méthode scientifique.

Enfin, dans la mesure où la présence américaine dans la péninsule Arabique et dans le golfe Persique n'était pas significative avant 1945, la représentation de l'Arabie Saoudite aux États-Unis dans les années 1920 et 1930 était principalement influencée par des Orientalistes européens. Deux exemples sont « Mountains of Arabia » de Leopold Weiss, paru dans la revue *Living Age* (un hebdomadaire qui comprenait une sélection d'articles parus dans des magazines et quotidiens britanniques et américains) en octobre 1931 et « Arabia-1926-1929: Three Years of Wahhabi Rule » d'Harry St. John Philby (cité précédemment) paru dans *Contemporary Review*³⁰⁵. Leopold Weiss (1900-1992), également connu sous le nom de Muhammad Asad, était un diplomate, écrivain, explorateur et linguiste autrichien de confession juive qui s'était converti à l'islam en 1926. Il est considéré comme l'un des représentants de l'islam les plus importants du vingtième siècle. Son fils Talal Asad est un anthropologue célèbre.

Dans son article « Mountains of Arabia » (une traduction du *Neue Zürcher Zeitung*), Leopold Weiss décrit un voyage qu'il a entrepris dans les montagnes du Hedjaz où il a des conversations « étranges » avec les habitants, les tribus de Beri Thaqif. Les membres de cette tribu sont décrits comme « robustes, plein de vie, avec une propension pour la fabulation et le chant ». Weiss compare les tribus de la montagne avec les nomades du désert. Les premiers sont des « enfants de la terre bien ancrés dans les montagnes et les collines du Hedjaz » tandis que les seconds, les bédouins, sont « des êtres timides, libertins, changeants ». Weiss constate qu'il y a davantage d'amour et de cruauté parmi les tribus du Hedjaz que parmi les bédouins. Contrairement aux rumeurs, Weiss note que les bédouins ne sont pas cruels mais qu'au contraire, « le Bédouin est accommodant et évite l'effusion de sang autant que possible ».

Un détail intéressant du récit de Weiss est représenté par les observations des femmes qui travaillent dans les champs. Il évoque leur « beauté envoûtante » et leur force³⁰⁶.

Dans « Arabia-1926-1929: Three Years of Wahhabi Rule », Harry St. John Philby évoque ce qu'il appelle la « Paix Wahhabica » en référence au règne d'Arabie d'Abd al-Aziz qui dure depuis 1926. Celle-ci s'appuie sur « une fondation ferme avec une armée indivisible néanmoins contrôlée à des coûts exorbitants ». Abd al-Aziz (Philby utilise le nom Ibn Saoud) est décrit comme juste; il frappe rarement mais lorsqu'il le fait, il frappe fort. Philby mentionne également la réforme de

³⁰⁵ WEISS, Leopold. "Mountains of Arabia". *Living Age*. Octobre 1931.

PHILBY St John, Harry. "Three Years of Wahhabi Rule". *Contemporary Review*. Janvier-juillet 1929, vol.CXXXVII. p. 714-719.

³⁰⁶ WEISS, Leopold. "Mountains of Arabia". *Living Age*. Octobre 1931.

l'administration du pèlerinage à la Mecque par Abd al-Aziz. Cette administration comporte désormais un service motorisé qui facilite le transport des pèlerins de Djeddah à la Mecque. Il constate que le pèlerinage est vital pour le bon fonctionnement économique de l'Arabie. Ensuite, Philby évoque le fait que l'administration de l'Arabie Saoudite repose principalement sur des citoyens d'Arabie. Le gouvernement saoudien est contraint de faire appel à des Arabes étrangers dans le seul domaine de la santé. Enfin, il fait état d'une diminution des tensions entre les Ikhwan et le gouvernement saoudien³⁰⁷.

Comme nous allons le constater dans le prochain chapitre, l'attribution de la concession pétrolière à ARAMCO, la découverte du pétrole et le développement de l'Arabie Saoudite vont contraindre le gouvernement saoudien à s'ouvrir aux influences extérieures.

³⁰⁷ PHILBY St John, Harry. "Three Years of Wahhabi Rule". *Contemporary Review*. Janvier-Juillet 1929, vol. CXXXVII. p.714-719.

Chapitre 2 : Le rôle d'ARAMCO dans la cristallisation de l'image de l'Arabie Saoudite aux États-Unis de 1945 à 1982

L'investissement des États-Unis en Arabie Saoudite - un pays considéré comme «lointain», « féodal », « sous-développé » voire « fanatique » en raison de son interprétation fondamentaliste de l'islam - était loin d'être évident en 1945. Il était donc nécessaire de développer un discours qui justifiait cet investissement auprès du Congrès, des médias, des divers groupes d'intérêt et du public américain en général.

Melani McAlister a décrit la manière dont l'expansion après-guerre des États-Unis au Moyen-Orient a été évoquée dans des discours politiques (tel le document NSC-68 du CSN de 1950), des romans, des revues et des films épiques (tels *Les Dix Commandements* et *Ben Hur* sortis en 1956 et 1959 respectivement)³⁰⁸. Toutes ces expressions culturelles et politiques vont converger pour créer un récit pouvant légitimer (et expliquer de manière pédagogique) la présence des États-Unis dans une région si éloignée³⁰⁹. Dans un contexte de guerre froide et d'endiguement de l'Union Soviétique, le golfe Persique, le Moyen-Orient et l'Arabie Saoudite en particulier étaient devenus des régions éminemment stratégiques.

Jusqu'en 1945, la présence américaine dans le royaume saoudien se limitait essentiellement à la compagnie pétrolière ARAMCO dont l'un des coactionnaires, la SOCAL, avait négocié une concession auprès d'Abd al-Aziz en 1933, en concurrence avec les intérêts britanniques³¹⁰. Ce sont des responsables d'ARAMCO qui ont facilité la visite des princes Saoud et Faysal aux États-Unis en 1943. Les pressions exercées par les responsables d'ARAMCO auprès de Washington ont également rendu possible la rencontre entre le président Roosevelt et le roi Abd al-Aziz en 1945³¹¹. Alexander C. Kirk, un chargé d'affaires, est promu responsable du consulat américain de Djeddah en 1942. James S. Moose lui succèdera en 1943 puis William A. Eddy en 1944. Le premier ambassadeur, J. Rives Childs ne sera nommé qu'en 1946³¹². La création d'un consulat américain à Dhahran en septembre 1944 coïncide avec le développement de l'industrie pétrolière et d'ARAMCO. Pour les responsables du département d'État, il était nécessaire de surveiller de près cette implantation car l'influence grandissante d'ARAMCO dans les affaires saoudiennes était considérée comme potentiellement néfaste pour la politique étrangère américaine en Arabie

³⁰⁸ McALISTER, Melani. *Epic Encounters: Culture, Media, & U.S. Interests in the Middle East since 1945*. Berkeley: University of California Press, 2005 (2001).

³⁰⁹ McALISTER: op. cit. passim.

³¹⁰ YERGIN: op. cit. p. 289-298.

VASSILIEV, Alexei. *The History of Saudi Arabia*. London: Saqi Books, 1998. p. 314-317.

³¹¹ Al-RASHEED, Madawi. *A History of Saudi Arabia*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002. p. 103-104.

³¹² Ibid: p. 104.

Saoudite (et au Moyen-Orient en général)³¹³. La création du consulat de Dhahran fut confiée à Parker T. Hart, détaché de l'ambassade américaine au Caire. Parker T. Hart sera ensuite nommé ambassadeur en Arabie Saoudite en 1961, un poste qu'il occupera jusqu'en 1965³¹⁴.

La crainte des responsables américains concernant l'influence d'ARAMCO ressort dans un mémorandum de J. Rives Childs adressé à Washington en mars 1947. Childs avertit que s'ils [les responsables américains] ne font rien pour l'empêcher, ARAMCO risque de dominer la politique étrangère de Washington dans le royaume saoudien voire dans le Moyen-Orient. Il décrit l'influence d'ARAMCO comme « une pieuvre dont les tentacules englobent toute l'Arabie Saoudite ». Dans le même temps, les responsables américains dépendaient d'ARAMCO pour des renseignements et étaient donc obligés de s'adapter à cette situation³¹⁵. Pour l'Arabie Saoudite, ARAMCO représentait les États-Unis depuis longtemps³¹⁶. ARAMCO disposait en effet des meilleures sources de renseignements sur l'Arabie Saoudite qui étaient organisées de manière à maintenir des liens avec le gouvernement saoudien. L'organisation des relations gouvernementales, « le département d'État d'ARAMCO », créée en 1946, avait des représentants dans les principales villes saoudiennes. La division des affaires arabes (l'équivalent du bureau d'intelligence et de recherche du département d'État) dirigé par George Rentz, un Arabisant formé à l'université de Berkeley, rassemblait différents types d'information, établissait des biographies de personnalités saoudiennes et rédigeait des chroniques sur les événements historiques clés. Ce département comptait des services de traduction ainsi que des anthropologues qui menaient des recherches sur le tissu social saoudien, les coutumes saoudiennes, les pratiques politiques locales et le rôle des femmes³¹⁷. Les analystes de cette division se vantaient de comprendre le « vrai » fonctionnement de l'Arabie Saoudite et de sa société³¹⁸. Pour illustrer cette importance, on note que l'organisation des relations gouvernementales a couvert les actions de plusieurs agents de la CIA dans les années 1950³¹⁹.

En raison de son positionnement privilégié en Arabie Saoudite, ARAMCO jouera un rôle primordial dans la cristallisation de l'image de l'Arabie Saoudite aux États-Unis. Cette influence s'est opérée au travers de discours politiques et culturels justifiant la présence de la compagnie dans le royaume saoudien et implicitement la relation américano-saoudienne. Ces discours ont représenté à la fois des outils pédagogiques et de propagande concernant le rôle d'ARAMCO dans le développement de l'Arabie Saoudite et au maintien des intérêts pétroliers stratégiques des États-

³¹³ VITALIS: op. cit. p. 34.

³¹⁴ http://dhahran.usconsulate.gov/about_the_embassy.html

³¹⁵ VITALIS: op. cit. p. 34.

³¹⁶ AL-RASHEED: op.cit. Passim.

³¹⁷ BRONSON: op. cit. p. 67.

VITALIS: op. cit. p.133.

³¹⁸ Ibid: p. 145.

³¹⁹ VITALIS: op. cit. p. 144.

Unis dans le royaume saoudien. Il s'agissait également pour les États-Unis de faire de l'Arabie Saoudite une exception en dépit de son caractère féodal, répressif et antidémocratique³²⁰.

Les ressources pétrolières saoudiennes sont devenues une cible pour les responsables américains en 1943 alors que des inquiétudes surgissent concernant l'épuisement des ressources pétrolières intérieures dans le contexte de la seconde guerre mondiale³²¹. L'approvisionnement en pétrole était considéré comme un facteur crucial pour l'issue de la guerre- les États-Unis étant les principaux fournisseurs de l'effort de guerre des forces alliées- mais également une condition pour exercer une domination sur le plan international et pour garantir la sécurité nationale des États-Unis sur le court et le long terme. Ces craintes étaient alimentées par le fait que les découvertes de nouvelles réserves sur le plan intérieur avaient commencé à diminuer dans les années 1930³²².

L'importance stratégique du pétrole est soulignée par le secrétaire de l'Intérieur Harold Ickes (administrateur du pétrole et coordinateur pétrolier pour la défense) dans un article intitulé « We're Running out of Oil », publié dans la revue *American Magazine* en décembre 1943 (un hebdomadaire jésuite national créé en 1912)³²³. Ickes souligne que dans le futur les États-Unis ne pourront plus endosser la responsabilité de fournisseur principal de pétrole car l'Amérique aura épuisé toutes ses ressources³²⁴. Ces inquiétudes sont partagées par d'autres responsables tels le secrétaire de Guerre Henry Stimson, le secrétaire de la Marine Frank Knox et le directeur de la Mobilité de guerre James Byrnes³²⁵.

Les craintes à l'égard de l'épuisement des ressources pétrolières intérieures (et les enjeux stratégiques et sécuritaires pour la sécurité nationale américaine si ces craintes se réalisent) ont donné lieu à « la théorie de conservation »: à savoir que les États-Unis (et plus spécifiquement le gouvernement américain) doivent être en charge du contrôle et du développement des ressources pétrolières étrangères afin de préserver leurs ressources intérieures³²⁶. Cette théorie repose sur l'hypothèse que les États-Unis sont prochainement condamnés à devenir des importateurs nets de pétrole. Cela représente une transformation historique avec des conséquences considérables à la fois

³²⁰ Ibid: p.144.

³²¹ BRONSON: op. cit. p. 24-25.

VITALIS: op. cit. p. 65.

YERGIN: op. cit. p. 395-396.

³²² Ibid: p. 395-396.

³²³ ICKES, Harold. "We're Running out of Oil". *American Magazine*, janvier 1944, p. 26-27, dans STOFF, Michael B. "The Anglo-American Oil Agreement and the Wartime Search for Foreign Oil Policy". *The Business History Review* [en ligne]. Vol. 55, n°1, print, 1981 [consulté le 19 janvier 2010], p. 59. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

YERGIN. p. 395.

³²⁴ Ibid: p. 395.

³²⁵ Ibid: p. 396.

³²⁶ Ibid: p. 395-396.

pour les États-Unis et pour leurs alliés, étant donné que les États-Unis ne seront plus les producteurs en dernier ressort sur le plan international³²⁷.

Les supporteurs de la théorie de conservation estimaient nécessaire de supprimer les restrictions d'avant-guerre sur les importations et d'optimiser la productivité du pétrole du Moyen-Orient. Désormais, l'Europe occidentale pourra être approvisionnée depuis l'hémisphère ouest et les ressources américaines intérieures pourront être conservées (pour le futur)³²⁸. Les critiques de cette idée (notamment les compagnies pétrolières américaines et leurs soutiens au Congrès) craignaient que l'afflux du pétrole du Moyen-Orient déstabilise le marché pétrolier intérieur³²⁹.

Pour Ickes, les objectifs de conservation pouvaient seulement être atteints au travers d'une participation directe, à hauteur de 100%, du gouvernement américain dans le développement des ressources pétrolières saoudiennes. À cet effet, il créa un outil, la Petroleum Reserves Corporation, dont l'objectif est l'acquisition des ressources pétrolières étrangères qui visait spécifiquement l'Arabie Saoudite³³⁰.

La stratégie d'Ickes nécessitait néanmoins l'aval de certains acteurs et en premier lieu celui d'ARAMCO, implantée dans le royaume saoudien depuis les années 1930, qui ne voulait pas perdre le contrôle des ressources pétrolières saoudiennes³³¹.

En second lieu, les Britanniques, dont la présence dans la péninsule Arabique et dans le golfe Persique est plus ancienne que celle des Américains, craignaient que les Américains les « expulsent » du Moyen-Orient afin de mettre la main sur les réserves pétrolières qu'ils contrôlent. Le Moyen-Orient était un élément clé de la stratégie impériale britannique et notamment pour la gouvernance de l'Inde. La Grande Bretagne, alliée de l'Arabie Saoudite depuis 1915, a tiré profit du statut d'Abd al-Aziz de gardien des lieux saints de l'islam vis-à-vis des sujets indiens musulmans³³².

Dans le même temps, les compagnies pétrolières et les responsables américains soupçonnaient aussi les Britanniques de vouloir les exclure du Moyen-Orient et notamment de l'Arabie Saoudite. La SOCAL et Texaco en particulier (toutes les deux coactionnaires d'ARAMCO) s'inquiétaient du fait que les Britanniques puissent prendre en charge les finances d'Abd al-Aziz pour saisir le contrôle du pétrole saoudien³³³. Pour ces compagnies, la perte de la concession se traduirait par des pertes substantielles en raison du niveau d'investissement consenti pour le développement des ressources pétrolières saoudiennes. Pour cette raison, elles faisaient pression sur le gouvernement

³²⁷ Ibid: p. 399.

³²⁸ YERGIN: op. cit. p. 399.

³²⁹ Ibid: p. 399.

³³⁰ Ibid: p. 397-399.

³³¹ YERGIN: op. cit. p. 397-398.

³³² Ibid: p. 396

³³³ VITALIS: op.cit. p.64.

américain afin que des aides soient attribuées à l'Arabie Saoudite pour protéger la concession et leurs investissements³³⁴.

Pour plusieurs commentateurs cependant (tels Daniel Yergin dans *The Prize : The Epic Quest for Oil, Money and Power* et Nathan Citino dans *From Arab Nationalism to OPEC: Eisenhower, King Saud, and the Making of U.S.-Saudi Relations*), ces soupçons, ainsi que la capacité des Britanniques à les réaliser, étaient exagérés dans la mesure où la Grande Bretagne dépendait des États-Unis pour un soutien financier et sécuritaire. Les Britanniques cherchaient plutôt une façon de réduire les subventions du roi saoudien Abd al-Aziz³³⁵. Toutefois, il existait des rivalités personnelles entre les acteurs politiques concernant l'influence d'après-guerre en Arabie Saoudite et notamment entre le président Roosevelt et le premier ministre britannique William Churchill³³⁶.

En dernier lieu, d'autres acteurs tels les membres libéraux et isolationnistes du Congrès, les compagnies pétrolières intérieures et quelques compagnies étrangères majeures- telles Exxon et Mobil, futures actionnaires d'ARAMCO se sont opposés à ce que le gouvernement américain investisse en Arabie Saoudite, pour des raisons différentes cependant³³⁷.

Les compagnies pétrolières intérieures redoutaient que la concurrence des compagnies étrangères puisse déstabiliser le marché pétrolier, tandis que les compagnies majeures cherchaient à obtenir des parts dans le capital d'ARAMCO. Enfin, les libéraux critiquaient l'investissement des États-Unis dans un pays antidémocratique et féodal, tandis que les isolationnistes dénonçaient les tendances « impérialistes » de l'Administration Roosevelt et d'ARAMCO³³⁸.

L'intérêt accru des États-Unis pour l'Arabie Saoudite (et plus particulièrement pour ses ressources pétrolières) va néanmoins se traduire par une aide décidée par le président Roosevelt en février 1943 dans le cadre de l'assistance de guerre. Cette aide (qui résulte principalement des pressions exercées par les responsables du département d'État et les compagnies pétrolières sur Ickes), qui en temps normal est exclusivement réservée à des États démocratiques, est justifiée en raison de l'importance vitale de l'Arabie Saoudite à l'égard de l'intérêt national de sécurité des États-Unis³³⁹.

³³⁴ YERGIN: op. cit. p. 396-397.

³³⁵ Ibid: p. 396.

CITINO, Nathan. *From Arab Nationalism to OPEC: Eisenhower, King Saud, and the Making of U.S.-Saudi Relations*. Bloomington: Indiana University Press, 2002, passim.

³³⁶ LIPPMAN: op.cit. 2008, p. 144-150.

³³⁷ YERGIN: 2008: op. cit. p. 398-399.

VITALIS: op; cit. p. 77.

³³⁸ YERGIN: op. cit. p. 399.

³³⁹ BRONSON: op. cit. p. 24.

En revanche, la tentative d'Ickes de nationaliser la concession pétrolière dirigée par ARAMCO se soldera par un échec en 1944³⁴⁰.

1. La mise en place de la politique d'image d'ARAMCO

1.1. Le « partenariat » du pétrole et du progrès

Dans un climat politique complexe (où divers acteurs publics et privés cherchent à imposer leur point de vue sur les politiques énergétiques et étrangères des États-Unis), la compagnie ARAMCO va mettre sur pied une politique d'image justifiant sa présence en Arabie Saoudite³⁴¹. Après la seconde guerre mondiale, ARAMCO va investir des sommes importantes dans des campagnes médiatiques afin de créer l'image d'un acteur qui opère selon « le principe de l'intérêt bienveillant »³⁴². Comme nous l'avons suggéré auparavant, il s'agit également de créer une image de l'Arabie Saoudite « exceptionnelle » et « visionnaire » en dépit de son caractère féodal et de son régime politique autoritaire et antidémocratique³⁴³.

La politique d'image d'ARAMCO vise le gouvernement américain, le Congrès, les divers groupes d'intérêt (tels les acteurs pro-israéliens, les évangéliques, les organisations syndicales et les compagnies pétrolières intérieures), les médias américains et le grand public, mais également le public saoudien et les opinions arabes sur le plan politique régional du Moyen-Orient.

Dans l'élaboration de sa politique d'image, ARAMCO va s'appuyer sur l'imaginaire orientaliste américain mais surtout sur le mythe de la frontière (développé notamment par l'historien Frederick Jackson Turner)³⁴⁴. Ces mythes reposent sur des récits culturels et politiques diffusés dans des documentaires, des films cinématographiques et publicitaires, des ouvrages historiques, des articles publiés dans la presse américaine et arabe ainsi que des donations pour la création de centres universitaires (notamment à Princeton), de chaires universitaires et de fondations (parmi lesquelles le MEI à Washington D.C.)³⁴⁵.

³⁴⁰ YERGIN: op. cit. p. 405-408.

KEOHANE, Robert O. Critique. "State Power and Industry Influence: American Foreign Policy in the 1940s". *International Organization* [en ligne]. Hiver 1982, Vol. 36, N°1 [consulté le 3 décembre 2009], p. 165-183. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

³⁴¹ VITALIS, Robert. *America's Kingdom: Mythmaking on the Saudi Oil Frontier*. Stanford: Stanford University Press, 2007. p. 9-10; 12; 14; 15; 34-35; 76-77.

³⁴² Ibid: p. 10; 35.

³⁴³ Ibid: p. 2-7.

³⁴⁴ VITALIS: op. cit. p. 8.

³⁴⁵ Ibid: p. 10.

Le mythe sur « l'exceptionnalisme » d'ARAMCO sera développé à partir de 1946 en réponse aux critiques virulentes dirigées à l'encontre d'ARAMCO aux États-Unis en raison de sa politique « anti-israélienne », son antisémitisme présumé et sa « soif démesurée pour les profits »³⁴⁶. Des critiques ont notamment été exprimées par les compagnies pétrolières américaines qui craignaient la concurrence du pétrole étranger bon marché.

Les « desseins impérialistes » d'ARAMCO en Arabie Saoudite sont dénoncés par Eliahu Ben-Horin dans *Harper's Magazine* (l'article s'intitule « Arabian Oil and American Imperialism ») paru en juin 1944. Sa critique vise le projet d'ARAMCO et de certains responsables américains de construire un oléoduc en Arabie Saoudite³⁴⁷. Il s'agit du fameux projet d'Harold Ickes (mentionné précédemment) qui souhaite impliquer le gouvernement américain dans la construction d'un oléoduc transarabien. Selon cette proposition élaborée avec la SOCAL, Texaco et Gulf, le gouvernement (par le biais de la Petroleum Reserves Corporation) devait consacrer 120 millions de dollars à la construction d'un oléoduc qui permettrait d'acheminer du pétrole de l'Arabie Saoudite et du Koweït en Europe, via le désert. Cet accord prévoyait également la création d'une réserve d'un million de barils pour l'armée américaine qui serait vendu avec une décote de 25% par rapport au prix du marché. Ce projet s'est heurté à l'opposition à la fois des libéraux, des isolationnistes et des compagnies pétrolières indépendantes opérant sur le plan américain intérieur³⁴⁸. Ben-Horin qualifie ce projet d'entreprise extrêmement dangereuse qui n'est pas justifié par la guerre ou des aspirations politiques légitimes³⁴⁹.

Parmi les critiques énoncées à l'encontre de la politique anti-israélienne d'ARAMCO, nous citons un mémorandum du 23 juin 1948 présenté par Frida Kirchwey (présidente des éditeurs de la revue *Nation*) au président Truman, au secrétaire général de l'ONU et aux membres du Conseil de Sécurité³⁵⁰. Kirchwey y accuse d'une part Loy Henderson (directeur du bureau des affaires du Proche-Orient au département d'État) de « préjudices anti-juifs » et d'autre part le département d'État d'être « impliqué dans des tentatives de réduction de la taille de l'État hébreu ». Pour preuve, elle cite les extraits d'un mémorandum rédigé au Caire, le 22 décembre 1947, par James Terry Duce à l'attention de W.F. Monroe (président d'ARAMCO). Duce, ancien responsable de l'administration pétrolière de guerre et liaison entre ARAMCO et la CIA, avait accédé à la vice-présidence d'ARAMCO en 1939. Dans son mémorandum, il résume ses contacts avec Mahmoud Azzam Pasha

³⁴⁶ VITALIS: op. cit. p. 76-79.

³⁴⁷ BEN-HORIN, Eliahu. "Arabian Oil and American Imperialism". *Harper's Magazine*. Juin 1944, vol. 189.

³⁴⁸ YERGIN, Daniel. *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money and Power*. New York: Free Press (1991), 2003. p.399.

³⁴⁹ BEN-HORIN: op. cit.

³⁵⁰ HAMILTON: op. cit. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Oil and the State Department Policy on Palestine: the Documentary Evidence of How ARAMCO Attempts to Destroy the Partition Resolution of the United Nations. Mémorandum présenté au Président des États-Unis. New York: The Nation Associates, 1948.

(secrétaire général de la Ligue arabe) et d'autres leaders arabes. Pour Kirchwey, le mémorandum constitue une preuve évidente des efforts entrepris par ARAMCO pour « détruire la résolution de la partition de la Palestine en connivence avec le département d'État » et « de la manière dont les dollars américains financent la guerre contre les Juifs »³⁵¹.

Dans le mémorandum présenté au président Truman, Freda Kirchwey laisse entendre qu'ARAMCO participe à un complot avec le gouvernement britannique et les leaders des États arabes afin de miner les tentatives du président des États-Unis en faveur d'une partition de la Palestine et de la reconnaissance d'Israël³⁵². Selon elle, ARAMCO aurait vendu du pétrole à un prix trop élevé à la marine américaine et omis de payer des impôts. Par conséquent, ARAMCO n'aurait aucun scrupule à saper la politique du président des États-Unis et de son gouvernement, si celle-ci desservait les intérêts financiers de la compagnie³⁵³. La véracité partielle de ces accusations sera illustrée par les attaques menées à l'encontre de James Terry Duce en 1947 par les nouveaux actionnaires d'ARAMCO qui cherchent à le licencier³⁵⁴.

L'affaire du pétrole surfacturé avait été dénoncée dans un rapport très médiatique présenté au Congrès par la commission sur l'investigation de la guerre du Sénat. La commission dénonce le « désir avare de profits » d'ARAMCO et « le manque de responsabilité du gouvernement ». Le républicain William Langer (sénateur du Dakota du nord) qualifie les responsables d'ARAMCO « de traîtres qui devraient renoncer à leur citoyenneté »³⁵⁵. ARAMCO nie toutes ces accusations et affirme que le gouvernement américain a réalisé des économies significatives en achetant du pétrole auprès d'ARAMCO³⁵⁶.

Concernant les accusations d'antisémitisme dont ARAMCO fait l'objet, nous constatons qu'elles représentent un phénomène récurrent depuis la fin des années 1940³⁵⁷. Elles découlent de la discrimination pratiquée par ARAMCO vis-à-vis des postulants juifs dans ses opérations aux États-Unis et en Arabie Saoudite. ARAMCO justifie cette politique par les principes du gouvernement saoudien (connu pour être viscéralement anti-juif et antisioniste) et explique qu'elle n'exerce aucun contrôle dans ce domaine³⁵⁸. Ces justifications sur les préjudices anti-juifs sont balayées par des remarques faites par Wallace Stegner (un historien d'ARAMCO, qui visite les sites pétroliers

³⁵¹ Freda Kirchwey à Clark Cliffords, le 18 juin, 1948. RG 59, 890F.6363/6-2248 dans VITALIS: op. cit. p.106.

³⁵² HAMILTON: op. cit. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

³⁵³ Ibid : Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

³⁵⁴ William Eddy to Mary Eddy, lettres datées 8 et 15 juillet, dossier 3, William A. Eddy, 1948-1949, carton 6, Les documents d'Eddy, dans VITALIS: op.cit. p. 106

³⁵⁵ "Arabian Oil Price Called Excessive". *The New York Times* [en ligne]. Le 29 avril 1948 [consulté le 11 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

³⁵⁶ Ibid. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

³⁵⁷ TILLMAN, Durdin. "New Aramco Inquiry Set Here; Concern Denies Anti-Jewish Bias". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 août 1956 [consulté le 11 janvier 2010].

³⁵⁸ VITALIS: op. cit. p. 82-83.

TILLMAN: op. cit. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

d'ARAMCO en Arabie Saoudite et au Liban en 1955). Selon lui, ARAMCO avait émis un avis officiel interdisant la présence de Juifs et de Noirs à Ras Tanura sur la côte du golfe Persique³⁵⁹.

Au départ, cette politique discriminatoire semble soutenue par les responsables politiques américains. En 1950, la commission de l'État de New York rend une décision favorable à ARAMCO en dépit de plaintes déposées par l'organisation Jewish American Congress. Cette décision a été influencée par des responsables du département d'État qui privilégient les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite et qui jugent essentiel qu'aucune action ou décision ne puisse altérer les relations entre ARAMCO et le gouvernement saoudien³⁶⁰.

Cependant, une résolution du Congrès adoptée en juillet 1956, initiée par Herbert H. Lehman (sénateur démocrate de New York), remet en question la décision de la commission de 1950 et la présente comme « incompatible avec les valeurs américaines ». Selon Shad Polier (vice président du Jewish American Congress), cité par le *New York Times* (3 août 1956), « il n'y a aucune raison de permettre au gouvernement saoudien d'exporter son antisémitisme jusque sur le sol américain ». Par conséquent, Polier argumente « qu'Aramco ne devrait pas bénéficier des facilités d'embauche incomparables de l'État de New York si elle ne respecte pas la législation du travail qui interdit les mesures discriminatoires »³⁶¹.

En plus des accusations portant sur sa politique anti-israélienne, son antisémitisme et sa recherche démesurée du profit, ARAMCO doit faire face aux pressions du gouvernement saoudien qui souhaite renégocier les conditions de la concession. Le gouvernement saoudien est largement influencé par le Venezuela, qui avait réussi à négocier des royalties plus équitables³⁶². En 1950, le roi Abd al-Aziz demande un partage 50/50 des revenus pétroliers entre ARAMCO et l'Arabie Saoudite. Au travers de cet arrangement, les Saoudiens cherchent à augmenter leurs propres profits tout en se servant du code fiscal américain comme levier. Celui-ci stipulait qu'une compagnie opérant dans un pays étranger pouvait déduire le montant des impôts payés à l'étranger³⁶³.

L'opinion selon laquelle les compagnies pétrolières, leurs filiales (et les gouvernements qui les soutiennent) constituent un ensemble qui risque de déstabiliser l'équilibre du marché pétrolier international est en effet très répandue³⁶⁴. Ainsi, les critiques exprimées contre ARAMCO (et d'autres compagnies pétrolières à cette époque) ne représentent rien de nouveau. Au contraire, il semblerait qu'il existe aux États-Unis une tradition de longue date de dénonciation des « complots » des compagnies pétrolières. À titre d'exemple, nous citons le roman *Oil!* d'Upton Sinclair (1927) écrit dans le contexte du scandale de Teapot Dome dans les années 1920, qui impliquait le

³⁵⁹ VITALIS: op. cit. p. 84.

³⁶⁰ TILLMAN: op. cit. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

³⁶¹ Ibid. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

³⁶² BRONSON: op. cit. p. 55-56.

³⁶³ Ibid: p. 55.

³⁶⁴ VITALIS: op. cit. p.78.

secrétaire à l'Intérieur Albert B. Fall et l'opérateur pétrolier Harry F. Sinclair³⁶⁵. Ce scandale a alimenté une idée aux États-Unis selon laquelle les compagnies pétrolières réalisent trop de profits.

L'implantation d'ARAMCO à Dhahran est présentée comme une nouvelle ère du marché pétrolier mondial, des relations internationales des États-Unis et de l'histoire de l'Arabie Saoudite. L'entrée dans le « royaume désertique » de l'Arabie Saoudite est un moment « magique », « sans précédent dans l'expérience américaine »³⁶⁶. La formule « partenariat du pétrole et du progrès », mise au point par les responsables d'ARAMCO pour justifier le développement des ressources pétrolières saoudiennes est un élément clé de ce récit³⁶⁷. Cette formule sera largement reprise par des responsables du département d'État et de la Maison Blanche pour justifier de la « relation spéciale » avec l'Arabie Saoudite.

En même temps, il existe des défenseurs des activités d'ARAMCO en Arabie Saoudite et de la relation américano-saoudienne « spéciale ». Dans « Ibn Saud Rubs His Magic Lamp » (John C. Henry, dans *Nation's Business* de janvier 1948), nous retrouvons des éléments de la politique d'image d'ARAMCO et des mythes utilisés tels « l'exceptionnalisme de l'Arabie Saoudite », « l'exceptionnalisme d'ARAMCO » et la relation américano-saoudienne « spéciale »³⁶⁸.

Le mythe de l'exceptionnalisme de l'Arabie Saoudite est illustré par des références à Abd al-Aziz qui est décrit comme « le dernier des grands guerriers bédouins qui a tant contribué à l'histoire romantique » et « un géant en physique et en capacités ». On note également des références au wahhabisme et aux « années formatrices d'Abd al-Aziz parmi les nomades du désert qui lui ont inspiré les croyances qu'Allah l'avait choisi pour venger son clan et purifier l'islam »³⁶⁹.

La relation américano-saoudienne « spéciale » est justifiée par l'influence considérable d'Abd al-Aziz sur le plan international dans la mesure où « l'or noir du vingtième siècle coule sur son territoire » et « l'Arabie Saoudite est le carrefour du monde ». Cette relation est représentée comme bénéfique aussi bien pour l'Arabie Saoudite que pour les intérêts privés américains et le public américain à qui l'accès au pétrole est assuré³⁷⁰.

L'exceptionnalisme d'ARAMCO est illustré par le fait qu'ARAMCO, entreprise privée, a été choisie par Abd al-Aziz au détriment des acteurs britanniques, français, italiens et allemands perçus comme des menaces impérialiste potentielles. Le partenariat entre ARAMCO et l'Arabie Saoudite, « financé par des fonds privés et non par les contribuables américains » est qualifié de « Plan Marshall » tant ce partenariat est étendu et bénéfique pour toutes les parties impliquées. Ce

³⁶⁵ SINCLAIR, Upton. *Oil!* New York: Albert & Charles Boni, 1927 dans VITALIS: op. cit. p.52.

³⁶⁶ *Desert Venture*. Part 1.1948. ARAMCO dans VITALIS: op. cit.p. 35.

VITALIS: op. cit. p. 53; 270.

³⁶⁷ Ibid: p. 6-7, 10, 28, 35-36, 68, 84-85.

³⁶⁸ HENRY, John C. "Ibn Saud Rubs a Magic Lamp". *Nation's Business*. Janvier 1948. p. 36-44.

³⁶⁹ Ibid: p. 36-44.

³⁷⁰ Ibid: p. 36-44.

partenariat va permettre à Abd al-Aziz et à son peuple d'être « propulsé des siècles morts vers la modernité ». Les ouvriers arabes d'ARAMCO profitent d'un village construit par ARAMCO autour d'une mosquée à environ 3 kilomètres du camp américain. Les ressources pétrolières développées par ARAMCO permettent la modernisation de l'Arabie Saoudite. Henry évoque des co-entreprises dirigées par ARAMCO à son initiative ou sur l'initiative d'Abd al-Aziz et l'assistance technologique dans le domaine de l'eau, de la santé, du transport, de l'enseignement et des télécommunications. Des références sont également faites au développement de compétences techniques parmi les saoudiens nomadisant organisé par ARAMCO³⁷¹.

Henry conclut que « si la paix mondiale dure, nous allons voir la sagesse des Saoudiens se traduire par la transformation de leur péninsule désertique en un *Garden of Allah* du vingtième siècle et leur histoire familiale devenir une version moderne du conte *Arabian Night* »³⁷².

En raison de son destin, de sa personne et du caractère médiéval de l'Arabie Saoudite, Abd al-Aziz a suscité une fascination presque romanesque aux États-Unis. Cette fascination est renforcée par de nombreuses photos d'Abd al-Aziz aux côtés de responsables pétroliers et dignitaires américains en Arabie Saoudite qui sont publiées dans des magazines populaires tels *Life*. Ces photos constituent des illustrations souvent très pittoresques des chocs culturels entre Saoudiens et Américains.

Une illustration de ces chocs culturels est la visite d'Abd al-Aziz au siège opérationnel d'ARAMCO à Dhahran en février 1947 ; un événement immortalisé par *Life*³⁷³. À cette occasion, Abd al-Aziz a « brisé des traditions anciennes en voyageant en avion, en accueillant des femmes américaines non voilées et en plaisantant avec des enfants américains »³⁷⁴. Ces événements sont illustrés par des photos très amusantes. Sur l'une des photographies, on voit Abd al-Aziz vêtu en habits traditionnels assis en compagnie des responsables pétroliers d'ARAMCO et des représentants de l'ambassade américaine à Djeddah. Au dessus du fauteuil que le personnel à Dhahran a cherché à transformer en trône, on distingue la Maison des Saoud avec le palmier du désert et les épées croisées. Agenouillé devant le Roi, on voit l'interprète arabe. Sur une autre photographie, on voit Abd al-Aziz assis sur son « trône » un court de tennis où il reçoit des femmes et des enfants américains. Le Roi semble de bonne humeur. *Life* impute cette « jovialité » aux richesses pétrolières récentes.

Un autre reportage de *Life* (de juillet 1948) évoque la réconciliation entre Abd al-Aziz et le roi de Transjordanie, Abdullah, qui a lieu lors de l'été 1948 dans un contexte de tensions croissantes au

³⁷¹ Ibid: p. 36-44.

³⁷² Ibid: p. 36-44.

³⁷³ "Ibn Saud Visits American Partners". *Life*. Le 17 février 1947. p.23.

³⁷⁴ Ibid: p.23.

Moyen-Orient suite à la création d'Israël³⁷⁵. Pour rappel, Abdullah appartient à la dynastie hachémite; des ennemis et rivaux de longue date de la Maison des Saoud. À l'issue de cette visite, Abd al-Aziz et Abdullah font une promesse commune en faveur de l'indépendance arabe et du contrôle de la Palestine. La visite d'Abdullah à Riyadh dure trois jours. Sur les photographies prises par David Douglas (le seul non-musulman présent selon *Life*), on perçoit Abd al-Aziz et Abdullah main dans la main. Ils portent tous deux des habits traditionnels avec des poignards accrochés autour de la taille. L'une des photographies comporte un élément curieux. À la place d'un banquet arabe traditionnel où les convives sont assis sur des tapis et mangent dans de grandes assiettes communes, nous pouvons voir un banquet occidental organisé à l'honneur d'Abdullah par Abd al-Aziz³⁷⁶.

Les reportages des magazines populaires tels *Life*, avec leur concentration sur les aspects pittoresques de l'Arabie Saoudite, vont réactiver des éléments de l'imaginaire orientaliste américain. La principale conséquence est le renforcement des stéréotypes orientalistes plutôt que l'apport d'informations au public américain pour qui l'Arabie Saoudite demeure un lieu très lointain.

a) « *Arabian Frontiers* »

Un exemple du discours « exceptionnaliste » d'ARAMCO est la publication en 1946 du premier compte-rendu de « la frontière pétrolière saoudienne » dans le *Standard Oil of California Bulletin* (actuellement *Chevron World*). La revue évoque « l'implantation d'une partie de l'Amérique au milieu des rochers et du sable où de nouveaux logements, parmi les meilleurs au Moyen-Orient, sont en train d'être construits pour les ouvriers arabes »³⁷⁷.

La représentation de la frontière sera davantage exploitée dans le premier film documentaire attribué à ARAMCO qui s'intitule *Desert Venture* (1948)³⁷⁸. Le film a en réalité été financé par la SOCAL, l'un des actionnaires d'ARAMCO à l'époque. Une première version sera diffusée lors de la visite officielle du prince héritier Saoud aux États-Unis en janvier 1947³⁷⁹.

Desert Venture offre l'image d'un pays étrange et ancien, dont la civilisation endormie connaît une renaissance en grande partie grâce à la persistance et à la patience des pionniers d'ARAMCO qui ont réussi à surmonter de nombreuses difficultés, dont l'hostilité et la xénophobie de la population. Le leadership d'Abd al-Aziz, le fondateur de ce pays, est également mentionné. Il s'agit

³⁷⁵ "Two Arab Kings End Old Feud". *Life*. Le 19 juillet 1948. p. 28-29.

³⁷⁶ Ibid: p. 28-29.

³⁷⁷ VITALIS: op. cit. p. 35.

³⁷⁸ *Desert Venture*. Part 1. 1948. ARAMCO dans VITALIS: op. cit. p. 35.

Desert Venture. Part 1, 1948 [visionné en ligne le 18 août 2010]. Disponible sur: <http://www.archive.org/details/DesertVe1958>

³⁷⁹ Le documentaire *Desert Venture* sort en 1958. Il s'agit donc d'une première version de ce film. Contact email avec Robert Vitalis, le 14 janvier 2010.

de l'Arabie, « un pays très éloigné (à 17699 kilomètres des États-Unis) qui, jadis, a connu la gloire avec le commerce des épices et de l'encens ». « Jusqu'à l'arrivée des pionniers d'ARAMCO, les Saoudiens connaissaient une existence monotone et appauvrie qui pouvait seulement être comblée par la religion [l'islam] ». Cependant, la découverte des ressources pétrolières en quantités commerciales par ARAMCO va permettre un développement spectaculaire de l'Arabie Saoudite et de sa société³⁸⁰.

Curieusement, le réalisateur a choisi de mettre l'accent sur les employés américains à Dhahran où une « mini-Amérique » a été créée avec toutes les infrastructures que l'on trouve aux États-Unis (telle la climatisation, l'eau potable courante, la nourriture américaine, des clubs sociaux, le cinéma, le golf, le tennis et la piscine) plutôt que sur le développement de la société saoudienne. Le narrateur note que l'on trouve même un cinéma de plein air à Ras Tanura, où ARAMCO est en train de construire une raffinerie avec l'aide du gouvernement américain. Le réalisateur laisse néanmoins le spectateur observer des employés saoudiens vêtus dans des habits sales et troués, qui logent dans des campements temporaires délabrés. Un décalage s'opère alors entre ces images et les commentaires du narrateur qui affirme que les employés saoudiens qualifiés travaillent du côté des Américains et bénéficient des mêmes services qu'eux (notamment le logement, l'accès aux services, à l'enseignement et à la formation)³⁸¹.

Il ressort donc de *Desert Venture* l'image d'une entreprise « bienveillante » qui privilégie les intérêts du pays hôte (l'Arabie Saoudite) et de sa population. Les investissements considérables effectués par ARAMCO en Arabie Saoudite profitent à la fois aux États-Unis et à l'Arabie Saoudite, voire à l'Europe dont la reconstruction d'après-guerre est possible grâce aux ressources pétrolières saoudiennes. Cet accord permet également aux États-Unis de mieux contrôler son propre approvisionnement en pétrole venant de l'hémisphère ouest.

Cependant, le prince Saoud trouve la représentation d'ARAMCO en Arabie Saoudite insultante (comme « le salut d'Abd al-Aziz ») ce qui amène ARAMCO à ne pas rediffuser le film lors de sa visite en 1947³⁸².

ARAMCO est par ailleurs le sponsor de la plupart des événements qui ont lieu lors de la visite du prince Saoud en 1947 tel le banquet tenu à son honneur à l'hôtel Waldorf Astoria de New York en compagnie de 70 invités (dont les responsables des actionnaires d'ARAMCO, les banquiers new yorkais d'Abd al-Aziz et les Arabisants rattachés au département d'État et à la CIA)³⁸³.

³⁸⁰ *Desert Venture*. Part 1, 1948. ARAMCO dans VITALIS: op. cit. p. 35.

Desert Venture. Part 1, 1948 [visionné en ligne le 18 août 2010]. Disponible sur: <http://www.archive.org/details/DesertVe1958>

³⁸¹ VITALIS: op. cit, p. 35.

³⁸² Ibid: p. 35.

³⁸³ Ibid: p. 28.

Richard Sanger (qui a pris congé de son poste de chargé d'affaires de la Péninsule Arabique pour le département d'État) contribue à la cristallisation du mythe sur « l'exceptionnalisme » d'ARAMCO dans l'ouvrage *Arabian Frontiers* rédigé entre 1948-1949³⁸⁴. L'ouvrage qui est publié en 1954 sous le nom *The Arabian Peninsula* couvre le Koweït, Bahreïn, le Yémen et l'Arabie Saoudite³⁸⁵. Sanger traite du rôle important d'ARAMCO dans le développement du royaume saoudien et des ramifications politiques et sociales inhérentes à la transformation d'une société tribale en une société moderne³⁸⁶.

Dans le même temps, Sanger décrit ARAMCO comme un « empire » qui grandit à partir de sa « capitale », Dhahran. À l'instar d'autres spécialistes du Moyen-Orient qui dépendent d'ARAMCO pour des données, des photographies et des informations générales, il sera contraint de modifier le terme empire qui aurait pu alimenter les critiques accusant la compagnie d'impérialisme. Il modifiera aussi sa description des prémices de la relation américano-saoudienne comme « un roi qui pense comme une compagnie pétrolière et une compagnie pétrolière qui pense comme un roi »³⁸⁷.

En 1948 et 1949, les responsables d'ARAMCO vont s'appuyer sur l'expansion des États-Unis sur le plan mondial et l'image d'une puissance hégémonique bienveillante (véhiculée par Washington) pour présenter l'investissement de la compagnie (et ses bienfaits pour le développement de l'Arabie Saoudite) comme « un plan Marshall junior » et un « programme Point Four privé et sans coût pour le peuple américain »³⁸⁸.

b) ARAMCO WORLD

Le magazine *ARAMCO WORLD*, qui va jouer un rôle clé dans la politique d'image d'ARAMCO aux États-Unis et sur le plan international, sera lancé en novembre 1949. Au début, il s'agit d'un simple bulletin dont le but est d'établir un lien entre les opérations d'ARAMCO en Arabie Saoudite et les employés du quartier général d'ARAMCO basés à New York³⁸⁹.

Le lancement d'*ARAMCO WORLD* fait suite à une période mouvementée parmi les expatriés et tous les segments de la main d'œuvre multinationale de Dhahran (et notamment les ouvriers saoudiens), qui se traduit par de nombreuses manifestations³⁹⁰.

³⁸⁴ Ibid: p. 34-35.

³⁸⁵ SANGER, Richard. *The Arabian Peninsula*. Ithaca: Cornell University Press, 1954.

³⁸⁶ LANGYEL, Emilie. Critique. *Annals of the American Academy of Political Science* [en ligne]. Vol. 297, janvier 1955 [consulté le 15 janvier 2010], p. 175. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

OGDEN F., Robert. Critique. *The Western Political Quarterly* [en ligne]. Vol.8, n°3, Septembre 1955 [consulté le 15 janvier 2010], p. 497-498.

³⁸⁷ VITALIS: op. cit. p. 34-35.

³⁸⁸ Ibid: p. 34-35.

³⁸⁹ *SAUDI Aramco World* [consulté en ligne le 19 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.saudiaramacoworld.com>

³⁹⁰ VITALIS: op. cit. p. 88-120.

Dans « Aramco Turns 50 » de William Tracy (ancien éditeur et contributeur de longue date du magazine) publié en novembre-décembre 1999 dans *SAUDI ARAMCO WORLD*, nous pouvons lire « qu'alors que les activités d'ARAMCO en Arabie Saoudite prospéraient, le management a compris qu'il serait nécessaire de réconcilier les différences culturelles entre les expatriés américains et leurs contreparties et hôtes saoudiens s'il souhaitait continuer à développer la concession pétrolière qui était d'une importance stratégique et économique vitale ». Dans cette perspective, le vice président des relations publiques d'ARAMCO, Harold Thompson, ainsi que les responsables James Terry Duce et Thomas Barger (décrits par Tracy comme des hommes « d'une grande sensibilité culturelle ») ont créé le bulletin *ARAMCO WORLD* et divers manuels pour les expatriés américains d'ARAMCO. Pour William Tracy, « la préférence de Duce et Barger pour la coopération et leur respect profond de l'héritage de l'Arabie Saoudite a marqué une rupture philosophique avec l'ère d'exploitation inéquitable des ressources »³⁹¹.

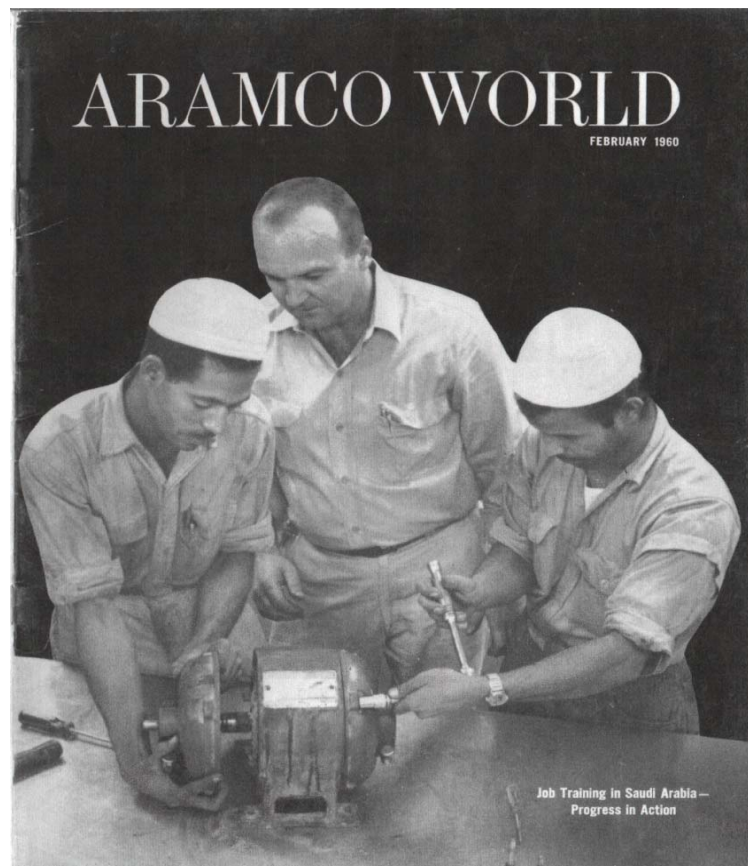


Figure 8 : ARAMCO WORLD, Février 1960

³⁹¹ TRACY, William. "Aramco Turns 50". *SAUDI ARAMCO WORLD* [en ligne]. Novembre/décembre 1999 [consulté le 19 août 2010], p. 8-29. Disponible sur: <http://www.saudiramacoworld.com>

Nous constatons que William Tracy ne fait pas référence aux problèmes parmi les expatriés américains à Dhahran ou aux manifestations des ouvriers saoudiens contre le management d'ARAMCO³⁹².

La création d'*ARAMCO WORLD* coïncide également avec les critiques virulentes dirigées à l'encontre de la compagnie (comme mentionné précédemment)³⁹³.

Dans les années 1950, *ARAMCO WORLD* va se transformer en un magazine bimensuel à l'image d'autres magazines populaires de l'époque tels *Life*, *Look* et *The Saturday Evening Post*. Ce nouveau magazine comprenait de nombreuses photographies, des articles historiques, géographiques et culturels³⁹⁴. Chaque numéro comportait de brèves informations sur l'Arabie Saoudite dans la rubrique « rapports du terrain ». Tracy note que les employés d'ARAMCO à New York pouvaient s'informer sur le développement de l'Arabie Saoudite qu'ils percevaient comme l'ouverture « d'une nouvelle frontière » ; « le signe d'un futur plus prometteur dans le contexte de l'après-guerre ». Il mentionne également le centre de formation d'ARAMCO à Long Island où les futurs expatriés d'ARAMCO suivaient un cours de six semaines en arabe et sur les coutumes locales. Pour autant, Tracy constate que personne ne pensait en termes de diversité culturelle car la guerre froide était omniprésente et dominait la couverture médiatique. Les créateurs d'*ARAMCO WORLD* cherchaient à promouvoir l'image de la diversité et la compréhension réciproque entre ARAMCO et sa contrepartie saoudienne³⁹⁵. Comme suggéré auparavant, cette image sera remise en question à la fois par les Saoudiens et différents acteurs sur le plan politique américain.

Dans les années 1960, les rédacteurs d'*ARAMCO WORLD* vont chercher à ouvrir le magazine à un public plus large. Le magazine allait donc se concentrer sur l'industrie pétrolière ou bien ARAMCO lorsque cela recouvre un intérêt général. Cette évolution était facilitée par le déménagement à Beyrouth (le premier numéro a été publié en juillet-août 1964). Si les articles continuent d'être relus par les experts d'ARAMCO depuis Dhahran, les contributeurs d'*ARAMCO WORLD* vont désormais comprendre des intellectuels libanais (tels Rami Khoury), des journalistes de renommée internationale (tels Joseph Fitchett, correspondant politique de l'*International Herald*

³⁹² Ibid: p.8-29.

³⁹³ HAMILTON, Thomas J. "Anti-Israel Plot Laid to Henderson". *The New York Times* [en ligne]. Le 23 juin 1948 [consulté en ligne]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Oil and the State Departement Policy on Palestine: the Documentary Evidence of How ARAMCO Attempts to Destroy the Partition Resolution of the United Nations. Mémoire présenté au président des États-Unis. New York: The Nation Associates, 1948.

"Arabian Oil Price Called Excessive". *The New York Times* [en ligne]. Le 29 avril 1948 [consulté le 11 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

³⁹⁴ *ARAMCO WORLD* [consulté en ligne le 19 août 2010]. Disponible sur: <http://www.saudiramacoworld.com/about.us/history.htm>

³⁹⁵ TRACY: op. cit.p. 8-29.

Tribune et John Lawton, correspondant de l'*United Press International*) et des photographes célèbres (tels Tor Egedal photographe pour *National Geographic*, Nick Wheeler et John Feery). Lors de l'éclatement de la guerre civile au Liban en 1975, *ARAMCO WORLD* déménage à la Haye (Pays-Bas). Parmi les titres des numéros publiés dans les années 1960 et 1970, nous mentionnons « The Arab Woman » de 1971, « Sports in the Arab World » de 1972 et « World of Islam Festival » (en référence au festival de l'islam à Londres en 1976)³⁹⁶.

Aujourd'hui, *ARAMCO WORLD* est publié à Houston par l'Aramco Services Company pour Saudi Aramco (la compagnie énergétique saoudienne nationale créée en 1988). Pour symboliser ce changement, le magazine s'intitule désormais *SAUDI ARAMCO WORLD*. Il est publié 6 fois par an et diffusé à 150 000 abonnés. Une version électronique a également été créée en 2004³⁹⁷.

c) *Island of Allah*

La sortie en 1955 du film épique *Island of Allah* fait également partie de la politique d'image d'ARAMCO³⁹⁸. Les acteurs du film, réalisé par Richard Lyford et raconté par Frederick March, sont principalement des employés d'ARAMCO³⁹⁹. Il s'agit du seul film long métrage réalisé par ARAMCO à ce jour. Auparavant, la compagnie avait réalisé des courts métrages éducatifs tels *Water and the Fly* (un film sur la santé publique sorti en 1953) et le film publicitaire *Out of the Earth* en 1953 (d'une durée de dix-huit minutes)⁴⁰⁰.

Island of Allah est inspiré du roman très populaire *Garden of Allah*, publié par le britannique Robert Hichens en 1904⁴⁰¹. Ce roman a fait l'objet d'une campagne médiatique très importante dans les centres commerciaux et dans les hôtels. *Garden of Allah* a également été adapté en spectacle à Broadway en 1907⁴⁰².

Le film débute avec l'arrivée de géologues américains en Arabie Saoudite. Un guide, Khalid, leur raconte l'histoire de l'Arabie du début de la conquête de l'islam jusqu'à l'unification de l'Arabie

³⁹⁶ Ibid: p. 8-29.

³⁹⁷ Ibid: p. 8-29.

³⁹⁸ VITALIS: op. cit. p. 122-124.

³⁹⁹ Ibid: p. 122-124.

⁴⁰⁰ *Out of the Earth*. Universal Pictures 1953.

Out of the Earth. *ARAMCO World*, Février 1953, dans VITALIS, Robert. "Wallace Stegner's Arabian Discovery: The Imperial Entailments of a Continental Vision" [en ligne]. Working Paper 8, September 2003, The Cold War as Global Conflict, International Center for Advanced Studies, New York University [consulté le 12 janvier 2010]. Disponible sur: pdf.ny.edu

⁴⁰¹ HICHENS, Robert. *The Garden of Allah*. London: Methuen & co, 1913 dans VITALIS: op. cit. p. 123.

⁴⁰² McALISTER: op. cit. p. 21-22.

par Abd al-Aziz et la création de l'État saoudien en 1932. Le film se termine avec le « partenariat du pétrole et du progrès » conclu entre le roi saoudien et ARAMCO⁴⁰³.

Lors de la diffusion du film à New York en 1955, le distributeur a ajouté une danseuse orientale à la fin pour attirer des spectateurs payants. Selon des commentateurs de l'époque, le film n'a cependant pas captivé les spectateurs à l'instar des « travelogues » de Lowell Thomas (cités précédemment). Le manque d'attrait du public américain pour ce film est probablement la raison pour laquelle il ne sera jamais rediffusé par la suite aux États-Unis⁴⁰⁴.

Une version arabe d'*Island of Allah, Jazirat al-Arab* (ou *Island of the Arabs*) a été produite pour des audiences au Caire, à Bagdad, à Damas et à Beyrouth. Ce film a été conçu comme une réponse aux remises en question nationalistes lancées à l'encontre de l'avancée économique et culturelle américaine au Moyen-Orient. La première de *Jazirat al-Arab* a lieu au Caire en 1955 en présence de l'ambassadeur américain, quelques vedettes locales et des responsables pétroliers. Le film commence et se termine avec des images du roi Saoud (nouvellement intronisé); des scènes absentes de la version anglophone. *Jazirat al-Arab* sera le premier film diffusé par ARAMCO lors du lancement de la première chaîne de télévision en langue arabe en Arabie Saoudite⁴⁰⁵.

d) Wallace Stegner et l'ouvrage *Discovery! The Search for Arabian Oil!*

En 1955, le producteur d'*Island of Allah*, Ray Graham, va contacter Wallace Stegner (à l'époque un universitaire peu connu de l'université de Stanford) pour lui confier la mission d'écrire l'histoire d'ARAMCO⁴⁰⁶. Ce récit historique venait en complément du film *Island of Allah*. Stegner, historien et romancier de l'ouest américain, se fera connaître avec des romans tels *The Big Rock Candy Mountain* (1943), *Joe Hill* (1950) et *All the Little Live Things* (1967) et son engagement pour la préservation de l'ouest américain. En 1964, il crée un programme renommé sur la création littéraire à l'université de Stanford où il restera jusqu'en 1971. En revanche, son rôle d'historien d'ARAMCO est moins connu.

Dans son ouvrage *Discovery! The Search for Arabian Oil*, qui comprend 320 pages, Stegner développe des mythes qu'il n'évoque pas dans ses travaux sur la frontière américaine. Il fait l'éloge d'ARAMCO, un géant sur le plan mondial dans l'exploration et la production pétrolière, qui pratique une politique discriminatoire à l'égard des ouvriers saoudiens (et d'autres employés non américains) dans ses opérations pétrolières à Dhahran⁴⁰⁷.

⁴⁰³ VITALIS: op. cit. p. 122-123.

⁴⁰⁴ Ibid: p. 122-123.

⁴⁰⁵ Ibid: p. 122-123.

⁴⁰⁶ Ibid: p. 194-199.

⁴⁰⁷ VITALIS: op. cit. p. 194-199.

Les honoraires de Stegner s'élèvent à l'époque à 6500 dollars pour 13 semaines de travail, ce qui correspond à 42 000 dollars actuels⁴⁰⁸. Il va passer quinze jours en Arabie Saoudite avec sa femme Mary. Ils quittent la Californie en novembre 1955 à bord du Chameau Volant (un jet privé possédé par ARAMCO), transitent par la Haye et Beyrouth avant d'atteindre leur destination finale en Arabie Saoudite. Ils sont logés sur le site de l'American Camp à Dhahran (renommé Senior Staff Camp dans les années 1960 suite aux manifestations des ouvriers saoudiens) où séjournent exclusivement des employés américains⁴⁰⁹. Stegner visite les sites pétroliers, survole des oléoducs, explore les déserts et s'entretient avec le personnel d'ARAMCO (présent à Dhahran depuis les années 1930 et 1940). Il consulte également les rapports annuels de la compagnie et visionne des photographies dans les archives d'ARAMCO. Pour Stegner, Dhahran représente une frontière de la colonisation américaine au même titre que la frontière de l'ouest américain⁴¹⁰.

Selon Robert Vitalis (professeur de sciences politiques à l'Université de Pennsylvanie), l'analyse de Stegner dans *Discovery! The Search for Arabian Oil* n'est pas incompatible avec ses écrits antérieurs sur l'ouest américain. Selon la vision « continentale » de Stegner, la préservation de l'ouest américain suppose l'intensification de l'exploration des ressources dans d'autres lieux tels l'Arabie Saoudite⁴¹¹. Vitalis cite Nathan Citino (professeur d'histoire à l'université du Colorado, cité auparavant) qui estime que Stegner prend pour acquis certains éléments du paysage occidental tels le motel et la station d'essence qui sont des illustrations de la mobilité et de l'urbanisation accrue aux États-Unis au vingtième siècle⁴¹². L'approvisionnement continu en pétrole est nécessaire au bon fonctionnement de cette société centrée sur la voiture.

Selon la perspective « continentaliste », d'autres « frontières » sur le plan mondial sont destinées à reproduire l'évolution de l'Occident; à savoir l'exploration, la colonisation, le développement et enfin la dégradation inévitable de l'environnement. Dans le cas de l'Arabie Saoudite, Stegner (un défenseur de la préservation de l'ouest américain) argumente que les Saoudiens seront contraints de développer leurs propres ressources et que la compagnie pétrolière ARAMCO représente la meilleure alternative à la nationalisation⁴¹³.

Cela explique aussi comment l'écologiste Stegner a pu accepter la mission d'écrire l'histoire d'ARAMCO. Selon la perspective « continentaliste », la continuité de la frontière de l'ouest américain (et implicitement l'idée de l'exceptionnalisme américain) est assurée au travers de « l'ouverture » d'autres frontières telle la frontière pétrolière en Arabie Saoudite. Cela suppose la

⁴⁰⁸ Ibid: p. 194-199.

⁴⁰⁹ Ibid: p. 194-199.

⁴¹⁰ Ibid: p. 194-199.

⁴¹¹ Ibid: p. 194-199

⁴¹² CITINO, Nathan. "Defending the Post-War Petroleum Order: The U.S., Britain and the 1954 Saudi-Onassis Tanker Deal". *Diplomacy and Statecraft* 11, 2, Juillet 2000, p. 137-160 dans VITALIS: op. cit. p. 167.

VITALIS: op. cit. p. 65-66.

⁴¹³ VITALIS: op. cit. p. 194-199.

création de nouveaux « mythes exceptionnalistes » tels le mythe sur le « partenariat du pétrole et du progrès » entre ARAMCO et l'Arabie Saoudite et la « relation américano-saoudienne spéciale ».

Le manuscrit de Stegner, terminé en 1957, ne sera publié qu'en 1968. L'ouvrage *Discovery! The Search for Arabian Oil* est sorti chez Beirut Middle East Export Press en 1971 (une maison d'édition possédée par ARAMCO) alors que la première édition américaine va sortir chez Selwa Press en 2007⁴¹⁴. Les responsables d'ARAMCO justifient cette publication tardive par les descriptions faites par Stegner des Saoudiens qui auraient pu être considérées comme racistes par le gouvernement saoudien. Par conséquent, Tom Barger, directeur de l'organisation des relations gouvernementales d'ARAMCO dans les années 1950, aurait contraint Stegner à supprimer toutes les références faites aux « coolies », « indigènes » et « ragheads » par les ouvriers américains à l'époque pour décrire les saoudiens⁴¹⁵. William Mulligan, qui commence à travailler pour l'organisation des relations gouvernementales d'ARAMCO en 1946, soutient que le racisme, dont les pionniers d'ARAMCO font preuve, leur avait été inculqué par les Britanniques lors de leur passage sur les sites pétroliers à Bahreïn. Il pensait que les Américains avaient commencé à importer les attitudes racistes des Britanniques, qui avaient eux-mêmes développé ces pratiques lors de leur service pour le Bureau des Indes. Le terme « coolie », qui signifie ouvrier asiatique, était employé lors de l'âge d'or dans l'ouest américain pour décrire les immigrants issues d'Extrême Orient. Mulligan considérait ce vocabulaire « un-american » et « un-arabian »⁴¹⁶.

Il ressort que la position de Stegner vis-à-vis d'ARAMCO n'est pas très confortable. ARAMCO réclame un récit qui promeut l'image d'une compagnie opérant selon le principe de l'intérêt « bienveillant » mais elle se montre réticente pour donner accès aux archives à Stegner. La position de Stegner va se compliquer davantage quand il découvre que l'image véhiculée par ARAMCO ne correspond pas avec la réalité sur le terrain, en Arabie Saoudite⁴¹⁷. Stegner découvre ainsi un décalage considérable entre les valeurs américaines et la ségrégation pratiquée par ARAMCO à l'égard des ouvriers saoudiens qui vivent dans des conditions déplorables et qui ne peuvent espérer aucune amélioration.

⁴¹⁴ Ibid: p. 194-199.

⁴¹⁵ Ibid: p. 194-199.

⁴¹⁶ Ibid: p. 57.

⁴¹⁷ Ibid: p. 57.

2. Robert Vitalis et la « déconstruction » de la politique d'image d'ARAMCO

2.1. Le soulèvement des ouvriers saoudiens contre le système de stratification raciale à Dhahran

Un ouvrage important, *America's Kingdom: Mythmaking on the Saudi Oil Frontier* publié en 2007, apporte une nouvelle perspective sur la relation entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite d'une part et du rôle d'ARAMCO dans le développement de l'Arabie Saoudite d'autre part. En s'appuyant sur de très nombreuses sources, dont les William Mulligan Papers⁴¹⁸ acquis par Georgetown University au début des années 1990 et 3000 pages de documents déclassifiés par le département d'État, Robert Vitalis livre une remise en question bien documentée de l'exceptionnalisme d'ARAMCO et de l'Arabie Saoudite et de la relation américano-saoudienne « spéciale »⁴¹⁹. Dans son ouvrage, Vitalis se concentre sur les relations entre ARAMCO et les ouvriers saoudiens qu'il perçoit comme une réplique des relations entre d'autres compagnies américaines et les ouvriers en Amérique Latine et en Californie. Il décrit également la mise en place de la politique d'image d'ARAMCO qui sert à justifier sa présence en Arabie Saoudite et la stratification de l'organisation du travail qui s'y opère⁴²⁰.

Fidèle au récit « exceptionnaliste », ARAMCO se présente comme un acteur qui opère selon le principe de l'intérêt bienveillant, se distinguant ainsi de ses rivaux dans le golfe Persique (notamment les Britanniques)⁴²¹. « Cette bienveillance » se traduit par des politiques sociales plus généreuses prenant en compte non seulement les ouvriers saoudiens mais également les communautés environnantes. Cela suppose des « élargissements continuels », des programmes de logement, l'accès aux services, aux bénéfices et à la formation⁴²².

Pourtant, l'intérêt « bienveillant » d'ARAMCO est remis en cause par les vagues de protestation issues du mouvement ouvrier saoudien naissant dans les années 1950 et 1960⁴²³. La compagnie, quant à elle, remet en question la légitimité de ces revendications ; elle souligne que ces manifestations trouvent leur origine davantage dans les politiques extérieures (tel le nationalisme arabe, le socialisme ou la xénophobie) que dans les méthodes d'organisation et de management

⁴¹⁸ William Mulligan était un responsable d'ARAMCO qui a rejoint l'Organisation des relations gouvernementales en 1946. Il était l'historien officiel d'ARAMCO et un contributeur à *ARAMCO WORLD*. Voir VITALIS, Robert. *America's Kingdom: Mythmaking on the Saudi Oil Frontier*. Stanford: Stanford University Press, 2007. p. xxiv.

⁴¹⁹ VITALIS: op. cit. p. xvi-xvii.

⁴²⁰ Ibid: p.xvi-xvii.

⁴²¹ Ibid: p.10.

⁴²² Ibid: p. 12.

⁴²³ Ibid: p. 92-98, 145-157, 159-164.

propres à ARAMCO⁴²⁴. Selon la compagnie, les pratiques de « stratification raciale » adoptées par ARAMCO font en réalité partie d'un système « méritocratique » lié à la compétence des ouvriers en question. Dans le même temps, la politique d'évolution d'ARAMCO (inhérente à la stratification raciale) empêche les ouvriers saoudiens d'accéder aux postes à responsabilités et à la formation supérieure, qui permettrait une telle évolution⁴²⁵.

Les premières manifestations d'employés saoudiens remontent au mois de juillet 1945⁴²⁶. Ces manifestations, dont les plus importantes ont lieu en 1953 et 1956, seront fréquentes jusqu'au milieu des années 1960⁴²⁷. Les employés saoudiens expriment leur mécontentement concernant leur salaire, les conditions de logement, l'accès aux services et à la formation ainsi que les possibilités d'évolution. Ils demandent les mêmes conditions que les employés américains ou les employés des compagnies pétrolières britanniques en Irak⁴²⁸.

Les manifestations contre ARAMCO seront violemment réprimées par les autorités saoudiennes qui finiront malgré tout par remettre en cause le traitement discriminatoire d'ARAMCO à l'égard de leurs concitoyens⁴²⁹. Les manifestations vont compliquer les relations entre la compagnie et les responsables saoudiens et favoriser la naissance de foyers d'opposition à la présence américaine (en dehors des « éléments fanatiques habituels de la province de Nedjd »). Cette évolution inquiète les diplomates américains présents dans le royaume saoudien. En 1945, l'attaché culturel des États-Unis à **Riyad** avertit Washington que des sentiments anti-américains semblent se développer parmi toutes les classes sociales de la population saoudienne, sous l'effet des pratiques discriminatoires d'ARAMCO à l'égard des employés saoudiens. L'attaché culturel constate que les politiques sociales d'ARAMCO sont en train de détruire la confiance de la population saoudienne, que les États-Unis avaient acquise lors de la seconde guerre mondiale⁴³⁰.

La mise en place d'un programme de formation et d'enseignement au profit des employés saoudiens était pourtant incluse dans la concession de 1933. Ces conditions avaient été reprises par le code du travail de 1942, instauré par les États-Unis afin d'assurer des standards minimums dans l'industrie pétrolière⁴³¹.

L'une des injustices les plus évidentes à l'égard des employés saoudiens est la création de l'American Camp à Dhahran, une « mini-Amérique » longtemps fermée aux Arabes (cité précédemment). Selon un mythe véhiculé par ARAMCO, la localisation de l'American Camp à

⁴²⁴ Ibid: p. 12, 16-18, 24-25.

⁴²⁵ Ibid: p. 113-116.

⁴²⁶ Ibid: p. 87.

⁴²⁷ VITALIS: op. cit. p. 87.

⁴²⁸ Ibid: p. 92-110.

⁴²⁹ Ibid: p. 93-95.

⁴³⁰ Ibid: p.105.

⁴³¹ Ibid: p. 95. Nous notons que les pratiques de stratification raciale étaient appliquées par ARAMCO à l'égard de tous les segments de la main d'œuvre sauf les employés américains. Les employés italiens, notamment, ont manifesté à plusieurs reprises contre la politique de travail d'ARAMCO.

Dhahran, à proximité des villes d'oasis, avait été déterminée par le roi Abd al-Aziz. Ce dernier voulait empêcher ses sujets d'être « intoxiqués » par l'influence occidentale et éviter d'alimenter l'opposition religieuse contre les Occidentaux installés en Arabie Saoudite. Anthony Cave Brown (historien et journaliste anglo-américain cité par Vitalis) avance une autre explication dans l'ouvrage *Oil, God and Gold: The Story of Aramco and the Saudi Kings* (1999). Selon lui, il s'agissait plutôt de protéger les Américains de la police religieuse (le mutawwaa)⁴³². En réalité, le gouvernement saoudien avait planifié de localiser les installations d'ARAMCO dans la ville d'oasis d'Hofuf au milieu de la population sédentaire⁴³³.

Pour justifier ces pratiques, les responsables d'ARAMCO font savoir qu'ils sont tenus par un « accord explicite » avec Abd al-Aziz qui empêche l'amélioration de la situation de tous les employés (sauf les employés américains). Ils insistent également sur le fait que l'organisation syndicale est interdite par les lois saoudiennes alors qu'en réalité ces arguments n'ont aucun fondement légal⁴³⁴.

La discrimination est également justifiée par les compétences même si ces justifications sont remises en question par les responsables américains présents au consulat de Dhahran. Suite aux manifestations des employés saoudiens du 12 juillet 1947, le vice consul Walter Birge note que les foreurs de puits saoudiens, qui sont moins rémunérés que leurs collègues irakiens ou indiens, sont au moins aussi compétents que les Indiens et les Irakiens⁴³⁵.

Les mensonges avancés par ARAMCO concernant l'interdiction de l'organisation syndicale en Arabie Saoudite et les influences politiques extérieures sur les manifestants seront repris par la presse américaine. Dans un article du *New York Times* daté du 20 décembre 1953 (« Arab Labor Strife Tied to New Ideas »), l'auteur constate que « l'Arabie » est en train de perdre son « immunité » contre la « propagande » étrangère. Cela est illustré par la venue d'un « prolétariat déraciné » dans l'industrie pétrolière saoudienne. L'effondrement des « loyautés tribales et religieuses » a selon l'auteur rendu les Saoudiens de plus en plus réceptifs aux agitateurs indigènes et aux influences communistes extérieures. La grève de 13 000 employés saoudiens est « la première preuve concrète du mécontentement au sein de l'industrie pétrolière en Arabie Saoudite » selon le *New York Times* (qui admet que les plaintes des employés saoudiens ne sont pas injustifiées)⁴³⁶.

⁴³² CAVE BROWN, Anthony. *Oil, God and Gold: The Story of Aramco and the Saudi Kings*. Boston: Houghton Mifflin, p. 59 dans VITALIS: op. cit. p. 54.

⁴³³ VITALIS: op. cit. p. 54.

⁴³⁴ Ibid: p. 92.

⁴³⁵ VITALIS: op. cit. p. 94.

⁴³⁶ « Arab Strife Tied to New Ideas ». *The New York Times* [en ligne]. Le 20 décembre 1953 [consulté le 19 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes>.

Selon des observateurs « neutres » cités par l'auteur, les manifestations sont organisées par un petit groupe d'agitateurs qui « capitalisent sur le faible niveau d'études des employés afin de nuire à ARAMCO et au gouvernement saoudien ». Ces manifestations se produisent en dépit des avantages sociaux dont bénéficient les employés saoudiens d'ARAMCO par rapport à leurs concitoyens tribaux⁴³⁷.

Enfin, le *New York Times* rapporte que « pour pouvoir modifier sa politique sociale, ARAMCO est contrainte d'attendre que le gouvernement saoudien formule une politique du travail plus positive ». L'auteur suggère cependant que la « monarchie paternaliste » saoudienne semble mal préparée à une telle tâche. Elle préfère au contraire maintenir l'interdiction de l'organisation syndicale⁴³⁸.

La stratification raciale pratiquée par ARAMCO à Dhahran dans les années 1940, 1950 et 1960 était calquée sur le « système Jim Crow » mis en place dans l'industrie minière en Pennsylvanie, dans l'Ohio, le Kentucky et le Wyoming dans les années 1870⁴³⁹. Le système Jim Crow, qui se basait sur la ségrégation par la loi des Blancs et des Noirs, a été développé durant la « période de la Reconstruction » suite à la guerre civile dans le sud américain. La séparation légale des « races » servait à assurer la suprématie des Blancs. Le système reposait sur une série de mécanismes qui définissait, séparait et déterminait l'évolution des castes sociales⁴⁴⁰. Les lois dites Jim Crow créées en 1865 ont été abolies par les actes de droits civiques de 1964 et le droit au vote de 1965⁴⁴¹.

La stratification raciale dans l'industrie minière, qui se traduit par la création de logements ségrégués et l'accès différencié aux services (ce que Robert Vitalis nomme la « protection sociale paternaliste »), était un moyen d'empêcher l'organisation syndicale dans les mines. Dans le même temps, les tensions entre ouvriers privilégiés et ouvriers discriminés étaient garantes de ce système selon le principe de « diviser pour mieux régner ». Le système Jim Crow sera reproduit à l'extérieur des États-Unis, notamment en Amérique Latine et au Moyen-Orient⁴⁴². Certains observateurs font valoir que les politiques du New Deal **ont provoqué** la disparition de la protection sociale paternaliste. Cependant, nous avons constaté que les pratiques de stratification raciale sont

⁴³⁷ Ibid. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁴³⁸ Ibid. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁴³⁹ VITALIS: op. cit. p. xiii-xv; xviii; 88-20.

⁴⁴⁰ Ibid: p. xiii-xv; xviii; 88-20.

HOELSCHER, Steven. "Making Place for Race: Performances of Whiteness in the Jim Crow South". ***Annals of the Association of American Geographers*** [en ligne]. Septembre 2003, vol. 93, n°3 [consulté le 18 août 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

⁴⁴¹ VITALIS: op. cit. p. xiii-xv; xviii; 88-20.

⁴⁴² Ibid: p. 19; 20; 23; 108; 226-268.

reproduites par des compagnies américaines telles ARAMCO dans l'industrie pétrolière en Amérique Latine et en Arabie Saoudite⁴⁴³.

Il ressort donc un décalage important entre le récit « exceptionnaliste » diffusé par ARAMCO et la politique mise en place sur le terrain à Dhahran, notamment à l'égard des employés saoudiens qui se trouvent au bas d'échelle⁴⁴⁴. Il n'y a donc rien d'exceptionnel dans le récit sur l'ouverture de la frontière en Arabie Saoudite et sur le « partenariat » entre ARAMCO et l'Arabie Saoudite. Le même récit peut s'appliquer aux compagnies qui revendiquent l'ouverture des frontières dans l'ouest américain, en Asie, en Afrique ou en Amérique Latine⁴⁴⁵.

La gauche américaine, en revanche, mettra longtemps avant de s'intéresser aux conditions socioéconomiques et politiques des employés saoudiens d'ARAMCO et aux revendications politiques des intellectuels saoudiens. Suite à la publication d'ouvrages de politologues tels Fred Halliday⁴⁴⁶ et Helen Lackner⁴⁴⁷ dans les années 1970, la configuration socioéconomique et politique du royaume saoudien sera abordée dans toute sa complexité⁴⁴⁸.

Plus récemment, des politologues tels Robert Vitalis et Daryl Champion (dans l'ouvrage *The Paradoxical Kingdom: Saudi Arabia and the Momentum of Reform*, 2003) et des historiens tels Nathan Citino (dans l'ouvrage *From Arab Nationalism to OPEC: Eisenhower, King Saud and the Making of U.S.-Saudi Relations*, 2002) ont dénoncé l'impact négatif des richesses pétrolières (avec notamment la pratique de distribution des « largesses » ou « asabiyya capitalism »⁴⁴⁹) sur le développement institutionnel de l'État saoudien et le rôle néfaste joué par ARAMCO dans ce développement. Nathan Citino souligne qu'ARAMCO développait non seulement les ressources pétrolières saoudiennes mais gérait également des projets d'infrastructures et d'aide. Les avances payées à l'Arabie Saoudite sur les revenus pétroliers ont retardé l'établissement d'un budget et le développement du processus politique inhérent à la gestion des ressources⁴⁵⁰. Il est fort probable que ce mode de fonctionnement et la présence des richesses pétrolières (qui a donné à la Maison des Saoud les moyens d'acheter le consentement de nombreux acteurs) ont retardé le développement démocratique de l'Arabie Saoudite et la diversification de ses activités économiques. L'État

⁴⁴³ Ibid: p. 19-20.

⁴⁴⁴ VITALIS: op. cit. p. 98-110.

⁴⁴⁵ Ibid: p. 9; 22.

⁴⁴⁶ HALLIDAY, Fred. *Arabia Without Sultans: a Political Survey of Instability in the Arab World*. New York: Vintage Books, 1975 (1974) dans VITALIS: op. cit. p. 13.

⁴⁴⁷ LACKNER, Helen. *A House Built on Sand: A Political Economy of Saudi Arabia*. London: Ithaca Press, 1978. p. 131-134 dans VITALIS: op. cit. p. 13.

⁴⁴⁸ VITALIS: op. cit. p. 13.

⁴⁴⁹ Le mot « asabiyya capitalism » est dérivé du mot « solidarité tribale » ou « solidarité du groupe » voir CHAMPION, Daryl. *The Paradoxical Kingdom: Saudi Arabia and the Momentum of Reform*. New York: Columbia University Press, 2003. p. xvi, p. 63-78.

⁴⁵⁰ CITINO: op. cit. p. 4.

saoudien présente ainsi une fragilité inhérente à sa dépendance de l'industrie pétrolière d'autant que le pouvoir du gouvernement saoudien découle de ces mêmes ressources pétrolières.

Madawi Al-Rasheed (dans son ouvrage *A History of Saudi Arabia*, 2002) constate pour sa part que l'implication d'ARAMCO dans la construction des infrastructures (afin de faciliter l'extraction du pétrole et l'acheminement vers les marchés extérieurs) dépassait la construction des routes, des oléoducs, des ports et des aéroports. ARAMCO construisait également des écoles, des hôpitaux et des administrations quasi étatiques. Elle argumente qu'ARAMCO comblait un certain nombre de manques dans un contexte où les services publics et les infrastructures de santé et d'enseignement étaient sous-développées voire inexistantes. En l'absence d'un appareil étatique, ARAMCO était « le contractuel de l'État »⁴⁵¹. Madawi note que dans les années 1940 et au début des années 1950, peu de Saoudiens étaient en contact avec ARAMCO ou les responsables américains et leurs familles en raison de l'isolation de l'American Camp à Dhahran (créé selon le principe de stratification raciale). Madawai soutient que si la ségrégation faisait partie de l'esprit d'ARAMCO, les Saoudiens n'avaient pour autant ni la volonté ni le pouvoir de la contester. Les étrangers en Arabie Saoudite étaient perçus comme des infidèles; un message qui était relayé par Abd al-Aziz dans la prière du vendredi⁴⁵².

2.2. L'exceptionnalisme saoudien

ARAMCO se sert également d'un autre mythe pour légitimer sa présence dans le royaume saoudien; il s'agit du mythe de l'origine « exceptionnelle » de l'Arabie Saoudite. Ces récits commencent toujours par des références au caractère « naturel », « immaculé » et « indigène » de l'État saoudien et à Abd al-Aziz, « un visionnaire dans la même lignée que George Washington »⁴⁵³. Ces qualificatifs rappellent les récits de Montgomery et de Xenophon (du *New York Times*) sur Abd al-Aziz et « l'Arabie » dans les années 1920 et de nombreux autres auteurs cités précédemment.

Selon cette représentation, l'État saoudien existe dans diverses formes depuis 1744, alors que la fondation de l'Arabie Saoudite moderne n'intervient qu'en 1932⁴⁵⁴. La date de 1744 correspond à l'alliance « politico-religieuse » conclue entre Mahomet Ben Saoud (émir de Nedjd et ancêtre de la famille royale saoudienne) et le réformateur religieux Abd al-Wahhab⁴⁵⁵. À l'origine, le terme « wahhabisme », issu de cette alliance, faisait référence au « mouvement islamique puritain » conduit

⁴⁵¹ AL-RASHEED, Madawi. *A History of Saudi Arabia*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002. p. 96.

⁴⁵² Ibid: p. 96-97.

⁴⁵³ VITALIS: op. cit. p. 68.

⁴⁵⁴ Ibid: p. 2-7.

⁴⁵⁵ CHAMPION: op. cit. p. 21-25.

par Abd al-Wahhab et sur lequel la dynastie Al Saoud va s'appuyer pour étendre son influence. C'est ainsi que débute l'épisode expansionniste d'Al Saoud qui s'achèvera avec la fondation de l'Arabie Saoudite par Abd al-Aziz en 1932. Aujourd'hui, cette alliance entre le pouvoir temporel (symbolisé par Al Saoud) et le pouvoir spirituel (symbolisé par Abd al-Wahhab) est représentée par la Maison des Saoud⁴⁵⁶.

Un autre élément de ce récit sur « l'exceptionnalisme » saoudien est l'origine « exceptionnelle » de l'État saoudien au milieu de protectorats coloniaux tels la Palestine, l'Irak, la Syrie et la Transjordanie. Selon cette représentation, la création de l'Arabie Saoudite s'est produite sans interférence avec les puissances coloniales extérieures; à la différence notamment de l'Égypte, de l'Iran, du Liban ou d'Israël⁴⁵⁷.

Robert Vitalis argumente pour sa part que l'idée selon laquelle l'Arabie Saoudite a échappé à toute forme d'impérialisme (ou d'influence extérieure) est infondée car ce pays n'existe qu'en vertu d'accords conclus avec la Grande Bretagne (avant 1945) et les États-Unis (après 1945)⁴⁵⁸. Pour illustrer cette dépendance, Vitalis cite l'accord conclu entre Abd al-Aziz et la Grande Bretagne en 1915, qui conférait la souveraineté des domaines contrôlés par Abd al-Aziz aux Britanniques en échange des garanties de sécurité. Vitalis insiste également sur le rôle de la Grande Bretagne dans la conquête de l'Arabie et son soutien en faveur d'Abd al-Aziz à des moments décisifs de sa conquête. À la différence de l'Égypte et de l'Irak (où les Britanniques ont été forcés de réprimer des rébellions et avancer un calendrier d'indépendance), Abd al-Aziz a choisi lui-même de prêter allégeance à l'empire britannique à une époque où les peuples colonisés du Moyen-Orient exprimaient des désirs nationalistes. L'indépendance des territoires contrôlés par Abd al-Aziz sera reconnue par la Grande Bretagne en 1927⁴⁵⁹.

S'agissant des relations américano-saoudiennes et de « l'accord informel de pétrole contre sécurité » établi en 1943 lors de l'attribution de l'aide à l'Arabie Saoudite par Franklin D. Roosevelt (mentionné auparavant), Vitalis soutient que le royaume saoudien est indépendant seulement dans le sens où il peut négocier les termes de ces accords (tels les accords du terrain d'aviation à Dhahran de 1945). En revanche, les conditions « structurelles » de cette relation, les besoins sécuritaires de l'Arabie Saoudite et la dépendance énergétique des États-Unis à l'égard des ressources pétrolières saoudiennes ne sont pas négociables selon lui⁴⁶⁰.

Dans les années 1950 et 1960, l'historiographie saoudienne s'est servie du mythe sur l'origine « exceptionnelle » de l'État saoudien pour répondre aux revendications « baathistes » et «

⁴⁵⁶ Ibid: p. 24-75.

⁴⁵⁷ VITALIS: op. cit. p. 5-6.

⁴⁵⁸ Ibid: p. 6.

⁴⁵⁹ Ibid: p. 5.

⁴⁶⁰ Ibid: p. 6-7.

nassériennes » qui ont appelé au renversement du régime saoudien, perçu comme illégitime. Les critiques du régime saoudien dans le monde arabe ont présenté l'Arabie Saoudite comme un État « fantoche », « un ensemble de tribus rassemblées au travers de l'impérialisme »⁴⁶¹. Afin d'écarter les remises en question de la légitimité de l'État saoudien, le gouvernement saoudien devait prendre ses distances avec les États-Unis. Ainsi, l'Arabie Saoudite a refusé de joindre le pacte de Bagdad dont l'objectif était de constituer une alliance de défense occidentale avec certains États dont l'Irak (un rival de l'Arabie Saoudite), la Turquie, le Pakistan et l'Iran. Le gouvernement saoudien a également mis un terme au programme « Point Four » signé avec les États-Unis en 1954⁴⁶².

L'ambition de Saoud s'est traduite par la distribution des largesses (aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume) et la promotion de l'islam comme une alternative au communisme et au capitalisme. Cela supposait la diminution de l'influence de l'Irak en Syrie et en Jordanie et le soutien de l'Égypte comme un contre-pouvoir à Israël et à l'influence hachémite⁴⁶³. Saoud a également commandé la construction d'une flotte de tankers auprès de l'armateur grec Aristote Onassis. Cette décision a provoqué des réactions très négatives de la part d'ARAMCO et du CSN. Ce dernier a rédigé le document 5428 visant à annuler l'accord conclu entre Onassis et le gouvernement saoudien. ARAMCO a finalement trouvé une issue au conflit avec la conclusion d'un accord avec le gouvernement saoudien portant sur 70 millions de dollars de royalties rétroactives⁴⁶⁴.

En même temps, le comportement « dilettante » de Saoud lui a valu d'être qualifié de « force perturbatrice » dans un rapport de la CIA de 1956 (rapport n°714, *Saudi Arabia: a Disruptive Force in Western-Arab Relations*). La représentation qui ressort de ce rapport est très différente des images de l'Arabie Saoudite véhiculées en 1953-1954 à savoir une « championne du développement et de la modernisation » ou en 1957-1958 à savoir un « contre-pouvoir de Nasser »⁴⁶⁵.

2.3. La relation américano-saoudienne « spéciale »

ARAMCO se sert d'un troisième mythe dans sa politique d'image; le mythe de la relation américano-saoudienne « spéciale ». Ce mythe sera également instrumentalisé par les responsables saoudiens notamment lors de débats aux États-Unis sur les ventes d'armement à l'Arabie Saoudite⁴⁶⁶. Cependant, on ne peut pas évoquer une véritable diplomatie publique saoudienne (vis-à-vis de l'opinion publique américaine) avant la fin des années 1970. Avant cette date, l'Arabie Saoudite

⁴⁶¹ VITALIS: op. cit. p. 10.

⁴⁶² Ibid: p. 165-167.

⁴⁶³ Ibid: p. 166.

⁴⁶⁴ Ibid: p. 166.

⁴⁶⁵ Ibid: p. 165; 186-193.

⁴⁶⁶ Entretien avec Nail al-Jubeir, directeur du Bureau de l'Information à l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Washington D.C. en novembre 2006 et février 2008.

concentre avant tout ses efforts sur le monde arabe et cherche à se démarquer des États-Unis. Dans un premier temps, nous nous intéressons davantage aux récits américains traitant de cette relation.

Comme expliqué auparavant, la relation américano-saoudienne « spéciale » va se développer à partir de l'obtention de la concession pétrolière par la SOCAL en 1933, le développement ultérieur des ressources pétrolières saoudiennes et la situation énergétique des États-Unis lors de la seconde guerre mondiale. La relation « spéciale » prendra toute sa dimension avec la doctrine Eisenhower en 1957-1958 et dans les années 1980 avec la coopération américano-saoudienne lors de la guerre en Afghanistan⁴⁶⁷.

L'implantation d'ARAMCO en Arabie Saoudite représente « le plus important investissement américain à l'étranger »; une phrase qui est reprise dans de nombreuses publications⁴⁶⁸. Aux yeux des responsables américains, ARAMCO est l'outil au travers duquel ils espèrent contrôler les ressources pétrolières saoudiennes, « les plus importantes sur le plan mondial ». À une époque où les revendications nationalistes se multiplient, il est nécessaire pour les responsables américains et ARAMCO de se distinguer des puissances coloniales, notamment britanniques et françaises. Les concepts d'« hégémonie bienveillante » et de « partenariat du pétrole et du progrès », qui ont défini la relation américano-saoudienne « spéciale », sont devenus les outils de la nouvelle diplomatie publique américaine⁴⁶⁹.

Cependant, comme le démontre Robert Vitalis dans son ouvrage sur la relation américano-saoudienne *America's Kingdom: Mythmaking on the Saudi Oil Frontier*, le rôle d'ARAMCO dans le développement de l'Arabie Saoudite était au départ un « effet secondaire » de l'exploration et du développement des ressources pétrolières. Les structures modernes créées par ARAMCO en Arabie Saoudite (telles les maisons permanentes avec les infrastructures modernes, routes, hôpitaux, écoles, télévision, radio, voies ferrées et terrains d'aviation) étaient nécessaires pour assurer le succès de cette entreprise et gérer la main d'œuvre en charge de la mise en place de ce projet⁴⁷⁰.

Sur un autre plan, l'attribution des augmentations de salaire et l'élargissement de l'accès aux services, à la formation et à l'avancement des employés saoudiens était le résultat des manifestations des employés saoudiens plutôt que l'initiative des responsables d'ARAMCO. Du point de vue des responsables américains et d'ARAMCO, il s'agissait avant tout de maintenir le statu quo dans les relations avec l'Arabie Saoudite et la stabilité du royaume saoudien lui-même afin de préserver les intérêts américains (bien que les opinions divergent sur les moyens d'y parvenir). Les responsables

⁴⁶⁷ VITALIS: op. cit. p. 186-193.

⁴⁶⁸ VITALIS: op. cit. p.9.

Multinational Oil Corporations and U.S. Foreign Policy-Report together with Individual Views, to the Committee on Foreign Relations, U.S. Senate, Subcommittee on Multinational Corporations; Washington, le 2 janvier 1975, U.S. government printing office.

⁴⁶⁹ VITALIS: op. cit. p. 186-193.

⁴⁷⁰ Ibid: p. 186-193.

du département d'État percevaient la politique sociale d'ARAMCO comme un facteur déstabilisateur à l'égard des relations américano-saoudiennes. Dans le même temps, ils ne percevaient pas de manière positive le syndicalisme saoudien naissant ou les signes croissants d'anti-américanisme dans l'opinion saoudienne qui pouvaient constituer une menace pour la viabilité du régime saoudien⁴⁷¹.

Enfin, le concept de la relation américano-saoudienne « spéciale » peut être perçu comme un outil de maintien des intérêts pétroliers américains en Arabie Saoudite d'une part et de maintien du statu quo de la monarchie saoudienne d'autre part qui, avec le soutien de Washington, a pu neutraliser chaque tentative de réforme constitutionnelle. Il en ressort un décalage entre les valeurs de démocratie et de liberté communément avancées par les responsables américains et les pratiques sur le terrain, guidées par des considérations pragmatiques de realpolitik servant à garantir les intérêts stratégiques des États-Unis.

⁴⁷¹ Ibid: p. 186-193.

Chapitre 3: La perception de l'Arabie Saoudite aux États-Unis dans les années 1950 et 1960 : premières remises en question véritables et premiers signes d'instabilité du régime saoudien

1. Eisenhower, Dulles et la tentative de transformer Saoud en « Pape panislamique » : la visite de Saoud aux États-Unis en 1957



Figure 9 : *TIME Magazine*, Janvier 1957.

La visite de Saoud aux États-Unis au début de l'année 1957 comporte un intérêt particulier pour notre étude car elle coïncide avec la première remise en question véritable de la relation américano-saoudienne aux États-Unis.

Cette visite d'État se déroule dans le contexte de la doctrine Eisenhower et des aspirations nationalistes grandissantes sur le plan international (avec le nationalisme de Nasser notamment)⁴⁷². La visite débute le 29 janvier à New York et s'achève à Washington D.C. le 9 février. Il s'agit de la seconde visite de Saoud aux États-Unis; la première ayant eu lieu en 1947.

La doctrine Eisenhower (proclamée officiellement le 5 janvier 1957) était fondée sur l'idée qu'un « vide stratégique » existe au Moyen-Orient après les défaites de la France et de la Grande Bretagne lors de la Crise de Suez en 1956. Pour Washington, ce vide était propice à l'expansion du communisme soviétique ou d'autres forces radicales au Moyen-Orient avec des États nouvellement indépendants. La doctrine promettait donc d'assurer et de protéger l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des nations menacées par le communisme international⁴⁷³.

Le président Eisenhower a demandé au Congrès « d'approuver l'usage de la force pour toute nation du Moyen-Orient qui solliciterait une telle aide afin de s'opposer à l'agression de toute nation dominée par le communisme international »⁴⁷⁴. Cependant, la proposition du président Eisenhower d'allouer 200 millions de dollars par an au profit des pays menacés par des « insurgés » s'est heurtée à la résistance du Congrès qui se montrait hésitant à attribuer d'importantes sommes à de riches États arabes producteurs de pétrole (en référence à l'Arabie Saoudite)⁴⁷⁵. Le manque de soutien politique et financier pour cette stratégie a amené Eisenhower et Dulles à se tourner vers le roi Saoud. Ils ont misé sur son statut de leader de l'islam et de producteur pétrolier clé sur le plan international pour contenir l'influence grandissante de Nasser dans le monde arabe. Washington comptait sur l'appui de Saoud en raison de la dépendance économique de l'Arabie Saoudite vis-à-vis des États-Unis⁴⁷⁶. L'épithète « pape islamique » qui décrivait le potentiel supposé de Saoud en tant que mobilisateur des « foules » et des « âmes » trouvait son origine dans ces aspirations⁴⁷⁷. Ce nouveau statut représente alors un changement radical si l'on se souvient que le roi saoudien a été qualifié de « force perturbatrice » dans un rapport de la CIA en 1956⁴⁷⁸.

⁴⁷² LITTLE: op. cit. p. 127-137.

⁴⁷³ Ibid: p. 127-137.

⁴⁷⁴ Ibid: p. 127-137.

⁴⁷⁵ VITALIS: op. cit. p. 73-74.

⁴⁷⁶ VASSILIEV, Alexei. *The History of Saudi Arabia*. London: Saqi Books, 1998. p. 350-351.

⁴⁷⁷ BRONSON: op. cit. p. 61-77.

⁴⁷⁸ VITALIS: op. cit. p. 164-165.

Un éclairage nouveau sur le projet d'Eisenhower et du secrétaire d'État John F. Dulles qui consiste à transformer Saoud en leader panislamique est apporté par l'historien américain Matthew F. Jacobs dans l'article « The Middle East and Islam: American Images and Representations, 1945-1960 »⁴⁷⁹. Contrairement à la recherche dominante qui situe le début des relations entre les États-Unis et l'islam politique à la Révolution iranienne de 1979, Jacobs estime que ces relations datent de 1945, dans le contexte de la guerre froide. Les sources consultées par Jacobs (CIA, département d'État, CSN, presse élite et presse mainstream) démontrent que l'islam politique est devenu un sujet clé après 1945 dans le contexte de la guerre froide, avec l'indépendance des États arabes et les intérêts pétroliers américains⁴⁸⁰. Le monde arabo-musulman est désormais perçu comme une puissance potentiellement rivale, dont il était essentiel de comprendre les ambitions et la psychologie afin d'élaborer une politique américaine adaptée. Un élément en particulier préoccupe les responsables américains ; il s'agit du conflit qui semble avoir lieu entre la tradition (essentiellement l'islam qui semble omniprésent) et la modernité dans les États arabo-musulmans⁴⁸¹.

Dans ce contexte, les responsables et les experts américains craignent que l'islam, dans sa confrontation avec la modernité, s'oppose à l'Occident afin de regagner sa suprématie. Des groupes d'études sur l'islam politique sont créés par le CSN en 1957 et par le Council of Foreign Relations en 1958 et 1959⁴⁸². Ils cherchent à apporter des solutions à la crise qu'ils perçoivent au Moyen-Orient, réfléchissent aux moyens d'éviter une révolution panislamique ainsi qu'à la politique que les États-Unis devraient adopter afin de réaliser ces objectifs⁴⁸³.

Selon Jacobs, ces groupes d'études traduisaient un changement subtil dans la réflexion sur le Moyen-Orient islamique. Cette réflexion était influencée par le discours dominant sur la menace communiste qui amène les experts et les responsables à explorer la relation entre l'islam et l'expansion soviétique potentielle dans la région. Selon un document rédigé par le département de l'armée, « l'islam semble offrir une résistance importante à la propagation du communisme ». Aussi, « l'islam est devenu une force au même droit que le communisme [...] et nos analystes stratégiques doivent prendre ce fait en considération »⁴⁸⁴. Jacobs parvient à la conclusion que l'islam est devenu un axe d'analyse dans son propre droit et pas seulement en

⁴⁷⁹ JACOBS F., Matthews. "The Riddle of Islam: American Images and Representations, 1945-1960". Working paper, Department of history, University of North Carolina [consulté en ligne le 30 août 2010]. Disponible sur: <http://www.yale.edu/macmillan/cmcs/publications.htm>

⁴⁸⁰ Ibid.

⁴⁸¹ Ibid.

⁴⁸² Ibid.

⁴⁸³ Ibid.

⁴⁸⁴ Ibid.

raison de son rôle dans la guerre froide⁴⁸⁵. Ces constats amènent les responsables américains à percevoir l'islam comme un outil d'endiguement potentiel de l'expansion communiste.

Enfin, nous mentionnons l'article « Communism and Islam » publié par l'Orientaliste Bernard Lewis dans *International Affairs* en janvier 1954⁴⁸⁶. Lewis conclut que contrairement à l'islam, le communisme ne pourra jamais devenir une religion ce qui rend les musulmans résistants aux idées communistes. Il suggère que les musulmans pieux ne peuvent pas accepter l'athéisme ou une autre croyance qui ne respecte pas leurs principes religieux traditionnels⁴⁸⁷.

Pour Saoud, il s'agissait de trouver un moyen de contenir la menace posée par l'attrait du nationalisme arabe de Nasser à la fois chez la population saoudienne et dans le reste du monde arabe⁴⁸⁸.

La réalité de cette menace est illustrée par le *New York Times* du 10 novembre 1957 (l'article s'intitule « Saud vs. Nasser: A Study in Contrasts ») qui décrit la rivalité entre Nasser et Saoud comme « un conflit entre la modernité et la tradition, entre le progrès et le statu quo et entre les ambitions et le maintien du pouvoir acquis »⁴⁸⁹. Ce conflit est illustré par un autre article du *New York Times* le 27 janvier 1957 (l'article s'intitule « King Saud and His Arabia »). Selon l'auteur de l'article, Kenneth Love, « Saoud personnifie les aspects contradictoires de son pays ». « Il porte les habits traditionnels d'un monarque arabe alors qu'il se déplace en avion et en limousine ». « Il verse des subventions à des Cheikhs tribaux issus des richesses générées par l'industrie pétrolière moderne ». Enfin, « dans ses vastes palais, il compte de nombreux esclaves africains et des réfrigérateurs importés d'Amérique »⁴⁹⁰.

Les relations entre Saoud et le président Nasser sont complexes. Suite à la déclaration de la République égyptienne par Nasser et les officiers libres en 1952, Saoud conclut un traité de défense mutuelle avec l'Égypte en 1955. Cette initiative visait principalement l'Irak hachémite qui avait rejoint le Pacte de Bagdad (mentionné précédemment). En raison des luttes intestines grandissantes au sein de la famille royale saoudienne, et suite au décès d'Abd al-Aziz, Saoud s'est senti obligé d'adopter la rhétorique de Nasser sur le nationalisme arabe et

⁴⁸⁵ Ibid.

⁴⁸⁶ LEWIS, Bernard. «Communism and Islam». *International Affairs* [en ligne]. Janvier 1954, vol.30, n°1 [consulté le 31 août 2010], p. 1-12.

⁴⁸⁷ Ibid: p. 12.

⁴⁸⁸ AL-RASHEED: op. cit. p. 114-117.

⁴⁸⁹ CARUTHERS, Osgood. «Saud vs. Nasser: A Study in Contrasts». *The New York Times* [en ligne]. Le 10 novembre 1957 [consulté le 25 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁴⁹⁰ LOVE, Kenneth. «King Saud and His America». *The New York Times* [en ligne]. Le 27 janvier 1957 [consulté le 25 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

d'accepter l'alliance émergente du Caire avec l'Union Soviétique. Nous avons mentionné auparavant la signature d'un accord avec l'armateur grec Aristote Onassis pour le transport du pétrole saoudien, contre la volonté d'ARAMCO⁴⁹¹. Lors de la Crise de Suez, Saoud a soutenu Nasser. Il s'est déclaré prêt à fournir de l'aide militaire au Caire et a rompu les relations diplomatiques avec la Grande Bretagne et la France⁴⁹². Cependant, la popularité de Nasser, évidente lors de sa visite d'État à Riyad en 1956 (dont l'objet était une union future entre l'Égypte, la Syrie et l'Arabie Saoudite), a suscité un sentiment d'inquiétude chez Saoud, le prince héritier Faysal et les oulémas les plus influents.

Des éléments plus spécifiques ont contribué à la dissolution de l'alliance égypto-saoudienne. Ainsi, la propagande de la radio égyptienne a renforcé les attitudes anti-occidentalistes et antimonarchistes de certains secteurs de la population saoudienne. Certains commentateurs font également état d'une conspiration d'officiers saoudiens formés en Égypte dont l'intention était de renverser le régime saoudien avec l'aide de conseillers militaires égyptiens. Dans l'esprit du leadership saoudien, cette conspiration s'ajoutait aux manifestations des ouvriers saoudiens à Dhahran dans les années 1950⁴⁹³. Dans le même temps, Nasser menait des campagnes contre les Frères musulmans qui maintenaient des relations de proximité avec l'Arabie Saoudite. La rhétorique anti-impérialiste et panarabe de Nasser a mis à jour les tensions inhérentes entre le leadership de Nasser et de Saoud; une monarchie absolue. En 1958, suite à la déclaration de l'union entre l'Égypte et la Syrie, les relations entre l'Arabie Saoudite et l'Égypte se sont dégradées davantage. Les relations diplomatiques entre les deux pays seront finalement rompues par Riyad en 1962 dans le contexte de la guerre au Yémen qui mettent aux prises les forces royales (soutenues par l'Arabie Saoudite) et les forces républicaines (appuyées par l'Égypte)⁴⁹⁴.

Toutefois, la domination politique de Nasser au Moyen-Orient avant 1967 force Saoud à adopter une position conciliante à l'égard du Caire sur le plan officiel. Avant de se rendre aux États-Unis, Saoud s'arrête au Caire où il rencontre Nasser et les leaders jordaniens et syriens⁴⁹⁵. Dans leur communiqué, les quatre responsables arabes décrivent la doctrine Eisenhower comme « un programme détaillé d'esclavage destiné aux nations nouvellement indépendantes ». Ils rejettent la théorie de vide stratégique de Washington et confient à Saoud la mission de communiquer leur opposition au président Eisenhower. Les responsables

⁴⁹¹ AL-RASHEED: op.cit. p. 114-117.

⁴⁹² VASSILIEV, Alexei. *The History of Saudi Arabia*. London: Saqi Books, 1998. p. 350-351.

⁴⁹³ Ibid: p. 351-352.

⁴⁹⁴ AL-RASHEED: op. cit. p. 114-117.

⁴⁹⁵ Ibid: p. 117-118.

américains, pour leur part, étaient conscients des dilemmes de Saoud. Ils cherchaient néanmoins à récupérer Saoud dans leur camp⁴⁹⁶.

L'Administration Eisenhower constitue une exception dans la mesure où les critiques à l'égard de Saoud se multiplient aussi bien sur le plan régional que sur le plan politique américain⁴⁹⁷. La presse américaine commente le goût de Saoud pour le luxe que les revenus pétroliers grandissants lui permettent d'assouvir. Elle évoque les centaines de Cadillac dorées commandées par Saoud, les limousines, les avions, la construction de nombreux palais équipés de tout le confort moderne, les sommes considérables dépensées en vêtements pour femmes et bijoux et enfin les esclaves du harem de Saoud. La presse américaine évoque l'entourage de Saoud ; ses gardes du corps, les courtiers et les poètes qui chantent ses louanges ainsi que les projets de rénovation des mosquées. La presse s'attarde sur les jardins, les piscines et les terrains de tennis; autant d'éléments familiers pour les membres de la famille royale et les Saoudiens aisés à compter des années 1950 et 1960⁴⁹⁸. Enfin, la corruption, une pratique très répandue en Arabie Saoudite, est largement évoquée.

1.1. Saoud : un « type anti-juif », « anticatholique » et « pro-esclavage »

Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant que la visite américaine de Saoud en 1957 provoque un débat très vif sur le plan politique américain. Les critiques visent l'intolérance religieuse de Saoud et son régime antidémocratique, et notamment la pratique de l'esclavage qui va s'intensifier lorsque les revenus pétroliers augmentent. Ce dernier élément se trouve au cœur du débat qui a lieu avant, pendant et après la visite de Saoud comme en témoignent les nombreux articles parus sur ce thème aussi bien dans des magazines populaires tels *Saturday Evening Post* et *TIME Magazine* que dans la presse élite telle le *New York Times*⁴⁹⁹.

La pratique de l'esclavage en Arabie Saoudite (et dans d'autres pays arabes du golfe Persique) était devenu un sujet d'actualité suite à des rapports publiés par l'Anti-Slavery Society (basée aux États-Unis) et l'Aborigines Protective Society (basée à Londres). Ces rapports (qui ont été soumis au Conseil Économique et Social de l'ONU) confirmaient

⁴⁹⁶ VASSILIEV: op. cit. p. 351-352.

⁴⁹⁷ Ibid: p.74.

⁴⁹⁸ Ibid: p. 74.

⁴⁹⁹ BARBER, Noël. "I Heard Slavery Isn't Dead". *Saturday Evening Post*. Le 30 novembre 1957, vol. 230, n°22.

"Half a Million Slaves in Arabia". *Reporter*. Le 19 avril 1956. p. 33-36.

BARLETT, J. "Lord of the Slave Market". *Coronet*. Août 1956. p. 34-38.

"U.N. Fights Slavery in the Middle East" *The Christian Century*. Le 22 août 1956. p. 964.

"Of Human Bondage". *TIME Magazine*. Le 10 septembre 1956. p. 44.

l'existence du trafic humain en Afrique de l'ouest (alors sous la tutelle britannique et française) en direction de l'Arabie Saoudite et d'autres pays du golfe Persique. Le recrutement des esclaves s'effectuait par des agents arabes qui se faisaient passer pour des conducteurs de pèlerins vers la Mecque. En réalité, ces personnes seront vendues une fois arrivées en Arabie Saoudite à de riches saoudiens en quête de domestiques et de concubines (des besoins que ces derniers pouvaient satisfaire grâce à leurs revenus pétroliers⁵⁰⁰). La position de l'Administration Eisenhower à l'égard de la pratique de l'esclavage en Arabie Saoudite est ambiguë. D'un côté, elle déclare qu'elle s'opposera à la participation des États-Unis dans la conclusion de traités ou de conventions dans le domaine de droits de l'homme. D'un autre côté, elle déclare qu'elle va combattre les violations des droits de l'homme par la persuasion et l'aide technologique et au travers de son propre exemple⁵⁰¹.

Cette position ambiguë ressort dans un article du *New York Times* du 3 février 1957 (l'article s'intitule « Saudis' Slaves Put at Fewer Than 1000 »). Dans une tentative d'étouffer la controverse sur l'esclavagisme du roi, le *New York Times* cite des responsables du département d'État qui affirment que le nombre des esclaves est en train de diminuer grâce à l'intermariage. Aussi, des esclaves libérés seraient promus à des postes de responsabilité⁵⁰². Nous argumentons que la position de l'Administration Eisenhower est en réalité dictée par les intérêts stratégiques et économiques des États-Unis en Arabie Saoudite que l'Administration ne veut pas compromettre en exerçant des pressions sur le gouvernement saoudien.

Un article de *TIME Magazine* (intitulé « The King Comes West »), publié la veille de l'arrivée de Saoud, évoque l'incompatibilité apparente entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite – une démocratie et un État autoritaire à caractère féodal. Saoud fait la une du magazine; un signe supplémentaire de l'importance de cette visite. Les lecteurs de *TIME Magazine* peuvent admirer Saoud en habits arabes traditionnels. Derrière son dos, sur fond de sable, on aperçoit une tour de forage et deux épées croisées (en référence à l'étendard de la Maison Saoud)⁵⁰³. *TIME Magazine* évoque le côté placide de Saoud et le « fossé » qui existe entre le roi et ses sujets, dont une majorité est toujours nomade:

⁵⁰⁰ STONE, W. T. "Forced Labor and Slavery". *Editorial research reports*. Washington: CQ Press, 1956 [consulté le 26 août 2010]. Disponible sur: <http://library.cqpress.com>

⁵⁰¹ Témoignage de John Foster Dulles devant la Commission judiciaire du Sénat le 6 avril 1953 dans STONE: op. cit. Disponible sur: <http://library.cqpress.com>

⁵⁰² "Saudis' Slaves Put at Fewer Than 1000". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 février 1957 [consulté le 25 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵⁰³ "The King Comes Wes". *TIME Magazine* [en ligne]. Le 28 janvier 1957, vol. LXIX, n°4 [consulté le 27 février 2010]. Disponible sur: <http://www.time.com>

« Ce cheftaine lent à lunettes, leader de la plus fondamentaliste autocratie du monde, est un curieux associé à la plus grande démocratie au monde. Saoud n'est responsable devant aucun parlement ou conseil et personne en Arabie Saoudite n'a le droit de vote. Le palais climatisé du roi a été construit dans un pays où un citoyen sur trois est toujours un nomade qui vit dans une tente noire et qui se sert de l'urine de chameau pour se coiffer; et seulement un Saoudien sur cent peut écrire son propre nom »⁵⁰⁴.

Dans le même temps, *TIME Magazine* décrit la transformation « spectaculaire » de l'Arabie Saoudite d'une société tribale en une société moderne, bien que cette modernisation se produise de manière inégale, suite à la découverte du pétrole. L'article insiste sur le rôle primordial d'ARAMCO et des États-Unis dans cette transformation et sur la relation américano-saoudienne « spéciale » fondée sur le « partenariat de pétrole et de progrès » et l'intérêt « bienveillant » d'ARAMCO. Ce récit nous est désormais familier⁵⁰⁵.

TIME Magazine affirme que le pétrole et la localisation de l'Arabie Saoudite ont amené le pays sur le devant de la scène après plus de mille ans. L'empire islamique du prophète Mahomet n'avait laissé que des « reliques » telles que la langue arabe et l'islam. Jusqu'à l'arrivée d'ARAMCO et la découverte du pétrole, l'Arabie « oubliée » et « oublieuse » avait « somnolé » pendant des siècles dans ses tentes noires. « Dans toute l'Arabie il n'y avait pas une seule usine, pas un seul téléphone ou une route en bitume »⁵⁰⁶.

TIME Magazine vante le « réalisme » de Saoud; une « réalité » à laquelle il est confronté chaque fois qu'il s'approche de Dhahran et des infrastructures pétrolières d'ARAMCO. Les revenus pétroliers de Saoud - 300 millions de dollars annuels - financent son gouvernement, la construction de ses palais, l'achat de ses Cadillac et de ses jets privés. Saoud est conscient que sans les compétences et le capital des américains, il ne pourrait pas bénéficier de ces richesses⁵⁰⁷.

Enfin, nous apprenons que Saoud a été élevé dans la « tradition du désert » avec le Coran comme seul manuel scolaire et l'apprentissage du combat à cheval au programme. Lors du soulèvement des frères Ikhwan contre Abd al-Aziz en 1929, le jeune prince Saoud a fait usage de la « méthode traditionnelle » qui consiste à couper la tête de ses adversaires avec une épée⁵⁰⁸.

⁵⁰⁴ Ibid. Disponible sur: <http://www.time.com>

⁵⁰⁵ Ibid.

⁵⁰⁶ Ibid.

⁵⁰⁷ Ibid.

⁵⁰⁸ Ibid.



Figure 10 : Le président Eisenhower et le vice-président Nixon participent à un dîner à l'hôtel Mayflower organisé par le roi Saoud le 1^{er} Février 1957.

C'est à New York, une ville traditionnellement libérale et socialement consciente, dotée d'une communauté juive très influente, que la critique à l'égard de Saoud sera la plus virulente. La veille de l'arrivée de Saoud, des groupes juifs scandalisés par l'hostilité du roi à l'égard d'Israël ont exigé l'annulation de la visite. Cela amène le maire de New York, Robert Wagner, à supprimer toute cérémonie officielle organisée par la ville de New York. L'accueil se limitera à une escorte de police et « quelques fanfares » lorsque le Roi arrive au port⁵⁰⁹. Pour Wagner, Saoud « est un type qui justifie l'esclavage, qui interdit la force aérienne américaine en Arabie Saoudite d'employer des Juifs et qui ne permet à aucun aumônier catholique de prononcer la messe ». En d'autres termes, Saoud est « anti- catholique » et « pro-esclavage »⁵¹⁰. Les paroles de Wagner sont « soutenues à cent pour cent » par Joseph T. Sharkey, leader démocrate du conseil de la ville de New York, qui déclare que « lorsque nous recevons la moitié de ces singes qui viennent ici c'est parce que le département d'État nous le demande ». Plus tard, M. Sharkey dit regretter l'emploi du mot « singes »⁵¹¹. Le gouverneur de l'État de New York, Avirell Harriman, fera également partie de ceux qui boycottent la visite de Saoud⁵¹².

La Maison Blanche, qui a « sondé » le terrain politique à New York avant la visite de Saoud, fera donc ses préparatifs indépendamment du maire et des autres responsables new-

⁵⁰⁹ BENNETT, Charle G. "Mayor Bars Fete for Saud". *The New York Times* [en ligne]. Le 29 janvier 1957 [consulté le 27 février 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵¹⁰ Ibid.

⁵¹¹ Ibid.

⁵¹² VITALIS: op. cit.p. 163.

yorkais. Ce sera finalement Henry Cabot Lodge Jr. (sénateur républicain du Massachusetts, ambassadeur des États-Unis à l'ONU et représentant direct du président Eisenhower) qui accueillera Saoud à l'embarcadère du port de New York le 29 janvier au matin⁵¹³.

D'autres manifestations contre la visite de Saoud ont lieu, nous citons un groupe de 150 adolescents qui a recréé une vente aux enchères pour esclaves accompagnée de cris: « Saoud a besoin de l'argent pour Nasser » devant l'hôtel Waldorf Astoria où une réception a lieu en l'honneur du Roi. Nous notons également la motion de censure déposée par A. Philip Randolph (un leader noir du mouvement des droits civiques) contre l'accueil d'un « propriétaire d'esclaves » et du « conspirateur du monde libre »⁵¹⁴.

Cela amène Peter Kihss, auteur d'un article dans le *New York Times* du 30 janvier 1957 (intitulé « Saud Talks Peace As Arrival Stir Dissension in City ») à constater que « tout ne se passe pas comme prévu pour la mission de bienveillance de Saoud; le Roi richissime, le Père de 6 millions d'Arabes, habillé d'un vêtement « flottant » et « arborant une barbe apostolique »⁵¹⁵.

Une minorité critique la décision du maire de New York de boycotter la visite de Saoud. Le pasteur Ray de l'Église épiscopale de la Transfiguration a déclaré dans son sermon du dimanche que « le boycott de bienvenue du roi Saoud était contraire à l'intérêt national »⁵¹⁶.

Mis à part le pasteur Ray, les défenseurs de la visite de Saoud semblent se limiter aux responsables du département d'État et de la Maison Blanche et aux actionnaires d'ARAMCO. Nous notons également le démenti d'Omar Haliq (le délégué de l'Arabie Saoudite à l'ONU) concernant l'interdiction des catholiques de pratiquer leur foi en Arabie Saoudite. Haliq affirme que les Américains de confession catholique sont libres de pratiquer leur religion en Arabie Saoudite. Ce démenti, cité par *America* (un magazine jésuite créé en 1909) est confirmé par des Américains catholiques ayant vécu dans le royaume saoudien⁵¹⁷.

Le magazine *New Yorker* adopte un ton plus léger. Sous la rubrique « Talk of the town » (l'article s'intitule « No Goats »), la journée passée par le roi Saoud et son entourage à l'hôtel de luxe Waldorf Astoria est évoquée⁵¹⁸. Le titre fait référence à l'entourage de Saoud – 76 personnes en tout- qui comprenait « trois fils, un oncle, un cousin, un prince (décrit

⁵¹³ BENNETT: op. cit. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵¹⁴ VITALIS: op. cit. p. 163.

⁵¹⁵ KIHSS: op. cit. p. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵¹⁶ «Dr Ray Reproves Wagner on Saud». *The New York Times* [en ligne]. Le 4 février 1957 [consulté le 25 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵¹⁷ «Current Comment». *America*. Vol. 96, n°20. p. 543-545.

⁵¹⁸ «No Goats». *The New Yorker* [en ligne]. Le 9 février 1957 [consulté le 26 août 2010]. Disponible sur: <http://www.newyorker.com>

officiellement comme « l'intime royal »), le responsable royal de la presse, de la diffusion et des publications, le chef du protocole, l'interprète royal, trois secrétaires privés, le commissaire de bord royal, le steward royal, cinq gardes du corps, le coiffeur royal pour hommes, le responsable royal du linge propre et enfin deux domestiques responsables de la préparation du café royal ». L'entourage ne comprenait pas de chèvres contrairement à ce qui avait pu être rapporté par la presse américaine. Le directeur de l'hôtel Waldorf Astoria, M. Fio Dell'Agnese, a confirmé auprès du magazine *New Yorker* que le Roi buvait du lait de vache⁵¹⁹. Il est probable que la presse américaine ait été influencée par un autre événement célèbre – la rencontre entre Franklin D. Roosevelt et Abd al-Aziz à bord de l'USS Quincy en février 1945 – lorsque le roi saoudien avait effectivement apporté des moutons⁵²⁰.



Figure 11 : L'abattage de l'un des huit moutons que la délégation saoudienne a embarqué à bord de l'USS QUINCY. Franklin D. Roosevelt Library, Hyde Park, New York.

Globalement, la visite de Saoud au Waldorf Astoria s'est bien déroulée en dépit de problèmes posés au départ par ses nombreux colis. « Après tout » note le *New Yorker* « quelle difficulté un client si exotique et exigeant peut-il représenter pour un hôtel qui a connu tant de célébrités ? ».

Enfin, le *New Yorker* rapporte que le seul changement effectué lors du séjour de Saoud était l'introduction d'un lit plus large (en raison de la taille très importante du roi) et un fauteuil drapé en tissu précieux servant de trône. Le directeur de l'hôtel M. Dell'Agnese

⁵¹⁹ Ibid.

⁵²⁰ LIPPMAN, Thomas W. *Arabian Knight: Colonel Bill Eddy USMC and the Rise of American Power in the Middle East*. Vista: Selwa Press, 2008. p. 127-128.

mentionne également le yaourt préparé pour le Roi et son entourage par l'hôtel et le café parfumé de safran, préparé par des domestiques royaux, qu'il a dégusté dans des petites tasses en forme de cocotier.

Le magazine *Senior Scholastic*⁵²¹ adopte également un ton léger dans un article du 8 février 1957 qui s'intitule « Saudi Arabia, Desert Empire of Oil »⁵²². Le magazine reprend quelques-uns des éléments instrumentalisés par ARAMCO dans sa politique d'image, qui rappelons-le, sert à justifier la présence américaine en Arabie Saoudite et la relation américano-saoudienne « spéciale ». Le fait que l'on trouve ces éléments dans un magazine pour lycéens est un signe important de l'efficacité de cette politique d'image.

Sous la rubrique « America rolls out carpet to welcome King Saoud one of the few monarchies whose word is still law », Saoud est décrit comme « un monarque absolu », « quelqu'un issu du « Moyen-Age ». Aussi, Saoud est « taillé dans la même pierre mystique que son père Abd al- Aziz ». Il est « grand, barbu, bien bâti avec une allure royale ». « Il a prouvé sa valeur dans de nombreuses batailles sanglantes ». « Il ressemble à un personnage d'*Arabian Nights* dans ses habits de couleur crème et son keffieh bordés de fils dorés ». En somme, il est un personnage « spectaculaire ». Cette image est renforcée par son entourage; des gardes du corps qui portent des scimitars dorées. Cette allure royale est quelque peu ternie par la myopie de Saoud; un fait largement relayé par la presse américaine⁵²³.

Le *Senior Scholastic* relève également le goût de Saoud pour les voitures américaines (notamment des Cadillac) qui lui a valu le qualificatif de « meilleur client du monde » et les « dépenses frivoles » de la famille royale alors que le peuple saoudien vit dans la pauvreté. Le magazine reprend les nombreuses critiques véhiculées par la presse américaine qui visent les conditions sociales très difficiles en Arabie Saoudite et la loi islamique sévère. En même temps, le *Senior Scholastic* constate les richesses pétrolières auront certainement des retombées économiques positives pour le peuple saoudien aussi⁵²⁴.

Pour le magazine, la visite de Saoud souligne l'importance grandissante de l'Arabie Saoudite ; « un pays lointain jadis peuplé de tribus clairsemées au travers du désert ». Le rôle stratégique que pourrait jouer l'Arabie Saoudite en tant que « rempart » contre le communisme dans la politique d'endiguement de Washington est évoqué. Dans ce contexte,

⁵²¹ *Senior Scholastic* est un magazine bi-hebdomadaire pour les étudiants au lycée créé en 1922. La circulation s'élevait à 60 000 en début des années 1930 pour diminuer par la suite.

⁵²² «Saudi Arabia, Desert Empire of Oil». *Senior Scholastic* (édition des professeurs). Le 8 février 1957, n°2. p. 12-14.

⁵²³ Ibid: p.12-14.

⁵²⁴ Ibid: p.12-14.

les richesses pétrolières (qui sont développées par ARAMCO) auront pour conséquence de rendre l'Arabie Saoudite « bien disposée » vis-à-vis les États-Unis. Cette impression est renforcée par des déclarations du département d'État (citées par le *Senior Scholastic*) selon lesquelles Saoud est « un ami dont peut dépendre les États-Unis ». Il est donc dans l'intérêt des États-Unis de renforcer le régime saoudien⁵²⁵.

Si l'accueil officiel réservé à Saoud à New York était mesuré, les autorités ont en revanche utilisé le tapis rouge pour son arrivée à Washington D.C. où il est accueilli par des bannières de bienvenue qui proclament « Bienvenue le roi Saoud! » tout au long du défilé de voitures⁵²⁶. Saoud a exigé que le président Eisenhower soit au rendez-vous lorsqu'il sort de l'avion au Washington National Airport, menaçant d'annuler sa visite en cas de refus. Il s'agissait du premier accueil réservé à un chef d'État par le président Eisenhower à l'aéroport.



Figure 12 : Message de bienvenue à Saoud lors de sa visite à Washington en janvier 1957.

Un élément qui retient l'attention du public américain, et qui sera largement évoqué par la presse, est la présence du prince Mashhur Ibn Saoud, le fils de Saoud qui accompagne le Roi afin de consulter des spécialistes américains pour traiter sa paralysie partielle. La presse couvre les visites de Saoud à l'hôpital lors des consultations de son fils. Dans un article amusant du *New York Times* du 2 février 1957 (l'article s'intitule « Saud Visits Young Son in the Hospital; Railroad Names, Princely Robe »), le quotidien note que le Prince porte un habit long avec l'emblème des chemins de fer des États-Unis tandis que le Roi est habillé dans un

⁵²⁵ Ibid: p. 12-14.

⁵²⁶ BRONSON: op. cit. p. 74-75.

habit long traditionnel. Le *New York Times* rapporte que le Roi semble très amusé par l'habit du prince⁵²⁷.

Néanmoins, l'opinion à Washington est elle aussi critique. Le sénateur républicain de New York, Jacob K. Javits, déclare que « la visite de Saoud doit être mise à profit pour évoquer le traitement des américains de confession juive en Arabie, l'usage équitable du pétrole et d'autres questions essentielles »⁵²⁸.

Les critiques de quatre rabbins new-yorkais qui visent la réception de Saoud par le président Eisenhower à Washington sont relayées par le *New York Times* du 3 février 1957 (l'article s'intitule « Rabbis Criticize King's Reception »)⁵²⁹. Le rabbin William F. Rosenblom constate que « la Maison Blanche aurait mieux fait d'organiser une représentation de l'œuvre cinématographique *Les Dix Commandements* par Cecil B. De Milles à l'intention de ce dictateur arabe. Ces commandements sont autant la Loi pour les musulmans que pour les chrétiens et les Juifs. La diffusion de ce film aurait peut-être permis de changer l'attitude du roi à l'égard des autres confessions ».

Le rabbin Zev Zachary, pour sa part, déclare que « le pays du roi Saoud est un nid d'esclavage, d'asservissement et d'intolérance ». Il se demande si le président [Eisenhower] a dénoncé « la prohibition de la liberté de la foi en Arabie Saoudite, l'interdiction de pratiquer le christianisme, l'interdiction des aumôniers dans l'armée américaine et l'exclusion des Juifs des forces aériennes américaines [servant en Arabie Saoudite] ».

Le rabbin Louis I Newman argumente que « le discours de Saoud devant l'Assemblée de l'ONU était rempli de banalités qui doit être démasqué comme de l'hypocrisie et de la déception. » Enfin, le rabbin J. Howard Rolbag (prenant la défense du maire de New York Robert Wagner qui souhaitait supprimer tout accueil officiel) soutient que « les tirades contre notre maire servent seulement à masquer la question vitale si la liberté d'expression doit être agressée au nom des politiques de pouvoir qui s'avéreront peut-être destructrices ».

⁵²⁷ «Saud Visits Young Son in the Hospital; Railroad Names, Princely Robe». *The New York Times* [en ligne]. Le 2 février 1957 [consulté le 28 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>
Voir également «Princely Scene-Stealer». *Life*. Le 11 février 1957. p. 47-35.

«Kindergarten Hero: The Crippled Prince». *Newsweek*. Le 18 février 1957. p. 28.

«The Little Prince». *TIME Magazine*. Le 18 février 1957.

⁵²⁸ «Javits Urges U.S. To Question Saud». *The New York Times* [en ligne]. Le 29 janvier 1957 [consulté le 27 février 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵²⁹ «Rabbis Criticize King's Reception». *The New York Times* [en ligne]. Le 3 février 1957 [consulté le 25 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Le poids des groupes d'intérêt sur la politique étrangère américaine est illustré par un article d'opinion du *New York Times* du 3 février 1957 (l'article s'intitule « Unpopular Visitors: Problem in Diplomacy »)⁵³⁰.

Russel Baker constate que « l'âge de la diplomatie de la valise est arrivé »; une forme de diplomatie qui pose problème selon lui. Ce problème est illustré par le choix du maire de New York de favoriser sa base électorale - des nombreux électeurs juifs et catholiques - plutôt que de répondre aux objectifs de politique étrangère des États-Unis. Selon Baker, le roi Saoud que le président Eisenhower cherche « désespérément » à satisfaire était « blessé dans son orgueil » lors de son arrivée [cette affirmation est néanmoins démentie par des proches du Roi]. Le président Eisenhower et le département d'État sont furieux contre Wagner. Baker conclut que « le fait que le département d'État puisse « dispenser » New York des cérémonies de bienvenue [dans le futur], la cérémonie de bienvenue de la ville de New York est devenue un symbole de l'hospitalité américaine au point que lorsque la ville la retire, le visiteur ne peut que soupçonner qu'en réalité New York aurait préféré qu'il ne vienne pas »⁵³¹.

Pour illustrer les opinions de l'électorat juif et des groupes d'intérêt pro-israéliens, nous mentionnons plusieurs articles publiés dans le *Commentary Magazine*⁵³² en 1956 et 1957 qui portent sur le roi Saoud et le nationalisme arabe.

Dans « The U.S. Backs the Arab Monarchs » (du 23 janvier 1957), George Lichtheim argumente que « n'importe qui équipé du vocabulaire politique contemporain [...] peut démontrer sans beaucoup de difficulté qu'il est futile et stupide de la part des États-Unis de s'appuyer sur des reliques médiévales telles que le roi Saoud ou la dynastie hachémite de Bagdad »⁵³³.

Dans « Politics Among the Arabs: Illusions of Progress; Delusions of Grandeur » (du 22 février 1956), également de George Lichtheim, l'imaginaire orientaliste américain et le racisme anti-arabe ressortent sans ambigüité⁵³⁴. L'auteur soutient que « les Arabes ne sont pas un peuple attrayant si l'on juge par les standards libéraux occidentaux ». Selon lui, « les Arabes semblent manquer de la dignité morale des Indiens et contrairement aux Grecs, ils ne font pas appel au sens historique occidental ». Aussi, l'adjectif « oriental » est généralement placé devant les mots « duplicité », « cruauté » et « servilité ». Lichtheim conclut que « le fait

⁵³⁰ BAKER, Russel. "Unpopular Visitors". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 février 1957. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵³¹ Ibid.

⁵³² *Commentary Magazine* a été publié par American Jewish Committee de sa création en 1945 jusqu'en 2007. Il est actuellement publié par Commentary Inc.

⁵³³ LICHTHEIM, George. "The U.S. Backs the Arab Monarchs". *Commentary*, le 23 janvier 1957.

⁵³⁴ Lichtheil, George. "Politics Along the Arabs: Illusions of Progress, Delusions of Grandeur". *Commentary*, le 22 février 1956.

déplaisant avec les Arabes est qu'ils sont un peuple décadent - un ancien Herrenvolk - qui, contrairement aux Turcs, n'assument pas leur destin ». Aussi, « les Occidentaux ne critiquent pas les Arabes par peur de compromettre leurs intérêts pétroliers ».

Dans « *Stirring in Araby: Tribal Feuds and World Politics* » (numéro 21 de *Commentary* en 1956), Alan Rey dénonce la corruption et le gaspillage financier de Saoud et du reste de la famille royale⁵³⁵. Il constate que « Saoud est associé à l'extravagance, l'irresponsabilité, la corruption et la rupture ». « Saoud est plus fragile que les leaders arabes moins riches car il ne peut pas neutraliser le mécontentement de sa population par un discours nationaliste ». L'inégalité entre hommes et femmes est également évoquée tout comme l'interdiction de boire de l'alcool.

Nous notons que la situation de la femme en Arabie Saoudite est un sujet de plus en plus évoqué à cette époque. Dans l'article « *My Daughter is An Arab* » publié par le *Saturday Evening Post* du 17 mai 1958, Michael Sheldon Cheney (premier directeur des relations publiques d'ARAMCO) apporte une critique subtile de la condition de la femme saoudienne⁵³⁶. Michael Sheldon Cheney est également l'auteur de *Big Oil Man from Arabia* (1958), une satire sur son séjour en Arabie Saoudite et à ARAMCO⁵³⁷.

Au travers du récit de sa jeune fille Vicki, Cheney réussit à dénoncer la condition de la femme saoudienne. Vicki est née dans l'American Camp de Dhahran où elle a grandi à proximité du désert décrit comme « le plus grand et meilleur bac à sable au monde » - où l'on trouve des chameaux, des gazelles et des chiens arabes. De ce fait, Vicki pourra choisir entre la nationalité américaine et saoudienne au moment de sa majorité. Cheney doute fortement qu'elle choisira cette dernière car elle est effrayée par les femmes saoudiennes dont les habits noirs « hideux » laissent seulement apparaître les yeux alors que le reste du corps est intégralement couvert. En outre, les femmes saoudiennes ne bénéficient pas de droits légaux⁵³⁸.

⁵³⁵ REY, Alan. « *Stirring in Araby: Tribal Feuds and World Politics*. *Commentary*, 1956.

⁵³⁶ CHENEY SHELDON, Michael. « *My Daughter is An Arab* ». *Saturday Evening Post*. Le 17 mai 1958, vol. 230, n°46. p. 40-120.

⁵³⁷ CHENEY SHELDON, Michael. *Big Oil Man from America*. Ballantine Books: 1958.

⁵³⁸ CHENEY SHELDON, Michael. « *My Daughter is An Arab* ». *Saturday Evening Post*. Le 17 mai 1958, vol. 230, n°46. p. 40-120.

1.2. Résultats concrets de la visite de Saoud

Quel a donc été le résultat concret de la visite de Saoud aux États-Unis?

Un accord d'aide a été conclu entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite ; il prévoit une extension de l'accord du terrain d'aviation de Dhahran (datant d'août 1945) pour une durée de cinq ans moyennant l'attribution de l'aide, de ventes d'armes et d'équipements militaires à l'Arabie Saoudite pour un montant de 50 millions de dollars étalés sur cinq ans⁵³⁹. En revanche, Saoud s'est montré intransigeant dans son opposition à l'embauche de citoyens américains de confession juive en Arabie Saoudite. Les responsables américains ont déclaré qu'ils n'ont pas trouvé judicieux d'insister auprès du Roi étant donné la situation précaire au Moyen-Orient⁵⁴⁰.

À son retour au Moyen-Orient, Saoud fait face à l'opposition à la doctrine Eisenhower, à la fois parmi les autres leaders arabes et en Arabie Saoudite. Lors d'un sommet arabe au Caire en février 1957, Saoud est contraint par le président Nasser et le président syrien Shukri al-Quwatli de retirer son soutien à la doctrine et à rejoindre le camp des États qui s'y opposent. Cette position est reprise par le prince héritier Faysal lors d'un entretien avec le *Middle East News Agency* le 23 mars 1957 où il déclare que « la position du gouvernement saoudien n'a pas changé depuis la visite de Saoud aux États-Unis ». L'historien Alexei Vassiliev suggère que dans la mesure où les intérêts du Caire et de Riyad ne convergent plus, les déclarations de Faysal et de Saoud peuvent être regardées comme des manœuvres stratégiques, dont l'objectif est de calmer l'opinion publique saoudienne⁵⁴¹.

Enfin, les attentes de nombreux responsables – parmi lesquels le président Eisenhower et le secrétaire d'État John Foster Dulles – sur la capacité de Saoud d'agir comme un contrepouvoir idéologique à Nasser ne se réaliseront pas⁵⁴². Au contraire, son incapacité est soulignée par H. A. R. Philby (l'espion célèbre et le fils d'Harry St. John Philby cité antérieurement) dans l'article « Some Western Illusions About King Saud de *New Republic* (le 21 octobre 1957). En référence au discours de Saïjid Ahmed Sukairi (délégué de l'Arabie Saoudite à l'ONU) devant l'Assemblée générale de l'organisation où il a confirmé l'adhésion

⁵³⁹ VITALIS: op. cit. p. 188.

“King Saud and the Little Prince End Their U.S. Visit”. *The New York Times* [en ligne]. Le 10 février 1957. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵⁴⁰ Ibid : Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵⁴¹ VASSILIEV: op.cit. p. 352-353.

⁵⁴² BRONSON: op. cit. p. 75.

de l'Arabie Saoudite au nationalisme arabe, Philby estime « qu'il sera désormais difficile de nourrir l'illusion que Saoud se détache du nationalisme arabe, ou qu'il s'oppose à Nasser afin d'orienter les Arabes vers l'Occident »⁵⁴³.

Les campagnes de modernisation de Saoud (qui se traduisent par la construction de ministères, de routes, de mosquées, d'écoles – dont la première université saoudienne et des plans d'industrialisation) qui avaient été célébrées en 1957, seront perçues l'année suivante comme des projets « fantasques » qui menacent la solvabilité de l'État⁵⁴⁴. De plus, la tentative d'assassinat ratée de Nasser par Saoud en 1958 sera regardée comme une preuve supplémentaire de l'incompétence de Saoud. Faysal – son successeur – est représenté comme « l'unique voix authentique de la réforme »⁵⁴⁵ même si la représentation de Faysal comme réformateur du système politique saoudien tient principalement à des efforts pour réduire les dépenses et notamment les « allocations » distribuées aux membres de la famille royale.

Des images contrastées de l'Arabie Saoudite ressortent de tous ces exemples avec d'une part, le côté antidémocratique et féodal et d'autre part, la fascination orientaliste pour l'Arabie Saoudite et le roi Saoud illustrée par des photos-reportages et des références aux *Arabian Nights* et à *Garden of Allah* (mentionnés précédemment). Souvent ces images contrastées sont présentes simultanément, ce qui témoigne de l'ambiguïté ressentie par le public américain à l'égard de l'Arabie Saoudite. Toutefois, les images de la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite et l'importance stratégique de celle-ci pour l'intérêt national américain ne sont pas encore entièrement intégrées (ou validées) par la majorité de l'opinion publique américaine. Comme nous allons le voir par la suite, le rôle vital de l'Arabie Saoudite pour l'intérêt national américain (tel que représenté par les administrations successives) sera validé par l'opinion publique américaine en dépit des caractéristiques antidémocratiques et féodales du royaume saoudien. Le discours dominant sur la menace communiste (aussi bien sur le plan politique national qu'international) et le maintien de l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes stratégiques va l'emporter sur les considérations démocratiques mises en avant par les États-Unis en temps normal.

⁵⁴³ PHILBY, H. A. R. "Some Western Illusions About King Saud". *New Republic* [en ligne] Le 21 octobre 1957, vol. 137, n°18 [consulté le 27 août 2010]. Disponible sur: <http://web.ebscohost.com>

⁵⁴⁴ VITALIS: op. cit. p. 270.

⁵⁴⁵ Ibid: p. 163-177; 186-193.

BRONSON: op. cit. p. 75-77.

2. Les contestations sur le plan politique saoudien vues des États-Unis

Le succès du discours dominant aux États-Unis sur la menace communiste explique la position très ambiguë à la fois de Washington et du public américain à l'égard des contestations sur le plan politique saoudien dans les années 1950 et 1960. L'une des critiques régulièrement adressées à l'encontre de l'Arabie Saoudite concerne le caractère antidémocratique, répressif et féodal de son gouvernement qui apparaît comme « l'antithèse » du système politique américain démocratique et libéral. Étant donné ces qualificatifs, nous pensions trouver un écho positif aux États-Unis à l'annonce des revendications sur le plan politique saoudien en faveur d'un système politique plus représentatif et libéral. Cependant, ces revendications sont seulement analysées sous l'angle de l'expansion potentielle du communisme soviétique et d'autres forces radicales au Moyen-Orient qui menaceraient implicitement les intérêts stratégiques des États-Unis (et notamment pétroliers).

Pour illustrer cette problématique, nous avons choisi de mettre en perspective les critiques énoncées à l'encontre de Saoud lors de sa visite américaine officielle en 1957 avec la perception aux États-Unis des contestations sur le plan politique saoudien dans les années 1950 et 1960.

Les exemples choisis sont d'une part les manifestations des ouvriers saoudiens contre ARAMCO à Dhahran et à Ras Tanura en 1953 et 1956 (citées précédemment) et d'autre part, les demandes de réformes formulées par un « groupuscule » d'intellectuels, technocrates et princes « libéraux » entre 1956 et 1960⁵⁴⁶. Ces contestations coïncident avec le panarabisme de Nasser et l'évolution du parti Baath en Irak et en Syrie. Bien qu'elles soient certainement influencées par ces mouvements, ces contestations doivent néanmoins être regardées comme des remises en question directes d'une monarchie saoudienne absolue et de la stratification raciale pratiquée par ARAMCO.

La domination du discours sur la menace communiste aux États-Unis est illustrée par le manque de sources sur les contestations sur le plan politique saoudien et par la lecture des événements qui sont perçus comme très négatifs d'un point de vue américain.

Enfin, la lecture des sources dans la presse américaine valide « l'exceptionnalisme d'ARAMCO ». Les contestations des ouvriers saoudiens sont représentées comme illégitimes compte tenu de la « générosité » d'ARAMCO en matière de salaire et d'avantages sociaux.

⁵⁴⁶ VITALIS: op. cit. p. 158-227.

2.1. Les manifestations des ouvriers saoudiens contre ARAMCO en 1953 et 1956

Les manifestations des ouvriers saoudiens contre ARAMCO à Dhahran et à Ras Tanura en 1953 et 1956 sont présentées par la presse élite comme la « désintégration progressive des loyautés tribales et religieuses traditionnelles » de la société saoudienne. Cette évolution a rendu les ouvriers saoudiens de plus en plus réceptifs à l'influence des « agitateurs indigènes » et au communisme soviétique. En raison de la position de l'Arabie Saoudite, quatrième producteur pétrolier mondial, et de l'investissement américain dans le royaume, ces manifestations pourraient avoir des conséquences très néfastes pour les États-Unis⁵⁴⁷.

Dans un article du *New York Times* du 20 décembre 1953 (intitulé « Arab Labor Strife Tied to New Ideas »), l'auteur suggère que l'Arabie Saoudite est en train de perdre rapidement son « immunité contre la propagande étrangère » qui sème la discorde avec l'émergence d'un « prolétariat déraciné » dans les champs pétroliers⁵⁴⁸. Il fait état d'une grève de douze jours déclenchée par 13 000 employés saoudiens d'ARAMCO. Cette grève serait la première preuve des troubles répandus dans les champs pétroliers⁵⁴⁹. Si certains avancent des « griefs réels », des observateurs « neutres » affirment qu'elle avait été organisée par un petit groupe « d'agitateurs » qui a « capitalisé » sur le faible niveau de formation des ouvriers saoudiens pour « gêner » à la fois ARAMCO et le gouvernement saoudien. Selon l'auteur, le bédouin qui travaille dans la tour de forage a été influencé par la technologie occidentale et l'association avec des Palestiniens arabes (dont le niveau de formation est bien supérieur) qui se sont « amassés » en Arabie Saoudite après la création d'Israël. En l'absence du « Cheikh tribal » et de « l'imam du village », le bédouin est plus enclin à écouter les contestataires locaux pour des conseils et une « orientation spirituelle »⁵⁵⁰.

Concernant les demandes des ouvriers saoudiens de bénéficier des mêmes conditions de travail, de logement, d'avancement et d'accès aux services que les employés américains, l'auteur suggère qu'ils bénéficient de « bien meilleures conditions » que leurs concitoyens tribaux au milieu du désert. Ces plaintes seraient plutôt le signe d'un malaise dû à des «

⁵⁴⁷ « Arab Labor Strife Tied to New Ideas ». *The New York Times* [en ligne]. Le 20 décembre 1953 [consulté le 8 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵⁴⁸ Ibid.

⁵⁴⁹ Ibid.

Selon Robert Vitalis, la première grève des ouvriers saoudiens contre ARAMCO a déjà eu lieu en juillet 1945. La première grève en Arabie Saoudite a lieu à Riyadh en septembre 1942 dans VITALIS: op. cit. p. 87, p. 92.

⁵⁵⁰ « Arab Labor Strife Tied to New Ideas ». *The New York Times* [en ligne]. Le 20 décembre 1953 [consulté le 8 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

difficultés d'adaptation » et des « sentiments d'insécurité » chez les ouvriers saoudiens face à l'environnement impersonnel de l'industrie pétrolière qui met l'accent sur l'efficacité, la rapidité et l'initiative individuelle. Afin de résoudre « les problèmes d'adaptation », ARAMCO a mis en place un programme de formation comprenant plus de 50% d'ouvriers saoudiens. Ce programme offre des formations « avancées » dans les « tâches bureaucratiques », les « métiers de l'artisanat » et les « professions de la santé » pour des employés prometteurs, ainsi qu'un programme de bourse pour permettre aux Saoudiens qui ont fait preuve « d'excellence » d'étudier à l'AUB ou à l'Aleppo College. Ironie du sort, l'auteur note que plusieurs des instigateurs des grèves ont été formés dans ces établissements (dans le cadre de ce même programme) ou aux États-Unis grâce au financement d'ARAMCO. Pour l'auteur, les ouvriers saoudiens incarnent « le dilemme » des Arabes saoudiens qui sont sujets à l'influence étrangère puis retournent dans leur pays natal⁵⁵¹.

En plus du programme de formation mentionné ci-dessus, ARAMCO a créé des « programmes d'emprunt et de location », des programmes d'accès aux soins et à des lieux de loisirs (l'accès au cinéma est interdit aux employés saoudiens) et à la formation des enfants des ouvriers saoudiens. Cependant, « ces mesures ne pourront jamais combler le vide laissé par la disparition de la relation entre le Saoudien individuel, son Cheikh tribal, son imam et son roi » selon Fred A. Davies (président du conseil d'administration d'ARAMCO) et d'autres responsables de la compagnie (cités par l'auteur)⁵⁵².

Enfin, ARAMCO soutient qu'elle est contrainte d'attendre que le gouvernement saoudien élabore une politique de travail « positive » avant d'agir à ce niveau. L'auteur conclut que la « monarchie paternaliste saoudienne » semble néanmoins mal préparée à un pareil défi⁵⁵³.

Un autre article du *New York Times* daté du 25 juin 1956 (intitulé « American Reports Saudi Labor Unrest ») reprend le même type d'arguments face aux revendications des ouvriers saoudiens concernant leurs conditions de rémunération et de logement et l'équité avec les employés américains⁵⁵⁴. L'auteur souligne que les expatriés américains d'ARAMCO n'accepteraient pas de rester en Arabie Saoudite sans des conditions de travail très favorables et qu'une amélioration des conditions de travail des ouvriers saoudiens engendrerait des coûts considérables et « un changement de style de vie pour les Arabes ». Les ouvriers saoudiens

⁵⁵¹ Ibid.

⁵⁵² Ibid.

⁵⁵³ Ibid.

⁵⁵⁴ « American Reports Saudi Labor Unrest ». *The New York Times* [en ligne]. Le 25 juin 1956 [consulté le 8 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

ont été informés que lorsqu'ils seront « suffisamment » qualifiés, ils pourront récupérer les tâches et bénéficier des conditions de logement des étrangers [des Américains]⁵⁵⁵.

Nous constatons ainsi que le *New York Times*, qui dénonce le caractère antidémocratique et féodal du régime saoudien lors de la visite américaine de Saoud en 1957, trouve constamment des excuses pour ne pas évoquer les griefs légitimes des ouvriers saoudiens qui portent sur la stratification raciale pratiquée à leur égard par ARAMCO⁵⁵⁶. La responsabilité n'est jamais celle d'ARAMCO mais est attribuée à des influences extérieures (nationalisme arabe ou communisme soviétique) ou à « l'incapacité des ouvriers saoudiens de s'adapter à la modernité ». L'amélioration des conditions de travail des ouvriers saoudiens est même déconseillée car cela pourrait davantage contribuer à leur « aliénation »⁵⁵⁷.

En 1956, les raisons du refus d'accéder aux demandes des ouvriers saoudiens ont soudainement changé. Les niveaux de rémunération et de conditions de travail sont désormais justifiés par le niveau de compétence et de qualification des employés américains (par rapport aux ouvriers saoudiens)⁵⁵⁸.

Ces arguments semblent pour le moins contradictoires si l'on considère qu'ARAMCO a longtemps refusé l'accès à l'avancement et à la formation spécialisée aux ouvriers saoudiens. De plus (comme mentionné précédemment), les ouvriers saoudiens se sont retrouvés en bas d'échelle dans la hiérarchie d'ARAMCO (en matière de rémunération et de statut général) à un niveau de formation et de performance égal à celui des employés d'autres nationalités, ce qui invalide cet argument⁵⁵⁹.

La position d'ARAMCO (qui diffère de celle de British Petroleum en Irak à la même époque) s'explique par la crainte de demandes de nationalisation de la part des ouvriers saoudiens. Ce sont d'ailleurs les manifestations des ouvriers saoudiens de 1945 qui vont donner lieu à la création de la division des affaires arabes d'ARAMCO⁵⁶⁰. Les changements dans la politique sociale d'ARAMCO, qui ont lieu malgré tout, résultent des revendications venant des ouvriers saoudiens et non d'une initiative d'ARAMCO. Les responsables américains se sont montrés critiques à l'égard des pratiques d'ARAMCO en Arabie Saoudite

⁵⁵⁵ Ibid : Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵⁵⁶ VITALIS: op.cit. p. 10; 12; 16-18; 24-25; 92-98; 113-116; 145-157; 159-164.

⁵⁵⁷ "Arab Labor Strife Tied to New Ideas". *The New York Times* [en ligne]. Le 20 décembre 1953 [consulté le 8 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵⁵⁸ "American Reports Saudi Labor Unrest". *The New York Times* [en ligne]. Le 25 juin 1956 [consulté le 8 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

VITALIS: op. cit. 10; 12; 16-18; 24-25; 92-98; 113-116; 145-157; 159-164.

⁵⁵⁹ Ibid: p. 10; 12; 16-18; 24-25; 92-98; 113-116; 145-157; 159-164.

⁵⁶⁰ VITALIS: op. cit. p. 95-96.

car ils craignent que les troubles parmi les ouvriers saoudiens ne viennent menacer leurs intérêts pétroliers⁵⁶¹.

A cet égard, la presse américaine met en avant la préservation des intérêts pétroliers américains dans le royaume saoudien et non les revendications politiques des ouvriers saoudiens.

Dans le même temps, des intellectuels comme Rey Alan dans *Commentary* (numéro 21 de 1956, « Stirrings in Arabia: Tribal Feuds and World Politics » cité antérieurement) relativisent la menace posée par les ouvriers saoudiens politisés dans la mesure où ces derniers représentent une minorité face aux « masses saoudiennes ignorantes ». Selon Alan, ces masses sont davantage réceptives aux « diatribes xénophobes » véhiculées par Saoud et les oulémas à l'encontre des Occidentaux qu'aux agitateurs saoudiens ou étrangers radicaux⁵⁶².

Comme suggéré précédemment, la xénophobie des Saoudiens traditionnels et des oulémas qui vise les Occidentaux (aussi bien chrétiens que Juifs perçus comme des « infidèles », mais également les immigrants asiatiques ou yéménites) est un sujet récurrent à la fois dans la presse mainstream et la presse élite à partir des années 1920 lorsque la consolidation de l'Arabie Saoudite s'opère. Il est possible que Saoud (bien qu'il soit probablement favorable à ce discours) ait adapté son discours au public saoudien traditionnel pour qui la xénophobie et l'antisémitisme était des phénomènes courants. Suivant la même logique, il est probable que Saoud se soit abstenu vis-à-vis de ses hôtes américains de faire des remarques qui alimenteraient la critique dirigée contre le leadership saoudien à cet égard. Ainsi, nous tenons à mentionner le roi Faysal, connu pour ses convictions anti-israéliennes et antisionistes, et qui dans ses contacts avec le secrétaire d'État Henry Kissinger (dont l'origine juive était parfaitement connue) a tenu des propos anti-israéliennes et antisionistes. Selon Kissinger, qui a rencontré Faysal à plusieurs reprises lors de ses déplacements dans le Moyen-Orient, chaque rencontre avec le roi saoudien commençait invariablement par une litanie de déclarations anti-israéliennes et antijuives que Kissinger « enregistrerait » sans « broncher »⁵⁶³.

Dans ce contexte, il est essentiel de souligner que Faysal pensait qu'Israël s'alliait avec l'Union soviétique pour favoriser l'expansion communiste au Moyen-Orient. Bien que Washington n'adhère pas à ce raisonnement, l'anticommunisme de Faysal (et du leadership saoudien de manière générale) va ouvrir la voie à une coopération entre les États-Unis et

⁵⁶¹ Ibid: p. 10; 12; 16-18; 24-25; 92-98; 113-116; 145-157; 159-164.

⁵⁶² ALAN, Rey. "Stirrings in Arabia: Tribal Feuds and World Politics". *Commentary Magazine*, n°21, 1956. p.344.

⁵⁶³ SHEEHAN R. F., Edward. "How Kissinger Did It: Step by Step in the Middle East". *Foreign Policy* [en ligne]. Printemps 1976, n°22 [consulté le 29 juin 2010], p. 3-70. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148069>

l'Arabie Saoudite pour endiguer le communisme au Moyen-Orient et ailleurs⁵⁶⁴. Cette coopération sera plus amplement traitée dans la seconde et la troisième partie de cette thèse doctorale.

Si la presse « mainstream » adopte un ton plus léger dans sa couverture des contestations des ouvriers pétroliers saoudiens, elle reproduit pour autant les mêmes types d'arguments que la presse élite. Dans l'article « Saudi Arabia: The First Strike » paru dans *TIME Magazine* (le 2 novembre 1953), l'hebdomadaire note « qu'après des manifestations de « la civilisation » telles les tours de forage, les Cadillac, les climatiseurs et Coca Cola, les conflits au travail sont enfin arrivés en Arabie Saoudite la semaine dernière »⁵⁶⁵. *TIME Magazine* suggère que la grève a surpris à la fois le gouvernement saoudien et ARAMCO. Néanmoins, « ARAMCO a consenti à écouter le porte-parole des grévistes, dont plusieurs ont été formés aux frais de la compagnie ». Concernant les demandes des ouvriers (à savoir « des indemnités de 240 dollars par mois qui s'ajoutent à leur salaire de 42 dollars minimum et les mêmes avantages matériels et sociaux que les expatriés américains »), *TIME Magazine* argumente que « les ouvriers saoudiens semblent moins préoccupés par leurs demandes que par l'envie de créer des problèmes ». Selon le magazine, « il y a de bonnes raisons de croire qu'ils seraient influencés par les communistes ». *TIME Magazine* note « que le gouvernement saoudien a enfin pris ses responsabilités, les instigateurs des manifestations ont été emprisonnés ».

Dans « Food and Comfort aren't Enough » paru dans le magazine *America* (le 2 janvier 1954), l'auteur suggère que « le niveau de vie relativement élevé dont bénéficient les ouvriers pétroliers saoudiens chez ARAMCO grâce aux revenus pétroliers et à leurs bonnes conditions sociales n'ont pas pour autant immunisé l'Arabie Saoudite contre la propagande communiste [en référence aux manifestations des ouvriers saoudiens contre ARAMCO] »⁵⁶⁶. *America* cite une série d'articles parus dans le *LA Times* en 1951 qui font des commentaires élogieux de la politique sociale d'ARAMCO en Arabie Saoudite. Selon ces articles (qui ont été édités par ARAMCO et transformés en outil de propagande par la suite), « ARAMCO dépensait autant d'argent et de temps pour améliorer le niveau de vie des ouvriers saoudiens que dans la production pétrolière en tant que telle ». Cela amène *America* à se demander si pour

⁵⁶⁴ Ibid: p. 18-23.

⁵⁶⁵ «Saudi Arabia: The First Strike». *TIME Magazine* [en ligne]. Le 2 novembre 1953 [consulté le 27 août 2010]. Disponible sur: <http://www.time.com>

⁵⁶⁶ «Food and Comfort aren't Enough». *America* [en ligne]. Le 2 janvier 1954, vol. 90, n°14 [consulté le 27 août 2010], p. 353-354.

combattre le communisme, il suffit de répondre aux besoins matériels des peuples défavorisés. Le magazine conclut que « les expériences d'ARAMCO en Arabie Saoudite démontrent que des troubles sociaux et psychologiques peuvent se produire en dépit de la meilleure volonté des Occidentaux de partager les richesses avec les membres d'une société féodale ».

Enfin, ces exemples nous amènent à conclure que les contestations des ouvriers saoudiens en 1953 et 1956 sont interprétées par la presse « mainstream » américaine au travers de grilles imposées par le discours dominant sur la menace communiste. Ils témoignent également d'un sentiment de supériorité vis-à-vis des populations de pays sous-développées qui devraient être reconnaissantes à l'égard des améliorations relatives, même si elles restent inférieures aux conditions de travail et aux avantages sociaux dont jouissent les expatriés américains d'ARAMCO en Arabie Saoudite. Si le gouvernement saoudien (ou certains de ses membres) a pu se montrer contrarié par le traitement discriminatoire d'ARAMCO à l'égard des ouvriers saoudiens, un élément explique cependant l'approche répressive adoptée à l'égard de ces derniers. Il s'agit de la présence d'éléments radicaux parmi la force ouvrière saoudienne d'ARAMCO qui était perçue par le régime saoudien comme une menace implicite pour le statu quo qu'il était nécessaire de maintenir. Cet élément sera davantage illustré dans la sous-partie suivante.

2.2. La remise en question du statu quo sur le plan politique intérieur en Arabie Saoudite

Sur le plan politique saoudien, le comportement de Saoud (son implication supposée dans une tentative d'assassinat de Nasser en mars 1958, ses dépenses très significatives et les finances désastreuses du gouvernement) amène un groupe de princes conservateurs dirigé par Fahd à contraindre Saoud à confier tout son pouvoir au prince héritier Faysal. Ce dernier va rapidement mettre à exécution un plan d'austérité pour redresser l'économie. Il va également chercher à se rapprocher de Nasser afin de réduire l'hostilité dirigée à l'encontre l'Arabie Saoudite par le camp panarabe⁵⁶⁷. La politique d'austérité de Faysal, qui se traduit par une diminution des investissements dans le développement, a cependant pour effet d'aliéner le

⁵⁶⁷ BRONSON: op. cit. p. 75-77.

monde des affaires, certains membres de la famille royale et les Cheikhs tribaux qui avaient bénéficié de généreuses subventions⁵⁶⁸.

Les critiques dirigées contre Faysal visent également le manque de réformes politiques et son incapacité à limiter les excès de certains membres de la famille royale. Par conséquent, des supporteurs de longue date de Faysal vont s'éloigner tels Muhammad Alireza (homme d'affaires du Hedjaz et ministre du commerce qui quitte son poste en novembre 1959)⁵⁶⁹.

Trois « camps politiques » se distinguent parmi les décideurs politiques saoudiens en 1960. Le roi Saoud s'appuie sur un groupe de princes et de Cheikhs tribaux, tandis que Faysal bénéficie du soutien des princes « conservateurs » (tels Fahd, Sultan, Salman, Abd al-Rahman et Turku), de nombreux oulémas et des commerciaux influents de la région de Hedjaz. Ce second groupe appelle à une plus grande centralisation afin de mettre en place des réformes économiques et sociales. Un troisième groupe, dirigé par le prince Talal, est composé d'intellectuels et de technocrates (notamment Abdullah Tariki et Abd al-Aziz Ibn Muammar) qui prônent une réforme de l'Arabie Saoudite pour créer une monarchie constitutionnelle. Ils pensent qu'une telle transformation pourra rendre l'Arabie Saoudite plus crédible aux yeux de ses critiques dans le monde arabe et faciliter sa modernisation⁵⁷⁰.

Un rapport de décembre 1960 sur les tendances politiques et militaires au sein du royaume saoudien, rédigé par l'ambassade américaine à Djeddah, confirme que le mécontentement en Arabie Saoudite est bien réel (voire grandissant) mais que le mouvement de réforme semble avoir perdu de son élan lorsque la tentative de renverser Faysal a échoué. Ces analyses vont se révéler fausses car le refus de Saoud, le 19 décembre 1960, de signer le budget (le seul pouvoir qui lui reste) va provoquer la démission de Faysal le 21 décembre de la même année⁵⁷¹.

Quelle est donc la perception dans la presse « élite » et dans la presse américaine « mainstream » des troubles internes au gouvernement saoudien ?

Sur le plan politique américain, Faysal est perçu à la fois comme plus progressif et plus moderne que Saoud. Dans un article du *New York Times* (intitulé « Mideast Enigma » du 28 mars 1958), l'auteur vante les côtés « perspicaces » et « progressifs » de Faysal. Il affirme que ce dernier est conscient de la vulnérabilité de l'ancien ordre (basé sur des loyautés familiales

⁵⁶⁸ VITALIS: op. cit. p. 213-214.

⁵⁶⁹ Ibid: p. 210.

⁵⁷⁰ BRONSON: op. cit, p. 76-77.

VASSILIEV, Alexei. *The History of Saudi Arabia*. London: Saqi Books, 1998. p. 354-372.

AL-RASHEED, Madawi. *A History of Saudi Arabia*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002. p. 106-114.

⁵⁷¹ Ibid: p. 219-220.

et des allégeances tribales), de la propagande révolutionnaire de Nasser et de la nécessité de répondre à celles-ci par des réformes politiques et l'amélioration du quotidien du peuple saoudien⁵⁷².

Dans le même temps, certains commentateurs sont inquiets du rapprochement de Faysal avec Nasser bien qu'une majorité interprète cette démarche comme un moyen de réduire l'hostilité à l'égard de l'Arabie Saoudite⁵⁷³. Selon Alexei Vassiliev, Faysal a voulu donner l'impression qu'il était en faveur des réformes et d'un rapprochement avec Nasser⁵⁷⁴.

Les responsables américains présents dans le royaume perçoivent la campagne de réformes des « libéraux » comme un moyen de se débarrasser de Faysal plutôt qu'une promesse authentique de transformation politique. Les responsables américains ont adopté une position de « non-ingérence » dans les affaires saoudiennes⁵⁷⁵. En revanche, ils ont clairement soutenu la famille royale après l'annonce, lors de l'été 1960, de rumeurs concernant un coup d'état planifié par des officiers saoudiens visant à tuer Faysal et des responsables du ministère de la défense. William Palmer (employé du bureau des relations gouvernementales d'ARAMCO et liaison avec la CIA) et le département d'État ont informé ARAMCO du coup organisé contre le gouvernement saoudien, laquelle a, à son tour, informé Saoud et Faysal⁵⁷⁶.

Si le règne de Saoud est caractérisé par des dépenses ostentatoires, la corruption et des tentatives de modernisation mal structurées, le gouvernement 1960 de Saoud représente sous certains aspects le gouvernement le plus progressif de l'histoire de l'Arabie Saoudite⁵⁷⁷. Saoud a créé une commission de développement économique au sein du cabinet royal (diwan) dirigée par Ibn Muammar (technocrate et intellectuel perçu comme radical; emprisonné par Faysal en 1962). L'équipe de Muammar a mis en place un cabinet politique dirigé par Saoud en décembre 1960 avec le prince Talal au poste de ministre des finances et chargé de l'agence de développement et Abdullah Tariki (géologue formé aux États-Unis, co-fondateur de l'OPEP; exilé sous Faysal en 1962) à la tête d'un ministère du pétrole nouvellement créé⁵⁷⁸.

⁵⁷² "Mideastern Enigma". *The New York Times* [en ligne]. Le 28 mars 1958 [consulté le 6 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁵⁷³ BRONSON: op. cit. p. 76-77.

⁵⁷⁴ VASSILIEV: op. cit. 2002, p. 355 dans BRONSON: op. cit. p. 83.

⁵⁷⁵ VITALIS: op. cit. p. 216-217.

⁵⁷⁶ Ibid: p. 217-218.

⁵⁷⁷ Ibid: p. 220.

BRONSON: op. cit. p. 81-84.

⁵⁷⁸ VITALIS: op. cit. p. 220-223.

Une des conséquences de la lutte de pouvoir entre Saoud et Faysal est l'influence grandissante des technocrates et intellectuels progressifs (tels Abdullah Tariki et Ibn Muammar). Tariki notamment, nommé le « Cheikh Rouge » par les responsables d'ARAMCO en raison de ses idées nationalistes, a appelé à une renégociation de la concession pétrolière d'ARAMCO (qui signifie une nationalisation des ressources pétrolière saoudiennes) ce qui ne le rend guère populaire auprès des responsables d'ARAMCO⁵⁷⁹. Les sentiments de ces derniers sont largement partagés par Faysal qui perçoit Tariki comme une menace. Tariki est également un fervent critique de la stratification raciale pratiquée par ARAMCO à l'égard des ouvriers saoudiens⁵⁸⁰.

Cependant les forces conservatrices du gouvernement saoudien (à savoir Faysal, Fahd, Sultan, Salman, Turki et Abd al-Rahman avec l'aide de certains des oulémas du courant dominant) vont réussir à neutraliser les technocrates et à reprendre le pouvoir bien que Faysal ne soit formellement intronisé qu'en 1964⁵⁸¹.

En novembre 1962, Faysal annonce une série de réformes, dont la création d'une constitution, qui recevront un accueil très favorable dans son camp mais qui ne seront finalement pas mises en place. Il annonce également l'abolition de l'esclavage qui, comme suggéré précédemment, était un sujet de discordes dans les relations avec Washington. La représentation de Faysal comme un réformateur et rénovateur de l'Arabie Saoudite, aussi bien sur le plan économique, politique que social, est repris par la presse américaine populaire. Nous mentionnons les articles suivants; « Reformer Replaces Big Spender [en référence à Saoud] paru dans l'*U.S. News and World Report* (du 13 avril 1964)⁵⁸², « Re-emergence of Saudi Arabia » dans *Senior Scholastic* (du 30 janvier 1963)⁵⁸³ et « Out of the Arabian Nights into the 20th Century » également dans l'*U.S. News and World Report* (1963)⁵⁸⁴.

Des correspondants du Moyen-Orient tels Dana Adams Schmidt dans « Faisal Modernizes But With Caution » paru dans le *New York Times Magazine* (1 novembre 1964) apportent une analyse plus nuancée (néanmoins très élogieuse) de Faysal et de ses capacités à réformer l'Arabie Saoudite et in fine à maintenir le pouvoir dans le royaume saoudien⁵⁸⁵. Pour Schmidt, Faysal est le seul leader politique arabe du Moyen-Orient qui puisse résister à Nasser, ce qu'il a fait en réalisant son propre programme de réformes « fermement ancré dans

⁵⁷⁹ Ibid: p. 190; 199; 207-208.

⁵⁸⁰ Ibid: p. 116-117.

⁵⁸¹ BRONSON: op. cit. p. 83-84, 92.

⁵⁸² «Reformer Replaces Big Spender». *U.S. News & World Report*. Le 13 avril 1964.

⁵⁸³ «Re-emergence of Saudi Arabia». *Senior Scholastic*. Le 30 janvier 1963.

⁵⁸⁴ «Out of the Arabian Nights into the 20th Century». *U.S. News & World Report*. 1963.

⁵⁸⁵ SCHMIDT, Dana Adams. «Faisal Modernizes But With Caution». *New York Times Magazine* [en ligne]. Le 1^{er} novembre 1964 [consulté le 30 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

les traditions saoudiennes ». Schmidt admet au passage que des arrestations généralisées ont eu lieu parmi les Saoudiens « dissidents » qui ont été trop « gourmands » en matière de libéralisation⁵⁸⁶.

Faysal est un monarque absolu mais son style de vie reste modeste voire austère contrairement à Saoud qui vivait dans l'excès. Faysal a mis un terme à « l'ère de construction de palais » et a lancé « l'ère des ingénieurs mécaniciens et ingénieurs sociaux ». Selon un ancien ambassadeur américain (cité par Schmidt), Faysal est un homme d'une « austérité jeffersonienne »⁵⁸⁷.

Faysal modernise avec « prudence et ses tentatives de limiter le pouvoir des oulémas s'opèrent sans pour autant susciter d'animosités ». Schmidt conclut que « s'il y a un homme qui puisse maîtriser et contrôler les forces conflictuelles déclenchées par les richesses pétrolières, les poussées en arrière des bédouins et des oulémas orthodoxes, la poussée en avant des intellectuels, des officiers et de la classe moyenne nouvelle, il s'agit de Faysal »⁵⁸⁸.

En pratique, la seule initiative de Faysal qui semble se réaliser est l'engagement de l'État saoudien en faveur de la propagation de l'islam. Sur le moment, cette annonce ne provoque aucune surprise parmi les responsables américains étant donné qu'elle est perçue comme la position « standard » de l'Arabie Saoudite⁵⁸⁹. Les réformes économiques et administratives de Faysal ne trouvent pas d'écho dans une sphère politique qui demeure très conservatrice. Cela s'explique par le fait que le conservatisme de Faysal coexiste avec la vision que l'Arabie Saoudite peut importer l'expertise technologique et entreprendre des réformes économiques tout en restant fidèle à l'islam authentique. Cette image est reprise par la presse saoudienne qui représente Faysal comme un roi musulman fidèle à l'islam authentique⁵⁹⁰.

Le prosélytisme de l'Arabie Saoudite et son rôle dans la politique étrangère saoudienne et américaine (dans un contexte de la guerre froide) seront plus amplement développés par la suite.

Décus par le manque de réformes politiques tangibles réalisées par Saoud, les princes libéraux, avec le prince Talal en tête, quittent l'Arabie Saoudite pour le Liban en août 1962 où ils appellent à la création d'une monarchie constitutionnelle. Suite au coup d'état au Yémen en septembre 1962, qui amène des troupes égyptiennes sur le sol saoudien, plusieurs pilotes de la

⁵⁸⁶ Ibid.

⁵⁸⁷ Ibid.

⁵⁸⁸ Ibid.

⁵⁸⁹ VITALIS: op. cit. p. 244-245.

⁵⁹⁰ CHAMPION: op. cit. p. 127-129.

force aérienne saoudienne et leurs équipes vont faire défection au Caire où ils vont rejoindre Talal⁵⁹¹.

L'exode de l'élite politique et militaire saoudienne vers l'Égypte met en lumière les troubles internes du régime saoudien. Un rapport de la CIA fait état du sentiment général des hommes d'affaires saoudiens qui pensent que Saoud risque d'être renversé à tout moment, très probablement par l'armée. Dans ce contexte, les milieux d'affaires saoudiens ainsi que des membres de la famille royale transfèrent leurs biens à Beyrouth. Dans un mémorandum adressé au conseiller national pour la sécurité McGeorge Bundy, Robert Komer (responsable du CSN) constate que « le pouvoir de la monarchie saoudienne s'érode un peu plus chaque jour »⁵⁹².

En octobre 1962, lorsque Saoud sort du pays pour recevoir un traitement médical, Faysal annonce un remaniement du gouvernement. Le ministre du pétrole Abdullah Tariki (qui a contribué à la détérioration des relations entre ARAMCO et le gouvernement saoudien) sera remplacé par Cheikh Ahmed Zaki Yamani. Ce dernier sera l'architecte de l'embargo pétrolier en 1973-1974. Fahd, qui sera intronisé en 1982, est promu ministre de l'intérieur. Enfin, le prince Sultan accède au poste de ministre de la défense et de l'aviation. Une majorité des membres du gouvernement promus en 1962 occupe toujours des postes clés dans l'actuel gouvernement saoudien⁵⁹³.

Après avoir étudié les critiques adressées contre Saoud dans le contexte de sa visite américaine et la perception aux États-Unis des troubles internes au gouvernement saoudien, nous constatons qu'il existe différentes mesures. Si les critiques soulevées contre Saoud aux États-Unis concernent essentiellement la discrimination religieuse des autorités saoudiennes à l'égard des citoyens américains de confession juive ou catholique, le non-respect des droits de l'homme par le gouvernement saoudien ou l'absence de participation politique ne sont mentionnés que dans un second temps. La pratique de l'esclavage est ensuite évoquée ainsi que l'utilisation de méthodes pénales archaïques telles que l'amputation de la main en cas de vol.

Enfin, il est intéressant de constater que dans ce contexte, la représentation de l'Arabie Saoudite aux États-Unis a souvent oscillé entre deux images, l'image d'un « garant d'une stabilité et d'une modération » d'une part et l'image d'une force « perturbatrice » d'autre

⁵⁹¹ BRONSON: op. cit. p. 83-84.

⁵⁹² VITALIS: op. cit. p. 241.

⁵⁹³ BRONSON: op. cit. p. 83.

part⁵⁹⁴. Cette dernière image ressort lorsque l'Arabie Saoudite se distance des États-Unis et adopte une politique plus indépendante et plus en ligne avec ses propres intérêts.

⁵⁹⁴ VITALIS: op. cit. p. 269-270.

Chapitre 4: La montée en puissance de l'Arabie Saoudite à la fin des années 1960 et au début des années 1970 dans le contexte de la reconfiguration de l'ordre pétrolier mondial et de l'entrée du « pétro-islam » sur le devant de la scène

Si le nationalisme arabe de Nasser est perçu comme une menace pour le pouvoir du leadership saoudien, les courants d'idées en vogue dans le Moyen-Orient dans les années 1950 et 1960 (notamment le nationalisme arabe et le socialisme) vont néanmoins influencer la manière dont le leadership saoudien perçoit les ressources pétrolières. Cette influence se traduit par une série de mesures qui vont finalement aboutir à la nationalisation des ressources pétrolières saoudiennes à la fin des années 1970. Comme nous le verrons par la suite, ces tentatives seront facilitées par le contexte économique et énergétique du monde occidental à la fin des années 1960 et au début des années 1970 avec un déséquilibre entre l'offre et la demande et une capacité de surplus très étroite dans les pays consommateurs, notamment aux États-Unis⁵⁹⁵.

Dans les années 1950 et 1960, les compagnies pétrolières majeures continuent de contrôler l'offre au travers de partenariats commerciaux qui couvrent la production, le raffinage, les infrastructures pétrolières et la commercialisation. Elles cherchent à maintenir le prix du pétrole à un niveau économiquement intéressant, mais suffisamment bas pour dissuader la recherche de sources alternatives d'énergie⁵⁹⁶. Aux États-Unis, un régime de quotas mandataires (introduit par le président Eisenhower en mars 1959) protège le marché intérieur du pétrole étranger. Selon ce régime (qui restera en vigueur jusqu'en avril 1973), les importations de pétrole ne peuvent pas dépasser 9% de la consommation totale⁵⁹⁷.

Dans le même temps, le surplus de pétrole va forcer les compagnies majeures à vendre le pétrole du Moyen-Orient à un prix inférieur. Cela se traduit par une divergence entre le prix « affiché » - le prix utilisé pour calculer les revenus des pays producteurs - et le prix du marché. Ce surplus, qui existe dans la mesure où la capacité de production excède la demande, s'explique en partie par la politique énergétique des pays arabes producteurs de pétrole qui tentent d'augmenter leurs volumes de production afin de générer davantage de

⁵⁹⁵ YERGIN: op. cit. p. 567-568, 583-592.

⁵⁹⁶ SPERO, Joan et HART, Jeffrey. *The Politics of International Economic Relations*. London. Routledge, 1997 (5ème éd.) p. 278.

⁵⁹⁷ YERGIN: op. cit. p. 539.

revenus. Si le prix affiché était aligné sur le prix du marché, les revenus générés par les pays producteurs vers la fin des années 1950 seraient de 30 à 40% inférieurs. Par conséquent, les compagnies majeures absorbent l'impact de la baisse du prix du pétrole. Ce problème est aggravé par le fait que le marché américain, le plus important sur le plan global, est protégé par un système de quotas (décrit ci-dessus)⁵⁹⁸.

Les réductions de prix du pétrole sont également une conséquence de l'arrivée de l'Union soviétique sur le marché pétrolier mondial. Dans les années 1950, la production soviétique représente environ 60% de la production pétrolière totale du Moyen-Orient. Le seul moyen pour les compagnies pétrolières de répondre à ce défi (et aux restrictions imposées par les gouvernements occidentaux) est de réduire le prix du pétrole. Afin de ne pas assumer la totalité de cet impact, les compagnies ont décidé de réduire le prix affiché. Une première réduction, qui réduit le prix affiché de 10%, est annoncée par BP en 1959. Celle-ci sera suivie par une seconde réduction de 7% annoncée par la Standard Oil of New Jersey le 9 août 1960. Les autres compagnies majeures suivront cette démarche⁵⁹⁹.

Cette première réduction du prix affiché va provoquer de très vives réactions parmi les pays producteurs de l'OPEP qui vont signer un accord informel (le « Gentlemen's Agreement »), lors du Congrès arabe du pétrole au Caire en avril 1959. Les signataires de cet accord sont les ministres du pétrole du Venezuela (Juan Pablo Pérez Alfonso) et de l'Arabie Saoudite (Abdullah Tariki) ainsi que les représentants des gouvernements irakien, koweïtien et iranien. Cet accord représente la première véritable action d'indépendance des pays producteurs de pétrole à l'égard des compagnies majeures ; il prévoit la mise en place d'une mission pétrolière consultative qui aura pour but de défendre le prix du pétrole et établir des compagnies pétrolières nationales. De plus, le principe de 50/50 doit être abandonné au profit d'un nouvel accord établi sur la base de 60/40 en faveur des pays producteurs. Enfin, les pays producteurs doivent développer leurs propres capacités de raffinage⁶⁰⁰.

Wanda Jablonski (correspondante de *Petroleum Week* et fondatrice de *Petroleum Intelligence Weekly*), probablement la journaliste du pétrole la plus renommée de son époque, est l'instigatrice du « Gentlemen's Agreement » qu'elle a présenté Juan Pablo Pérez Alfonso à Abdullah Tariki. Cette action lui vaudra le surnom de « sage-femme » de l'OPEP, l'Organisation des Pays Producteurs du Pétrole créée le 14 septembre 1960⁶⁰¹.

⁵⁹⁸ Ibid: p. 513-516.

⁵⁹⁹ Ibid: p. 515-518.

⁶⁰⁰ Ibid: p. 517-518.

⁶⁰¹ Ibid: p. 516.

La seconde réduction du prix affiché (annoncée par la Standard Oil of New Jersey le 9 août 1960) va permettre de finaliser la création de l'OPEP. Le gouvernement révolutionnaire d'Abdel Karim Kassem en Irak voit dans cette réduction une opportunité pour créer une nouvelle organisation pétrolière composée uniquement des pays exportateurs de pétrole, ce qui permettra d'assumer le contrôle de la politique pétrolière indépendamment de Nasser. Un sommet pétrolier sera organisé à Bagdad au début du mois de septembre 1960 où se réunissent l'Iran, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït et le Venezuela⁶⁰².



Figure 13 : Wanda Jablonski avec Cheikh Shakbut d'Abu Dabi en 1956.

L'OPEP, née de cette rencontre, a pour objectif principal de protéger le prix du pétrole et les revenus pétroliers des gouvernements exportateurs. Durant sa première décennie, l'organisation va s'ouvrir à 8 nouveaux membres (passant de 5 à 13). Si l'OPEP souffre à ses débuts de problèmes de coopération qui l'empêche d'exercer une influence réelle sur le niveau de production et de ce fait sur le prix, les pays exportateurs vont réussir à augmenter leurs revenus pétroliers sur un plan individuel. Au début des années 1970, l'OPEP contrôle 85% des exportations pétrolières sur le plan mondial⁶⁰³.

⁶⁰² Ibid: p. 522-523.

⁶⁰³ SPERO et HART: op. cit. p. 279.

L'influence grandissante de l'OPEP au début des années 1970 s'explique par le déséquilibre entre l'offre et la demande (la demande étant nettement supérieure à l'offre) ce qui rend impossible le maintien du prix du pétrole (moteur de la croissance économique dans l'Occident) à un niveau faible. Bien que les réserves pétrolières existantes dans le Moyen-Orient soient immenses, la capacité de surplus est adaptée à la demande réelle. Au début des années 1970, le surplus s'élève à 3 millions de barils par jour à l'extérieur des États-Unis. En 1973, le surplus est de 1,5 million de barils par jour, ce qui correspond à 3% de la demande mondiale. Ce calcul ne tient pas compte des réductions décidées par la Libye et le Koweït qui permettent de réduire le surplus à 500 000 barils par jour⁶⁰⁴.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande est aggravé par le fait que les États-Unis ne peuvent plus assumer le rôle de producteur en dernier ressort (en raison de la diminution des réserves intérieures) alors que le pétrole est devenu la source d'énergie principale. Ce rôle de producteur en dernier ressort sera désormais assumé par l'Arabie Saoudite. Les pays développés deviennent donc de plus en plus dépendants du pétrole étranger (notamment du pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord) et sont ainsi vulnérables à une réduction (voire une suspension) de la production pétrolière dans cette région⁶⁰⁵.

La montée en puissance de l'OPEP sur le plan international est déclenchée par la Libye qui, dans la mesure où elle approvisionne l'Europe occidentale à hauteur de 25%, bénéficie d'un pouvoir de négociation important. Suite à la prise du pouvoir du Colonel Mouammar al-Kadhafi en 1969, le nouveau gouvernement demande une augmentation du prix du pétrole et des impôts sur les revenus pétroliers. Lorsque les négociations avec les compagnies pétrolières échouent en 1970, le gouvernement libyen menace de nationaliser et interrompre la production. La mesure vise la compagnie Occidental entièrement dépendante du pétrole libyen pour son approvisionnement de l'Europe. Occidental, qui ne trouve pas de soutien auprès des compagnies majeures, est obligé de céder. Le prix du pétrole libyen et les impôts sur les revenus pétroliers passeront de 50 à 55%⁶⁰⁶.

Ce schéma est reproduit peu après par le Shah d'Iran qui réussit à négocier un accord de type 45/55 avec les compagnies majeures⁶⁰⁷.

Afin d'empêcher une progression par à-coups des pays producteurs individuels, les compagnies majeures cherchent à conclure un accord global avec l'OPEP. Cependant, cette

⁶⁰⁴ YERGIN: op. cit. p. 586-587.

⁶⁰⁵ SPERO et HART: op. cit. p. 279-280.

⁶⁰⁶ Ibid: p. 280

YERGIN: op. cit. p. 579-580.

⁶⁰⁷ Ibid: p. 580.

idée est rejetée par les pays producteurs pour qui des négociations bipartites procurent davantage de pouvoir de négociation. Deux séries de négociations vont avoir lieu, une première (qui comprend l'Iran, l'Arabie Saoudite et l'Irak) à Téhéran le 14 février 1971 et une seconde à Tripoli quelques jours plus tard (avec la Libye, l'Irak, l'Arabie Saoudite et l'Algérie)⁶⁰⁸.

Les Accords de Téhéran- qui entérinent le principe de 50/50- fixent à 55% la part de profit minimum revenant aux gouvernements producteurs et augmentent le prix du pétrole de 35 cents par baril (les compagnies s'engagent également à augmenter le prix dans le futur). En retour, les producteurs s'engagent à ne pas réclamer de hausses de prix - au delà de ce qui a déjà été convenu pour les 5 prochaines années. Les accords de Téhéran marquent un tournant car les pays producteurs contrôlent désormais le marché pétrolier. Le nouveau pouvoir de négociation des pays producteurs est symbolisé par les accords conclus à Tripoli le 2 avril 1971 entre les producteurs et les compagnies qui se matérialisent par une hausse du prix affiché de 90 cents⁶⁰⁹.

En pratique, la période de 5 ans sera rapidement rompue avec la dévaluation du dollar en 1971 et 1972 qui amènent l'OPEP à négocier un nouvel accord qui prend en compte les variations du taux de change⁶¹⁰.

La question de la compensation va laisser place à un autre sujet majeur qui est la participation, à savoir l'acquisition partielle des ressources pétrolières par les pays producteurs. En décembre 1972, une conférence est organisée pour discuter de la nationalisation de la production pétrolière. Selon un accord signé entre l'Arabie Saoudite, le Qatar, l'émirat d'Abu Dhabi et les compagnies pétrolières majeures, la participation des gouvernements exportateurs commence à 25% pour augmenter progressivement à 51% en 1982⁶¹¹.

Pour l'Arabie Saoudite, représentée par Cheikh Yamani, le concept de la participation représente une alternative à la nationalisation. Ce dernier préfère en effet un changement progressif plutôt qu'une transformation radicale de l'ordre pétrolier, propice à l'instabilité économique et politique. Il perçoit la participation comme un garant de la stabilité des prix du pétrole et du climat politique sur les plans intérieur et extérieur⁶¹².

⁶⁰⁸ Ibid: p. 581-582.

⁶⁰⁹ Ibid: p. 581-582.

⁶¹⁰ Ibid: p. 583.

⁶¹¹ SPERO et HART: op. cit. p. 280-281.

⁶¹² YERGIN: op. cit. p. 583-585.

À cette époque, les évolutions du marché pétrolier passent largement inaperçues parmi les responsables américains. Un rapport de la Maison Blanche publié en 1970 prédit une autonomie énergétique continue pour l'Amérique pendant les années 1980 et des prix fixes voire en baisse⁶¹³. La Maison Blanche estime alors qu'elle va réduire la part des importations de pétrole du Moyen-Orient à 5% alors que les États-Unis importent 15% de leur pétrole du Moyen-Orient en 1972. D'autres tendances illustrent pourtant cette perte d'autonomie énergétique comme la diminution des réserves de gaz par exemple. Une perte qui pouvait seulement être palliée par une augmentation des importations de pétrole, un cas de figure qui risquait d'exercer plus de pression sur la demande de pétrole⁶¹⁴.

Des tensions sont néanmoins perceptibles dans le système d'approvisionnement énergétique américain. Lors d'hiver 1969-1970, le plus froid depuis 30 ans, on constate qu'il y a à la fois un manque de pétrole et de gaz. Durant l'été 1970, la capacité énergétique sera réduite et l'électricité conservée afin de créer un surplus en prévision de l'hiver⁶¹⁵.

Le terme de « crise énergétique » émerge enfin dans le vocabulaire politique au début des années 1970 alors que les problèmes d'approvisionnement énergétique sont devenus chroniques. Dans certains cercles, il existe un consensus sur le fait que les États-Unis font face à un défi majeur. La raison principale de ce problème est l'augmentation rapide de la demande. De plus, le contrôle des prix imposé par le président Nixon en 1971 décourage la production intérieure tout en stimulant la consommation, ce qui rend une augmentation des importations de pétrole inévitable. Lors de l'été 1973, les importations pétrolières américaines s'élèvent à 6,2 millions de barils par jour comparé à 4,5 en 1972 et 3,2 en 1970⁶¹⁶.

En 1972, la Texas Railroad Commission (qui contrôle la production américaine dans son ensemble) admet pour la première fois que la production locale ne peut plus suivre l'évolution de la demande domestique. En pratique, les compagnies pétrolières américaines produisent à plein régime, négligeant le maintien des réserves en cas de crise. En réponse à une demande pétrolière globale croissante, le prix du fioul est multiplié par deux entre 1970 et 1973 (le prix du marché excède le prix affiché), ce qui marque un tournant historique après 20 ans de

⁶¹³ AKINS, James E. "The Oil Crisis: This Time the Wolf is Here". *Foreign Affairs*. Avril 1973, vol. 51, n°3, p. 463-489.

WILSON, Carroll L., "A Plan for Energy Independence". *Foreign Affairs*. Juillet 1973, vol. 51, n°4, p. 658-675.

⁶¹⁴ BRONSON: op. cit. p. 2006, p. 111-115.

AKINS: op. cit. p. 463-490.

⁶¹⁵ YERGIN: op. cit. p. 590.

⁶¹⁶ Ibid: p. 590-592.

surplus. Cette situation amène les pays producteurs à renégocier les accords de participation afin de pouvoir absorber une part plus importante de la croissance du prix du pétrole⁶¹⁷.

L'Irak, l'Algérie et la Libye (les membres les plus radicaux de l'OPEP) revendiquent la modification des accords de Téhéran et de Tripoli. À la fin du printemps et au début de l'été 1973, les autres pays exportateurs, conscients de l'évolution des prix du pétrole brut - et l'impact de cette hausse sur les profits des compagnies pétrolières (qui augmentent) – parviennent à la même conclusion. Le système de prix instauré par les Accords de Téhéran, qui tablait sur une diminution de la part des compagnies, n'est désormais plus d'actualité. En septembre 1973, le ministre du pétrole saoudien Yamani avertit que si les compagnies majeures ne coopèrent pas dans la création d'un nouveau système de prix, les producteurs prendront unilatéralement cette affaire en main⁶¹⁸.

Lorsque la menace pétrolière devient réalité en octobre 1973, la transformation de l'ordre pétrolier aura des conséquences bien plus douloureuses pour les pays consommateurs que les précédents embargos de 1956 et de 1967 quand les producteurs non-arabes de pétrole ont, ensemble, pallié le manque du pétrole.

Sur le plan politique, une réorientation de la politique étrangère américaine a lieu en 1968 et 1969 dans un contexte d'enlèvement des États-Unis dans la guerre du Vietnam et d'une opposition accrue du public américain pour soutenir des engagements militaires américains à l'étranger. La doctrine Nixon de 1969 est issue de cette réflexion. Elle prévoit la création des mandataires régionaux qui veilleront à ce que les intérêts américains soient sauvegardés. Dans le golfe Persique, où cette responsabilité a été conférée à l'Iran et à l'Arabie Saoudite, il s'agissait pour Washington de combler le vide stratégique créé par le retrait de la Grande Bretagne de l'est de Suez. Ce retrait qui a été annoncé par Londres en 1968 sera finalisé en 1971.

La capacité de défense de l'Iran et de l'Arabie Saoudite devrait être renforcée par des ventes d'armements financés par les revenus pétroliers grandissants de ces deux pays⁶¹⁹.

La stratégie des piliers reposait également sur un troisième pilier, Israël, qui par exemple était impliqué dans des opérations secrètes ayant pour objectif de déstabiliser l'Irak au travers du soutien en faveur d'une rébellion kurde contre Bagdad⁶²⁰.

⁶¹⁷ Ibid: p. 567.

⁶¹⁸ YERGIN: op. cit. p. 592.

⁶¹⁹ SICK, Gary. "The United States in the Persian Gulf: From Twin Pillars to Dual Containment" dans LESCH, David (Éd.) *The Middle East and The United States: Historical and Political Reassessment*. Cambridge: Westview Press, 2003. p. 291-307.

En raison de sa taille, ses capacités militaires et sa situation géographique entre l'Union soviétique et le golfe Persique d'une part et de la volonté du Shah à coopérer ouvertement avec les États-Unis d'autre part, le rôle de pilier principal a été conféré à l'Iran. L'Arabie Saoudite sera perçue jusqu'à la Révolution iranienne en 1978-1979 comme le « petit » pilier (ou « pilier junior »). Après la révolution iranienne qui marque la fin de cette stratégie, l'importance de l'Arabie Saoudite va croître principalement en raison de son rôle de producteur en dernier ressort lors de la seconde crise pétrolière (qui éclate en septembre 1980) et de son rôle de financier d'opérations secrètes à un moment où le Congrès américain cherche à réduire le pouvoir exécutif et notamment en ce qui concerne les opérations de la CIA à l'étranger⁶²¹.

1. La montée en puissance de l'Arabie Saoudite vue par les intellectuels et les experts américains

Comment la montée en puissance économique et politique de l'Arabie Saoudite au début des années 1970 est-elle perçue aux États-Unis ? Quel est l'impact sur son image?

Afin de répondre à ces questions, nous avons analysé le débat sur la crise énergétique qui a lieu aux États-Unis au début des années 1970 parmi « l'élite ». Ce débat, rappelons-le, se déroule dans un contexte où les États-Unis sont désormais contraints d'importer du pétrole afin de satisfaire à leur demande énergétique croissante. Une grande partie des importations provient du Moyen-Orient (du golfe Persique notamment), une région considérée comme « intrinsèquement instable ». Les principales questions qui ressortent de ce débat sont les suivantes:

La crise énergétique est-elle réelle ou fiction?

Comment la redistribution du pouvoir en faveur des pays arabes producteurs de pétrole (et plus particulièrement en faveur de l'Arabie Saoudite) affecte-t-elle l'équilibre politique et militaire dans le Moyen-Orient ?

Les Arabes sont-ils capables de coopérer afin d'exercer des pressions sur les États-Unis afin que ces derniers modifient leur politique à l'égard d'Israël?

Comment les États-Unis perçoivent-ils la menace pétrolière?

⁶²⁰ Ibid: p. 291-307.

⁶²¹ Ibid: p. 291-307.

SPERO et HART: op. cit. p. 286-289.

Trois « écoles de pensée » ou « courants » ressortent de ce débat. Dans un premier courant, nous trouvons les acteurs appartenant au « complexe pétro-diplomatique » ou « pro-arabe » (selon le terme employé par Isaiah L. Kenen, directeur de l'AIPAC) qui sont rattachés au département d'État, à la CIA, aux fondations « pro-arabes » et aux compagnies pétrolières⁶²². Nous mentionnons ici James Akins (expert en pétrole du département d'État, précédemment cité) et James Placke (diplomate américain, chargé d'affaires pétrolières à l'ambassade américaine de Tripoli au début des années 1970)⁶²³.

Nous trouvons ensuite les « néoconservateurs » et « pro-israéliens » représentés au Congrès, dans les fondations, les départements de recherche universitaires et enfin les correspondants des revues d'élite telles que *Commentary*, *National Review* et *Public Interest*. Nous citons dans cette catégorie Morris A. Adelman (économiste du pétrole renommé au MIT), Walter Laqueur (directeur de l'Institut of Contemporary History of London et éditeur de *Commentary*), Edward Luttwak (chercheur rattaché au Center for Strategic and International Studies, CSIS) et Marc J. Roberts (professeur d'économie à Harvard University).

Une troisième école de pensée comprend les « réalistes » qui favorisent les intérêts américains de sécurité nationale. Les réalistes analysent la crise énergétique d'un point de vue « pragmatique » et cherchent à adopter une position « non-idéologique » dans leurs relations avec les pays arabes et Israël. Parmi eux, nous citons Robert E. Hunter (ancien ambassadeur des États-Unis à l'OTAN et chercheur rattaché à RAND) et Walter J. Levy (consultant, spécialiste en affaires pétrolières).

S'agissant du courant « néoconservateur », celui-ci ne doit pas être perçu comme monolithique. Justin Vaïsse (chercheur à la Brookings Institution et spécialiste du courant néoconservateur américain) distingue deux voire trois « générations » dans le courant néoconservateur. La première génération est composée des vétérans de la lutte anticomuniste (essentiellement des sociologues et des politologues) qui se sont opposés au rapprochement du libéralisme américain vers le gauche dans les années 1960 (et notamment au projet de Grande Société du président Johnson). Ces acteurs de première génération se sont principalement intéressés aux questions de politique intérieure⁶²⁴.

⁶²² BARD, Mitchell. "The Israeli and Arab Lobbies". Jewish Virtual Library [en ligne, consulté le 1^{er} avril 2010]. Disponible sur: www.jewishvirtuallibrary.org.jsourc/US-Israel/lobby.html

⁶²³ KAPLAN: op. cit. p. 172 ; 197-198.

YERGIN: op. cit. p. 581.

⁶²⁴ VAÏSSE, Justin. "Was Irving Kristol a Néoconservative ?". Foreign Policy [en ligne]. Le 23 septembre 2009 [consulté le 1er avril 2010]. Disponible sur: <http://www.foreignpolicy.com>
VAÏSSE, Justin. *Histoire du néo conservatisme aux États-Unis*. Paris: Odile Jacob, 2008.

La seconde génération de néoconservateurs s'est cristallisée en réaction à la nomination de George McGovern à la candidature démocrate pour les élections présidentielles de 1972. McGovern (qui a proposé des réductions importantes dans le budget de la défense, un retrait rapide du Vietnam et une doctrine de politique étrangère néo-isolationniste) a été considéré trop gauchiste en matière de politique étrangère par les « libéraux de la guerre froide ». De ce fait, les néoconservateurs de seconde génération se sont rapprochés d'organisations comme le Committee of the Present Danger et la Coalition for a Democratic Majority et de personnages politiques tels le sénateur démocrate Henry « Scoop » Jackson. L'expression de « Scoop Jackson Democrats » est née de ce rapprochement. Les « Scoop Jackson Democrats », qui tenaient des positions libérales traditionnelles dans le domaine de la politique intérieure, ont adopté une approche plus interventionniste en matière de politique étrangère. Ils ont œuvré pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme sur le plan global⁶²⁵.

Si la position des néoconservateurs de la première génération tels Irving Kristol (souvent désigné comme le chef de file du courant néoconservateur) en matière de politique étrangère peut être qualifiée de « réaliste », les néoconservateurs de première et seconde génération sont en accord sur la nécessité de maintenir une politique interventionniste à l'égard de « l'empire soviétique ». Ils se sont opposés à la politique de détente du président Nixon et d'Henry Kissinger⁶²⁶.

Une troisième vague de néoconservateurs (influencée par les néoconservateurs de la seconde génération) s'est cristallisée au milieu des années 1990 à un moment où les États-Unis représentaient la seule superpuissance. La fondation PNAC (Project for the New American Century) est sans doute l'exemple le plus connu. La guerre en Irak et la promotion de la démocratie dans le Moyen-Orient sont largement influencées par ce courant⁶²⁷.

Enfin, l'intérêt spécifique des néoconservateurs pour l'islam (et notamment l'islam fondamentaliste) ne se manifesterait qu'après le 11 septembre 2001. Avant cette date, les néoconservateurs ne s'intéressent à l'islam que dans la mesure où celui-ci constitue un obstacle à la promotion des valeurs libérales et des droits de l'homme sur le plan mondial d'une part et une menace contre les intérêts américains d'autre part⁶²⁸. Les néoconservateurs

⁶²⁵ VAÏSSE: 2009: op. cit. Disponible sur: <http://www.foreignpolicy.com>

⁶²⁶ Ibid.

⁶²⁷ Ibid.

⁶²⁸ LYNCH, Timothy J. *Kristol Balls: Neoconservative Visions of Islam and the Middle East. International Politics*. 2008, vol. 45, p. 189-190.

sont par ailleurs souvent critiqués (notamment par les spécialistes de l'islam et du Moyen-Orient) pour leur représentation simpliste et monolithique de l'islam⁶²⁹.

Dans le même temps, des néoconservateurs de seconde génération tels Walter Laqueur et Edward Luttwak sont parmi les premiers (avec les responsables d'ARAMCO) à s'intéresser à l'évolution politique interne de l'Arabie Saoudite et aux relations interarabes et notamment comment celles-ci affectent la transformation géopolitique du marché pétrolier au début des années 1970⁶³⁰.

Le débat aux États-Unis sur la crise énergétique sera également influencé par les déclarations successives des responsables de l'OPEP, notamment le ministre du pétrole et des ressources minières saoudien Cheikh Yamani (perçu comme le chef de file de l'OPEP) et des leaders politiques du Moyen-Orient tels le roi Faysal, le président Nasser et le Shah d'Iran. Ces déclarations seront reprises par la presse américaine qui suit de près l'évolution géopolitique du Moyen-Orient (et notamment les affaires pétrolières)⁶³¹.

Enfin, nous avons choisi d'intégrer dans cette discussion un article de Jamshid Amouzegar (ministre des finances, ministre du commerce et ambassadeur itinérant de l'Iran sous le Shah)⁶³².

Le débat sur la crise énergétique va prendre une tournure imprévue en avril 1973 lorsque Faysal (perçu jusque-là comme modéré) laisse entendre que sa position sur l'utilisation de l'arme pétrolière pourrait être modifiée si les américains maintiennent leur soutien à Israël. Auparavant, il s'était opposé à l'exploitation de l'arme pétrolière à des fins politiques. A cette occasion, Faysal et Yamani vont habilement exploiter la presse et la télévision américaine afin de promouvoir leur changement de politique⁶³³.

Ce changement de position reflète les réalités politiques régionales ; le président de l'Égypte Sadate cherchait à obtenir depuis quelques temps le soutien de l'Arabie Saoudite en vue d'un conflit qu'il planifiait avec Israël. La défaite de la guerre de 1967 a provoqué un transfert du leadership arabe de l'Égypte à l'Arabie Saoudite. Cette diminution de l'influence égyptienne se retrouve au travers de l'aide économique de 100 millions de dollars annuels attribuée par l'Arabie Saoudite à l'Égypte pour compenser les pertes subies lors de la guerre

⁶²⁹ Ibid: p. 189-190.

⁶³⁰ Correspondance email avec Justin Vaïsse, le 26 mars 2010.

⁶³¹ YERGIN: op. cit. p. 592-599.

⁶³² Ibid: p. 581.

⁶³³ Ibid: p. 592-599.

de 1967⁶³⁴. Cette aide récompense aussi le retrait de 20 000 troupes égyptiennes du Yémen (où l'Égypte et l'Arabie Saoudite se sont livrées à une guerre par le biais de mandataires) et dont la présence constituait une menace directe pour l'intégrité territoriale de l'Arabie Saoudite⁶³⁵.

Un ensemble de facteurs (retrait des troupes égyptiennes du Yémen, renvoi des experts soviétiques de l'Égypte en juillet 1972 et essor de l'islam politique suite à la guerre de 1967) contribue donc à renforcer le leadership saoudien sur le plan régional. Le rapprochement entre l'Égypte et l'Arabie Saoudite sera également facilité par la disparition de Nasser et l'arrivée de Sadate sur le devant de la scène en 1970. La période 1959-1970, qui peut être qualifiée de « guerre froide » dans le monde arabe (entre Nasser et ses rivaux arabes), laisse place à une « alliance » Riyad-le Caire basée sur des intérêts communs⁶³⁶.

Rachel Bronson note à ce sujet que la guerre de 1967 a un effet important (bien que peu reconnu) sur la politique intérieure américaine et plus précisément sur le lien entre celle-ci et l'Arabie Saoudite. Avant 1967, ce qui était bon pour l'Arabie Saoudite était souvent bon pour Israël, selon Bronson. En dépit des sentiments d'animosité réciproques, les deux pays partagent la même crainte de l'Égypte de Nasser. Ainsi, lorsque le président Kennedy cherche à « courtiser » Nasser, des groupes à la fois « pro-israéliens » et « pro-saoudiens » protestent. Ensuite, alors que la guerre de 1967 provoque la fin du règne de Nasser, ces groupes ne sont plus liés que par le désir de voir Nasser échouer⁶³⁷.

Au travers d'un rapprochement avec l'Arabie Saoudite, l'Égypte cherche l'accès aux richesses pétrolières, tandis que l'Arabie Saoudite espère être soulagée de la pression idéologique, politique et militaire exercée sur elle par le camp révolutionnaire, dont l'Égypte a été le leader. Dans les faits, le royaume saoudien attend de l'Égypte qu'elle abandonne la politique de confrontation, les liens de proximité avec l'Union soviétique, ainsi que la promotion du socialisme et d'autres politiques pouvant modifier le statu quo dans le camp arabe⁶³⁸.

En tant que leader arabe, l'Arabie Saoudite est forcée d'adopter une position proactive concernant le conflit israélo-arabe. Le leadership politique s'ajoute à l'autre responsabilité revendiquée par l'Arabie Saoudite qui est celle du leadership islamique. En tant que gardienne

⁶³⁴ KORANY: op. cit. p. 53.

⁶³⁵ BRONSON: op. cit. p. 103-104.

⁶³⁶ KERR, Malcolm H., *The Arab Cold War-1970: a Study of Ideology in Politics* (3e éd.). London: Oxford University Press, passim.

⁶³⁷ BRONSON: op. cit. p. 103-104.

⁶³⁸ JABBER, P. "Oil, Arms and Regional Diplomacy: Strategic Dimensions of the Saudi-Egyptian Relationship." In M.Kerr and El Yassin (Eds.) *Rich and Poor States in the Middle East*. Boulder: Westview, 1982. p. 430 dans KORANY: op. cit. p. 54.

de la Mecque et de Médine, les deux villes les plus saintes de l'islam, l'Arabie Saoudite occupe une place centrale pour les musulmans sur le plan mondial. Cette association confère une responsabilité particulière au royaume saoudien et à son leadership. Il existe donc une incitation pour le leadership saoudien à libérer Jérusalem, la troisième ville sainte de l'islam, alors que l'Égypte est en déclin⁶³⁹.

L'Arabie Saoudite est devenue un soutien financier clé pour l'Organisation de la Libération de la Palestine (l'OLP) suite à la défaite arabe de 1967. Avant cette date, l'OLP était intimement associée à l'Égypte. La montée en puissance de l'organisation Fatah, dirigée par Yassir Arafat, au sein de l'OLP en 1969, va être un moyen pour Faysal de soutenir la cause palestinienne tout en contrebalançant des groupes marxistes tels que le Front Populaire de la Libération de la Palestine. La lutte palestinienne devient ainsi partie intégrante de la politique étrangère de l'Arabie Saoudite. Selon James Piscatori (cité par Rachel Bronson), Faysal réussit à transférer le conflit israélo-arabe d'un plan exclusivement arabe à un plan islamique plus large⁶⁴⁰.

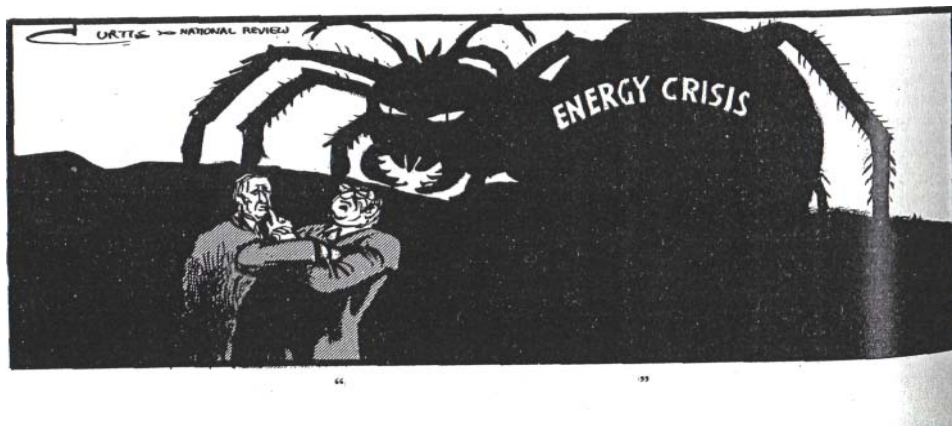


Figure 14 : *National Review*, le 7 décembre 1973.

1.1. La crise énergétique est-elle réelle ou fiction?

Morris Adelman explique dans un article controversé « Is The Oil Shortage Real? Oil Companies As Tax Collectors » (paru dans le numéro de l'hiver 1972-1973 de *Foreign Policy*), que la crise énergétique est une « fiction » provoquée par les politiques inefficaces du gouvernement américain et notamment du département d'État dont le désir pour la stabilité a

⁶³⁹ Ibid: p. 53-56.

⁶⁴⁰ BRONSON: op. cit. p. 108.

renforcé le monopole de l'OPEP⁶⁴¹. Étant donné qu'aucun pays arabe producteur de pétrole n'est considéré comme vital en matière de ressources, la crainte exprimée par James Akins à l'égard d'une prochaine crise d'approvisionnement en pétrole apparaît comme une simple « fantaisie ». La tentative infructueuse d'embargo pétrolier en 1967 démontre la « futilité » inhérente à une telle action⁶⁴².

L'argument clé d'Adelman est qu'il n'existe pas de crise énergétique mais un surplus pétrolier immense qui pourra être maintenu jusqu'en 1985 et au delà. Ce surplus devrait être en mesure de garantir des prix stables. Cependant la montée en puissance récente des producteurs de pétrole du golfe Persique (par rapport aux pays consommateurs et aux compagnies pétrolières) vient contrarier ces hypothèses. Le pouvoir de l'OPEP découle du fait que les compagnies pétrolières majeures fonctionnent comme « des agents des impôts » dans les pays consommateurs. Selon des chiffres cités par Adelman, les compagnies ont transféré 15 milliards de dollars aux pays producteurs en 1972. Il stipule qu'en 1980 « les impôts pétroliers » vont représenter 55 milliards de dollars. Dans ce contexte, les compagnies pétrolières sont perçues comme les « agents » d'un pouvoir étranger à la place duquel ils assument injustement le blâme. Pour se « débarrasser » de l'OPEP, les pays consommateurs n'auraient qu'à « virer » les « agents des impôts »; c'est-à-dire inciter les compagnies pétrolières à abandonner la production de pétrole. A la place, elles s'occuperaient de la commercialisation du pétrole avec l'objectif d'acheter à bas prix pour optimiser les profits en aval⁶⁴³.

Selon Adelman, le département d'État – et en particulier James Akins – est à l'origine de la crise énergétique. Le département d'État est « mal renseigné » sur le fonctionnement de l'économie des ressources minières, de l'industrie pétrolière, de l'historique des crises pétrolières et de la contribution des Arabes à celles-ci (les Arabes sont une obsession pour le département d'État selon Adelman). L'attitude coopérative à l'égard de l'OPEP est une tentative du département d'État de réduire les tensions entre les États-Unis et les pays arabes ravivées par le conflit israélo-arabe. Ces tentatives sont vaines puisque le comportement des producteurs pétroliers arabes – caractérisé par la recherche du profit – restera inchangé une

⁶⁴¹ ADELMAN, Morris. "Is the Oil Shortage Real? Oil Companies as OPEC tax-Collectors". *Foreign Policy* [en ligne]. Hiver 1972-1973, n°9 [consulté le 16 mars 2010], p. 69-107. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148086>

⁶⁴² Ibid: p.69-107.

⁶⁴³ Ibid: p. 69-107.

fois le conflit israélo- résolu. Il en ressort donc que le pétrole n'a aucune pertinence à l'égard du conflit israélo-arabe⁶⁴⁴.

Enfin, Adelman qualifie de « pseudo-participation » l'accord de participation conclu entre les compagnies majeures et les pays producteurs étant donné que les gouvernements arabes ne sont impliqués dans aucune des activités de la production pétrolière, ni en aval ni en amont (en référence à la production, la commercialisation, le transport ou le raffinement du pétrole). Pour Adelman, la participation est un moyen « ingénieux » d'augmenter les taxes prélevées sur chaque baril de pétrole sans modifier les prix affichés⁶⁴⁵.

La thèse d'Adelman concernant le rôle du département d'État et des compagnies pétrolières dans la montée en puissance de l'OPEP est renforcée par Walter Laqueur et Edward Luttwak dans l'article « Oil » (paru dans *Commentary* en octobre 1973)⁶⁴⁶.

Laqueur et Luttwak constatent que peu d'observateurs ont imaginé en 1960 que l'OPEP, perçue comme « fragile » et « impuissante », deviendrait « le monstre de Frankenstein » de l'ordre pétrolier. En raison de la « fragilité institutionnelle inhérente » de certains États membres de l'OPEP, tels les « États clients » que sont l'Arabie Saoudite et le Koweït, l'organisation n'aurait jamais pu survivre sans l'appui du département d'État et des compagnies pétrolières. Les deux auteurs rejoignent Adelman lorsqu'ils affirment que « les responsables pétroliers du département d'État se sont démenés » pour renforcer le pouvoir de négociation des pays producteurs et pour insuffler l'apaisement entre pays consommateurs et pays producteurs, tout en cherchant à étouffer chaque tentative sérieuse de coopération entre les pays consommateurs »⁶⁴⁷.

Laqueur et Luttwak comparent les thèses sur la crise énergétique avancées par Adelman et par Walter J. Levy dans l'article « Oil Power » (paru dans *Foreign Affairs* en juillet 1971)⁶⁴⁸. Pour rappel, l'argument clé d'Adelman est que les ressources pétrolières potentiellement immenses du golfe Persique devraient (en théorie) se traduire par un marché d'acheteurs. Levy, en revanche, soutient que la thèse du surplus n'est pas pertinente car les pays producteurs sont plus enclins à réduire l'offre afin de vendre le pétrole à des prix dictés par le marché⁶⁴⁹.

⁶⁴⁴ Ibid: p. 69-107.

⁶⁴⁵ Ibid: p. 69-107.

⁶⁴⁶ LAQUEUR, Walter & LUTTWAK, Edward. "Oil". *Commentary*. Octobre 1973. p. 37-43.

⁶⁴⁷ Ibid: p. 37-43.

⁶⁴⁸ LEVY, Walter J. "Oil Power". *Foreign Affairs*, juillet 1971. p. 652-668.

⁶⁴⁹ Ibid: p. 652-668.

Laqueur et Luttwak évoquent un autre élément de la politique pétrolière des pays producteurs et notamment de l'Arabie Saoudite (le pays producteur arabe clé). Ils perçoivent dans le royaume saoudien une opinion grandissante qui estime que les revenus pétroliers ne peuvent plus être absorbés par une économie saoudienne peu développée et que ceux-ci risquent d'être gaspillés au travers de projets de développement mal planifiés ou autres largesses⁶⁵⁰.

Une explication diamétralement opposée de la crise énergétique est avancée par James Akins dans l'article « The Oil Crisis: This Time The Wolf Is Here » (paru dans *Foreign Affairs* en avril 1973)⁶⁵¹. Selon Akins, « l'ère des acheteurs » laisse place à « l'ère des producteurs » ce qui rend une réduction ou une coupure de la production (voire un embargo) à des fins économiques ou politiques, très probable. Cet article, qui aura des répercussions importantes sur le débat énergétique (comme en témoignent les exemples ci-dessus), fait suite à plusieurs tentatives infructueuses menées par Akins d'attirer l'attention des responsables américains sur le sérieux de la menace pétrolière⁶⁵².

Pour illustrer l'imminence de la menace pétrolière, Akins cite une déclaration récente de Faysal (lors d'un entretien avec la chaîne *NBC*) qui affirme que l'Arabie Saoudite sera contrainte de réduire les augmentations prévues dans la production pétrolière si les États-Unis ne modifient pas leur politique à l'égard d'Israël. Faysal avertit que la politique « pro-sioniste » des États-Unis risque de conduire les Arabes dans le camp des communistes et donner lieu à des comportements « irrationnels » de la part des populations arabes. De son propre aveu, l'Arabie Saoudite serait l'unique amie des États-Unis au Moyen-Orient⁶⁵³.

Concernant le principal argument d'Adelman (selon lequel « la crise pétrolière est « fabriquée », il existe en réalité un surplus de pétrole et le prix du pétrole pourrait en réalité être maintenu à des niveaux très faibles »), Akins pense que « cela serait possible à condition que les ressources pétrolières soient uniformément distribuées, dans des quantités adéquates, accessibles à tous usagers, à tout moment, dans toutes circonstances et à un prix raisonnable ». Akins soutient néanmoins que ce scénario est peu probable, étant donné que la majorité des réserves pétrolières mondiales prouvées (300 sur 500 millions de barils) se situe au Moyen-Orient, une région « intrinsèquement » instable⁶⁵⁴.

⁶⁵⁰ LAQUEUR & LUTTWAK: op. cit. p. 37-43.

⁶⁵¹ AKINS, James A. "The Oil Crisis: This Time The Wolf is Here". *Foreign Affairs*, avril 1973. p. 462-490.

⁶⁵² Ibid: p. 462-490

⁶⁵³ Ibid: p. 462-490.

⁶⁵⁴ Ibid: p. 462-490.

Akins conçoit en revanche (en référence à l'argument d'Adelman) que les producteurs arabes de pétrole ont un intérêt économique à maintenir la production au même niveau afin de provoquer une hausse du prix du pétrole. Il note « qu'à l'exception de Crésus, le monde n'aura jamais rien vu de comparable aux richesses qui rentrent et qui vont continuer à rentrer dans le golfe Persique »⁶⁵⁵.

Dans un entretien avec l'*U.S. News and World Report* du 8 octobre 1973 (intitulé « Will Arabs Really Curb Oil Shipments to America? »), Akins souligne que les producteurs de pétrole ne cherchent plus à acquérir davantage de parts de marché dans l'industrie pétrolière. La recherche de prix plus élevés traduit plutôt une prise de conscience sachant que les ressources pétrolières ne sont pas inépuisables. Il estime que l'Arabie Saoudite est le seul pays dont les possibilités d'expansion sont illimitées pour les 10 années à venir⁶⁵⁶.

Une contribution très intéressante au débat énergétique est fournie par Jahangir Amuzegar, dont l'article «The Oil Story: Facts, Fiction and Fair Play» est paru dans *Foreign Affairs* en juillet 1973⁶⁵⁷. Amuzegar constate « qu'une préoccupation obsessionnelle pour les aspects superficiels et adversaires de la crise énergétique a donné lieu à des malentendus malheureux concernant les vrais problèmes auxquels les producteurs et consommateurs vont être confrontés dans les décennies à venir »⁶⁵⁸.

Pour Amuzegar, les producteurs pétroliers ne sont pas la cause du manque de pétrole ou de la hausse des prix. Son argument principal est qu'une hausse ou un manque est la conséquence du déséquilibre entre les sources potentielles de pétrole et la consommation. Ce déséquilibre s'explique par le fait que l'approvisionnement en pétrole brut n'a pas pu suivre la demande en raison d'incitations insuffisantes pour augmenter la production. Amuzegar met en cause les politiques et la volonté des pays consommateurs qui visent à maintenir le prix des ressources naturelles en dessous de leurs coûts réels, afin d'alimenter la croissance. Cette politique a donné naissance à un sentiment de sécurité artificielle:

« Par une myopie économique, dont les dimensions sont incompréhensibles, des millions de produits très coûteux en énergie - des voitures trop grandes et trop rapides aux gadgets ménagers triviaux- ont envahi le marché, seulement pour être remplacé par des modèles encore plus larges et encore plus consommateurs en

⁶⁵⁵ Ibid: p. 462-490.

⁶⁵⁶ "Will Arabs Really Curb Oil Shipments to America?" Interview with James E. Akins U.S., Ambassador to Saudi Arabia, *U.S. News & World Report*, le 8 octobre 1973. p. 94-96.

⁶⁵⁷ AMOZEGAR, Jamshid. "The Oil Story: Facts, Fiction and Fair Play". *Foreign Affairs*, juillet 1973, vol. 51, n° 4. p. 676-689.

⁶⁵⁸ Ibid: p. 676-689.

énergie. Impressionné par les technologies prodigieuses et bercé par l'affluence générée par la croissance débridée, l'Occident refuse de comprendre que ses demandes énergétiques [...] sont sur une trajectoire de collision avec ses considérations environnementales sur le long terme »⁶⁵⁹.

Le maintien volontaire du prix du pétrole à des niveaux très bas, qui fait partie intégrante de la politique nationale des États-Unis (et d'autres pays consommateurs), a empêché le développement de sources alternatives d'énergie et a effectivement contribué à maintenir les prix du charbon, du gaz et l'hydroélectricité à des niveaux bas. Par conséquent, la diversification économique des pays producteurs a été retardée voire bloquée⁶⁶⁰.

Dans ce contexte, Amuzegar ne juge pas surprenant que le transfert du pouvoir pétrolier vers les producteurs pétroliers soit appréhendé par le monde industrialisé. Ce transfert de pouvoir est perçu comme « un défi arabe » lancé contre la structure d'entreprise occidentale et contre l'ordre monétaire international. Amuzegar souligne la suggestion faite par les États-Unis qui consiste en une coopération plus étroite entre pays consommateurs voire une « occupation » planifiée des ressources pétrolières. D'autres appellent à « faire éclater » l'OPEP et « remettre le génie dans la bouteille »⁶⁶¹.

Une autre analyse de la crise énergétique est proposée par Marc J. Roberts dans l'article « Is there an Energy Crisis? » paru dans *Public Interest* au printemps 1973⁶⁶².

L'argument principal de Roberts est qu'il n'existe pas « de crise énergétique » mais « une série de problèmes spécifiques avec des origines très distinctes ». Il s'agit notamment d'un « mécanisme d'allocation des ressources défectueux » qui empêche les États-Unis de tirer profit du surplus de l'approvisionnement en pétrole sur le plan mondial. L'origine de ce problème est à chercher dans les quotas sur l'importation du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés. En conséquence, le manque de pétrole aux États-Unis est un problème « auto-créé ».

De manière implicite, les quotas servent à limiter « la dépendance extrêmement dangereuse » des États-Unis vis-à-vis des « fiefs de Cheikhs politiquement peu fiables » et à minimiser la menace de « chantage » politique et économique⁶⁶³. Roberts soutient que les

⁶⁵⁹ Ibid: p. 680.

⁶⁶⁰ AMUZEGAR: op. cit. p. 676-689.

⁶⁶¹ Ibid.

⁶⁶² ROBERTS, Marc J. "Is There an Energy Crisis?" *The Public Interest*, Print. 1973, n° 31, p. 17-37.

⁶⁶³ Ibid: p. 17-37.

compagnies pétrolières ont alimenté cette situation avec leurs discours sur la sécurité nationale et la balance des paiements⁶⁶⁴.

Dans le même temps une réduction de la consommation pétrolière aux États-Unis semble improbable en dépit des inquiétudes croissantes provoquées par les déclarations « menaçantes » dans le monde arabe. Il y a simplement trop d'incertitude autour de l'utilisation de l'arme pétrolière par un ou plusieurs États arabes producteurs de pétrole pour que les politiques américaines changent à l'égard d'Israël. Roberts suggère qu'au lieu de paniquer, les États-Unis devraient modifier leurs politiques énergétiques afin de faciliter l'importation du pétrole arabe⁶⁶⁵.

Dans ce contexte, Roberts souligne qu'il est devenu « chic » de craindre les Cheikhs bien que les importations des États-Unis en pétrole du Moyen-Orient ne soient comparativement pas très importantes. À titre d'exemple, les États-Unis importaient moins de 4% de leurs besoins pétroliers du Moyen-Orient en 1971 (ce qui est peu comparé aux pays européens et au Japon). En 1972, ils importaient un peu plus de 30 millions barils de pétrole, ce qui se traduit par une dépendance énergétique de l'ordre de 2%. Ainsi, les États-Unis se trouvent dans une position bien plus « confortable » que n'importe quel autre pays développé⁶⁶⁶.

Le comportement irrationnel de nombreux leaders économiques et politiques à l'égard du transfert du pouvoir pétrolier vers les pays producteurs s'explique selon Roberts par le fait que l'autosuffisance énergétique des États-Unis a longtemps été considérée comme acquise. Selon lui, ce n'est pas l'instabilité politique du Moyen-Orient ou « les machinations cyniques des gnomes de Zurich [les banquiers de Suisse] » qui sont à l'origine de la crise énergétique mais l'incapacité des États-Unis à résoudre des problèmes techniques complexes⁶⁶⁷.

La citation suivante issue d'un article de *TIME Magazine* du 2 avril 1973 (« The Arab World: Oil, Power, Violence ») témoigne de la crainte d'une montée en puissance des pays arabes producteurs de pétrole chez les pays consommateurs. L'auteur cite de nombreux banquiers internationaux qui s'inquiètent du pouvoir croissant des arabes sur l'Occident dans les années à venir:

« Soudainement, les Arabes, forts de cent millions d'individus, arriérés et négligés et abusés pendant des siècles, ont commencé à réaliser la portée de l'arme stratégique dont ils disposent. Pendant longtemps, ils se sont plaints de l'argent qu'Israël a reçu des États-Unis et maintenant ils reçoivent un autre type de pactole- cent fois

⁶⁶⁴ Ibid: p. 17-37.

⁶⁶⁵ Ibid: p. 17-37.

⁶⁶⁶ Ibid: p. 17-37.

⁶⁶⁷ Ibid: p. 17-37.

plus important. Leur richesse pétrolière est en train de modifier leur histoire, en leur procurant un pouvoir qu'ils n'ont pas connu depuis le temps des croisades- un pouvoir qui peut être utilisé pour le développement pacifique ou pour la violence et la vengeance »⁶⁶⁸.

Enfin, Roberts argumente que la « crise énergétique » risque d'avoir des effets irréversibles sur l'environnement avec la consommation de sources d'énergie potentiellement néfastes telles le charbon et l'énergie nucléaire⁶⁶⁹.

Pour Robert E. Hunter (spécialiste en affaires énergétiques et ancien chercheur à l'institut international des études stratégiques à Londres), auteur de l'article « *Can The Arabs Really Black-Mail US?* » paru dans le *New York Times* du 23 septembre 1973, une nouvelle « équation » apparaît dans l'imaginaire américain sur le Moyen-Orient⁶⁷⁰. Selon cet imaginaire, les États-Unis sont en train d'importer de grandes quantités de pétrole du Moyen-Orient, les Arabes restent hostiles à Israël et ont l'intention d'exploiter le pétrole comme une arme politique et économique afin de faire pression sur les États-Unis pour qu'ils changent leur politique à l'égard d'Israël. Il en découle que les États-Unis seront bientôt contraints de choisir entre un approvisionnement adéquat en pétrole et le soutien continu à Israël. Ce raisonnement amène à la question suivante:

Les États-Unis doivent-ils abandonner Israël en supprimant leur approvisionnement en armes et leurs aides ou doivent-ils, au contraire, réduire l'importation du pétrole du Moyen-Orient qui nécessiterait une limitation rigoureuse de la consommation pétrolière américaine ?

Pour Hunter, cette question n'est pas pertinente car selon lui la crise énergétique réside dans l'incapacité du gouvernement américain et des compagnies pétrolières à anticiper les besoins pétroliers notamment la nécessité d'augmenter l'importation de pétrole (particulièrement en provenance du Moyen-Orient). Pour autant, ni le gouvernement, ni le Congrès, ni le public ne semblent prêts à réduire leur consommation alors que la production intérieure est à son maximum et que le pétrole en Alaska n'est pas accessible. De plus, il n'existe pas encore d'alternatives viables au pétrole. Dans ce contexte, la question fondamentale est de savoir si les États-Unis doivent mettre un frein à la croissance et accepter

⁶⁶⁸ “The Arab World: Oil, Power, Violence”, DAVIDSON, Spencer, GRIGGS, Lee, WYNN, Wilton, *TIME Magazine*, le 2 avril 1973. p. 17-21.

⁶⁶⁹ ROBERTS: op. cit. p. 17-37.

⁶⁷⁰ HUNTER, Robert A. “Can the Arabs Really Blackmail US?” *The New York Times* [en ligne]. Le 23 septembre 1973 [consulté le 14 avril 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

les dégâts sérieux pour l'environnement liés à l'usage du charbon ou importer davantage de pétrole⁶⁷¹.

1.2. Comment la redistribution du pouvoir en faveur des pays arabes producteurs de pétrole affecte-t-elle l'équilibre politique et militaire au Moyen-Orient ?

Walter Laqueur et Edward Luttwak argumentent que des pays tels l'Arabie Saoudite et le Koweït, si riches soient-ils (avec des populations peu importantes), demeureront faibles politiquement et militairement, ce qui les rend vulnérables aux prises de pouvoir par des mandataires. Toutefois, ces pays (notamment l'Arabie Saoudite) devraient rester indépendants même si des « convulsions » internes majeures ne sont pas à exclure⁶⁷². L'intervention des super puissances en cas de situation « chaotique » au Moyen-Orient n'est pas non plus exclue.

Cette analyse est partagée par Walter Levy qui estime que le surplus de revenus générés par le déséquilibre entre l'offre et la demande de pétrole risque de faire de l'Arabie Saoudite (et d'autres États producteurs) une cible pour les insurrections ou les attaques extérieures. De plus, l'investissement dans des projets économiques ou sociaux de grande ampleur risque de provoquer une désintégration du tissu social traditionnel (notamment tribal) ce qui fragiliserait l'Arabie Saoudite, très exposée à l'instabilité politique⁶⁷³.

Morris A. Adelman suggère pour sa part que le surplus de revenus pétroliers pourrait être exploité pour « perturber » le système monétaire mondial et « promouvoir » des conflits armés⁶⁷⁴.

S'agissant de la montée en puissance des pays arabes producteurs de pétrole et de l'impact de celle-ci sur le conflit israélo-arabe avec en toile de fonds la domination militaire israélienne au Moyen-Orient, Robert E. Hunter prédit que cette suprématie ne devrait pas diminuer même en cas de réduction ou d'interruption du soutien militaire et économique des États-Unis à l'État hébreu. Il suggère qu'Israël n'est pas aussi dépendant des États-Unis pour sa sécurité que supposé, ce qui explique pourquoi la pression diplomatique américaine sur Israël n'a jamais rencontré de grand succès. Ainsi, les chances de succès de la politique arabe

⁶⁷¹ Ibid.

⁶⁷² LAQUEUR & LUTTWAK: op. cit. p. 37-43.

⁶⁷³ LEVY: op. cit. p. 652-668.

⁶⁷⁴ ADELMAN: op. cit. p. 69-107.

vis-à-vis d'Israël semblent limitées en cas de déclenchement de l'arme pétrolière contre les États-Unis⁶⁷⁵.

Enfin, Hunter admet que les accords de participation établis entre les pays producteurs et les compagnies donnent un pouvoir de négociation (à la fois économique et politique) plus important aux producteurs mais il juge cette influence relative car les compagnies pétrolières continuent de contrôler les activités pétrolières en aval et en amont de la production. De plus, un embargo pétrolier imposé contre les États-Unis exposerait les pays producteurs aux représailles de la part de ces derniers, comme les sanctions économiques ou l'utilisation de la force militaire⁶⁷⁶.

1.3. Les Arabes sont-ils capables de coopérer afin de faire pression sur les États-Unis pour qu'ils modifient leur politique à l'égard d'Israël?

Selon Marc J. Roberts, les craintes liées à un embargo sont « déraisonnables » dans la mesure où les pays producteurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ne sont pas capables de coopérer en raison de divergences idéologiques (notamment entre pays « conservateurs » et pays « radicaux »). Ces craintes paraissent d'autant plus insensées qu'un embargo efficace requiert l'entente de tous les pays arabes producteurs de pétrole. L'historique des récents embargos renforce également cette thèse tout comme les tentations pour un pays isolé de générer davantage de profit⁶⁷⁷.

Robert E. Hunter partage le scepticisme de Roberts. Il considère l'image de la « fraternité arabe » comme un mythe car selon lui, le seul lien qui unisse les membres arabes de l'OPEP est le conflit israélo-arabe. Au-delà de cet élément, les Saoudiens sont « méprisants » (à l'égard de tous les autres), les Syriens sont des « parias » et les Irakiens sont en conflit avec leurs voisins. Pour preuve, « il n'y a pas d'amitié entre les Arabes même en cas de jihad contre Israël; c'est la recherche du profit qui prévaut ». À l'instar de Roberts, Hunter conclut que les chances de succès de la politique arabe vis-à-vis d'Israël sont beaucoup plus limitées que supposé⁶⁷⁸.

⁶⁷⁵ HUNTER: op. cit. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁶⁷⁶ Ibid.

⁶⁷⁷ ROBERTS: op. cit. p. 17-37.

⁶⁷⁸ HUNTER: op. cit. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Dans le même temps, les chances de succès d'un embargo pétrolier collectif sont réduites par le fait que l'Arabie Saoudite – le producteur pétrolier clé sur le plan mondial – a une double responsabilité liée à son statut de leader arabo-islamique d'une part et à l'accord de pétrole contre sécurité conclu avec les États-Unis d'autre part. Ces doubles responsabilités, par définition irréconciliables, mettent l'Arabie Saoudite dans une situation délicate. Si elle refuse d'exploiter l'arme pétrolière au profit de la cause arabe, l'Arabie Saoudite risque de voir ses infrastructures pétrolières attaquées par des arabes radicaux et si au contraire, elle choisit d'utiliser l'arme pétrolière contre les États-Unis, cet acte sera interprété comme un acte de guerre par ces derniers. Enfin, si le roi Faysal et d'autres producteurs arabes de pétrole venaient à exploiter l'arme pétrolière, en dépit des problèmes mentionnés ci-dessus, le Roi reste conscient de la nécessité de préserver autant que possible les relations avec les États-Unis tout en exerçant des pressions sur les consommateurs américains. Le compromis pourrait être une réduction de la production pétrolière⁶⁷⁹.

Walter Laqueur et Edward Luttwak estiment qu'il n'y aura pas d'action politique commune venant des producteurs arabes, même si certains vont réduire ou couper leur production. La raison est la « polarisation interarabe » qui aura pour conséquence une réduction de l'importance du conflit israélo-arabe. Ainsi, les pays « conservateurs » (tels l'Arabie Saoudite) vont souligner leur « ferveur » anti-israélienne pour ne pas être « manœuvrés » par les régimes radicaux tandis qu'une partie grandissante de leurs revenus sera dédiée aux financements d'activités anti-israéliennes. Paradoxalement, la prolongation du conflit israélo-arabe représente donc la meilleure garantie de survie pour les régimes conservateurs. Dans un contexte où les autres sujets politiques sont éclipsés par la menace israélienne, ces pays bénéficient d'une immunité dans leurs attaques directes à l'encontre des acteurs plus radicaux⁶⁸⁰.

James Akins, en revanche, argumente qu'un embargo collectif est tout à fait envisageable dans la mesure où un tel dispositif s'effectue habituellement de manière sélective. Dans ce cas de figure, l'embargo viserait les « ennemis des Arabes » tandis que leurs « amis » continueraient à être approvisionnés. Ainsi, les pays producteurs arabes bénéficieraient toujours de revenus considérables sauf en cas de solidarité occidentale et japonaise parfaite (assortie d'un gel des comptes bancaires des Arabes et d'un blocage des

⁶⁷⁹ Ibid. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁶⁸⁰ LAQUEUR & LUTTWAK: op. cit. p. 37-43.

approvisionnement en nourriture et matériels essentiels envoyés aux Arabes par les régimes communistes). Ce scénario paraît cependant improbable dans la mesure où l'essentiel des menaces sont uniquement dirigées à l'encontre des États-Unis et que la plupart de leurs alliés pourraient continuer à importer du pétrole arabe⁶⁸¹.

James Placke (chargé d'affaires pétrolières de l'ambassade américaine de Tripoli) affirme dans un rapport à Washington de 1970 que les réductions de production pétrolière décidées récemment par le gouvernement libyen ont démontré le degré de dépendance des pays occidentaux à l'égard du pétrole et le potentiel de l'arme pétrolière comme moyen de pression. Selon Placke, les événements en Libye prouvent que les membres de l'OPEP sont capables de dépasser leurs différences et coopérer afin de contrôler la production et faire augmenter les prix, voire imposer un embargo contre les pays consommateurs⁶⁸².

Enfin, Jahangir Amuzegar constate que les commentateurs occidentaux font preuve de contradictions dans leurs descriptions de l'OPEP. Tantôt les membres de l'OPEP sont crédités d'un pouvoir de négociation très important (lorsqu'il s'agit de définir le prix du pétrole, imposer des conditions de participation, exercer une pression politique sur des pays non coopératifs voire suspendre l'accès aux ressources pétrolières des pays occidentaux) tantôt on attend d'eux qu'ils agissent de manière irrationnelle et impétueuse en « se découpant en petits morceaux »⁶⁸³.

1.4. Comment les États-Unis perçoivent-ils la « menace pétrolière » ?

Sans surprise, les solutions les plus radicales face à la menace pétrolière proviennent du camp des « néoconservateurs » et des « pro-israéliens » avec Morris Adelman, Walter Laqueur et Edward Luttwak. Il est plus surprenant que des solutions radicales soient suggérées par Walter Levy dont les positions sont jugées accommodantes à l'égard des pays producteurs arabes (aux dires des « néoconservateurs » et « pro-israéliens » eux-mêmes)⁶⁸⁴.

⁶⁸¹ AKINS, James. The Oil Crisis: This Time the Wolf is Here. *Foreign Affairs*, Juillet 1973, vol. 51, n° 3, p. 467-468.

⁶⁸² YERGIN: op. cit. p. 586-587.

⁶⁸³ AMUZEGAR: op. cit. p. 676-689.

⁶⁸⁴ LEVY: op. cit. p. 652-668.

Pour Morris Adelman, une manière efficace de « désarmer » l'OPEP [plus particulièrement les pays arabes producteurs de pétrole], voire provoquer sa « démise », serait d'inciter les compagnies pétrolières à abandonner la production afin qu'elles se concentrent sur la commercialisation du pétrole. Cela aurait des répercussions très positives sur le prix qui diminueraient et sur le pouvoir économique et politique de l'OPEP qui serait amoindri⁶⁸⁵.

Walter Levy estime qu'une telle action aurait l'effet contraire car les pays développés seraient amenés à « courtiser » les leaders politiques du golfe Persique. Ainsi, les états « fragiles » et « sans défense » du golfe auraient la permission de « lancer une guerre économique » contre un Occident qui ne bénéficie d'aucun contre-pouvoir. En l'absence d'une incitation adéquate (étant donné que l'argent n'en est pas une), seule la menace de la force militaire – exercée collectivement par les pays consommateurs – pourrait permettre de rétablir un rapport de force favorable à l'Occident⁶⁸⁶.

Walter Laqueur et Edward Luttwak, pour leur part, envisagent deux solutions pour lutter contre la menace pétrolière; la présence d'une force militaire occidentale dans le golfe Persique afin d'assurer l'accès aux ressources pétrolières (notamment celles saoudiennes) d'une part et la réduction significative de la dépendance du pétrole du Moyen-Orient d'autre part (en raison de son coût élevé)⁶⁸⁷.

Enfin, il y a ceux qui, à l'image de James Akins et Robert E. Hunter, argumentent que la « gestion » de l'arme pétrolière passe aussi par un changement d'approche à l'égard des pays arabes. Pour eux, il est nécessaire de montrer de la considération à l'égard des Arabes et de leurs préoccupations économiques, politiques et sécuritaires. Cela passe inévitablement par l'adoption d'une attitude « impartiale » des États-Unis à l'égard du conflit israélo-arabe (et notamment l'occupation des territoires palestiniens par les israéliens)⁶⁸⁸. Un tel changement aurait pour effet de réduire les tensions entre les États-Unis et les pays arabes producteurs de pétrole.

⁶⁸⁵ ADELMAN: op. cit. p. 69-107.

⁶⁸⁶ LEVY: op. cit. p. 652-668.

⁶⁸⁷ LAQUEUR & LUTTWAK: op. cit. p. 37-43.

⁶⁸⁸ AKINS, James. The Oil Crisis: This Time the Wolf is Here. *Foreign Affairs*, Juillet 1973, vol. 51, n° 3, p. 467-468.

HUNTER: op. cit., disponible sur: <http://www.nytimes.com>

James Akins souligne que la gestion de la menace pétrolière suppose que les États-Unis reconnaissent le caractère « pluraliste » de la société arabe et la place légitime des Arabes dans les délibérations économiques et politiques multilatérales:

« Il y a de nombreux Arabes sophistiqués; il y a des ingénieurs arabes qui peuvent gérer des champs pétroliers et il y a des économistes arabes qui sont capables de calculer la valeur des investissements. Il y a malheureusement des Arabes sensibles à la flatterie et qui pourraient facilement être influencés par des charlatans; ils savent aussi que le ciel de Riyad est noir de vautours qui élaborent des plans pour devenir plus riches plus rapidement. Qu'un Arabe soit diplômé de l'Harvard Business School ou soit un bédouin illettré, il lui déplaît fortement d'être escroqué. Si un projet grandiose vendu à l'Arabie Saoudite ne remplit pas les attentes, il y aura des conséquences ».

« Les Cheikhs souhaiteraient aussi participer à des conférences internationales et être traités avec la déférence réservée aux managers des compagnies internationales »⁶⁸⁹.

Akins soutient que les économistes arabes de l'OPEP sont aussi compétents que les économistes occidentaux lorsqu'il s'agit de prévoir l'offre et la demande. Il considère que la politique de réduction de la production pétrolière (notamment de l'Arabie Saoudite) témoigne de leur sophistication. Au lieu de générer des revenus supplémentaires qui risquent d'être gaspillés, les responsables saoudiens préfèrent conserver leurs ressources pétrolières⁶⁹⁰.

Akins et Hunter estiment, contrairement à Adelman, qu'il est possible d'inciter les pays producteurs arabes (notamment l'Arabie Saoudite) à augmenter leur production pétrolière en investissant dans leur propre développement. Cela constituerait également une opportunité pour les États-Unis de s'implanter sur le marché saoudien en leur apportant une assistance technologique. Enfin, la nationalisation des compagnies pétrolières majeures par les pays producteurs devrait favoriser l'augmentation de la production pétrolière car les gouvernements seraient forcés d'assumer la responsabilité de l'ensemble des activités liées à celle-ci (y compris la commercialisation)⁶⁹¹.

A la différence d'Adelman, qui perçoit les richesses pétrolières des pays producteurs arabes comme des menaces potentielles, Akins et Hunter argumentent que celles-ci pourraient avoir un impact positif à la fois pour le monde arabe et les pays consommateurs. Les revenus pétroliers, qui ne peuvent pas être absorbés dans le monde arabe, pourraient être investis dans les pays développés dans le domaine de l'énergie et dans d'autres secteurs⁶⁹².

⁶⁸⁹ AKINS: op. cit. Disponible sur : *Foreign Affairs*, Juillet 1973, vol. 51, n° 3, p. 467-468.

⁶⁹⁰ Ibid: p. 467-468.

⁶⁹¹ Ibid: p. 467-468.

⁶⁹² HUNTER: op. cit. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Aussi, l'intégration économique des pays arabes producteurs de pétrole (à la fois dans les négociations multilatérales et en tant qu'investisseurs dans les pays consommateurs) serait une manière efficace de gérer « la menace pétrolière ». Une participation active des ministres des finances arabes dans l'économie mondiale pourrait les rendre plus « modérés»⁶⁹³.

Enfin pour James Placke, la gestion de la menace pétrolière suppose avant tout d'intégrer intellectuellement et politiquement la transformation de l'ordre pétrolier et les enjeux que cela représente pour l'Occident; à savoir une « renaissance » de la puissance arabe longtemps perdue au profit de l'Occident⁶⁹⁴.

Il ressort de la discussion ci-dessus deux approches très différentes de la crise énergétique et de la menace pétrolière. Ces perspectives apportent des éléments très intéressants à l'égard de notre étude sur l'image de l'Arabie Saoudite aux États-Unis.

La première approche (représentée par Morris A. Adelman, Walter Laqueur, Edward Luttwak et Walter J. Levy) perçoit les relations entre les États-Unis et les pays arabes producteurs de pétrole comme intrinsèquement conflictuelles. Cette interprétation trouve son origine dans le fait que l'accès continu aux ressources pétrolières arabes (et notamment celles saoudiennes) à un prix bas est un droit incontestable pour les États-Unis et le monde occidental, qu'il faut défendre à tout prix y compris par la force militaire si nécessaire.

Trois de ces auteurs (Adelman, Laqueur et Luttwak) voient une « conspiration » entre les pays arabes producteurs de pétrole, les compagnies pétrolières majeures et le département d'État afin de renforcer la position des producteurs arabes de l'OPEP face aux consommateurs. Sans le soutien du département d'État et les compagnies pétrolières majeures, la montée en puissance des pays arabes producteurs de pétrole ne se serait jamais produite selon eux.

Le processus de nationalisation des ressources pétrolières (entamé par l'Arabie Saoudite et d'autres pays producteurs avec la création de l'OPEP en 1960) est perçu comme illégitime et menaçant. De plus, la crise énergétique, en réalité une conséquence de la consommation énergétique « débridée » des pays occidentaux qui s'accompagne d'une politique visant à maintenir le prix du pétrole à des niveaux bas, est considérée comme une fabrication (voire un acte de guerre) afin de générer davantage de revenus.

⁶⁹³ AKINS: op. cit. Disponible sur: *Foreign Affairs*, Juillet 1973, vol. 51, n° 3, p. 467-468.

HUNTER: op. cit. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁶⁹⁴ YERGIN: op. cit. p. 586-587.

En même temps, l'utilisation de l'arme pétrolière est considérée comme très improbable en raison des divergences idéologiques et des récents embargos de 1956 et 1967, dont l'impact reste limité. De plus, les Arabes sont regardés comme étant irrationnels et incapables par nature.

Un autre facteur qui rend un embargo collectif improbable tient au dilemme que l'Arabie Saoudite (le producteur pétrolier clé sur le plan international) doit résoudre entre son statut de leader arabo-islamique et la relation « spéciale » qu'elle entretient avec les États-Unis.

Les auteurs craignent que les richesses pétrolières rendent l'Arabie Saoudite vulnérable aux insurrections et aux attaques extérieures. Pour les saoudiens, une manière de gérer ces menaces serait de s'impliquer financièrement dans les « causes arabes » (et dans la question palestinienne notamment).

Paradoxalement, le conflit israélo-arabe fonctionne comme un élément de cohésion dans les relations interarabes souvent conflictuelles (Laqueur et Luttwak). Le conflit israélo-arabe représente donc pour le régime saoudien un « rempart » contre les attaques des Arabes radicaux (visant les infrastructures pétrolières notamment).

Enfin, le transfert du « pouvoir pétrolier » vers les pays arabes producteurs de pétrole – « le défi arabe contre la structure d'entreprise occidentale » (évoqué par Jahangar Amuzegar) – est perçu comme un nouvel épisode de « la guerre historique millénaire » entre l'Occident et le monde arabo-musulman.

La seconde approche (représentée par James Akins, Robert E. Hunter, Marc J. Roberts et James Placke) témoigne d'une position plus accommodante à l'égard des pays arabes producteurs de pétrole. Elle regroupe des « réalistes » (tels Robert E. Hunter et Marc J. Roberts) et des « Arabisants pro-arabes » (tels James Akins et James Placke). Le point commun de ces auteurs est leur analyse de la responsabilité des États-Unis dans la crise énergétique (qu'ils définissent comme importante) et l'approche conciliatrice à l'égard des pays arabes producteurs de pétrole. Cette approche est perçue comme une incitation pour les pays arabes producteurs à augmenter leur production et à gérer la menace pétrolière.

James Akins est le seul à souligner la légitimité des revendications des pays arabes producteurs de pétrole qui souhaitent contrôler leurs propres ressources pétrolières.

Paradoxalement, ce sont James Akins et Robert E. Hunter qui font la promotion du libéralisme et de l'intégration économique des pays arabes producteurs de pétrole. L'élément clé serait un réinvestissement par les pays producteurs de leurs revenus pétroliers dans leur

développement économique. Tous deux pensent qu'il est possible de convaincre ces derniers (notamment l'Arabie Saoudite) du bien fondé de cette approche. Les revenus du pétrole pourraient également être investis dans les pays développés. Enfin, l'intégration économique des pays arabes producteurs de pétrole serait une manière efficace de gérer la « menace pétrolière ».

Parmi ces auteurs, seuls Akins et Placke estiment que l'utilisation de l'arme pétrolière par les membres de l'OPEP est probable.

Enfin, sur un plan plus profond, Hunter et (surtout) Akins prônent un changement d'approche à l'égard des pays producteurs arabes qui s'accompagnerait d'une part d'une modification de l'image des Arabes et d'autre part du respect et de la considération pour leurs préoccupations (notamment la question palestinienne). Cela suppose également une attitude « impartiale » des États-Unis à l'égard du conflit israélo-arabe (Hunter) et la reconnaissance du « caractère pluraliste » de la société arabe (Akins).

2. La montée en puissance de l'Arabie Saoudite vue par la presse affaires et la presse « mainstream »

Nous retrouvons les mêmes craintes et les mêmes arguments concernant l'ascendance économique et politique de l'Arabie Saoudite et le rôle futur des États-Unis dans la presse affaires et la presse « mainstream » que parmi les experts.

En janvier 1971, l'éditeur senior de *Newsweek*, Arnaud de Borchgrave, se rend dans les émirats du golfe Persique où il s'entretient avec différents responsables. Les descriptifs qu'il emploie dans ses reportages, à savoir « féodaux », « arriérés » et « richesses pétrolières immenses », auraient pu s'appliquer à l'Arabie Saoudite. Il en est de même des préoccupations et de la fascination mêlée de mépris dont témoigne de Borchgrave – le fait que ces richesses soient contrôlées par des Cheikhs féodaux⁶⁹⁵. L'aspect féodal est relayé visuellement par de Borchgrave dans ses descriptions des audiences à la cour où les sujets ont la possibilité d'adresser à l'émir leurs doléances. On note également les références aux faucons chasseurs portés sur les bras, au festin collectif traditionnel composé de riz et du mouton mangé avec les mains et la coutume des sujets de frictionner leur nez contre celui de l'émir en signe de respect⁶⁹⁶.

⁶⁹⁵ BORCHGRAVE de, Arnaud. “Where Sheiks are Sheiks-and Money Flows”. *Newsweek*, le 18 janvier 1971.

⁶⁹⁶ Ibid.

L'impact des richesses pétrolières saoudiennes grandissantes sur les États-Unis est le sujet de deux articles de J. Flannigan parus en 1973 ; « Nation We'd Better Get to Know » publié dans *Forbes Magazine* en février et « Fabulous Wealth in a Desert, and How it Affects America » paru dans l'*U.S. News and World Report* en mai⁶⁹⁷.

L'article de J. Flannigan dans *Forbes Magazine* est une contribution très intéressante au débat sur l'impact des ressources pétrolières saoudiennes dans la mesure où il soulève des questions essentielles concernant la cristallisation des images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis; des questions qui demeurent toujours d'actualité aujourd'hui. Flannigan soutient qu'il est vital pour les États-Unis de connaître l'Arabie Saoudite [qui demeure très méconnue] car celle-ci va jouer un rôle primordial dans les affaires internationales grâce à son ascendance économique et politique. Une autre question essentielle soulevée est de savoir comment le leadership saoudien- de confession musulmane traditionnelle- va gérer le pouvoir financier et politique grandissant. Flannigan sous-entend que le leadership saoudien accumule son pouvoir économique aux dépens des États-Unis et du reste du monde industrialisé. Selon Flannigan, les richesses pétrolières ont « propulsé » l'Arabie Saoudite dans une position de pouvoir sans précédent; du Moyen-Âge vers le vingtième siècle. Ce pouvoir constitue très probablement la force la plus décisive et potentiellement la plus perturbatrice du siècle. Ici, un des éléments clés est la rapidité avec laquelle cette évolution s'est produite.

Un second élément soulevé par Flannigan est la crainte que l'Arabie Saoudite ne puisse pas absorber ces richesses pétrolières grandissantes. Flannigan avance le manque à la fois de main d'œuvre et de compétences qui force l'Arabie Saoudite à faire appel à une force ouvrière étrangère. En même temps, l'Arabie Saoudite – de par ses revenus pétroliers immenses – serait en mesure de contrôler des entreprises voire des domaines industriels entiers aux États-Unis et dans d'autres pays occidentaux. Cela suppose au préalable que les Saoudiens accèdent aux conseils d'administration de ces entreprises sachant qu'ils peuvent également demander aux États-Unis de modifier leur politique énergétique et leur politique à l'égard d'Israël.

Le troisième élément évoqué par Flannigan concerne les contradictions de l'Arabie Saoudite; un État féodal, traditionnel et musulman orthodoxe qui s'est vu attribuer des richesses naturelles. Une illustration de ces aspects contradictoires et du caractère oppressant de la vie quotidienne saoudienne évoquée par Flannigan qui s'explique par son statut de

⁶⁹⁷ FLANIGAN, J. "Nation We'd Better Get to Know". *Forbes*, le 15 février 1973. p. 28-30.
"Fabulous Wealth in a Desert, and How it Affects America". *U.S. News & World Report*. Le 7 mai 1973, vol. 74, n°87, p. 84.

représentante par excellence de l'islam et de ses croyances. En revanche, il n'y a pas d'activité politique en Arabie Saoudite.

Cela nous amène au dernier élément évoqué par Flannigan; à savoir le risque que les ressources pétrolières se transforment en arme politique, qui se dirigerait contre la politique américaine à l'égard d'Israël. Flannigan suppose que l'Arabie Saoudite redoute un conflit armé avec Israël, jugé contre-productif, car il pourrait modifier l'équilibre que le leadership saoudien cherche à préserver. En revanche, l'Arabie Saoudite va continuer à soutenir financièrement la cause arabe, notamment à l'OLP⁶⁹⁸.

Dans « Fabulous Wealth in a Desert, and How it Affects America » de l'*U.S. News and World Report*, Flannigan affirme que l'ascendance économique de l'Arabie Saoudite sur le plan international pourrait avoir des implications considérables pour les États-Unis. Celles-ci seraient d'autant plus sérieuses que les États-Unis dépendent de l'Arabie Saoudite pour leur approvisionnement en pétrole et que le monde occidental traverse une crise énergétique aigüe. L'*U.S. News and World Report* suggère que cette perspective devient réellement inquiétante si l'on considère que l'Arabie Saoudite est sous-développée, impuissante sur le plan militaire et qu'une grande partie de sa population est illettrée. Pour le magazine, la vie quotidienne en Arabie Saoudite évoque *Arabian Nights*. En même temps, le pétrole est porteur du changement⁶⁹⁹.

Enfin, il ressort de ces articles (et de nombreux articles cités précédemment) une difficulté à cerner les contradictions que recouvre l'Arabie Saoudite; un pays immensément riche mais sous-développé, féodal, tribal, antidémocratique et orthodoxe

3. L'ascendance idéologique de l'Arabie Saoudite vue par la presse élite et les experts américains

La montée en puissance de l'Arabie Saoudite sur le plan économique coïncide avec son ascendance idéologique dans le monde arabo-musulman et la politique « panislamique » lancée par Faysal. Cette politique, largement facilitée par les revenus pétroliers croissants, prend réellement son envol avec la défaite des forces arabes de Nasser lors de la guerre

⁶⁹⁸ Ibid: p.84.

⁶⁹⁹ "Fabulous Wealth in a Desert, and How it Affects America". *U.S. News & World Report*. Le 7 mai 1973, vol. 74, n°87, p. 84.

israélo-arabe de 1967, qui symbolise également le transfert du pouvoir (à la fois politique et symbolique) dans le monde arabo-musulman au bénéfice de Faysal. Une illustration de ce transfert de pouvoir est l'attribution par l'Arabie Saoudite d'une aide financière à l'Égypte (cite précédemment)⁷⁰⁰. Aux yeux des leaders saoudiens, cela signifiait que Nasser ne constituait plus une menace pour l'Arabie Saoudite. Désormais, l'Arabie Saoudite, grâce à ses richesses pétrolières et son statut de gardien des lieux saints de l'islam, pouvait prétendre à un rôle clé dans le monde arabo-musulman. Comme le suggère Alexei Vassiliev, « l'Arabie Saoudite s'est tournée vers l'islam pour trouver une alternative aux idées de nationalisme arabe et de solidarité panarabe »⁷⁰¹.

Toutefois, comme nous allons le découvrir par la suite, l'influence idéologique de Faysal est avant tout structurelle au travers du financement d'institutions islamiques, d'écoles coraniques et la construction de mosquées à la fois sur le plan régional et international. Le nationalisme de Nasser ne sera pas remplacé par un pacte islamique monolithe mais par des alliances idéologiques informelles de circonstance. L'idée d'un pacte islamique a été dénoncée par les États arabes plus radicaux tels que l'Égypte, l'Algérie, le Yémen, l'Irak et la Syrie. La proposition de Faysal a également été rejetée par des pays tels le Koweït et de nombreux pays asiatiques et africains musulmans. L'Iran y était favorable, ce qui posait problème pour Faysal en raison de l'amitié du Shah avec Israël et de son inimitié pour Nasser. Faysal sera contraint d'abandonner son idée de pacte islamique. Par la suite, l'Arabie Saoudite a changé d'approche et organise des conférences islamiques à des niveaux différents.

La défaite des forces arabes dans la guerre israélo-arabe de 1967 aura pour conséquence de modifier les plans de rapprochement entre les États islamiques sur la base d'une renaissance de l'islam. Les gouverneurs des États majoritairement musulmans sont désormais contraints de prendre en compte les sentiments des populations musulmanes qui considéraient l'occupation de l'est de Jérusalem comme une atteinte à l'islam. Afin d'assumer le rôle de leader arabe, d'accroître son poids et son influence et de protéger les intérêts de l'Arabie Saoudite, Faysal a été obligé d'adopter une position clairement anti-israélienne⁷⁰².

⁷⁰⁰ Al-RASHEED, Madawi. *A History of Saudi Arabia*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002. p. 120-128.

⁷⁰¹ VASSILIEV, Alexei. *The History of Saudi Arabia*. London: Saqi Books, 1998. p. 385.

⁷⁰² Ibid: p. 385-388.

La montée en puissance de l'Arabie Saoudite sur le plan idéologique coïncide avec une renaissance de l'islam qui s'opère entre 1950 et 1970⁷⁰³. Cette renaissance était en réalité le résultat d'un processus en cours dans les pays musulmans depuis la fin du dix-neuvième siècle et le début du vingtième siècle en réponse d'une part aux conditions sociopolitiques et d'autre part à l'interaction militaire, politique, économique et culturelle avec l'Occident. Durant cette période, l'Occident était en plein essor tandis que les musulmans deviennent les « objets » de l'histoire (la représentation des musulmans comme « objets » est présente dans l'imaginaire orientaliste comme suggéré auparavant). Les penseurs modernes de l'islam politique ont créé le terme « État islamique » pour réconcilier leur conception de l'État (fondée sur la loi islamique) avec les États européens souverains (eux-mêmes des produits de la colonisation et la décolonisation). Par la suite, les penseurs de l'islam politique ont tenté de « ré-islamiser » des États musulmans existants. En revanche, seule une minorité de ces penseurs a jugé viable l'idée de transformer le monde musulman entier en un califat islamique⁷⁰⁴.

Durant la colonisation, les mouvements islamiques ont été obligés de cohabiter avec des forces nationalistes séculaires qui, dans la plupart des cas, étaient les principaux moteurs de la lutte d'indépendance. Une distinction importante sépare ces mouvements islamiques qui sont préoccupés par la transformation sociale et culturelle de la société. Dans la mesure où une majorité des populations s'identifiait comme musulmane, cela n'était pas considéré « anti-éthique » à l'égard du projet nationaliste⁷⁰⁵.

L'attrait de l'islam va augmenter alors que les élites gouvernantes ne réussissent pas à tenir leurs promesses de progrès social et politique. Dans ce contexte, l'islam politique tel que nous le connaissons aujourd'hui va se cristalliser entre 1950 et 1970. Abul Ala Mawdudi au Pakistan et Sayyid Qutb en Égypte (tous les deux défenseurs de l'État islamique et des opposants au sécularisme) sont considérés comme les représentants intellectuels les plus importants de l'islamisme politique⁷⁰⁶.

La perte de légitimité des élites gouvernantes postcoloniales les rend plus autoritaires et plus répressifs, ce qui les amène à éliminer ou étouffer les mouvements séculaires. Cela crée un espace politique pour les islamistes. Les élites vont développer différentes stratégies afin

⁷⁰³ AYOUB, Mohammed. "Political Islam: Image and Reality". *World Policy Journal* [en ligne]. Automne 2004, vol. XXI, n°3 [consulté le 31 août 2010], p. 1-10. Disponible sur: https://acces-distant.sciences-po.fr/http/www.ciaonet.org/olj/wpj/fall04/wpj_fall04a.pdf

⁷⁰⁴ Ibid: p.1-10.

⁷⁰⁵ Ibid: p.1-10.

⁷⁰⁶ Ibid: p.1-10.

de gérer les islamistes dont la cooptation (qui en même temps fournit des opportunités aux islamistes pour interagir avec les médias et d'autres acteurs), la compétition et la répression⁷⁰⁷.

Avec la création d'un « pacte » islamique, Faysal espérait établir une alternative à la Ligue arabe. Londres et Washington, qui voyaient dans la religion un obstacle à l'expansion des idées socialistes et communistes, ont adopté une attitude positive à l'égard cette initiative. Nasser, pour sa part, dénonçait le pacte islamique de Faysal comme « une création des impérialistes et des réactionnaires »⁷⁰⁸.

Fawaz A. Gerges (professeur à la London School of Economics) argumente dans l'article « Islam in the Minds of America » qu'entre 1955 et 1970 la politique américaine dans le monde arabe a principalement été définie par opposition au nationalisme arabe séculaire⁷⁰⁹. L'approche de Washington s'explique selon lui en partie par le fait que le « nationalisme révolutionnaire », et non pas « l'islamisme politique », a représenté une menace pour les monarchies conservatrices pro-occidentales telles l'Arabie Saoudite (et implicitement pour les intérêts commerciaux et stratégiques américains). Dans cette perspective, les États-Unis ont cherché à construire dans les années 1950 et 1960 une alliance des États islamiques autour du roi Saoud pour endiguer le communisme soviétique et le panarabisme de Nasser⁷¹⁰.

Cette proposition coïncide avec l'idée avancée par le prince héritier Faysal à l'époque qui consiste à utiliser la religion comme un élément structurant de la politique étrangère saoudienne afin d'endiguer la menace pan-arabique de Nasser⁷¹¹. La Ligue islamique mondiale a été créée à cet effet par Faysal à la Mecque en 1962. Elle représentait la première institution véritable ayant pour but de propager le wahhabisme sur le plan international et d'endiguer le nationalisme arabe. La stratégie de la Ligue islamique mondiale était d'envoyer des missionnaires (à la fois sur le plan régional et international), de faire don de textes religieux (principalement d'Ibn Taïmiyya et d'Ibn Abd-al-Wahhab) et surtout d'attribuer des fonds pour la construction de mosquées et subventionner des associations islamiques⁷¹².

⁷⁰⁷ Ibid: p.1-10.

⁷⁰⁸ VASSILIEV: op.cit. p. 385-388.

Ibid: p. 385-388.

⁷⁰⁹ GERGES, Fawaz A. "Islam and Muslims in the Mind of America". *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences* [en ligne]. Juillet 2003, vol. 588 [consulté le 12 février 2009], p. 73-79. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

⁷¹⁰ Ibid: p. 73-79.

⁷¹¹ HAYNES, Jeff. "Transnational Religious Actors and International Politics". *Third World Quarterly* [en ligne]. Avril 2001, vol. 22, n°2 [consulté le 12 février 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

⁷¹² KEPEL: op. cit. p. 91-92.

Nous notons à ce sujet que de nombreux Frères Musulmans⁷¹³ ont trouvé refuge en Arabie Saoudite au milieu des années 1950 dans un contexte de répression et d'exclusion suite à l'arrivée au pouvoir de Nasser⁷¹⁴. Ils feront partie de ce que Gilles Kepel et d'autres spécialistes du monde arabo-musulman (tels Fouad Ajami) ont appelé le « pétro-islam ».

Selon Kepel, les Frères Musulmans ont fourni à l'Arabie Saoudite une couche de cadres et d'intellectuels mieux formée que la plupart des Saoudiens. Ils vont jouer un rôle important pour l'université de Médine (fondée en 1961) où la pensée des Frères est enseignée à des étudiants venant de tout le monde musulman, ce qui facilite la propagation de l'islam. Kepel constate que de nombreux Frères Musulmans ont bâti des fortunes personnelles qui seront réinvesties en Égypte après la mort de Nasser en 1970. C'est ainsi que le courant, où se mêlent des oulémas wahhabites et des intellectuels islamistes – par la suite renommé « pétro-islam » - va se constituer. Selon Kepel, « il existe depuis les années 1960 une mouvance intellectuelle fluide et conservatrice, basée dans le royaume saoudien, qui a des rapports distancés mais pas hostiles avec la pensée radicale, dont elle s'emploie à nuancer les propos les plus extrêmes »⁷¹⁵. Nous notons que ce phénomène va connaître un essor important avec l'embargo pétrolier de 1973 et les revenus pétroliers qui parviennent en Arabie Saoudite.

Mohammed Ayoob (professeur en relations internationales au James Madison College) argumente dans « Political Islam: Image and Reality » (publié dans *World Policy Journal* en 2004) que l'influence des pétrodollars saoudiens sur le plan international doit être précisée. Il soutient que le financement des écoles coraniques, des institutions islamiques et la construction de mosquées sur le plan international ne signifie pas pour autant que les financiers saoudiens dictaient le contenu des sermons prêchés au sein de ces institutions, qui étaient davantage influencés par le contexte politique local. En revanche, le soutien financier apporté par des leaders saoudiens à des acteurs wahhabites locaux leur conférait une certaine légitimité alors qu'ils entretenaient des relations économiques et sécuritaires avec les États-Unis perçus comme des « infidèles »⁷¹⁶.

Fouad Ajami (professeur à l'université John Hopkins) est l'un des premiers à évoquer le concept de « pétro-islam ». Il argumente dans l'article « Stress in the Arab Triangle » (paru dans *Foreign Policy* de l'hiver 1977-1978) que « la population saoudienne peu importante,

⁷¹³ Mouvement islamiste créé en 1928 par Hassan Banna et brisé en 1954 par Nasser. Voir KEPEL, Gilles. *Jihad*. Paris: Gallimard (2000), 2003. p. 55-57.

⁷¹⁴ Ibid: p. 89-92.

⁷¹⁵ Ibid: p. 91.

⁷¹⁶ AYOOB: op. cit. p. 1-10.

peu sophistiquée et ardemment religieuse d'une part et leurs richesses immenses d'autre part ont, ensemble, fait naître ce concept⁷¹⁷. Ajami maintient que « les richesses pétrolières confèrent une force considérable à leur interprétation conservatrice rigide ». Cette configuration explique « l'inclinaison des Saoudiens à maintenir la stabilité car cela représente un moyen de contrôler le processus de modernisation et de profiter de leurs richesses en toute tranquillité⁷¹⁸.

Enfin, quelle est l'attitude des responsables américains dans les années 1960 et 1970 à l'égard de l'islam politique ?

Fawaz Gerges maintient que dans l'ensemble, les États-Unis ont adopté une attitude hostile et ambiguë à l'égard du nationalisme arabe révolutionnaire, tandis que « l'islamisme politique » a été perçu comme un outil d'avancement pour les intérêts occidentaux (notamment américains). Selon Gerges, la politique américaine était davantage dictée par des considérations stratégiques de guerre froide que par des facteurs historiques et culturels ou des craintes et haines intrinsèques à l'islam⁷¹⁹.

Le conflit entre traditionalistes et modernistes dans le contexte du développement de l'Arabie Saoudite

L'ascendance idéologique de l'Arabie Saoudite sur le plan international s'opère dans un contexte de crise sociale sur le plan politique intérieur. La modernisation de la société saoudienne, rendue possible grâce aux revenus pétroliers grandissants et l'aide technologique apportée principalement par ARAMCO et les États-Unis, se heurte à l'opposition des éléments conservateurs. Les conservateurs (qui comprennent les oulémas et la population bédouine récemment sédentarisée) craignent que l'ouverture au monde extérieur porte atteinte à la société saoudienne traditionnelle. Ce conflit entre modernité et tradition est relayé par la presse américaine élite dans ses reportages sur l'Arabie Saoudite à cette époque.

Dans « Islamic Ministers Split as They End a Parley in Jeddah » (paru dans le *New York Times* du 27 mars 1970), Dana Adams Schmidt note que le sommet de trois jours qui a réuni les ministres étrangers des pays musulmans, qui vient d'achever à Djeddah, a laissé le monde

⁷¹⁷ AJAMI, Fouad. "Stress in The Arab Triangle". *Foreign Policy* [en ligne]. Hiver 1977-1978, n°29 [consulté le 19 juin 2010], p. 91-92. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148533>

⁷¹⁸ Ibid: p. 91-92.

⁷¹⁹ GERGES: op. cit.p. 75.

musulman plus divisé que jamais. Un clivage s'opère entre les États arabes radicaux et les États arabes conservateurs⁷²⁰. Aucun des gouvernements radicaux (parmi l'Égypte, la Libye, l'Algérie et le Soudan) n'a voulu adhérer au projet de Faysal dont l'objectif était de créer une organisation panislamique servant à promouvoir la coopération économique et politique entre les États islamiques. Un diplomate (cité par Schmidt) constate cependant que « le ciment de l'islam s'est révélé peu résistant. L'idée de Faysal de démontrer que la conception de la « Nation islamique » est applicable dans le monde moderne ne restera qu'un rêve ».

Faysal rencontre également des défis sur le plan politique intérieur. Dans « Signs of Changing Order: Minaret and Miniskirts » (paru dans le *New York Times* du 1^{er} juin 1968), Drew Middleton suggère que la société féodale saoudienne se transforme petit à petit en société moderne⁷²¹. Pour illustration, il cite la nouvelle mosquée construite à proximité de l'aéroport de Riyad alors que la construction des minarets (considérée un embellissement superflu) est interdite dans la capitale. Le nouveau minaret, que Middleton décrit de « gracieux », symbolise la « lente transformation de la société saoudienne conservatrice en une nation moderne ». Middleton souligne que la différence entre les nouvelles mœurs que la société saoudienne est en train d'assimiler et la société saoudienne traditionnelle « mourante » (selon sa définition) est considérable. Middleton s'est entretenu avec des Saoudiens qui trouvent tout à fait normal qu'une femme saoudienne veuille adapter son code vestimentaire à la mode de Beyrouth. En revanche, ils trouvent choquant qu'une femme choisisse d'enlever son voile et de revêtir une mini-jupe dès que l'avion décolle de Riyad.

La vieille société saoudienne « mourante » en revanche est préoccupée par le sort de Jérusalem, la disparition des coutumes anciennes et la présence des « infidèles » en Arabie Saoudite. Middleton note à ce sujet qu'aux yeux des Occidentaux, « l'hospitalité arabe traditionnelle semble être en conflit continu avec la xénophobie des Saoudiens »⁷²².

Une autre source de conflit entre la modernité et la société saoudienne traditionnelle est l'introduction de la télévision dans le royaume saoudien. Dana Adams Schmidt (dans le *New York Times* du 19 mars 1968) argumente que « la télévision est devenue à la fois l'échelon et

⁷²⁰ SCHMIDT ADAMS, Dana. "Islamic Ministers Split as They End A Parley in Jeddah". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 mars 1970 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes>

⁷²¹ MIDDLETON, Drew. "Signs of Changing Order: Minaret and Miniskirts". *The New York Times* [en ligne]. Le 1^{er} juin 1968 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁷²² Ibid.

l'agent du changement dans la théocratie puritaine que représente l'Arabie Saoudite »⁷²³. Pour Schmidt, la télévision est l'unique forme de divertissement dans un pays où la danse, le cinéma et l'alcool sont bannis. « Elle est adorée par les jeunes et détestée par les réactionnaires religieux tout en étant manipulée de manière subtile par les conseillers de Faysal qui, au travers d'une lente évolution, cherchent à éviter la révolution ». L'accord des oulémas réticents n'a été obtenu qu'avec la promesse de leur attribuer un temps de parole à la télévision. Aussi, chaque émission commence avec des récitations coraniques. Les émissions sont dédiées aux sports, à l'information et aux jeux ; 80% des programmes sont importés et 30% d'entre eux sont américains. Schmidt note que les Américains ont joué un rôle clé dans l'introduction de la télévision dans le royaume. Le développement des infrastructures télévisuelles a été confié aux ingénieurs de l'armée américaine et à la *National Broadcasting Company (NBC)*⁷²⁴.

Le fait que la télévision représente une réelle menace aux yeux des conservateurs est illustré par l'assassinat de Faysal en 1975 ; un jeune parent voulait ainsi venger son frère qui avait été tué lors d'une tentative d'attentat contre une station de télévision par des islamistes militants.

La place de la femme saoudienne est un autre thème qui ressort de la couverture de la presse d'élite américaine dans les années 1960 et au début des années 1970.

Dans « Saudi Arabia Moving From Theocratic Society » (paru dans le *New York Times* du 20 décembre 1963), Dana Adams Schmidt évoque un « relâchement » des restrictions religieuses en Arabie Saoudite⁷²⁵. Cette évolution fait partie d'un projet lancé par Faysal (alors Prince héritier) qui vise à introduire la « récréation innocente » dans un pays où les lois religieuses sont renforcées avec la décapitation pour un meurtre, la mutilation pour les voleurs et la lapidation pour adultère. Schmidt suggère que ce « relâchement des mœurs » a des origines politiques car la programmation de la radio saoudienne très ennuyeuse aurait amené les Saoudiens à écouter la radio du Caire. Afin de remédier à cette situation, la radio saoudienne a introduit la musique d'ambiance et a même joué des pièces de la chanteuse égyptienne Um Kulthum et de la chanteuse libanaise Fairuz⁷²⁶.

⁷²³ SCHMIDT ADAMS, Dana. "Influence of TV Brings Changes in Saudi Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 19 mars 1968 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁷²⁴ Ibid.

⁷²⁵ SCHMIDT ADAMS, Dana. "Saudi Arabia Moving From Theocratic Society". *The New York Times* [en ligne]. Le 20 décembre 1963 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁷²⁶ Ibid.

Une autre illustration de la plus grande visibilité de la femme saoudienne est l'introduction d'une conseillère familiale à la radio saoudienne. Dans l'une de ses émissions, citée par Schmidt, l'enseignement pour les filles est abordé. La conseillère familiale répond (de manière certainement fictive) à une lettre écrite par une jeune fille de ne pas écouter son frère lorsqu'il lui affirme que l'enseignement est uniquement réservé aux hommes. Le roi Faysal a ouvert 67 écoles pour filles afin d'encourager l'instruction des filles.

Enfin, Schmidt note que des associations caritatives récemment créées recherchent des volontaires parmi les femmes éduquées aisées⁷²⁷.

Les liens croissants entre l'Arabie Saoudite et les pays musulmans asiatiques (en l'occurrence la Malaisie) est le sujet d'un autre article du *New York Times* le 25 mai 1970 (l'article s'intitule « Malaysia Widens Middle East Ties »)⁷²⁸.

Pour le *New York Times*, la prochaine visite de Faysal en Malaisie apporte une preuve des liens croissants entre la Malaisie et le Moyen-Orient. À cette époque, seules l'Arabie Saoudite et la République arabe unie (United Arab Republic en anglais) maintiennent des liens diplomatiques avec la Malaisie parmi les pays du Moyen-Orient. Le quotidien cite un fait marquant dans les relations entre la Malaisie et le Moyen-Orient ; il s'agit de la décision des responsables malais, prise lors d'un récent sommet islamique à Kuala Lumpur, d'accueillir une délégation d'Al Fatah, une organisation qualifiée de terroriste par le *New York Times*. Al-Fatha a également été autorisée à ouvrir un bureau afin de lever des fonds et effectuer des campagnes de propagande « discrètes »⁷²⁹.

Ces liens sont également illustrés par la participation de la Malaisie à un sommet islamique à Djeddah (en mars 1970) lorsqu'un secrétariat permanent a été créé. Un symbole supplémentaire du rapprochement entre les pays musulmans au Moyen-Orient et les pays musulmans asiatiques est l'attribution du poste de secrétaire général à la Malaisie⁷³⁰.

Un dernier élément qui illustre ce rapprochement est la présence d'étudiants malais (un chiffre de 600 à 700 est avancé) en Arabie Saoudite, en Égypte, en Irak et en Iran où ils poursuivent principalement des études religieuses. La plupart de ces étudiants bénéficient de bourses attribuées par les pays d'accueil, le gouvernement malais ou des institutions

⁷²⁷ Ibid.

⁷²⁸ "Malaysia Widens Middle East Ties". *The New York Times* [en ligne]. Le 25 mai 1970 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁷²⁹ Ibid.

⁷³⁰ Ibid.

religieuses. La Malaisie compte 2000 à 3000 diplômés issus des universités du Moyen-Orient⁷³¹.

Un autre sujet évoqué par la presse d'élite est le choc culturel pour les occidentaux qui vivent en Arabie Saoudite avec l'application du code pénal coranique (mentionné précédemment). Dans « Severity of Koranic Penal Code Disturbs Many Westerners Living in Jeddah » (paru dans le *New York Times* du 11 juin 1966), Thomas Brady souligne que les occidentaux connaissent habituellement un choc culturel sévère lorsqu'ils arrivent en Arabie Saoudite, dont ils ne guérissent que très tardivement voire jamais⁷³². Brady compare ces pratiques aux punitions pour sorcières [souvent la noyade ou la mort par le feu] en vigueur au dix-septième siècle en Amérique. Les pratiques pénales très sévères sont légitimées par les Saoudiens du fait de leur efficacité et que, par conséquent, elles ne sont que très rarement utilisées. Aussi, cette sévérité est toute relative comparée aux méthodes pénales des années 1950⁷³³.

Un domaine qui touche plus particulièrement les occidentaux en Arabie Saoudite est l'interdiction des boissons alcoolisées et des cinémas. Brady fait référence à une boisson alcoolisée-Sadiki- qui signifie « mon ami » et qui est produite clandestinement par les occidentaux en Arabie Saoudite⁷³⁴.

Enfin, un dernier élément qui choque les occidentaux est le traitement de la femme saoudienne, avec notamment l'interdiction de conduire. Cet élément est impensable pour des américains et américaines pour qui la voiture fait partie intégrante de leur quotidien. Les autorités saoudiennes justifient cette interdiction par le fait que le voile (porté traditionnellement par les femmes saoudiennes) « gêne la vision »⁷³⁵.

⁷³¹ Ibid.

⁷³² BRADY F., Thomas. "Severity of Koranic Penal Code Disturbs Many Westerners Living in Jeddah". *The New York Times* [en ligne]. Le 11 juin 1966 [consulté le 1^{er} septembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁷³³ Ibid.

⁷³⁴ Ibid.

⁷³⁵ Ibid.

4. Conclusion

Dans les chapitres précédents, nous avons vu comment les images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis ont évolué au fil du temps sous l'influence de divers facteurs.

Avant 1945, lorsque les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite se développent, avec la rencontre « mythique » entre le président Roosevelt et le roi Abd al-Aziz en février 1945, l'Arabie Saoudite est perçue au travers des Britanniques notamment. Présents dans la péninsule arabique et dans la région du golfe Persique depuis le dix-huitième siècle, les Britanniques y ont établi une sphère d'influence. Des diplomates britanniques tels T. E. Lawrence (plus connu sur le nom de « Lawrence d'Arabie »), le capitaine W. H. Shakespeare et Harry St. John Philby vont contribuer à la cristallisation des images précoces de l'Arabie Saoudite aux États-Unis.

Avec la presse américaine qui couvre les relations britanniques entre Abd al-Aziz et le chérif Hussein de la Mecque (les principaux rivaux pour la domination de l'Arabie au début du vingtième siècle), les Américains obtiennent un premier aperçu d'Abd al-Aziz, de l'Arabie, des guerriers Ikhwan et du wahhabisme. À l'époque comme aujourd'hui, le wahhabisme est représenté comme une menace contre les Occidentaux et leurs protectorats en Irak, en Transjordanie, en Syrie et en Palestine d'une part et contre les émirats du golfe Persique et le Yémen d'autre part.

Le sentiment de menace provoqué par le fanatisme religieux d'Abd al-Aziz et les guerriers Ikhwan est mêlé d'admiration et de fascination devant le prodige Abd al-Aziz qui apparaît comme un leader politique et guerrier. Il se dégage en même temps une fascination pour l'exotisme et le romantisme d'Abd al-Aziz, dont le physique et les qualités rappellent un personnage issu d'*Arabian Nights*.

Aux États-Unis, la fascination pour Abd al-Aziz et sa conquête extraordinaire de l'Arabie coïncide avec une fascination générale pour l'Orient qui s'opère à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, dans un contexte d'ouverture économique vers l'extérieur et de commercialisation accrue sur le plan intérieur avec l'ouverture des premiers centres commerciaux.

Sur un autre plan, les représentations de l'islam et des Arabes aux États-Unis sont influencées par la lecture de la Bible et des ouvrages de voyage rédigés par des missionnaires protestants, qui ont commencé à voyager dans le Moyen-Orient dans les années 1820, et des

Américains aisés qui ont commencé à visiter la Palestine après la guerre civile en 1865. Les images qui ressortent de ces récits sont globalement très négatives. L'Orient est décrit comme un endroit arriéré et sale, les Arabes comme des êtres despotiques, enfantins, efféminés, irresponsables, crasseux et intrigants à la fois, qui ne sont pas dignes de confiance. Par conséquent, l'islam est perçu comme despotique, infidèle, médiéval et de ce fait, inférieur au christianisme. Les premiers missionnaires protestants au Moyen-Orient, qui ont représenté l'islam comme l'antéchrist dans leurs récits, ont contribué à cette perspective anti-islamique qui sera reprise dans de nombreuses publications aux États-Unis. Le fait que cette perspective se soit transformée en discours dominant ressort dans l'ouvrage *Innocents Abroad* de Samuel Clemens et les critiques contemporaines de ce récit de voyage⁷³⁶.

Cependant, la représentation de l'islam et des peuples arabes par les missionnaires protestants au Moyen-Orient sera modifiée au fil du temps au travers de l'interaction avec les populations arabes locales. Ce changement est également le fruit d'une réflexion personnelle provoquée par la réalité du terrain, avec notamment le refus de la plupart des Arabes musulmans de se convertir au protestantisme ainsi que l'hétérogénéité ethnique, sociale et religieuse des sociétés en question. Ainsi, les missionnaires protestants se sont investis dans d'autres activités telles l'enseignement, la promotion de la démocratie libérale (dont la promotion de l'indépendance arabe est une expression), les œuvres caritatives et les services sociaux et médicaux.

Avec le temps, des affinités se sont créées entre missionnaires et populations locales ainsi que les aspirations politiques, économiques et culturelles de ces dernières. Ce processus a été facilité par l'apprentissage de l'arabe. Ces affinités ont été transmises aux enfants de missionnaires. Plusieurs d'entre eux feront partie des premiers diplomates américains – les célèbres Arabisants - au bureau du Proche-Orient du département d'État ou seront en poste dans le Moyen-Orient lors de la seconde guerre mondiale. Parmi eux, William E. Eddy jouera un rôle important dans le développement des relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Il est également l'un des premiers à évoquer le danger pour les intérêts américains au Moyen-Orient de soutenir la partition de la Palestine. Dans plusieurs mémorandums, Eddy avertit que « la partition de la Palestine sera une source de troubles pour les années à venir et qu'elle va alimenter la colère des Arabes contre les États-Unis »⁷³⁷.

⁷³⁶ TWAIN, Mark. *The Innocents Abroad or the New Pilgrims' Progress*. Hartford: American Publishing Company, 1869.

⁷³⁷ LIPPMAN, Thomas W., *Arabian Knight: Colonel Bill Eddy USMC and the Rise of American Power in the Middle East*. Vista: Selwa Press, 2008. p. 250-252.

En 1945, la relation américano-saoudienne débute donc sur des bases relativement fragiles. Les deux partenaires de cette relation, vantée comme « spéciale » par les responsables d'ARAMCO, du département d'État et de la Maison Blanche, sont très différents. De plus, les opinions publiques des deux pays s'opposent à ce rapprochement. Aux États-Unis, les républicains isolationnistes, les libéraux, les membres pro-israéliens du Congrès et les groupuscules pro-israéliens ne sont pas favorables à une alliance même informelle avec un pays décrit comme antidémocratique, despotique, féodal et de surcroît anti-sioniste et anti-israélien. En Arabie Saoudite, les éléments conservateurs s'opposent à l'ouverture de la société saoudienne traditionnelle aux Américains perçus comme des infidèles. Ils craignent que les influences occidentales provoquent une libéralisation des mœurs contraires aux préceptes de l'islam puritain, notamment en ce qui concerne la place de la femme dans la société et la séparation des sexes. Pourtant, comme nous avons pu le constater, la relation américano-saoudienne, spéciale ou non, subsiste. Pourquoi et de quelle manière?

La réponse la plus évidente est que la relation perdure en raison du pétrole et des intérêts stratégiques pour les États-Unis et de la sécurité, des intérêts économiques et de l'aide apportée par les États-Unis dans les domaines administratif, technologique, éducatif et médical à l'Arabie Saoudite. Ces facteurs semblent donc plus importants que les différences qui séparent les deux pays.

De quelle manière la relation américano-saoudienne était-elle promue aux États-Unis?

Comme suggéré dans le second chapitre de cette première partie, la compagnie pétrolière ARAMCO a joué un rôle clé dans la promotion de la relation américano-saoudienne aux États-Unis au travers de sa politique d'image élaborée dans les années 1940 et 1950. Cette politique s'est appuyée sur différents mythes à savoir « l'exceptionnalisme d'ARAMCO », « l'exceptionnalisme de l'Arabie Saoudite » et la relation américano-saoudienne « spéciale ». Cette politique, qui sera remise en question par l'opinion publique américaine à de plusieurs reprises (notamment lors de la visite du roi Saoud en 1957), sera finalement assimilée à la fois par Washington et une partie dominante du public américain. Cette intégration s'explique davantage par la perception des intérêts énergétiques et stratégiques américains que par un changement d'attitude du public, des administrations successives ou du Congrès à l'égard de la nature du régime saoudien. La représentation de l'Arabie Saoudite comme stratégiquement vitale par l'opinion publique nous permet de conclure que la politique d'image d'ARAMCO a fonctionné.

Dans le même temps, la politique sociale d'ARAMCO (qui se traduit par la stratification raciale pratiquée à l'égard des ouvriers saoudiens à Dhahran et à Ras Tanura) et le développement des fonctions de renseignement et de recherche dans le but de sauvegarder les intérêts d'ARAMCO en Arabie Saoudite témoignent de l'ambiguïté qui caractérise les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite.

L'ambiguïté de la relation américano-saoudienne découle également de sa fragilité inhérente du fait des relations que les États-Unis entretiennent avec Israël et de la crainte que l'Arabie Saoudite coupe l'accès aux ressources pétrolières. Un tel scénario semble de plus en plus probable dans un contexte de revendications nationalistes grandissantes parmi les producteurs arabes de pétrole et d'une dépendance accrue des États-Unis (et d'une majorité d'autres pays occidentaux) du pétrole du Moyen-Orient. Un fait marquant est la perte du statut de producteur en dernier ressort par les États-Unis, au profit de l'Arabie Saoudite. Ce transfert va accroître l'exposition des États-Unis (et d'autres pays occidentaux) aux embargos et aux réductions potentielles de la production pétrolière de la part des pays producteurs arabes – dans un contexte où l'approvisionnement énergétique est un sujet de plus en plus d'actualité. L'instrumentalisation de l'arme pétrolière par les pays producteurs arabes en cas de nouveau conflit israélo-arabe est évoquée par les responsables et les experts dont une majorité doute de la réalisation d'un tel scénario. Les divergences idéologiques et la perception des Arabes comme des êtres irrationnels et incapables par nature sont des arguments avancés contre l'utilisation et le fonctionnement de l'arme pétrolière. Seul James E. Akins (ambassadeur des États-Unis en Arabie Saoudite à partir de septembre 1973) estime qu'un embargo imposé par les pays arabes producteurs du pétrole est au contraire très probable.

Si l'utilisation de l'arme pétrolière arabe est jugée peu probable par une majorité d'experts et de responsables, la montée en puissance des pays producteurs arabes qui se matérialise avec les accords de Téhéran (qui symbolise la mutation d'un marché de consommateurs vers un marché de producteurs) est néanmoins perçue comme très inquiétante. Ces inquiétudes prennent parfois la forme des commentaires ironiques (à la fois parmi les experts et dans la presse populaire) qui évoquent les « tensions millénaires » entre l'Occident et le monde arabo-musulman et les caractéristiques « sanguinaires » et « féroces » de l'islam notamment.

Un dernier élément très important qui ressort de l'exposé précédent est la représentation de l'islam politique par Washington et la manière dont cette représentation a évolué à la fin des années 1940 et au début des années 1950 d'une menace potentielle vers un instrument

d'endiguement du communisme et des forces radicales à partir de 1955, dans un contexte de la guerre froide.

DEUXIÈME PARTIE (1973-1980) : LES « IMAGES » DE L'ARABIE SAOUDITE DANS LE CONTEXTE DE L'ASCENSION ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE DE L'ARABIE SAOUDITE SUITE À L'EMBARGO PÉTROLIER DE 1973-1974

Sur le plan géopolitique, la période 1973-1980 est une période turbulente pour le Moyen-Orient, marquée par des événements dont les ramifications demeurent clairement perceptibles encore en 2011 :

En premier lieu, nous évoquons la guerre israélo-arabe de 1973 (ou la guerre d'Octobre) qui éclate entre les États arabes et Israël le 6 octobre. Celle-ci sera suivie d'un embargo pétrolier imposé le 20 octobre par les pays arabes producteurs de pétrole contre les États-Unis (et d'autres pays occidentaux) pour le soutien apporté à Israël dans le contexte de la guerre. L'embargo pétrolier va amplifier la crise énergétique qui touche le monde industrialisé au début des années 1970 et alimenter une profonde récession qui va se traduire par des taux d'inflation et de chômage très élevés⁷³⁸. L'embargo pétrolier - symbole par excellence de la reconfiguration de l'ordre pétrolier qui s'opère entre la fin des années 1960 et le début des années 1970 - sera vécu aux États-Unis (et en Occident de manière générale) comme un renouveau du pouvoir arabo-musulman. Cette impression est d'autant plus forte que les États-Unis sont fragilisés par une crise à dimensions multiples qui se manifeste sur le plan énergétique, économique, politique et social⁷³⁹.

Dans les faits, la guerre d'Octobre et l'embargo pétrolier (qui lui succède) coïncident avec l'affaire du Watergate et la fin de la guerre du Vietnam, qui est devenu un symbole de l'affaiblissement de l'hégémonie américaine aux yeux du public américain et des responsables politiques. Les transformations profondes de la société américaine en cours depuis les années 1960, provoquées par la libéralisation de la société américaine, contribuent également à ce sentiment de fragilité. Les mouvements des droits civiques, les mouvements anti-guerre, les

⁷³⁸ YERGIN, Daniel. *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money and Power*. The Free Press: New York (1991), 2003. p. 588-630.

⁷³⁹ VASSILIEV, Alexei. *The History of Saudi Arabia*. London : Saqi Books, 1998. p. 390-395.

AL-RASHEED, Madawi. *A History of Saudi Arabia*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002. p. 136-143.
KORANY, Bahgat. "The Glory That Was? The Pan-Arab, Pan-Islamic Alliance Decisions, October 1973". *Revue Internationale de Sciences Politiques* [en ligne]. Vol. 5, n°1, 1984 [consulté le 5 avril 2010]. p. 49-51. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1600958>

AJAMI, Fouad. "Stress in The Arab Triangle". *Foreign Policy* [en ligne]. Hiver 1977-1978, n°29 [consulté le 19 juin 2010], p. 91-92. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148533>

McALISTER. *Epic Encounters: Culture, Media, and U.S. Interests in The Middle East since 1945*. Berkeley: University of California Press (2001), 2005. p. 133-140.

KEPEL, Gilles. *Jihad*. Paris: Gallimard (2000), 2003. p. 55-57.

mouvements de libération des femmes et les mouvements pour les droits des homosexuels sont les moteurs de cette transformation⁷⁴⁰. Des éléments conservateurs vont s'opposer à la libéralisation de la société américaine; cette cristallisation se manifestera avec la création de la Nouvelle Droite et les courants néoconservateurs (notamment les néoconservateurs de « seconde génération » tel que définis par l'historien Justin Vaïsse comme évoqué dans la première partie de la thèse)⁷⁴¹. La Nouvelle Droite saura tirer profit de cette période turbulente. Elle va notamment jouer un rôle clé dans les élections présidentielles de novembre 1980 qui vont propulser Ronald Reagan à la présidence des États-Unis⁷⁴². Dans le cadre de cette « contre révolution » sociale, l'alliance de proximité entre Israël et la Droite religieuse va se cimenter, largement influencée par l'arrivée du terrorisme islamiste sur le devant de la scène internationale et la menace continue de l'arme pétrolière arabe⁷⁴³.

Sur le plan économique et stratégique, les revenus pétroliers considérables générés par l'embargo pétrolier, et qui continueront de croître même après la levée de celui-ci, vont permettre aux producteurs arabes, notamment à l'Arabie Saoudite et à l'Iran, d'entamer des programmes de développement et de modernisation très ambitieux y compris de leurs capacités de défense⁷⁴⁴. A cet effet, les États-Unis, le Japon et l'Europe occidentale vont tirer profit de ce développement dans la mesure où ils vont fournir le savoir faire technologique, administratif et stratégique ainsi que diverses marchandises (aussi bien des voitures, des boissons gazeuses tels Coca Cola et Pepsi que des F-15)⁷⁴⁵.

Sur le plan idéologique, les revenus pétroliers grandissants vont permettre à l'Arabie Saoudite de réaliser ses ambitions de leader panislamique à la fois sur le plan régional et international au travers de la propagation du wahhabisme. Le wahhabisme sera également utilisé par le leadership saoudien comme un outil d'endiguement du communisme à la fois en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-ouest. Cependant, cette stratégie d'endiguement du communisme ne s'opère pas seulement au travers de la propagation du wahhabisme. Les

⁷⁴⁰ McALISTER: op. cit. p. 168; 177-178

⁷⁴¹ BEN BARKA, Mokhtar. *La Nouvelle Droite Américaine : Des origines à l'affaire Lewinsky*. Paris: Éditions du Temps, 1999. p. 38-49 ; 110-118.

VAÏSSE, Justin. "Was Irving Kristol a Neoconservative? ". *Foreign Policy* [en ligne]. Le 23 septembre 2009 [consulté le 24 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.foreignpolicy.com>

Histoire du néoconservatisme aux États-Unis: le triomphe d'une idéologie. Paris: Odile Jacob, 2008. passim.

⁷⁴² BEN BARKA: op. cit. p. 89-98.

⁷⁴³ McALISTER: op. cit. p. 198-216.

⁷⁴⁴ BRONSON, Rachel. *Thicker than Oil: America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia*. New York: Oxford University Press, 2006. p. 124-139.

Ibid: p. 140-151.

VASSILIEV: op. cit. p. 393- 404.

AL-RASHEED: op. cit. p. 136-152.

⁷⁴⁵ VASSILIEV: op. cit. p. 393- 404.

revenus pétroliers considérables de l'Arabie Saoudite financeront également des opérations secrètes menées par la CIA (notamment en Amérique latine et en Afrique) dans un contexte où le Congrès américain s'oppose à ces activités. Bien souvent, comme c'est le cas en Afrique, au Moyen-Orient et en Afghanistan, l'endigement du communisme et la propagation du wahhabisme se rejoignent ce qui fait de Riyad un partenaire stratégique idéal aux yeux des responsables américains⁷⁴⁶.

Enfin, sur le plan politique intérieur américain, la frustration et la colère ressenties par le public lors de l'embargo (et la période post-embargo) visent les compagnies pétrolières et implicitement les producteurs arabes dont les revenus considérables générés par l'embargo (et les prix du pétrole fluctuants dans la période post-embargo) sont décrits comme « obscènes » par des membres influents du Congrès tels Henry Jackson. Cette période se caractérise également par l'audition de responsables pétroliers devant le Congrès où ils sont dénoncés par Henry Jackson (sénateur démocrate de l'État de Washington et président de la commission sur les affaires intérieures devenue la commission sur l'énergie et les ressources naturelles en 1977) et d'autres membres influents du Congrès tels Frank Church (sénateur démocrate de l'Idaho et président de la commission des relations étrangères du Sénat entre 1979 et 1981)⁷⁴⁷.

En second lieu, la révolution iranienne qui se déroule en 1978 et 1979 va mettre un terme à l'alliance entre l'Iran et les États-Unis (et implicitement à la stratégie de piliers dans le golfe Persique). La révolution iranienne et la crise des otages américains (qui se déroule entre le 4 novembre 1979 et le 20 janvier 1981) vont transformer la perception de l'islam politique (et de l'islam et des Arabes bien que l'Iran soit perse et non pas arabe) de manière permanente à la fois pour les responsables politiques et le public américain. Aussi, ces deux évènements vont faire ressortir des images et des représentations issues de l'imagerie orientaliste américaine⁷⁴⁸. Comme nous allons pouvoir le constater, ce développement va également influencer la cristallisation des images sur l'Arabie Saoudite.

Sur le plan économique, la révolution iranienne et la guerre entre l'Irak et l'Iran (qui éclate le 22 septembre 1980) vont provoquer le second choc pétrolier qui se traduit par une

⁷⁴⁶ BRONSON: op. cit. p. 124-136; 144-150; 168-185.

⁷⁴⁷ YERGIN: op. cit. p. 656-657.

⁷⁴⁸ SICK, Gary. "The United States in The Persian Gulf: From Twin Pillars to Dual Containment" dans LESCH, David W. (Éd). *The Middle East and the United States: A Historical and Political Reassessment*. Boulder: Westview Press, 2003. p. 291-294.

BRONSON: op. cit. p. 149-152.

McALISTER: op. cit. p. 199-234.

GERGES A., Fawaz A. *America and Political Islam: Clash of Cultures or Clash of Interests?* Cambridge: Cambridge University Press, 1999. p. 42-45.

augmentation du prix du pétrole et un manque de pétrole. Ce manque fut surtout provoqué par des sentiments de panique qui amènent les distributeurs et les consommateurs à constituer des réserves de pétrole⁷⁴⁹.

Sur le plan géopolitique, il existe des craintes quant à une propagation de la révolution islamique au Koweït, à l'Arabie Saoudite et à l'Égypte. Une telle évolution représenterait un rejet de la modernité (et implicitement de l'Occident) dans un contexte de fragilité économique et politique aussi bien sur le plan politique intérieur américain que sur le plan international. Les Accords de Camp David ainsi que la ratification du traité de paix entre Israël et l'Égypte (qui a lieu à Washington D.C. le 26 mars 1979) ont divisé le monde arabe. Le sujet de discorde concerne l'exclusion de la question palestinienne des négociations, ce qui provoque l'exclusion de l'Égypte de la Ligue arabe entre 1979 et 1989⁷⁵⁰.

En troisième lieu, les sentiments de fragilité provoqués chez les responsables américains par la révolution iranienne (ainsi que par la chute du Shah et la crise des otages qui suivront) seront accentués par d'autres événements géopolitiques majeurs tels la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque le 20 novembre 1979, le soulèvement simultané des chiites dans l'est de l'Arabie Saoudite et enfin l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques en décembre 1979⁷⁵¹.

Ensemble, ces événements vont amener l'Administration Carter à développer une nouvelle stratégie (la Doctrine Carter) pour le golfe Persique et à remettre en question l'approche conciliatrice adoptée à l'égard de l'Union soviétique au travers de la politique de détente. Cette réorientation est largement influencée par le conseiller pour la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski qui, au cours de l'année 1979, mène une campagne pour sensibiliser le Président sur l'existence de zones de conflits potentiels dans un arc qui s'étend de la Corne de l'Afrique jusqu'au golfe Persique et où l'expansion soviétique constitue une menace pour les intérêts américains. Brzezinski soutient que pour empêcher l'Union soviétique de prévaloir en Afghanistan, le Président doit réaffirmer l'hégémonie des États-Unis au Moyen-Orient et en Asie du Sud-ouest. Nous notons que la réorientation de la

⁷⁴⁹ SPERO, Joan E. et HART, Jeffrey A. *The Politics of International Economic Relations*. London: Routledge, 1997. p. 286-289.

YERGIN: op. cit. p. 673-698.

⁷⁵⁰ BRONSON: op. cit. p. 143-144.

⁷⁵¹ Ibid: p. 144-151.

politique étrangère américaine dans le Moyen-Orient est également influencée par des considérations électorales dans un contexte où l'opinion publique apparaît très défavorable⁷⁵².

Enfin, cette nouvelle stratégie se traduira par des accords controversés de transferts d'armements à Israël, à l'Arabie Saoudite et à l'Égypte. En mai 1978, après de nombreuses campagnes menées auprès des membres du Congrès (notamment par le « lobby pro-israélien » et « le lobby arabe »), le Congrès approuve une vente d'armement comprenant 75 F-16 et 15 F-15 à Israël, 60 F-15 à l'Arabie Saoudite et enfin 60 F-5E à l'Égypte. Cette vente, qui s'élève à 2,5 milliards de dollars, est présentée par le secrétaire d'État Cyrus Vance comme étant d'une « importance vitale pour la promotion de la modération » [au Moyen-Orient]⁷⁵³.

En quatrième et dernier lieu, nous notons au sujet de l'évolution politique en Arabie Saoudite que des soulèvements contre le gouvernement saoudien ont lieu dans la région de Hedjaz en novembre 1979 (où se situent les villes saintes de la Mecque et de Médine). Des groupuscules armés mènent des attaques surprises contre les troupes saoudiennes régulières. Les rebelles contrôlent un territoire relativement important entre la Mecque et Médine. Selon certains rapports, des soldats issus des troupes saoudiennes régulières et de la Garde nationale se seraient joints aux rebelles. Une estimation fait état de 3500 participants au total. Les leaders des rebelles ont réparti leurs forces entre deux entités; l'une basée à la Mecque et l'autre à Médine. Finalement, les rebelles seront repoussés par les forces gouvernementales le 20 novembre 1979⁷⁵⁴.

À la Mecque en revanche, les autorités saoudiennes ont été prises par surprise. Au moment du pèlerinage annuel (le 20 novembre 1979), la Grande Mosquée a été prise d'assaut avec comme conséquence une médiatisation très importante à la fois dans le monde arabo-musulman et le monde occidental. Cet acte est revendiqué par le Mouvement des révolutionnaires musulmans de la péninsule arabique. Selon le leader spirituel des assaillants, Muhammad al-Qahtani, un Messie (ou Mahdi) autoproclamé, le Mouvement des révolutionnaires musulmans de la péninsule arabique appelle à la « purification » de l'islam et à la « libération » de l'Arabie Saoudite de la « clique infidèle » représentée par la famille royale et les oulémas corrompus⁷⁵⁵.

⁷⁵² Ibid: p. 150-151.

LITTLE, Douglas. *American Orientalism : The United States and the Middle East Since 1945*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press (2002), 2004. p. 146-155.

⁷⁵³ BRONSON: op. cit. p. 143.

⁷⁵⁴ TROFIMOV, Yaroslav. *The Siege of Mecca*. New York: Doubleday, 2007. passim.

VASSILIEV: op. cit. p. 395-397.

AL-RASHEED: op. cit. p. 144-146.

BRONSON: op. cit. p. 147-148.

⁷⁵⁵ VASSILIEV: op. cit. p. 395-397.

Le leader politique du mouvement, Juhayman al-'Utaybi, condamne pour sa part la civilisation occidentale responsable selon lui de la destruction des valeurs fondamentales de la société saoudienne. Cependant, sa critique vise également le leadership saoudien dont le respect des préceptes de l'islam est purement théorique selon lui dans la mesure où les princes volent le territoire des Ikhwan, gaspillent l'argent de l'État et poursuivent une existence dégénérée au sein de luxueux palais. Pour remédier à cette situation, Juhayman al-'Utaybi appelle à un retour à l'islam authentique, c'est-à-dire à la version de l'islam qui prévalait au cours des premiers siècles suivant la mort du prophète Mahomet. Les rebelles ont exprimé d'autres demandes qui concernent la destitution de certains princes haut placés, une révision des termes de la production et de la commercialisation du pétrole et enfin l'expulsion de tous les conseillers militaires étrangers du royaume⁷⁵⁶.

En réponse à cette rébellion, le gouvernement saoudien- avec le prince héritier Fahd en tête- mobilise les oulémas avec pour résultat une fatwa proclamée le 23 novembre et qui autorise l'intervention militaire dans le lieu sacré de la Grande Mosquée de la Mecque⁷⁵⁷. Cependant, les assaillants se révèlent plus résistants que prévu ce qui amène à des batailles sanglantes avec les forces gouvernementales⁷⁵⁸. Le siège est enfin levé le 4 décembre 1979 par les autorités saoudiennes mais seulement grâce à l'aide de commandos français qui se sont servis d'un produit chimique puissant pour disperser les assaillants. Le Mahdi autoproclamé a été tué lors du troisième jour de siège tandis que Juhayman al-'Utaybi sera exécuté le 9 janvier 1980 ainsi que 63 de ses disciples⁷⁵⁹.

L'opération contre les assaillants de la Grande Mosquée de la Mecque a été organisée par Alexandre de Marenches, directeur de la Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage. De Marenches était l'instigateur principal du Safari Club, une alliance informelle fondée en septembre 1976 afin d'endiguer l'expansion communiste en Afrique et au Moyen-Orient à une époque où le Congrès américain s'opposait à l'engagement des États-Unis dans des opérations secrètes. Les membres du Safari Club comptaient la France, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Maroc et l'Iran jusqu'à la révolution islamique de 1979⁷⁶⁰.

Enfin, le choix du leadership saoudien de faire appel à la France plutôt qu'aux États-Unis s'explique en partie par les sentiments anti-américains manifestés par l'opinion

⁷⁵⁶ Ibid: p. 395-397.

⁷⁵⁷ HEGGHAMMER, Thomas et LACROIX, Stéphane. "Rejectionist Islamism in Saudi Arabia: The Story of Juhayman al-'Utaybi". *International Journal of Middle East Studies* [en ligne]. Vol. 39, n°1, 2007 [consulté le 27 septembre 2010], p. 103-122. Disponible sur : <http://www.cambridge.org/journal/mes>

⁷⁵⁸ VASSILIEV: op. cit. p. 395-397.

⁷⁵⁹ HEGGHAMMER et LACROIX: op. cit. p. 103-122.

⁷⁶⁰ BRONSON: op.cit. p. 132-135.

saoudienne dans un contexte de crise sociale provoquée par la modernisation très rapide de la société et des sentiments anti-américains au Moyen-Orient qui existaient dans le contexte de la révolution islamique en Iran⁷⁶¹.

Cela nous amène aux soulèvements chiites qui ont lieu dans l'est de l'Arabie Saoudite en novembre 1979 en même temps que se déroule le siège de la Grande Mosquée de la Mecque. Ces contestations se concentrent dans la région de Hasa (située dans l'est de l'Arabie Saoudite) où vivent une majorité des chiites saoudiens et où sont localisés les sites majeurs de la production pétrolière saoudienne. Les chiites connaissent des discriminations, à la fois sur le plan religieux et économique. Dans les faits, ils n'ont pas accès à certains métiers (notamment dans le domaine de l'enseignement et de l'armée), ils ne peuvent pas construire de mosquées et ne sont pas autorisés à exécuter leurs rituels matinaux (ashura). De plus, les chiites n'ont pas profité du développement de la société saoudienne du début des années 1970, et notamment du libre accès aux services sociaux et médicaux⁷⁶².

La révolution iranienne de 1978-1979 va amener à une politisation accrue des chiites saoudiens. Au moment de la fête d'Ashura en 1979 (qui commémore la mort des martyres Hasan et Hussain, une activité qui est confinée au domaine privé), les chiites descendent dans la rue. En réponse, le gouvernement saoudien a déployé 20 000 soldats de la Garde nationale afin de disperser les manifestants. Ces manifestations seront suivies par plusieurs autres en 1980 pour marquer le premier anniversaire du retour de l'Ayatollah Khomeini. En pratique, les chiites ont profité de cette occasion pour exprimer leur mécontentement à l'égard de leur statut de citoyen de seconde classe dans la société saoudienne. Lors de confrontations entre les manifestants et la Garde nationale nationale, plusieurs chiites trouvent la mort. Une organisation clandestine représentant la communauté chiite - l'Organisation de la révolution islamique - est issue de ces mouvements. Elle mène des campagnes radio par l'intermédiaire de stations iraniennes et ouvre un bureau d'information à Téhéran afin de communiquer avec la communauté chiite saoudienne. Suite à des confrontations violentes avec les autorités saoudiennes, les leaders du mouvement sont contraints à l'exil. Par la suite, le leadership saoudien va chercher à adopter une approche plus pragmatique, avec notamment la promesse de réformes économiques bien que l'impact de ces dernières reste très limité⁷⁶³.

⁷⁶¹ TROFIMOV: op. cit. p. 59-62; 94-95; 104-116.

⁷⁶² VASSILIEV: op. cit. p. 396-397.

AL-RASHEED: op. cit. p. 146-148.

⁷⁶³ Ibid: p. 146-148.

Dans ce contexte très turbulent sur le plan économique, politique et social, à la fois aux États-Unis, en Arabie Saoudite et sur le plan international, la cristallisation des images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis va s'opérer. Les difficultés du public américain, des responsables et des médias américains d'appréhender ce pays en apparence très contradictoire sont illustrées par la couverture médiatique et le nombre élevé d'ouvrages et d'études économiques et politiques qui couvrent l'Arabie Saoudite et la relation américano-saoudienne lors de cette période.

La guerre d'Octobre

Les sentiments d'humiliation et de vengeance associés à la défaite des forces arabes dans la guerre israélo-arabe de 1967 caractérisent le contexte de prise de décisions concernant la guerre d'Octobre 1973 et l'embargo pétrolier de 1973-1974. Ces sentiments sont amplifiés par des facteurs historiques tels le panarabisme et l'établissement de l'État d'Israël perçus par les Arabes radicaux comme « une base impérialiste »⁷⁶⁴. Étant donné le rôle de leader du panarabisme du président égyptien Nasser, sa crédibilité a été entachée par la défaite de 1967. Les statistiques de la guerre (11500 tués, 5500 prisonniers, 80 pour cent des blindés et 286 avions de combat sur 340 détruits) illustrent l'ampleur des pertes subies par l'armée égyptienne face à Israël. Cela explique l'un des thèmes récurrents des discours de Nasser durant la période d'après-guerre, à savoir la crise morale de la société égyptienne⁷⁶⁵.

Le président Anouar el-Sadate, qui dispose d'une marge de manœuvre plus importante que Nasser (dont les positions politiques et idéologiques sont étroitement identifiées avec le nationalisme arabe), cherche initialement à sortir l'Égypte de la crise par des moyens politiques⁷⁶⁶. Ainsi, Sadate cherche à se rapprocher des États-Unis. Dans un entretien du début de l'année 1971 avec Arnaud de Borchgrave de *Newsweek*, il déclare être prêt à conclure la paix et reconnaître Israël⁷⁶⁷.

Le 4 février 1971, Sadate propose un accord de paix partial et l'ouverture du Canal de Suez. En mai 1971, il s'entretient au Caire avec William P. Rogers (secrétaire d'État de Nixon

⁷⁶⁴ KORANY, Bahgat. "The Glory That Was? The Pan-Arab, Pan-Islamic Alliance Decisions, October 1973". *Revue Internationale de Sciences Politiques* [en ligne]. Vol. 5, n°1, 1984 [consulté le 5 avril 2010]. p. 49-51. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1600958>

⁷⁶⁵ Ibid: p. 50.

⁷⁶⁶ BARNETT, Michael N. "Dialogues in Arab Politics: Negotiations in Regional Order" [en ligne]. New York: Columbia University Press, Automne 1998 [consulté le 5 janvier 2006], p. 11-12. Disponible sur: <http://www.ciaonet.org/book/barnett/barnett04.html>

Anouar el-Sadate succède à Nasser à la présidence de l'Égypte suite à la mort de ce dernier en 1970.

⁷⁶⁷ KORANY: op. cit. p. 51.

du 22 janvier 1969 au 3 septembre 1973). Le point culminant de ces relations est la visite à Washington d'Hafez Ismail (conseiller pour la sécurité nationale de Sadate) en février 1973. Suite à une rencontre officielle avec le président Nixon à la Maison Blanche et à des rencontres secrètes avec Henry Kissinger, les responsables égyptiens sont priés d'adopter des mesures concrètes (sans que plus de détails soient apportés) en échange d'un retrait d'Israël des territoires occupés depuis la guerre israélo-arabe de 1967⁷⁶⁸.

Les rencontres entre Ismail et Kissinger n'apportent cependant pas de résultat et confortent Sadate dans l'idée qu'une action militaire sera nécessaire afin de sortir de l'impasse avec Israël. La promesse faite une semaine plus tard par le président Nixon au premier ministre israélien Golda Meir d'envoyer 48 Phantom Jets supplémentaires à Israël fera pencher la balance en faveur d'une action militaire de l'Égypte contre l'État hébreu. Les préparatifs de guerre (dont témoigne le document militaire préparatif Gamassy) sont déclenchés par Sadate en février 1973⁷⁶⁹.

En choisissant l'option de la guerre, Sadate cherche à provoquer un climat politique plus propice à des négociations entre l'Égypte et Israël⁷⁷⁰. Les conflits continus avec Israël empêchent l'Égypte de progresser sur le plan économique en raison de l'importance des dépenses militaires engagées. De plus, la défaite de 1967 a laissé un bilan moral très négatif pour l'Égypte et pour le monde arabe en général⁷⁷¹.

La guerre éclate lorsque l'Égypte et la Syrie mènent une attaque surprise contre Israël, le 6 octobre 1973. Les forces égyptiennes ont maintenu leurs positions sur la rive gauche du Canal de Suez jusqu'au moment où les forces israéliennes, sous la commande notamment d'Ariel Sharon (entre autres généraux), lanceront des contre-offensives. La troisième armée égyptienne se retrouve enfermée et échappera à une destruction par les forces israéliennes suite à l'intervention diplomatique des États-Unis qui cherchaient à éviter une confrontation avec l'Union soviétique⁷⁷². Peu après le début des hostilités, la guerre s'est transformée en crise internationale en raison des intérêts stratégiques des États-Unis et de l'Union soviétique dans le Moyen-Orient. Ces intérêts s'articulent autour de l'armement et des ponts aériens massifs afin de maintenir les capacités de combats de leurs alliés respectifs (Israël pour les États-Unis et l'Égypte pour l'Union soviétique). Bien que les superpuissances soient conscientes des

⁷⁶⁸ Ibid: p. 52.

⁷⁶⁹ Ibid: p. 52-53.

⁷⁷⁰ Ibid: p. 52-53.

⁷⁷¹ Ibid: p. 52-53.

⁷⁷² BURR, William. *The October War and U. S. Policy* [en ligne]. Le 7 octobre 2003 [consulté le 18 octobre 2010]. Disponible sur : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB98/index2.htm>

risques inhérents à une confrontation, ce qui se traduisait par un soutien intermittent des cessez-le-feu, leur engagement politique rendait leur soutien ambigu. Dans ce contexte, les tensions entre les États-Unis et l'Union soviétique concernant les violations par Israël du cessez-le-feu du 22 octobre 1973 s'intensifient au point que l'Administration Nixon déclenche une alerte nucléaire le 24 octobre⁷⁷³.

Enfin, l'impératif d'empêcher une confrontation avec l'Union soviétique va amener le secrétaire d'État Henry Kissinger à exercer des pressions sur le leadership israélien afin de le persuader de laisser parvenir des équipements non-militaires à la troisième armée égyptienne. Aux yeux des responsables américains, il était nécessaire d'éviter une victoire israélienne trop écrasante afin d'assurer que les négociations de paix qui allaient suivre se déroulent de manière satisfaisante à leurs yeux. L'armistice est finalement signé le 26 octobre 1973⁷⁷⁴. Les négociations entre les officiers israéliens et égyptiens qui ont commencé fin octobre 1973 vont aboutir à l'accord de désengagement « Sinai 1 » conclu en janvier 1974. Henry Kissinger va jouer un rôle important dans ce développement avec la « diplomatie de navette » qu'il a initiée le 5 novembre 1973⁷⁷⁵.

Malgré les avancées israéliennes qui ont succédé à l'attaque arabe, cette attaque produit un regain de confiance important chez les États arabes tout en remettant en question l'efficacité du concept militaire d'Israël⁷⁷⁶. Selon le politologue israélien Nadav Safran, bien que les israéliens aient par la suite transformé « la demi-défaite » en une « demi-victoire », leur position stratégique et politique globale au Moyen-Orient s'est affaiblie en raison des pertes initiales subies lors de ce conflit⁷⁷⁷.

La guerre d'Octobre aura donc des implications politiques sur le plan régional. Nous notons en premier lieu la visite du président Sadate à Jérusalem en 1977 et les accords de Camp David conclus entre Israël et l'Égypte en 1979. La guerre d'Octobre annonce également un changement d'orientation de la politique étrangère de l'Égypte d'une position pro-soviétique à un alignement progressif sur les États-Unis⁷⁷⁸.

⁷⁷³ Ibid.

STEIN GROSS, Janice. "Flawed Strategies and Missed Signals: Crisis Bargaining Between the Superpowers, October 1973" dans LESCH, David W. (Éd.) *The Middle East and The United States: A Historical and Political Reassessment*. Boulder: Westview Press, 2003. p. 211-232.

⁷⁷⁴ KEPEL, Gilles. *Jihad*. Paris: Gallimard (2000), 2003. p.117.

⁷⁷⁵ BURR: op. cit. Disponible sur : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB98/index2.htm>

⁷⁷⁶ KORANY: op. cit. p. 47.

⁷⁷⁷ SAFRAN, Nadav. "Trial By Ordeal: The Yom Kippour War, October 1973". *International Security* [en ligne]. Automne 1977, vol. 2, n°2 [consulté le 6 juillet 2009], p. 134-141.

⁷⁷⁸ KORANY: op. cit. p. 70.

À ce propos, nous tenons à mentionner la décision d'Anouar el-Sadate lors de l'été 1972 de renvoyer les conseillers soviétiques militaires présents en Égypte depuis 1967⁷⁷⁹. Selon des sources qui ont récemment été rendues accessibles dans les archives américaines (et de nombreuses conversations enregistrées entre le président Nixon et ses conseillers), les responsables américains étaient au courant des intentions de Sadate et soutenaient ce dernier de manière très active. Ces sources démontrent que les responsables de l'Administration Nixon ont entrepris de nombreuses démarches lors de l'été 1971 afin d'aider Sadate à supprimer la présence soviétique. La décision de Nixon de suspendre l'approvisionnement des avions à Israël en juin 1971 et de faire pression sur Israël pour une réouverture du Canal de Suez s'explique autant par le désir de faire sortir les Soviétiques de l'Égypte que de parvenir à un accord de paix durable entre Israël et l'Égypte. Ces sources montrent également que la décision de Sadate de renvoyer les conseillers soviétiques faisait partie d'une politique de rapprochement avec les États-Unis⁷⁸⁰.

Enfin, la guerre d'Octobre et l'embargo pétrolier vont également créer des tensions dans les relations transatlantiques alors que certains pays européens (notamment la France et la Grande Bretagne), qui dépendent presque exclusivement des ressources pétrolières arabes, vont faire des concessions politiques vis-à-vis des États arabes afin de pallier un manque en énergie⁷⁸¹.

Sur le plan des représentations et de l'image, l'effet de surprise ainsi que l'exécution de l'attaque syro-égyptienne va rétablir le statut des Arabes entaché par l'échec de la guerre israélo-arabe de 1967.

En effet, bien que largement médiatisée lors du printemps 1973, la possibilité d'une guerre entre l'Égypte et Israël n'a pas été prise au sérieux, ni par Israël ni par les États-Unis. Lorsque la guerre d'Octobre éclate le 6 octobre 1973, la surprise est générale aux États-Unis et en Israël. A titre d'exemple, *TIME Magazine* et *Newsweek* (du 15 octobre) qualifient l'attaque arabe contre Israël d'« inexplicable » et de « mystère »⁷⁸². D'autres commentateurs

⁷⁷⁹ GERGES, Fawaz A. "The 1967 Arab-Israeli War: U. S. Actions and Arab Perceptions" dans LESCH, David W. (Éd.) *The Middle East and The United States: A Historical and Political Reassessment*. Boulder: Westview Press, 2003. p. 191-204.

⁸¹¹ DAIGLE, Craig A. "The Russians Are Going: Sadat, Nixon and the Soviet Presence in Egypt 1970-1971". *MERIA* [en ligne]. Mars 2004, vol. 8, n°1 [consulté le 18 octobre 2010]. Disponible sur: <http://meria.idc.ac.il/journal/2004/issue1.jv8n1a1.html>

⁷⁸¹ YERGIN: op. cit. p. 626-630.

⁷⁸² RUBEN, Barry. "US Policy, January-October 1973". *Journal of Palestine Studies*. Jan. 1974, vol. 3, n°2, p. 103.

qualifient l'attaque de « suicidaire » et « irrationnelle » compte tenu de la supériorité militaire d'Israël⁷⁸³. Ils constatent que le président Sadate a « fait diversion » car diplomatiquement rien ne laissait supposer qu'il envisageait une attaque contre Israël.

Enfin, l'une des retombées les plus significatives de la guerre d'Octobre (à l'égard de notre récit) est le fait que l'islam succède au nationalisme arabe de Nasser comme facteur unificateur des peuples arabes. Comme nous allons le voir par la suite, l'Arabie Saoudite constituera une force majeure dans le renouveau de l'islam sur le plan international après 1973⁷⁸⁴. Les revenus générés par l'embargo pétrolier vont lui permettre de réaliser ses aspirations de leader à la fois politique et religieux, au travers de la propagation du wahhabisme sur le plan international⁷⁸⁵.

L'embargo pétrolier de 1973-1974

L'exploitation de l'arme pétrolière fait partie des options politico-stratégiques dont le président Sadate dispose lorsqu'il envisage un conflit avec Israël dès février 1973⁷⁸⁶. Cependant, l'utilisation de l'arme pétrolière suppose l'aval de l'Arabie Saoudite, premier exportateur de pétrole sur le plan mondial⁷⁸⁷.

Lorsqu'il s'agit de finaliser les préparatifs de l'embargo, les participants ne se limitent pas à l'Arabie Saoudite ou aux pays exportateurs du pétrole. Un groupe de travail au sein du ministère des affaires étrangères égyptien étudie comment optimiser l'usage de l'arme pétrolière⁷⁸⁸.

Le 7 octobre 1973 (seconde journée du conflit), le président Sadate demande à Sayed Mareï (assistant spécial du président Sadate et président de la commission de coordination politique des gouvernements arabes) de contacter les pays exportateurs de pétrole afin de discuter de la gestion de l'arme pétrolière. Pour Sadate, il est essentiel d'éviter une situation de non-retour avec les États-Unis, une position largement partagée par le leadership saoudien⁷⁸⁹.

⁷⁸³ KORANY: op. cit. p. 47.

⁷⁸⁴ GERGES A., Fawaz A. *America and Political Islam: Clash of Cultures or Clash of Interests?* Cambridge: Cambridge University Press, 1999, p. 41-42.

⁷⁸⁵ KEPEL, Gilles. *Jihad*. Paris: Gallimard. p. 117-127.

⁷⁸⁶ KORANY: op. cit. p. 53-55.

⁷⁸⁷ Ibid: p. 53-55.

BRONSON: op. cit. p. 107-109.

KEPEL: op. cit. p. 107-108.

⁷⁸⁸ KORANY: op. cit. p. 63-66.

⁷⁸⁹ Ibid: p. 64.

Avant leur départ pour le golfe Persique, Sayed Mareï, Mustafa Khalil (chercheur à l'institut stratégique d'Al-Ahram), le vice président Mahmoud Fawzi et Mohamed H. Heikal (éditeur en chef du quotidien *Al-Ahram*) se mettent d'accord sur les principes suivants:

Premièrement, l'arme pétrolière sera discriminatoire (avec des récompenses pour les pays « amis » et des punitions pour les « pays inamicaux »). Ensuite, il est clair que l'objectif de l'arme pétrolière n'est pas de paralyser les économies occidentales avec une coupure totale du pétrole mais plutôt de défendre les intérêts arabes avec un avertissement⁷⁹⁰.

La délégation égyptienne arrive en Arabie Saoudite le 10 octobre 1973 où elle est accueillie par le roi Faysal, le conseiller Rashad Pharaon et le prince Nawaz Ibn-Abdel-Aziz (conseiller spécial pour les affaires du golfe Persique). Une réunion d'urgence du cabinet saoudien succède à cette rencontre où la position égyptienne à l'égard de l'usage de l'arme pétrolière est unanimement adoptée⁷⁹¹.

Lors d'une deuxième rencontre entre la délégation égyptienne et le leadership saoudien, le roi Faysal cherche à connaître la position de l'Égypte quant au rôle des États-Unis dans la crise et l'approche que devrait idéalement adopter l'Arabie Saoudite. Le délégué en chef Sayed Mareï explique que les États-Unis ont maintenu leur soutien inconditionnel à Israël malgré les avertissements de l'Arabie Saoudite. Il est donc temps de montrer davantage de fermeté et il faut avertir les États-Unis que son approvisionnement en pétrole pourrait être interrompu. Cet avertissement doit être accompagné d'une action concrète à savoir la réduction de la production pétrolière à un niveau tel que l'avertissement soit pris au sérieux. Mareï recommande à Faysal d'informer directement le président Nixon des risques encourus par les États-Unis s'ils maintiennent leur politique à l'égard d'Israël⁷⁹².

Faysal propose une réduction de la production pétrolière de 10% pour rendre l'avertissement crédible. La délégation égyptienne évoque une réduction initiale de l'ordre de 5% qui pourrait être portée à 10% si les États-Unis ne tiennent pas compte de l'avertissement⁷⁹³.

Ce sera finalement l'organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (l'OPAEP) qui annoncera la décision de l'embargo lors d'une réunion le 17 octobre 1973. Si l'Égypte a pris l'initiative de la réunion, le soutien saoudien en faveur de l'utilisation de l'arme pétrolière

⁷⁹⁰ Ibid: p. 64-65.

⁷⁹¹ Ibid: p. 66-67.

⁷⁹² Ibid: p. 67.

⁷⁹³ Ibid: p. 67.

était crucial. Aussi, Faysal a pris le soin de contacter d'autres pays arabes producteurs de pétrole afin de rendre l'utilisation de l'arme pétrolière la plus efficace possible⁷⁹⁴.

Les décisions clés de l'embargo

L'embargo pétrolier de 1973 recouvre un ensemble de décisions prises par les pays arabes exportateurs de pétrole qui auront un impact important sur l'économie des pays développés et notamment celle des États-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon :

En premier lieu, la décision unilatérale, prise le 16 octobre 1973 à Koweït City, d'augmenter le prix du pétrole affiché de 70% (de 2,90 à 5,12 dollars) a pour effet de renforcer l'effet des réductions et coupures de production pétrolière (notamment la hausse très significative du prix du pétrole) qui suivront à partir du 17 octobre⁷⁹⁵.

En second lieu, les ministres des pays producteurs arabes de pétrole décident, le 17 octobre, de réduire leur production de 5%. Cette réduction initiale sera reconduite chaque mois (à raison de 5%) jusqu'à ce que les objectifs de l'embargo soient atteints. L'approvisionnement des pays amicaux restera inchangé. De plus, il a été décidé que les coupures les plus sévères s'appliqueraient aux États-Unis afin d'empêcher tout approvisionnement en pétrole de ces derniers⁷⁹⁶.

En troisième lieu, sur le plan politique, le déclenchement de l'opération Nickel Grass par les États-Unis (ayant pour but de fournir de l'aide et du matériel militaire à Israël lors de la guerre d'Octobre) et la décision de Nixon (le 14 novembre) d'attribuer une aide de 2,2 milliards de dollars à Israël aura pour conséquence un durcissement de l'embargo pétrolier⁷⁹⁷. L'Arabie Saoudite répond le 20 octobre par un embargo total sur les exportations pétrolières vers les États-Unis et les Pays Bas (considérés comme les alliés les plus proches d'Israël). Par la suite, l'embargo sera élargi au Portugal, l'Afrique du sud et l'actuel Zimbabwe⁷⁹⁸.

En quatrième lieu, Cheikh Yamani rencontre Frank Jungers (le PDG d'ARAMCO) à Riyad le 21 octobre. Les responsables d'ARAMCO se voient confiés par le gouvernement saoudien la tâche ingrate de superviser la mise en place de l'embargo. Ils ont été informés que tout écart des règles du jeu établies par le gouvernement saoudien serait sévèrement

⁷⁹⁴ Ibid: p. 68.

⁷⁹⁵ YERGIN: op. cit. p. 605.

⁷⁹⁶ Ibid. p. 605-609.

⁷⁹⁷ "Operation Nickel Grass" [consulté le 30 juin 2009]. Disponible sur: http://www.globalsecurity.org/military/ops/yom_kippur.htm

⁷⁹⁸ YERGIN: op. cit. p. 608-609; 613-615.

sanctionné. Junger en conclut que la prochaine manœuvre des saoudiens sera la nationalisation totale des intérêts pétroliers d'ARAMCO⁷⁹⁹.

En cinquième lieu, les ministres arabes du pétrole décident de poursuivre les réductions pétrolières au mois de novembre. Entre octobre et décembre 1973, la production pétrolière quotidienne des pays arabes a baissé de 20,8 à 15,8 millions de barils (soit une baisse d'environ 5 millions de barils par jour). L'augmentation de la production en Irak et en Iran réduira cet écart de production à 4,4 millions de barils par jour⁸⁰⁰.

L'impact des réductions et des coupures de production est d'autant plus important que les États-Unis ne disposent plus de surplus alors que leur taux de croissance économique est élevé, environ 7,5% par an⁸⁰¹.

L'impact négatif de l'embargo est également renforcé par le fait qu'il existe beaucoup d'incertitudes quant à l'étendue même de l'embargo. Cela provoque des sentiments d'insécurité voire de panique dans les pays consommateurs qui se demandent s'ils vont faire l'objet de nouvelles réductions ou de coupures supplémentaires. Ce climat d'incertitude amène de nombreux consommateurs à stocker de l'essence⁸⁰².

En sixième lieu, une nouvelle augmentation du prix affiché est décidée lors d'un sommet de l'OPEP à Téhéran fin décembre 1973 ce qui porte le prix du baril à 11,65 dollars (contre 5,12 dollars en octobre 1973-soit une augmentation supérieure à 100%). En revanche, l'embargo pétrolier sera quelque peu assoupli à la fin du mois de décembre 1973⁸⁰³.

Enfin, l'effet de l'embargo s'estompe au début de l'année 1974 lorsque davantage de pétrole commence à affluer sur le marché pétrolier international. L'Arabie Saoudite laisse entendre que l'embargo pétrolier pourrait être levé en cas d'évolution positive dans le conflit israélo-arabe. Les ministres arabes du pétrole parviennent à un accord le 18 mars 1974 pour lever l'embargo pétrolier. Seules la Syrie et la Libye s'abstiennent⁸⁰⁴.

⁷⁹⁹ Ibid: p. 611-612.

⁸⁰⁰ Ibid: p. 614.

⁸⁰¹ Ibid: p. 614.

⁸⁰² Ibid: p. 615-617.

⁸⁰³ Ibid: p. 625-626.

⁸⁰⁴ Ibid: p. 630-632.

Chapitre 5: Les images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis lors de l'embargo pétrolier de 1973-1974

Que se passe-t-il lorsque « l'arme pétrolière » est enfin déclenchée par les producteurs arabes le 17 octobre 1973, dans le contexte de la guerre d'Octobre? Quel est l'impact sur la cristallisation des images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis? Comment le « nouveau » de la « puissance arabo-islamique », rendu possible grâce à la guerre d'Octobre et l'embargo pétrolier, est-il représenté dans les médias américains?

1. Les menaces d'utilisation de l'arme pétrolière arabe vont « crescendo » : l'escalade de l'embargo pétrolier vue par la télévision et la presse

En septembre 1973, le débat sur la crise énergétique et la menace pétrolière s'élargit au public. Auparavant, Cheikh Yamani avait annoncé à Washington D.C. (le 18 avril 1973) que l'Arabie Saoudite allait seulement augmenter sa production pétrolière à 20 barils par jour en 1980, ce que réclamaient les États-Unis, à condition que ces derniers exercent des pressions sur Israël afin d'assurer un climat politique favorable aux Arabes au Moyen-Orient »⁸⁰⁵.

Les images qui ressortent des reportages médiatiques de cette époque nous sont désormais familières. C'est une « conspiration » qui vise les consommateurs américains, « concoctée » par les responsables du département d'État et des compagnies pétrolières majeures d'une part et les pays producteurs arabes avec l'Arabie Saoudite en tête d'autre part⁸⁰⁶. « L'arme pétrolière arabe » constitue une menace non seulement pour les consommateurs américains - pour qui l'accès au pétrole saoudien est perçu comme un droit « non négociable » - mais également pour l'alliance historiquement très étroite entre les États-Unis et Israël⁸⁰⁷. En pratique, les ressources pétrolières saoudiennes pourraient se transformer en arme politique et contraindre les États-Unis à modifier leur politique à l'égard d'Israël; leur allié stratégique le plus proche.

Un responsable du département d'État souvent visé par cette critique est James E. Akins (cité dans la première partie de cette thèse doctorale). Un article de *Business Week* du 22

⁸⁰⁵ VASSILIEV: op.cit. p. 391.

⁸⁰⁶ YERGIN: op. cit. p. 591.

⁸⁰⁷ Ibid: p. 598-599.

septembre 1973 évoque la nomination d'Akins au poste d'ambassadeur des États-Unis en Arabie Saoudite et l'implication de cette décision sur la politique énergétique américaine⁸⁰⁸. Pour rappel, Akins a été responsable du bureau énergétique du département d'État. *Business Week* décrit Akins comme l'un des experts énergétiques les plus controversés qui présente néanmoins des atouts indéniables pour un ambassadeur, à savoir l'arabe courant et des compétences culturelles développées lors de séjours prolongés dans le monde arabe. Toutefois, Akins se retrouve face à des défis très importants sur le plan politique américain où il est perçu comme une « épine dans la chair » de ceux qui sont chargés de développer la politique énergétique des États-Unis et un « allié des pays arabes » pour des experts universitaires (tels Adelman et Levy cité auparavant). Les entreprises énergétiques privées le perçoivent comme un « réaliste » car il comprend que le monde industrialisé dépend du pétrole étranger (et notamment du pétrole du golfe Persique) et qu'il faut par conséquent s'adapter à cette réalité au travers de mesures de coopération avec d'autres pays consommateurs et l'adoption de politiques moins partiales à l'égard d'Israël.

Business Week stipule que la stratégie d'Akins dans son rôle d'ambassadeur serait en premier lieu d'apaiser les sentiments saoudiens à l'égard de la politique américaine vis-à-vis d'Israël. En second lieu, il convient de trouver un compromis avec l'Arabie Saoudite afin d'assurer l'accès continu au pétrole saoudien. En troisième et dernier lieu, il est nécessaire de se montrer discret lors des prochaines négociations avec les compagnies pétrolières majeures.

Dans ce contexte, *Business Week* rappelle la requête du leadership saoudien de 1971 qui visait l'investissement dans les activités en aval de l'industrie pétrolière américaine; une demande qui avait été catégoriquement rejetée par les responsables américains. Les Saoudiens avaient affirmé que ces investissements seraient bénéfiques à la fois pour l'Arabie Saoudite et les États-Unis dans la mesure où la rentrée de pétrodollars aurait contribué à équilibrer la balance des paiements américaine et que l'Arabie Saoudite aurait pu tirer profit des connaissances et des compétences technologiques américaines afin de diversifier son économie. *Business Week* constate que cette interdépendance mutuellement bénéfique s'est déjà matérialisée en Arabie Saoudite où de nombreuses compagnies américaines (parmi lesquelles Northrop, Lockheed, Bendix et Avco) sont présentes dans le cadre de coopérations militaires et civiles entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite.

⁸⁰⁸ "U.S. Oilman in Arabia". *Business Week*. Le 22 septembre 1973. p. 58.

Enfin, *Business Week* conclut que la présence américaine dans le royaume saoudien qui continue de se développer, ainsi que la dépendance énergétique américaine croissante, font de l'Arabie Saoudite un centre d'intérêt clé pour les États-Unis aujourd'hui et dans le futur⁸⁰⁹.

Le débat sur la crise énergétique et la menace pétrolière est relayé par la télévision et la presse « mainstream » qui renforcent davantage les sentiments de menace et de conspiration à l'égard des pays arabes producteurs du pétrole (et de l'Arabie Saoudite notamment). Ainsi, dans une émission d'information de début de soirée de la chaîne CBS (10 août 1973), le correspondant Marvin Kalb (qui est filmé devant le département d'État) fait état de pressions politiques émanant des compagnies pétrolières majeures sur le gouvernement américain afin que ce dernier modifie sa politique à l'égard d'Israël⁸¹⁰. Pour illustrer ses propos, Kalb cite un article publicitaire diffusé par Mobil (paru dans le *New York Times* le 21 juin 1973) qui appelle à un accord de paix appuyé par les États-Unis et l'Union soviétique et une lettre de SOCAL (adressée à ses actionnaires) qui appelle à la remise en question du soutien américain à Israël par le public américain afin d'assurer un flux continu du pétrole arabe. Il mentionne également un article du *Washington Post* intitulé « Saudis Tie Oil to U.S. Policy on Israel »⁸¹¹.

Selon Marvin Kalb, l'Administration Nixon n'entend pas « céder » au « chantage » des pays producteurs arabes et des compagnies pétrolières. Le soutien à Israël reste ferme, comme en témoigne le soutien diplomatique et militaire continu des États-Unis à l'État hébreu⁸¹².

Dans le même temps, les « menaces pétrolières » de l'Arabie Saoudite et des compagnies pétrolières commencent à avoir un impact sur les responsables américains. Kalb cite des déclarations de Joseph Sisco (vice secrétaire d'État pour le Proche-Orient) qui maintient qu'il faut privilégier « la pompe des négociations » étant donné que les intérêts des États Unis dans le Moyen-Orient ne se limitent pas au seul État [Israël]. Sisco affirme que ce serait une bêtise de ne pas prendre la question pétrolière au sérieux. Selon Kalb, la position de Sisco est représentative de la position générale de l'Administration Nixon où une campagne « silencieuse » aurait commencé afin de sensibiliser Israël aux liens entre la diplomatie et le pétrole⁸¹³.

Enfin, Karb conclut que les États-Unis se trouvent dans une situation très délicate où ils sont contraints d'arbitrer entre leur besoin en pétrole (qui suppose maintenir de bonnes

⁸⁰⁹ Ibid.

⁸¹⁰ “Oil/Middle East Conflict”. CBS, le 10 août 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu.

⁸¹¹ Ibid.

⁸¹² Ibid.

⁸¹³ Ibid.

relations avec les pays arabes producteurs de pétrole, notamment l'Arabie Saoudite) et le soutien continu à Israël- leur allié stratégique principal au Moyen-Orient⁸¹⁴.

Un des résultats du débat sur la crise énergétique et la « menace pétrolière arabe » est l'émergence de personnages politiques saoudiens auparavant inconnus du public américain tels Cheikh Yamani, le roi Faysal et des responsables des compagnies pétrolières majeures qui deviennent soudainement très familiers. Par ailleurs, le contraste entre le très « occidentalisé » Cheikh Yamani - la voix très douce, habillé en costume et en cravate – et le roi Faysal est saisissant⁸¹⁵. Ce dernier - habillé en robe traditionnelle blanche, l'expression impassible et sévère et qui refuse de parler anglais en public - dégage l'image d'un chef tribal issu du désert⁸¹⁶.

Cette image précise est véhiculée par *NBC* lors d'un entretien (lui-même largement commenté) le 30 août 1973⁸¹⁷. Cet entretien fait partie d'une campagne médiatique menée par le gouvernement saoudien, dont l'objectif est de faire connaître le changement d'approche de l'Arabie Saoudite à l'égard de l'usage politique de l'arme pétrolière et d'exercer des pressions sur les responsables américains. Faysal accordera ensuite des entretiens au *Washington Post*, au *Christian Science Monitor*, à *Newsweek* et enfin à *NBC*⁸¹⁸.

L'entretien avec Faysal (qui est mené par le journaliste Richard Hunt pour le compte de *NBC*) se déroule dans un palais royal à Riyad (la capitale de l'Arabie Saoudite). Le téléspectateur distingue Faysal - l'air passible et sévère - assis en face du journaliste Richard Hunt. Le Roi, dont le regard est tourné vers l'interprète durant l'entretien, donne l'impression de vouloir éviter le regard d'Hunt⁸¹⁹.

Faysal déclare que le gouvernement saoudien est « profondément inquiet » des répercussions dans le monde arabe de la politique américaine à l'égard d'Israël. Il explique que non seulement le statut de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe pourrait s'affaiblir, mais que les relations américano-saoudiennes risquent d'être sérieusement affectées si un changement de politique n'intervient pas. A la question posée par Hunt de savoir si Faysal entend par là

⁸¹⁴ Ibid.

⁸¹⁵ “Oil/ Saudi Arabia”. *ABC*, le 19 novembre 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu.

“Arab Oil/Arab King Interview”. *NBC*, le 30 août 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu.

⁸¹⁶ Ibid.

⁸¹⁷ Ibid.

⁸¹⁸ YERGIN: op. cit. p. 596-597.

⁸¹⁹ “Arab Oil/Arab King Interview”. *NBC*, le 30 août 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu.

que l'Arabie Saoudite peut restreindre l'approvisionnement en pétrole vers les États-Unis, Faysal lui rétorque que l'Arabie Saoudite n'a pas envie de diminuer les exportations pétrolières vers les États-Unis, mais que le soutien « inconditionnel » à Israël induit que le gouvernement saoudien pourrait difficilement continuer à subvenir aux besoins énergétiques des États-Unis⁸²⁰.

Le présentateur John Chancellor (dans le studio) suggère que pour maintenir des relations amicales avec l'Arabie Saoudite, il est certainement nécessaire de donner à Faysal « quelque chose dont il a réellement envie » et notamment des Phantoms Jets. Il laisse entendre que Washington est en train de réfléchir à un tel contrat. Cependant, la vente des Phantoms Jets à l'Arabie Saoudite risque de modifier l'équilibre militaire au Moyen-Orient (sous-entendu en défaveur d'Israël) et irriter Israël. Ces propos sont illustrés par une séquence où l'ambassadeur israélien Simcha Dinitz déclare que la « menace saoudienne » inquiète Israël et que si les États-Unis abandonnent Israël, cela signifie qu'ils sont prêts à renoncer à « leur liberté d'action ». En fait, poursuit-il, si les États-Unis poursuivent sur ce chemin « d'extorsion politique » par définition imprévisible, ils sont perdus⁸²¹.

Enfin, dans l'une des dernières séquences de cet échantillon de télévision, nous distinguons le correspondant Ray Scherer filmé devant le département d'État. Il soutient qu'Israël est conscient du besoin grandissant des États-Unis en pétrole arabe et que par conséquent Israël n'aura d'autre choix que d'accepter les choix politiques des États-Unis dont la finalité est d'assurer l'augmentation de la production pétrolière arabe (notamment celle de l'Arabie Saoudite). Dans le même temps, Scherer conclut que l'objectif de l'Administration Nixon est de ne pas aller trop loin dans les concessions à l'égard des pays arabes pour obtenir le pétrole⁸²².

Mis à part les entretiens avec des responsables saoudiens en Arabie Saoudite ou aux États-Unis, une autre tendance de la couverture télévisuelle américaine sur l'Arabie Saoudite à cette époque est la concentration sur les infrastructures pétrolières- symboles des intérêts pétroliers américains et de la relation « spéciale » avec l'Arabie Saoudite. On y voit des ouvriers pétroliers de différentes nationalités sous un soleil de plomb, parfois en compagnie d'un responsable américain. Ces séquences contiennent également des survols en avion ou en

⁸²⁰ Ibid.

⁸²¹ Ibid.

⁸²² Ibid.

hélicoptère afin d'imprégner visuellement le spectateur de l'importance stratégique des ressources pétrolières saoudiennes pour les États-Unis⁸²³.



Figure 15 : American Camp, Archives and Special Collections, Georgetown University Library.

⁸²³ Ibid.

“Oil/Middle East Conflict”. *CBS*, le 10 août 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu.

“Saudi Arabia/Energy Crisis”. *ABC*, le 19 novembre 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu.

Ces images s'ajoutent à celles rapportées dans les années 1950 et 1960 par ARAMCO et les correspondants du Moyen-Orient (tels Dana Adams Schmidt du *New York Times*) sur les « mini Amériques » (« *American camps* ») créées pour les expatriés américains d'ARAMCO et leurs familles à Dhahran et Ras Tanura⁸²⁴. Les images des Bédouins faisant leurs danses de guerre traditionnelle, épées attachées à une épaisse ceinture de cuir autour de la taille, sont également reprises par les médias américains que cela soit dans la presse où à la télévision⁸²⁵.

Nous notons que la danse des épées (*ardha*) est issue de la région de Nedjd d'où la Maison Saoud est originaire et où se situe la capitale Riyad⁸²⁶. Cette danse, qui a été érigée en symbole national, est souvent instrumentalisée par le leadership saoudien dans le discours officiel comme un vecteur de cohésion dans une société qui est en réalité composée d'éléments ethniques, politiques et sociaux très disparates. La danse des épées est souvent diffusée par la télévision saoudienne⁸²⁷.

Enfin, depuis avril 1973 des rumeurs font état d'une guerre prochaine entre l'Égypte et Israël. Le correspondant de *Newsweek* Arnaud de Borchgrave notamment, qui s'est entretenu avec Sadate en avril 1973, affirme que ce dernier planifie une guerre contre Israël⁸²⁸. Désormais, les présentateurs de télévision (tels Walter Cronkite de *CBS*, Harry Reason d'*ABC* et John Chancellor de *NBC*) font le lien entre « l'arme pétrolière arabe » et le conflit au Moyen-Orient.

Dans une émission d'information de début de soirée (4 septembre 1973), *ABC* fait état du rapprochement entre le président Sadate et le roi Faysal en vue d'une instrumentalisation politique potentielle de l'arme pétrolière⁸²⁹.

Depuis le Caire, Barrie Dunsmore (correspondant d'*ABC*) relate ces discussions entre le président Sadate et le roi Faysal. Il s'agit de la seconde rencontre entre les deux chefs d'État depuis le mois d'août. Selon Dunsmore, Sadate met de plus en plus de pression sur Faysal - qui jusque-là a fait preuve d'une approche « pro-américaine » - pour qu'il utilise l'arme

⁸²⁴ SCHMIDT, Dana Adams. "Arabian Oil Town Is Like a U.S. Suburb". *The New York Times* [en ligne]. Le 23 novembre 1959 [consulté le 3 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁸²⁵ Saudi Arabia: "The Race With Time". *PBS*, le 8 mai 1982 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu
Saudi Arabia: "The Kingdom". *PBS*, le 1^{er} mai 1982 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

⁸²⁶ AL-RASHEED, Madawi. *A History of Saudi Arabia*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002.

⁸²⁷ *Culture, Tourisme, Recreation*. Royal Embassy of Saudi Arabia. Washington D.C. Information Office. p. 4.

⁸²⁸ Dans un entretien avec Arnaud de Borchgrave de *Newsweek* (en avril 1973), le président Sadate a laissé entendre qu'il planifie une guerre contre Israël avec l'objectif de sortir de l'impasse avec Israël dans KORANY: op. cit. p. 51-52.

⁸²⁹ "Middle East Oil/U.S.". *ABC*, le 4 septembre 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu.

pétrolière contre les États-Unis afin de modifier la politique américaine à l'égard d'Israël. Les pressions de Sadate semblent trouver un écho chez Faysal car, selon des rapports, le Roi considère actuellement un gel de l'augmentation de la production pétrolière à hauteur de 10% par rapport au niveau actuel. Dunsmore souligne que compte tenu des besoins croissants des États-Unis, ces derniers seraient sérieusement touchés par de telles mesures⁸³⁰.

Enfin, nous constatons que les intentions de Sadate et de Faysal étaient largement médiatisées aux États-Unis que ce soit dans la presse où à la télévision. Dans ces conditions, le degré de surprise et de consternation provoqué à la fois par la guerre d'Octobre et l'embargo pétrolier nous paraît donc très surprenant.

2. « L'arme pétrolière arabe » enfin « dégainée » : les représentations de la presse populaire américaine

L'un des principaux thèmes qui ressort de la couverture de l'embargo pétrolier dans la presse populaire américaine est le sentiment « d'être prise en otage » par les producteurs arabes et notamment par l'Arabie Saoudite (le principal producteur arabe). Dans le cas de l'Arabie Saoudite, il s'agit d'une « provocation », d'un « acte de guerre délibéré » provoqué par un allié voire un ami perçu comme modéré et fiable, et sur qui les États-Unis ont pu compter pour l'approvisionnement en pétrole d'une part et le leadership politique et religieux dans le golfe Persique et le Moyen-Orient d'autre part⁸³¹. La menace exercée par l'Arabie Saoudite est d'autant plus réelle que les compagnies pétrolières (ARAMCO en tête) se sont vues confier la supervision de l'embargo comme nous l'avons vu précédemment⁸³².

Ce sentiment est renforcé par les images et les caricatures qui représentent des leaders arabes qui « se moquent » des consommateurs américains et des Cheikhs pétroliers saoudiens qui « tiennent le monde par une ficelle autour de l'index et un baril de pétrole sous le bras »⁸³³.

Les caricatures qui représentent le roi Faysal et Cheikh Yamani en train de positionner des épingles sur une mappemonde afin de visualiser les prochaines étapes de l'embargo pétrolier constituent un autre exemple d'images récurrentes⁸³⁴.

⁸³⁰ Ibid.

⁸³¹ BURR, William (Ed). *The October War and U.S. Policy*. National Security Archive [en ligne]. Le 7 octobre 2003 [consulté le 12 août 2009]. Disponible sur: <http://www.gwu.edu/~nsarchive>

⁸³² Ibid.

⁸³³ “The Pinch at the Pump”. *TIME Magazine*, le 29 octobre 1973.

⁸³⁴ “Cruel Winter of Discontent”. *TIME Magazine*, le 3 décembre 1973.



Figure 17 : *TIME Magazine*, le 5 novembre 1973.



Figure 16 : *TIME Magazine*, le 29 octobre 1973.



Figure 18 : *TIME Magazine*, le 3 décembre 1973.

Cette dernière image est reprise par *TIME magazine* le 3 décembre 1973 (l'article s'intitule « Cruel Winter of Discontent ») au travers d'une caricature qui représente Faysal et Cheikh Yamani (vêtus d'habits traditionnels et avec un « nez sémite » surdimensionné) en compagnie du président Sadate, tous les trois assis dans un canapé. Sadate les observe pendant qu'ils placent des épingles sur une mappemonde. Ils planifient qui sera la prochaine cible de l'embargo pétrolier. À côté du canapé, debout, on voit le secrétaire d'État Henry Kissinger au téléphone qui demande à la personne au bout du fil « lequel des pays, parmi

l'Islande ou le Portugal, les États-Unis devraient choisir dans la mesure où Cheikh Yamani et Faysal ont commencé à élargir l'embargo aux alliés des États-Unis »⁸³⁵.

À cet égard, Cheikh Yamani est certainement l'un des responsables arabes les plus représentés dans les médias américains lors de l'embargo. Cette prédominance s'explique par son rôle de leader des pays producteurs arabes et de représentant de l'Arabie Saoudite- le producteur arabe clé- mais également par sa personnalité, son apparence, son comportement occidentalisé et son éloquence.

Dans un article de *TIME Magazine* de décembre 1973 (l'article s'intitule « The Emissary from Arabia »), l'auteur note que « Cheikh Yamani n'a pas le comportement ou l'apparence de l'un des hommes les plus puissants au monde⁸³⁶. Son regard est doux, ses mains caressent des chapelets et il parle doucement ». « Pourtant », explique l'auteur, « de par son statut de ministre du pétrole de l'Arabie Saoudite, il exerce plus de pouvoir sur les consommateurs aux États-Unis, l'Europe et le Japon que leurs propres élus ».

La force de Cheikh Yamani réside dans son pouvoir de persuasion, son réalisme, son éloquence et sa compréhension de la société américaine qu'il connaît bien pour y avoir été formé en droit (dans les universités d'Harvard et de New York). Aussi Yamani, « largement respecté comme un réaliste capable d'expliquer l'approche arabe à des occidentaux », est considéré comme l'un des leaders arabes les plus « pro-américains »⁸³⁷.



⁸²
Figure 19 : Le roi Faysal et Cheikh Yamani dans Daniel Yergin: 2003.

⁸³⁵ Ibid.

⁸³⁶ “The Emissary from Arabia”. *TIME Magazine*, le 17 décembre 1973.

ROBENSON, Jeffrey. *Yaman : The Inside Story*. New York: Atlantic Monthly Press (1988), 1989. passim.

⁸³⁷ “The Emissary from Arabia”. *TIME Magazine*, le 17 décembre 1973.

Pour illustrer le style rhétorique de Yamani, l'auteur cite les déclarations de ce dernier lors d'une rencontre avec Kissinger à Washington où Yamani affirme que les États-Unis seront réapprovisionnés en pétrole arabe une fois qu'Israël aura fixé un calendrier d'évacuation des territoires occupés et aura commencé à se retirer de manière effective. Yamani souligne qu'Israël n'est pas obligé d'évacuer tous les territoires pour que l'Arabie Saoudite reprenne l'approvisionnement des États-Unis. Des évacuations par étapes seraient suivies par des augmentations des exportations pétrolières⁸³⁸.

L'auteur constate cependant que les déclarations de Yamani sont en contradiction avec la récente menace des ministres des finances de la Ligue arabe qui évoquent le retrait progressif d'environ 10 milliards de dollars de fonds déposés dans des banques en Suisse et aux États-Unis. Pour l'auteur, cela montre que les Arabes sont bien conscients du « pouvoir de nuisance » dont ils jouissent⁸³⁹.



Figure 20 : Rencontre entre le roi Faysal et le Directeur d'ARAMCO Frank Jungers, le 16 février 1974. Photographie prise par Alain Nogues/CORBIS dans Rachel Bronson: 2006.

Parmi les leaders arabes les plus représentés dans les médias américains à cette époque, nous trouvons également le roi Faysal. Le rôle central de Faysal dans l'exploitation de « l'arme pétrolière arabe » (et implicitement dans les négociations de paix entre Israël, l'Égypte et la Syrie) ressort dans de nombreux articles de presse. Dans l'*U.S. News & World Report* du 24 décembre 1973 (l'article s'intitule « The Rest of the World Still Understands American Power

⁸³⁸ Ibid.

⁸³⁹ Ibid.

»), l'auteur note que « Faysal est certainement l'un des éléments clés à prendre en considération lors des négociations de paix au Moyen-Orient »⁸⁴⁰. Il constate que « le succès rencontré dans l'exploitation de l'arme pétrolière arabe contre les pays industrialisés occidentaux lui a conféré beaucoup de pouvoir ». De plus, en tant que « banquier » de Sadate, il bénéficie d'un pouvoir de veto à l'égard de toutes les propositions de résolution de paix. Aussi, Faysal ne cache pas que l'un de ses principaux objectifs est le retour de l'ancien Jérusalem sous contrôle arabe⁸⁴¹.

Sur le plan américain, l'impact de l'embargo sur la vie quotidienne des Américains (et sur la société américaine de manière générale) est illustré par de nombreuses images relayées par la presse et la télévision. Parmi celles-ci, on retrouve les mesures de conservation d'énergie imposées par le gouvernement dont les limitations de vitesse à 80 km/h, les réductions de chauffage et de pétrole alloué au trafic aérien (ce qui limite sérieusement le nombre de vols par jour). D'autres exemples sont les mesures adoptées sur le Mall à Washington D.C. (symbole culturel et politique des États-Unis) où les nombreux monuments normalement éclairés la nuit sont désormais éteints. Il y a également les images d'individus en train de couper du bois pour se chauffer et des stations d'essence avec des panneaux où on lit le message suivant : « Désolé, il n'y a plus d'essence! »⁸⁴².

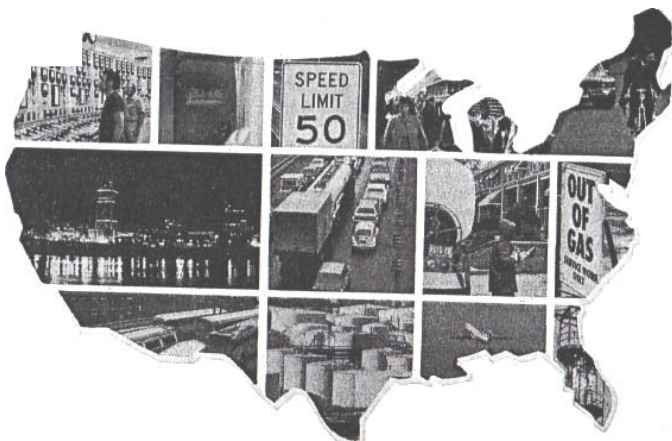


Figure 21: U.S. News and World Report, le 4 décembre 1973

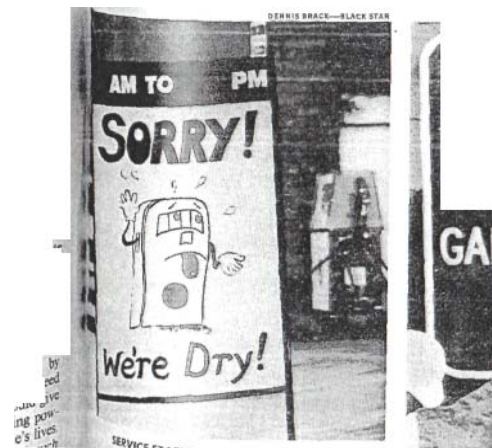


Figure 22 : TIME Magazine, le 31 décembre 1973

⁸⁴⁰ "The Rest of the World Still Understands American Power". *U.S. News & World Report*, le 24 décembre 1973.

⁸⁴¹ Ibid.

⁸⁴² "Impact on America of Arab Oil Cutback". *U.S. News & World Report*, le 29 octobre 1973.

"The Arabs' New Oil Squeeze: Dimouts, Slowdown, Chills". *TIME Magazine*, le 19 novembre 1973.

"Arab Sheikdown: Tanks Begin to Dry". *TIME Magazine*, le 10 décembre 1973.

"Energy Shortage Strikes Home". *U.S. News & World Report*, le 10 décembre 1973.

"Energy Mess: Groping for a Way Out". *U.S. News & World Report*, le 31 décembre 1973.

Dans le même temps, certains articles présentent l'embargo comme une « opportunité » de réduire la dépendance à l'égard du pétrole et appellent à modifier le style de vie des américains. Dans un article de *TIME Magazine* du 19 novembre 1973 (intitulé « The Arabs' New Oil Squeeze : Dimouts, Slowdowns, Chills »), l'auteur constate que « le manque soudain de pétrole a aidé les gouvernements à réaliser que l'ère du pétrole abondant et bon marché est révolue. De ce fait, les individus devront apprendre à vivre de manière permanente avec moins de chauffage, d'éclairage et un transport beaucoup plus onéreux. Cela va forcer les pays à conserver de l'énergie et encourager la recherche de nouvelles sources d'énergie. La façon dont les personnes « travaillent, voyagent et décident de leurs loisirs vont subir des changements radicaux »⁸⁴³.

D'autres images très familières pour les consommateurs américains sont les tableaux de prévision des ressources pétrolières disponibles, fréquemment repris par les médias⁸⁴⁴.

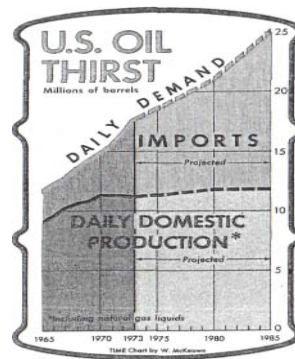


Figure 23 : *TIME Magazine*, le 31 décembre 1973

En pratique, la « vie américaine » et son symbole incontournable, la voiture, sont visées par l'embargo. Encore pire de ce point de vue, le « carburant » de la société américaine (au sens propre comme au sens figuré) est coupé. Chez la plupart des consommateurs américains, la réaction initiale face à l'embargo pétrolier est l'incrédulité. Le temps de l'abondance pétrolière a soudainement pris fin et l'Américain moyen - qui ignorait que les États-Unis importaient du pétrole et plus encore en provenance d'Arabie Saoudite - a des difficultés à comprendre pourquoi. Pourtant (comme suggéré ci-dessus), lors des mois qui suivent le déclenchement de l'embargo, les consommateurs américains vont subir des augmentations de 40% du prix du pétrole et éprouver des difficultés à s'approvisionner en essence. Sans aucun

⁸⁴³ «The Arabs' New Oil Squeeze: Dimouts, Slowdowns, Chills». *TIME Magazine*, le 19 novembre 1973.

⁸⁴⁴ «World Oil: How Much is Left». *TIME Magazine*, le 19 novembre 1973.

doute, les symboles les plus visibles de l'embargo pétrolier sur le plan américain sont les files d'attente des automobilistes devant les pompes à essence⁸⁴⁵.



Figure 24 : YERGIN:2003.

La crise pétrolière est aggravée par un système d'allocation introduit aux États-Unis avant l'embargo et dont l'objectif est de distribuer le pétrole de manière égale sur le plan national. L'effet pervers de ce système est qu'il ne permet pas de réacheminer le pétrole d'un endroit à un autre lorsqu'il existe un manque. Cette situation provoque des comportements de panique chez les consommateurs qui cherchent à tout prix à se procurer de l'essence⁸⁴⁶.

Enfin, la conscience du danger de la dépendance énergétique du pétrole arabe (bien qu'en réalité le taux d'importation du pétrole du Moyen-Orient aux États-Unis soit relativement faible) va donner lieu à un nouveau discours politique parmi les responsables américains et les politologues sur le danger « intrinsèque » du pétrole arabe et notamment du pétrole saoudien devenu le symbole du pétrole arabe. Cela ouvrira également la voie à des considérations environnementales même si celles-ci n'occuperont jamais une place significative dans le débat énergétique⁸⁴⁷. Pour illustrer ce nouveau discours, nous citons la demande du président Nixon au Congrès, en novembre 1973, de créer une agence gouvernementale dont l'objectif est de développer des ressources énergétiques sur le plan intérieur (notamment l'énergie nucléaire, les ressources pétrolières intérieures et l'énergie

⁸⁴⁵ YERGIN: op. cit. p. 613-625.

⁸⁴⁶ Ibid.

⁸⁴⁷ ROBERTS, Marc J. "Is There an Energy Crisis?" *The Public Interest*, Print. 1973, n°31, p. 17-37.

solaire) afin que les États-Unis deviennent auto-suffisants en 1980⁸⁴⁸. Cette demande s'inscrit dans le cadre du projet d'indépendance lancé par le Président lors d'un Discours à la nation le 7 novembre 1973⁸⁴⁹.

L'intégration des nouvelles contraintes énergétiques par les médias américains est illustrée par de nombreux articles qui insistent sur la nécessité pour les Américains, étant donné la fin de l'abondance pétrolière, d'apprendre à vivre avec peu de moyens. Si certains considèrent cela comme une bénédiction, la grande majorité des Américains accepte difficilement cette situation⁸⁵⁰.

Outre les illustrations du manque d'énergie, des représentations relevant de l'imaginaire orientaliste américain refont surface. Il s'agit de références à la « guerre millénaire » entre le christianisme et l'islam d'une part (notamment au temps des croisades et de l'expansion de l'islam) et entre l'islam et le judaïsme d'autre part, bien qu'il n'y ait jamais eu de véritable conflit entre les Juifs et les Arabes avant les années 1920 (période de la première immigration juive importante en Palestine)⁸⁵¹.

De nombreuses références sont faites aux degrés de concertation, de coopération, de rationalité et de sang-froid « surprenant » dont ont fait preuve les Arabes dans le contexte de la guerre d'Octobre et de l'embargo pétrolier⁸⁵².

Dans un article paru dans l'*U.S. News & World Report* de novembre 1973 (l'article s'intitule « Where the U. S. is Caught in the Middle »), l'auteur remarque que « la guerre a révélé une capacité chez les Arabes pour la solidarité, illustrée par l'action militaire jointe et la coopération dans la mise en place de l'embargo pétrolier contre les États-Unis et d'autres pays. Israël et de nombreux pays occidentaux ne s'étaient jamais imaginés que le monde arabe pourrait agir de manière concertée »⁸⁵³.

Dans *Newsweek* du 24 décembre 1973, l'auteur laisse entendre que l'entente arabe demeure très fragile. Il doute que cette unité dure même si le caractère de Sadate, moins

⁸⁴⁸ YERGIN: op. cit. p. 617-618.

⁸⁴⁹ “The President’s Address to the Nation outlining steps to deal with the energy emergency”. Le 7 novembre 1973 [consulté en ligne le 19 septembre 2010]. Disponible sur: http://www.ena.lu_given_richard_nixon_november_1973-02-11710

“Energy timeline” [consulté en ligne le 19 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.energy.gov>

⁸⁵⁰ “The (Possible) Blessings of Doing Without”. *TIME Magazine*, le 3 décembre 1973.

“A Time of Learning to Live with Less”. *TIME Magazine*, le 3 décembre 1973.

⁸⁵¹ “Abraham's Children”. *TIME Magazine*, le 5 novembre 1973.

KHALIDI, Rashid. *The Iron Cage: The Story of The Palestinian Struggle for Statehood*. Boston: Beacon Press (2006), 2007. p. 11-12.

⁸⁵² “Where The U.S. is Caught in the Middle”. *U.S. News & World Report*, novembre 1973.

⁸⁵³ Ibid.

dominateur que Nasser, laisse supposer qu'il sera plus à même de concilier les intérêts des pays radicaux et des plus modérés⁸⁵⁴.

Dans le contexte de la guerre d'Octobre et de l'embargo pétrolier, les sentiments de craintes suscités aux États-Unis par la perception d'un renouveau de la « puissance arabo-musulmane » sont liés aux représentations issues de l'imaginaire orientaliste américain concernant la réactivation de « la guerre millénaire entre l'islam et l'Occident » décrites ci-dessus. Cela se traduit notamment par une dépendance énergétique soutenue, alimentée par des taux de croissance très élevés, qui oblige les pays consommateurs occidentaux (les États-Unis en tête) à prendre en compte les arguments politiques des pays arabo-musulmans⁸⁵⁵.

De plus, le contexte géopolitique de 1973-1974 rend l'impact de l'arme pétrolière arabe bien plus « dévastateur » que lors des précédents épisodes du conflit israélo-arabe. Comme suggéré précédemment, un transfert idéologique s'opère à la suite de la guerre israélo-arabe de 1967 entre le nationalisme arabe (représenté par Nasser) et le panislamisme dont le colonel Kadhafi et le roi Faysal se disputent le leadership⁸⁵⁶. Toutefois, l'embargo pétrolier va susciter une transformation de l'image de l'Arabie Saoudite dans le monde arabo-musulman. L'Arabie Saoudite et le roi Faysal plus particulièrement vont devenir des symboles de défiance pour l'Occident et Israël⁸⁵⁷. Selon Nadav Safran et C. Fraser cités par Madawi Al-Rasheed dans l'ouvrage *A History of Saudi Arabia* (2002), [...] « l'embargo pétrolier soulignait la position centrale de l'Arabie Saoudite parmi les producteurs pétroliers et plaçait celle-ci dans une situation de confrontation ouverte avec les États-Unis pour la première fois. L'embargo pétrolier conférait à l'Arabie Saoudite un rôle de leadership sans précédent dans le monde arabe »⁸⁵⁸. Dans le même temps, cette position prédominante rendait l'Arabie Saoudite très fragile dans la mesure où ses responsabilités se multipliaient et elle se retrouvait au cœur des conflits. Paradoxalement, cette nouvelle situation va rendre l'Arabie Saoudite encore plus dépendante des États-Unis et notamment pour garantir sa sécurité⁸⁵⁹.

⁸⁵⁴ Ibid.

⁸⁵⁵ YERGIN: op. cit. p. 634-636.

“We've Got Enough on Our Plate”. *TIME Magazine*, le 29 octobre 1973.

“How Deep Is the U.S. Commitment to Israel?” *TIME Magazine*, le 29 octobre 1973.

⁸⁵⁶ AL-RASHEED, Madawi. *A History of Saudi Arabia*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002. p. 138-140.

⁸⁵⁷ Ibid.

⁸⁵⁸ SAFRAN, Nadav. *Saudi Arabia: The Ceaseless Quest for Security*. Cambridge: Harvard University Press, 1985. p. 176 dans AL-RASHEED: op. cit. p. 139-140.

FRASER, C. “In Defense of Allah's Realm: Religion and Statecraft in Saudi Foreign Policy Strategy” dans RUDOLF, S. et PISCATORI, J. (Éds.). *Transnational Religion and Fading States*. Boulder: Westview Press, 1997. p. 222 dans AL-RASHEED: op. cit. p. 139-140.

⁸⁵⁹ AL-RASHEED: op. cit. p. 139-140.

Aussi, la nouvelle configuration de l'ordre pétrolier va amener certains responsables américains (notamment Henry Kissinger) à considérer une intervention militaire en Arabie Saoudite et d'autres pays arabes producteurs clés afin d'assurer l'accès continu en pétrole. Ce sujet sera plus amplement développé dans la sous-partie qui traite du débat sur l'intervention militaire des États-Unis en Arabie Saoudite. Pour l'immédiat, nous citerons simplement trois articles; un premier extrait de *Newsweek* du 3 décembre 1973 (l'article s'intitule « Anything You Say, King Faisal »), un second de l'*U.S. News and World Report* du 10 décembre 1973 (l'article s'intitule « Suppose the U.S. Decided to Retaliate Against the Arabs ») et enfin un dernier de *TIME Magazine* du 3 décembre 1973 qui s'intitule « Risky Road of Retaliation »⁸⁶⁰.

Il ressort de ces articles un sentiment d'impuissance devant l'influence grandissante de l'Arabie Saoudite (et des autres pays arabes) et une incapacité pour l'Administration Nixon de contenir cette influence. À cet égard, les déclarations du secrétaire d'État Henry Kissinger selon qui « les États-Unis vont répliquer par une intervention militaire si nécessaire » sont jugées sans fond. L'impression générale est qu'il s'agit avant tout d'un avertissement dont le but est d'effrayer les Arabes⁸⁶¹. *Newsweek* note que cet avertissement n'a apparemment pas impressionné les Saoudiens car Faysal vient de réaffirmer sa position que « l'embargo pétrolier sera maintenu jusqu'à ce qu'Israël se retire des territoires occupés »⁸⁶².

Une manifestation très concrète du « renouveau » de la puissance arabo-musulmane est apportée par les revenus pétroliers grandissants - les pétrodollars - qui commencent à affluer dans les pays du golfe Persique. Comme suggéré précédemment, les pays occidentaux craignent que les pétrodollars ne viennent déstabiliser le système financier international si des sommes très importantes étaient transférées des pays occidentaux vers les pays du golfe Persique ou si les pays arabes producteurs de pétrole venaient à réaliser des investissements très importants dans les pays occidentaux.

Dans un article de *TIME Magazine* du 24 décembre 1973 (l'article s'intitule « Arab Caution »), l'auteur remarque que « pour des financiers occidentaux en état de nervosité, les surplus immenses amassés par les pays producteurs arabes ressemblent à des Khanjars [des poignards arabes] plantés au cœur du système monétaire international »⁸⁶³. Les responsables politiques s'inquiètent également du fait que ces revenus pétroliers puissent être utilisés dans le conflit israélo-arabe ou dans le financement d'acteurs arabes radicaux, notamment

⁸⁶⁰ «Anything You Say King Faisal». *Newsweek*, le 3 décembre 1973. p. 43.

«Suppose the U.S. Decided Retaliate Against the Arabs». *U.S. News & World Report*, le 10 décembre 1973.

«Risky Road of Retaliation». *TIME Magazine*, le 3 décembre 1973.

⁸⁶¹ Ibid.

⁸⁶² «Anything You Say King Faisal». *Newsweek*, le 3 décembre 1973. p. 43.

⁸⁶³ «Arab Caution». *TIME Magazine*, le 24 décembre 1973.

communistes ou socialistes. Cela pourrait modifier le statut quo de la configuration géopolitique du Moyen-Orient.

La couverture médiatique de l'embargo pétrolier recouvre également des connotations clairement religieuses. Dans un article de *TIME Magazine* du 5 novembre 1973 (l'article s'intitule « Abraham's Children »), l'auteur constate que « la guerre entre Israël et les nations arabes a davantage de connotations religieuses que d'autres conflits étant donné qu'Israël a été attaqué lors d'une fête religieuse majeure (Yom Kippour) et que la guerre contre Israël a été qualifiée de jihad par le grand mufti de l'Égypte Abd-el Halim Mahmoud ». L'auteur compare le judaïsme et l'islam et vient à la conclusion « qu'alors que le judaïsme a adopté une approche d'auto-défense suite à la défaite contre les Romains au premier siècle après Jésus Christ, l'islam est impliqué dans une lutte éternelle contre le reste de l'humanité ». Aussi, « la perspective universelle de l'islam se heurte (nous notons que le christianisme se définit également comme une religion universelle) au judaïsme (une foi héréditaire et donc plus exclusive). Enfin, l'auteur laisse entendre que l'islam est « intrinsèquement conflictuel » ce qui « rend très probable de futurs conflits entre les pays arabes et Israël d'une part et entre les pays arabes et les pays occidentaux d'autre part ».

Enfin, comme suggéré auparavant, l'embargo pétrolier a suscité des tensions dans les relations transatlantiques. La détérioration de ces relations s'est opérée alors que les alliés européens se sont sentis écartés des décisions clés à l'égard de la guerre d'Octobre prises par Washington, ce qui amène les européens à se rapprocher des États arabes⁸⁶⁴. Ce rapprochement s'est traduit sur le plan politique par une déclaration jointe des gouvernements des Neuf (la CEE), le 6 novembre 1973, en faveur de l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU qui comprend le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés depuis 1967). Le Japon a fait une déclaration similaire⁸⁶⁵. Ce changement d'approche a sans surprise été dénoncé à la fois par Washington et les médias américains bien qu'il existe une certaine compréhension des besoins énergétiques qui ont amené l'Europe et le Japon à se dissocier des États-Unis sur cette question précise. En pratique, les États européens

⁸⁶⁴ YERGIN, Daniel. *The Prize: The Quest for Oil, Money and Power*. New York: Free Press (1991), 2003. p. 626-630.

⁸⁶⁵ VASSILIEV: op. cit. p. 393-394.

et le Japon dépendaient presque exclusivement du pétrole du Moyen-Orient. À cette occasion, Henry Kissinger a traité les Européens de « chacals »⁸⁶⁶.

Nous notons que le voyage de Cheikh Yamani en Europe lors de l'embargo a certainement joué un rôle important dans le rapprochement entre l'Europe et les pays arabes. Ce voyage faisait partie d'une stratégie consciente de Cheikh Yamani dont le but était de « semer la discorde » dans les relations transatlantiques (même si la cible privilégiée des pays producteurs arabes reste les États-Unis)⁸⁶⁷.

Dans le même temps, le rapprochement entre les pays arabes et l'Europe dans le contexte de l'embargo pétrolier (également dicté par les intérêts économiques des pays européens) a été perçu par Kissinger comme une remise en question de l'hégémonie américaine⁸⁶⁸.

Pour empêcher que le marché pétrolier ne soit politisé de manière permanente, les États-Unis vont chercher à promouvoir une réponse coordonnée des pays industrialisés. Le caractère réel de cette crainte est illustré par les nombreux voyages des responsables politiques européens au Moyen-Orient dans le but de conclure des accords d'échange impliquant le pétrole brut⁸⁶⁹. Le responsable pétrolier de Shell, Frank McFadzean (cité par Daniel Yergin), constate que « des délégations et des émissaires, des hommes politiques et leurs amis, dont la plupart avait peu de connaissances de l'industrie pétrolière, sont descendus au Moyen-Orient à l'image d'une plaie biblique »⁸⁷⁰.

Les États-Unis vont organiser une conférence sur l'énergie à Washington D.C. en février 1974. L'objectif est d'apaiser les craintes en matière de répartition des réserves pétrolières et ressouder l'alliance occidentale. La Grande Bretagne et le Japon sont favorables à cette initiative alors que la France s'y oppose.

L'enjeu de cette conférence est également de réaffirmer l'hégémonie américaine. Cette démonstration de pouvoir servant à rééquilibrer les relations transatlantiques en faveur de Washington est illustrée par les menaces implicites des responsables américains portant sur la relation de sécurité (entre les États-Unis et l'Europe). Les États-Unis laissent entendre que des

⁸⁶⁶ “Secretary's Staff Meeting”, le 23 octobre 1973, 4:35 P.M. Transcript of Secretary of State Henry A. Kissinger Staff Meetings, 1973-1977 [consulté en ligne le 27 septembre 2010]. Disponible sur: <http://www.gwu/~nsarchiv/NSAEBB98/index.htm#doc63>

⁸⁶⁷ BURR, William (Ed.). *The October War and U.S. Policy* [en ligne]. Le 7 octobre 1973. Source RG 59, SN 70-73, POL 7 [consulté le 14 avril 2010]. Disponible sur: <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/>

⁸⁶⁸ DEVUYST, Youri. “American Attitudes on European Political Integration: The Nixon-Kissinger Legacy”. *IES Working Paper*, 2, 2007 [consulté le 11 juin 2010]. Disponible sur: <http://www.ies.be>

⁸⁶⁹ YERGIN: op. cit. p. 628-630.

⁸⁷⁰ Ibid: p. 623- 629.

discordes sur les questions énergétiques pourraient remettre en question le maintien des troupes américaines en Europe.

Il n'en demeure pas moins que la conférence sur l'énergie de février 1974 amène à des politiques communes dans le domaine de l'énergie avec l'établissement d'un programme de partage des réserves en cas de crise énergétique et la création de l'Agence Internationale de l'Énergie (l'AIE). Cette dernière est chargée de gérer le programme de partage des réserves et d'harmoniser les politiques énergétiques des pays occidentaux. Ironie du sort, l'AIE sera basée à Paris alors que la France refuse en un premier temps l'adhésion à cette organisation⁸⁷¹.

⁸⁷¹ Ibid: p. 626-630.

Chapitre 6 : « L'invasion des Cheikhs » : le contexte post-embargo vu des Etats-Unis

Paradoxalement, ce sont les revenus pétroliers saoudiens - symbole du renouveau du pouvoir arabo-musulman - qui vont constituer le fondement de la relance de la relation américano-saoudienne après l'embargo pétrolier de 1973-1974. Cette relance va s'opérer au travers de mesures de coopération sur les plans économique, technologique, scientifique, industriel et militaire entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite⁸⁷². Ces mesures confèrent aux États-Unis un rôle majeur dans la transformation de l'Arabie Saoudite en un « État industriel moderne ». Cela suppose le développement des infrastructures dans le domaine de l'enseignement et de la santé publique, mais également des institutions gouvernementales. Dans les domaines de la sécurité et de la défense, la coopération doit se concentrer sur les besoins militaires de l'Arabie Saoudite et notamment sur la capacité de cette dernière à assumer la responsabilité de sa défense, à la fois de son propre territoire et du golfe Persique (tel qu'envisagé par la Doctrine Nixon)⁸⁷³. Comme le constate Rachel Bronson dans son ouvrage *Thicker Than Oil: America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia* (2006), « en raison de cet accord, presque chaque projet industriel majeur en Arabie Saoudite durant la période 1973-1993 s'est réalisé dans le cadre de la coopération américano-saoudienne. »⁸⁷⁴.

Pour l'Arabie Saoudite, la relance des relations entre Riyad et Washington se justifie par ses besoins sécuritaires, qui augmentent au même rythme que ses revenus pétroliers, alors que pour les responsables américains il s'agit de rééquilibrer la balance des paiements américaine, d'assurer l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes et enfin d'empêcher que l'arme pétrolière soit de nouveau utilisée dans un prochain conflit⁸⁷⁵.

⁸⁷² JOHNSON, Silas. "United States Military Training Mission: A Paradigm for Regional Security". *The DISAM Journal* [en ligne]. Été 2001 [consulté le 3 mai 2010], p. 98. Disponible sur: http://www.disam.dsca.mil/pubs/v.23_4/johnson.pdf

BRONSON, Rachel. *Thicker Than Oil: America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia*. New York: Oxford University Press, 2006. p. 123-127.

OPENHEIM, V. H. "The Past: We Pushed Them". *Foreign Policy* [en ligne]. Hiver 1976-1977, n° 25 [consulté le 2 mai 2010], p. 24-57. Disponible sur : <http://www.jstor.org/stable/1148022>

⁸⁷³ GWERTZMAN, Bernard. "Milestone Pact is Signed by U.S. and Saudi Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 9 juin 1974 [consulté le 4 mai 2010]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>

LITTLE: op. cit. p. 137-146.

⁸⁷⁴ BRONSON: op. cit. p. 125-126.

⁸⁷⁵ AL-RASHEED: op.cit. p. 140-141.

GWERTZMAN, Bernard. "Milestone Pact is Signed by U.S. and Saudi Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 9 juin 1974 [consulté le 4 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Sur le plan stratégique, l'Arabie Saoudite va émerger comme un allié clé potentiel des États-Unis au Moyen-Orient suite à l'embargo pétrolier principalement grâce à ses capacités financières très importantes qui lui permettent également de réaliser ses ambitions de leader de l'islam sur le plan régional et international (comme suggéré précédemment). Il semble donc qu'en juin 1974 - lorsque sont formalisées les mesures de coopération entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite - la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite soit réinitialisée. Cependant, la relance de cette relation suppose l'armement massif de l'Arabie Saoudite auquel le Congrès est majoritairement très réticent (à l'instar de tout rapprochement entre les États-Unis et le royaume saoudien) étant donné le rôle de « chef de file » de l'Arabie Saoudite dans l'embargo pétrolier et de sa position anti-israélienne⁸⁷⁶. En contrepartie, il est entendu que l'Arabie Saoudite doit investir une partie majeure du surplus de ses revenus pétroliers dans l'économie américaine. Cela va s'effectuer de manière directe par l'investissement du gouvernement saoudien dans des obligations du Trésor américain et de manière indirecte avec les contrats obtenus par des compagnies américaines. Par la suite, l'Arabie Saoudite va également investir dans d'autres secteurs de l'économie américaine⁸⁷⁷.

Dans le même temps (comme suggéré auparavant), l'Iran sera perçue comme le pilier principal pour Washington dans le golfe Persique jusqu'à la révolution iranienne en 1979. Sur le plan pratique, cela se traduit par des accords entre Washington et le Shah qui procurent à ce dernier un accès illimité à toutes les armes non nucléaires qu'il souhaite. Ces éléments vont renforcer la rivalité de longue date entre l'Arabie Saoudite et l'Iran; une rivalité qui s'exprime à la fois sur le plan économique, militaire et idéologique.

Ainsi, il n'est guère surprenant que l'accord de coopération entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite (et son expression la plus tangible, la stratégie de rapatriement des « pétrodollars ») suscite des sentiments contradictoires chez les responsables politiques et le public américain. Tantôt les investissements saoudiens sont perçus comme bénéfiques, tantôt comme le résultat d'une politique saoudienne « impérialiste »⁸⁷⁸. Il existe notamment des

⁸⁷⁶ BRONSON: op. cit. p. 98.

Ibid: p. 124.

⁸⁷⁷ Ibid: p. 125-126.

⁸⁷⁸ HERSHEY, Robert D. "Rockefeller Warns on Petrodollars; Rockefeller Urges Action to Cope With Oil Dollars". *The New York Times* [en ligne]. Le 14 juin 1979, [consulté le 28 juillet 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

DALE L., Edwin. "Congress Has Second Thoughts on the Power of Outside Money; the Invasion of Petrodollars". *The New York Times* [en ligne]. Le 23 mars 1975 [consulté le 28 juillet 2009], p. 185. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

craintes que l'accumulation des pétrodollars permette à l'Arabie Saoudite de prendre le contrôle des industries américaines stratégiques⁸⁷⁹. Ces sentiments seront amplifiés par la couverture médiatique américaine qui met en scène « l'invasion des Cheikhs pétroliers saoudiens ».

1. La couverture médiatique de la période post-embargo

Quatre thèmes ressortent clairement de la couverture médiatique de la période post-embargo et de la stratégie de rapatriement des pétrodollars :

En premier lieu, le sentiment que les États-Unis (et le monde occidental de manière générale) sont envahis, au sens propre et au sens figuré, par les Cheikhs pétroliers-notamment saoudiens. Les experts et les responsables américains craignent effectivement que les richesses pétrolières saoudiennes, les fameux « pétrodollars », confèrent à l'Arabie Saoudite et aux autres producteurs arabes les moyens de contrôler l'économie américaine et notamment l'industrie de la défense (et *in fine* la politique étrangère américaine).

En outre, de nombreux spécialistes et responsables s'inquiètent de la répercussion des pétrodollars sur les marchés financiers internationaux qui, selon eux, pourraient être déstabilisés par la circulation et les mouvements rapides de fonds. À cet égard, l'assassinat du roi Faysal le 25 mars 1975 (cité précédemment) provoque des inquiétudes parmi les responsables américains concernant la stabilité de l'Arabie Saoudite sur le plan politique et l'orientation de sa politique pétrolière suite à la mort du Roi⁸⁸⁰. En plus de ces craintes, il existe une menace implicite à savoir que l'arme pétrolière soit de nouveau utilisée par l'Arabie Saoudite (et les autres producteurs arabes) dans des conflits prochains ou serve à financer des mouvements terroristes, et que le prix du pétrole continue à augmenter.

Dans ce contexte, le Shah d'Iran, qui n'a pas participé à l'embargo pétrolier de 1973-1974, ressort comme un partenaire bien plus fiable que l'Arabie Saoudite (et les autres producteurs arabes du pétrole) aux yeux de Washington, bien qu'il soit le moteur principal de la hausse significative du prix du pétrole décidée par l'OPEP en décembre 1973⁸⁸¹.

GUPTE, Pranay. "How Arabs Turn Oil Into Armaments; Investing of Petrodollars in Defense Industries Begin to Worry". *The New York Times* [en ligne]. Le 25 août 1974 [consulté le 28 juillet 2009], p. 131. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁸⁷⁹ GUPTE: op. cit. p. 131.

⁸⁸⁰ AL-RASHEED: op. cit. p. 142-143.

⁸⁸¹ YERGIN : op. cit. p. 644-645.

En second lieu, des inquiétudes existent quant à la capacité de l'Arabie Saoudite, un pays sous-développé avec une population peu importante, à absorber ses richesses pétrolières grandissantes. Responsables et experts s'inquiètent notamment de l'impact de la rentrée massive de fonds sur la stabilité socio-politique du royaume saoudien⁸⁸². Ces craintes sont largement partagées par le roi Faysal et ses conseillers qui maintiennent tant bien que mal l'équilibre entre les forces conservatrices d'une part (représentées par les oulémas, les leaders tribaux et une portion significative de la population saoudienne traditionnelle) et le monde des affaires, les technocrates et les membres de la famille royale (elle-même partagée à ce sujet) d'autre part⁸⁸³.

En troisième lieu, l'approche adoptée par le leadership saoudien de « moderniser sans occidentaliser » afin de mitiger le conflit entre la modernité et la société saoudienne traditionnelle dans le contexte de la modernisation de l'Arabie Saoudite inquiète. En pratique, cela suppose la poursuite du développement de l'Arabie Saoudite tout en préservant le tissu social traditionnel où la religion, la tribu et la famille constituent des piliers indivisibles. Cela amène Faysal à créer un lien explicite entre l'islam et le développement (ou le progrès) afin d'obtenir le support des oulémas qui s'opposaient au processus de modernisation⁸⁸⁴. Cette vision est illustrée par une citation d'Edward R. F. Sheehan (ancien responsable de presse des ambassades américaines à Beyrouth et au Caire et correspondant pour le *New York Times Magazine*):

« Il [Faysal] était déterminé à éviter une collision irréparable entre le matérialisme occidental et sa vision de conduire son peuple vers la prospérité universelle tout en le protégeant du poison du socialisme, du communisme impie et la décadence des démocraties libérales. Son objectif était de conférer tous les bienfaits de la technologie à son royaume tout en retenant le Coran comme fondement »⁸⁸⁵.

Nous constatons ainsi qu'il s'agit bien d'une stratégie de développement officielle adoptée par le roi Faysal. Cette stratégie, ainsi que la difficulté de la mener à bien, sera traitée dans la couverture médiatique américaine lors de cette période.

En quatrième et dernier lieu (et en lien direct avec le point précédent), il est question d'un « conflit » entre le monde arabo-musulman et l'Occident. Du point de vue de l'Arabie

⁸⁸² CHAMPION, Daryl. *The Paradoxical Kingdom: Saudi Arabia and the Momentum of Reform*. New York: Columbia University Press, 2003. p. 75; 77-78; 84-88; 309-312.

⁸⁸³ Ibid: p. 69; 77; 128.

⁸⁸⁴ KECHICHIAN, Joseph K. "The Role of the ulama in the politics of an Islamic state: The case of Saudi Arabia". *International Journal of Middle East Studies*. 1986, Vol.18. p. 53-71 dans CHAMPION: op. cit. p. 128.

⁸⁸⁵ SHEEHAN, Edward R. F. "Unradical Sheikhs who Rule the World". *The New York Times Magazine* [en ligne]. Le 24 mars 1974 [consulté le 29 septembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Saoudite, ce conflit se manifeste sur le plan idéologique et culturel par le rejet du matérialisme de l'Occident perçu par les conservateurs comme une menace pour la vie saoudienne traditionnelle. L'assassinat du roi Faysal et la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque peuvent être interprétés comme des manifestations de ce conflit - bien que le siège de la Mecque soit également une réaction à la corruption et aux excès de certains membres de la famille royale qui ne respectent pas les préceptes de l'islam authentique⁸⁸⁶.

Une illustration de ce conflit est la décision du leadership saoudien d'interdire les études à l'étranger pour les femmes (à moins qu'elles soient accompagnées d'un membre masculin de leur famille) de crainte qu'elles ne subissent des influences occidentales « défavorables »⁸⁸⁷. Cette décision était influencée par les oulémas conservateurs dont le pouvoir avait augmenté suite à la prise de la Grande Mosquée de la Mecque. La fatwa proclamée par les oulémas à l'occasion des événements à la Mecque avait effectivement un prix. L'autorisation de recourir à la violence dans le lieu sacré de la Mecque supposait que le leadership saoudien adopte en contrepartie des mesures fondamentalistes proposées par les oulémas. Ces mesures signifiaient un retour en arrière notamment pour les conditions de la femme.

Une autre illustration très poignante de ce conflit entre le monde arabo-musulman et l'Occident est la controverse suscitée par la diffusion du documentaire dramatisé *Death of a Princess* à la télévision américaine en 1980⁸⁸⁸. Ce documentaire porte sur l'exécution publique de la Princesse saoudienne Mishail Bent Fahd Ben Mohammed et son amant Khalid Mahallah pour adultère en 1977. Le documentaire, suivi par de larges audiences en Grande Bretagne et aux États-Unis, a provoqué des incidents diplomatiques entre l'Arabie Saoudite et la Grande Bretagne et a amené le leadership saoudien et des compagnies pétrolières américaines (notamment Mobil) à faire pression sur les chaînes de télévision ATV et WGBH pour que le documentaire ne soit pas diffusé. *Death of a Princess* va également susciter de nombreux débats sur les conflits entre la vie traditionnelle et la modernité d'une part et entre l'Occident et l'islam d'autre part⁸⁸⁹.

⁸⁸⁶ BRONSON: op. cit. p. 136-139 ; 147-151.

CHAMPION: op. cit. p.125-136.

⁸⁸⁷ ALIREZA, Marianne. "Women of Saudi Arabia". *National Geographic*. Octobre 1987, vol. 172, n°4. p. 433.

⁸⁸⁸ *Death of a Princess*. ATV et WGBH, Royaume Uni, 1980.

⁸⁸⁹ BROCKMAN, David. "Death of a Princess". Le 2 juillet 2005 [consulté en ligne le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.transdiffusion.org/emc/behindthescreens/princess.php>

GROSSMAN, Lawrence K. et MINOW, Newton N. "The Reagans" What CBS Should Have Done". *Columbia Journalism Review* [en ligne]. Juin 2003 [consulté le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.cjr.org./issues/2003/6/reagans-grossman.asp>

WHITE, Thomas et GANLEY, Gladys. *The "Death of a Princess" Controversy*. Center for Information Policy Research, Harvard University, septembre 1983. p. 1-50.

La controverse suscitée par le téléfilm *Death of a Princess* sera traitée dans la sous-partie qui porte sur le conflit entre le monde arabo-musulman et l'Occident.

Enfin, nous tenons à mentionner l'autobiographie *At the Drop of a Veil* publiée par Marianne Alireza en 1971⁸⁹⁰. Cet ouvrage porte sur son mariage avec Ali Alireza (un technocrate saoudien proche du roi Faysal) et sa vie en Arabie Saoudite. Marianne Alireza et Ali Alireza s'étaient rencontrés à l'Université de Berkeley dans les années 1940. Elle était la première américaine à se marier à un homme saoudien. Dans son ouvrage, elle décrit sa vie dans le harem de la famille Alireza à Djeddah (où elle élève cinq enfants) et l'évolution soudaine de la société saoudienne suite à la découverte du pétrole. Le mariage s'est terminé par un divorce.

At the Drop of a Veil a connu un succès très important en raison de l'intérêt suscité par le sujet lui-même, mais également en raison de la façon dont Alireza raconte ses expériences et le regard à la fois objectif, affectueux et critique qu'elle porte sur sa belle famille et la société saoudienne de manière générale.

Du point de vue des États-Unis, si le « conflit » entre l'Occident et le monde arabo-musulman est tout d'abord latent il se matérialise ensuite au travers du renouveau du pouvoir arabo-musulman symbolisé sur le plan économique par la rentrée massive des pétrodollars dans le golfe Persique et notamment en Arabie Saoudite. Sur le plan politique, les richesses pétrolières et la dépendance énergétique des États-Unis, du Japon et de l'Europe occidentale confèrent aux producteurs arabes (et à l'Arabie Saoudite notamment) un poids politique considérable. S'y ajoutent les possibilités que l'arme pétrolière soit réutilisée dans un conflit prochain avec Israël, que les producteurs arabes attribuent des aides financières aux terroristes arabes (notamment à l'OLP) et que le prix du pétrole continue d'augmenter, générant davantage de revenus et de pouvoir pour les producteurs arabes⁸⁹¹. Le débat sur l'intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite qui se déroule sur le plan politique américain lors du printemps 1975 et la publication de l'ouvrage évangéliste *Armageddon: Oil and the Middle East Crisis* en 1974 illustrent ce conflit⁸⁹². D'autres, à l'instar de l'Orientaliste Bernard Lewis dans « The Return of Islam » (paru dans le magazine *Commentary* en janvier 1976)

⁸⁹⁰ ALIREZA, Marianne. *At the Drop of a Veil*. Boston: Houghton Mifflin, 1971.

⁸⁹¹ YERGIN: op. cit. 587-606.

⁸⁹² WALVOORD, John F. et Walvoord, John E. *Armageddon: Oil and the Middle East Crisis*. Grand Rapids: The Zondervan Corporation, 1974.

perçoivent dans le « renouveau » du pouvoir arabo-musulman une menace contre le christianisme et le judaïsme⁸⁹³.

Nous tenons également à citer la publication d'*Orientalism: Western Conceptions of the Orient* par Edward W. Said en 1978⁸⁹⁴. Cet ouvrage très controversé représente une critique du domaine des études orientalistes et du discours orientaliste. Une des cibles privilégiées de la critique de Said est le discours orientaliste contemporain représenté par les thèses de Bernard Lewis⁸⁹⁵.

Selon Said : [...] « suite à la guerre de 1973, l'Arabe est apparu partout comme quelque chose de plus menaçant. Des bandes dessinées représentant un Cheikh arabe derrière une pompe à essence apparaissaient constamment. Cependant, ces Arabes étaient clairement « sémites » : leur nez crochu et leur regard moustachu sournois étaient des rappels évidents (à un public majoritairement non-sémite) que « les Sémites » étaient à l'origine de tous nos maux et dans le cas présent, du manque d'essence »⁸⁹⁶.

Said constate que le transfert d'un personnage antisémite populaire représenté par une cible juive vers une cible arabe s'est opéré très facilement en raison du fait que ce personnage était essentiellement le même. Said explique que le juif de l'Europe pré-nazi s'est transformé en héros au travers du culte des pionniers sionistes. Il a été remplacé par l'Arabe mystérieux et effrayant qui perturbe l'existence d'Israël et de l'Occident. Enfin Said note que l'Arabe est non seulement un anti-sioniste mais est également un exportateur de pétrole; des caractéristiques intrinsèquement négatives⁸⁹⁷.

Enfin, nous mentionnons également la publication par Edward Said de l'ouvrage *Covering Islam: How the media and the experts determine how we see the rest of the world* en 1981. Cet ouvrage qui a été largement commenté porte sur la représentation de l'islam (à la fois comme religion et civilisation dans ce cas) suite à la révolution islamique en Iran⁸⁹⁸.

Les événements de 1979 (la révolution islamique, la crise des otages américains à Téhéran, la prise de la Grande Mosquée de la Mecque et enfin la prise des otages de l'ambassade américaine à Islamabad qui se solde par la mort de deux citoyens américains)

⁸⁹³ LEWIS, Bernard. "The Return of Islam". *Commentary*. Janvier 1976, vol. 61, p. 39-52.

⁸⁹⁴ SAID, Edward W. *Orientalism: Western Conceptions of The Orient*. London: Routledge & Kegan, 1978.

⁸⁹⁵ LOCKMAN, Zachary. *Contending Visions of the Middle East: The History and Politics of Orientalism*. New York: Cambridge University Press (2004), 2005. p. 188-189.

⁸⁹⁶ SAID: op. cit. 1978. p. 284-287.

⁸⁹⁷ Ibid: p. 284-287.

⁸⁹⁸ SAID, Edward W. *Covering Islam: how the media and the experts determine how we see the rest of the world*. New York Pantheon Books, 1981.

vont alimenter le conflit entre l'Occident et le monde de l'islam⁸⁹⁹. Le résultat est un déplacement de la menace représentée par l'Arabie Saoudite (en tant que symbole du renouveau du pouvoir arabo-musulman) vers l'Iran. L'Iran sera désormais représenté comme la source principale du terrorisme, du fondamentalisme, du fanatisme et du radicalisme avec l'Union soviétique⁹⁰⁰. Dans les faits, l'Arabie Saoudite hérite d'un rôle stratégique dans le maintien de la sécurité du golfe Persique et en tant que producteur pétrolier de dernier ressort dans le contexte du second choc pétrolier (qui intervient dans le contexte de la révolution iranienne)⁹⁰¹. Ce rôle de producteur de dernier ressort sera rempli par l'Arabie Saoudite lors de la guerre entre l'Irak et l'Iran qui perturbe davantage la production pétrolière du golfe Persique⁹⁰².

Dernier élément qui mérite d'être souligné, la distinction entre le « bon » et le « mauvais » islam effectuée par les responsables américains suite à la révolution islamique. Cette distinction se traduit par une dénonciation de l'islamisme chiite alors que le wahhabisme est perçu comme un outil d'endiguement de l'influence chiite dans le golfe Persique et de l'expansion du communisme en Afrique et en Afghanistan suite à l'invasion soviétique. La distinction entre le « bon » et le « mauvais » islam a notamment été traitée par Fawaz A Gerges (cité antérieurement) dans *America and Political Islam: Clash of Cultures or Clash of Interests?* (1999) et Mahmood Mamdani dans *Good Muslim, Bad Muslim: American, The Cold War and the Roots of Terror* (2004)⁹⁰³. Toutefois, cela ne signifie pas que la représentation de l'Arabie Saoudite est unanimement positive aux États-Unis. L'image de l'Arabie Saoudite, pays antidémocratique, féodal, répressive, anti-israélien et orthodoxe (voire fondamentaliste) cohabite avec l'image de l'Arabie Saoudite, allié stratégiquement vital qu'il est nécessaire de protéger en raison de ses ressources pétrolières et de son statut de leader dans le monde arabo-musulman.

⁸⁹⁹ CHAMPION: p. 130-136.

BRONSON: op. cit. p. 146-151.

GERGES, Fawaz A. *America and Political Islam: Clash of Cultures or Clash of Interests?* Cambridge: Cambridge University Press, 1999. p. 42-45.

“Students in Islamabad see a growing Islamic uprising”. *The New York Times* [en ligne]. Le 26 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Explosion in the Moslem World: A Roundtable on Islam”. *The New York Times* [en ligne]. Le 11 décembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁹⁰⁰ GERGES: op. cit. p. 42-45.

McALISTER: op. cit. p. 198-216.

⁹⁰¹ BRONSON: op. cit. p. 150-153; 163-167.

YERGIN: op. cit. p. 685-690; 693.

⁹⁰² Ibid: p. 711-714.

SPERO et HART: op. cit. p. 283-295.

⁹⁰³ GERGES: op. cit. p. 11-18.

MAMDANI, Mahmood. *Good Muslim, Bad Muslim: America, The Cold War, and The Roots of Terror*. New York: Pantheon Books, 2004. p. 15-27.

Enfin, l'image de l'Arabie Saoudite et des saoudiens comme des Cheikhs pétroliers richissimes qui cherchent à contrôler l'économie et la politique étrangère américaine va cohabiter avec les autres images de l'Arabie Saoudite. Bien que les images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis restent très ambiguës durant cette période, l'importance stratégique de ce pays a été renforcée.

1.1. « L'invasion » des Cheikhs

a) Symboles du transfert du pouvoir des États-Unis vers l'Arabie Saoudite et les autres producteurs arabes de pétrole



Figure 25 : *New York Review of Books* 1974, David Levine.

Le fait que l'Arabie Saoudite puisse contrôler l'industrie de l'armement (et implicitement la politique étrangère américaine) est l'un des principaux sujets évoqués dans le débat sur les enjeux de l'accumulation des pétrodollars dans le contexte post-embargo. Ce sujet est abordé par Pranay Gupte (correspondant et chroniqueur indépendant en affaires internationales) dans le *New York Times* du 25 août 1974 (l'article s'intitule « How Arabs Turn Oil Into Armaments»)⁹⁰⁴.

Gupte s'intéresse à la capacité de pays tels l'Arabie Saoudite et l'Iran d'influencer l'industrie de l'armement d'une part et les politiques étrangère et de défense américaine d'autre part, grâce aux pétrodollars. Il pense cependant qu'une telle prise de contrôle est improbable

⁹⁰⁴ GUPTE, Pranay. "How Arabs Turn Oil Into Armaments". *The New York Times*, le 25 août 1974.

étant donné le manque « chronique » de compétences en matière de gestion et de planification des Arabes. Ce point est repris par de nombreux commentateurs de l'Arabie Saoudite qu'il s'agisse d'experts, de correspondants de la presse d'élite, de la presse populaire ou de présentateurs de télévision. En revanche, Gupte explique que l'accumulation des pétrodollars va permettre aux Arabes d'acquérir de nombreuses armes sophistiquées ainsi que des participations dans l'industrie d'armement américaine; une perspective qui suscite des inquiétudes grandissantes parmi les experts militaires américains⁹⁰⁵.

Le sentiment d'être envahi (voire contrôlé) par les Cheikhs pétroliers est renforcé par les auditions très médiatisées des responsables pétroliers et des contractuels de défense devant le Congrès.

Joseph Kraft dans « Letter from Saudi Arabia » paru dans le *New Yorker* (le 20 octobre 1975) évoque des pots-de-vin qui auraient été versés par la Northrop Corporation à l'homme d'affaires saoudien Adnan Khashoggi pour obtenir un contrat avec les forces aériennes saoudiennes⁹⁰⁶.

En lien avec les éléments évoqués ci-dessus, l'accord de coopération (la Joint Security Cooperation) conclu entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite dans le domaine de la défense et de la sécurité en juin 1974 suscite un réel débat aux États-Unis. Pour Washington, l'objectif de cet accord était de rapatrier des pétrodollars par l'intermédiaire de l'industrie de la défense d'une part et de resserrer les liens entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite d'autre part. Il est forcé de constater que de nombreux contrats de défense impliquant l'Arabie Saoudite ont été récupérés par des compagnies américaines suite à la conclusion de cet accord⁹⁰⁷.

Un contrat particulièrement controversé est le contrat d'un montant de 77 millions dollars attribué à la Vinnel Corporation (un contractuel de défense) en février 1975 ayant pour objet la formation de la Garde nationale saoudienne (une force sécuritaire intérieure sous la responsabilité du prince Abdullah) pour défendre les champs pétroliers. Cette tâche est confiée à des anciens militaires américains, notamment des vétérans de la guerre du Vietnam. C'est la première fois qu'un tel contrat est attribué à une compagnie américaine privée⁹⁰⁸. Le contrat de la Vinnel Corporation est évoqué dans deux articles parus en février 1975 dans l'*U.S. News and World Report* et *Newsweek* respectivement.

⁹⁰⁵ Ibid.

⁹⁰⁶ KRAFT, Joseph. "Letter from Saudi Arabia". *New Yorker* [en ligne]. Le 20 octobre 1975 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur : <http://www.newyorker.com>

⁹⁰⁷ BRONSON: op. cit. p. 126-127.

⁹⁰⁸ Ibid: p. 127.

Nous notons que ce débat sur les contrats attribués aux sociétés privées se déroule au même moment que le débat sur l'intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite, provoqué par un entretien avec le secrétaire d'État Henry Kissinger dans *Business Week* en janvier 1975. Cette coïncidence explique les références à ce débat dans les articles cités. Le débat sur l'intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite sera plus amplement développé dans cette seconde partie de thèse⁹⁰⁹.

Dans « Mideast Dilemma : Is U.S. Training a Future Foe? » du 24 février 1975, l'*U.S. News and World Report* évoque la possibilité que l'Arabie Saoudite, équipée des armes américaines, puisse se retourner contre les États-Unis dans le futur⁹¹⁰. Pour l'hebdomadaire, cette question est d'autant plus légitime que, selon des experts militaires, les champs pétroliers saoudiens seraient la cible de n'importe quelle intervention militaire des États-Unis dans le royaume saoudien afin d'empêcher une « strangulation » (le terme de strangulation est employé par Kissinger dans l'entretien avec *Business Week*) de l'Occident lors d'une crise pétrolière potentielle⁹¹¹.

L'*U.S. News and World Report* cite le sénateur Henry Jackson qui réclame une investigation de l'accord de formation militaire attribué à la Vinnel Corporation par la commission des services armés du Sénat. Jackson remet en question la logique de cette décision, à savoir la promotion des ventes d'armements à l'étranger et le renforcement des monarchies conservatrices telles l'Arabie Saoudite et l'Iran⁹¹².

Dans « This Gun for Hire » du 24 février 1975, *Newsweek* note que « les informations venues de Californie du sud [où est basée la Vinnel Corporation] ont suffi pour faire couler l'encre acide du stylo des caricaturistes éditoriaux ». *Newsweek* évoque une banlieue de Los Angeles où la Vinnel Corporation est en train de recruter du personnel pour former les troupes saoudiennes afin qu'elles soient capables de défendre les champs pétroliers. Le nom de cette banlieue - Al Hamra - qui fait référence à l'Alhambra de Grenade (un monument de l'architecture islamique de Grenade en Espagne) est souligné en raison de la connotation arabe qu'il comporte. Pour *Newsweek*, il est paradoxal que des vétérans du Vietnam forment les troupes saoudiennes dans un contexte où une intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite est évoquée⁹¹³. En outre, nous constatons que la guerre du Vietnam est l'objet de nombreux débats à cette époque.

⁹⁰⁹ BRONSON: op. cit. p. 106-107; 121.

⁹¹⁰ «Mideast Dilemma: Is U. S. Training a Future Foe?» *U.S. News & World Report*, le 24 février 1975.

⁹¹¹ Ibid.

⁹¹² Ibid.

⁹¹³ «This Gun for Hire». *Newsweek*, le 24 février 1975.

Enfin, *Newsweek* laisse entendre que le rôle de médiateur du Pentagone dans cette affaire (et ses tentatives de dissimuler ce lien) a éveillé des soupçons sur le fait que le gouvernement puisse contourner l'interdiction [du Congrès] de s'engager à l'étranger. Selon cette logique, le contrat de la Vinnel Corporation ne serait que « la face visible de l'iceberg » et s'inscrirait dans une approche généralisée de Washington qui consiste à faire appel à des contractuels de défense pour exécuter sa politique étrangère⁹¹⁴.

Le rôle des sociétés privées dans la politique étrangère américaine est également évoqué par Carl Solberg (ancien éditeur de *TIME Magazine*) dans la revue *American Heritage* (une revue trimestrielle d'histoire dédiée à un public « mainstream ») de décembre 1976. L'article s'intitule « Tyranny of Oil »⁹¹⁵.

Un élément particulièrement intéressant soulevé par Solberg dans cet article est l'approche ambiguë des États-Unis à l'égard du Moyen-Orient, qui se traduit par un soutien ouvertement affiché à Israël et un soutien « secret » envers les pays arabes conservateurs et « modérés » (notamment l'Arabie Saoudite) par le biais de sociétés privées. Au Moyen-Orient, cette politique permet au gouvernement américain d'opérer à deux niveaux diplomatiques différents: le public et le privé avec le département d'État comme moteur de cette politique. Cette stratégie repose sur deux principes fondamentaux ; premièrement, les sociétés privées sont des instruments de la politique étrangère américaine et deuxièmement, les intérêts de ces sociétés privées sont identiques aux intérêts des États-Unis. Pour Solberg, l'embargo pétrolier de 1973-1974 démontre que le second principe est faux⁹¹⁶.

La stratégie de rapatriement des pétrodollars et le risque implicite de perte d'indépendance des États-Unis en matière de politique étrangère est également évoquée par Daniel Yergin dans un article publié dans le *New York Times Magazine* le 16 février 1975 (l'article s'intitule « The Economic Political Military Solution »)⁹¹⁷. Yergin dénonce la stratégie de rapatriement des pétrodollars qui selon lui a donné naissance à « un groupe de pression » dans les pays consommateurs (et notamment aux États-Unis) et à une « prise en otage » effectué par les producteurs de l'OPEP (principalement l'Arabie Saoudite et l'Iran). Ce « groupe de pression » cherche à obtenir des faveurs au travers de la mise en place de « relations spéciales » avec les producteurs. Ce « groupe de pression » se compose des

⁹¹⁴ Ibid.

⁹¹⁵ SOLBERG, Carl. "Tyranny of Oil". *American Heritage*, décembre 1976.

⁹¹⁶ Ibid.

⁹¹⁷ En 1975, Daniel Yergin était impliqué dans le Harvard Energy Research Project à Harvard Business School.

compagnies pétrolières, des banques internationales, des contractuels de défense, des constructeurs d'avion et d'équipements lourds (et des compagnies de construction en tout genre). Yergin soutient que la montée en puissance de ce « groupe de pression » pourrait faire obstacle à une politique étrangère américaine indépendante⁹¹⁸.

Yergin voit dans la capacité des pays producteurs à obtenir des intérêts majoritaires dans les compagnies occidentales (qui leur procureraient des moyens indirects d'influencer la politique étrangère des pays occidentaux) l'un des principaux dangers de la stratégie de rapatriement des « pétrodollars ». Aussi, les producteurs de l'OPEP [notamment l'Arabie Saoudite] cherchent à obtenir des parts dans des compagnies pétrolières occidentales afin de « décourager » l'exploration de nouvelles ressources pétrolières (notamment dans la Mer du Nord)⁹¹⁹.

Enfin, Yergin soutient qu'il existe d'autres enjeux que de simples gains économiques pour les producteurs de l'OPEP. Sur le plan des images et des représentations, les gains économiques se traduisent par des victoires symboliques du monde arabo-musulman sur l'Occident⁹²⁰.

Le « groupe de pression » et « la prise d'otage par les producteurs arabes » évoqués par Yergin seront renommés « lobby arabe » dans les médias américains en 1978 (que ce soit dans la presse d'élite, la presse populaire ou à la télévision). Ce terme est employé dans le cadre de la promotion des ventes d'armement à l'Arabie Saoudite, à Israël et à l'Égypte annoncée par l'Administration Carter en mars 1978.

Le concept d'un lobby arabe a commencé à circuler dans la presse d'élite américaine suite à l'embargo pétrolier de 1973-1974 bien que l'existence d'un lobby arabe soit contestée par des américains d'origine arabe connus (tels James Abourezk sénateur démocrate de Dakota ou des experts du Moyen-Orient tels Michael C. Hudson, professeur à l'Université George Washington). Sans surprise, l'existence d'un « lobby arabe » financé principalement par des pays arabes (tels l'Arabie Saoudite notamment) sera majoritairement dénoncée par des représentants du lobby pro-israélien tels Iran Silverman (porte-parole d'American Jewish

⁹¹⁸ YERGIN, Daniel. "The Economic-Political-Military Solution". *The New York Times Magazine* [en ligne]. Le 16 février 1975 [consulté le 10 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁹¹⁹ Ibid.

⁹²⁰ Ibid.

Committee). Pour illustration, nous citons « Arab Lobby Steps Up Efforts » du *New York Times* du 30 juin 1975⁹²¹.

Comme suggéré précédemment, le concept d'un lobby arabe ressort dans les médias américains en 1978 lorsque la vente d'armement à l'Arabie Saoudite est annoncée par l'Administration Carter en mars 1978. Ce sujet est évoqué dans un autre article du *New York Times* (l'article s'intitule « The Arab Lobby's Specialty : Soft Sell, Tough Message »)⁹²². Dans cet article, l'auteur Steven Roberts évoque la promotion « d'un prince saoudien » (il s'agit du prince Bandar Ben Sultan, futur ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis) en faveur d'un accord de vente de F-15 à l'Arabie Saoudite⁹²³. La cérémonie se déroule à l'ambassade syrienne devant des membres du Congrès, des journalistes et des lobbyistes. Roberts cite également la campagne de communication d'un cabinet de relations publiques en faveur de cette vente ainsi que des publications (colorées) de plusieurs pages dans des magazines populaires où la relation spéciale entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite était mise en avant. Selon Steven Roberts: « Les Arabes méprisaient leur image, d'une part le Cheikh pétrolier, d'une part le Bédouin sauvage ».

Stevens énumère ensuite les personnes à qui le leadership saoudien a fait appel afin de mener sa campagne de communication notamment Michael Moynihan (le frère du sénateur démocrate de New York Daniel P. Moynihan), le sondeur Patrick Caddell (un ami du président Carter) et Crawford Cook (expert en communication et ami de John West, ambassadeur des États-Unis à Riyad)⁹²⁴.

⁹²¹ LYONS, Richard D. «Arab Lobby Steps Up Efforts». *The New York Times* [en ligne]. Le 30 juin 1975 [consulté le 18 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁹²² ROBERTS, Steven. «The Arab Lobby's Specialty: Soft Sell, Tough Message». *The New York Times* [en ligne]. Le 30 avril 1978 [consulté le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁹²³ BRONSON: op. cit. p. 157.

⁹²⁴ Ibid. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>



Figure 26 : Des manifestants à l'extérieur de la Maison Blanche protestent contre la vente des F-15 à l'Arabie Saoudite en 1978. Photographie par Wally McNamee/CORBIS.

Nous tenons également à évoquer la campagne de communication menée par Cheikh Faysal Alhelgelan, ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis entre 1974 et 1983⁹²⁵. Alhelgelan succède à Ali Abdallah Alireza (le frère d'Ali Alireza évoqué précédemment) au poste d'ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis en juillet 1974. Nous notons qu'une légation saoudienne fut établie à Washington D.C. en février 1946. Celle-ci sera attribuée le statut d'ambassade en mars 1949 avec Cheikh Asad Al-Faqih dans le rôle d'ambassadeur⁹²⁶.

La campagne de communication de Cheikh Faysal Alhelgelan s'inscrit dans le cadre de la promotion d'un accord d'armement en faveur de l'Arabie Saoudite dans un contexte d'instabilité accrue sur le plan régional et intérieur suite à la révolution iranienne. Il s'agit d'améliorer la capacité des F-15 achetés par l'Arabie Saoudite en mai 1978. L'invasion soviétique en Afghanistan de décembre 1979 renforce ce sentiment d'instabilité en y rajoutant le spectre de l'expansion communiste. Un recueil des déclarations officielles d'Alhelgelan est publié par l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Washington D.C. en septembre 1980.

Alhelgelan évoque la transformation de l'Arabie Saoudite suite à l'embargo pétrolier, la nécessité d'assurer l'intégrité territoriale de l'Arabie Saoudite en raison des ressources pétrolières stratégiquement vitales et de son statut de gardien des lieux saints d'islam, mais également le renouveau de l'islam, la relation américano-saoudienne, le pétrole et la question palestinienne. Le choix de l'audience est stratégique. Au cours de cette campagne, Alhelgelan

⁹²⁵ *Perspective on Saudi Arabia: Excerpts from Public Statements by Sheikh Faisal Alhelgelan, Ambassador for the Kingdom of Saudi Arabia to the United States 1979-1980.* Washington D.C.: Royal Embassy of Saudi Arabia, 1980. p. 1-32.

⁹²⁶ "Diplomatic Representation for Saudi Arabia". Office of the Chief of Protocol, le 27 février 2007 [consulté en ligne le 17 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.state.gov/s/cpr/94431.htm>

s'adresse aux responsables de la commission des sécurités et des échanges des États-Unis (New York), de l'Arab World Symposium (Doane College, Crète, Nebraska), du Center for Strategic Studies (Washington D.C) et du Council of Foreign Relations (New York)⁹²⁷.

Spencer L. Davidson avance une position plus optimiste à l'égard des pétrodollars dans *TIME Magazine* du 16 décembre 1974 (l'article s'intitule « The U.S. Should Soak Up That Shower of Gold »)⁹²⁸. Davidson considère que les États-Unis devraient tirer un maximum de profit des pétrodollars. À cet égard, il fait référence aux bandes dessinées et aux caricatures créées en 1972 qui reflètent les craintes des responsables américains face à l'accumulation des pétrodollars et le transfert du pouvoir financier et politique que cela implique vers le golfe Persique. Pour refléter ces peurs, les bandes dessinées représentent des Arabes en habits traditionnels en charge des stations d'essence américaines (voir les commentaires d'Edward Said à ce propos). Davidson explique que ce genre de « drôlerie » n'a plus sa place dans le débat énergétique américain étant donné la crise énergétique et le quadruplement du prix du pétrole⁹²⁹.

Pour Davidson, seule l'économie américaine est en mesure d'absorber les pétrodollars qui représentent 60 milliards de dollars (montants des revenus pétroliers des producteurs de l'OPEP) en 1974. Pour réussir ce pari, il est cependant nécessaire de déterminer les modalités des opérations. À l'instar de Yergin, Davidson est préoccupé par l'influence exercée par les lobbies. Il mentionne la formation d'un « lobby arabe » composé d'intérêts commerciaux américains et contrôlé par les producteurs arabes du pétrole. Selon Davidson, le « lobby arabe » serait encore plus puissant que le « lobby juif »⁹³⁰.

En conclusion, Davidson juge l'approche « craintive » des États-Unis à l'égard des pétrodollars « hypocrite » étant donné que la politique étrangère américaine a longtemps fait l'éloge de la doctrine du libéralisme.

Le flux d'hommes d'affaires occidentaux et japonais vers l'Iran et les pays arabes du golfe Persique (où ils cherchent à obtenir des contrats commerciaux) d'une part et les folies de dépenses des richissimes Arabes en Europe (notamment à Paris, Londres et Monaco) d'autre

⁹²⁷ *Perspective on Saudi Arabia: Excerpts from Public Statements by Sheikh Faisal Alhegelan*, Ambassador for the Kingdom of Saudi Arabia to the United States 1979-1980. Washington D.C.: Royal Embassy of Saudi Arabia, 1980. p. 1-32.

⁹²⁸ DAVIDSON, Spencer L. "The US Should Soak Up that Shower of Gold". *TIME Magazine* [en ligne]. Le 16 décembre 1974 [consulté le 17 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.timemagazine.com>

⁹²⁹ Ibid.

⁹³⁰ Ibid.

part représentent deux autres symboles du transfert du pouvoir de l'Occident vers le monde arabo-musulman dans le contexte post-embargo. Cette tendance est mentionnée dans l'*U.S. News and World Report* du 17 mars 1975 et du 16 décembre 1976. Les articles s'intitulent « Rich Markets in the Mideast Produces a Rush to Cash in » et « Oil-Rich Arabs Cut Wide Swath Through Europe »⁹³¹.

Dans « Oil-Rich Arabs Cut Wide Swath Through Europe », l'*U.S. News and World Report* évoque trois raisons qui amènent les « richissimes » Arabes à se rendre en Europe: en premier lieu le shopping, en second lieu les traitements médicaux ou la formation universitaire et en dernier lieu les opportunités professionnelles. Le magazine laisse entendre que ces « richissimes » Arabes font preuve d'une certaine hypocrisie car « une fois assis dans l'avion en route pour l'Europe, ils semblent totalement désintéressés par les « chamailleries » religieuses ou politiques ». Pour illustrer ces propos, l'hebdomadaire cite le magasin Marks and Spencer de Londres dont les propriétaires sont juifs et pro-sionistes et qui est largement fréquenté par les richissimes Arabes⁹³².

Le changement de mentalité et de comportement des Arabes lorsqu'ils quittent le monde arabe est également évoqué dans *Newsweek* le 28 octobre 1974 (l'article s'intitule « The Arabs and the West »)⁹³³. Ce sentiment amène l'auteur Nicholas C. Proffitt à se poser la question de savoir ce que les Arabes pensent réellement de l'Occident. Pour illustrer cette réflexion, il évoque une rencontre avec un jeune ingénieur koweïtien lors d'un cocktail à Beyrouth. Proffitt note que « le jeune homme avait laissé ses longs habits blancs flottants dans le placard au profit d'un costume de soie acheté à Saville Road (une rue commerçante à Londres), une cravate Pierre Cardin flamboyante et une paire des mocassins Gucci. Il était accompagné d'une blonde américaine très jolie. Il tenait dans l'une de ses mains un verre de whisky mélangé à de l'eau et dans l'autre une cigarette. Il était aussi versé dans la cuisine de Washington que dans les maisons de jeux à Londres. À la fin de la soirée, il a quitté les lieux accompagné, dans une Pontiac rouge décorée d'autocollants marqués en américain»⁹³⁴.

Enfin, Proffitt vient à la conclusion que de nombreux Arabes admirent le mode de vie occidental. Cependant, cette affection est mêlée à des sentiments de mépris anciens. Ces sentiments trouvent leur origine dans les inventions qui sont actuellement l'objet de désir pour

⁹³¹ «Rich Markets in the Mideast Produces a Rush to Cash in». *U.S. News & World Report*, le 17 mars 1975.

«Oil-Rich Arabs Cut Wide Swath through Europe». *U.S. News & World Report*, le 16 décembre 1976.

⁹³² Ibid.

⁹³³ PROFFITT, Nicholas C. «The Arabs and the West». *Newsweek*, le 28 octobre 1974.

⁹³⁴ Ibid.

les Arabes - la technologie, les méthodes scientifiques, les méthodes de gestion et les armes technologiquement avancées – et qui étaient employées par les pouvoirs coloniaux afin de subjuguier les Arabes aux dix-neuvième et vingtième siècle. Proffitt explique que les Arabes n'ont jamais oublié cette expérience. Proffitt en conclut que le pouvoir économique et politique conféré aux Arabes par l'arme pétrolière leur donne enfin les moyens de rétablir cette situation.

Enfin, un troisième symbole de l'ascension de l'Arabie Saoudite sur le plan international est le fait qu'elle se retrouve désormais dans une situation de pouvoir grâce aux ressources pétrolières. Cette situation inédite est évoquée dans « Hat in Hand to Saudi Arabia » par l'*U.S. News and World Report* du 5 août 1974⁹³⁵. Le magazine illustre cette nouvelle puissance par le fait que ce sont désormais les États-Unis qui demandent de l'aide à l'Arabie Saoudite, ce qui est démontré par la visite du secrétaire au Trésor américain William E. Simon en l'Arabie Saoudite. Cette aide est conditionnée aux attentes du leadership saoudien vis-à-vis des États-Unis, avec notamment la reconnaissance de l'émergence de l'Arabie Saoudite en tant que puissance mondiale nouvelle et la recherche d'une solution satisfaisante pour le conflit israélo-arabe (d'un point de vue saoudien). L'*U.S. News and World Report* suggère que l'incapacité des États-Unis à répondre à ces attentes pourrait provoquer un nouvel embargo pétrolier⁹³⁶.

Le lien entre le pouvoir pétrolier de l'Arabie Saoudite et le conflit israélo-arabe ressort dans un autre article paru dans l'*U.S. News and World Report* du 8 mars 1976). L'article s'intitule «America's Stake in Saudi Arabia, and why it's threatened»⁹³⁷. L'auteur Dennis Mullin, basé à Riyad, suggère que les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite se trouvent à un tournant - soit elles s'approfondissent avec l'Arabie Saoudite dans le rôle de l'allié arabe le plus proche des États-Unis au Moyen-Orient, soit elles se détériorent avec pour conséquence une réduction des projets économiques très profitables pour les États-Unis et dans le pire des cas, la perte de l'accès des réserves pétrolières saoudiennes⁹³⁸.

Mullin note que la situation se complique par le fait que le roi Khaled est moins patient que Faysal à l'égard du soutien américain d'Israël (rappelons que Khaled a succédé à Faysal

⁹³⁵ "Hand in Hat to Arabia". *U.S. News & World Report*, le 5 août 1974.

⁹³⁶ Ibid.

⁹³⁷ MULLIN, Dennis. "America's Stake in Saudi Arabia and Why it's Threatened". *U.S. News & World Report*, le 8 mars 1976.

⁹³⁸ Ibid.

suite à l'assassinat de ce dernier en mars 1975). Plus précisément, le leadership saoudien considère que les États-Unis sont responsables de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations de paix au Moyen-Orient. Ce sentiment, partagé par l'opinion saoudienne, risque d'être aggravé par le fait que la vie saoudienne se trouve menacée par le processus de modernisation de l'Arabie Saoudite auquel les États-Unis contribuent largement.

Selon Mullen, un nombre d'accords commerciaux sans précédent (25 milliards de dollars selon lui) constitue un autre enjeu pour les États-Unis. Dans ce contexte, la question qui se pose est de savoir si cette situation très profitable pour les États-Unis peut survivre à la controverse du boycott d'Israël⁹³⁹.

b) Le rôle de force modérée revendiqué par l'Arabie Saoudite au sein de l'OPEP

Le rôle de force modérée de l'Arabie Saoudite au sein de l'OPEP, la question de la nationalisation des ressources pétrolières saoudiennes, ainsi que la dépendance énergétique des États-Unis par rapport à l'Arabie Saoudite sont des sujets évoqués dans les années 1975-1976 aussi bien dans la presse affaires que dans la presse populaire et la presse d'élite.

Le magazine *Business Week* du 26 mai 1975 (l'article s'intitule « New Rules for the Oil Giants») évoque le défi posé par la nationalisation prochaine des ressources pétrolières saoudiennes pour ARAMCO et d'autres compagnies américaines présentes en Arabie Saoudite⁹⁴⁰. *Business Week* suggère que cette évolution a suscité une crise d'identité chez ARAMCO. Cependant, des responsables saoudiens cités par le magazine affirment que la nationalisation n'entraînerait pas de changement majeur et que la direction d'ARAMCO serait maintenue et complétée avec la nomination de quelques saoudiens pour des postes à responsabilité⁹⁴¹.

Nous notons que l'État saoudien acquiert 60% d'ARAMCO en juin 1974. Cet accord de participation sera modifié au printemps 1976 par un nouvel accord signé entre les coactionnaires d'ARAMCO et l'Arabie Saoudite (représentée par Cheikh Yamani). Selon ce dernier accord, l'État saoudien devrait acquérir tous les actifs et tous les droits d'ARAMCO. En retour, ARAMCO devrait commercialiser 80% de la production pétrolière saoudienne. Enfin, en 1980, l'Arabie Saoudite indemnise ARAMCO à hauteur de la valeur nette des actifs

⁹³⁹ Ibid.

⁹⁴⁰ «New Rules for the Oil Giants». *Business Week*, le 26 mai 1975.

⁹⁴¹ Ibid.

de la compagnie dans le royaume. Fait surprenant, l'Arabie Saoudite ne formalisera cet accord qu'en 1990⁹⁴².

L'interdépendance dans le domaine commercial et économique entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite est le sujet d'un autre article de *Business Week* le 20 septembre 1976 (l'article s'intitule « Saudi Slowdown Hits U.S. Builders ». Le magazine évoque l'impact du « ralentissement » de l'économie saoudienne pour les constructeurs américains présents dans le royaume⁹⁴³. Dans les faits, il serait question du report de projets de développement en raison d'un manque de fonds lié à la baisse des revenus pétroliers. Une autre explication plus plausible avancée par *Business Week* est l'inquiétude des oulémas conservateurs quant à l'impact de la présence de la main d'œuvre étrangère en l'Arabie Saoudite.

Comme nous allons le constater par la suite, la modernisation accélérée de l'Arabie Saoudite suite à l'embargo pétrolier est mal vécue par les éléments conservateurs de la société saoudienne. Ces derniers craignent que cette transformation provoque une érosion du tissu social traditionnel et porte atteinte à l'islam authentique. Enfin, l'impact négatif de la modernisation sur l'Arabie Saoudite est symbolisé sur le plan visuel par l'engorgement du port de Djeddah causé par le trop-plein de marchandises importées de l'Occident ainsi que la construction des gratte-ciels et des centres commerciaux dans les villes les plus importantes du pays. Les bédouins sédentarisés à la périphérie des villes se plaignent du bruit provenant des lieux de construction. Ces images sont reprises par les correspondants occidentaux qui couvrent l'Arabie Saoudite à cette époque⁹⁴⁴.

La politique de stabilité de Washington et les pressions sur l'Arabie Saoudite qui accompagnent cette politique (afin que l'Arabie Saoudite maintienne une politique pétrolière modérée) constitue un thème récurrent dans la presse américaine à cette époque. Les responsables américains craignent que des prix du pétrole élevés entraînent une spirale inflationniste, paralysent les paiements internationaux et les systèmes d'échange et enfin ralentissent la croissance. Dans le même temps, Washington ne peut pas se permettre d'adopter une approche trop agressive à l'égard de l'Arabie Saoudite (et de l'Iran) qui pourrait se traduire par une instabilité politique dans le royaume saoudien. La stratégie privilégiée par les États-Unis consiste à envoyer des émissaires avant chaque sommet de l'OPEP afin de

⁹⁴² YERGIN: op. cit. p. 651-652.

⁹⁴³ «Saudi Slowdown Hits U.S. Builders». *Business Week*, le 20 septembre 1976.

⁹⁴⁴ Ibid.

promouvoir la position de Washington⁹⁴⁵. Ces préoccupations ressortent dans deux articles parus dans *Business Week* le 29 novembre 1976.

Dans « OPEC's Price Rise: The Infighting Begins », le prochain sommet de l'OPEP à Doha (Qatar) est évoqué⁹⁴⁶. Il est notamment question d'une augmentation du prix du pétrole qui devait être annoncée lors du sommet mais que les responsables du département d'État ont réussi à reporter en raison des répercussions néfastes sur l'économie mondiale. Selon des responsables pétroliers cités par *Business Week*, cette augmentation aura néanmoins lieu en dépit des risques encourus. Elle sera de l'ordre de 10 à 15% si les membres radicaux de l'OPEP (Algérie, Libye, Irak) prévalent ou de 7 à 8% si les membres modérés (représentés par l'Arabie Saoudite notamment) réussissent à la réduire. Concrètement, cela se traduirait par un baril de pétrole brut – Arabian Light – fixé à 12,95 dollars dans le premier cas de figure et à 12,43 dollars le baril dans le second cas de figure⁹⁴⁷.

Dans « Why the Saudis Play it Cool », Ronald Taggiasco (responsable du Bureau du Moyen-Orient de *Business Week*) s'entretient avec Cheikh Yamani au sujet de la politique pétrolière de l'Arabie Saoudite⁹⁴⁸. Yamani, qui est décrit par Taggiasco comme « le stratège le plus influent du monde arabe » et « une voix de raison », explique la logique derrière la politique modérée de l'Arabie Saoudite. Yamani affirme qu'une économie mondiale saine est nécessaire afin de mener à bien le processus de développement de l'Arabie Saoudite et qu'une économie mondiale forte est vitale pour endiguer l'expansion communiste, notamment en Europe⁹⁴⁹.

Comme suggéré auparavant, le leadership saoudien était préoccupé par l'évolution du parti communiste en Europe occidentale, notamment en France et en Italie où ce parti demeurerait important. Ces craintes sont évoquées par Cheikh Yamani dans des entretiens avec Jeffrey Robinson effectués dans le cadre d'une biographie publiée par Robinson en 1989⁹⁵⁰.

Une large part de la critique exprimée par la presse américaine à l'égard de la politique pétrolière de l'Arabie Saoudite dans le contexte post-embargo vise Cheikh Yamani. Comme suggéré auparavant, Yamani est devenu le symbole du renouveau du pouvoir arabomusulman. Cependant, un article de l'*U.S. News and World Report* du 17 mars 1975 (l'article

⁹⁴⁵ YERGIN: op. cit. 643.

⁹⁴⁶ «OPEC's Rise: The Infighting Begins». *Business Week*, le 29 novembre 1976.

⁹⁴⁷ Ibid.

⁹⁴⁸ «Why the Saudis Play it Cool». *Business Week*, le 29 novembre 1976.

⁹⁴⁹ Ibid.

⁹⁵⁰ ROBINSON, Jeffrey. *Yamani: The Inside Story*. New York: The Atlantic Monthly Press, 1988. passim.

s'intitule « Promise them anything-Give Little ») suggère que l'influence modératrice de Cheikh Yamani sur les autres membres de l'OPEP, certes très importante, serait surestimée. L'article évoque l'incapacité de l'Arabie Saoudite à honorer ses promesses de faire baisser le prix du pétrole⁹⁵¹.

Comme le titre de l'article le laisse entendre, l'hebdomadaire suggère que Cheikh Yamani promet beaucoup mais que les résultats se font attendre. Pour l'*U.S. News and World Report*, Yamani est devenu « un homme d'affaires ambulant » suite à l'embargo pétrolier de 1973-1974⁹⁵².

Enfin, l'hebdomadaire prédit que Yamani sera démis de ses fonctions après le départ de Faysal (qui sera assassiné le 25 mars 1975). En réalité, la démission de Yamani n'interviendra qu'en 1986 sous le règne du roi Fahd⁹⁵³.

Un facteur qui permet aux États-Unis de mesurer la performance de l'Arabie Saoudite en tant que force modérée au sein de l'OPEP (un rôle attribué par Washington et revendiqué par Riyad) est la rivalité entre le leadership saoudien et le Shah d'Iran. Cette rivalité est renforcée par le comportement ambigu de Washington à l'égard des deux pays⁹⁵⁴.

La recherche de stabilité sur le marché énergétique mondial amène les responsables américains à promouvoir des réductions du prix du pétrole alors que dans le même temps, des considérations stratégiques et économiques (qui s'articulent autour de la stratégie de rapatriement des pétrodollars mentionnée précédemment) amènent Washington à adopter une attitude conciliante à l'égard de la politique agressive du Shah (qui milite en faveur de prix du pétrole élevés)⁹⁵⁵. Cette attitude ambiguë se traduit par une politique de « carte blanche » au début des années 1970 qui autorise le Shah à acheter autant d'armements américains qu'il souhaite, à condition que celles-ci ne soient pas nucléaires. Il en découle que la politique de stabilité de Washington sur le marché énergétique est plutôt dirigée vers l'Arabie Saoudite, dont le statut de principal producteur pétrolier et une population peu importante la rendent plus apte (aux yeux de Washington) que l'Iran à assimiler des prix du pétrole plus constants (voire des baisses). En raison de ses ressources pétrolières moindres et de sa population significativement plus importante, l'Iran est en revanche contraint d'adopter une politique pétrolière plus agressive. Pour le Shah, l'enjeu est le financement de projets de modernisation

⁹⁵¹ «Promise them anything-Give little». *U.S. News & World Report*, le 17mars 1975.

⁹⁵² Ibid.

⁹⁵³ Ibid.

⁹⁵⁴ YERGIN: op. cit. p. 636-646.

⁹⁵⁵ Ibid: p. 636-646.

très ambitieux et d'un armement massif. L'armement est un élément clé de sa stratégie dont l'objectif principal est de rayonner sur le plan régional. Ainsi, une grande partie de la rivalité entre l'Arabie Saoudite et l'Iran va se manifester dans le domaine énergétique⁹⁵⁶.

Une manifestation de la rivalité entre l'Arabie Saoudite et l'Iran est l'augmentation du prix du pétrole décidée par l'OPEP en décembre 1973. Cette décision, largement provoquée par le Shah, est vécue par celui-ci comme une large victoire et une preuve tangible de sa puissance⁹⁵⁷. L'ampleur des augmentations (de 5,12 à 11,65 dollars par baril entre octobre et décembre 1973; soit une augmentation de plus de 100%) n'a pas été approuvée par Riyad. Les Saoudiens craignaient que les augmentations de prix du pétrole amènent les pays consommateurs à rechercher des sources alternatives d'énergie (voire envisager la conservation) ce qui, sur le long terme, provoquerait des modifications et des contractions du marché du pétrole et de ce fait une diminution de la valeur de leurs réserves. Ils craignent également que l'accumulation rapide des revenus pétroliers puisse créer des tensions sociopolitiques sur le plan intérieur et des attentes démesurées qui pourraient provoquer une désintégration du tissu social saoudien (voire le morcellement du royaume saoudien).

Enfin, les Saoudiens s'inquiétaient de l'impact des prix plus élevés sur la stabilité à la fois du monde industrialisé et du monde en voie de développement. Une crainte majeure concernait notamment les difficultés économiques qui pourraient ouvrir la voie à l'expansion communiste⁹⁵⁸.

L'attitude conciliante de Washington à l'égard de la politique pétrolière agressive du Shah était difficilement compréhensible pour les Saoudiens qui considéraient le caractère « mégalomane » et « instable » du Shah « écœurant ». Afin de freiner les ambitions de ce dernier (qui reposaient largement sur sa politique pétrolière agressive), Riyad, avec Cheikh Yamani en tête, a cherché à réduire le prix du pétrole. L'Arabie Saoudite fera également appel aux responsables américains afin qu'ils utilisent leur influence auprès du Shah pour qu'il accepte de baisser le prix du pétrole⁹⁵⁹.

Cette attitude conciliante à l'égard du Shah était d'autant plus inexplicable aux yeux des Saoudiens que les tentatives de Riyad de bloquer les augmentations significatives du prix du pétrole ont mis l'Arabie Saoudite en danger par rapport aux autres producteurs arabes de

⁹⁵⁶ Ibid: p. 644-646.

⁹⁵⁷ YERGIN: op. cit. p. 637.

⁹⁵⁸ De ONIS, Juan. "Saudiis Seek U.S. Help to Cut Oil Prices". *The New York Times* [en ligne]. Le 19 juin 1974 [consulté le 18 mai 2010]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>

⁹⁵⁹ "Parrying the Oil Threat". *The New York Times* [en ligne]. Le 20 juin 1974 [consulté le 17 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

l'OPEP. Lors d'un sommet de l'OPEP à Quito (Équateur) en 1974, l'Irak et le Koweït ont accusé l'Arabie Saoudite de « jouer le jeu des impérialistes [en référence aux demandes des États-Unis de baisser le prix du pétrole]. » Cheikh Yamani, en retour, a menacé de mettre le surplus de la production saoudienne (environ 3 millions de barils par jour) sur le marché à des prix réduits si d'autres producteurs cherchaient à instaurer une augmentation de plus de 3 dollars des royalties versées par les compagnies pétrolières. Afin de contrer cet avertissement, les autres membres de l'OPEP ont menacé de réduire la production. L'Iran était prêt à réduire sa production à hauteur de 2 millions de barils par jour (de 6 à 4 millions de barils)⁹⁶⁰.

Pourtant, l'incapacité de l'Arabie Saoudite à imposer sa position plus modérée sur le prix du pétrole est interprétée par les responsables américains comme une preuve de sa « mauvaise foi » et un « manque de fiabilité ». Compte tenu de la position officielle de Cheikh Yamani et du roi Faysal (qui consiste à conduire une politique pétrolière modérée), la décision de l'Arabie Saoudite d'annuler la vente aux enchères d'une partie de sa production pétrolière a constitué une grande déception pour Washington. Cette annulation a donc « brisé » les espoirs des responsables américains (et notamment du secrétaire au Trésor William E. Simon) de voir l'Arabie Saoudite provoquer une « fissure » au sein de l'OPEP⁹⁶¹.

La position modérée de l'Arabie Saoudite lors du sommet de l'OPEP à Quito est également citée dans l'éditorial du *New York Times* du 20 juin 1974⁹⁶². L'auteur note « qu'en empêchant les autres producteurs du pétrole de procéder à des augmentations du pétrole plus significatives [en référence à la hausse de 2% des royalties décidée lors du sommet], l'Arabie Saoudite semble implicitement avoir tenue sa promesse selon l'accord conclu à Washington D.C. au début du mois de juin (en référence à l'accord de coopération américano-saoudien établi le 4 juin 1974, cité auparavant). Cependant, constate-t-il, « [...] en proposant une baisse du prix du pétrole, les Saoudiens se sont fait « écrasés » par les autres membres de l'OPEP, et plus particulièrement par l'Irak et le Koweït, pour avoir joué le jeu des impérialistes »⁹⁶³.

Enfin, l'auteur déplore le fait que les Saoudiens aient refusé d'aller au delà de la « persuasion amicale » auprès des autres membres de l'OPEP. Pour justifier leur approche, les Saoudiens ont expliqué que s'ils augmentaient la production pétrolière (afin de mettre davantage de pression sur le prix), les autres producteurs de pétrole pouvaient décider d'une réduction de leur propre production. Pour cette raison, les Saoudiens considèrent qu'il revient

⁹⁶⁰ De ONIS: le 19 juin 1974. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁹⁶¹ “Aramco Transfer Warps Statistics”. *The New York Times* [en ligne]. Le 5 août 1974 [consulté le 25 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁹⁶² “Parrying The Oil Threat”. *The New York Times* [en ligne]. Le 20 juin 1974 [consulté le 25 juin 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁹⁶³ Ibid.

aux États-Unis de persuader leur allié l'Iran (et les autres membres de l'OPEP) d'adopter une approche plus mesurée à l'égard du prix du pétrole⁹⁶⁴.

1.2. « Rivières de pétrole » : la difficulté pour l'Arabie Saoudite d'absorber les « pétrodollars »

Outre la crainte que les Saoudiens prennent le contrôle de l'économie américaine (et implicitement de la politique étrangère américaine), les inquiétudes des experts et des responsables dans le contexte post-embargo portent sur la capacité de l'Arabie Saoudite à absorber les pétrodollars. Les experts craignent que cette incapacité se traduise par une instabilité sur le plan politique saoudien intérieur d'une part et perturbe les marchés financiers internationaux d'autre part.

Les enjeux socio-économiques et stratégiques des pétrodollars (à la fois pour l'Arabie Saoudite et les États-Unis) ressortent dans un article paru dans le *New York Times* du 28 juillet 1974 (l'article s'intitule « Of Time And a River of Oil »)⁹⁶⁵. Depuis la capitale d'été de l'Arabie Saoudite Taïf, C. L. Sulzberger compare l'accumulation des pétrodollars par l'Arabie Saoudite aux richesses de Midas (un roi de la mythologie grecque qui transformait en or tout ce qu'il touchait). A l'instar de Midas, les leaders saoudiens se sont rapidement rendu compte que l'accumulation de richesses en elle-même présente de sérieuses limites. Sulzberger suggère que le Trésor saoudien ressemblera bientôt à une « Phrygia moderne » (en référence au royaume de Midas) grâce au statut de l'Arabie Saoudite de principal producteur pétrolier sur le plan mondial. Selon des informations citées par Sulzberger, les revenus pétroliers saoudiens s'élevaient à 7 milliards de dollars en 1973 ce qui correspond à 1000 dollars par habitant. Ce montant serait multiplié par quatre (voire plus) en 1974 suite à la nationalisation prévue de 60% des concessions pétrolières étrangères⁹⁶⁶.

Cependant, Sulzberger (comme de nombreux autres commentateurs) pense que l'Arabie Saoudite est incapable de gérer cette somme ou de s'engager dans des projets futurs. Il prévoit un surplus de 13 milliards de dollars après déduction de toutes les dépenses tels les projets majeurs de développement annoncés par le roi Faysal, les frais d'administration de l'État

⁹⁶⁴ Ibid.

⁹⁶⁵ SULZBERGER, C. L. "Of Time and a River of Oil". *The New York Times* (op-ed) [en ligne]. Le 28 juillet 1974 [consulté le 26 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁹⁶⁶ Sulzberger fait référence à la nationalisation de 60% de la concession d'ARAMCO par l'État saoudien en 1974. La nationalisation d'ARAMCO sera finalisée en 1982 dans YERGIN: op. cit. p. 651-652.

saoudien et le programme d'aide étrangère très important instauré par Faysal dans les années 1950⁹⁶⁷.

Selon Sulzberger, l'une des explications majeures de l'incapacité de l'Arabie Saoudite de réinvestir les pétrodollars est le manque des compétence- un point soulevé par de nombreux autres commentateurs⁹⁶⁸. Il pense que le gouvernement saoudien aura besoin d'une décennie pour créer les infrastructures (à la fois technologiques, intellectuelles, industrielles et administratives) nécessaires pour que le pays « prenne son envol vers le futur » comme envisagé par l'élite saoudienne⁹⁶⁹.

Ce manque d'expertise, ainsi que le manque d'effectifs pouvant remplir les tâches subalternes, va forcer l'Arabie Saoudite à avoir recours à la main d'œuvre étrangère. Cela suppose dans le même temps que le gouvernement saoudien ouvre le pays aux influences extérieures potentiellement néfastes⁹⁷⁰.

Quel est donc l'impact de l'accumulation des pétrodollars sur la société saoudienne traditionnelle?

Sulzberger laisse entendre que les « rigidités » liées au « wahhabisme » sont en train d'être progressivement « relâchées » bien que les femmes n'ont toujours pas le droit de conduire et dans la plupart des cas n'apparaissent pas en public sans le voile. En revanche, le tabagisme est très répandu même en public (ce qui est contraire aux réglementations), les femmes portent des habits occidentaux et la police religieuse (le mutawwa) est devenue moins sévère. Le « relâchement des mœurs » est illustré par le soutien public de Faysal en faveur de l'enseignement des femmes, la présence des contrebandiers qui vendent du whisky à 60 dollars la bouteille et la diffusion à la télévision saoudienne de films occidentaux peu altérés par la censure.

Sulzberger conclut que la pression générée par les pétrodollars sur la société saoudienne risque d'augmenter en intensité si le gouvernement saoudien ne résout pas les problèmes évoqués ci-dessus et notamment la réforme des institutions administratives saoudiennes⁹⁷¹.

Une contribution intéressante à la discussion sur la difficulté de l'Arabie Saoudite à absorber les pétrodollars est apportée par Edward R. F. Sheehan (rattaché à cette époque au Centre des affaires internationales de l'Université d'Harvard) dans « The Epidemic of Money

⁹⁶⁷ SULZBERGER: le 28 juillet 1974 : op.cit.

⁹⁶⁸ Ibid.

⁹⁶⁹ Ibid.

⁹⁷⁰ Ibid.

⁹⁷¹ Ibid.

» paru dans le *New York Times Magazine* du 14 novembre 1976⁹⁷². Sheehan constate qu'au lieu de transformer l'Arabie Saoudite en un État modèle moderne, les pétrodollars sont en train d'éroder la rigueur puritaine fondatrice du royaume saoudien. Pour Sheehan, le port engorgé de la ville de Djeddah est un symbole des maux dont souffre l'Arabie Saoudite avec la rentrée massive de pétrodollars dans le pays. Il décrit le port comme « un mélange extraordinaire d'opulence et de dégradation » et « une abondance de marchandises et de nourriture entassée et éparpillée ». Une image très forte reprise par Sheehan est représentée par les milliers de voitures (Chevrolet, Datsun, Toyota, Cadillac, Mercedes voire Rolls Royce), d'aspirateurs, de jeeps, d'appareils radio, de télévisions et de bulldozers qui sont éparpillés et entassés partout dans le port de Djeddah faute de moyens de les décharger⁹⁷³.

Le port de Djeddah, initialement construit pour recevoir environ un million de tonnes de marchandises par an, devra dans les faits en absorber trois fois plus. Cette saturation contraint le gouvernement saoudien à utiliser des hélicoptères afin de créer un pont aérien pour décharger le très précieux ciment nécessaire à la construction des infrastructures. Cette situation inédite amène Sheehan à constater que « l'engorgement du port de Djeddah est si sévère que même l'argent ne suffit pas à le désengorger ».

Pour Sheehan, le royaume saoudien est inondé des richesses pétrolières qu'elle est incapable de « digérer »⁹⁷⁴. L'engorgement du port de Djeddah est selon lui révélateur des difficultés du royaume à absorber les richesses pétrolières du fait de nombreuses entraves culturelles et de la corruption.

Enfin Sheehan note que les princes, le monde des affaires ainsi que la classe moyenne supérieure (qui est en train de se développer) font preuve de tant d'extravagance que la société saoudienne est en train de se transformer en « une parodie des États-Unis »⁹⁷⁵.

L'image de l'engorgement du port de Djeddah est reprise dans de nombreux reportages sur l'Arabie Saoudite aux États-Unis dans les années 1976 et 1977. L'article « Embarrassment of Riches » de *Newsweek* (du 1 novembre 1976) est un exemple⁹⁷⁶. William E. Schmidt évoque l'engorgement du port de Djeddah (il mentionne l'utilisation d'hélicoptères américains afin de créer un pont aérien pour les marchandises précieuses) et les changements de mode de vie provoqués par les richesses pétrolières. Schmidt note que l'Arabie Saoudite donne l'image

⁹⁷² SHEEHAN, Edward R. F. "The Epidemic of Money". *The New York Times Magazine* [en ligne]. Le 14 novembre 1976 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁹⁷³ Ibid.

⁹⁷⁴ Ibid.

⁹⁷⁵ Ibid.

⁹⁷⁶ SCHMIDT, William E. "Embarrassment of Riches". *Newsweek*, le 1^{er} novembre 1976.

d'une « ville champignon ». Cela est illustré selon lui par la présence des Buick et des Chevrolet sur des chemins de terre au milieu des chèvres⁹⁷⁷.

La difficulté pour l'Arabie Saoudite d'investir les pétrodollars s'explique en grande partie par le manque d'infrastructures (à la fois physiques et administratives) et de personnel qualifié et non qualifié. Ce manque est aggravé par la corruption et certaines lenteurs dans le processus de décision du leadership saoudien. Ces problèmes sont évoqués dans un article de *Newsweek* du 28 octobre 1974 (l'article s'intitule « Saudi Arabia Plays Catch-up »). L'auteur, Arnaud de Borchgrave (éditeur de *Newsweek*), constate qu'en dépit des richesses pétrolières l'Arabie Saoudite demeure un pays arriéré et appauvri⁹⁷⁸. De Borchgrave explique que, sous bien des aspects, l'Arabie Saoudite ressemble à un royaume féodal. Le fait que les grandes villes saoudiennes sont entourées de bidonvilles, qu'il existe peu d'autoroutes et que le port de Djeddah est engorgé (comme mentionné précédemment) illustrent cette réalité. Par ailleurs, l'aéroport de Djeddah demeure insuffisant, les femmes ne sont pas autorisées à travailler dans le même bureau que les hommes ; et ne sont pas autorisées à conduire⁹⁷⁹.

1.3. « Moderniser sans occidentaliser »

Comme évoqué auparavant, le leadership saoudien a adopté l'approche de « moderniser sans occidentaliser » afin de réconcilier la société saoudienne traditionnelle (notamment les oulémas conservateurs et les islamistes) avec le processus de modernisation et de développement en cours dans le pays depuis le début des années 1970. Ce processus connaît une accélération suite à l'embargo pétrolier et aux augmentations successives du prix du pétrole qui génèrent des revenus considérables.

Cette approche est évoquée dans l'article « Oil and Ice » (basé sur des entretiens avec le prince Mohammad al-Faysal, fils du roi Faysal) paru dans le magazine d'affaires *Challenge* le 25 juillet 1978⁹⁸⁰. Le titre de l'article « Oil and Ice » fait référence à l'implication du Prince dans le domaine de la recherche sur l'eau, notamment dans le cadre du projet qui consiste à utiliser des icebergs comme source d'eau⁹⁸¹.

⁹⁷⁷ Ibid.

⁹⁷⁸ De BORCHGRAVE, Arnaud. «Saudi Arabia Plays Catch-up». *Newsweek*, le 28 octobre 1974.

⁹⁷⁹ Ibid.

⁹⁸⁰ «Oil and Ice». *Challenge*, le 25 juillet 1978.

⁹⁸¹ Ibid.

Concernant l'impact du processus de développement sur la société saoudienne traditionnelle et des influences extérieures liées à l'arrivée de la main d'œuvre étrangère (qui suppose des influences culturelles et notamment occidentales), le Prince répond que « notre façon de vivre est islamique ce qui implique une philosophie cosmopolite plutôt qu'un attachement à des notions nationalistes »⁹⁸².

Sur la question de la cohabitation entre la vie traditionnelle et la transformation de l'Arabie Saoudite sur le plan économique et physique, le Prince répond que « nous avons notre propre idéologie que nous avons l'intention de préserver ». En fait, affirme-t-il, « l'idéologie traditionnelle domine le développement économique » (en référence à l'approche adoptée par le leadership saoudien de moderniser sans occidentaliser). « Le fait d'acheter une jolie voiture ou une télévision ne signifie pas que la famille perd de son importance. Il est possible d'avancer en maintenant les traditions »⁹⁸³.

Évoquant le niveau de développement de la société saoudienne et la distribution des richesses (et dans ce contexte le maintien de la vie saoudienne traditionnelle), le Prince soutient que « l'introduction de l'enseignement moderne, des hôpitaux modernes et des autoroutes ne signifie pas pour autant que nos traditions, nos mœurs ou nos dogmes religieux doivent nécessairement être éliminés ». En fait, poursuit-il, « la contribution saoudienne islamique au processus de développement suppose que les riches ont une obligation sociale d'aider les plus pauvres. Il s'agit d'une interdépendance sociale »⁹⁸⁴.

En ce qui concerne le rôle de la femme à l'égard du processus de développement, le Prince considère que la femme doit être « préservée » car sa place est au foyer. Il se dit choqué par les secrétaires américaines qui sont exposées aux critiques et aux plaintes des clients.

Enfin, l'article évoque la question de la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Le Prince considère que cette relation est biaisée ce qui est illustré, selon lui, par le fait que la relation est « spéciale » seulement lorsque cela arrange les États-Unis (sous-entendu lorsque l'Arabie Saoudite répond aux intérêts de Washington). Pourtant, explique le Prince, « l'Arabie Saoudite est probablement le seul pays avec qui les États-Unis peuvent coopérer sans problème. Le fait que l'Arabie Saoudite ne puisse jamais bénéficier des

⁹⁸² Ibid.

⁹⁸³ Ibid.

⁹⁸⁴ Ibid.

avancées technologiques les plus récentes, que ce soit dans le domaine d'armements ou du savoir-faire, demeure donc très problématique du point de vue saoudien »⁹⁸⁵.

« L'approche saoudienne du développement », qui se traduit sur le plan social et culturel par une adhésion à l'interprétation religieuse orthodoxe - le wahhabisme - et sur le plan économique par le libéralisme, est évoquée par le *New Yorker* du 20 octobre 1975 (l'article s'intitule « Letter from Saudi Arabia »)⁹⁸⁶.

L'auteur Joseph Kraft s'exprime depuis l'Arabie Saoudite où il s'est entretenu avec des responsables saoudiens et des diplomates américains. Selon un responsable saoudien cité par Kraft, « l'Arabie Saoudite est devenu un modèle économique et politique. Nous sommes les seuls à poursuivre la lutte de la liberté et du libéralisme économique dans le monde arabe. Nous avons réussi à créer des conditions où la rencontre entre l'Orient et l'Occident s'opère de manière positive et ne produit pas la désintégration de la vie saoudienne. Il en résulte que les femmes étrangères - même les Américaines - ne portent pas de mini-jupes [en Arabie Saoudite] »⁹⁸⁷.

Kraft cite ensuite un diplomate américain, « l'Arabie Saoudite se détache clairement des autres États arabes. Elle ne met pas en vitrine des éléments de la démocratie occidentale tels le système électoral, la constitution ou le pouvoir législatif; il n'existe même pas de conseil révolutionnaire autoproclamé [en Arabie Saoudite] ».

Kraft conclut que la modernisation [en Arabie Saoudite] est parfois acceptée presque exclusivement pour les bienfaits de la famille royale. Il est entendu que le reste du royaume n'accédera à la modernisation que bien plus tard⁹⁸⁸.

La stratégie du leadership saoudien de « moderniser sans occidentaliser » est également évoquée dans un reportage consacré au pouvoir pétrolier de l'Arabie Saoudite diffusé dans une émission d'information par la chaîne télévision *NBC* (le 30 août 1979)⁹⁸⁹. Le correspondant Garrick Utlick s'exprime depuis l'Arabie Saoudite où il s'est entretenu avec Cheikh Yamani et le ministre de l'industrie, Ghazi Al- Gosaibi⁹⁹⁰.

Garrick Utlick débute le reportage par une description de l'Arabie Saoudite qu'il dépeint comme « un pays peu peuplé, hostile aux femmes déshabillées et au whisky, et riche au delà

⁹⁸⁵ Ibid.

⁹⁸⁶ KRAFT, Joseph. "Letter from Saudi Arabia". *New Yorker* [en ligne]. Le 20 octobre 1975 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.newyorker.com>

⁹⁸⁷ Ibid.

⁹⁸⁸ Ibid.

⁹⁸⁹ "Oil Power". *NBC*, le 30 août 1979 [consulté au département audiovisuel de Library of Congress à Washington D.C., en avril 2010]. Disponible sur: [Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu](http://tvnews.vanderbilt.edu).

⁹⁹⁰ Ibid.

de toute imagination ». Ces richesses sont investies dans la construction d'écoles, d'aéroports et de télécommunications⁹⁹¹.

Garrick Utlick s'entretient avec Ghazi Al-Gosaibi dans le bureau de ce dernier. Al-Gosaibi évoque le choix de l'Arabie Saoudite de moderniser sans pour autant provoquer la désintégration de la structure familiale qu'il perçoit en Occident. Al-Gosaibi explique cette désintégration par la solitude et la compétition sévère qui sont deux caractéristiques de la société occidentale. Il s'inquiète de l'influence étrangère exercée sur l'Arabie Saoudite, notamment avec l'arrivée d'ouvriers immigrés non musulmans (les « infidèles ») qui sont pourtant nécessaires à la réalisation du processus du développement de l'Arabie Saoudite faute de main d'œuvre indigène (aussi bien qualifiée que non qualifiée). Ces ouvriers immigrés représenteraient un vrai défi pour la vie saoudienne traditionnelle selon Al-Gosaibi⁹⁹².

1.4. Un « conflit » entre le monde arabo-musulman et l'Occident?

À en croire de nombreux journalistes, certains experts et de nombreux évangéliques fondamentalistes, les tensions qui ressortent entre le monde arabo-musulman et l'Occident dans le contexte post-embargo laissent entrevoir un conflit potentiellement violent. Ce conflit, qui se manifesterait sur le plan politique, économique, militaire, culturel et idéologique, aurait comme protagonistes principaux les États arabo-musulmans d'une part et Israël et les États-Unis (et d'autres pays occidentaux) d'autre part. Les États arabo-musulmans seraient financés par les producteurs arabes, notamment l'Arabie Saoudite. L'Orientaliste Bernard Lewis suggère quant à lui que le monde arabo-musulman (ou l'islam), en raison de la confiance née de l'accumulation des pétrodollars, pourrait constituer une menace contre le christianisme et le judaïsme⁹⁹³.

Dans la discussion suivante, nous allons aborder ce conflit potentiel au travers d'un certain nombre d'événements et de débats qui ont lieu aux États-Unis et en Arabie Saoudite dans le contexte post-embargo.

En premier lieu, nous aborderons le débat sur l'intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite qui se déroule sur le plan politique américain au cours du printemps 1975.

⁹⁹¹ Ibid.

⁹⁹² Ibid.

⁹⁹³ LEWIS, Bernard. "The Return of Islam". *Commentary*. Janvier 1976, vol. 61. p. 39-49.

En second lieu, nous analyserons le contexte et l'impact de la publication de l'ouvrage *Armageddon : Oil and the Middle East Crisis* paru en 1974.

En troisième lieu, nous évoquerons la couverture médiatique américaine de l'assassinat de Faysal (le 25 mars 1979) et de la prise de la Grande Mosquée de la Mecque (qui s'est déroulé du 20 novembre 1979 au 4 décembre 1980). Comme suggéré précédemment, ces événements peuvent être interprétés comme des manifestations du conflit entre la société saoudienne traditionnelle et l'Occident incarné par la modernité. En quatrième et dernier lieu, nous traiterons du débat suscité par la diffusion télévisuelle du documentaire dramatisé *Death of a Princess* diffusé en 1980.

a) *Le débat aux États-Unis sur l'intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite*

Quelle est la nature de la menace qui amène les responsables américains à sérieusement considérer l'usage de la force contre l'Arabie Saoudite. Y-a-t-il « déjà » une réflexion des responsables américains et des chercheurs dans les fondations concernant le danger inhérent à la politique de prosélytisme de l'Arabie Saoudite (grandement facilitée par les « pétrodollars ») ? Comment s'articule le débat (à la fois parmi les responsables, les spécialistes et l'opinion publique) sur l'intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite ? Enfin, comment ces menaces sont-elles perçues par l'Arabie Saoudite ?

Les « réalistes »

Un entretien avec le secrétaire d'État Henry Kissinger dans le magazine d'affaires *Business Week* en janvier 1975 est à l'origine du débat sur l'intervention militaire en Arabie Saoudite. Kissinger évoque une intervention militaire potentielle des États-Unis au Moyen-Orient en cas de « strangulation » de l'économie américaine⁹⁹⁴. Les archives britanniques rendues publiques en 2003 montreront qu'il s'agissait plus particulièrement d'une intervention en Arabie Saoudite (et éventuellement au Koweït et Abu Dhabi).

L'entretien avec Kissinger coïncide avec la publication d'un article controversé « Oil : The Issue for American Intervention » de Robert W. Tucker (professeur à l'Université John Hopkins) dans le numéro de janvier de la revue néoconservatrice *Commentary*⁹⁹⁵. Cette

⁹⁹⁴ CLIFTON, Daniel. "Kissinger Remark on Force Sparks Wide Speculation". *The New York Times* [en ligne]. Le 7 janvier 1975 [consulté le 7 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

⁹⁹⁵ TUCKER, Robert W. "Oil: The Issue of American Intervention". *Commentary*, janvier 1975.

publication sera suivie par d'autres avec notamment un article qui s'intitule « Seizing Arab Oil » du pseudonyme Miles Ignotus dans le *Harper's Magazine* de mars 1975⁹⁹⁶. Un rapport rédigé pour le Congrès par le Congressional Research Service (intitulé *Oil Fields as Military Objectives: A Feasibility Study*) est également publié en août 1975⁹⁹⁷.

Pour autant, la position avancée par Kissinger dans *Business Week* ne constitue pas une rupture avec l'approche américaine adoptée dans le passé à l'égard de l'Arabie Saoudite car en pratique, des plans de contingence élaborés par les responsables américains visant les ressources pétrolières saoudiennes datent de la fin des années 1940. Pour rappel, la concession d'ARAMCO représente l'investissement américain le plus important à l'étranger. L'impact de l'embargo pétrolier de 1973-1974 sur l'économie américaine a également démontré l'importance du pétrole saoudien pour les États-Unis.

Une intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite demeurerait néanmoins un sujet controversé étant donné qu'il s'agissait d'un allié des États-Unis de longue date. Le sujet n'était évoqué que de manière confidentielle, dans les vestiaires du Congrès ou lors de dîners mondains comme suggéré par l'ancien sénateur J.W. Fulbright (dans le *New York Times* du 7 janvier 1975)⁹⁹⁸. On évoquait également le sujet lors de réunions « top secrètes » au Pentagone et parmi les aides politiques de la Maison Blanche. Des rumeurs concernant des discussions parmi les responsables américains sur une intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite (dans le but saisir les ressources pétrolières) ont commencé à circuler dans la presse américaine en décembre 1973⁹⁹⁹.

Ces rumeurs étaient également alimentées par Kissinger (lors d'une conférence de presse le 22 novembre 1973) qui déclarait que « des contre-mesures pourraient être adoptées par les États-Unis si l'embargo pétrolier durait « déraisonnablement » et « indéfiniment »¹⁰⁰⁰. Cheikh Yamani, en déplacement en Europe, a rétorqué que « si les États-Unis mettaient à exécution ces menaces, les Arabes allaient faire exploser leurs champs pétroliers »¹⁰⁰¹.

L'existence de plans de contingence à l'égard de l'Arabie Saoudite au sein de l'Administration Nixon est confirmée par un mémorandum que Henry Kissinger adresse au

⁹⁹⁶ IGNOTUS, Miles. "Seizing Arab Oil". *Harper's Magazine*, mars 1975.

⁹⁹⁷ U.S. Congress. Committee on International Relations, Special Subcommittee on Investigations. *Oil Fields as Military Objectives: A Feasibility Study*. Report Prepared by the Congressional Research Service. 94th Cong., 1st sess., August 1975.

⁹⁹⁸ *The New York Times*, le 7 janvier 1975.

⁹⁹⁹ Ibid.

¹⁰⁰⁰ GWERTZMAN, Bernard. "U. S. Says Cut Will not Alter Mideast Policy". *The New York Times* [en ligne]. Le 22 novembre 1973 [consulté le 9 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁰⁰¹ BRONSON: op. cit. p. 121.

président Nixon en juillet 1973. Kissinger (qui occupe à ce moment-là le poste de conseiller pour les questions de sécurité nationale) relate une rencontre avec le Shah d'Iran à Washington où des plans d'intervention militaire en Arabie Saoudite sont évoqués dans le cadre de l'expansion soviétique au Moyen-Orient et des menaces de renversement du régime saoudien par des acteurs arabes radicaux¹⁰⁰².

Lors de l'embargo pétrolier de 1973-1974, les plans d'intervention militaire en Arabie Saoudite sont « dépolvoisés » et reformulés. Cette fois-ci, la menace ne vient pas de l'Union soviétique ou des états arabes radicaux, mais des états arabes producteurs de pétrole eux-mêmes¹⁰⁰³.

Un rapport classifié de 1973, établi par les services d'intelligence du Pentagone, prévoit effectivement un plan d'attaque contre l'Arabie Saoudite avec pour objectif de saisir les ressources pétrolières. Les services de renseignements britanniques (M15 et M16) ont été informés de ce plan et conformément à la réglementation britannique des archives, le document fut déclassifié en décembre 2003 (comme mentionné précédemment). Ce rapport suggère qu'une intervention militaire en Arabie Saoudite (au Koweït et Abu Dhabi) devrait permettre aux États-Unis (et à leurs alliés) de garantir l'approvisionnement en pétrole nécessaire à leur consommation. Le rapport recommande à cet effet une « action préventive »¹⁰⁰⁴.

Nous notons également la déclaration du secrétaire à la Défense John Schlesinger (en janvier 1974) qui affirme « qu'il existait un risque que la force soit utilisée contre les Arabes si le manque du pétrole devenait très sérieux »¹⁰⁰⁵. Cette déclaration est faite lors d'un entretien télévisuel en réponse à la question de savoir « si M. Schlesinger pensait qu'il pourrait y avoir des demandes supplémentaires du public américain d'utiliser la force si l'embargo pétrolier devait causer des dommages sérieux [pour l'économie américaine] ». Peu de temps après, Schlesinger nuancera ses propos face aux réactions violentes de la part des pays producteurs arabes et notamment de l'Arabie Saoudite. Il affirme alors que « la probabilité d'un déploiement des forces militaires occidentales reste très faible »¹⁰⁰⁶.

¹⁰⁰² “Memo from the President’s file: from Henry Kissinger, Meeting with the Imperial Majesty Mohammad Reza Shah Pahlavi,” July 24, 1973, 10:43 a.m.-12:35 p.m., Nixon National Security Files, Mandatory Review Release, Nov. 2007, National Security Archives

¹⁰⁰³ BRONSON: op. cit. p. 121, 125

¹⁰⁰⁴ HSU, Tanya C. “Michael Moore and Richard Perle Combine Forces: Who Really Wants to Invade Saudi Arabia, and Why”. *Institute for Research: Middle Eastern Policy* [en ligne]. Le 7 avril 2004 [consulté le 6 septembre 2009]. Disponible sur: <http://www.irmep.org/essay/ksa.htm>

¹⁰⁰⁵ MIDDLETON, Drew. “A Word to the Arabs- “Risk”- Is Kicking Up a Storm”. *The New York Times* [en ligne]. Le 12 janvier 1974 [consulté le 11 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁰⁰⁶ Ibid.

Drew Middleton (correspondant militaire pour le *New York Times*) note dans un article du 12 janvier 1974 que les commentaires de Schlesinger révèlent au public américain que des discussions sur l'intervention militaire, entre responsables américains et britanniques, sont en cours depuis le début de l'embargo en octobre 1973. L'existence de telles discussions est confirmée par des parlementaires britanniques avec qui Middleton s'est entretenu¹⁰⁰⁷.

Enfin, ces discussions sur une intervention potentielle en Arabie Saoudite (et d'autres pays producteurs arabes tels le Koweït et Abu Dhabi) étaient connues des services de presse britannique et libanais. Le très influent hebdomadaire britannique *The Economist* explique dans sa page éditoriale que les Arabes ne devraient pas omettre dans leurs projections les représailles militaires potentielles. L'hebdomadaire libanais *Al Diyar* a publié les « détails » des plans de contingence américains visant à occuper le golfe Persique¹⁰⁰⁸.

Les « interventionnistes »

La « prudence » du gouvernement Ford (et plus spécifiquement d'Henry Kissinger) à l'égard de l'utilisation de la force contre les producteurs arabes de pétrole (et de l'Arabie Saoudite plus précisément) est visée par Robert Tucker dans son article « Oil: The Issue of American Intervention » (mentionné auparavant). Tucker déplore le fait que les États-Unis « s'interdisent de considérer l'option militaire dans le golfe Persique » et « qu'ils légitiment les actions de l'OPEP au travers des ventes d'armement à l'Arabie Saoudite et à l'Iran ». Il qualifie ce comportement d'« indigne d'une grande puissance dans la mesure où l'approche officielle américaine ne repose plus sur la menace crédible de l'intervention militaire »¹⁰⁰⁹. Pour Tucker, les transferts massifs d'armement « prévues » [par le gouvernement Ford] à l'Arabie Saoudite et à l'Iran signifient que les États-Unis ont « renoncé à l'intervention militaire » dans le golfe Persique.

Enfin, l'élément le plus controversé de l'explication de Tucker est certainement le fait que « l'armement [notamment de l'Arabie Saoudite] dans le golfe Persique pourra servir à défendre les ressources pétrolières contre l'intervention des forces étrangères, notamment occidentales ».

¹⁰⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁰⁸ Ibid.

¹⁰⁰⁹ PAIN, Chris. «The Oil Crisis: Who Is The Real Enemy?» *MERIP Reports* [en ligne]. Avril 1975, n°36 [consulté le 6 mai 2010], p. 31-34. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/3011448>

Chris Pain (dans le numéro d'avril 1975 des *MERIP Reports* avec un article qui s'intitule « The Oil Crisis : Who is the Real Enemy? ») remet en question les arguments de Tucker. Il considère que ce dernier semble « délibérément obscurcir » le rôle central des États-Unis dans le golfe Persique car « loin de renoncer à l'intervention militaire, les États-Unis y sont déjà présents ». Ils sont impliqués dans la formation et l'équipement des forces saoudiennes, koweïtiennes, iraniennes et omaniennes. D'autres observateurs [à qui Pain fait allusion] perçoivent l'armement fourni par les États-Unis comme « parfaitement compatible » avec les politiques américaines dans la région. Ils y voient « des efforts de la part des responsables américains de sécuriser les régimes réactionnaires contre des rébellions internes et garantissent de cette façon le développement capitaliste futur du golfe Persique et l'accès continu aux ressources pétrolières »¹⁰¹⁰.

Cependant, l'article qui fait le plus débat est « Seizing Arab Oil » publié sous le pseudonyme de Miles Ignotus dans *Harper's Magazine* en mars 1975¹⁰¹¹. Derrière ce pseudonyme se cache un « consultant en défense basé à Washington D.C. qui a des liens avec des responsables hauts placés ». Il ne s'agit pas de Henry Kissinger (comme largement supposé), mais d'Edward Luttwak (un expert en défense avec des positions « va-t-en guerre » selon l'expression d'Andrew Higgins dans le *Wall Street Journal* du 4 février 2004)¹⁰¹². Luttwak (cité précédemment comme co-auteur avec Walter Laqueur de l'article « Oil » paru dans *Commentary* en octobre 1973¹⁰¹³) est conseiller pour le département de la Défense sous Andrew Marshall (directeur du bureau d'estimation, un centre de recherche rattaché au département de la Défense). De ses propres aveux, Luttwak a écrit l'article suite à des discussions avec plusieurs consultants « qui partageaient ses positions » (dont Andrew Marshall). Son objectif était de « démontrer les mérites de la guerre de manœuvre », c'est-à-dire « l'emploi de forces rapides et légères permettant de pénétrer le centre vital de l'ennemi »¹⁰¹⁴.

Chris Pain (cité antérieurement) constate que l'attitude « interventionniste » de Luttwak a trouvé un écho dans la presse américaine. Il s'avoue cependant surpris qu'*Harper's* (une

¹⁰¹⁰ PAIN: op. cit. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/3011448>

¹⁰¹¹ IGNOTUS, Miles. "Seizing Arab Oil". *Harper's Magazine*, mars 1975.

¹⁰¹² HIGGINS, Andrew. "In Quest for Energy Security". *Wall Street Journal* [en ligne]. Le 4 février 2004 [consulté le 7 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.online.wsj.com>

¹⁰¹³ LAQUEUR, Walter et LUTTWAK, Edward. "Oil". *Commentary*, octobre 1973.

¹⁰¹⁴ HIGGINS: op. cit. Disponible sur: <http://www.online.wsj.com>

revue d'élite avec une circulation importante dans la classe moyenne supérieure « bien pensante ») ait choisi de publier « un tel article »¹⁰¹⁵.

Luttwak emploie de nombreuses images afin d'illustrer ses arguments dont voici quelques exemples : les « écorceurs » arabes du pétrole, les rois « mégalomanes » de l'OPEP, les « maître-chanteurs », les « rois et dictateurs d'Arabie » et enfin « l'armée de démons »¹⁰¹⁶.

Quels sont donc les éléments clés dans l'explication de Luttwak? Luttwak rejette « les méthodes non violentes » pour appréhender « la menace pétrolière arabe » (dont l'objectif principal est d'intégrer l'OPEP dans l'économie internationale et de faire baisser le prix du pétrole) tels que le rapatriement des pétrodollars, la conservation d'énergie et le développement de sources alternatives d'énergie. Il considère que « seule la force constitue un contre-pouvoir approprié » au contrôle exercé par l'OPEP sur le pétrole. Enfin Luttwak explique que « la tâche de libérer l'Occident revient aux États-Unis et à Israël car l'État hébreu a l'obligation de coopérer avec les États-Unis en raison du soutien économique et militaire américain dont il bénéficie »¹⁰¹⁷.

Les « pro-arabes »

L'un des responsables américains clés à l'égard de la politique américaine en Arabie Saoudite est James E. Akins (cité antérieurement). Akins (ambassadeur des États-Unis à Riyad entre septembre 1973 et 1975) s'est opposé aux propos de Luttwak – et implicitement à ceux de Kissinger qui était à l'origine de la réunion qui amènera Luttwak à rédiger son article. Dans un mémorandum confidentiel à Washington, Akins a qualifié de « criminel et insensé » la proposition d'utiliser la force afin de « briser » l'OPEP et de « saisir » les ressources pétrolières. S'adressant aux « nouveaux va-t-en-guerre des États-Unis », Akins avertit que toute tentative de saisie du pétrole arabe par la force peut provoquer la « fureur mondiale » et « une guerre prolongée, ce qui serait une catastrophe non seulement pour les États-Unis, mais pour le monde entier »¹⁰¹⁸. Lors d'un entretien à la télévision, Akin déclare que « n'importe qui proposant une intervention militaire en Arabie Saoudite est soit un fou, un criminel ou un

¹⁰¹⁵ PAIN: op. cit. p. 31-34.

¹⁰¹⁶ Ibid: p. 31-34.

¹⁰¹⁷ HIGGINS, Andrew. "In Quest for Energy Security". *Wall Street Journal* [en ligne]. Le 4 février 2004 [consulté le 7 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.online.wsj.com>

¹⁰¹⁸ Ibid.

agent soviétique (en référence à Kissinger, l'auteur supposé de cet article dans un premier temps) »¹⁰¹⁹.

Selon *Mother-Jones* (une revue libérale de circulation importante), Akins avait compris que l'article de Luttwak, ainsi que les nombreuses publications concomitantes, étaient issues d'un «briefing confidentiel » de Kissinger.

Comme nous pouvons l'imaginer, l'avertissement d'Akins (ou sa déclaration télévisuelle par ailleurs) n'a pas été bien reçue par Kissinger¹⁰²⁰. Quelques mois après, Akins sera démis de ses fonctions d'ambassadeur. Akins est persuadé que son mémorandum (qui défendait le droit des Saoudiens de contrôler leurs ressources pétrolières) et sa déclaration télévisuelle sont à l'origine de son licenciement¹⁰²¹.

Nous tenons enfin à mentionner l'éditorial (« Suppose We Seized Arab Oil Fields ») de Thomas Barger (l'ancien président ARAMCO), dans le *Los Angeles Times* du 13 avril 1975, qui dénonce « le danger inhérent à une intervention militaire en Arabie Saoudite »¹⁰²².

La thèse de la « non-rupture » dans les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite lors de l'embargo pétrolier de 1973-1974

Une contribution intéressante au débat sur la menace inhérente posée par les pays producteurs arabes (et notamment par l'Arabie Saoudite) contre les États-Unis – et qui amène ces derniers à évoquer une intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite, le Koweït et Abu Dhabi – est apportée par V. H. Oppenheim dans un long article (l'article s'intitule « The Past : We Pushed Them ») paru dans *Foreign Policy* de l'hiver 1976-1977¹⁰²³. Oppenheim est un spécialiste indépendant du pétrole basé à Washington D.C. Ses opinions, minoritaires parmi les experts, méritent néanmoins d'être commentées en raison des perspectives d'ouverture qu'elles représentent.

¹⁰¹⁹ DREYFUSS, Robert. "The Thirty-Year Itch". *Mother-Jones* [en ligne]. Mars-avril 2003 [consulté le 7 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.motherjones.com/politics/2003/03/thirty-year-itch>

¹⁰²⁰ Ibid.

¹⁰²¹ Ibid.

¹⁰²² BARGER, Thomas. "Suppose We Seized Arab Oil Fields". *Los Angeles Times*, le 13 avril 1975 dans BRONSON: op. cit. p. 121.

¹⁰²³ OPENHEIM, V. H. "The Past: We Pushed Them". *Foreign Policy* [en ligne]. Hiver 1976-1977, n° 25 [consulté le 2 mai 2010], p. 24-57. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148022>

Enfin, nous notons que les propos d'Oppenheim sont en grande partie appuyés par Cheikh Yamani dans des entretiens réalisés par Jeffrey Robinson à l'occasion d'une biographie de Yamani publiée en 1988¹⁰²⁴.

L'hypothèse principale avancée par Oppenheim repose sur le fait que la rupture des relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite lors de l'embargo pétrolier n'a pas eu lieu. Cette continuité est illustrée par le discours des responsables américains (notamment du département d'État et du département du Trésor) au cours de l'embargo concernant « la modération de l'Arabie Saoudite dans sa politique pétrolière ». Selon Oppenheim, il s'agissait pour le gouvernement Nixon de ne pas susciter de désaccords pouvant compromettre les relations stratégiques avec l'Arabie Saoudite, ce qui supposait des compromis avec l'Arabie Saoudite même si cela se faisait au détriment d'autres pays consommateurs (notamment l'Europe occidentale et le Japon)¹⁰²⁵. Fidèles à cette logique, les États-Unis ont fait des promesses d'aide au développement de l'Arabie Saoudite. Ces promesses, indépendamment d'un accord de levée de l'embargo pétrolier, ont été faites lors de rencontres entre le secrétaire d'État Henry Kissinger et des responsables saoudiens en décembre 1973 (au cœur de l'embargo pétrolier)¹⁰²⁶.

Ces faits sont confirmés par Edward R. F. Sheehan (ancien responsable de presse aux ambassades des États-Unis à Beyrouth et au Caire et correspondant indépendant en affaires du Moyen-Orient) dans *Foreign Policy* du printemps 1976. L'article s'intitule « How Kissinger Did It: Step by Step in the Middle East ». La source de Sheehan est Edward Atherton à qui Kissinger aurait donné l'autorisation de fournir des informations¹⁰²⁷.

Edward Atherton est un diplomate de carrière qui a travaillé pour le Bureau des affaires du Proche-Orient du département d'État (1954-1984) où il a notamment occupé le poste de secrétaire adjoint (1974-1978). Il a également participé aux négociations de Camp David en septembre 1978 et occupé les fonctions d'ambassadeur des États-Unis en Égypte (1979-1983). Atherton était proche de Kissinger. Cette proximité s'explique certainement par l'impartialité manifestée par Atherton dans un milieu traditionnellement pro-arabe bien que le Bureau des affaires du Proche-Orient (et le département d'État de manière générale) connaisse une réorientation en faveur d'une approche pro-israélienne avec la nomination de Joseph Sisco

¹⁰²⁴ ROBINSON, Jeffrey. *Yamani: The Inside Story*. New York: Atlantic Monthly Press (1988), 1989.

¹⁰²⁵ *Platt's Oilgram*, le 22 octobre 1973 dans OPPENHEIM: op. cit. p. 38-39.

¹⁰²⁶ OPPENHEIM: op. cit. p. 39-40.

SHEEHAN, Edward R. F. "How Kissinger Did It: Step by Step in the Middle East". *Foreign Policy* [en ligne]. Printemps 1976, n°22 [consulté le 5 mai 2010], p. 3-70. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148069>

¹⁰²⁷ SHEEHAN: op. cit. p. 3-70.

MARDER, Murrey. "Aid to Writer Approved by Kissinger". *The Washington Post*, le 10 mars 1976.

au poste de secrétaire adjoint aux affaires du Proche-Orient par Nixon en 1969 et la nomination d'Henry Kissinger au poste de secrétaire d'État en septembre 1973¹⁰²⁸.

Sheehan établit un lien entre la politique de rapatriement des pétrodollars (des Administrations Nixon et Ford) et la diplomatie parallèle de Kissinger dans le Moyen-Orient entamée en novembre 1973. Sheehan note que la diplomatie de Kissinger a toujours procédé sur deux niveaux. Le premier est l'endiguement du conflit israélo-arabe et le second est la promotion de la technologie américaine « désirée par tous les Arabes y compris les Arabes radicaux ». Il existe ici une relation d'interdépendance dans la mesure où la promotion de la technologie américaine aide Kissinger à « temporiser » les discussions, le temps de trouver une solution au conflit israélo-arabe¹⁰²⁹.

Ces éléments amènent Oppenheim à conclure que l'accord de coopération américano-saoudien (qui a été formalisée en juin 1974) s'inscrit en réalité dans une politique de longue durée conduite par l'Administration Nixon depuis le début des années 1970. Cette politique consiste à faire augmenter le prix du pétrole afin de créer un avantage comparatif pour les États-Unis à l'égard de l'Europe occidentale et du Japon. Selon cette logique, un rapatriement des pétrodollars se produit lorsque l'Arabie Saoudite achète des marchandises et des services auprès des États-Unis¹⁰³⁰.

Dans le cadre de cette politique, l'Administration Nixon (représentée par le vice secrétaire d'État John Irwing et le responsable du pétrole du département d'État James E. Akins) aurait « encouragé » les pays conservateurs de l'OPEP (notamment l'Iran et l'Arabie Saoudite) à augmenter les prix du pétrole à 5 dollars par baril lors des négociations de Téhéran en février 1971¹⁰³¹.

Oppenheim assure que la raison même des négociations, du point de vue des représentants des pays consommateurs et des responsables des compagnies pétrolières (notamment le maintien du prix du pétrole), n'était plus d'actualité aux yeux de Washington en février 1971. Pour les responsables américains, il s'agissait désormais de privilégier l'accès au pétrole voire d'en augmenter la production¹⁰³². Cette version des faits est validée par Taki Rifai

¹⁰²⁸ KAPLAN, Robert D. *The Arabists : The Romance of an American Elite*. New York: The Free Press (1993), 1995. p. 109; 114; 121; 124-125; 127; 140; 144; 148; 150; 152-155; 160-162; 167-170; 179.

¹⁰²⁹ SHEEHAN: op. cit. p. 3-70.

¹⁰³⁰ OPPENHEIM: op. cit. p. 24-57.

¹⁰³¹ YERGIN, Daniel. *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money & Power*. New York: The Free Press (1990), 1991, p. 582.

¹⁰³² OPPENHEIM: op. cit. p. 27-28.

(conseiller pour le gouvernement libyen) dans l'article « La crise pétrolière 1970-1971 », publié dans la *Revue Française de Science Politique* de décembre 1972¹⁰³³.

Pour Oppenheim, le soutien en faveur d'une augmentation du prix du pétrole était un trait commun des responsables de l'Administration Nixon et non confiné au département d'État. Au département d'État, James E. Akins (comme suggéré auparavant) est présenté « comme la bête noire » de la politique énergétique de la Maison Blanche par des penseurs néoconservateurs (tels Edward Luttwak et Walter Laqueur mentionnés auparavant) et des spécialistes universitaires du pétrole (tel Walter J. Levy et Morris Adelman)¹⁰³⁴. Akins soutenait ouvertement la mise en place d'une relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite (sinon un accord formel) selon laquelle les États-Unis pouvaient « apporter tout ce dont les Saoudiens ont besoin »¹⁰³⁵.

L'image d'Akins sera davantage ternie par la publication des témoignages devant la sous-commission des compagnies multinationales de la commission des relations étrangères du Sénat (le 6 août 1974) au moment de l'investigation des activités d'ARAMCO et de ses actionnaires (Exxon, Mobil, Texaco et Standard Oil of California)¹⁰³⁶. Selon ces témoignages, une campagne saoudienne de mai 1973 en faveur d'une modification des politiques pro-Israéliennes des États-Unis, comportait des pressions contre ARAMCO. Dans le cadre de cette campagne, les responsables d'ARAMCO ont présenté un mémorandum joint au président Nixon appelant à un changement de la politique des États-Unis à l'égard d'Israël. Akins est soupçonné d'avoir conseillé aux compagnies pétrolières américaines basées en Arabie Saoudite de se rapprocher de responsables américains clés et de faire pression sur ces derniers pour qu'ils modifient la politique « pro-Israélienne » des États-Unis¹⁰³⁷.

Selon Frank Church (sénateur de l'Idaho et président de la sous-commission des compagnies multinationales de la commission des relations étrangères du Sénat), « les témoignages devant le Sénat démontraient le degré de contrôle exercé par l'Arabie Saoudite sur les compagnies pétrolières, lesquelles étaient forcées d'obéir aux ordres [de l'Arabie Saoudite] »¹⁰³⁸.

¹⁰³³ RIFAÏ, Tariki. « La crise pétrolière 1970-71 ». *Revue Française de Science Politique*, décembre 1977. p. 1230-31 dans OPPENHEIM: op. cit. p. 28.

¹⁰³⁴ U.S. Congress, House Committee on International Affairs. *Témoignage d'Ambassadeur Irwin*, rapporté dans *Platt's Oilgram*, le 22 avril 1972 dans OPPENHEIM: op. cit. p. 30.

¹⁰³⁵ U.S. Congress. Senate Committee on Foreign Relations. *Témoignage de James E. Akins* rapporté par *Platt's Oilgram*, le 31 mai 1973 dans OPPENHEIM: op. cit. p. 34.

¹⁰³⁶ «'73 Pressure on U.S. by Saudis Reported». *The New York Times* [en ligne]. Le 7 août 1974 [consulté le 23 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁰³⁷ Ibid.

¹⁰³⁸ Ibid.

Dans ce contexte, affirme Oppenheim, les nominations d'Akins au poste d'ambassadeur des États-Unis en Arabie Saoudite (le 27 juin 1973) et d'Henry Kissinger au poste de secrétaire d'État (en septembre 1973) sont interprétées par de nombreux experts comme un renforcement de l'engagement des États-Unis à l'égard de l'OPEP d'une part; et un signal fort pour les producteurs arabes d'augmenter le prix du pétrole d'autre part. Selon *Platt's Oilgram* du 7 septembre 1973 (cité par Oppenheim), ces nominations signifiaient que « les États-Unis étaient revenus sur leur position de ne pas établir de relations « spéciales » avec des pays producteurs de pétrole (et notamment l'Arabie Saoudite) ». Selon un responsable américain haut placé, également cité par *Platt's Oilgram*, (Oppenheim suggère qu'il s'agit de Kissinger) « Il n'y a aucune raison qu'une relation pétrolière bilatérale forte ne se développe pas entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite »¹⁰³⁹.

L'intérêt manifeste de l'Administration Nixon pour la création d'une relation « spéciale » avec l'Arabie Saoudite est également validé par Cheikh Yamani en février 1973. Ce dernier a révélé que les compagnies pétrolières américaines avaient « cédé » à hauteur de 25% de leur capital en vue de la nationalisation des ressources pétrolières saoudiennes suite à des pressions du « plus haut niveau » (sous-entendu de l'Administration Nixon)¹⁰⁴⁰. Oppenheim soutient que l'Administration Nixon était préoccupée par des stratégies ayant pour but de tirer profit des revenus pétroliers grandissants des producteurs arabes (et notamment de l'Arabie Saoudite). Selon le rapport annuel de la commission de la politique économique internationale de la Maison Blanche, une augmentation du prix du pétrole était considérée comme positive dans la mesure où il était probable que les États-Unis seraient les bénéficiaires du surplus de l'OPEP¹⁰⁴¹. Selon Roy Ash (directeur du Bureau d'administration et du budget de la Maison Blanche), attirer du capital « arabe » était considéré parfaitement compatible avec les intérêts nationaux américains¹⁰⁴². Enfin, le CSN déclare le 26 septembre 1973 (à une époque où Henry Kissinger occupe toujours le poste de conseiller spécial pour la sécurité nationale) que « les États-Unis excluent toute intervention militaire dans le cas d'une guerre au Moyen-Orient »¹⁰⁴³.

¹⁰³⁹ *Platts Oilgram*, le 7 septembre 1973 dans OPPENHEIM: op. cit. p. 37-38.

¹⁰⁴⁰ *Platt's Oilgram*, le 31 mai 1973 dans OPPENHEIM: op. cit. p. 35.

¹⁰⁴¹ *Platt's Oilgram*, le 23 mars 1973 dans OPPENHEIM: op. cit. p. 38.

¹⁰⁴² *Platt's Oilgram*, le 1^{er} août 1973 dans OPPENHEIM: op. cit. p. 37.

¹⁰⁴³ *Ibid*: p. 38.

Quelle est donc la conclusion de l'article d'Oppenheim? Oppenheim conclut que les programmes de rapatriement des « pétrodollars » servent à justifier le flux continu de fonds américains vers le golfe Persique. Il fait référence à la création d'un « lobby » (composé des industriels et des exportateurs américains) qui cherche à sensibiliser les membres du Congrès et les responsables de l'Administration Nixon sur les bénéfices liés à l'organisation d'une coopération économique durable avec les pays producteurs arabes (et plus particulièrement avec l'Arabie Saoudite)¹⁰⁴⁴.

De plus, Oppenheim juge « erronée » la prévision des responsables pour qui l'augmentation du prix du pétrole va accroître l'indépendance énergétique des États-Unis. Il considère non seulement que la politique pétrolière américaine représente « une trahison » pour l'alliance transatlantique, mais qu'elle représente une « erreur de proportion cosmique » dans la mesure où les transferts de ressources à l'Arabie Saoudite et à l'Iran ne peuvent pas être absorbés par leurs économies peu développées. Oppenheim craint que cette politique ait un impact déstabilisant pour ces pays à la fois sur le plan politique intérieur et sur le plan régional¹⁰⁴⁵.

Enfin, nous constatons que la thèse d'Oppenheim (à l'égard de la politique pétrolière du gouvernement américain) reste controversée dans la mesure où le discours politique officiel des Administrations Nixon et Ford consiste à dénoncer les augmentations du prix du pétrole de l'OPEP.

L'intervention militaire en Arabie Saoudite et l'opinion publique américaine

Lorsqu'il s'agit du public américain et de sa position à l'égard de l'utilisation potentielle de la force militaire contre l'Arabie Saoudite (et d'autres producteurs arabes de pétrole dans le golfe Persique), nous nous appuyons sur le sondage du CCFR publié en 1975 concernant la politique étrangère et l'opinion publique¹⁰⁴⁶. Comme indiqué précédemment, la formulation des questions ne fait pas de référence directe à l'Arabie Saoudite mais aux producteurs « arabes de pétrole ».

La question de l'intervention militaire des États-Unis dans les pays arabes producteurs de pétrole ressort dans deux sections de ce sondage : premièrement dans la section consacrée

¹⁰⁴⁴ Ibid: p. 24-57.

¹⁰⁴⁵ Ibid: p. 24-57.

¹⁰⁴⁶ REILLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy*. Chicago: Chicago Council of Foreign Policy, 1975.

aux attitudes du public (et des leaders d'opinion) à l'égard de l'engagement militaire des États-Unis; et deuxièmement dans la section consacrée aux affaires économiques¹⁰⁴⁷.

S'agissant de l'engagement des troupes américaines à l'étranger, 25% du public exprime son soutien à l'utilisation de la force par les pays consommateurs (tels que les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon) afin de saisir les ressources pétrolières des Arabes, tandis que 59% s'y oppose clairement. Dans le cas du soutien de la part du président ou du secrétaire d'État en faveur d'une telle action, ce pourcentage passe à 32%. Nous tenons à souligner que la formulation de cette question ne comporte pas de référence aux « contingences » (telles les augmentations du pétrole, les embargos nouveaux ou la « strangulation économique » du monde industrialisé à laquelle font référence les responsables américains en 1974 et 1975)¹⁰⁴⁸.

Quand les sondés sont interrogés sur leur soutien à une invasion militaire contre les producteurs arabes de pétrole (en cas de nouvel embargo pétrolier contre les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon), seulement 6% était favorable à une telle action, plutôt qu'à une option moins radicale comme le partage du pétrole avec d'autres pays (40%) ou à des mesures unilatérales, telles que le développement de sources alternatives d'énergie, la conservation ou le rationnement de l'essence (38%). 16% du public se dit indécis. Parmi les leaders, 4% seraient prêts de soutenir une invasion militaire contre les producteurs arabes de pétrole; 83% seraient favorables à la coopération avec d'autres pays; 10% soutiendraient des actions unilatérales et 3% s'affirment indécis¹⁰⁴⁹.

Lorsqu'il s'agit du domaine des affaires économiques, le public américain s'oppose clairement à l'usage de la force militaire contre les producteurs arabes de pétrole comme moyen de redresser l'économie américaine. Ainsi, 14% du public soutient une action militaire si les Arabes imposaient un embargo sur les exportations pétrolières au Japon, tandis que 63% s'y oppose. 21% du public se prononce en faveur d'une intervention militaire si un embargo visait l'Europe occidentale, alors que 56% s'oppose à ce genre de mesures. Dans le cas de figure où les États-Unis (ou d'autres pays) devaient faire face à un nouvel embargo pétrolier, seulement 6% se prononce en faveur d'une intervention des pays producteurs arabes de pétrole. 40% du public préférerait partager le pétrole avec l'Europe et le Japon, même si cela suppose que les Américains disposent de moins de pétrole. Chez les leaders, seulement 4%

¹⁰⁴⁷ Ibid: p. 16-20.

¹⁰⁴⁸ Ibid.

¹⁰⁴⁹ Ibid.

sont favorables à une invasion des pays producteurs arabes de pétrole, tandis qu'une large majorité (83%) préfère partager le pétrole avec d'autres pays industrialisés¹⁰⁵⁰.

Enfin, il ressort de ce sondage qu'une majorité du public et des leaders d'opinion privilégie des mesures non-militaires (telle la coopération avec les autres pays consommateurs et des mesures unilatérales) en cas de nouvel embargo imposé visant les États-Unis et d'autres pays occidentaux. La tendance est la même si l'on évoque la question du redressement de l'économie américaine (mentionné comme la préoccupation majeure du public américain). Une majorité du public et des leaders d'opinion s'oppose en effet à l'usage de la force comme moyen de redressement de l'économie américaine¹⁰⁵¹.

Les réactions de l'Arabie Saoudite face aux menaces d'intervention militaire

La révélation des plans d'intervention de Washington a terrifié le gouvernement saoudien qui a prévu d'équiper les champs pétroliers d'explosifs¹⁰⁵². Selon des sources diplomatiques arabes à Beyrouth, rapportées par le *New York Times* du 12 janvier 1974 (l'article s'intitule « A Word to the Arabs- 'Risk'- Is Kicking Up a Storm »), les Saoudiens auraient préparé leur champ pétrolier principal à Ghawar (considéré comme l'un des champs pétroliers les plus riches au monde). Cette opération est dirigée par le prince Abdullah (actuel roi d'Arabie Saoudite), commandant en chef de la Garde nationale saoudienne. Un diplomate occidental « neutre » (cité par l'auteur) note que « quelle que soit la teneur du message envoyé par Washington [aux producteurs arabes], il a clairement effrayé les Arabes qui se sont mis sur leurs gardes »¹⁰⁵³.

Sur un plan plus global, les membres de l'OPEP ont adopté une stratégie politique et économique commune dont l'objectif était de contrecarrer la politique américaine de confrontation et les menaces militaires¹⁰⁵⁴. Dans le cadre de cette stratégie, ils ont lancé de manière formelle l'idée d'une conférence internationale sur l'énergie, les ressources pétrolières, les matières premières et le développement de l'économie mondiale. Dans le même temps, les membres de l'OPEP ont décidé de geler le prix du pétrole jusqu'à la fin de l'année 1975 (pour

¹⁰⁵⁰ Ibid: p. 24-28

¹⁰⁵¹ Ibid: p. 24-28.

¹⁰⁵² BRONSON: op. cit. p. 121-122.

¹⁰⁵³ MIDDLETON, Drew. "A Word to the Arabs- 'Risk' is Kicking Up a Storm". *The New York Times* [en ligne]. Le 12 janvier 1974 [consulté le 23 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁰⁵⁴ De ONIS, Juan. "Oil States offers wide conference with consumers". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 janvier 1975 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

ensuite procéder à des augmentations en 1976 et 1977) sous condition qu'un index d'inflation soit déterminé par les pays occidentaux. De plus, les ministres du pétrole, des finances et du commerce de l'OPEP ont évoqué « un dialogue » avec les consommateurs « afin d'évacuer les menaces militaires et la propension [des pays consommateurs] à attribuer la récession économique aux augmentations du prix du pétrole ». Ils ont conclu que « la crise économique constitue une menace pour la paix et la stabilité dans le monde ».

Selon Juan de Onis (qui couvre les affaires pétrolières pour le *New York Times*), dans un article du 27 janvier 1975 (l'article s'intitule « Oil States Offer Wide Conference With Consumers»), « les déclarations des pays de l'OPEP sont une réponse à la politique pétrolière du secrétaire d'État américain Henry Kissinger » et notamment à la création de l'AIE¹⁰⁵⁵. De plus, Kissinger a proposé de créer un fonds de 25 milliards de dollars (alimenté par les pays industrialisés) dont la finalité était de fournir une aide économique aux membres de l'AIE qui seraient en proie à des difficultés financières. L'hostilité des membres de l'OPEP à l'égard de ces mesures ressort dans le discours du ministre algérien de l'industrie et de l'énergie Bilaid Abdessalam (cité par l'auteur) qui décrit l'AIE et le refus des États-Unis d'exclure l'intervention militaire comme une « machine de guerre contre notre peuple [en référence au peuple arabe] ». De plus, « il appelle les pays membres de l'OPEP à se mettre d'accord sur un embargo pétrolier global en cas d'agression contre l'un de ses membres »¹⁰⁵⁶.

L'initiative des pays membres de l'OPEP reçoit néanmoins un accueil favorable de la part de l'auteur de l'article qui constate que cette initiative « témoigne d'un désir fort de négocier avec les pays industrialisés en vue de l'établissement de prix du pétrole stables et de mesures coopératives ayant pour but de limiter l'inflation ». De Onis conclut qu'« il s'agit aussi pour l'OPEP de prévenir la formation d'un front de pays consommateurs dirigé par les États-Unis »¹⁰⁵⁷.

b) « *Armageddon, Oil, and the Middle East Crisis* »

Alors que le matérialisme de l'Occident et les excès de la famille royale sont dénoncés par les oulémas conservateurs et les islamistes saoudiens dans les années 1970, une réaction similaire s'opère parmi les évangéliques fondamentalistes dans le contexte de la libéralisation de la société américaine. La politisation des évangéliques blancs est suscitée par une série de

¹⁰⁵⁵ Ibid.

¹⁰⁵⁶ Ibid.

¹⁰⁵⁷ Ibid.

législations controversées dont l'interdiction de la prière à l'École par la Cour suprême en 1962, l'amendement des droits égaux en 1972 et le droit à l'avortement en 1973¹⁰⁵⁸.

Melani McAlister, dans l'ouvrage *Epic Encounters : Culture, Media and U.S. Interests in the Middle East since 1945* (2005), affirme que ces questions expliquent certainement la politisation des évangéliques dans les années 1960 et 1970, mais que le statut des États-Unis dans le monde les préoccupait tout autant. Selon elle, une explication plausible de cette ouverture vers le monde était le fait que les évangéliques étaient représentés de manière disproportionnée dans l'armée. Elle remarque à ce sujet que les Américains des États du sud (où sont concentrés de nombreux évangéliques fondamentalistes) ont longtemps joué un rôle clé dans le leadership militaire et notamment lors de la guerre du Vietnam (sans que pour autant tous les soldats du sud soient des fondamentalistes). Néanmoins, subalternes et officiers déclaraient ouvertement leurs convictions religieuses au début des années 1970, ce qui représentait une rupture avec la culture militaire traditionnelle plutôt encline à marginaliser la religion. L'importance accrue conférée à la religion (et notamment au protestantisme évangélique) au sein de l'armée est illustrée par la présence de groupes de prières et de groupes d'études bibliques au Pentagone à compter du début des années 1970¹⁰⁵⁹.

La politologue française Liliane Kerjane dans l'article « La religion dans les forces américaines: un demi-siècle d'influences, 1947-1997 » (1999) situe le début de l'évangélisation au sein des forces armées américaines à 1947¹⁰⁶⁰. Les tentatives initiales d'un groupe d'ecclésiastiques (dont trois évangéliques) de convaincre l'Administration Truman et le Haut Commandement militaire de la nécessité d'instaurer un nouveau programme d'éducation morale vont se traduire par un contenu plus religieux et ouvrir la voie au prosélytisme évangéliste. Cependant, l'établissement d'un lien véritable entre le courant évangélique et le pouvoir américain n'aura lieu qu'à partir de 1952 avec l'arrivée au pouvoir d'Ike Dwight D. Eisenhower. Ces liens seront davantage renforcés par la présence d'autres évangéliques importants dans l'Administration tels le général William Harrison et John C. Broger (un responsable au département de la Défense)¹⁰⁶¹.

Lors de l'ouverture des évangéliques au monde extérieur à la fin des années 1960, ces derniers se concentrent sur le Moyen-Orient et plus particulièrement sur Israël. Quelques

¹⁰⁵⁸ AMMERMAN, Nancy. *Bible Believers: Fundamentalists in the Modern World*. New Brunswick: Rutgers University Press, 1987. p. 95-97 dans McALISTER: op. cit. p. 168.

¹⁰⁵⁹ McALISTER: op. cit. p. 168.

¹⁰⁶⁰ KERJAN, Lilian. « La religion dans les forces armées américaines: un demi-siècle d'influences (1947-1997) » dans RICARD, Serge (Éd.). *États-Unis d'hier, États-Unis d'aujourd'hui*. Paris: L'Harmattan, 1999. p. 173-193.

¹⁰⁶¹ Ibid : p. 175-180.

ouvrages en particulier vont jouer un rôle prépondérant dans l'établissement d'un lien entre les évangéliques américains et Israël. Il s'agit du *Late Great Planet Earth* d'Hal Lindsey paru en 1970¹⁰⁶² et *Armageddon, Oil and the Middle East Crisis* de John F. Walvoord (le président du Dallas Theological Seminary) publié en 1974¹⁰⁶³. Ce dernier ouvrage retient plus particulièrement notre attention.

Dans un contexte de fascination accrue pour les prophéties bibliques (et pour l'apocalypse en particulier) à la fin des années 1960 et au début des années 1970, John F. Walvoord et son fils (John E. Walvoord) vont publier l'ouvrage *Armageddon, Oil, and the Middle East Crisis* (1976). Cet ouvrage sera publié dans une version révisée en janvier 1991 sous le titre *Armageddon, Oil, and the Middle East Crisis : What the Bible Says About the Middle East and the End of Western Civilization*. L'ouvrage, qui a eu une influence intellectuelle considérable dans la communauté évangélique, s'est vendu à 750 000 exemplaires au milieu des années 1970¹⁰⁶⁴.

John F. Walvoord (ainsi que d'autres écrivains évangéliques tels Tim La Haye, cité précédemment), de par ses relations politiques et son influence sur l'opinion publique américaine, est parvenu à influencer à la fois le paysage politique américain et à contribuer de manière importante à la cristallisation des images et des représentations sur Israël et sur les pays arabes¹⁰⁶⁵.

Walvoord appuie ses arguments sur certains dogmes évangéliques fondamentalistes généralement acceptés. Ces dogmes sont expliqués par Isabelle Richet (professeur d'études américaines à l'Université de Paris X Nanterre et spécialiste du mouvement évangélique américain) dans « La religion influence-t-elle la politique étrangère aux États-Unis ? » (2003)¹⁰⁶⁶. Richet évoque le système d'interprétation des Écritures, le « dispensationalisme », développé par John Nelson Darby. L'objectif de celui-ci était de déterminer, à partir des prophéties bibliques, les signes annonciateurs du Christ sur terre annoncé dans l'Apocalypse de Jean. Note Richet [...] « Puisque, lors de sa première venue, les Juifs l'avaient rejeté et, en châtiment, avaient été dispersés aux quatre coins de la planète, leur rassemblement en Palestine était vu comme un de ces signes indéniables de l'approche de la fin des temps, et

¹⁰⁶² LINDSEY, Hal avec CARLSON, C. *The Late Great Planet Earth*. Grand Rapids: Zondervan, 1970.

¹⁰⁶³ WALWOORD, John F., et WALWOORD, John E. *Armageddon, Oil, and the Middle East Crisis: What the Bible Says About the Future of the Middle East and the End of Western Civilization*. Grand Rapids: Zondervan, 1976.

¹⁰⁶⁴ Ibid: op. cit. p. 172-178.

¹⁰⁶⁵ McALISTER: op. cit. p. 168; 171; 178.

¹⁰⁶⁶ RICHET, Isabelle. « La religion influence-t-elle la politique étrangère aux États-Unis? » *Le Débat*. Novembre-décembre 2003, n°127. p. 59-60.

après de terribles persécutions aux mains de l'Antéchrist, les Juifs survivants accepteraient le Christ lors de son retour après la bataille d'Armageddon »¹⁰⁶⁷.

Cette vision prophétique (qui en réalité adopte une approche très ambiguë à l'égard des Juifs) a fait des fondamentalistes de fermes partisans du mouvement sioniste et de la création de l'État d'Israël en 1948. Elle insiste sur le fait que c'est surtout à partir des guerres de 1967 et de 1973 et des tentatives de résolution du conflit israélo-arabe que cette vision prophétique a fourni une grille de lecture aux évangéliques fondamentalistes qui les a amené à s'opposer aux résolutions de l'ONU et aux plans des administrations américaines successives. En adéquation avec cette grille de lecture, toute solution qui ne correspond pas exactement à cette prophétie est en effet dénoncée comme une violation d'un commandement divin¹⁰⁶⁸.

Dans l'ouvrage *Armageddon, Oil, and the Middle East Crisis*, John F. Walvoord établit un lien entre la prophétie biblique et les événements de 1973 (la guerre israélo-arabe et l'embargo pétrolier). Il explique qu'un nouvel alignement s'opère sur le plan mondial, provoqué par la reconfiguration de l'ordre pétrolier. Cette reconfiguration, qui se traduit par le transfert du pouvoir vers les États arabes producteurs du pétrole, a pour conséquence une diminution de l'influence des États-Unis et de la Russie. Selon Walvoord, la tentative des superpuissances de rétablir l'équilibre du pouvoir sur le plan politique mondial va provoquer une évolution qui se terminera par l'Apocalypse et la paix millénaire sur terre¹⁰⁶⁹.

Walvoord interprète les transformations sociales de la société américaine (qui selon lui témoignent d'une crise morale profonde) et de l'évolution du monde en général (caractérisée selon lui par la surpopulation, la famine et les conflits) comme les signes d'une crise imminente d'ampleur apocalyptique. Pour Walvoord, la création d'Israël en 1948 (et le retour des Juifs dans l'État hébreu) ainsi que les conflits successifs entre Israël et ses voisins arabes constituent une preuve de la véracité des prophéties bibliques.

Walvoord établit un calendrier des événements de l'Apocalypse où se pose la question de la survie d'Israël et de l'impact du pouvoir pétrolier arabe sur le déroulement de cet événement. Selon Walvoord, la prophétie biblique indique qu'Israël ne sera pas détruit par la guerre. En revanche, Israël sera trahi et contraint d'accepter un accord de paix. De plus, le « chantage » des États arabes et les alignements politiques et économiques nouveaux dans le

¹⁰⁶⁷ Ibid: p. 59-60.

¹⁰⁶⁸ Ibid: p. 59-60.

¹⁰⁶⁹ WALVOORD: op. cit. p. 13-16; 19-27; 43-53; 133-147; 161-169.

Moyen-Orient et en Europe priveront les États-Unis et la Russie de leurs voix déterminantes dans l'accord de paix final¹⁰⁷⁰.

Walvoord prévoit que dans le futur immédiat, le pouvoir des États arabes producteurs de pétrole et l'agriculture européenne conduiront à la formation d'un cartel qui va éclipser le pouvoir des États-Unis et de la Russie au Moyen-Orient (il fait ici référence au rapprochement économique et politique qui s'est opéré entre les États occidentaux et les pays arabes dans le contexte de l'embargo pétrolier). Walvoord avertit aussi que les États-Unis, en difficulté avec la guerre du Vietnam et écartés par leurs anciens alliés européens, pourraient facilement se laisser submerger par leurs propres problèmes économiques et par conséquent perdre leur influence sur le plan international. La Russie, pour sa part, rejetée par ses anciens alliés arabes, serait contrainte de s'écarter du pouvoir. Ainsi, les superpuissances seraient remplacées par une confédération des nations méditerranéennes émergentes qui vont consolider leur pouvoir économique et politique nouveau (dont le contrôle des réserves énergétiques mondiales et la régulation du marché des devises).

Le compte à rebours de l'Apocalypse devrait débiter par un accord de paix final au Moyen-Orient. Un nouveau leader émergera et imposera un accord de paix à Israël et aux pays arabes les plus militants. Cette action va mener à une ère de paix superficielle qui se caractérisera par une évolution vers le désarmement et un nouveau système économique. Ce nouvel équilibre du pouvoir penchera en faveur d'un nouvel homme fort – « le Satan de la nouvelle heure » - qui va tenter de détruire Israël. À l'image des empereurs babyloniens et romains, ce dernier demandera la vénération du monde ; par conséquent les Juifs, les chrétiens pratiquants et les minorités, toutes confessions confondues, seront massivement persécutés. Cette persécution excédera la persécution des Juifs par Hitler lors de la seconde guerre mondiale. Ensuite, Walvoord prédit une série de catastrophes naturelles et de souffrances au cours desquelles la population mondiale sera sérieusement réduite puis, la troisième guerre mondiale et l'Apocalypse.

Le Moyen-Orient serait le théâtre de cette « troisième guerre mondiale » (ou de la « guerre finale »). Lors de ce conflit, des centaines de millions d'hommes vont s'amasser dans le Moyen-Orient, avec les grandes armées du nord représentées par l'Europe et la Russie et du sud représentées par l'Afrique qui vont se diriger vers la Palestine. Des armées issues de l'Orient (dirigée par la Chine communiste) vont déclencher la bataille finale au cours de laquelle des millions d'hommes vont périr. La réapparition du Christ sur terre (accompagnée

¹⁰⁷⁰ Ibid: p.19-27.

de millions d'anges et de saints) va déterminer l'issue heureuse de la guerre qui sera suivie par la paix millénaire sur terre¹⁰⁷¹.

Il ressort de ce récit que les Arabes, qui selon Walvoord sont les « chefs d'orchestre » du « chantage pétrolier » qui vise les États-Unis, l'Europe et Israël (et qui détiennent donc « le pouvoir pétrolier »), constituent clairement « un ennemi » - voire « l'ennemi ». Dans le même temps, les Arabes sont les acteurs (ou plutôt les instruments) d'une prophétie biblique qui va ramener Jésus-Christ et la paix millénaire sur terre. Nous notons à cet égard que les Juifs et Israël sont également perçus par les évangéliques fondamentalistes comme des instruments au travers desquels la paix millénaire sur terre se matérialisera. Cette instrumentalisation, ainsi que la reconversion en masse des Juifs au christianisme lors de l'Apocalypse, confère une certaine ambiguïté à la relation entre les évangéliques et les Juifs¹⁰⁷².

Une autre illustration de la perception dans le mouvement évangélique d'un renouveau de l'islam est l'article « Islam's Bid to Recover its Glory », paru dans *Christianity Today* (un magazine évangélique de circulation importante) le 26 septembre 1975. L'article évoque la possibilité d'un renouveau musulman rendu possible grâce des richesses pétrolières saoudiennes¹⁰⁷³.

Selon *Christianity Today*, des signes laissent présager un renouveau du monde musulman sur le plan mondial. Le magazine évoque un regain du « prestige médiéval » de l'islam. *Christianity Today* suggère que certains leaders du monde musulman cherchent à concilier différents courants de l'islam afin de créer un impact sur la culture occidentale. Le pouvoir politique et économique conféré par le pétrole à certains pays musulmans, notamment l'Arabie Saoudite, rend un tel renouveau entièrement possible. Cela expliquerait les initiatives prises par l'Arabie Saoudite en ce sens. Selon un musulman cité par le magazine, « les richissimes Saoudiens ont l'intention de dépenser des milliards de dollars pour acheter l'unité de l'islam ». Cet individu suggère que « les Saoudiens veulent récupérer une partie du pouvoir détenu par l'Empire arabe islamique au septième siècle » (qui s'étendait de l'Himalaya jusqu'au sud de la France). Les Saoudiens se présentent comme les leaders légitimes d'un tel renouveau et sont en position de concrétiser ce leadership, comme en atteste la part de leur budget consacrée à des projets de développement; 30% du budget total soit

¹⁰⁷¹ Ibid: p. 13-16; 19-27; 43-53; 133-147; 161-169.

¹⁰⁷² Ibid: p. 13-16; 19-27; 43-53; 133-147; 161-169.

¹⁰⁷³ «Islam's Bid to Recover its Glory». *Christianity Today*, le 26 septembre 1975.

27,7 milliards de dollars par an (en 1975). Cette aide serait liée à des promesses de maintien des traditions islamiques¹⁰⁷⁴.

Enfin, *Christianity Today* constate que l'activité missionnaire islamique s'est intensifiée dans certaines parties du monde (le magazine ne précise pas lesquelles), mais que fort heureusement cette activité ne semble pas s'accompagner de conquêtes militaires. Le magazine conclut qu'en même temps « l'histoire joue des tours étranges car chaque fois qu'un chrétien fait le plein, il contribue à la croissance et à la propagation de l'islam sur le plan mondial! »¹⁰⁷⁵.

Enfin, nous constatons qu'une convergence entre divers courants et intérêts apparemment disparates s'opère sur le plan politique américain dans les années 1970. Ces courants convergent autour des thèmes communs suivants :

En premier lieu, le soutien politique, économique et militaire à Israël; et notamment à sa politique de conquête territoriale et sa politique sécuritaire. Cela se traduit par l'occupation puis la colonisation des territoires occupés lors de la guerre israélo-arabe de 1967 et la lutte anti-terroriste sévère qui vise les organisations palestiniennes telles l'OLP¹⁰⁷⁶.

En second lieu, une opposition ferme à la politique de détente vis-à-vis de l'Union soviétique.

En troisième lieu, une remilitarisation des États-Unis afin de rétablir l'hégémonie américaine ternie par la guerre du Vietnam et protéger l'Amérique à la fois contre les attaques des terroristes islamiques et le renouveau du pouvoir arabo-musulman en général¹⁰⁷⁷.

En quatrième et dernier lieu (dans un contexte de mutations socio-économiques et politiques aux États-Unis, à partir de la fin des années 1960 - décrites précédemment), un regroupement a lieu pour défendre les « valeurs américaines traditionnelles » perçues comme étant attaquées par le libéralisme de plus en plus répandu. Ainsi, des courants pourtant très éloignés d'un point de vue politique et intellectuel tels les néoconservateurs (surtout les néoconservateurs de « seconde génération ») et les courants évangéliques conservateurs et fondamentalistes vont se rapprocher dans des alliances informelles qui se caractérisent par un certain opportunisme. Le gouvernement israélien, pour sa part, va tirer profit de ces alliances

¹⁰⁷⁴ Ibid.

¹⁰⁷⁵ Ibid.

¹⁰⁷⁶ McALISTER: op. cit. p. 165-178; 157-159.

¹⁰⁷⁷ Ibid: p. 157-159.

informelles et susciter la sympathie de l'opinion publique américaine à l'égard de sa politique interventionniste¹⁰⁷⁸.

Un exemple de cette convergence d'intérêts est l'ouvrage *The Coming Russian Invasion of Israël* publié en 1974 par Thomas McCall et Zola Levitt¹⁰⁷⁹. Pour les évangéliques, les menaces contre les États-Unis et Israël ne venaient pas seulement du monde arabe. Les prophéties bibliques évoquaient également une guerre prochaine entre Israël et la Russie. Plusieurs auteurs percevaient dans la renaissance du pouvoir arabe avec le pétrole une invitation directe à un conflit entre Israël et la Russie. Melani McAlister (cité auparavant) dans *Epic Encounters: Culture, Media, and U.S. Interests in the Middle East since 1945* (2005) affirme que la littérature prophétique évangélique s'est appuyée sur les sentiments antisoviétiques et anti-arabes supposés du public afin de consolider une position pro-Israélienne. Enfin, les sentiments anti-arabes suscités par l'embargo pétrolier ont été repris par les auteurs évangéliques comme un argument en faveur d'un renforcement de l'alliance entre les États-Unis et Israël¹⁰⁸⁰.

Une illustration du discours « néo-conservateur » sur le renouveau de l'islam est apportée par l'article « The Israelis Outpaced » paru dans la revue *The New Leader* le 19 décembre 1977¹⁰⁸¹. Lors de sa création en 1924, cette revue culturelle et politique était associée au parti socialiste américain. La revue, qui depuis 2006 est publiée sur internet, s'affiche désormais comme « libérale »¹⁰⁸².

Dans « The Israelis Outpaced », l'auteur Ray Alan évoque des rumeurs selon lesquelles l'Arabie Saoudite a créé un fonds secret d'un montant de 400 millions de dollars dans le but d'acheter l'influence des journalistes occidentaux, des chaînes de télévision et d'éditeurs de presse. Plus précisément, le leadership saoudien chercherait à améliorer son image, renforcer la confiance des pays occidentaux dans leur régime et repousser des organisations occidentales qui cherchent à exporter des idées démocratiques à l'Arabie Saoudite. Cependant, pour bénéficier de cet argent, les éditeurs et journalistes en question doivent exprimer une hostilité à l'égard d'Israël. Ray affirme que l'Arabie Saoudite finance déjà une

¹⁰⁷⁸ McALISTER: op. cit. p. 158-159

HAIJA, Rammy M. "The Armageddon Lobby" [consulté le 29 janvier 2007]. Disponible sur: <http://www.informationclearinghouse.info/article15422.htm>

¹⁰⁷⁹ McCALL, Thomas et LEVITT, Zola. *The Coming Russian Invasion of Israel*. Chicago: Moody Press, 1974 dans McALISTER: op. cit. p. 174-178.

¹⁰⁸⁰ Ibid: p. 173-175.

¹⁰⁸¹ ALAN, Rey. "The Israelis Outpaced". *The New Leader*, le 19 décembre 1977.

¹⁰⁸² Ibid.

propagande anti-israélienne et anti-juive en Arabie Saoudite, en Espagne, en Turquie et dans d'autres pays¹⁰⁸³.

Selon Ray, cette évolution démontre qu'Israël est en train de perdre pied au profit des Arabes. Il constate que « faire concurrence à une vingtaine de gouvernements de la Ligue arabe, avec leurs hordes d'ambassades, de consulats, de bureaux de propagande et leurs caisses noires serait difficile en toutes circonstances. Suite à l'embargo pétrolier de 1973-1974, cette tâche a pris des proportions herculéennes »¹⁰⁸⁴.

Enfin, l'alliance informelle (et de circonstance) entre la droite religieuse américaine, les néoconservateurs (de « seconde génération ») et le gouvernement israélien sera réactivée lors du débat sur la vente d'AWACS et de F-15 à l'Arabie Saoudite sous l'Administration Reagan. Le contenu et l'articulation de ce débat seront plus amplement développés dans la troisième partie de cette thèse doctorale¹⁰⁸⁵.

c) Le « conflit » entre la modernité et la société saoudienne traditionnelle vu par les médias américains

L'assassinat du roi Faysal

Comme suggéré auparavant, l'assassinat de Faysal et le siège de la Grande Mosquée de la Mecque peuvent être perçus comme des manifestations du conflit qui semble s'opérer sur le plan politique saoudien entre les éléments conservateurs et l'Occident, dans un contexte de modernisation de l'Arabie Saoudite. Ce processus, qui débute en 1965 sous le règne de Faysal, sera accéléré après 1973-1974 grâce à la rentrée massive des revenus pétroliers¹⁰⁸⁶.

La société saoudienne traditionnelle est incarnée par les oulémas conservateurs et les islamistes qui s'opposent au processus de modernisation et de libéralisation car ils le perçoivent comme une menace pour le tissu social traditionnel d'une part et pour l'islam authentique d'autre part. L'Occident, qui est implicitement associé à la modernisation, est perçu comme l'origine de cette menace aux yeux des conservateurs¹⁰⁸⁷.

¹⁰⁸³ Ibid.

¹⁰⁸⁴ Ibid.

¹⁰⁸⁵ BRONSON: op. cit. p. 158-163.

¹⁰⁸⁶ CHAMPION: op. cit. p. 137-140.

¹⁰⁸⁷ Ibid: p. 125-136.

Faysal, bien que très populaire sur le plan politique saoudien et considéré comme un représentant de l'islam authentique par une majorité de l'opinion saoudienne, sera néanmoins confronté aux protestations d'une minorité très conservatrice pour ses décisions politiques. Il s'agit notamment de sa décision en 1965 - en dépit des manifestations dans la rue des conservateurs et des attentats contre les installations de la première chaîne de télévision à Riyad par des islamistes - de créer une télévision saoudienne et d'ouvrir l'enseignement aux femmes. La décision de créer une télévision saoudienne serait à l'origine de l'assassinat de Faysal en mars 1975 lors d'une visite du ministre koweïtien du pétrole à Riyad¹⁰⁸⁸.

La couverture télévisuelle de l'Arabie Saoudite aux États-Unis dans les années qui suivent la levée de l'embargo pétrolier (en mars 1974) est principalement concentrée sur la politique de l'OPEP et le rôle de force modérée revendiqué par le gouvernement saoudien. Ensuite, la télévision s'intéresse à la diplomatie de navette d'Henry Kissinger au Moyen-Orient, qui attribue un rôle clé au roi Faysal en raison de son statut de leader d'islam et de sa puissance financière sur le plan international. Ce statut confère à Faysal un poids à la fois religieux et politique considérable dans le monde arabo-musulman (comme mentionné auparavant). L'assassinat de Faysal par son neveu Faysal Ben Musaid, le 25 mars 1975, aura donc un retentissement très important aux États-Unis et se traduit par une couverture médiatique abondante, notamment télévisuelle – même si les circonstances du meurtre restent incertaines, comme suggéré précédemment. Sur le plan économique, l'assassinat de Faysal se traduit initialement par une baisse du dollar¹⁰⁸⁹.

Ainsi, dans une émission d'information diffusée par la chaîne *CBS* le 25 mars 1975, le présentateur de longue date de *CBS*, Walter Cronkite, rapporte que le roi Faysal d'Arabie Saoudite a été assassiné par un neveu « mentalement instable »¹⁰⁹⁰. Ce meurtre se serait déroulé dans le bureau du roi en présence d'un diplomate occidental. Le meurtrier est identifié comme le prince Faysal Ben Musaid, un diplômé de l'Université du Colorado (où il aurait été arrêté par la police en 1969 pour tentative de vente de LSD). L'assassinat est présenté comme un acte de vengeance¹⁰⁹¹.

¹⁰⁸⁸ Ibid: p.125-136.

¹⁰⁸⁹ HAMMER, Alexander R. "Dow Ends Up 4.46 After Sharp Early Drop". *The New York Times* [en ligne]. Le 26 mars 1975 [consulté le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁰⁹⁰ "Saudi Arabia's King Faisal assassinated by mentally deranged nephew". *CBS Evening News*, le 25 mars 1975 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁰⁹¹ Ibid.

Des sources de la Maison Blanche sont citées et confirment le déplacement du vice président Nelson Rockefeller en Arabie Saoudite pour délivrer un message personnel du président Ford concernant la mort du Roi. Le président Ford et le secrétaire d'État Henry Kissinger expriment leurs condoléances « les plus sincères »¹⁰⁹².

Cronkite commente les inquiétudes des responsables américains à l'égard des implications de la mort de Faysal notamment dans le domaine du pétrole (mais également dans le domaine politique), alors que la compagnie pétrolière ARAMCO a déclaré que la politique pétrolière de l'Arabie Saoudite a peu de chance de changer suite au décès du monarque saoudien. Cronkite constate que les enjeux de la mort de Faysal sont importants car le futur politique de l'Arabie Saoudite - qui détient les ressources pétrolières les plus importantes au monde - est peut-être en jeu¹⁰⁹³. Cependant, le présentateur conclut que la question fondamentale est de savoir si la domination américaine en Arabie Saoudite va continuer après la mort de Faysal¹⁰⁹⁴.

Le caractère du défunt Roi est évoqué par Cronkite qui explique que celui-ci témoignait d'une grande complexité, à la fois moderne dans son approche à l'égard du développement des infrastructures de l'Arabie Saoudite et très conservateur en matière de politique et de religion. Aussi, Faysal était un homme « modeste », « fortement pro-américain » et « anti-israélien ». Selon le secrétaire d'État Henry Kissinger, « Faysal a été une force pour la modération dans le Moyen-Orient et un bon ami des États-Unis »¹⁰⁹⁵.

Le dernier entretien avec Faysal (diffusé en Occident le 22 mars 1975) est mentionné. Faysal y déclare que son vœu personnel est que l'Arabie Saoudite constitue « un exemple de paix et de lumière » pour le reste du monde. Il a également exprimé le souhait que la modernisation de l'Arabie Saoudite s'effectue dans « le plus profond respect » des traditions saoudiennes en référence à la stratégie de « moderniser sans occidentaliser » évoquée précédemment¹⁰⁹⁶.

Enfin, le successeur de Faysal, Khaled, est évoqué. Ce dernier est supposé maintenir l'orientation « pro-américaine » et « violemment anti-israélienne » de Faysal. Cependant, Henry Kissinger (qui s'exprime devant la Chambre des représentants lors d'une discussion sur l'échec des négociations de paix entre Israël et l'Égypte et l'assassinat de Faysal rapporté par

¹⁰⁹² Ibid.

¹⁰⁹³ Ibid.

¹⁰⁹⁴ Ibid.

¹⁰⁹⁵ Ibid.

¹⁰⁹⁶ Ibid.

Marvin Kalb) pense (avec raison) que le réel pouvoir de l'Arabie Saoudite reviendra au prince héritier Fahd. L'ancien Secrétaire au commerce, Peter Peterson estime pour sa part qu'une « certaine » stabilité sera maintenue dans le royaume saoudien suite à la mort de Faysal. Le correspondant de *CBS*, Marvin Kalb, dénote néanmoins un « sentiment d'anxiété contrôlé » chez les responsables américains au sujet du futur politique du royaume saoudien¹⁰⁹⁷.

Les inquiétudes des responsables américains concernant l'orientation du leadership saoudien en matière de politique pétrolière suite à la mort de Faysal ressortent également dans une émission d'information diffusée par la chaîne de télévision *NBC* le 25 mars 1975¹⁰⁹⁸. Le présentateur vedette, Tom Brokaw, explique que ces préoccupations découlent du fait que le roi Faysal avait adopté jusqu'ici une approche modérée dans ce domaine¹⁰⁹⁹.

Le correspondant économique de *NBC*, Robert Stovall (basé à New York), constate que la mort de Faysal n'a pas suscité de « panique » dans le domaine des affaires. En revanche, il existe des craintes quant à une augmentation du prix du pétrole. Ernest McClelland (correspondant pour le *Platts Oilgram*, un bulletin d'information largement cité et consacré au domaine énergétique) pense que le prix du pétrole ne sera que peu affecté par la mort de Faysal si le nouveau leadership saoudien suit l'approche modérée de Faysal en matière de politique pétrolière. Le reporter Robert Hager (depuis les quartiers généraux d'ARAMCO à Houston) cite le vice président de la compagnie pétrolière, Joseph Johnston, qui pense que le nouveau leadership saoudien fera également preuve de « modération » dans les affaires pétrolières¹¹⁰⁰.

Enfin, les responsables du département d'État avec qui Hager s'est entretenu pensent que la politique pétrolière de Faysal sera maintenue. En revanche, ils spéculent sur le maintien en poste de Cheikh Yamani étant donné que celui-ci ne s'entend pas avec le prince héritier Fahd¹¹⁰¹.

En ce qui concerne la couverture de l'assassinat de Faysal par la presse élite (comparé à la télévision), nous notons davantage d'intérêt à l'égard des répercussions politiques que ce soit sur le plan politique ou régional (à l'égard de l'évolution du conflit israélo-palestinien notamment). Cela amène des experts du Moyen-Orient tels Edward R. F. Sheehan (cité précédemment) à se demander si les politiques de Faysal dans le Moyen-Orient sont

¹⁰⁹⁷ Ibid.

¹⁰⁹⁸ *NBC*, le 23 mars 1975 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁰⁹⁹ Ibid.

¹¹⁰⁰ Ibid.

¹¹⁰¹ Ibid.

également défunt¹¹⁰². Les inquiétudes concernent également la succession de Faysal qui pourrait susciter un renouvellement politique général et particulièrement pour le poste stratégique de ministre du pétrole et des ressources minières.

Cependant, la prépondérance du pétrole ressort également dans la presse élite¹¹⁰³. Cela s'explique par le fait que les sujets ayant trait au pétrole sont intrinsèquement liés au développement économique américain, sur le plan intérieur. Pour rappel, États-Unis connaissent à cette époque des taux d'inflation et de chômage élevés alors que le prix du pétrole augmente).

Les inquiétudes quant à la stabilité politique intérieure de l'Arabie Saoudite suite à l'assassinat de Faysal sont liées à la nature du meurtre. Le meurtre relève-t-il d'un motif politique ou est-il le résultat des actions d'une personne mentalement instable? Comme suggéré précédemment, nous analysons l'assassinat de Faysal comme une expression de la malaise dont souffrent certains éléments conservateurs avec la transformation de l'Arabie Saoudite dans un contexte de rentrées massives des pétrodollars. Cela signifie que cet acte, sous certains aspects, peut être analysé comme politique.

Dans « Mentally Deranged », un éditorial paru dans l'hebdomadaire progressiste *Nation* le 12 avril 1975, l'auteur note que les médias américains ont initialement été soulagés d'apprendre que l'assassinat de Faysal n'était pas politique et que par conséquent il ne s'accompagnerait pas de changement significatif dans la politique de l'Arabie Saoudite¹¹⁰⁴. Cependant, ce soulagement a été de courte durée car il apparaît l'assassin n'est pas été considéré mentalement instable (comme initialement supposé) et qu'il allait être poursuivi en justice. Selon l'auteur, ce changement remet en question l'idée d'une succession en douceur ainsi que les hypothèses concernant le maintien de la politique américaine dans le golfe Persique et l'accès continu aux ressources pétrolières saoudiennes. Pour l'auteur, l'assassinat marque le début d'une période révolutionnaire et très mouvementée en Arabie Saoudite (et dans les autres pays producteurs du Moyen-Orient). Il évoque deux facteurs particulièrement déstabilisants qui selon lui résultent des richesses pétrolières: l'émergence d'une classe moyenne formée et les attentes grandissantes de celle-ci¹¹⁰⁵.

¹¹⁰² SHEEHAN, Edward. "Will Faisal's Policies Also Die Now?" *The New York Times* [en ligne]. Le 30 mars 1975 [consulté le 21 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹⁰³ HUREWITZ, J.C. "Saudi Arabia: Stability During Transition". *The New York Times* [en ligne]. Le 30 mars 1975 [consulté le 21 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹⁰⁴ "Mentally Deranged". *Nation*. Le 12 avril 1975, vol. 220, n°14. p. 419-420.

¹¹⁰⁵ Ibid: p. 419-420.

Enfin, l'auteur explique que l'assassinat de Faysal signale la défaite prochaine de la politique américaine dans le golfe Persique. A cet effet, il juge la politique américaine de fournir des armements à l'Arabie Saoudite « mentalement dérangée »¹¹⁰⁶.

Le thème de la crainte à l'égard de l'instabilité politique en Arabie Saoudite (et du Moyen-Orient) suite à l'assassinat de Faysal est repris par Edmund Stillman (directeur du Hudson Institute, un think-tank conservateur basé à Washington D.C.) dans le *New York Times* du 26 mars 1975 (l'article s'intitule « Instability in Mideast Oil States »)¹¹⁰⁷.

Stillman interprète l'assassinat de Faysal comme la dernière manifestation d'une série d'expressions de l'instabilité régionale au Moyen-Orient qui était en réalité perceptible bien avant l'embargo pétrolier de 1973-1974. Stillman évoque un bouleversement économique et politique provoqué par la dépendance irresponsable du monde développé du pétrole du golfe Persique; une région intrinsèquement instable selon lui. Stillman explique que le vrai danger réside dans l'instabilité intrinsèque de régimes tels l'Arabie Saoudite (incapables d'absorber leurs immenses richesses pétrolières) qui en font la cible privilégiée d'un coup d'état ou d'une révolution. Le manque de capacités (manque de capital humain et d'infrastructures) et le caractère arriéré de ces pays ne font qu'aggraver les problèmes selon Stillman¹¹⁰⁸.

Pour insister sur la gravité de la situation en Arabie Saoudite (et au Moyen-Orient) dans le contexte de l'assassinat de Faysal, Stillman conclut avec des références aux thèses de Walvoord sur le lien entre les prophéties bibliques et l'évolution du Moyen-Orient suite à l'embargo pétrolier¹¹⁰⁹.

Le ton alarmiste de Stillman est nuancé dans un autre article du *New York Times* du 28 mars 1975 (l'article s'intitule « Rule of Saudi Royal Family is Firm Despite Vaste Social Change »)¹¹¹⁰.

L'auteur Eric Pace (basé à Riyad) affirme que le pouvoir, l'efficacité et les compétences diplomatiques de la famille royale saoudienne ont assuré le calme dans le pays suite à l'assassinat de Faysal. Il note que la présence des princes dans chaque section du gouvernement a facilité cette transition. Pace explique que parmi les familles royales qui

¹¹⁰⁶ Ibid: p. 419-420.

¹¹⁰⁷ STILLMAN, Edmund. "Instability in Mideast Oil States". *The New York Times* [en ligne]. Le 26 mars 1975 [consulté le 21 octobre 1979]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹⁰⁸ Ibid.

¹¹⁰⁹ Ibid.

¹¹¹⁰ PACE, Eric. "Rule of Saudi Royal Family is Firm Despite Vaste Social Change". *The New York Times* [en ligne]. Le 28 mars 1975 [consulté le 21 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

règnent dans le Moyen-Orient, la famille royale saoudienne est exceptionnelle ; elle se distingue par sa taille et sa cohésion¹¹¹¹.

Enfin, il remet en question l'idée selon laquelle tous les membres de la famille royale sont corrompus ou vivent comme des « playboys ». Il laisse entendre que de nombreux princes occupent des fonctions de simples bureaucrates et technocrates¹¹¹².

Le ton relativement rassurant de Pace se retrouve dans un autre de ses articles également paru dans le *New York Times* le 1^{er} avril 1975 (l'article s'intitule « Saudis Will Press Military Build-Up ») où il évoque l'engagement du leadership saoudien pour renforcer les capacités de défense du royaume¹¹¹³. Pace précise alors que cet engagement s'inscrit dans le cadre du soutien saoudien pour la cause arabe (en référence à la question palestinienne notamment)¹¹¹⁴.

Enfin, nous notons que le transfert de facto du pouvoir au prince héritier Fahd suite à l'assassinat du roi Faysal aura comme résultat un approfondissement de la relation américano-saoudienne « spéciale ». En 1975, le prince Fahd était perçu par les responsables américains comme encore plus déterminé que Faysal à moderniser l'Arabie Saoudite et moins préoccupé que ce dernier par le jeu d'équilibre délicat entre les forces conservatrices et les forces progressives de la société saoudienne. Fahd semblait en effet prêt à poursuivre le processus de modernisation de l'Arabie Saoudite même si cela supposait le recours à des milliers d'immigrés¹¹¹⁵.

Sur le plan politique international, Fahd a apporté un soutien sans réserve aux États-Unis. Contrairement à Faysal, il manque cependant à Fahd de l'expérience, de l'habileté dans les négociations et un sens stratégique. Alors que Faysal s'était toujours assuré de la réciprocité dans les relations avec les États-Unis, Fahd donnait sans réserve ce qui le rendait certes très populaire auprès des responsables américains mais risquait de le mettre en danger sur le plan intérieur. À cette époque, les Américains cherchaient des financiers pour des opérations étrangères secrètes dans un contexte où le Congrès s'opposait avec vigueur à ce type de campagnes¹¹¹⁶.

¹¹¹¹ Ibid.

¹¹¹² Ibid.

¹¹¹³ PACE, Eric. « Saudis Will Press Military Build-Up ». *The New York Times* [en ligne]. Le 1^{er} avril 1975 [consulté le 21 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹¹⁴ Ibid.

¹¹¹⁵ BRONSON: op. cit. p. 136-139.

¹¹¹⁶ Ibid: p. 136-139.

L'Administration Carter sera l'une des nombreuses bénéficiaires de la politique étrangère de Fahd avec la convergence des intérêts américains et saoudiens qui s'opère dans le cadre du prosélytisme saoudien et de la politique d'endiguement de l'Administration Carter (dont les objectifs principaux étaient l'endiguement de l'expansion soviétique et de l'influence chiite suite à la révolution islamique de 1979). La coopération stratégique entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite commencera en juillet 1979¹¹¹⁷. On observe qu'un coup marxiste eut lieu en Afghanistan en avril 1978¹¹¹⁸. Celui-ci a eu pour résultat de propulser Nur Muhammad Tariki au pouvoir. En mars 1979, Taraki avait réclamé de l'aide soviétique directe ce qui a alerté le Pakistan, l'Arabie Saoudite et les États-Unis. Cette évolution amène les responsables pakistanais et saoudiens à s'approcher de Washington afin de sonder l'intérêt des responsables américains pour fournir de l'aide à la résistance afghane. Le leadership saoudien laisse entendre qu'il serait prêt à financer des efforts anti-soviétiques conduits par Washington. Dans ce contexte, le président Carter signe un décret présidentiel qui autorise une opération secrète dont l'objectif est de fournir de la propagande et des équipements « non-militaires » aux résistants afghans (les fameux moudjahidines ou « freedom fighters » en anglais selon le terme employé par le président Reagan). Cette opération prendra finalement des proportions énormes, s'appuyant sur les capacités financières de l'Arabie Saoudite et le soutien logistique des services de renseignement pakistanais (ISI). Washington contribuera à hauteur du financement saoudien « officiel »¹¹¹⁹.

Il est intéressant de noter que la coopération stratégique entre les États-Unis et de l'Arabie Saoudite en Afghanistan ne commence pas sous la présidence de Reagan comme habituellement supposé, mais sous l'Administration Carter. En revanche, cette coopération va s'approfondir sous Reagan avec les conséquences que nous connaissons aujourd'hui¹¹²⁰.

Le siège de la Grande Mosquée de la Mecque

Comme suggéré auparavant, la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque (qui se déroule entre le 20 novembre 1979 et le 4 décembre 1979) coïncide avec la révolution islamique et la prise d'otage de l'ambassade américaine à Téhéran (qui dure du 4 novembre 1979 au 20 janvier 1981). Cette coïncidence explique certainement l'analyse initiale des

¹¹¹⁷ LITTLE, Douglas. *American Orientalism: The United States and the Middle East Since 1945*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press (2002), 2004. p. 146-155.

¹¹¹⁸ Ibid: p. 146-155.

¹¹¹⁹ BRONSON: op. cit. p. 145-150.

¹¹²⁰ Ibid: p. 145-150.

experts et des responsables américains qui établissent un lien entre ces deux événements. Cette concomitance sera instrumentalisée par le leadership iranien qui va se servir des rumeurs sur l'implication des États-Unis dans « les événements sanglants du siège de la Mecque » pour alimenter les sentiments anti-américains dans le monde musulman. L'effusion du sang s'est produite lorsque les autorités saoudiennes ont cherché à disperser les assaillants qui se sont trouvés dans les enceintes de la Mosquée. Ces rumeurs sont à l'origine d'une série d'évènements qui vont provoquer des émeutes à l'ambassade américaine d'Islamabad qui se soldent par la mort de deux citoyens américains et la prise en otage de 137 personnes. Ces personnes seront finalement libérées par des militaires pakistanais. On note également des manifestations contre des intérêts américains au Bangladesh et en Turquie et ailleurs dans le monde musulman¹¹²¹.

Sur un plan émotionnel et psychologique, le siège de la Mecque va renforcer les sentiments de fragilité chez les responsables et le public américain nés des événements en Iran. Le siège de la Mecque est perçu comme une preuve supplémentaire de l'ascendance de l'islamisme terroriste sur le plan international et implicitement comme un signe de la colère dirigée contre les États-Unis (et l'Occident en général) dans le monde musulman. Ces sentiments seront amplifiés par les émeutes de l'ambassade américaine d'Islamabad et d'autres réactions de mécontentement dirigées contre les États-Unis.

En raison de la décision du leadership saoudien de « verrouiller » tous les canaux d'information vers le monde d'extérieur afin de mitiger la perte de prestige associée au siège de la Mecque, la couverture médiatique demeure initialement très éparse. Une comparaison de la couverture de la presse d'élite (telle que celle offerte par le *New York Times*) et de la couverture télévisuelle du siège de la Mecque nous amène néanmoins à conclure que la première citée apporte des informations à la fois plus approfondies et plus détaillées que la couverture télévisuelle. Cette différence s'explique par des caractéristiques propres aux médias en question mais également par l'accès plus important aux sources (dans le cas du *New York Times*). En effet, les journalistes de télévision disposent d'un temps limité pour exposer leurs sujets et sont contraints par des facteurs commerciaux de rendre les informations accessibles et intéressantes pour un large public. Il existe également un facteur de divertissement et de sensation dans les informations télévisuelles, même si ces éléments étaient moins prononcés en 1979 qu'en 2010.

¹¹²¹ TROFIMOV: op. cit. p.104-116.

De manière générale, le siège de la Mecque a été largement suivi par les médias américains même si une majorité de l'attention médiatique s'est concentrée sur l'évolution de la crise des otages américains à Téhéran. À cet égard, il est intéressant de noter que le rôle joué par la France dans le dénouement du siège de la Mecque n'est pas du tout évoqué que ce soit à la télévision ou dans la presse.

Enfin, nous soulignons que la prise de la Mecque coïncide avec le pèlerinage annuel (le Hajj) ce qui explique que de très nombreux pèlerins se retrouvent dans la Mosquée. Cela implique une exposition médiatique garantie dans la mesure où le monde musulman suit le pèlerinage à la radio. Le pèlerinage est également couvert par les médias occidentaux en raison des enjeux sécuritaires et de la concentration du monde musulman à la Mecque¹¹²².

Les mesures de sécurité prises par le gouvernement saoudien en temps normal à l'occasion du pèlerinage à la Mecque sont évoquées dans un article du *New York Times* le 21 novembre 1979 (alors que le siège n'est pas encore rapporté par le quotidien)¹¹²³. Le correspondant spécial du *New York Times* (qui n'est pas nommé) note que lors du Hajj environ 80000 musulmans étrangers transitent par la Mecque où ils sont surveillés par 17000 agents de sécurité et autres forces sécuritaires. L'auteur remarque que les mesures de sécurité à la Mecque ont été renforcées en 1979; probablement en raison des événements en Iran et de la discorde suscitée dans le monde arabe par le traité de paix conclu entre l'Égypte et Israël¹¹²⁴.

Entre le 20 novembre et le 7 décembre 1979 (lorsque le roi Khaled décide de la réouverture officielle de la Grande Mosquée de la Mecque), les chaînes de télévision américaines suivent au jour le jour la crise des otages américains de Téhéran et le siège de la Mecque. Pour la plupart d'entre eux, la couverture de ces événements a pour cadre les émissions d'information de début de soirée (entre 17h30 et 18h30); un moment où une majorité d'Américains rentre du travail ou dîne. On note également quelques reportages spéciaux (notamment sur la chaîne *NBC*) sur l'islam et les relations entre l'islam et l'Occident. Tous ces facteurs expliquent en grande partie l'impact important de ces événements sur le public américain qui a pu suivre le développement des sentiments anti-américains dans le monde musulman en temps réel.

Ainsi, l'attaque contre la Grande Mosquée sera évoquée sur *CBS*, *NBC* et *ABC* dans des séquences très courtes (d'une durée de 30 secondes en moyenne) lors d'émissions

¹¹²² Ibid: p.63.

¹¹²³ "Influx to Mecca a strain on Saudis". *The New York Times* [en ligne]. Le 21 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹²⁴ Ibid.

d'information en début de soirée. Ce n'est que le 21 novembre que des reportages plus longs seront consacrés au siège de la Mecque et qu'un lien potentiel est établi entre cet événement, la révolution islamique et les émeutes de l'ambassade américaine d'Islamabad. Ces reportages reprennent les menaces de tuer les otages si les États-Unis tentaient de les libérer, ainsi que les accusations d'Ayatollah Khomeiny sur l'implication des États-Unis dans le siège de la Mecque.

Un reportage spécial de *NBC*, d'une durée d'environ 28 minutes, est consacré à la crise en Iran et à sa propagation dans le Moyen-Orient qui, selon la chaîne de télévision, se manifeste au travers du siège de la Mecque et des émeutes à l'ambassade américaine à Islamabad¹¹²⁵.

Le 22 novembre, un reportage d'environ 6 minutes sur les émeutes d'Islamabad sera diffusé juste après 17h par *NBC*¹¹²⁶. La propagation des sentiments anti-américains au Bangladesh, en Turquie et à Lahore (Pakistan) est évoquée, ainsi que la propagande syrienne qui attribue la responsabilité de ces événements à Washington, au Caire et à Tel-Aviv (sous-entendu au traité de paix qui vient d'être conclu entre l'Égypte et Israël).

Enfin, la réunion de certains membres de l'Administration Carter à Camp David (où la crise iranienne sera évoquée) est également mentionnée¹¹²⁷.

Le 23 novembre, la chaîne *CBS* évoque l'appartenance des assaillants de la Mecque à une secte fanatique dans un reportage de 40 secondes. Il est désormais établi que les acteurs du siège ne sont pas des chiites¹¹²⁸.

Le 25 novembre (toujours sur la chaîne *CBS*), le secrétaire au Trésor William Miller demande à l'Arabie Saoudite de continuer à vendre davantage de pétrole aux États-Unis dans le contexte de la crise iranienne¹¹²⁹.

Le 28 novembre, la chaîne *NBC* annonce que les troubles de la Mecque sont presque arrivés à leur terme. Un film est diffusé où l'on compare l'état de la Grande Mosquée de la Mecque avant et après son siège¹¹³⁰.

¹¹²⁵ *NBC*, le 21 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹¹²⁶ *NBC*, le 22 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹¹²⁷ Ibid.

¹¹²⁸ *CBS*, le 23 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹¹²⁹ *CBS*, le 25 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹¹³⁰ *NBC*, le 28 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

Le contexte du siège est évoqué plus en profondeur dans un reportage de *CBS*, le 28 novembre également. Le présentateur Walter Cronkite constate que les travaux de restauration de la Grande Mosquée, qui a connu des dégradations importantes lors du siège, ont commencé. Dans le même temps, les forces saoudiennes sont en train de chercher des assaillants armés qui se cachent dans la Mosquée. Selon des informations fournies par les autorités saoudiennes, il y aurait de nombreuses victimes¹¹³¹.

Enfin, le 7 décembre, la chaîne *CBS* annonce la réouverture de la Grande Mosquée de la Mecque en présence du roi Khaled.

Nous notons également la diffusion d'un reportage spécial sur l'islam d'une durée d'environ 5 minutes sur la chaîne *NBC*, le 15 janvier 1980. Le reportage évoque des tensions entre le monde musulman et l'Occident d'une part et des tensions suscitées dans les sociétés musulmanes traditionnelles par la modernisation d'autre part. Le ministre des affaires étrangères omannien, Quais Al-Zawani, est interviewé dans ce reportage. Il affirme qu'un « choc violent » s'est opéré entre l'islam et la modernité¹¹³².

En revanche, le *New York Times* fournit des informations détaillées sur les assaillants de la Grande Mosquée dès le 21 novembre. Dans « Iranian Pilgrims Tell of Mecca Attack », le correspondant spécial du *New York Times* (qui n'est pas nommé) affirme que l'attaque contre la Grande Mosquée de la Mecque (décrite comme « le site le plus saint de l'islam ») a été conduite par un homme qui s'est promené à Mecque des jours durant et qui prétendait être le douzième Imam de l'islam (où le Messie comme suggéré auparavant)¹¹³³. Cet homme, accompagné d'environ cent disciples armés de mitrailleuses israéliennes, a saisi la Mosquée lors de la première prière du matin qui se déroulait vers quatre heures. L'homme se serait saisi du microphone de l'Imam et se serait autoproclamé le douzième Imam¹¹³⁴.

Ces informations sont fournies par un pèlerin chiite avec qui l'auteur s'est entretenu. Selon ce témoin, la Mosquée a rapidement été entourée de milliers de soldats saoudiens. L'auteur évoque au moins 80 victimes lorsque les troupes saoudiennes ont tenté de reprendre le contrôle de la Mosquée¹¹³⁵.

¹¹³¹ *CBS*, le 28 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹¹³² Ibid.

¹¹³³ «Iranian Pilgrims Tell of Mecca Incidents». *The New York Times* [en ligne]. Le 21 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹³⁴ Ibid.

¹¹³⁵ Ibid.

Dans un autre article du *New York Times* (l'article s'intitule « Gun men Still Hold Mecca Mosque; Identity and Motives are unclear »), du 21 novembre également, le correspondant spécial note que les assaillants contrôlent toujours la Mosquée et que leurs motifs et leurs identités demeurent inconnus¹¹³⁶.

Le 25 novembre, le *New York Times* rapporte une attaque menée par les autorités saoudiennes contre les assaillants de la Grande Mosquée de la Mecque la veille au soir suite à une fatwa déclarée par 32 leaders religieux qui autorise l'utilisation de la force au sein de la Mosquée afin de disperser les assaillants. Selon le *New York Times*, 50 000 pèlerins se trouvaient dans la Mosquée au moment de l'attaque des islamistes saoudiens. Selon des sources diplomatiques citées par le *New York Times* (le quotidien ne précise pas lesquelles), la bataille finale a été violente et dramatique et a fait de nombreuses victimes. Toutefois, certains des assaillants ont réussi à s'évader au travers des flammes.

Selon les mêmes sources diplomatiques, l'attaque contre les assaillants a été menée par des troupes de la Garde nationale (qui pour rappel ont été formées par la Vinnel Corporation).

Enfin, des sources officielles évoquent la mort de responsables saoudiens durant la bataille¹¹³⁷.

La propagation des sentiments anti-américains dans le monde musulman est évoquée dans plusieurs articles parus dans le *New York Times* entre le 20 novembre 1979 et la fin du mois de décembre 1979. A titre d'exemple, nous citons « Students in Islamabad see a growing Islamic uprising » du 26 novembre 1979 et « Explosion in the Moslem World : A roundtable on Islam » du 11 décembre 1979¹¹³⁸.

Dans « Explosion in the Moslem World : A roundtable on Islam », des experts du monde musulman (historiens, politologues, spécialistes régionaux et spécialistes de l'islam) sont invités par le *New York Times* à discuter des valeurs islamiques et de la manière dont elles peuvent influencer les actions politiques en Iran et dans d'autres pays musulmans. Ces experts partagent tous le même avis ; les politiques et les actions américaines sont en partie responsables de cette évolution et elles vont continuer à influencer le monde musulman dans le futur (de manière positive ou négative).

¹¹³⁶ «Gun men still hold Mecca mosque; Identity and motives are unclear». *The New York Times* [en ligne]. Le 21 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹³⁷ «Saudi forces stage assault on Mosque». *The New York Times* [en ligne]. Le 25 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹³⁸ «Students in Islamabad see a growing Islamic uprising». *The New York Times* [en ligne]. Le 26 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

«Explosion in the Moslem World: A Roundtable on Islam». *The New York Times* [en ligne]. Le 11 décembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Les experts invités sont Leonard Bender (professeur d'histoire à l'Université de Californie à Los Angeles, UCLA), Majid Khadduri (directeur du Center for Middle East Studies à l'Université John Hopkins), Fouad Ajami (professeur de sciences politiques à l'Université de Princeton), Bruce Lawrence (professeur d'histoire religieuse à l'Université de Duke), Wilfred Calwell Smith (professeur d'histoire des religions comparatives à l'Université d'Harvard) et enfin Nikkie Keddie (professeur d'histoire à UCLA)¹¹³⁹.

L'animateur de cette discussion (qui n'est pas nommé) demande aux participants d'expliquer ce que les Américains doivent penser lorsqu'ils voient à la télévision des individus en Iran ou ailleurs qui scandent « à bas les États-Unis » ou « à mort les Américains »? S'agit-il d'une réaction à l'alliance entre les États-Unis et l'Iran ou bien est-ce, au contraire, l'expression d'un renouveau plus large de l'islam? Enfin, ce renouveau pourrait-il constituer une menace pour intérêts américains?¹¹⁴⁰

Leonard Bender pense que les forces politiques en Iran se manifestent en fonction d'une « structure islamique » dans laquelle l'islam est instrumentalisé à des fins politiques. En Arabie Saoudite, au Maroc et en Libye, en revanche, les institutions et les symboles religieux sont identifiés avec le régime existant plutôt qu'à une transformation révolutionnaire. Dans ce contexte, ce que nous percevons comme un renouveau d'islam résulte peut-être de la convergence entre les symboles religieux et l'opposition dans certains pays¹¹⁴¹.

Majid Khadduri, pour sa part, affirme que l'islam est une sorte de superstructure qui comprend divers groupuscules ethnico-culturels avec des variations géographiques. Il pense que l'on assiste en 1979 à un renouveau de l'islam dans le même sens qu'un tel renouveau s'est opéré dans les années 1890, 1920 et 1950¹¹⁴².

Wilfred Calwell Smith considère la question dangereuse si le renouveau de l'islam constitue une menace pour les intérêts américains dans la mesure où cela suppose un « choc de civilisations ». Dans cette perspective, l'Occident représente également une menace pour le monde musulman selon lui¹¹⁴³.

Enfin, Fouad Ajami note que les régimes conservateurs (tels que l'Arabie Saoudite) se servent de la notion de choc de civilisations alors qu'ils continuent à importer la technologie

¹¹³⁹ Ibid.

¹¹⁴⁰ Ibid.

¹¹⁴¹ Ibid.

¹¹⁴² Ibid.

¹¹⁴³ Ibid.

occidentale. Ajami suggère qu'en définitive les États-Unis sont perçus au Moyen-Orient comme la dernière vague du colonialisme¹¹⁴⁴.

d) La controverse suscitée par le documentaire dramatisé Death of a Princess dans les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite

Comme suggéré auparavant la diffusion du téléfilm *Death of a Princess* à la télévision américaine en mai 1980 a suscité une controverse importante dans les relations américano-saoudiennes¹¹⁴⁵. Ce qui pose problème pour le leadership saoudien au delà de la thématique du documentaire (l'exécution publique d'une princesse saoudienne et de son amant pour adultère) et du fait que le documentaire expose la vie privée de la famille royale saoudienne, est l'image qui ressort de la femme - symbole de l'honneur dans le système de valeurs saoudien. Les critiques soulevées en Occident à l'égard de ces valeurs sont perçues comme un outrage par le leadership saoudien qui se montre indigné devant le fait que le monde extérieur (en l'occurrence des « infidèles ») puisse critiquer les coutumes saoudiennes¹¹⁴⁶. Aux yeux du leadership saoudien ainsi que des Saoudiens issus de la technocratie et de la bureaucratie et des oulémas, l'image des valeurs saoudiennes qui ressort de ce téléfilm est erronée et déformée. Ces opinions sont partagées par certains experts américains et des experts d'origine arabe et musulmane qui vivent aux États-Unis¹¹⁴⁷.

Death of a Princess est basé sur des entretiens menés par le journaliste et metteur en scène Anthony Thomas au Moyen-Orient suite à l'exécution de la princesse saoudienne Mishail Bent Fahd Ben Mohammed (la petite-fille de Mohammed Ben Abdul Aziz al-Saoud, un frère aîné du roi Khaled) et de son amant Khalid Mahallah pour adultère en juillet 1977. Dans le téléfilm, le rôle de Thomas est incarné par l'acteur Christopher Rider. Le film, qui a été tourné à Beyrouth, au Caire et à Londres, a été diffusé pour la première fois en Grande Bretagne le 9 avril 1980. Il a été suivi par un public significatif (environ 10 millions de téléspectateurs). La diffusion a suscité de très vives réactions du leadership saoudien qui a qualifié le film « d'attaque inédite portée à l'islam et à ses 60 millions de pratiquants et à la

¹¹⁴⁴ Ibid.

¹¹⁴⁵ *Death of a Princess*. ATV et WGBH, Royaume Uni, 1980. Consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en mars 2008.

¹¹⁴⁶ TINGAY, Michael. "The House of Saud is Ashamed". *The New York Times* [en ligne]. Le 14 mai 1980 [consulté le 21 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹⁴⁷ *Death of a Princess: The Arab Dilemma*. PBS, le 12 mai 1980. Consulté au département audiovisuel de la Library of Congress, Washington en avril 2010.

vie saoudienne qui constitue le cœur du monde musulman ». Le 23 avril, le gouvernement saoudien a renvoyé l'ambassadeur britannique James Craig de Djeddah. On dénote également des menaces de représailles sur les relations commerciales entre l'Arabie Saoudite et la Grande Bretagne¹¹⁴⁸.

Death of a Princess a été diffusé le 12 mai 1980 par PBS aux États-Unis. Cette diffusion a été suivie d'une émission débat (*Death of a Princess : The Arab Dilemma*) animée par le journaliste Michael Dukakis (candidat démocrate à la présidentielle de 1988). Les invités étaient des experts américains issus du Moyen-Orient¹¹⁴⁹ et le débat sera était consacré au « conflit » entre la modernité et la vie saoudienne traditionnelle qui semble s'opérer en Arabie Saoudite et dont *Death of a Princess* constitue l'une des illustrations¹¹⁵⁰.

La controverse suscitée par *Death of a Princess* amène le leadership saoudien à contraindre les responsables d'ATV et de WGBH à introduire des remarques expliquant que le téléfilm est une reconstruction dramatisée de certains événements qui se sont déroulés en Arabie Saoudite entre 1976 et 1978. Ces remarques démontraient également que l'égalité de tous devant la loi est un principe essentiel dans l'islam, même s'il s'agit d'une princesse saoudienne qui est condamnée à mort pour adultère¹¹⁵¹. Comme indiqué auparavant, l'Arabie Saoudite protestera et la compagnie pétrolière Mobil Oil (également l'un des financiers principaux de PBS) mènera une campagne publicitaire dans le *New York Times*. Cela n'empêchera pas le porte parole de PBS, Mark Harrad de déclarer que : « Mobil est impliqué dans la production pétrolière tandis que nous sommes impliqués dans la production libre de l'information et du premier amendement (en référence à la liberté d'expression assurée par le premier amendement de la constitution américaine) ». Au final, 38 stations de PBS dans 13 États choisissent de ne pas diffuser le téléfilm (dont 5 stations en Caroline du Sud où les intérêts saoudiens dans l'immobilier sont importants)¹¹⁵².

Parmi les experts invités de l'émission débat *Death of a Princess : An Arab Dilemma*, nous citons Judith Kipper (journaliste rattaché à l'American Enterprise Institute, un think-tank

¹¹⁴⁸ BROCKMAN, David. "Death of a Princess". Le 2 juillet 2005 [consulté en ligne le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.transdiffusion.org/emc/behindthescreens/princess.php>

GROSSMAN, Lawrence K. et MINOW, Newton N. "The Reagans" What CBS Should Have Done". *Columbia Journalism Review* [en ligne]. Juin 2003 [consulté le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.cjr.org/issues/2003/6/reagans-grossman.asp>

WHITE, Thomas et GANLEY, Gladys. *The "Death of a Princess" Controversy*. Center for Information Policy Research, Harvard University, septembre 1983. p. 1-50.

¹¹⁴⁹ *Death of a Princess: The Arab Dilemma*. PBS, le 12 mai 1980. Consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010.

¹¹⁵⁰ Ibid.

¹¹⁵¹ BROCKMAN: op. cit. Disponible sur: <http://www.transdiffusion.org/emc/behindthescreens/princess.php>

¹¹⁵² BROCKMAN, David. "Death of a Princess". Le 2 juillet 2005 [consulté en ligne le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.transdiffusion.org/emc/behindthescreens/princess.php>

conservateur), Peter A. Iseman (arabisant et correspondant d'*Harper's Magazine*), Andrew Duncan (journaliste britannique), Clovis Maksoud (observateur à l'ONU pour la Ligue arabe), l'Imam Muddasir Siddiqui et enfin Robert Fisher (professeur de droit à l'Université d'Harvard). Les représentants issus du Moyen-Orient (l'Imam Muddasir Siddiqui et l'ambassadeur Maksoud) considèrent que le téléfilm présente une image déséquilibrée du monde de l'islam, les préoccupations liées au sexe et à la question palestinienne notamment sont exagérées. Ils pensent que le film est basé sur des preuves sélectives qui renforcent les stéréotypes préexistants de l'islam.

Peter Iseman considère pour sa part que *Death of a Princess* est divertissant. En revanche, le film ne présente aucun apport en termes de connaissances sur l'islam, le Moyen-Orient ou pour élucider « le mystère de l'islam ». Judith Kipper explique que les valeurs saoudiennes ne peuvent pas être comprises à partir d'une perspective occidentale.

Andrew Duncan estime qu'il est difficile de se faire une opinion de la société saoudienne dans la mesure où celle-ci est intrinsèquement fermée aux Occidentaux.

Bien que ne participant pas à cette émission débat, James E. Akins est cité. Il explique que les Saoudiens ont été traumatisés par la représentation très négative de l'Arabie Saoudite et des valeurs saoudiennes qui ressortent dans *Death of a Princess*.

Nous tenons également à citer l'étude *The « Death of a Princess » Controversy* conduite par Thomas White and Gladys Ganley (en septembre 1983) dans le cadre du programme sur la politique d'information de l'Université de Harvard¹¹⁵³. Dans le sommaire de cette étude les auteurs expliquent que « la controverse suscitée par le téléfilm *Death of a Princess* est symptomatique d'un développement plus large dont la signification politique et économique commence juste à être appréciée ». Ils interprètent cette controverse comme un « affrontement » entre l'Arabie Saoudite- pays indépendant qui contrôle des sources énergétiques majeures- et de nombreux autres pays- parmi lesquels de nombreuses démocraties- qui défendent la liberté d'expression. Ils constatent qu'en raison du sentiment de menace ressenti par le leadership saoudien, l'Arabie Saoudite a instrumentalisé son pouvoir pétrolier et économique grandissant afin d'empêcher la diffusion du film¹¹⁵⁴.

Enfin, White et Ganley attirent l'attention sur le fait que les différences culturelles et sociales d'une part et les pratiques légales et religieuses d'autre part ressortent comme des facteurs clés dans cette controverse. Ils mettent également l'accent sur l'interdépendance

¹¹⁵³ WHITE, Thomas et GANLEY, Gladys. *The «Death of a Princess» Controversy*. Center for Information Policy Research, Harvard University, septembre 1983. p. 1-50.

¹¹⁵⁴ Ibid: p. 1-50.

accrue sur le plan international entre l'importance grandissante des médias internationaux et l'évolution récente des technologies d'information qui coïncide avec les changements soudains provoqués par les richesses pétrolières immenses sur la société saoudienne traditionnelle¹¹⁵⁵.

2. L'évolution de « l'image » de l'Arabie Saoudite dans l'opinion publique américaine entre décembre 1974 et décembre 1978. Que s'est-il passé?

Au début de l'année 1976, les craintes à l'égard des menaces posées par les pétrodollars contre l'économie américaine commencent à se dissiper. Cela s'explique en partie par le fait que la plupart des pays producteurs de pétrole se sont montrés très dépensiers et ont de ce fait contribué à la création de marchés de luxe pour les marchandises américaines, européennes et japonaises. Surtout, les prévisions de certains spécialistes du pétrole et des économistes américains qui pensaient que l'afflux massif des revenus pétroliers vers les pays producteurs arabes allait paralyser les systèmes financiers et industriels mondiaux, se sont révélées fausses.

Comme suggère auparavant, l'Arabie Saoudite demeure un État féodal dont les besoins d'assistance en matière de développement industriel, agricole et administratif sont immenses. Les États-Unis y perçoivent donc un potentiel très important à la fois sur les plans commerciaux et stratégiques qui devrait permettre le maintien de la dominance américaine dans le royaume.

Ces sentiments ressortent dans un article de *TIME Magazine* du 16 janvier 1976 (l'article s'intitule « Oil : Living with OPEC »)¹¹⁵⁶.

Selon l'auteur, le changement d'attitude de l'opinion publique américaine à l'égard des « pétrodollars » s'explique en partie par la stratégie collective de « résistance » de l'OPEP. Provoquer des désaccords dans ce contexte de « front concerté » (notamment entre l'Arabie Saoudite et l'Iran) nécessiterait des mesures « extraordinairement perturbatrices » de la part des États-Unis. À la place, les États-Unis cherchent à influencer l'OPEP avec une approche

¹¹⁵⁵ Ibid: p. 1-50.

¹¹⁵⁶ “Oil Living with OPEC”. *TIME Magazine* [en ligne]. Le 16 janvier 1976 [consulté le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.timemagazine.com>

« accommodante » à l'égard de l'Arabie Saoudite; « le producteur le plus important et le plus influent de l'OPEP »¹¹⁵⁷.

Le « front concerté » entre l'Arabie Saoudite et de l'Iran, auquel l'auteur fait allusion, trouve son origine dans le changement de position du Shah d'Iran à l'égard du prix du pétrole qui s'opère entre 1976 et 1977. Vers la fin de l'année 1976, le Shah se rend compte que l'accumulation des pétrodollars risque de provoquer la désintégration du tissu économique et social de la société iranienne. Par conséquent, il décide d'adopter une politique pétrolière plus modérée¹¹⁵⁸.

À cet égard, le changement d'attitude à l'égard de l'Arabie Saoudite qui s'opère aux États-Unis entre 1974 et 1978 (le thème de cette sous-partie) s'explique principalement par des intérêts économiques et stratégiques communs et non par des sentiments de proximité dans le domaine des valeurs. Les avantages économiques et stratégiques sont considérés suffisamment importants pour réconcilier les antagonismes entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite dans le domaine politique, social et idéologique. D'un point de vue stratégique, les intérêts américains et saoudiens convergent avec la politique d'endigement du communisme ce qui, pour Riyad, se traduit par la propagation du wahhabisme sur le plan régional et international. Nous avons vu que les capacités financières considérables de l'Arabie Saoudite constituent un élément très intéressant à une époque où le Congrès s'oppose aux opérations secrètes à l'étranger. De ce fait, l'interprétation saoudienne très orthodoxe de l'islam sunnite, bien que perçue comme un anachronisme par les responsables américains (ainsi qu'une violation des droits de l'homme pour ce qui concerne le statut de la femme notamment), apparaît clairement positive pour les États-Unis d'un point de vue stratégique. Cela est illustré par, l'endigement de l'expansion communiste en Afrique et en Asie du Sud-ouest (notamment au Pakistan et en Afghanistan) et l'expansion chiite suite à la révolution islamique. D'un point de vue stratégique, la cooptation et le financement des oulémas radicaux suite au siège de la Grande Mosquée de la Mecque sont perçus de manière positive par les responsables américains dans la mesure où cela semble garantir le statu quo et implicitement l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes. D'un point de vue démocratique, le pas en arrière représenté par cette cooptation et ce financement a été dénoncé aux États-Unis. Comme dans bien d'autres cas cependant, les considérations stratégiques américaines prévalent sur les valeurs démocratiques.

¹¹⁵⁷ Ibid.

¹¹⁵⁸ Ibid.

Au moins trois images relativement stables de l'Arabie Saoudite ressortent aux États-Unis en 1980, l'année qui marque la fin de la période traitée dans cette seconde partie.

Première image, le partenaire stratégique et commercial, qui s'apparente davantage à un partenariat de circonstance bien que sur le plan officiel les responsables américains et saoudiens cherchent à ériger celui-ci en « relation spéciale »¹¹⁵⁹.

Seconde image, l'Arabie Saoudite apparaît comme l'ennemi d'Israël et se sert de ses revenus pétroliers pour financer les terroristes de l'OLP et d'autres forces radicales. L'Arabie Saoudite est un anachronisme, un État féodal, antidémocratique et répressif où les femmes ne sont autorisées ni à travailler dans le même bureau que les hommes ni à conduire. Aussi, les femmes ne peuvent pas porter de mini-jupe tandis que la mixité et le cinéma sont bannis.

Dernière image, l'Arabie Saoudite est un pays qui dégage un certain romantisme, exotisme et fascination au travers de la cohabitation d'éléments « anciens » et modernes avec la présence simultanée des gratte-ciels et des bédouins, des Rolls Royce et des chameaux.

Ces différentes images cohabitent donc dans l'imaginaire des Américains et seront activées selon les circonstances.

Un sondage du CCFR de décembre 1978 montre que l'opinion publique américaine a validé l'image du partenariat stratégique et économique¹¹⁶⁰.

Comme en 1974, le sondage est effectué auprès du public américain (en 1978 l'échantillon comprend 1546 sondés âgés de 18 ans ou plus) et du leadership d'opinion (dont 366 individus qui occupent des postes à responsabilité et ont une connaissance et une influence sur les affaires internationales et la politique étrangère)¹¹⁶¹. Contrairement au sondage de 1974 dans lequel l'Arabie Saoudite n'est pas nommée spécifiquement mais incluse dans le terme « pays arabes producteurs de pétrole », le sondage de 1978 cite clairement l'Arabie Saoudite. Le nom de l'Arabie Saoudite ressort dans une question où le CCFR demande aux sondés de classer un certain nombre de pays selon leur degré d'importance à l'égard des intérêts vitaux des États-Unis d'un point de vue économique, politique ou stratégique.

Dans ce classement, l'Arabie Saoudite est citée comme vitale pour les intérêts des États-Unis par 80% du public et 95% des leaders d'opinion. Israël occupe la troisième place après le

¹¹⁵⁹ Voir Cheikh Faysal Alhegelan. *Perspective on Saudi Arabia* publié par l'Ambassade de l'Arabie Saoudite à Washington D.C., 1980.

¹¹⁶⁰ REILLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy 1979*. Chicago: The Chicago Council of Foreign Relations, 1979. p. 1-34.

¹¹⁶¹ Ibid: p. 1-34.

Japon avec 78% du public et 91% des leaders d'opinion. L'Iran apparaît à la dixième place, cité par 67% du public et 92% des leaders d'opinion après l'Allemagne de l'ouest et avant Cuba¹¹⁶².

En revanche, l'Arabie Saoudite se situe juste en dessous du seuil d'indifférence quand il s'agit des sentiments de proximité à l'égard de certains pays, tel que défini par le CCFR. Par comparaison, les sondés témoignent de sentiments relativement chaleureux à l'égard d'Israël et de la France¹¹⁶³.

Parmi les autres éléments qu'il nous semble intéressant de mentionner figure la préoccupation du public pour le pétrole qui a diminué par rapport en 1974 (comme suggéré auparavant). Le pétrole était considéré comme un problème par 9% du public et 7% des leaders d'opinion en 1978 (contre 41% par les leaders d'opinion en 1974)¹¹⁶⁴.

Les préoccupations idéologiques du public méritent également d'être évoquées même si elles semblent avoir diminué. Seulement 2% du public mentionne le communisme comme une question de politique étrangère majeure et seulement 1% du public cite les droits de l'homme comme une préoccupation majeure alors que ces éléments sont avancés comme des préoccupations majeures par l'Administration Carter.

À cet égard, il est intéressant de constater que « l'échange » et le « dialogue » ont remplacé l'endiguement comme objectif majeur de la politique étrangère. Dans le même temps, les leaders- à l'image du leadership d'opinion- se préoccupent davantage du positionnement des États-Unis sur le plan international par rapport à l'Union soviétique. A titre d'exemple, 56% du public et 39% du leadership d'opinion pense que les États-Unis sont dépassés par l'Union soviétique en matière de pouvoir et d'influence. Ces illustrations recouvrent d'autant plus d'intérêt que l'endiguement du communisme et l'endiguement de l'influence chiite après la révolution islamique seraient les bases de la coopération stratégique entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite à partir de 1979. Comme nous l'avons vu, cette coopération va s'intensifier dans les années 1980 sous l'Administration Reagan avec le financement des moudjahidines lors de la guerre en Afghanistan de 1979 à 1989¹¹⁶⁵.

Les images du partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, et notamment l'image de la relation américano-saoudienne « spéciale », sont contestées par un

¹¹⁶² Ibid: p. 1-34.

¹¹⁶³ Ibid: p. 1-34.

¹¹⁶⁴ Ibid: p. 1-34.

¹¹⁶⁵ Ibid: p.1-34.

article de Steven J. Rosen (un responsable d'AIPAC) publié par la revue *Commentary* en juin 1978 (l'article s'intitule « Arms and the Saudi connection »)¹¹⁶⁶.

Les auteurs évoquent le statut « spécial » récemment conféré par l'Administration Carter à la relation entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Ils considèrent cette décision très significative car l'emploi du mot « spécial » fait référence à la satisfaction, la garantie et la cordialité. Ce terme évoque également quelque chose de rare et d'exceptionnel qui doit être honoré et protégé. Pour illustrer ces propos, les auteurs citent une déclaration récente du président Carter pour qui « le futur de l'Arabie Saoudite et des États-Unis sont liés de manière irrévocable. » Si ce genre de déclaration découle normalement d'affinités culturelles profondes ou du sentiment de partager une histoire, les auteurs estiment que ce n'est pas le cas de l'Arabie Saoudite¹¹⁶⁷.

Enfin, s'agissant du partenariat stratégique et économique entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis, les auteurs affirment que le comportement responsable manifesté par le leadership saoudien à l'égard du système occidental (notamment en ce qui concerne la politique pétrolière) s'explique par leur conception de bonne citoyenneté et leurs propres intérêts qui sont influencés par les principes moraux du wahhabisme. Ils pensent que ce comportement pourrait changer si la conception du leadership saoudien de ces valeurs devait changer. Dans ce contexte, les auteurs soutiennent que le renforcement du système occidental n'est qu'un moyen pour le leadership saoudien de protéger la société saoudienne traditionnelle¹¹⁶⁸.

3. Conclusion

Ce qui nous semble essentiel de retenir au sujet de la cristallisation des images de l'Arabie Saoudite aux États-Unis pour la période 1973-1980 est l'évolution de l'image de l'Arabie Saoudite. Considérée comme chef de file et responsable de la crise énergétique et économique des États-Unis (et de l'Occident de manière générale) dans les années 1970, l'Arabie Saoudite renvoie l'image d'un partenaire financier et stratégique clé suite à la révolution iranienne et à l'invasion soviétique en Afghanistan. S'y ajoute l'image de l'Arabie Saoudite comme une force modérée et stabilisante dans une région par ailleurs instable aussi bien dans le domaine pétrolier que dans le domaine politique.

¹¹⁶⁶ ROSEN, Steven J. et SHAKED, Haim. "Arms and the Saudi Connection". *Commentary*, juin 1978.

¹¹⁶⁷ Ibid.

¹¹⁶⁸ Ibid.

Par ailleurs, l'Arabie Saoudite apparaît comme une source d'instabilité et de conflit potentiel dans un contexte de transformation économique et sociale accélérée avec la rentrée massive de pétrodollars suite à l'embargo pétrolier. L'assassinat de Faysal en mars 1975, la prise de la Grande Mosquée de la Mecque par des islamistes sunnites saoudiens en novembre 1979 et la controverse de *Death of a Princess* en 1980, sont interprétés comme des manifestations d'un conflit social et idéologique provoqué par l'incapacité de l'Arabie Saoudite à assimiler ces changements. La représentation de la place de la femme saoudienne qui ressort dans *Death of a Princess* est interprétée par une majorité d'experts et de commentateurs comme une preuve de cette incapacité et valide le libéralisme américain par comparaison à l'islam dans le domaine démocratique (et notamment en ce qui concerne la place de la femme dans la sphère publique).

En ce qui concerne le débat sur l'intervention militaire potentielle en Arabie Saoudite qui se déroule lors du printemps 1975 (et auquel nous avons consacré beaucoup de temps dans cette seconde partie), nous constatons qu'il existe des divergences parmi les responsables américains quant à la perception de la menace posée par l'Arabie Saoudite (et les autres producteurs arabes de pétrole) et l'approche à retenir par les États-Unis face à celle-ci.

Pour rappel, le contexte de ce débat est une profonde récession qui se caractérise par des taux d'inflation et de chômage élevés dans le monde industrialisé et des impacts néfastes pour les pays en voie de développement en raison de coûts énergétiques très importants. Les producteurs arabes de pétrole (avec l'Arabie Saoudite en tête) sont largement dénoncés comme les coupables de l'état précaire de l'économie mondiale en raison des augmentations du prix du pétrole et de l'embargo pétrolier. Face à cette situation, et devant la perspective de voir le centre de gravitation de l'économie mondiale (et implicitement le pouvoir politique et stratégique) se déplacer durablement vers le Moyen-Orient (une région « intrinsèquement » instable), des responsables américains clés (tels le secrétaire d'État Henry Kissinger, le secrétaire à la Défense James Schlesinger et le président Gerald Ford) entament des réflexions sur une intervention militaire en Arabie Saoudite afin de saisir les ressources pétrolières.

Toutefois, les plans d'intervention en Arabie Saoudite n'ont jamais été mis en œuvre en raison des risques encourus – jugés trop importants. Comme suggéré par Henry Kissinger, le renversement du roi saoudien Faysal risquait en effet d'ouvrir la voie à des forces radicales (telles le colonel Kadhafi) ce qui s'avérerait contre-producteur à l'égard des objectifs économiques de Washington et du recyclage des « pétrodollars ». Il est donc probable que la révélation de l'existence des plans d'intervention militaire par Henry Kissinger en janvier 1975

était un acte entièrement réfléchi dont l'objectif était « d'effrayer » les Saoudiens. S'agissant d'une déclaration de la part d'un allié de longue date, il était certain que le symbolisme de cette menace ne laisserait pas Riyad insensible.

L'ambassadeur des États-Unis à Riyad, James E. Akins (un acteur clé de la politique américaine à l'égard de l'Arabie Saoudite et plus particulièrement de l'accord de coopération américano-saoudien) fait partie de la minorité parmi les responsables américains qui s'est opposée ouvertement aux plans d'intervention militaire en Arabie Saoudite. Comme suggéré précédemment, ce dernier a payé un prix fort pour sa franchise.

Parmi les « interventionnistes » dans la communauté de recherche de Washington D.C., Robert W. Tucker et Edward Luttwak sont certainement les plus médiatisés. Chez Tucker et Luttwak, nous retrouvons les traits spécifiques des néoconservateurs de « seconde génération » (décrits dans la première partie de la thèse). Fidèle à cette orientation, Tucker dénonce l'attitude prudente de Kissinger à l'égard de l'usage de la force qu'il estime indigne d'une grande puissance, tandis que Luttwak affirme que l'usage de la force est nécessaire afin de reprendre le pouvoir dans les pays producteurs arabes (et notamment l'Arabie Saoudite).

Il semblerait que des idées « interventionnistes » aient commencé à circuler dans la communauté de recherche de Washington D.C. et au sein des réseaux d'intelligences américains au début des années 1970¹¹⁶⁹.

Le thème des menaces posées par le prosélytisme de l'Arabie Saoudite, largement facilité par l'accumulation des pétrodollars, ne ressortira que plus tard¹¹⁷⁰. En revanche, l'incapacité de l'Arabie Saoudite à intégrer les changements provoqués par la rentrée massive des pétrodollars et le processus de modernisation est considérée par certains experts comme une source d'instabilité politique potentielle. Jusqu'en 1979 et la prise de la Grande mosquée de la Mecque, la menace posée par l'Arabie Saoudite s'analyse plutôt en termes économiques. Dans le même temps, la menace représentée par les islamistes et les oulémas conservateurs est dans la plupart des cas perçue comme une menace indirecte dans le cadre de l'approvisionnement énergétique des États-Unis et non pas comme une menace directe.

Daniel Yergin (aujourd'hui un spécialiste du pétrole de renommée mondiale) compte parmi les critiques plus modérés de la stratégie de rapatriement des « pétrodollars ». Sa position, à savoir que la reprise du pouvoir économique et politique des États-Unis au détriment des producteurs arabes de l'OPEP suppose une « reformulation » des intérêts

¹¹⁶⁹ Ibid.

¹¹⁷⁰ Contacts email avec Edward Luttwak et Daniel Pipes le 19 mai 2010.

américains qui (selon lui) se sont concentrés sur l'endiguement de l'expansion soviétique dans le golfe Persique, reste très intéressante. Cette position nous semble encore plus intéressante si l'on considère que la politique d'endiguement américaine a amené Washington à soutenir la politique de prosélytisme de l'Arabie Saoudite. Comme suggéré dans la première partie de la thèse, cette politique, partie intégrante de la politique étrangère saoudienne depuis la fin des années 1950, prendra son envol en 1974 grâce à l'accumulation des pétrodollars.

D'autres experts, à l'instar de Chris Paine, voient dans la stratégie de rapatriement des pétrodollars un moyen de maintenir le statu quo dans les régimes réactionnaires (tels l'Arabie Saoudite et l'Iran) et de ce fait, un moyen de garantir le développement capitaliste dans le golfe Persique et l'accès continu aux ressources pétrolières ». Cette position est partagée par des diplomates pro-arabes (tels James E. Akins), d'anciens responsables de compagnies pétrolières (tels Thomas Barger) et des responsables de l'industrie de l'armement et de l'équipement qui bénéficient des échanges commerciaux et stratégiques entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite.

En définitive, si les plans de contingence portant sur l'intervention militaire en Arabie Saoudite (soit de manière préventive, soit en réaction à « une strangulation » de l'économie mondiale) n'ont jamais été mis en œuvre jusqu'ici, l'existence même de tels plans démontre que les responsables américains considéraient l'usage de la force contre le leadership saoudien afin d'assurer les flux pétroliers du royaume saoudien vers le marché pétrolier international. Cela permet assurément de mettre en perspective la relation américano-saoudienne « spéciale ».

TROISIÈME PARTIE (1981-1990) : LES « IMAGES » DE L'ARABIE SAOUDITE DANS LE CONTEXTE DE LA COOPÉRATION STRATÉGIQUE APPROFONDIE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'ARABIE SAOUDITE SOUS L'ADMINISTRATION REAGAN

Une réorientation de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient s'opère dans les années 1980-1981 au profit d'une approche davantage militariste et interventionniste. Cette réorientation est provoquée par les événements de l'année 1979: la révolution iranienne, la crise des otages américains à Téhéran, la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque par des islamistes saoudiens, les soulèvements chiites dans l'est de l'Arabie Saoudite et l'invasion soviétique en Afghanistan¹¹⁷¹. Ces événements mettent en exergue l'importance du golfe Persique sur le plan énergétique, économique et stratégique pour la sécurité nationale des États-Unis. Le début de la guerre entre l'Irak et l'Iran en septembre 1980 va cristalliser ces enjeux¹¹⁷².

Le « revirement » de la politique étrangère américaine va se produire à la fin de la présidence de Jimmy Carter. Parmi les événements mentionnés ci-dessus, l'émergence du terrorisme islamiste, symbolisée par la crise des otages américains à Téhéran et l'expansion soviétique dans le golfe Persique et en Afghanistan peuvent être considérées comme les facteurs clés qui vont amener le président Carter à réévaluer la stratégie américaine dans cette région¹¹⁷³. Par la suite, l'approche interventionniste et militariste sera considérablement approfondie et élargie par le président Reagan et ses conseillers en adéquation avec leur idéologie conservatrice.

On observe un changement d'une approche axée sur les efforts diplomatiques (notamment en ce qui concerne le conflit israélo-arabe) et la considération des droits de l'homme sous l'Administration Carter vers une approche davantage militariste. Dans les faits, il s'agit de réhabiliter l'image de l'hégémonie américaine qui a été entachée par la guerre du Vietnam et la révolution iranienne.

L'échec du président Carter de libérer les otages américains à l'ambassade américaine de Téhéran symbolise l'affaiblissement de l'hégémonie américaine sur le plan mondial.

¹¹⁷¹ LITTLE, Douglas. *American Orientalism: The United States and the Middle East Since 1945*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press (2002), 2004. p. 146-155.

¹¹⁷² SICK, Gary. "The United States in The Persian Gulf: From Twin Pillars to Dual Containment" dans LESCH, David W. (Éd). *The Middle East and the United States: A Historical and Political Reassessment*. Boulder: Westview Press, 2003. p. 291-294.

¹¹⁷³ LITTLE: op. cit. p. 146-155.

L'incapacité de l'Administration Carter à gérer la crise des otages aura également des répercussions très néfastes sur le résultat des élections présidentielles de novembre 1980 que le président Carter va perdre au profit de Ronald Reagan. Outre la crise des otages, l'état précaire de l'économie américaine permet d'expliquer ce résultat¹¹⁷⁴.

Rappelons que la multiplication par quatre des prix du pétrole en 1973 et 1974 a contribué à déclencher la pire récession sur le plan mondial depuis les années 1930 et marque ainsi la fin du boom post-guerre qui avait en large partie été alimenté par l'accès facile au pétrole bon marché. Entre 1974 et 1978, l'OPEP, qui semble exercer un contrôle sans limite sur le marché pétrolier, a continué à pousser le prix du pétrole vers le haut. La révolution iranienne a amplifié la crainte des pays consommateurs à l'égard de l'accès au pétrole dans le golfe Persique. Les pays consommateurs vont chercher à se procurer de davantage du pétrole, ce qui provoque une hausse du prix. Un second choc pétrolier (l'embargo pétrolier de 1973-1974 étant le premier) se produit alors que l'OPEP, qui cherche à profiter de cette situation, augmente le prix du pétrole à 14,59 dollars par baril en février 1979 et à 35 dollars par baril en mai 1981. Parmi les effets secondaires de ces hausses du prix du pétrole, nous notons une inflation accélérée, une croissance économique ralentie ou en déclin et dans certains pays consommateurs, une dette extérieure qui explose¹¹⁷⁵.

La réorientation de la politique étrangère américaine coïncide avec un changement majeur des opinions du public américain à l'égard de la politique étrangère américaine qui s'opère entre 1974 et 1978 en faveur d'une orientation plus conservatrice et plus nationaliste¹¹⁷⁶. Cette réorientation s'explique par le sentiment que l'hégémonie américaine a été entachée par l'échec des États-Unis dans la guerre du Vietnam mais également par l'insécurité grandissante ressentie par le public américain quant au déséquilibre de la puissance militaire entre les États-Unis et l'Union soviétique. La préoccupation pour la sécurité militaire est devenue une obsession majeure suite aux événements d'Iran et d'Afghanistan en 1979 et a joué un rôle majeur dans les questions économiques lors des élections présidentielles en 1980¹¹⁷⁷.

La déclaration de Cheikh Yamani au Forum économique mondial de Davos (le 7 février 1980) selon laquelle les manques imminents de pétrole dans le bloc soviétique ont amené

¹¹⁷⁴ BRONSON, Rachel. *Thicker Than Oil: America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia*. New York: Oxford University Press, 2006. p. 150-154.

¹¹⁷⁵ "OPEC: 10 Years After the Arab Oil Boycott". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 septembre 1983 [consulté le 7 janvier 2011], p. 1-2. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹¹⁷⁶ RIELLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy 1983*. Chicago: The Chicago Council of Foreign Relations, 1983. p. 4.

¹¹⁷⁷ *Ibid*: p. 4.

l'Union soviétique à envahir Afghanistan afin de créer une ouverture vers les champs pétroliers au Moyen-Orient a certainement renforcé ces préoccupations¹¹⁷⁸. Cheikh Yamani avertit qu'un mouvement soviétique vers les champs pétroliers allait provoquer une troisième guerre mondiale dans la mesure où les armées des États-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon allaient répondre à l'expansion soviétique par la force¹¹⁷⁹.

Outre une menace économique, l'invasion soviétique en Afghanistan est perçue par l'Arabie Saoudite comme une menace idéologique. Le prince Saoud al-Faysal (ministre des affaires étrangères de l'Arabie Saoudite) a affirmé lors du sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à Islamabad fin janvier 1980 que les pays membres doivent prendre une position ferme à l'égard de l'occupation soviétique de l'Afghanistan qui selon lui, menaçait l'indépendance des pays musulmans¹¹⁸⁰. De plus, il a appelé les États islamiques à rompre les liens diplomatiques avec Kaboul, à boycotter les Jeux olympiques de Moscou et à attribuer une aide aux réfugiés. Avec le président du Pakistan Mohammed Zia Ul-Haq, Saoud al-Faysal représente la voix la plus influente à ce sommet. Les points évoqués par Saoud al-Faysal ont été inclus dans une résolution rédigée par la conférence islamique qui dénonçait l'invasion soviétique en Afghanistan comme « une violation flagrante des lois internationales ». La résolution a également appelé au « retrait inconditionnel des troupes soviétiques d'Afghanistan » et suspendu l'adhésion de l'Afghanistan à la conférence islamique. On observe que cette résolution a été plus ferme que celle adoptée par l'assemblée générale de l'ONU¹¹⁸¹.

Outre cette résolution, le sommet de l'OCI a entériné la formation d'un front ad hoc (l'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan) composé de groupes rebelles afghans auparavant en conflit. Un élément à retenir dans ce contexte est le fait que les participants de cette conférence comprenaient des alliés traditionnels de l'Union soviétique tels l'Algérie, la Libye et l'OLP. *TIME Magazine* du 11 février 1980 décrit cette évolution comme « un tournant dans les relations entre Moscou et le Tiers Monde »¹¹⁸².

¹¹⁷⁸ “Saudi Charges Soviet Acted in Afghanistan From Fears of Oil”. *The New York Times* [en ligne]. Le 8 février 1980 [consulté le 27 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹⁷⁹ Ibid.

¹¹⁸⁰ GUPTA, Pranay B., “Moslems Urge Soviet to Leave Afghanistan”. *The New York Times* [en ligne]. Le 28 janvier 1981 [consulté le 27 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Southwest Asia: Outrage in Islam”. *TIME Magazine* [en ligne]. Le 11 février 1980 [consulté le 10 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.time.com>

¹¹⁸¹ Ibid.

¹¹⁸² Ibid.

L'Arabie Saoudite va jouer un rôle très significatif dans la réorientation de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient (notamment en Afghanistan) mais également en Afrique et en Amérique Latine¹¹⁸³. Plusieurs facteurs expliquent ce développement.

En premier lieu, l'absence du Shah (qui était perçu par les responsables américains comme le pilier stratégique principal dans le golfe Persique, aux côtés d'Israël) amène Washington à s'intéresser à l'Arabie Saoudite dont les ressources pétrolières stratégiques, les capacités financières considérables, la situation géographique stratégique d'une part, et l'approche modérée et anticommuniste et la religiosité affirmée d'autre part, constituent des atouts indéniables pour la politique d'endiguement de l'Administration Reagan. Ces atouts vont être instrumentalisés par la doctrine Reagan dont la finalité était d'augmenter le coût de l'expansion soviétique au travers de la promotion de la démocratie, d'une montée en flèche des dépenses militaires et d'un soutien apporté aux insurrections antisoviétiques dans les pays en voie de développement¹¹⁸⁴. À postériori, on peut évoquer trois éléments distincts de cette stratégie qui ont contribué à la désintégration de l'Union soviétique – dont deux ont un rapport direct avec l'Arabie Saoudite:

En premier lieu, l'Initiative stratégique de défense (IDS) du président Reagan (dite aussi « Guerre des étoiles ») qui est un programme de défense missile servant à neutraliser les missiles soviétiques avant qu'ils n'atteignent le territoire américain¹¹⁸⁵.

En second lieu la campagne de « repoussement » (ou *roll-back* en anglais) des forces soviétiques en Afghanistan qui repose sur le financement et la formation des guerriers afghans (les célèbres *moudjahidin*) en étroite coopération avec l'Arabie Saoudite¹¹⁸⁶.

En troisième lieu, la décision prise par Cheikh Yamani le 13 septembre 1985 de cesser de protéger le prix du pétrole. Durant les six mois suivants, la production pétrolière de l'Arabie Saoudite sera multipliée par quatre tandis que les prix du pétrole vont connaître une baisse très importante. L'Union soviétique va perdre environ 20 milliards de dollars par an du fait de cette baisse des prix qui s'ajoute à la précarité générale de l'économie soviétique dans les années 1980 provoquée par la course des armements avec les États-Unis et le conflit en Afghanistan¹¹⁸⁷. Yegor Gaïdar (ancien premier ministre de Boris Eltsine) impute directement

¹¹⁸³ BRONSON: op. cit. p. 150-151.

¹¹⁸⁴ LITTLE: op. cit. p. 153-154.

¹¹⁸⁵ STONER-WEISS, Kathryn et McFaul, Michael. "Domestic and International Influences on the Collapse of the Soviet Union (1991) and Russia's Initial Transition to Democracy (1993)". *CDDRL Working Papers* [en ligne]. Mars 2009, n°8 [consulté le 7 janvier 2011]. p.27-28. Disponible sur: <http://cddrl.stanford.edu>

¹¹⁸⁶ Ibid: p.27-28.

¹¹⁸⁷ Ibid: p.27-28.

la désintégration de l'Union soviétique à la décision de Yamani¹¹⁸⁸. Nous notons que les prix du pétrole sur le plan mondial ont baissé de 76 dollars par baril en 1982 à 20 dollars par baril en 1986¹¹⁸⁹.

En second lieu, les liens entre l'Administration Reagan et le monde des affaires vont jouer un rôle très important dans la réorientation de la politique étrangère américaine. Ils feront de l'Arabie Saoudite un partenaire stratégique privilégié des États-Unis non seulement en Afghanistan mais également en Afrique et en Amérique Latine¹¹⁹⁰. Ils vont également cristalliser les enjeux énergétiques dans le golfe Persique et l'importance du commerce avec le Moyen-Orient pour les intérêts américains de sécurité. Le rapatriement d'un maximum de pétrodollars était perçu comme primordial à cet égard¹¹⁹¹.

La proximité entre l'Administration Reagan et le monde des affaires va favoriser des transferts massifs d'armement à l'Arabie Saoudite¹¹⁹². Ces transferts vont avoir des répercussions économiques positives très importantes étant donné qu'ils relancent l'industrie d'armement américaine qui connaissait une crise depuis la guerre du Vietnam¹¹⁹³. Les considérations stratégiques, énergétiques, économiques et politiques vont donner lieu à une imbrication très complexe où se mélangent des intérêts privés et nationaux qui s'articulent autour du domaine de la défense¹¹⁹⁴. Parmi les responsables de l'Administration Reagan, le secrétaire à la défense Caspar Weinberger et le secrétaire d'État George Shultz ont travaillé pour la Bechtel Corporation (une entreprise de développement d'infrastructures qui entretient des liens commerciaux très étroits avec le royaume saoudien) avant de rejoindre le gouvernement¹¹⁹⁵.

Enfin, cette imbrication d'intérêts va également favoriser l'organisation des opérations secrètes.

Une série d'investigations rendues publiques par le Congrès en février 1987 ont révélé que le roi Fahd et d'autres responsables saoudiens (notamment le prince Bandar bin Sultan) ont consenti à apporter une aide aux groupes anticommunistes de résistance sur le plan

¹¹⁸⁸ GAIDAR, Yegor. *Collapse of an Empire: Lessons for Modern Russia* dans STONER-WEISS et McFaul: op.cit. p. 30.

¹¹⁸⁹ STONER-WEISS et McFaul: op. cit. p. 30.

¹¹⁹⁰ GILBERT, Lt Col. S. Taco. "Reagan and the AWACS sale to Saudi Arabia: Bureaucratic Politics in Action" [Consulté en ligne le 27 octobre 2010]. Washington D.C: National Defense University, National War College, 1996. Disponible sur: <http://www.stormingmedia.us/28/2831/A283144.html>

¹¹⁹¹ Ibid.

¹¹⁹² Ibid.

¹¹⁹³ Ibid.

¹¹⁹⁴ KARLSSON, Svante. *Freds-och konfliktkunskap*. Lund: Studentlitteratur. p. 204-214.

¹¹⁹⁵ GILBERT: op.cit. Disponible sur: <http://www.stormingmedia.us/28/2831/A283144.html>

mondial (notamment les Contra et les guerriers afghans). Cet arrangement, qui a permis au gouvernement saoudien d'acheter des AWACS n'a évidemment pas été mentionné dans le débat sur les AWACS¹¹⁹⁶. Selon les informations révélées par le Congrès, le roi Fahd aurait accepté une requête des Américains pour attribuer une aide aux mouvements anticomunistes en retour d'une réduction du nombre d'Américains impliqués dans l'opération des AWACS. Fahd aurait affirmé qu'il était entendu que le gouvernement américain devrait indiquer quand, comment et à qui attribuer cette aide¹¹⁹⁷.

Il ressort de ces investigations que l'aide attribuée par l'Arabie Saoudite fait partie d'une politique bien établie du gouvernement saoudien qui remonte aux années 1960¹¹⁹⁸. En s'opposant à l'expansion communiste et en promouvant la stabilité dans les pays islamiques, l'aide saoudienne a permis la promotion des intérêts de sécurité nationale de l'Arabie Saoudite. Il s'agissait également de cultiver l'amitié américaine et le soutien militaire des États-Unis.

Si certaines des opérations américano-saoudiennes étaient connues du Congrès et des experts avant 1987, l'étendue de cette coopération a été dissimulée aux diplomates et aux législateurs qui s'occupent des affaires saoudiennes. Selon des responsables américains qui ont longtemps promu la relation avec l'Arabie Saoudite, « le volet secret » de cette relation a renforcé de manière significative les intérêts et l'influence des États-Unis à une époque où des contraintes politiques et économiques réduisaient la capacité de financement des projets de politique étrangère. L'amendement Clark (entériné par le Congrès en 1976) interdisait l'attribution de l'aide aux rebelles qui cherchaient à renverser le gouvernement marxiste d'Angola, tandis que l'amendement Bolan (entériné en 1982) interdisait au département de la défense et à la CIA d'attribuer des équipements militaires, de la formation et des conseils dont l'objectif était de renverser le régime du Nicaragua¹¹⁹⁹.

Il est clair que l'aide saoudienne a été perçue comme très désirable aux yeux des responsables américains à une époque où une majorité du Congrès et du public américain s'est opposée à des transferts d'armements et aux opérations secrètes¹²⁰⁰. Dans le sondage effectué par le CCFR sur la politique étrangère et l'opinion publique en 1982, il ressort qu'une majorité du public s'oppose à l'aide étrangère et aux transferts d'armements tandis que

¹¹⁹⁶ GERTH, Jeff. "Saudi Deal: Help for Rebels for U.S. Arms". *The New York Times* [en ligne]. Le 4 février 1987 [consulté le 10 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹⁹⁷ Ibid.

¹¹⁹⁸ ROBERTS, Steven V. "Secret Saudi Funds Used as Prop for U.S. Policies". *The New York Times* [en ligne]. Le 21 juin 1987 [consulté le 10 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹¹⁹⁹ BRONSON: op. cit. p. 129; 183.

¹²⁰⁰ RIELLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy 1983*. Chicago: Chicago Council of Foreign Relations. p. 4-5.

les leaders d'opinions y sont plus favorables. En revanche, l'Arabie Saoudite est représentée comme l'un des pays les plus importants à l'égard des intérêts vitaux des États-Unis (principalement en raison des ressources pétrolières). Une prise du pouvoir par les communistes en Arabie Saoudite est perçue comme une plus grande menace pour les intérêts américains que si le même événement se produisait en France, en Iran, au Salvador ou à Taïwan. Dans le même temps, 39% du public soutient une intervention militaire si les Arabes imposaient un embargo sur l'approvisionnement en pétrole aux États-Unis et 25% du public et une majorité des leaders d'opinion seraient prêts à envoyer des troupes si l'Iran envahissait l'Arabie Saoudite¹²⁰¹. L'argument de l'importance vitale de l'Arabie Saoudite à l'égard des intérêts américains a été instrumentalisé par le président Reagan pour justifier la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite en 1981¹²⁰².

Il semble donc qu'il existe un « quid pro quo » dans les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite comme en atteste l'accord conclu entre l'Administration Reagan et le gouvernement saoudien en 1981 dans le cadre de la vente des AWACS. Cela ressort également des citations de responsables américains familiers avec les affaires saoudiennes tels Robert Mc Farlane (ancien conseiller pour la sécurité nationale), Alfred L. Atherton (ancien secrétaire adjoint pour le Moyen-Orient) et David L. Boren (sénateur démocrate de l'Oklahoma et président de la commission des renseignements du Congrès)¹²⁰³.

En dépit de la réciprocité, la relation américano-saoudienne est souvent marquée par des frustrations mutuelles qui s'expliquent en grande partie par la relation de proximité que les États-Unis entretiennent avec Israël. Comme cela fut le lors de la vente des 62 F-15 à l'Arabie Saoudite en 1978, le Congrès s'est souvent montré réticent d'attribuer des armements à l'Arabie Saoudite. Cette réticence trouve son origine dans la crainte que de tels transferts puissent modifier le déséquilibre du pouvoir au Moyen-Orient en défaveur d'Israël et dans l'opinion prévalent au Congrès que l'Arabie Saoudite n'apporte pas suffisamment de soutien dans la promotion des efforts américains de paix au Moyen-Orient. Le soutien apporté par l'Arabie Saoudite à l'OLP est également perçu comme très problématique par de nombreux membres au Congrès. De plus, l'instrumentalisation par l'arme pétrolière par l'Arabie

¹²⁰¹ Ibid: p. 28-33.

¹²⁰² BRONSON: op. cit. p. 183.

¹²⁰³ GERTH, Jeff. "Saudi Deal: Help for Rebels for U.S. Arms". *The New York Times* [en ligne]. Le 4 février 1987 [consulté le 10 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>
ROBERTS, Steven V. "Secret Saudi Funds Used as Prop for U.S. Policies". *The New York Times* [en ligne]. Le 21 juin 1987 [consulté le 10 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Saoudite contre les États-Unis en 1973-1974 reste gravé dans l'esprit des membres du Congrès et du public. Les sentiments de trahison et d'impuissance provoqués par l'embargo sont amplifiés par la récession que traversent les États-Unis au début des années 1980¹²⁰⁴.

Des responsables de l'Administration Reagan affirment que si les membres du Congrès étaient au courant des efforts saoudiens pour promouvoir les intérêts américains, ils seraient davantage favorables à des ventes d'armements à l'Arabie Saoudite. Toutefois, dans la mesure où les Saoudiens privilégient une « diplomatie silencieuse » par crainte d'être dénoncés par d'autres États arabes qui méprisent les États-Unis et Israël, il n'y a peu de chances que cela puisse changer.

Une illustration de cette diplomatie silencieuse est l'autorisation donnée par le gouvernement saoudien aux États-Unis d'utiliser ses bases en cas d'agression par l'Union soviétique ou bien si l'Arabie Saoudite s'avère incapable de gérer un conflit dans le golfe Persique¹²⁰⁵. Cet élément est repris dans un rapport confidentiel rédigé par l'Administration Reagan qui avait été transféré au Congrès par Richard W. Murphy (secrétaire adjoint pour les affaires du Proche-Orient et de l'Asie du sud) en août 1985. L'étude, principalement préparée par le département d'État, a été commandée par la Maison Blanche lors de l'hiver 1985 pour justifier la vente d'équipements militaires technologiquement avancés à l'Arabie Saoudite et à la Jordanie, prévue à l'automne 1985. Le contenu de ce rapport a été révélé au *New York Times* par une source du Congrès qui était critique par rapport à la politique de l'Administration Reagan¹²⁰⁶.

Il en découle que la relation entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite ne s'articule pas seulement autour du pétrole et des questions énergétiques comme largement supposé, mais autour d'intérêts stratégiques et économiques plus larges. L'expert israélien du Moyen-Orient Barry Rubin (professeur au centre interdisciplinaire d'Herzliyya en Israël) explique que « l'objectif principal pour les États-Unis au Moyen-Orient n'était pas de trouver des alliés fiables (ou des mandataires) mais d'accroître les capacités des États-Unis à répondre à des crises potentielles dans cette région »¹²⁰⁷. Cet argument est parfaitement valable dans le cas de l'Arabie Saoudite.

Il semblerait que les ventes d'armement à l'Arabie Saoudite dans les années 1980 s'inscrivent effectivement dans le cadre d'une stratégie américaine plus large dont l'objectif

¹²⁰⁴ Ibid.

¹²⁰⁵ GWERTZMAN, Bernard. "Saudis to Let U.S. Use Bases in Crisis". *The New York Times* [en ligne]. Le 5 septembre 1985 [consulté le 11 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁰⁶ Ibid.

¹²⁰⁷ RUBIN, Barry. "The United States and the Middle East, 1980-1981" [consulté en ligne le 27 octobre 2010]. Disponible sur: <http://meria.idc.ac.il/us-policy/data1980.html>

était de créer un nouveau théâtre de guerre basé en Arabie Saoudite et qui serait financé par les revenus pétroliers saoudiens¹²⁰⁸. Cette stratégie permettait au leadership américain de contourner le refus du gouvernement saoudien d'installer des bases militaires sur son sol tout en satisfaisant le besoin sécuritaire du leadership saoudien à l'égard des infrastructures pétrolières. Pour le leadership saoudien, il était essentiel de minimiser la présence américaine en Arabie Saoudite vis-à-vis des islamistes qui, dans les années 1980, commençaient à s'opposer à celle-ci. Comme nous l'avons suggéré, la situation était similaire du côté du leadership américain dans la mesure où le Congrès était réticent à accorder des transferts d'armement à l'Arabie Saoudite.

La menace potentielle posée par les islamistes fondamentalistes en Arabie Saoudite a été soulevée par les experts politiques américains au début de l'année 1981 au moment de l'élaboration de la politique étrangère du président Reagan qui a accédé à la présidence des États-Unis en janvier 1981. Ce sont principalement les événements de la Mecque en novembre et décembre 1979 (lorsque des islamistes fondamentalistes saoudiens ont pris d'assaut la Grande Mosquée) qui sont à l'origine de ces inquiétudes. Les experts ont recommandé à l'Administration Reagan dans la formulation de ses politiques au Moyen-Orient de faire preuve de sensibilité à l'égard des pressions intérieures exercées sur les gouvernements des pays du golfe Persique par les groupes islamiques fondamentalistes. Cela supposait de rendre la protection américaine la plus subtile possible¹²⁰⁹. Selon ces recommandations, l'Administration Reagan devrait également faire abstraction du discours anti-israélien que ces pays avaient jugé nécessaire d'adopter afin de « dissimuler » la dépendance avec le soutien sécuritaire apporté par les États-Unis. Les leaders politiques du golfe Persique ont laissé entendre que l'Administration Carter n'avait pas montré suffisamment de sensibilité à cet égard¹²¹⁰.

Enfin, on observe que le grand nombre d'ouvriers immigrés et d'expatriés dans les pays du Golfe et plus particulièrement en Arabie Saoudite (plus de 2 millions d'ouvriers immigrés pour une population de 7,5 millions d'habitants en 1981) est considéré comme une source potentielle d'instabilité à la fois par le gouvernement saoudien et les responsables américains¹²¹¹.

¹²⁰⁸ GERTH, Jeff. "Saudi Deal: Help for Rebels for U.S. Arms". *The New York Times* [en ligne]. Le 4 février 1987 [consulté le 10 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁰⁹ GUPTE, Pranay B., "Reagan and the Gulf: Oil States Rely on the U.S. for Security But Don't Want Role to Be Too Plain". *The New York Times* [en ligne]. Le 23 février 1981 [consulté le 27 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²¹⁰ Ibid.

¹²¹¹ Ibid.

Cette troisième partie va se concentrer sur la représentation aux États-Unis de la coopération stratégique entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite entre 1981 et 1990. Dans la mesure où le volet secret de cette relation n'a été révélé qu'au travers des investigations menées par le Congrès en 1987, nous nous attarderons en premier lieu sur le débat sur les AWACS (qui se déroule sur le plan politique américain entre février et octobre 1981) et en second lieu sur la perception de l'Arabie Saoudite au travers de la chute des prix du pétrole qui se produit entre 1982 et 1986. Nous posons la question de savoir si l'image de l'Arabie Saoudite comme puissance pétrolière globale a été altérée par cette évolution ?

En troisième et dernier lieu, nous traiterons de la transformation de l'Arabie Saoudite qui continue de préoccuper les médias et les responsables politiques américains au cours des années 1980.

Chapitre 7: La cristallisation des images sur l'Arabie Saoudite dans le contexte du débat sur la vente des AWACS entre février et octobre 1981

La décision du président Reagan d'approuver la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite fut annoncée le 21 avril 1981. Outre les AWACS, il était question de missiles air-air et de réservoirs de carburant permettant d'améliorer la capacité de frappe des 65 F-15 achetés par l'Arabie Saoudite en 1978. Le Congrès ne sera formellement notifié de cette décision que le 1er octobre 1981. Le Président savait à ce moment-là que la vente serait très certainement rejetée par la Chambre des représentants où une résolution initiée par Clarence D. Long (représentant du Maryland) et Norman F. Lent (représentant de l'État de New York) bloquait cette décision¹²¹². Le Sénat représentait la seule option disponible pour l'Administration Reagan dans la mesure où la résolution Packwood (du nom du sénateur Robert Packwood, républicain de l'Oregon) ayant le pouvoir de bloquer la vente n'y a été introduite que tardivement. Il existait donc une possibilité d'obtenir l'approbation du Congrès pour la vente des AWACS, ce qui explique la forte mobilisation du président Reagan sur ce dossier ainsi que celle d'autres acteurs clés de son administration et du « lobby pro-saoudien »¹²¹³.

L'opposition des représentants et d'une majorité de sénateurs amène le Président à conduire lui-même une campagne très vigoureuse en faveur de la vente des AWACS. Entre le 1er et le 28 octobre 1981, il rencontrera de nombreux sénateurs afin de persuader les membres du Sénat de changer de position¹²¹⁴. Au cours du débat, le Président attire à plusieurs reprises l'attention sur les conséquences d'une attaque contre les champs pétroliers saoudiens pour l'économie américaine (et l'économie du monde occidental en général) afin de justifier l'attribution des AWACS à l'Arabie Saoudite¹²¹⁵.

Afin de comprendre les raisons de la controverse provoquée par la vente des AWACS, il est nécessaire d'expliquer rapidement leur fonctionnement et les avantages que retireraient les États-Unis et l'Arabie Saoudite de ce transfert de technologie.

Selon des informations fournies par airforce-technology.com (un site internet consacré à l'industrie de l'aviation et de la défense), le rôle des AWACS (Airborne Warning and Control

¹²¹² LAHAM, Nicholas. *Selling AWACS to Saudi Arabia: The Reagan Administration and the Balancing of America's Competing Interests in the Middle East*. Westport: Praeger, 2002. p. 26-27.

¹²¹³ Ibid: p. 33.

¹²¹⁴ Ibid: p. 1-33; 80-117.

BRONSON: op. cit. p. 158-167.

¹²¹⁵ LAHAM: op. cit. p. 26-27.

Systems en anglais, qui se traduit en français par système de détection et de commandement aéroporté, SDCA) est de conduire des missions de surveillance, de commande et de communication pour les forces tactiques et de défense. Plus précisément, les AWACS constituent un système de stations radar monté sur des avions de guet permettant à la fois de surveiller un vaste espace aérien et des postes de commandement pour les opérations aériennes ou de lutte antiaérienne. Les AWACS peuvent détecter d'autres avions jusqu'à 400 kilomètres de distance. De plus, ils permettent la détection de raids à basse altitude¹²¹⁶.

L'origine de la controverse sur la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite porte précisément sur ces capacités de surveillance et de détection. Certains craignent que les AWACS diminuent les capacités de défense d'Israël vis-à-vis de l'Arabie Saoudite, qui est décrite par l'opposition au Congrès et par le « lobby pro-israélien » comme un pays « intrinsèquement » hostile à l'État d'Israël¹²¹⁷. Dans le même temps, les AWACS saoudiens sont sujets à un certain nombre de restrictions. Une partie du personnel des forces aériennes américaines doit assister les Saoudiens dans le pilotage et la maintenance des avions, ce qui signifie que les États-Unis continueront à exercer un certain contrôle sur l'usage des AWACS¹²¹⁸.

Cinq AWACS ont finalement été accordés à l'Arabie Saoudite dans le cadre du programme « Peace Sentinel », un nom qui évoque le rôle de « promoteur de stabilité et de paix » attribué à l'Arabie Saoudite pour justifier cette vente¹²¹⁹.

Le lobby pro-israélien oriente le débat sur les AWACS

La vente des AWACS va susciter des tensions entre le président Reagan et le « lobby pro-israélien ». Nicholas Laham évoque « la confrontation entre le président Reagan et [...] « le groupe d'intérêt le plus organisé et le plus influent sur le plan politique américain »¹²²⁰. Reagan affichait jusqu'alors une position pro-israélienne qui lui a permis de bénéficier d'un soutien important de la communauté juive lors des élections présidentielles de novembre

¹²¹⁶ E-3 AWACS Airborne Warning and Control System. Air force Technology [consulté en ligne le 27 octobre]. Disponible sur: <http://www.airforce-technology.com/projects/e3awacs>

¹²¹⁷ LAHAM: 2002, op. cit. p. 83-89.

¹²¹⁸ Ibid: 2002, op. cit. p. 7-9.

¹²¹⁹ Saudi E-3 AWACS [consulté en ligne le 14 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.boeing.com/défense-space/ic/awacs/saudi/saudie3.html>

¹²²⁰ LAHAM: op. cit. p. 120.

1980. Reagan a obtenu 45% du vote juif, ce qui représente le pourcentage le plus important obtenu par un candidat républicain dans l'histoire américaine¹²²¹.

Steven Emerson (journaliste et expert en terrorisme) remarque que « le soutien de Reagan en faveur des AWACS était surprenant étant donné sa position pro-israélienne et son attitude sceptique à l'égard des Arabes »¹²²². Selon lui, Reagan a promu la vente des AWACS en raison des bénéfices commerciaux importants attachés à celle-ci¹²²³.

L'explication apportée par Nicholas Laham semble plus convaincante. Il affirme en effet que pour Reagan il n'existait pas de conflit entre l'engagement des États-Unis à l'égard de la sécurité et la survie d'Israël et la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite. Pour le Président, cette vente contribue davantage au renforcement de la sécurité d'Israël. Il cite le déploiement des AWACS en Arabie Saoudite en septembre 1980 dans le cadre de l'éclatement de la guerre entre l'Irak et l'Iran qui aurait pu avoir des effets néfastes sur la sécurité d'Israël. Le soutien affiché à Israël apporte une certaine crédibilité au Président dans le débat sur les AWACS. Enfin, l'un des principaux arguments du président Reagan est qu'il n'aurait pas approuvé la vente des AWACS si celle-ci posait une menace crédible à Israël¹²²⁴.

Le soutien du président Reagan à Israël va également le protéger contre les accusations d'antisémitisme même si l'on observe des tensions grandissantes entre les États-Unis et Israël suscitées par la vente des AWACS. Ces frictions ont pour origine un entretien entre Reagan et le premier ministre israélien Menahem Begin à la Maison Blanche le 9 septembre 1981¹²²⁵. Reagan raconte dans ses mémoires que Begin lui a fait part de ses inquiétudes quant à des changements qui pourraient modifier l'équilibre du pouvoir dans le Moyen-Orient au détriment d'Israël. Reagan l'a rassuré en lui disant que les responsables militaires américains étaient persuadés que les AWACS ne modifieraient pas cet équilibre et que par ailleurs, les États-Unis s'étaient engagés à assurer la survie d'Israël et à ne prendre aucune action qui pourrait diminuer la supériorité militaire d'Israël à l'égard des Arabes. Lors de cet entretien, Begin a promis Reagan qu'il ne chercherait pas à persuader le Congrès de bloquer la vente des AWACS.

Toujours dans ses mémoires, Reagan indique qu'il a appris peu après le départ de Begin que celui-ci s'était immédiatement rendu au Congrès et avait commencé à faire campagne contre la vente des AWACS, le Président et son administration. Begin va faire plusieurs

¹²²¹ Ibid: p. 120.

¹²²² "The Arming of Saudi Arabia". *PBS/Frontline*, 1993. Consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en avril 2010.

¹²²³ Ibid.

¹²²⁴ LAHAM: op. cit. p. 147-149.

¹²²⁵ Ibid: p. 121-122.

apparitions à la télévision américaine où il va expliquer son opposition à la vente des AWACS. Reagan souligne qu'il n'a pas apprécié que les représentants d'un pays étranger (en l'occurrence Israël) cherchent à interférer dans le processus politique intérieur des États-Unis. Il a demandé au département d'État d'informer le premier ministre Begin de ses sentiments et qu'il risquait de compromettre les relations de proximité entre les États-Unis et Israël s'il ne reculait pas¹²²⁶.

L'indignation du président Reagan à l'égard du comportement de Begin est compréhensible. Toutefois, on pourrait argumenter que le Président a fait preuve d'hypocrisie dans la mesure où le gouvernement saoudien avait mandaté le prince Bandar Ben Sultan et Frederick Dutton (un lobbyiste basé à Washington D.C.) pour mener campagne en faveur de la vente des AWACS au Congrès.

Frederick Dutton avait été l'assistant pour les affaires législatives du président John F. Kennedy. En tant que responsable de la campagne en faveur des AWACS, il a joué un rôle clé pour persuader le Congrès de rejeter la résolution Packwood. Il est à l'origine du slogan « Reagan ou Begin » cité par le *New York Times*. Dutton avait remis en question la capacité des sénateurs de faire de la politique étrangère étant donné qu'ils avaient « opté pour Begin plutôt que pour Reagan » dans le débat sur les AWACS. Dans un entretien avec le *New York Times*, il laisse entendre que les sénateurs qui s'opposaient à la vente des AWACS privilégiaient les intérêts de sécurité nationale d'Israël avant ceux des États-Unis et qu'ils se trouvaient sous la pression du lobby pro-israélien. Nicholas Laham suggère que « la représentation de la vente des AWACS comme un choix entre Begin et Reagan expose un antisémitisme sous-jacent dans la mesure où elle remet en cause le patriotisme de la communauté juive à l'égard des États-Unis »¹²²⁷.

Il n'en demeure pas moins que le « lobby pro-israélien » définit l'agenda du débat sur les AWACS. La Chambre des représentants sera la plus réceptive à l'égard des arguments avancés par le « lobby pro-israélien » du fait des enjeux électoraux. Si les membres du Sénat sont dans un premier temps réceptifs aux arguments du « lobby pro-israélien », leur écoute diminue lorsque le débat s'oriente vers les enjeux de sécurité nationale (à l'initiative du président Reagan)¹²²⁸.

¹²²⁶ Ibid: p. 121-122.

¹²²⁷ LAHAM: op. cit. p. 120-124.

¹²²⁸ Ibid: p. 70-73.

La polémique née du débat sur la vente des AWACS s'articule autour de trois thèmes principaux:

En premier lieu, la « menace » posée à l'État d'Israël par une Arabie Saoudite foncièrement anti-israélienne dont les capacités de frappe seraient renforcées.

En second lieu, les risques inhérents à un transfert de technologie militaire pointue à l'Arabie Saoudite, un pays perçu comme intrinsèquement instable.

En troisième et dernier lieu, l'opposition de l'Arabie Saoudite aux accords de Camp David¹²²⁹.

La réponse du « lobby pro-israélien » à l'annonce du président Reagan d'attribuer des AWACS à l'Arabie Saoudite (le 21 avril 1981) ne tarde pas. Le 23 avril, la Conference of Presidents of Major Jewish Organizations (un groupe composé de 35 organisations juives majeures) s'adresse au président Reagan pour expliquer les raisons de leur opposition à la vente des AWACS. La déclaration s'intitule « Middle East Memo – Warning: America's Interests at Risk ». Les présidents des organisations juives citent en premier lieu la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque par des islamistes fondamentalistes en 1979 et en second lieu l'opposition de l'Arabie Saoudite au processus de paix de Camp David¹²³⁰.

Nous citons également la lettre adressée par Carl Levin (sénateur démocrate de l'État du Michigan à l'époque membre de la commission des forces armées du Sénat qu'il préside aujourd'hui) à Richard Allen le 24 avril 1981¹²³¹. Les opinions de Levin, l'un des principaux experts des questions de défense et de sécurité au Sénat, étaient extrêmement importantes¹²³².

Le courrier de Levin concerne les conditions d'utilisation des AWACS par l'Arabie Saoudite et fait référence à la déclaration des responsables de la Maison Blanche qui assurent que « les AWACS vont être opérés par du personnel issu des forces aériennes américaines jusqu'aux années 1990 ». Pour Levin, cette déclaration soulève un certain nombre de questions; les Saoudiens ont-ils été informés de cet arrangement ? Le personnel américain va-t-il être le seul responsable du traitement et de l'enregistrement des données captées par les AWACS ? Et dans la négative, qu'est-ce qui empêcherait les Saoudiens d'utiliser ces données ? Levin se pose également la question de savoir qui va être en charge des avions et si,

¹²²⁹ Ibid: p. 3.

¹²³⁰ Conference of Presidents of Major Jewish Organizations, "Middle East Memo – Warning: Interests at Risk". Le 23 avril, 1981, FO003-02, Ronald Reagan Presidential Library dans LAHAM: op. cit. p. 3.

¹²³¹ Carl Levin to Richard V. Allen. Le 24 avril 1981, ID#025362, FO003-02, WHORM Subject File, Ronald Reagan Presidential Library dans LAHAM:2002, op. cit. p. 7-9.

¹²³² Ibid: p. 7-9.

en cas de commandement saoudien, les Américains auraient la possibilité de désobéir aux ordres donnés par les saoudiens¹²³³.

Pour Levin, la question clé concerne les modalités à suivre en cas d'hostilités entre l'Arabie Saoudite et Israël. Il se demande quelle serait la réponse du gouvernement américain si des AWACS saoudiens avec du personnel américain à bord étaient abattus par les forces aériennes israéliennes¹²³⁴.

Les questions posées par Carl Levin s'inscrivent dans le cœur du débat sur les AWACS, à savoir comment l'Administration Reagan peut vendre des AWACS (des équipements militaires technologiquement très avancés) à l'Arabie Saoudite sans mettre en péril la sécurité d'Israël. L'Administration Reagan était obligée de répondre à cette question de manière à ne pas compromettre ses chances de gagner l'approbation du Congrès en faveur de la vente des AWACS. Il en ressort une réponse très vague (le 28 avril 1981) rédigée par Geoffrey Kemp (assistant spécial du Président et responsable des affaires du Proche-Orient et de l'Asie du sud au conseil national de sécurité) et signée par Richard Allen¹²³⁵. Dans cette lettre, Allen (en réalité Kemp) rassure Levin sur « notre ferme intention de ne pas permettre la vente d'armements à l'Arabie Saoudite, y compris les AWACS, qui menacerait la sécurité d'Israël sur le long terme ». Il affirme également que « comme le déclare explicitement le président Reagan, notre engagement vis-à-vis d'Israël est basé sur des valeurs morales ainsi que sur des facteurs stratégiques et politiques »¹²³⁶.

L'opposition du « lobby pro-israélien » à la vente des AWACS est anticipée par l'Administration Reagan qui élabore une stratégie¹²³⁷ dont la priorité était de persuader les membres du Congrès de ne pas annoncer prématurément leur opposition à la vente des AWACS, et surtout avant que l'Administration Reagan ait l'opportunité de finaliser l'accord de vente avec l'Arabie Saoudite ou de présenter les détails aux législateurs. Un tel scénario rendrait un blocage de la vente des AWACS par le Congrès très probable¹²³⁸.

¹²³³ Ibid: p. 7-9.

¹²³⁴ Ibid: p. 7-9.

¹²³⁵ Memorandum from Robert M. Kimmitt to Max L. Friedersdorf. Le 29 avril 1981 dans LAHAM: 2002, op. cit. p. 8.

Memorandum from Robert M. Kimmitt to Geoffrey Kemp. Le 28 avril 1981. FO003-02, WHORM Subject File, Ronald Reagan Presidential Library dans LAHAM: 2002, op. cit. p. 7-9.

¹²³⁶ Richard V. Allen to Carl Levin. Le 6 mai 1981. ID#8102281, FO003-02, WHORM Subject File, Ronald Reagan Presidential Library dans LAHAM: 2002, op. cit. p. 7-9.

¹²³⁷ Memorandum from Robert M. Kimmitt to Max L. Friedersdorf. Le 29 avril 1981 dans LAHAM: 2002, op. cit. p. 5-7.

¹²³⁸ LAHAM: 2002, op. cit. p. 5-7.

Quelles sont les principales justifications avancées par le président Reagan et ses conseillers en faveur de la vente des AWACS? Ils évoquent en premier lieu le fait que les AWACS sont nécessaires afin de sécuriser l'accès aux réserves pétrolières du golfe Persique perçues comme vitales pour la survie économique du monde occidental. En second lieu, les AWACS sont représentés comme essentiels pour le développement d'un système de défense aérien américain dont le rôle serait de protéger les champs pétroliers du golfe Persique en cas d'attaque aérienne hostile¹²³⁹. Ces arguments mettent donc en exergue les enjeux des AWACS pour les intérêts nationaux de sécurité. Il ne s'agit pas ici de justifications politiques qui pourraient être réfutées par des arguments politiques.

Enfin, l'importance que le président Reagan accorde à la vente des AWACS, et qui l'amène à mener une campagne en faveur de celle-ci, en dépit de l'opposition du lobby pro-israélien, s'explique par ses promesses électorales. Reagan fut élu en grande partie grâce à sa promesse de rétablir l'hégémonie américaine aussi bien sur le plan militaire que sur le plan économique¹²⁴⁰. L'accès aux réserves pétrolières stratégiques du golfe Persique était vital pour la réalisation de cet objectif, tandis que la puissance militaire américaine était nécessaire pour défendre les alliés des États-Unis dans le golfe Persique (avec l'Arabie Saoudite au premier rang). La vente des AWACS était donc cruciale pour attribuer à l'Arabie Saoudite la défense aérienne requise pour protéger les champs pétroliers contre des attaques aériennes hostiles d'une part et pour resserrer les liens entre les deux pays d'autre part. En contrepartie, il est entendu que l'Arabie Saoudite allait poursuivre une politique pétrolière favorable aux intérêts économiques du monde occidental et abandonner son opposition aux tentatives américaines de résolution de paix au Moyen-Orient¹²⁴¹.

Nous notons par ailleurs l'apparition tardive (le 1er octobre 1981) du président Reagan dans le débat sur les AWACS qui jusqu'alors était resté relativement passif. L'intervention personnelle du Président était cependant nécessaire car elle représentait la seule possibilité de sauver la vente des AWACS auprès du Sénat. Ainsi, la Maison Blanche a élaboré une stratégie de lobbying pour le président Reagan dont l'objectif était de rejeter la résolution Packwood (mentionné précédemment)¹²⁴². La campagne du président Reagan marque également une réorientation du discours de son administration vers les intérêts nationaux de sécurité. Cette réorientation s'explique par l'attitude du Congrès qui, sous l'influence du lobby pro-israélien, formule son opposition en des termes politiques et moraux liés à la

¹²³⁹ Ibid: p. 2.

¹²⁴⁰ Ibid: p. 42.

¹²⁴¹ Ibid: p. 42.

¹²⁴² Ibid: p. 163-172; 180-183.

relation de proximité entre les États-Unis et Israël¹²⁴³. De ce fait, la dernière phase du débat sur les AWACS se caractérise par un discours de l'Administration Reagan davantage tourné sur les conditions d'utilisation des AWACS et sur les questions de partage d'information, de sécurité des équipements, de modalités de transmission des données ou des équipements et sur l'usage géographique des avions. Les amendements déposés concernent exclusivement des aspects sécuritaires et stratégiques¹²⁴⁴.

L'Administration Reagan va faire appel à des experts indépendants et des anciens responsables (tels Richard Nixon, Henry Kissinger, Zbigniew Brezinski, Walt Rostow, Robert McNamara et James R. Schlesinger) pour étayer ses arguments¹²⁴⁵. La vente des AWACS a été entérinée par le Sénat le 28 octobre 1981 avec une marge très faible de 52 votes contre 48 grâce notamment à l'habileté politique du président Reagan qui a réussi à persuader le Sénat de rejeter la résolution Packwood¹²⁴⁶.

Enfin, nous notons l'opposition de l'opinion publique à la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite en octobre 1981. Selon un sondage effectué par le *Los Angeles Times* (en octobre 1981), 56% des répondants s'opposaient à la vente des AWACS. Seulement 29% y était favorable. Ces chiffres témoignent cependant d'un soutien plus important à la vente d'armements à l'Arabie Saoudite si l'on se réfère à un sondage effectué par Harris en avril 1978 où 73% des répondants se prononçaient contre la vente des F-15 à l'Arabie Saoudite¹²⁴⁷.

1. Le débat au Congrès sur la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite

Cette première sous-partie est consacrée à la couverture du débat sur les AWACS par les médias. Nous avons choisi de nous concentrer plus particulièrement sur la presse élite (et notamment sur le *New York Times*) qui apporte une couverture plus profonde, plus argumentée et plus importante en volume que la presse « mainstream » et la télévision. Outre la couverture informative quasi quotidienne du déroulement du débat par les quotidiens élites majeurs tels le *New York Times* et le *Washington Post* (entre le 26 février et le 28 octobre 1981), les pages éditoriales et d'opinion de ces quotidiens fournissent des éclairages plus représentatifs des différentes strates d'opinions alors que la télévision et la presse populaire offrent une approche souvent plus simplifiée. Des contributions intéressantes au

¹²⁴³ Ibid: p. 179-180.

¹²⁴⁴ Ibid: p. 179-180.

¹²⁴⁵ Ibid: p. 170-177.

¹²⁴⁶ Ibid: p. 216-219.

¹²⁴⁷ Ibid: p. 74 - 75.

débat sur les AWACS sont également apportées par des revues affaires internationales telle *Foreign Affairs* et des magazines élites tels *Commentary*, *National Review*, *The New Republic* et *Nation*.

Par « presse mainstream », nous faisons référence à des magazines tels *TIME Magazine*, *Newsweek*, *U.S. News and World Report*, *Saturday Night Evening Post* et *Harper's Magazine*. Ces magazines s'adressent principalement à un public composé de lecteurs issus de la classe moyenne dont une partie appartient à ce qui a été défini comme le « public attentif » - un public qui s'intéresse aux faits politiques que ce soit dans le domaine de la politique intérieure ou étrangère¹²⁴⁸.

Nous notons à ce sujet les conclusions apportées par un rapport rédigé par le CCFR de mars 1983 qui porte sur l'opinion publique et la politique étrangère américaine¹²⁴⁹. Ce rapport, basé sur des sondages effectués auprès du public (1546 sondés de 18 ans ou plus) et du leadership d'opinion (341 personnes représentants des Américains qui occupent des positions de leadership et qui ont une connaissance des affaires internationales entre octobre et novembre 1982), conclut que pour le public américain la télévision (75%) constitue la source la plus fiable en matière de politique étrangère devant les quotidiens (54%), la radio (23%) et les magazines (18%)¹²⁵⁰. La télévision en elle-même est considérée comme très fiable par 32% du public. En pratique, cela signifie que la compréhension et la représentation par le public du débat sur la vente des AWACS sont principalement influencées par la couverture télévisuelle qui, de par les impératifs de temps et les conditions commerciales, est contrainte d'apporter un éclairage moins complexe que les quotidiens ou la radio.

Enfin, la place très limitée de la politique étrangère à la télévision américaine contraint les correspondants à utiliser des concepts clés qui, dans la mesure où ils sont répétés au cours d'une période relativement longue (comme dans le cas du débat sur les AWACS), sont finalement imprégnés dans l'imaginaire et la conscience du téléspectateur. La perception de la télévision comme une source fiable découle également de la présence de correspondants vedettes tels Walter Cronkite, John Chancellor ou Tom Brokaw qui inspirent confiance pour les téléspectateurs.

¹²⁴⁸ RIELLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy 1983*. Chicago: Chicago Council of Foreign Relations, 1983. p. 8-10.

¹²⁴⁹ Ibid: p. 33-34.

¹²⁵⁰ Ibid: p. 33-34.

1.1 La première phase du débat sur les AWACS

Le 26 février 1981, le *New York Times* (dans un article qui s'intitule « U.S. To Offer Israel Jets on Easy Terms ») évoque pour la première fois la possibilité pour l'Arabie Saoudite d'acquérir des AWACS dans le cadre d'une vente d'armements liée aux F-15 achetés en 1978¹²⁵¹. La correspondante Judith Miller note que cette vente est présentée comme nécessaire par l'Administration Reagan afin de « resserrer » les liens avec l'Arabie Saoudite dans le cadre d'une stratégie plus large qui a pour but de renforcer les intérêts des États-Unis dans le golfe Persique¹²⁵². Miller explique que l'annonce de l'Administration Reagan a suscité une mobilisation importante d'Israël, du Congrès et du lobby pro-israélien et que l'Administration propose en contrepartie des équipements militaires supplémentaires à Israël (ainsi qu'environ 600 millions de dollars de prêts subventionnés). Miller fait part « du mécontentement intense » des responsables israéliens et des craintes des membres du Congrès. Ces derniers estiment que les AWACS peuvent diminuer la sécurité d'Israël et de l'Arabie Saoudite dans le cas d'une attaque militaire préemptive de la part d'Israël visant le royaume saoudien.

Miller évoque une lettre rédigée par des membres du Congrès à l'intention du président Reagan. Dans cette lettre, le transfert potentiel des AWACS à l'Arabie Saoudite est conditionné à une modification de la politique de l'Arabie Saoudite à l'égard de l'Égypte et Israël (en référence au refus de l'Arabie Saoudite de reconnaître l'accord de paix conclu entre Israël et l'Égypte le 26 mars 1979 et l'ostracisme manifesté par Riyad à l'égard du Caire suite aux accords de paix avec Israël)¹²⁵³. La lettre est signée par des représentants de l'État de New York tels Benjamin S. Rosenthal (démocrate du Queens), Stephen J. Solarz (démocrate de Brooklyn), Benjamin A. Gilman (républicain de Middletown) et John Le Boutillier (républicain du comté de Nassau à Long Island).

Judith Miller fut correspondante pour le *New York Times* à Washington D.C. entre 1977 et 2002¹²⁵⁴. Sa couverture des événements qui précédaient l'intervention militaire des États-Unis en Irak (en mars 2003) a suscité une controverse en raison des doutes exprimés sur la détention par l'Irak d'armes de destruction massive, alors que cet élément représentait le fondement de la guerre. Judith Miller a pris sa retraite du *New York Times* en novembre

¹²⁵¹ MILLER, Judith. "U.S. To Offer Israel Jets on Easy Terms". *The New York Times* [en ligne]. Le 26 février 1981, [consulté le 3 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁵² Ibid.

¹²⁵³ Ibid.

¹²⁵⁴ Ibid.

2005¹²⁵⁵. Il n'est pas clair si cette retraite a été volontaire ou bien si Miller a été contrainte de démissionner. Judith Miller était également impliquée dans l'affaire de Valérie Plame Wilson. Cette dernière (épouse de Joseph C. Wilson, ancien ambassadeur des États-Unis au Gabon) était un agent secret de la CIA dont l'identité a été dévoilée dans des circonstances très douteuses. Cette affaire a notamment conduit à la mise en accusation de Lewis Leibowitz (un responsable dans l'Administration Bush aussi connu sous le nom « Scooter Libby »)¹²⁵⁶.

Un autre correspondant du *New York Times*, Bernard Gwertzman, remarque (dans un article du 7 mars 1981) que « l'Administration Reagan a décidé, en dépit de l'opposition manifestée par Israël et de nombreux membres du Congrès, d'attribuer des équipements pouvant améliorer la capacité de frappe des 62 F-15 achetés par les Saoudiens depuis 1978 »¹²⁵⁷. Il évoque les objections des sénateurs démocrates très influents tels Edward Kennedy (Massachusetts), Alan Cranston (Californie) et Joseph R. Biden (Delaware, actuel vice-président du président Obama et ancien président de la commission des affaires étrangères du Sénat entre 2007 et 2009) qui visent plus particulièrement les garanties données par l'Administration Carter au Congrès en octobre 1978 concernant les demandes d'amélioration des F-15 formulées par Riyad¹²⁵⁸. Le département d'État, par l'intermédiaire de son porte-parole William J. Dyess, justifie la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite par « les circonstances actuelles dans le golfe Persique qui constituent un changement significatif par rapport à 1978 »¹²⁵⁹.

Gwertzman cite de « vifs désaccords » exprimés par le leadership israélien à l'égard de l'analyse stratégique de l'Administration Reagan. Les responsables israéliens affirment que l'Arabie Saoudite n'est pas directement menacée par l'Union soviétique mais que l'attribution des équipements militaires supplémentaires à l'Arabie Saoudite pourrait mettre en péril « l'équilibre stratégique » entre Israël et les Arabes. La critique israélienne vise plus particulièrement l'approche modérée revendiquée par l'Arabie Saoudite et avancée par l'Administration Reagan pour justifier la vente des AWACS. Selon Israël, « l'Arabie Saoudite ne peut en aucun cas être qualifiée d'État modéré dans la mesure où elle s'oppose aux accords

¹²⁵⁵ GORDON, R., Michael et MILLER Judith. "Threats and Responses: The Iraqis; U.S. Says Hussein Intensifies Quest for A-bomb Parts". *The New York Times* [en ligne]. Le 8 septembre 2002 [consulté le 3 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁵⁶ *Libby Indictment*. Le 31 octobre 2003, [consulté le 10 novembre 2010]. Disponible sur fichier pdf justice.gov MASLIN, Janet. "Her Identity Revealed, Her Story Expurgated". *The New York Times* [en ligne]. Le 22 octobre 2007 [consulté le 7 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁵⁷ Ibid.

¹²⁵⁸ Ibid.

¹²⁵⁹ Ibid.

de Camp David et fournit de l'aide financière à l'OLP (considérée comme une organisation terroriste par Israël)¹²⁶⁰. Ces positions sont transmises à l'Administration Reagan par l'ambassadeur israélien aux États-Unis, Ephraïm Evron. Evron a informé le département d'État de sa « déception » et de ses « préoccupations » à l'égard de cette proposition qui, à ses yeux, « ne peut qu'aggraver la course aux armements et accroître les dangers pour Israël ».

La question des AWACS (en rapport avec l'Arabie Saoudite) est évoquée à la télévision américaine pour la première fois en septembre 1980. Il est souligné que des AWACS sont déployés sur le territoire saoudien à la demande du gouvernement saoudien lors de l'éclatement de la guerre entre l'Irak et l'Iran. On mentionne également que les AWACS vont rester dans le royaume jusqu'à la fin des hostilités et que leur protection relève de la responsabilité des troupes terrestres saoudiennes et des forces aériennes saoudiennes¹²⁶¹. En revanche, une éventuelle vente des AWACS à l'Arabie Saoudite ne sera évoquée à la télévision qu'en mars 1981, alors que la presse élite évoque le sujet en février 1981. Lors d'une émission d'information diffusée par la chaîne *NBC* en début de soirée le 4 mars 1981¹²⁶², le correspondant Marvin Kalb, basé à Washington D.C., explique que l'Administration Reagan a l'intention de vendre des AWACS à l'Arabie Saoudite mais que cette vente ne doit intervenir que plus tard. Il évoque également la stratégie de compensation mis en place par l'Administration Reagan à l'égard d'Israël. Enfin, Kalb évoque les motifs de la vente d'armement à l'Arabie Saoudite, à savoir le pétrole et l'intervention soviétique en Afghanistan¹²⁶³.

Depuis Jérusalem, David Shipler reporte pour le *New York Times* les discussions qui se tiennent au parlement israélien le 16 mars 1981 où le ministre des affaires étrangères Yitzhak Shamir acclame « le sentiment d'amitié profonde qui lie nos deux peuples [Israël et les États-Unis] »¹²⁶⁴. En revanche, ce dernier déplore le fait que « l'amitié et l'entente entre les États-Unis et Israël ont été marquées par la décision américaine récente d'attribuer des armements sophistiqués à l'Arabie Saoudite ». Il rejette également les promesses faites à Israël dans le

¹²⁶⁰ Ibid.

¹²⁶¹ *CBS*, le 30 septembre 1980 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

ABC, le 30 septembre 1980 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹²⁶² *NBC*, le 4 mars 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹²⁶³ Ibid.

¹²⁶⁴ SHIPLER, David K. "Israel Says that Friendship with U.S. Has Been Damaged by Sales to Saudis". *The New York Times* [en ligne]. Le 17 mars 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

cadre de cette décision (en référence aux promesses d'équipements supplémentaires et de prêts subventionnés).

Shamir dénonce la représentation de l'Arabie Saoudite par l'Administration Reagan comme « modérée » et « pro-occidentale ». Il cite la participation de l'Arabie Saoudite dans les guerres arabes contre Israël, le rôle du leadership saoudien de « principal financier des activités terroristes de l'OLP » et enfin « l'effort persistant et agressif de l'Arabie Saoudite à l'encontre du processus de paix ». Shamir explique que « tout équipement supplémentaire attribué à l'Arabie Saoudite servira éventuellement tous les éléments extrémistes de la région qui s'opposent à la paix et à la stabilité »¹²⁶⁵.

La visite d'Alexander Haig à Riyad dans le cadre d'un voyage au Moyen-Orient (durant lequel il va également se rendre en Égypte, en Jordanie et en Israël) est annoncée par Bernard Gwertzman le 3 avril¹²⁶⁶. Le but officiel de ce voyage est d'établir un consensus stratégique entre Israël et les pays arabes contre l'expansion soviétique dans le golfe Persique. Haig doit ensuite se rendre en Europe¹²⁶⁷.

Dans « Drive a Bargain with the Saudis », un article d'opinion publié dans le *New York Times* la veille de la visite d'Alexander Haig à Riyad, l'auteur laisse entendre que l'engagement des États-Unis envers Israël est difficilement compatible avec la dépendance du pétrole saoudien¹²⁶⁸. Il dénonce le fait qu'Haig va arriver à Riyad avec une « double casquette » ; celle de protecteur d'Israël et celle de client du pétrole saoudien. L'auteur suggère qu'afin de pouvoir bénéficier d'armements américains de plus en plus sophistiqués les Saoudiens doivent modifier leur position sur le processus de paix de Camp David¹²⁶⁹.

L'auteur critique la représentation des Saoudiens et de leurs liens économiques et militaires croissants avec les États-Unis comme étant exclusivement un « positionnement antisoviétique » et en aucun cas un « alignement » avec les États-Unis. L'auteur affirme qu'au contraire « en rendant leurs forces aériennes dépendantes des équipements américains et de la formation militaire fournie par les États-Unis, les Saoudiens contribuent à un élargissement de l'influence américaine dans la région »¹²⁷⁰. Il en découle que la position anti-israélienne de l'Arabie Saoudite n'est qu'une « posture » qui devrait être abandonnée afin de rendre les

¹²⁶⁵ Ibid.

¹²⁶⁶ GWERTZMAN, Bernard. "U.S. May Sell Saudis, Radar Fuel Planes". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁶⁷ Ibid.

¹²⁶⁸ "Drive a Bargain With The Saudis". *The New York Times* [en ligne]. Le 7 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁶⁹ Ibid.

¹²⁷⁰ Ibid.

relations avec les États-Unis « plus paisibles ». Cette « posture », qui se traduit par des propos ambigus dans les relations diplomatiques avec les Palestiniens « que ces derniers ont percé à jour il y a longtemps », sert à protéger la Maison des Saoud contre les contestations et les soulèvements sur le plan politique intérieur. L'auteur explique que « si la monarchie saoudienne ne peut pas survivre un accommodement ouvert avec Israël, l'Arabie Saoudite n'est guère un lieu sûr pour « tous ces équipements militaires dangereux » [en référence aux AWACS]. Il suggère que « quelques mots honnêtes » de la part de l'Arabie Saoudite pourraient rendre les justifications de l'Administration Reagan en faveur de la vente d'armements à l'Arabie Saoudite plus convaincantes. Il juge les justifications apportées par Haig très vagues et note que ce dernier « semble impatient de donner aux Saoudiens tout ce qu'ils souhaitent »¹²⁷¹.

L'auteur suggère que « Haig veut que le Congrès approuve les ventes d'armements en raison des liens qu'elles pourraient créer avec les militaires saoudiens et pour les droits d'établissement des bases militaires dont les américains pourraient bénéficier ». « Ce que souhaite le Congrès en retour est une diplomatie saoudienne qui rende légitime la négociation arabe avec Israël ».

Il considère également que les Saoudiens ont un rôle à jouer au Liban et qu'ils devraient dépenser plus [d'argent] dans des programmes d'aide internationaux destinés au pays pauvres.

En conclusion, l'auteur explique que « le mépris manifesté par les Israéliens à l'égard du pouvoir saoudien ne s'explique pas par un manque de moyens de défense, mais par des inquiétudes concernant l'attitude de l'Occident à l'égard des ressources pétrolières saoudiennes ». L'auteur suggère que « l'Occident semble être prêt à tout pour maintenir l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes »¹²⁷².

La visite de Haig à Riyad coïncide également avec la manifestation de 100 républicains et démocrates de la Chambre des représentants contre la vente d'armements à l'Arabie Saoudite. Cette manifestation intervient au moment où le secrétaire d'État Alexander Haig s'apprête à voyager de Tel Aviv à Riyad pour des consultations avec les responsables saoudiens. Jack F. Kemp (républicain de New York) et James J. Blanchard (démocrate du Michigan) sont à la tête des 25 représentants qui critiquent la vente d'armements à l'Arabie

¹²⁷¹ Ibid.

¹²⁷² Ibid.

Saoudite. Selon leurs propres paroles, plus de 80 représentants ont demandé à ce que leur nom soit inclus dans le compte-rendu officiel¹²⁷³.

Le correspondant du *New York Times* Bernard Gwertzman commente depuis Jérusalem le voyage d'Haig dans le Moyen-Orient où ce dernier rencontre plus de difficultés avec ses interlocuteurs israéliens qu'avec ses interlocuteurs saoudiens, égyptiens et jordaniens¹²⁷⁴. Lors de réunions avec Haig, le premier ministre israélien Menahem Begin exprime en effet sa ferme opposition à l'égard de la vente d'armements. Il fait part de l'inquiétude du leadership israélien concernant la situation stratégique globale dans le Moyen-Orient. Cette opposition est interprétée par les responsables américains comme les prémices à une mobilisation prochaine des supporteurs d'Israël aux États-Unis afin de persuader le Congrès de bloquer la proposition de la vente des AWACS¹²⁷⁵. Haig, pour sa part, défend la vente pour plusieurs raisons. Il affirme en premier lieu qu'il est essentiel d'honorer l'engagement de l'Administration Carter à l'égard de l'Arabie Saoudite et il insiste en second lieu sur la sécurité globale dans le golfe Persique. En revanche, Haig ne fait pas de promesses à Israël concernant d'éventuelles compensations¹²⁷⁶.

L'importance de la visite d'Alexander Haig à Riyad se retrouve dans la couverture télévisuelle avec environ quatre minutes accumulées le 7 avril 1981. Parmi les chaînes nationales, *CBS* et *ABC* couvrent cet événement¹²⁷⁷. L'objectif de la visite (la sécurité dans le golfe Persique) et l'importance de celle-ci à la fois pour les États-Unis et l'Arabie Saoudite sont évoqués.

Le 8 avril, Bernard Gwertzman commente les impressions d'Haig à l'issue de son voyage. Haig affirme avoir rempli sa mission qui était de « préparer le terrain pour des liens plus forts avec tous les pays de la région »¹²⁷⁸. L'impression d'un résultat relativement modeste ressort cependant au travers des commentaires de Gwertzman qui rapporte depuis Madrid (prochaine étape du voyage d'Haig).

¹²⁷³ Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“100 Back House Protest on Arms Sales to Saudis”. *The New York Times* [en ligne]. Le 8 avril 2010 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁷⁴ GWERTZMAN, Bernard. “Sadat Said to Agree to G.I.'s in Sinai Unit”. *The New York Times* [en ligne]. Le 5 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁷⁵ Ibid.

¹²⁷⁶ Ibid.

¹²⁷⁷ *CBS*, le 7 avril 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

ABC, le 7 avril 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹²⁷⁸ GWERTZMAN, Bernard. “Haig Ends Mideast Tour Saying Results Please Him”. *The New York Times* [en ligne]. Le 9 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Il note que les conseillers d'Haig ont expliqué aux correspondants à bord de l'avion qui a amené Haig à Madrid que « la vente d'armements à l'Arabie Saoudite allait provoquer un affrontement au Congrès, mais que la vente serait justifiée par Haig au nom de l'intérêt national »¹²⁷⁹.

Nous notons qu'un nombre limité de correspondants des principaux quotidiens, magazines et chaînes de télévision suivent le Président et d'autres responsables clés lors de leurs déplacements à l'étranger.

L'opposition exprimée par les Saoudiens et les Jordaniens à l'égard des accords de Camp David et du soutien apporté par Washington en faveur d'Israël figure certainement parmi les principales déceptions d'Haig. Malgré cette déception, Alexander Haig affirme que « tous les objectifs stipulés avant son voyage dans le Moyen-Orient ont été atteints y compris le plus important qui était d'établir des relations de proximité avec les Israéliens et les leaders arabes ». L'approche adoptée par Haig était, selon ses conseillers, « directe, ferme et servait à rendre explicite l'intention ferme des États-Unis de ne plus ignorer l'interventionnisme flagrant et illégal de l'Union soviétique »¹²⁸⁰.

Gwertzman constate qu'il est néanmoins difficile de déterminer le degré réel de réussite du voyage d'Haig dans le Moyen-Orient étant donné qu'aucune négociation n'avait lieu et que les déclarations des divers leaders excepté Anouar el-Sadate de l'Égypte n'ont pas été particulièrement enthousiastes¹²⁸¹.

S'agissant des responsables saoudiens, le prince Saoud al-Faysal (ministre des affaires étrangères) a déclaré à l'aéroport de Riyad (avant le départ d'Haig) que « les États-Unis et l'Arabie Saoudite partageaient globalement la même orientation et perception sur un nombre de sujets ». Dans le même temps, l'Arabie Saoudite considérait « qu'Israël et non pas l'Union soviétique (comme l'affirme Alexandre Haig) était le principal facteur d'instabilité dans le Moyen-Orient ». Ces opinions qui, de manière certaine allaient susciter de violentes réactions au Congrès, étaient partagées par les responsables jordaniens¹²⁸².

Anticipant des questions sur le degré de soutien de l'Administration Reagan en faveur d'Israël, les conseillers d'Haig ont rassuré les correspondants à bord sur le fait qu'Haig avait été franc lors de ses entretiens avec les leaders arabes concernant son engagement à l'égard d'Israël qu'il a qualifié d'allié (bien qu'il n'existe aucun accord de défense formel entre les États-Unis et Israël, comme mentionné précédemment). Haig a également souligné l'intention

¹²⁷⁹ Ibid.

¹²⁸⁰ Ibid.

¹²⁸¹ Ibid.

¹²⁸² Ibid.

des États-Unis de maintenir l'avantage qualitatif d'Israël sur le plan militaire (par rapport aux pays arabes). De plus, il a laissé entendre que l'engagement des États-Unis à l'égard d'Israël allait jouer un rôle important lors de la soumission de la proposition de vente des AWACS au Congrès. Enfin, il s'est dit conscient à la fois des enjeux et des difficultés liés à cette proposition¹²⁸³.

La question de la création d'un consensus stratégique se révèle problématique car l'Administration Reagan (et avant elle, l'Administration Carter) n'a pas été franche quant aux motivations liées au déploiement des AWACS en Arabie Saoudite, à savoir établir une présence américaine permanente en Arabie Saoudite. Les Saoudiens (en dépit de leurs liens économiques et militaires avec les États-Unis) ont rejeté de telles demandes dans le passé. En privé, en revanche, ils encouragent les États-Unis à renforcer leur présence navale dans le golfe Persique et se sont montrés positifs à l'idée du déploiement des AWACS opérés par du personnel américain sur leur territoire en septembre 1980¹²⁸⁴.

Nous notons que le voyage d'Alexander Haig servait aussi à remplir d'autres objectifs que ceux directement liés aux dossiers politiques en question. Outre l'établissement d'un consensus stratégique entre Israël et les pays arabes, Haig entendait améliorer son image qui avait été ternie par sa gestion de la crise survenue dans l'exécutif suite à la tentative d'assassinat du président Reagan le 30 mars 1981. Ce voyage a démontré qu'en dépit de son statut politique précaire aux États-Unis, Haig semble très respecté par les leaders arabes et israéliens qui ont salué sa « vigueur », son « comportement énergique », sa « position ferme » à l'égard de l'Union soviétique, sa « loyauté » à l'égard des amis et sa « connaissance » des dossiers. Enfin, Haig avoue que l'animosité entre les leaders arabes et Israël d'une part et parmi les Arabes d'autre part ont empêché les différentes parties de parvenir à un consensus stratégique¹²⁸⁵.

Une contribution très intéressante au débat sur les AWACS est apporté par Joseph R. Biden dont l'article d'opinion « Stop Arms for Saudis » est publié dans le *New York Times* le 15 avril 1981¹²⁸⁶. Biden constate que l'Administration Reagan va vivre une confrontation inutile avec le Congrès, Israël et l'Arabie Saoudite concernant la politique d'armement des États-Unis à l'égard du Moyen-Orient. Il affirme que « plus de la moitié des membres du

¹²⁸³ Ibid.

¹²⁸⁴ Ibid.

¹²⁸⁵ GWERTZMAN, Bernard. “Attempting to Recoup, Haig Works Hard to Score Points Abroad”. *The New York Times* [en ligne]. Le 12 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁸⁶ BIDEN, Joseph R. “Stop Arms for Saudis”. *The New York Times* [en ligne]. Le 15 avril 1981 [consulté le 15 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Congrès se sont opposés à la vente d'armements non seulement en raison de la menace amplifiée contre Israël et du danger potentiel pour la technologie d'armement très pointue des États-Unis, mais également en raison des assurances données par le président Carter au Congrès en 1978 dans le cadre de la vente des F-15 à l'Arabie Saoudite ». Joseph Biden constate que « cette manifestation d'insensibilité de la part de l'Administration Reagan rend une confrontation majeure inévitable (au Congrès) »¹²⁸⁷.

Biden évoque le scénario d'un rejet partiel ou total de la proposition de vente d'armements par le Congrès et indique qu'il sera extrêmement difficile pour les Saoudiens de poursuivre ou élargir la coopération stratégique avec les États-Unis étant donné la perte de prestige et la réévaluation politique qu'un tel échec va provoquer pour le leadership saoudien. Biden constate cependant que « même dans le cas d'une validation par le Congrès de la vente d'armements, le débat va mettre en lumière la « fragilité inhérente » de l'Arabie Saoudite et sa dépendance à l'égard d'un grand nombre de techniciens militaires américains pour l'opération des nouveaux équipements. Aucun de ces éléments n'est de nature à renforcer la confiance des Saoudiens ou faciliter un rapprochement avec la position américaine sur l'établissement des bases militaires, la politique énergétique ou le processus de paix dans le Moyen-Orient »¹²⁸⁸.

Biden se demande dans quelle mesure la vente d'armements à l'Arabie Saoudite répond aux intérêts nationaux de sécurité des États-Unis étant donné que les Saoudiens maintiennent leur position sur des questions sensibles telles que les accords de Camp David et le soutien financier de l'OLP (qualifiée d'organisation terroriste par les États-Unis et par Israël). Il considère que « les États-Unis devraient prendre la chute du Shah comme exemple et que notre équipement militaire sophistiqué ne devrait pas être attribué à des régimes instables »¹²⁸⁹.

Enfin, Biden se montre sceptique quant à la présence de techniciens américains en Arabie Saoudite afin de garantir l'influence américaine sur l'utilisation de cet équipement. Il estime que, même dotée de cet équipement nouveau, l'Arabie Saoudite seule ne pourra jamais dissuader ou vaincre l'Union soviétique. Pour cette raison, « les États-Unis ne devraient pas s'attendre à ce que leur coopération stratégique soit plus forte ou plus large que leur consensus sur d'autres questions. Ceux qui craignent que les Saoudiens se tournent ailleurs s'ils reçoivent une réponse négative devraient reconnaître que les Saoudiens sont libres d'agir ainsi, même après la vente. La sécurité des États-Unis requiert davantage que des promesses d'amitié et

¹²⁸⁷ Ibid.

¹²⁸⁸ Ibid.

¹²⁸⁹ Ibid.

des espoirs de coopération. Les risques stratégiques inhérents à cette vente d'armements justifient un rejet de notre part »¹²⁹⁰.

Ces positions sont partagées par William Safire, chroniqueur politique de longue date du *New York Times* dans un essai du 16 avril 1981. Safire adopte une position critique à l'égard de l'Arabie Saoudite et une position très favorable à Israël. Il fait allusion à « l'ambiguïté » du président Carter à l'égard d'Israël et de l'Arabie Saoudite¹²⁹¹. Cette ambiguïté ressort dans une « promesse secrète » faite par le Président à l'Arabie Saoudite suite à des demandes d'amélioration des 62 F-15 achetés en 1978¹²⁹². Safire affirme que l'Administration Carter était prête à soumettre la proposition de vente d'armements au Congrès lors de la période de transition (entre novembre 1980 et le 20 janvier 1981) mais qu'Alexander Haig a refusé. Selon Safire, Haig a conseillé aux Israéliens (qui étaient au courant de ces réflexions) « de ne pas chercher à inciter leurs supporteurs américains à s'opposer à la vente ». Safire évoque également de « vagues promesses de compensation » faites aux Israéliens avec l'attribution d'armements supplémentaires. Safire laisse entendre que le leadership israélien était prêt à courir ce risque « se fiant à l'amitié de Ronald Reagan »¹²⁹³. Ces informations sont confirmées dans une lettre rédigée par Harold Brown et Edmund Muskie rendue publique le 19 avril 1981¹²⁹⁴. Brown aurait rencontré le prince Sultan au cours du printemps 1980 et aurait déclaré que l'Administration Carter regarderait les améliorations des F-15 demandées par l'Arabie Saoudite d'un œil favorable après les élections présidentielles de novembre 1980¹²⁹⁵.

Les critiques très importantes suscitées par la proposition de la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite à la fois au Congrès et en Israël amène l'Administration Reagan à considérer un report de la proposition¹²⁹⁶. Avant le départ d'Alexander Haig pour le Moyen-Orient le 3 avril 1981, l'Administration Reagan avait l'intention de notifier officiellement le Congrès de sa décision le 27 avril 1981 (après les vacances des Pâques). Cependant, l'opposition d'Israël

¹²⁹⁰ Ibid.

¹²⁹¹ McFADDEN, Robert D. "William Safire, Political Columnist, and Language Oracle, Dies at 79". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 septembre 2009 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁹² SAFIRE, William. Essay. *The New York Times* [en ligne]. Le 16 avril 1981 [consulté le 5 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁹³ Ibid.

¹²⁹⁴ GWERTZMAN, Bernard. "U.S. Will go Ahead on Deal with Saudis for five Radar Planes". *The New York Times* [en ligne]. Le 22 avril 1981 [consulté le 6 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹²⁹⁵ Ibid.

¹²⁹⁶ GWERTZMAN, Bernard. "Saudis' AWACS: Afterthoughts; New Analysis". *The New York Times* [en ligne]. Le 16 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

et du Congrès amène les responsables de l'Administration Reagan à changer de stratégie. Ce changement s'explique également par la crainte qu'un débat virulent au Congrès mette à jour les fragilités inhérentes de l'Arabie Saoudite et vienne de ce fait compromettre les relations futures entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite¹²⁹⁷. Bernard Gwertzman cite des responsables haut placés de l'Administration Reagan pour qui « les enjeux politiques sont désormais si importants non seulement aux États-Unis, mais en Israël et en Arabie Saoudite, que le président Reagan sera probablement contraint de décider personnellement si la proposition de vente doit être soumise au Congrès ce mois-ci (l'article de Gwertzman est publié le 16 avril) ou bien si elle doit être reportée à une date ultérieure, après les élections israéliennes du 30 juin »¹²⁹⁸.

L'Arabie Saoudite va rejeter les idées de l'Administration selon lesquelles une confrontation politique au Congrès pourrait être évitée si la vente était reportée et si Riyad se contentait d'équipements pouvant accroître la capacité de frappe des F-15 achetés auparavant¹²⁹⁹. Les Saoudiens maintiennent leur position ; les AWACS sont nécessaires à leur défense et ils constituent un test pour l'amitié américano-saoudienne. De plus, le leadership saoudien souhaite que les équipements militaires en question fassent l'objet d'une seule vente et que celle-ci s'effectue sans délais ni reports. Ce qui pose problème aux yeux des membres du Congrès est le refus du leadership saoudien de faire un quelconque geste de réciprocité à l'égard d'Israël. De tels gestes ont été évoqués lors de la visite en Arabie Saoudite d'une délégation du Congrès présidée par Howard Baker (le leader républicain de la majorité au Sénat)¹³⁰⁰.

Les difficultés rencontrées par l'Administration Reagan dans sa campagne en faveur des AWACS vont provoquer des tensions dans l'Administration Reagan. Selon des responsables du département d'État, le département de la défense (et le secrétaire à la défense Caspar Weinberger notamment) ne démontre pas suffisamment de sensibilité politique à l'égard de la promotion des AWACS. Ils estiment que le département de la défense s'est engagé envers les Saoudiens sans prendre en considération les réactions du Congrès et d'Israël. Ces mêmes sources laissent entendre que le secrétaire d'État Alexander Haig s'oppose à l'inclusion des AWACS dans la vente d'armements, précisément en raison des difficultés attendues avec

¹²⁹⁷ Ibid.

¹²⁹⁸ Ibid.

¹²⁹⁹ GWERTZMAN, Bernard. "Saudis Rebuff U.S. on Postponing Deal for 5 Radar Planes". *The New York Times* [en ligne]. Le 18 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³⁰⁰ Ibid.

Israël et le Congrès sur ce sujet, mais que dans le même temps, il défend la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite et justifie celle-ci par les intérêts nationaux de sécurité¹³⁰¹.

La perspective d'une présence militaire américaine permanente au Moyen-Orient que l'Administration Reagan espère obtenir au travers des AWACS est représentée comme positive aussi bien pour l'Arabie Saoudite que pour Israël. Bernard Gwertzman (le 18 avril 1981) suggère que le débat sur les AWACS est pour cette raison devenu le premier test de l'hypothèse avancée par Alexander Haig selon laquelle un consensus stratégique peut être établi au Moyen-Orient contre l'Union soviétique et en dépit des animosités locales entre les Arabes et les Juifs. Gwertzman explique que ni les Israéliens ni les Saoudiens ne semblent être convaincus par le voyage récent d'Haig et qu'aucune des parties n'a mis de côté ses différences¹³⁰².

Le pétrole entre dans le débat sur les AWACS le 19 avril 1981 alors que Cheikh Yamani est en visite aux États-Unis où il s'exprime sur la politique pétrolière de l'Arabie Saoudite et les AWACS. Yamani est interrogé par la presse et la télévision américaine où il apparaît notamment dans l'émission débat « Meet the Press » diffusée sur la chaîne *NBC*¹³⁰³. Des extraits de cette émission sont diffusés dans des émissions d'information en début de soirée sur *NBC* et *ABC*. Dans ces séquences d'environ une minute, Cheikh Yamani commente l'engagement des États-Unis au sujet de la vente d'armements à l'Arabie Saoudite et l'importance vitale des AWACS à la fois pour l'Arabie Saoudite et les États-Unis¹³⁰⁴. Il revendique aussi que l'Arabie Saoudite a créé elle-même le surplus actuel de pétrole. Sur *ABC*, l'opposition probable du Congrès concernant la vente des AWACS est soulignée¹³⁰⁵. Le sénateur démocrate de l'État de Washington Henry Jackson est cité. Il énumère toutes les conditions que l'Arabie Saoudite doit remplir afin que les AWACS soient approuvés par le Sénat¹³⁰⁶.

Dans des entretiens avec la presse, Cheikh Yamani explique la politique pétrolière actuelle de l'Arabie Saoudite. Il maintient que l'Arabie Saoudite ne prévoit pas

¹³⁰¹ Ibid.

¹³⁰² Ibid.

¹³⁰³ *NBC*. Le 19 avril [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹³⁰⁴ Ibid.

ABC. Le 19 avril 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹³⁰⁵ Ibid.

¹³⁰⁶ Ibid.

d'augmentation du prix du pétrole ou de diminution de la production pétrolière (à moins que des baisses significatives ne soient décidées par les autres producteurs de l'OPEP)¹³⁰⁷.

Steven Rattner note dans le *New York Times* du 20 avril 1981 que « ces commentaires représentent la menace la plus sérieuse à ce jour pour la lutte entre l'Arabie Saoudite et les autres membres de l'OPEP sur le prix du pétrole ». Cheikh Yamani considère que le prix du pétrole a subi des hausses trop importantes et que ce n'est pas dans l'intérêt de la communauté internationale de procéder à de nouvelles augmentations¹³⁰⁸. Pour cette raison, l'auteur prévoit une réduction de 15% du prix appliqué par les autres producteurs de l'OPEP.

Rattner juge la politique pétrolière actuelle de l'Arabie Saoudite réaliste en raison du surplus créé par les effets de synergie d'une production élevée et d'une demande faible. Il note que la stratégie actuelle de l'Arabie Saoudite de produire au dessus de son seuil de production a attiré beaucoup d'attention mais que la revendication de Cheikh Yamani n'est pas unanimement acceptée. Rattner suggère que l'apparition de Cheikh Yamani à la télévision américaine (la première depuis six ans) et sa position ferme sur le prix du pétrole semblaient coïncider avec le débat sur les AWACS. Cheikh Yamani refuse pour sa part de voir un lien entre les AWACS et la politique pétrolière de l'Arabie Saoudite. Il réfute également les suggestions de certains experts américains qui indiquent que la vente d'équipements militaires pourrait mener à une présence militaire américaine permanente en Arabie Saoudite ou donner aux États-Unis l'avantage de disposer des équipements prêts à utiliser en cas de conflit. Selon Cheikh Yamani, une présence américaine permanente aurait pour seul effet d'attirer la présence soviétique¹³⁰⁹.

1.2. La seconde phase du débat sur les AWACS

L'annonce (le 21 avril 1981) de la décision de l'Administration Reagan de vendre des armements à l'Arabie Saoudite s'accompagne d'une déclaration qui confirme « l'engagement des États-Unis à l'égard de l'Arabie Saoudite pour procéder à la vente des armements »¹³¹⁰. En revanche, elle ne contient aucune précision sur la date à laquelle la proposition de vente sera soumise au Congrès. Cette annonce a pour but de rassurer les Saoudiens sur la détermination

¹³⁰⁷ RATTNER, Steven. "Saudi Official Vows High Output of Oil Until Prices Drop". *The New York Times* [en ligne]. Le 20 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³⁰⁸ Ibid.

¹³⁰⁹ Ibid.

¹³¹⁰ GWERTZMAN, Bernard. "U.S. Will go Ahead on Deal with Saudis for five Radar Planes". *The New York Times* [en ligne]. Le 22 avril 1981 [consulté le 6 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

des États-Unis à honorer leur engagement en dépit des vives critiques exprimées par Israël et une majorité des membres du Congrès¹³¹¹.

Un article d'opinion paru dans le *New York Times* le 21 avril coïncide avec l'annonce de l'Administration Reagan¹³¹². L'article s'intitule « The AWACS Won't Fly », un jeu de mot qui fait référence aux avions de surveillance (les AWACS) et au fait que la proposition de vente des AWACS sera probablement rejetée par le Congrès. L'auteur (dont l'identité n'est pas connue) note que « si les AWACS devaient voler au dessus du Congrès, ils allaient capter un message très clair: annule cette vente! »¹³¹³.

L'auteur avertit « qu'en insistant sur un vote pour les AWACS au Congrès, le président Reagan compromet sa réputation en Israël dont il aura besoin dans les négociations prochaines avec Israël sur la Cisjordanie ». L'auteur souligne que « les Saoudiens ont déclaré qu'ils ne donneront rien en retour sauf de l'argent car, contrairement aux souhaits du Pentagone, les Saoudiens ne laisseront pas les AWACS devenir un prétexte pour établir des bases militaires américaines sur leur territoire »¹³¹⁴.

L'auteur maintient que « les Saoudiens n'ont pas besoin des AWACS pour se défendre et que ces derniers sont devenus un sujet suite au déploiement des AWACS en Arabie Saoudite en septembre 1980 ». Il laisse entendre que le Pentagone, qui selon lui a été « induit en erreur » par les faucons du Congrès, a promu cette confrontation [au Congrès] car il a davantage besoin des AWACS que l'Arabie Saoudite. De plus, le département d'État, qui n'est pas un « défenseur d'Israël », semble prêt à accepter un retrait¹³¹⁵. L'auteur conclut que « le président Reagan devrait retirer les AWACS de la proposition de vente d'armements et dire la vérité aux Saoudiens: les États-Unis ne peuvent pas se permettre de leur vendre des AWACS »¹³¹⁶.

La réaction d'Israël et de ses supporters sur le plan politique américain est immédiate. Le *New York Times* rapporte le 22 avril qu'Israël s'oppose à la décision de l'Administration Reagan d'attribuer des armes sophistiquées, y compris des AWACS à l'Arabie Saoudite¹³¹⁷. Le premier ministre israélien Menahem Begin proteste officiellement et appelle les États-Unis à reconsidérer leur décision. Il exprime son « profond regret », son « opposition franche » et

¹³¹¹ Ibid.

¹³¹² «The AWACS Won't Fly». *The New York Times* [en ligne]. Le 21 avril 1981 [consulté le 9 novembre 1981]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³¹³ Ibid.

¹³¹⁴ Ibid.

¹³¹⁵ Ibid.

¹³¹⁶ Ibid.

¹³¹⁷ «Israel Expresses "Profound Regret" Over Plans to Sell AWACS to Saudis». *The New York Times* [en ligne]. Le 22 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

avertit que « la paix au Moyen-Orient et la sécurité d'Israël sont mises en péril avec l'attribution d'armements offensifs sophistiqués aux Saoudiens ». De plus, il rappelle que « les Saoudiens ont rejeté les accords de Camp David, se sont opposés à la reconnaissance d'Israël et ont apporté de l'aide financière à des organisations terroristes »¹³¹⁸.

1.3. Des déclarations anti-israéliennes de Cheikh Yamani enflamment le débat sur les AWACS

Certaines déclarations des responsables saoudiens lors du débat sur les AWACS ont pour effet d'enflammer un climat d'opinion déjà très tendu et mettent en danger la campagne de promotion de l'Administration Reagan. Ce sera notamment le cas des déclarations de Cheikh Yamani devant un public composé de responsables pétroliers, d'experts et d'autres personnes ayant des liens avec l'industrie pétrolière à l'hôtel Plaza de New York, le 24 avril 1981¹³¹⁹. L'événement est sponsorisé par la Foreign Policy Association (une association de politique étrangère dédiée à la formation du public américain dans le domaine des affaires étrangères)¹³²⁰. Selon Cheikh Yamani qui s'exprime selon ses propres mots « à cœur ouvert », l'Arabie Saoudite se trouve confrontée à deux menaces: le communisme international et Israël. La menace posée par l'Union soviétique renforce la relation entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis tandis qu'Israël constitue une menace pour cette relation. La menace posée par Israël s'explique par le fait que les Israéliens sont des « agresseurs potentiels », ce qui est prouvé par leur interventionnisme dans le Moyen-Orient selon Cheikh Yamani. L'aide américaine à Israël a pour résultat de déstabiliser le Moyen-Orient car cette aide renforce la position de l'Union soviétique par rapport aux pays arabes radicaux¹³²¹. Enfin, Cheick Yamani réfute les critiques selon lesquelles la politique pétrolière de l'Arabie Saoudite sert de levier pour contraindre les États-Unis à leur attribuer des AWACS¹³²². Le correspondant du *New York Times* Douglas Martin qui couvre cet événement note que certaines des remarques anti-israéliennes de Cheikh Yamani sont acclamées par le public¹³²³.

¹³¹⁸ Ibid.

¹³¹⁹ MARTIN, Douglas. "Saudi Says Israel is Chief Threat Not Russia". *The New York Times* [en ligne]. Le 24 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³²⁰ Ibid.

¹³²¹ Ibid.

¹³²² SILK, Leonard. "Economic Scene; The Slippage in Oil Power". *The New York Times* [en ligne]. Le 13 mai 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³²³ Ibid.

Sans surprise le discours de Cheikh Yamani à l'hôtel Plaza va susciter de très vives réactions de la part des opposants à la vente des AWACS.

William Safire note dans « Yamani or Ya Life » (le 27 avril 1981) que Cheikh Yamani a « démolé » l'argumentaire que le département d'État et le département de la défense avaient si soigneusement préparé pour justifier la vente d'armements »¹³²⁴. Safire souligne que les secrétaires Haig et Weinberger ont travaillé « sans relâche » pour persuader le Congrès que les armements seront utilisés pour dissuader l'Union soviétique et non pas pour détruire Israël ». Il affirme que Cheikh Yamani a « délibérément » démolé cette justification car « l'Arabe dont le pays s'est vu promettre des équipements militaires qui lui vont permettre de faire pleuvoir la mort sur Tel Aviv a déclaré qu'Israël représente une plus grande menace pour l'Arabie Saoudite que l'Union soviétique ».

Les déclarations de Cheikh Yamani sont également commentées par Ivan J. Novick (président de la Zionist Organisation of America) dans une lettre adressée à l'éditeur du *New York Times* le 30 avril 1981 (l'article s'intitule « Contradictory American and Saudi Policies »)¹³²⁵.

Novick affirme que « les opinions exprimées par Cheikh Yamani apportent non seulement la preuve de la position anti-américaine de l'Arabie Saoudite mais qu'elles ont également pour résultat d'anéantir toute illusion concernant la modération de l'Arabie Saoudite ». Novick explique que « la rhétorique sournoise de Cheikh Yamani ne va pas contraindre le peuple américain à accommoder les ennemis de notre ami véritable, l'État d'Israël. Le peuple américain s'y opposera »¹³²⁶.

Des critiques à l'égard de la vente des AWACS sont également exprimées par les Jewish War Veterans of the United States Army dans une lettre adressée à l'éditeur du *New York Times* le 15 avril 1981. La lettre qui est parue dans le *New York Times* le 26 avril 1981 est signée par le président de l'organisation, Irving Steinberg¹³²⁷.

Les vétérans juifs s'opposent à la vente d'armements sophistiqués à l'Arabie Saoudite pour des raisons de sécurité nationale. Ils considèrent que l'Arabie Saoudite n'a pas rempli sa part dans le « contrat officieux » établi lors la vente des F-15 en 1978 avec la conduite d'une politique pétrolière modérée en adéquation avec les préoccupations énergétiques américaines.

¹³²⁴ SAFIRE, William. "Yamani or Ya Life". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³²⁵ "Contradictory American and Saudi Policies". *The New York Times* [en ligne]. Le 30 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³²⁶ Ibid.

¹³²⁷ "Why Do the Saudis Deserve American Arms"? *The New York Times* [en ligne]. Le 26 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Ils affirment qu'au lieu d'adopter une telle politique, l'Arabie Saoudite a été une force majeure derrière l'augmentation du prix du pétrole de 12 à environ 30 dollars le baril [ils ne précisent pas sur quelle période]. Ils notent également que les Saoudiens ont menacé de réduire leur production si les États-Unis rétablissent leur réserve stratégique de pétrole tel que mandaté par le Congrès. Enfin, ils se demandent si les États-Unis peuvent se permettre un tel chantage¹³²⁸.

Les vétérans juifs avertissent qu'en fournissant une protection vitale à l'Arabie Saoudite, les États-Unis encourent le risque d'être de nouveau piégés comme ils l'ont été en Iran où leurs capacités opérationnelles ont été compromises. Ils font ici référence aux équipements militaires américains compromis avec la Révolution en Iran. Ils considèrent que la plus grande menace avec l'Arabie Saoudite est son instabilité interne ainsi que « les menaces constantes contre son oligarchie trébuchante ». Le fait d'accorder de nombreux équipements militaires pourrait provoquer des troubles sociaux comme cela a été le cas en Iran¹³²⁹.

Les vétérans juifs concluent que « les États-Unis ne devraient pas attribuer d'équipements militaires sophistiqués à un gouvernement instable dans une région intrinsèquement volatile »¹³³⁰.

Le débat sur les AWACS s'étend également dans le domaine culturel comme le démontre un article d'opinion publié dans le *New York Times* le 10 mai 1981 (l'article date du 27 avril). L'article, qui s'intitule « Where's the Assurance of the Saudi Restraint on Arms », est signé par des personnalités littéraires (pour la plupart) telles Saul Bellow, El Doctorow et Norman Mailer, l'économiste John Kenneth Galbraith ainsi que l'historienne et écrivaine Barbara Tuchman¹³³¹. Les signataires sont membres de l'association Writers and Artists for Peace in the Middle East. Leurs critiques s'articulent autour de l'instabilité supposée de l'Arabie Saoudite, des « méthodes de chantage et de manipulation » employées par celle-ci (en référence à l'instrumentalisation supposée du pétrole afin d'obtenir des AWACS), du soutien de l'Arabie Saoudite au terrorisme palestinien, de la volonté saoudienne supposée de détruire Israël (manifestée selon les signataires par un appel de l'Arabie Saoudite à un Jihad contre Israël) et enfin l'opposition de l'Arabie Saoudite aux accords de Camp David¹³³². Les signataires de l'article se demandent si les États-Unis peuvent apporter de réelles garanties sur

¹³²⁸ Ibid.

¹³²⁹ Ibid.

¹³³⁰ Ibid.

¹³³¹ "Where's the Assurance of Saudi Restraint?" *The New York Times* [en ligne]. Le 10 mai 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³³² Ibid.

le fait que les armements sophistiqués compris dans la proposition de vente ne seront pas utilisés contre les intérêts vitaux des États-Unis dans le golfe Persique ou contre Israël¹³³³.

Il existe bien entendu des voix « neutres » ou clairement « favorables » à la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite. Une voix critique de la représentation du lobby « pro-israélien » est celle de George E. Fahid qui adresse une lettre à l'éditeur du *New York Times* le 12 mai 1981 en réponse à la lettre des personnalités littéraires évoquée précédemment¹³³⁴.

Fahid évoque l'application du principe de « deux poids deux mesures » à l'égard d'Israël et des pays arabes tels l'Arabie Saoudite en matière de ventes d'armements. Il conçoit le fait que vendre des armes – en réalité des instruments de mort – à un pays, quel qu'il soit, ne peut pas être considéré comme moral et que pour cette raison, il est nécessaire pour les États-Unis d'aborder cette question avec beaucoup de retenue. En revanche, il remet en question les arguments liés au manque de soutien de l'Arabie Saoudite en faveur des accords de Camp David et à son manque de retenue en matière de politique pétrolière avancés par les personnalités littéraires. Fahid considère que les personnalités littéraires illustrent elles-mêmes le principe des « deux poids deux mesures » lorsqu'elles omettent de mentionner le refus d'Israël de mettre fin à la colonisation de la Cisjordanie en dépit des critiques soulevées à cet égard par les États-Unis. Fahid pose la question de savoir si cela a amené les États-Unis à insister pour que des armements ne soient pas ou plus attribués à Israël¹³³⁵.

Malcolm C. Peck et George F. Smalley (respectivement directeur des programmes et directeur des conférences du MEI, une fondation dédiée à l'étude du Moyen-Orient basée à Washington D.C.) sont deux voix clairement favorables à la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite. Leur lettre, adressée à l'éditeur du *New York Times* et qui s'intitule « Stable Saudi Arabia », parue le 26 juillet 1981, est une réponse à l'article « Foreign Policy » (du 8 juillet 1981) de l'ancien éditeur du *New York Times*, John B. Oaks¹³³⁶. La critique soulevée par Peck et Smalley vise la représentation d'Oaks de la politique étrangère et de défense de l'Administration Reagan comme un « substitut militariste déraisonnable » à une politique à l'égard de régimes qui dans de nombreux cas sont instables, et la plupart du temps non fiables, mais qui dans tous les cas ont des politiques intérieures et étrangères qui divergent potentiellement des intérêts des États-Unis sur le long terme ». Tous deux affirment que les preuves avancées par Oaks pour bâtir son argumentaire sont bien plus controversées que ce

¹³³³ Ibid.

¹³³⁴ “A Double Standard on Middle East Arms Sales”. *The New York Times* [en ligne]. Le 22 mai 1981 [consulté le 11 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³³⁵ Ibid.

¹³³⁶ “Stable Saudi Arabia”. *The New York Times* [en ligne]. Le 26 juillet 1981 [consulté le 15 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

dernier ne le laisse entendre. Un argument avancé par Oaks concerne « le danger inhérent à l'attribution de l'aide militaire aux États qui sont aussi agressifs et instables que l'Iran » [en référence à l'Arabie Saoudite] car « cela ne fait qu'amplifier les craintes d'Israël et rend la situation au Moyen-Orient encore plus explosive »¹³³⁷.

Peck et Smalley expliquent qu'Oaks n'apporte aucune preuve sur l'instabilité de l'Arabie Saoudite et qu'il n'explique pas non plus dans quelle mesure les cas de l'Iran et de l'Arabie Saoudite sont comparables. Ce manque de preuve s'applique également à l'argument selon lequel les attributions militaires, même modestes, peuvent amplifier « la paranoïa » d'Israël¹³³⁸.

Les auteurs maintiennent que « contrairement à l'Iran, la monarchie saoudienne trouve son origine dans deux siècles de gouvernement fondés sur une alliance entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel ». De plus, ils affirment que « la famille royale composée de plusieurs milliers de princes, dont beaucoup sont impliqués dans les affaires économiques, politiques et militaires de l'Arabie Saoudite, gouverne par consensus selon les préceptes de la loi islamique ce qui a pour résultat de garantir le soutien des oulémas ». Aussi, Peck et Smalley soutiennent que « l'ajustement efficace » des Saoudiens face à des événements potentiellement déstabilisants comme l'assassinat du roi Faysal et la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque suggère la viabilité et la stabilité de leur régime sur le long terme¹³³⁹.

Enfin, Peck et Smalley expliquent qu'au lieu d'évoquer la paranoïa israélienne, il est nécessaire de s'intéresser aux préoccupations légitimes de défense des deux pays. Il convient par exemple d'identifier les véritables menaces posées contre l'Arabie Saoudite et pour lesquelles les AWACS constituent un outil de défense approprié¹³⁴⁰.

Nous retrouvons ici les éléments clés du discours sur « l'exceptionnalisme saoudien » évoqué dans la première partie de la thèse. Ce discours s'articule autour de la fondation de l'Arabie Saoudite sur le règne ininterrompu de la Maison des Saoud depuis le dix-huitième siècle quand une alliance fut établie entre la Maison des Saoud et l'érudit religieux Abdel al-Wahhab. Comme suggéré auparavant, ce discours est instrumentalisé par les supporters de la relation stratégique entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite pour justifier des accords d'armements et des mesures de coopération entre ces deux pays dans les domaines stratégiques et économiques.

¹³³⁷ Ibid.

¹³³⁸ Ibid.

¹³³⁹ Ibid.

¹³⁴⁰ Ibid.

Enfin, nous tenons à mentionner les liens financiers entre le Middle East Institute (MEI) et la Maison des Saoud. Stephen Schwartz, fervent critique du wahhabisme et du régime saoudien, décrit le MEI comme le « rouage le plus important de la machinerie du lobby saoudien »¹³⁴¹. Le MEI a bénéficié d'une donation très généreuse de la Maison des Saoud. Schwartz dénonce le fait que le MEI ait nommé Wyche Fowler Junior (ancien ambassadeur des États-Unis en Arabie Saoudite du 14 septembre 1996 au 1^{er} mars 2001), président du conseil d'administration, six semaines après les attentats du 11 septembre et Thomas A. Lippman (cité auparavant), chercheur associé. Lippman est l'auteur d'un ouvrage de référence sur la relation américano-saoudienne *Inside the Mirage: America's Fragile Partnership with Saudi Arabia* (2004)¹³⁴². Schwartz critique la représentation de l'Arabie Saoudite et du wahhabisme de Lippman, jugée trop élogieuse et trop nuancée. Il suggère que ces nominations ont fait partie de la stratégie du gouvernement saoudien adoptée pour rétablir l'image de l'Arabie Saoudite après les événements du 11 septembre 2001. Enfin, Schwartz explique que la tendance de vouloir diminuer l'extrémisme du wahhabisme est commune chez des anciens diplomates et journalistes (tels Fowler et Lippman) qui ont séjourné en Arabie Saoudite ainsi que chez des historiens (tels Karen Armstrong et Alexei Vassiliev cités auparavant)¹³⁴³.

La validité d'une comparaison entre le régime saoudien et le régime du Shah d'Iran (et le fait que l'évolution politique en Arabie Saoudite va suivre le même cours qu'en Iran) est discutée par des experts du Moyen-Orient tels John C. Campbell (ancien directeur d'études au Council of Foreign Relations). Il expose ses arguments dans « The Middle East: A House of Containment Built on Shifting Sands », un article paru dans la revue *Foreign Affairs* en 1981¹³⁴⁴.

Campbell conçoit que l'Arabie Saoudite n'est pas un « État fort » selon la définition habituelle. Sa faible population comparée à son territoire très vaste, son manque de ressources naturelles à l'exception du pétrole et sa modernisation accélérée grâce aux richesses pétrolières se traduisent par une certaine fragilité sur le plan social. En dépit de ces facteurs négatifs, les caractéristiques de l'Arabie Saoudite ne permettent pas d'établir une comparaison avec l'Iran. Contrairement au Shah qui était aliéné par rapport à sa population, la famille royale saoudienne est enracinée dans la société saoudienne. Campbell explique également que

¹³⁴¹ SCHWARTZ, Stephen. *The Two Faces of Islam*. New York: Doubleday, 2002. p. 120-121.

¹³⁴² LIPPMAN, Thomas W. *Inside the Mirage: America's Fragile Partnership with Saudi Arabia*. Boulder: Westview Press, 2004.

¹³⁴³ SCHWARTZ: op. cit. p. 120-121.

¹³⁴⁴ CAMPBELL, John C. "The Middle East: A House Built on Shifting Sands". *Foreign Affairs*, special issue [en ligne]. 1981, vol. 60, n°3 [consulté le 13 novembre 2010], p. 593-628. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

le leadership saoudien a fait preuve de flexibilité et d'adaptabilité face aux changements et notamment en période de crise¹³⁴⁵.

La relation stratégique entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite est caractérisée par le besoin des deux parties de dissimuler celle-ci autant que possible vis-à-vis des opinions défavorables. Le leadership saoudien en particulier s'est montré réticent à conclure des accords formels avec les États-Unis dans le domaine militaire, en référence à la création de bases militaires américaines et au déploiement des troupes américaines sur le territoire saoudien. Cette réticence à compromettre les principes d'indépendance et de non-alignement a été particulièrement prononcée à l'égard de la question palestinienne. L'attachement du leadership saoudien à la cause palestinienne s'explique par la solidarité arabe, l'attachement religieux à Jérusalem en tant que lieu sacré de l'islam, l'influence exercée par les Palestiniens en Arabie Saoudite et enfin les craintes d'une radicalisation déclenchée par l'OLP ou d'autres acteurs. Dans la mesure où la politique américaine dans le Moyen-Orient était perçue comme entièrement favorable à Israël, les Saoudiens se sont montrés réticents à modifier leur approche¹³⁴⁶.

Enfin, l'intellectuel conservateur William M. Buckley était un supporteur « réticent » de la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite.

Dans la *National Review* du 16 octobre 1981, en plein cœur de la dernière phase du débat sur les AWACS, Buckley annonce avec retenue sa position en faveur de la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite¹³⁴⁷. Dans « Vote Yes on AWACS », Buckley explique que les AWACS sont non seulement nécessaires pour défendre les infrastructures pétrolières saoudiennes mais également pour la présence américaine globale dans le Moyen-Orient. Il explique que si l'Union soviétique devait attaquer l'Arabie Saoudite, les Saoudiens seuls ne seraient pas capables de la dissuader, ce qui rend la présence américaine indispensable. Pour Buckley, la coopération technologique et militaire entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite devrait toutefois se limiter à une entente qui empêche les Saoudiens de se rapprocher de l'Union soviétique¹³⁴⁸.

Au sujet de la menace posée par les AWACS pour la sécurité d'Israël, Buckley se demande comment le premier ministre Menahem Begin peut s'imaginer que les États-Unis sont prêts à compromettre la sécurité d'Israël alors que leur présence au Moyen-Orient

¹³⁴⁵ Ibid: p. 593-628.

¹³⁴⁶ Ibid: p. 593-628.

¹³⁴⁷ BUCKLEY, William M. Jr., "Vote Yes on AWACS". *National Review*. Le 16 octobre 1981, p. 1229.

¹³⁴⁸ Ibid.

constitue la seule source de sécurité d'Israël. Pour valider cet argument, il cite le soutien de Walt Whitman Rostow à la vente des AWACS à l'Arabie Saoudite. Il note que Rostow est lui-même chargé du programme pour le contrôle de la prolifération des armes au sein de l'Administration Reagan et qu'il est un « pro-israélien » notable¹³⁴⁹. Rostow (1916-2003) était un économiste et politologue très renommé qui a servi de conseiller pour la sécurité nationale sous Lyndon B. Johnson. Rostow, fervent anticommuniste et supporteur du libre-marché, a joué un rôle important dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans l'Asie du sud-est dans les années 1960. Il a été un soutien de poids en faveur de la guerre du Vietnam¹³⁵⁰.

L'éditeur du *New York Times Book Review* Sam Tanenhaus, auteur d'une biographie en cours de William Buckley, qualifie ce dernier de « porte-drapeau intellectuel du conservatisme américain » pendant des décennies et décrit « un homme de lettres authentique »¹³⁵¹. Buckley est également cité comme celui qui a établi le conservatisme comme un système d'idées. Buckley était le fondateur de la *National Review* (créée en 1955) ainsi qu'un chroniqueur, romancier et essayiste prolifique. S'agissant de ses positions sur l'antisémitisme (qui dans les années 1950 étaient toujours présentes dans le courant conservateur), on observe que Buckley a pris des mesures vigoureuses afin de les éradiquer. Il a notamment interdit la participation des écrivains antisémites à la *National Review*. Ses proches comptaient de nombreux Juifs tels le publiciste Marvin Liebman (qui a aidé Buckley à organiser des campagnes et des manifestations conservatrices), Richard M. Clurman de *TIME magazine* et des néoconservateurs tels Irving Kristol et Norman Podhoretz. Buckley était également un supporteur d'Henry Kissinger qui est resté l'un de ses amis les plus proches.

En revanche, Buckley était favorable aux législations ségrégationnistes et initialement opposé aux législations des droits civiques, une position qu'il a regrettée par la suite. Il a reconnu que l'erreur de la *National Review* de ne pas avoir apporté son soutien aux législations des droits civiques de 1964-1965. Plus tard, il a soutenu la création d'une fête nationale commémorant Martin Luther King. Enfin, on note que le conservatisme de Buckley a évolué au fil du temps d'une position anti-communiste militante vers une approche plus pragmatique. Il était très critique à l'égard de l'intervention en Irak en 2003

¹³⁴⁹ Ibid.

¹³⁵⁰ PURDUM S., Todd. "Walt Rostow Advisor to Kennedy and Johnson, Dies at 86". *The New York Times* [en ligne]. Le 15 février 2003 [consulté le 27 janvier 2011].

¹³⁵¹ "Q&A on William Buckley". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 février 2008 [consulté le 27 décembre 2010]. Disponible sur: <http://papercuts.blogs.nytimes.com>

1.4. Entrée en scène du « lobby saoudien »

Le « lobby saoudien » fait son entrée dans le débat sur les AWACS au début du mois de septembre 1981. Il est représenté par des anciens ambassadeurs tels John West (ambassadeur en Arabie Saoudite entre 1977 et 1981)¹³⁵², les princes saoudiens Bandar Ben Sultan, Saoud Ben Faysal et Turki Ben Faysal et des lobbyistes (tels Frederick Dutton mentionné précédemment) basés à Washington qui sont mandatés par le gouvernement saoudien pour promouvoir cette vente¹³⁵³.

Le « lobby saoudien » a fait une première apparition sur le plan politique américain lors de la promotion de la vente des F-15 à l'Arabie Saoudite en 1978. Auparavant, nous avons évoqué le terme de « complexe pétro diplomatique » employé par I. L. Kenen (directeur de l'AIPAC entre 1951 et 1974) pour désigner les acteurs qui cherchent à préserver la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite¹³⁵⁴. I. L. Kenen faisaient principalement référence aux Arabisants aux responsables du département d'État et aux responsables pétroliers. Le « complexe pétro diplomatique » est dénoncé par le spécialiste du pétrole Morris Adelman et les chercheurs néoconservateurs Edward Luttwak et Walter Laqueur dans le contexte du débat énergétique qui a lieu aux États-Unis au début des années 1970¹³⁵⁵. Laqueur et Luttwak rejoignent Adelman lorsqu'ils affirment que « les responsables pétroliers du département d'État se sont démenés pour renforcer le pouvoir de négociation des pays producteurs et pour insuffler l'apaisement entre pays consommateurs et pays producteurs, tout en cherchant à étouffer chaque tentative sérieuse de coopération entre les pays consommateurs »¹³⁵⁶.

Le spécialiste du pétrole Daniel Yergin dans un article paru dans le *New York Times Magazine* le 16 février 1975 évoque la naissance d'« un groupe de pression » dans les pays consommateurs (et notamment aux États-Unis) et d'une « prise en otage » effectué par les producteurs de l'OPEP (principalement l'Arabie Saoudite et l'Iran) dans le contexte du

¹³⁵² CBS, le 11 septembre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

NBC, le 11 septembre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹³⁵³ ROBERTS, Steven V. « Saudis Are Learning Public Relations Ways in U.S. ». *The New York Times* [en ligne]. Le 12 mai 1978 [consulté le 27 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³⁵⁴ American Israel Public Affairs Committee

¹³⁵⁵ ADELMAN, Morris. « Is the Oil Shortage Real? Oil Companies as OPEC tax-Collectors ». *Foreign Policy* [en ligne]. Hiver 1972-1973, n°9 [consulté le 16 mars 2010], p. 69-107. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148086>

LAQUEUR, Walter & LUTTWAK, Alfred. « Oil ». *Commentary*. Octobre 1973. p. 37-43.

¹³⁵⁶ Ibid: p. 37-43.

rapatriement des pétrodollars suite à l'embargo pétrolier de 1973-1974. Ce « groupe de pression » se compose des compagnies pétrolières, des banques internationales, des contractuels de défense, des constructeurs d'avion et d'équipements lourds (et d'autres compagnies de construction). Yergin soutient que la montée en puissance de ce « groupe de pression » pourrait faire obstacle à une politique étrangère américaine indépendante¹³⁵⁷.

Outre les trois acteurs cités par Kenen, le « lobby saoudien » s'appuie sur le soutien des membres du Congrès, des responsables politiques, des responsables du Pentagone et de la CIA, des fondations de recherche, des associations pro-arabes et des centres d'études universitaires du Moyen-Orient, des experts, des journalistes et des écrivains qui ont couvert l'Arabie Saoudite. On observe que ces acteurs ont très souvent profité de financements généreux de la part de l'Arabie Saoudite. Lorsque les intérêts stratégiques et commerciaux des États-Unis en Arabie Saoudite sont en jeu, ces acteurs se mobilisent sur le plan politique américain afin de promouvoir la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Ensemble, ils exercent une influence considérable sur le Congrès, les responsables politiques et le public américain. Cette influence trouve son origine dans une imbrication très complexe où se mélangent des intérêts privés et nationaux et qui s'articulent notamment dans le domaine de la défense et du pétrole. La difficulté de localiser cette influence explique pourquoi le « lobby saoudien » n'est pas cité sur le même plan que le « lobby pro-israélien ». Le « lobby saoudien » est souvent dénoncé en raison de son influence trop importante sur la politique étrangère américaine au Moyen-Orient.

Steven Emerson est un critique virulent du « lobby saoudien ». Son idée principale est qu'au travers de la poursuite de contrats commerciaux avec l'Arabie Saoudite, des acteurs issus du monde des affaires, de la diplomatie et de l'enseignement sont devenus des lobbyistes « officieux » des intérêts saoudiens.

Au début des années 1980, Steve Emerson était correspondant free-lance pour *The New Republic (TNR)*. Le *TNR* affiche une orientation libérale à l'égard des politiques sociales et « sociale-démocrate » à l'égard des politiques économiques. Dans le domaine de la politique étrangère en revanche, le *TNR* adopte une position interventionniste et pro-israélienne. En 1985, Emerson publie l'ouvrage *The American House of Saud: The Secret Petrodollar*

¹³⁵⁷ YERGIN, Daniel. "The Economic-Political-Military Solution". *The New York Times Magazine* [en ligne]. Le 16 février 1975 [consulté le 10 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Connection qui évoque l'interdépendance entre le monde des affaires et l'Arabie Saoudite¹³⁵⁸. Nous allons évoquer deux critiques de cet ouvrage. Le premier est une critique du commentateur néoconservateur Daniel Pipes dans le *Wall Street Journal* le 2 mai 1985¹³⁵⁹ et le second est une critique de Robert Sherrill dans le *Washington Post* le 5 mai 1985¹³⁶⁰.

Daniel Pipes évoque les pressions exercées par la Syrie et d'autres États arabes sur l'Arabie Saoudite pour qu'elle utilise les revenus pétroliers générés par l'embargo pétrolier contre Israël. Une partie de la réponse apportée par le gouvernement saoudien consiste à mener campagne contre le soutien en faveur d'Israël aux États-Unis. Étant donné que les Saoudiens ne disposaient par des relations et des compétences politiques suffisantes pour influencer les liens entre les États-Unis et Israël, ils ont mandaté des lobbyistes pour combler cette lacune. Ce sont ces activités qui sont évoquées par Steven Emerson dans *The American House of Saud*. Selon Pipes, Emerson n'est pas tant préoccupé par les positions pro-saoudiennes (ou pro-arabes) en tant que telles mais davantage par l'arrangement au travers duquel des agents payés font la promotion des objectifs d'un autre gouvernement tout en cherchant de manière ostensible à promouvoir les intérêts américains¹³⁶¹.

Afin de tester la fiabilité de l'ouvrage d'Emerson, Daniel Pipes a envoyé des lettres aux sept personnes évoquées dans celui-ci. Il estime n'avoir reçu aucune réponse satisfaisante¹³⁶².

Parmi les personnes évoquées par Emerson, nous citons l'ancien sénateur J. William Fulbright qui, en 1978, était un agent enregistré pour le gouvernement saoudien. À cette époque, il a écrit un article sur le sommet de Camp David qui avançait une position similaire à celle du gouvernement saoudien. Nous citons également Andrew I. Killigore (ancien ambassadeur du Qatar), John C. West (ancien ambassadeur de l'Arabie Saoudite cité précédemment) et James E. Akins (ancien ambassadeur à l'Arabie Saoudite). Emerson cite également d'autres personnages politiques qui sont présentés comme des « lobbyistes officieux » pour l'Arabie Saoudite ; il s'agit de Spirow Agnew, Bert Lance et Jimmy Carter. Selon Emerson, Spiro Agnew, qui affichait auparavant une position pro-israélienne, a commencé de dénoncer l'influence exercée par les sionistes aux États-Unis dans une campagne dont l'objectif était d'attirer des clients saoudiens. Bert Lance pour sa part aurait

¹³⁵⁸ EMERSON, Steve. *The American House of Saud: The Secret Petrodollar Connection*. New York: F. Watts, 1985.

¹³⁵⁹ PIPES, Daniel. Critique. *The Wall Street Journal* [en ligne]. Le 2 mai 1985 [consulté le 7 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.steveemerson.com/4393/the-american-house-of-saud>

¹³⁶⁰ SHERRILL, Robert. Critique. *The Washington Post* [en ligne]. Le 5 mai 1982 [consulté le 7 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.steveemerson.com/4394/the-american-house-of-saud>

¹³⁶¹ PIPES : op. cit Le 2 mai 1985. Disponible sur: <http://www.steveemerson.com/4393/the-american-house-of-saud>

¹³⁶² Ibid.

reçu 3,5 millions de dollars en prêt de la part d'un financier saoudien qu'il n'a pas déclaré ce qui l'a amené à dénoncer l'influence juive importante sur la presse. Enfin, les déclarations élogieuses du président Carter à l'égard du gouvernement saoudien s'expliquent selon Emerson par un don de 50 000 de dollars à la bibliothèque présidentielle de Carter¹³⁶³.

Emerson laisse toutefois supposer que la responsabilité de ce fonctionnement relève davantage des Américains qui « font le sale boulot » plutôt que des Saoudiens qui les emploient¹³⁶⁴.

Roberts Sherrill suggère que le titre de l'ouvrage d'Emerson aurait pu être « La grande mangeoire » en référence à l'expression « *slopping the hogs* » (qui signifie « renverser de la nourriture aux cochons dans une large mangeoire ») employée dans la vie politique américaine¹³⁶⁵. Cette expression fait référence au potentiel d'un acteur qui a des moyens financiers importants pour « attirer » le soutien des politiques, des responsables du monde des affaires, des experts des fondations et des grandes universités. Sherrill avance le montant de 660 milliards de dollars généré par l'Arabie Saoudite auprès des consommateurs en 1973, ce suppose selon des quantités importantes de « nourriture » à verser aux « cochons » dans les domaines politique, du monde des affaires et du monde universitaire. Aussi, ces derniers ont rapidement fait la queue devant « la mangeoire » selon Sherrill¹³⁶⁶.

Emerson explique « qu'une vague énorme de pétrodollars a déferlé sur la société américaine » qui est à l'origine d'une imbrication où se confondent le monde des affaires et la vie politique. Cette imbrication a déclenché une réaction domino des manipulations politiques clandestines, du fanatisme et avant tout la promotion de l'agenda politique secret d'autres nations. Emerson souligne que les pétrodollars ont même eu le pouvoir de modifier l'image des Arabes comme des « barbares primitifs »¹³⁶⁷.

Le profil de Frederick G. Dutton (évoqué antérieurement) est fourni par Emerson. Dutton (ancien conseiller de John F. Kennedy) est représenté comme « l'un des pionniers de la vente des services aux Arabes ». Dans une lettre adressée à un responsable haut placé d'ARAMCO, Dutton remercie celui-ci de l'opportunité de rencontrer Cheikh Yamani qu'il décrit comme « une personne aussi fascinante que John F. Kennedy ». Aussitôt après Dutton est engagé comme agent pour le gouvernement saoudien, ce qui lui a valu 2 millions de

¹³⁶³ Ibid.

¹³⁶⁴ Ibid.

¹³⁶⁵ SHERRILL: op.cit:le 5 mai 1982. Disponible sur: <http://www.steveemerson.com/4394/the-american-house-of-saud>

¹³⁶⁶ Ibid.

¹³⁶⁷ Ibid.

dollars de récompense et « un compte de dépenses très généreux ». Emerson suggère également que l'ancien président Carter ferait partie des « agents officieux » de l'Arabie Saoudite. Lors d'une conférence sur le commerce saoudien à Atlanta, Carter aurait fait des commentaires élogieux à l'égard du gouvernement saoudien et aurait exprimé une tristesse profonde pour le sort des Palestiniens. En revanche, il n'a pas dénoncé l'inexistence des droits de l'homme basiques en Arabie Saoudite, ce qui a valu à Carter une récompense de 50 000 dollars versée par l'homme d'affaires saoudien Adnan Khashoggi¹³⁶⁸.

Emerson maintient qu'en pourcentage les investissements arabes ne sont pas très importants; l'influence est obtenue en posant des conditions politiques. Par conséquent, les banques américaines qui souhaitent bénéficier de l'argent saoudien doivent refuser de révéler des informations qui pourtant pourraient être utiles aux décisions de politique étrangère. Les mêmes règles sont de rigueur pour les compagnies américaines qui souhaitent obtenir des contrats saoudiens¹³⁶⁹.

Emerson suggère que « la communauté pétrolière tourniquet » (*revolving door petrodollar community* en anglais) ne comprend pas seulement des personnages politiques très connus mais aussi des milliers d'autres acteurs au sein de la CIA, du Pentagone et du département d'État.

Lorsqu'il s'agit de l'influence exercée par le « lobby saoudien » dans le débat sur les AWACS plus précisément, Emerson laisse entendre que l'Arabie Saoudite était en grande difficulté lors de l'été 1981 alors que de nombreux membres du Congrès considéraient qu'il serait imprudent de transférer de la technologie militaire avancée à un régime potentiellement instable. Afin de diminuer les craintes du Congrès, le CSIS (qualifiée par Emerson de « fondation néoconservatrice prestigieuse qui bénéficie du soutien direct ou indirect du Moyen-Orient »), alors basé à l'université de Georgetown, a publié un rapport extensif sur l'Arabie Saoudite. Selon ce rapport (que nous n'avons pas réussi à consulter), le régime saoudien est défini comme stable. Cela amène Emerson à conclure que: « d'une manière ou d'une autre, même après avoir lu des références à des décapitations, des lapidations, des ablations de la main, du manque du habeas corpus, de l'inégalité pour les femmes [...] on a toujours l'impression que l'Arabie Saoudite est un bastion de démocratie »¹³⁷⁰.

Robert Sharrell note que l'auteur principal de ce rapport était David Long (l'un des plus grands experts sur l'Arabie Saoudite au sein du département d'État). Selon Sharrell, le rapport

¹³⁶⁸ Ibid.

¹³⁶⁹ Ibid.

¹³⁷⁰ Ibid.

écrit par Long pour le CSIS contredisait un rapport secret rédigé par Long pour le département d'État cinq mois auparavant. Dans ce précédent rapport, l'Arabie Saoudite est définie comme « un régime très corrompu dont le militaire est déloyal et les troubles religieux pourraient constituer une menace majeure lors des années à venir ». Ces éléments auraient été supprimés du rapport pour le CSIS afin de promouvoir la vente des AWACS. Emerson a réussi à révéler cette affaire en faisant appel au Freedom of Information Act¹³⁷¹.

Sherrell soulève deux failles dans le raisonnement d'Emerson. En premier lieu, Emerson manque de souligner que les « techniques de corruption » employées par l'Arabie Saoudite dans la campagne en faveur des AWACS ont été transférées par les compagnies pétrolières. En second lieu, l'argument avancé par Emerson selon lequel des actions politiques prises sur une base idéologique (en référence au « lobby pro-israélien ») sont plus naturelles et plus centrales à l'expérience américaine que des actions prises en réponse à l'avarice (en référence au « lobby saoudien ») est réfuté par les affaires de corruption médiatisées au quotidien dans la presse et à la télévision américaine¹³⁷².

L'ouvrage *Secret Warriors: Inside the Covert Military Operations of the Regan Era*, qui dénonce la politique des opérations secrètes de l'Administration Reagan sera publié en 1988¹³⁷³. Emerson occupe alors le poste d'éditeur en chef pour les questions de sécurité nationale, pour l'hebdomadaire conservateur *U.S. News and World Report*¹³⁷⁴. Il rejoint CNN en 1990 pour couvrir des questions de terrorisme et de sécurité nationale qu'il quittera en 1993 pour réaliser un documentaire sur l'islamisme extrémiste aux États-Unis. Le documentaire *Terrorists Among Us: Jihad in America* fut diffusé par PBS/Frontline en novembre 1994. Steven Emerson a fait de nombreuses apparitions à la télévision américaine en tant qu'expert du terrorisme islamiste. Récemment, il a suscité des polémiques pour ses déclarations tendancieuses sur l'islam et les islamistes.

Un rôle important dans la promotion de l'Arabie Saoudite aux États-Unis est joué par l'Ambassade saoudienne à Washington D.C. et ses divers services, notamment le Bureau de l'Information et le Bureau de l'Agence saoudienne de presse.

¹³⁷¹ Ibid.

¹³⁷² Ibid.

¹³⁷³ EMERSON, Steve. *Secret Warriors: Inside The Covert Military Operations of the Regan Era*. New York: G. P. Putnam's and Sons, 1988.

¹³⁷⁴ *U.S. News & World Report* est devenu un magazine mensuel en novembre 2008.

Le Bureau saoudien de l'information (ou Saudi Information Office, SAIO en anglais) a été créé en 1979 sur une initiative privée et intégré dans l'ambassade en 1983. Rattaché au ministère des affaires étrangères, le SAIO a pour mandat la diplomatie publique et la revue de presse¹³⁷⁵.

Le Bureau de l'Agence saoudienne de presse (ou Saudi Press Agency, SPA en anglais) a été créé en 1979 par N'aila al-Sowayel, une journaliste et diplomate saoudienne (fille d'Ibrahim al-Sowayel, ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis entre 1964-1976) qui dirige toujours ce service. Le SPA, qui couvre la Maison Blanche, le Congrès et le département d'État, effectue des revues de presse et de radio et cherche à renforcer la présence de l'Arabie Saoudite à Washington sur le plan commercial et social¹³⁷⁶. La SPA est rattachée au Ministère de la Culture et de l'Information.

N'aila al-Sowayel est un personnage très connu à Washington grâce à sa compétence, mais aussi parce qu'elle ne correspond pas aux stéréotypes sur les femmes saoudiennes véhiculés aux États-Unis dans la mesure où elle incarne la femme moderne. Elle est extravertie, vive, sûre d'elle et dynamique ; une aisance qui découle du fait qu'elle connaît très bien le cercle social de Washington qu'elle fréquente depuis 1964. En revanche, lors des ses fréquentes visites en Arabie Saoudite, N'aila al-Sowayel porte l'abaya et le voile intégral. Cette coutume ne la dérange pas car elle estime que l'on se préoccupe davantage du contenu de ses paroles que de son apparence lorsqu'elle porte le voile. Dans le même temps elle semble préférer sa liberté et ses activités aux États-Unis et affirme se sentir proche des Américains dont elle dit défendre souvent la position¹³⁷⁷.

¹³⁷⁵ Correspondance email avec Nail Al-Juber le 3 mars 2008.

¹³⁷⁶ GAMAREKIAN, Barbara. "Saudi, Journalist and Diplomat". *The New York Times* [en ligne]. Le 1^{er} septembre 1984 [consulté le 7 janvier 2011]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>

¹³⁷⁷ Ibid.



Figure 27 : Naila Al-Sowayel, *New York Times*, le 3 septembre 1984

Nouha Alhelgelan (épouse de Faysal Alhelgelan qui succède à Ibrahim al-Sowayel au poste d'ambassadeur de l'Arabie Saoudite en 1976) est une autre femme saoudienne qui attire beaucoup d'attention dans le cercle social et politique à Washington dans les années 1980¹³⁷⁸. À l'image de Naila al-Sowayel, Nouha Alhelgelan a poursuivi de longues études, parle de nombreuses langues et s'est adaptée au code vestimentaire occidental. Nouha Alhelgelan ne correspond pas non plus aux représentations de la femme saoudienne traditionnelle aux États-Unis comme un être effacé, confiné au harem familial. Elle donne de nombreux discours sur l'histoire du Moyen-Orient à différents publics partout aux États-Unis (dont le World Affairs Council of San Diego, la Foreign Policy Association à New York et le Southern Center for International Studies à Atlanta). Lors de ces discours, le public saisit souvent l'opportunité pour aborder des sujets plus sensibles (tels que le conflit israélo-palestinien, l'islam, le féminisme et le système pénal en Arabie Saoudite). Il arrive que le public de Washington lui pose la question de la perception de sa candeur, de ses nombreux voyages et de ses discours à Riyad. Patrick Daly (un officier de protocole au département d'État) qualifie Nouha Alhelgelan « d'explosive » (ou *dynamite* en anglais) tandis que Sheryl Ameen, une

¹³⁷⁸ GAMAREKIAN, Barbara. "Saudi Envoy and Wife Make Mark". *The New York Times* [en ligne]. Le 20 novembre 1981 [consulté le 7 janvier 2011]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>

historienne d'art qui organise des exhibitions sur le monde arabe, note que « la simple présence de Nouha Alhelgelan dissipe beaucoup de mythes »¹³⁷⁹.

On observe que les réceptions diplomatiques jouent un rôle important à Washington car elles offrent la possibilité aux responsables politiques, diplomates, responsables du monde des affaires et correspondants de se fréquenter de manière informelle. L'épouse de l'ambassadeur remplit souvent la fonction d'organisatrice des réceptions et des dîners. Nouha Alhelgelan a joué un rôle significatif pour accroître le prestige de l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Washington en créant un environnement où se mélangent des cercles politiques, diplomatiques et des affaires et des personnages saoudiens très connus tels le prince Bandar. L'ambassade de l'Arabie Saoudite a joué un rôle important à Washington sous l'égide de l'ambassadeur Faysal Alhelgelan et sa femme Nouha comme en témoignent les invités qui signalent une proximité avec l'Administration Reagan. Parmi ceux-ci nous citerions le vice-président George Bush et sa femme Barbara, le secrétaire d'État James Baker et son épouse, le directeur adjoint du cabinet du président Reagan Michael Deavers et sa femme et le conseiller du président Reagan Edwin Meese et son épouse¹³⁸⁰.



Figure 28 : Nouha et Faysal Alhelgelan, *New York Times*, le 20 novembre 1981

Lorsqu'il s'agit de l'influence directe exercée par Faysal Alhelgelan (décrit comme un homme réservé et prudent) dans le débat sur les AWACS, nous notons qu'il s'est entretenu à plusieurs reprises avec le président Reagan, mais que le lobbying a principalement été confié au prince Bandar. En revanche, comme suggéré ci-dessus, il est très probable que

¹³⁷⁹ Ibid.

¹³⁸⁰ Ibid.

l'ambassadeur saoudien et sa femme ont exercé une influence sur le plan informel lors des réceptions ou des dîners. Pour Nouha Alhelgelan, le débat sur les AWACS était une période très éprouvante en raison des nombreux articles et des émissions de télévision qui ont mis en relief la société féodale saoudienne et l'instabilité du régime saoudien¹³⁸¹.

Nouha Alhelgelan a attiré beaucoup d'attention en juillet 1982 lorsqu'elle a effectué une grève de la faim avec deux autres épouses de diplomates arabes pour protester contre le blocus de l'ouest de Beyrouth dans le cadre de l'invasion israélienne du Liban le 6 juin 1982¹³⁸². Le lieu choisi par Nouha et les autres femmes (Hala Maksoud, épouse de Clovis Maksoud, l'envoyé de la Ligue arabe à l'ONU et Hazar Jouejati, l'épouse de l'ambassadeur de la Syrie Rafic Jouejati) était stratégique car cette manifestation s'est déroulée dans le parc Lafayette à proximité de la Maison Blanche. Il s'agit d'un lieu très fréquenté par les touristes. En dépit des doutes exprimés par son époux (qui lui a finalement apporté son soutien), Nouha Alhelgelan a considéré qu'une manifestation dans la rue était appropriée pour exprimer sa solidarité avec sa famille, ses amis et d'autres arabes dans le sud de Beyrouth¹³⁸³.

Selon Nail Al-Jubeir (directeur du Bureau de l'Information à l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Washington D.C.), la diplomatie publique de l'Arabie Saoudite visait au départ le monde de l'islam¹³⁸⁴. Elle s'intéressait principalement au pèlerinage à la Mecque (le Hajj) et à ses aspects logistiques et sécuritaires. Le but était de renvoyer l'image de l'Arabie Saoudite comme un organisateur très compétent du Hajj. Le pèlerinage a contribué à renforcer l'image de l'Arabie Saoudite comme un leader de l'islam sur le plan global. La cristallisation de cette image s'opère à deux niveaux; la responsabilité de gardien des lieux saints de l'islam (la Mecque et Médine) assumée par le roi saoudien confère à l'Arabie Saoudite une légitimité religieuse et politique dans le monde de l'islam, tandis que son rôle d'hôte et d'organisateur du Hajj renforce et amplifie cette image¹³⁸⁵.

Dans une brochure publiée par l'ambassade de l'Arabie Saoudite sur l'islam, on observe que « le dévouement de l'Arabie Saoudite à l'islam est démontré par sa superbe gestion et son développement des lieux saints qui permet à un plus grand nombre d'effectuer le pèlerinage à la Mecque ». « Le ministère du Pèlerinage, en coopération avec d'autres agences

¹³⁸¹ Ibid.

¹³⁸² CLINES, Francis X. "3 Arab Diplomats Wives Fast Near White House". *The New York Times* [en ligne]. Le 29 juillet 1982. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹³⁸³ Ibid.

¹³⁸⁴ Entretien avec Nail Al-Jubeir (Directeur du Bureau de l'Information saoudienne à l'ambassade de l'Arabie Saoudite aux États-Unis) à Washington D.C. le 11 février 2008.

¹³⁸⁵ Ibid.

gouvernementales, supervise le défi logistique annuel que représente l'organisation du hajj, et soutiennent des projets dans le royaume et à l'étranger qui promeuvent le rôle d'islam dans la communauté [des croyants ou l'ummah] »¹³⁸⁶.

Le Bureau de l'Information distribue une brochure consacrée entièrement au pèlerinage à la Mecque qui s'intitule *The Hajj: A Pilgrimage to Islam's Holiest Sites*¹³⁸⁷. La brochure comporte de nombreuses images qui mettent en exergue les différentes étapes du Hajj qui « représente la manifestation la plus significative de l'unité de la communauté des croyants et de la foi islamique ». Un élément intéressant souligné dans cette brochure est l'arrivée en masse des pèlerins au terminal Hajj de Djeddah où ils attendent dans le hall d'arrivée entourés d'autres pèlerins vêtus de blanc (hommes et femmes confondus) avant qu'un moyen de transport ne leur soit attribué. À ce moment, il n'est plus possible de distinguer le statut social ou économique des personnes ou leurs origines. Les pèlerins forment « une vaste fraternité »¹³⁸⁸.

Les images représentent également les infrastructures très importantes mises en place par le gouvernement saoudien pour accueillir les quelques 2 millions de pèlerins qui arrivent chaque année telles que les tentes climatisées, les facilités de communication et les milliers de brumisateurs rotatifs qui permettent aux pèlerins de se rafraîchir. On note aussi la distribution d'eau, les copies du Coran et les instructions expliquant le Hajj¹³⁸⁹.

Enfin, le Hajj est un événement très médiatisé et pas seulement dans le monde de l'islam. Une grande partie de l'intérêt suscité par cet événement dans le monde occidental tient aux enjeux sécuritaires très importants que le pèlerinage présente en raison de la concentration des foules et du rassemblement de croyants de divers courants de l'islam. Nous notons que la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque en novembre 1979 par des islamistes saoudiens s'est déroulée lors du Hajj. Des groupes militants chiïtes ont également mené des attentats à des plusieurs reprises.

L'adoption par le roi Fahd du titre officiel de gardien des lieux saints de la Mecque et Médine (ou *Custodian of the Two Holy Mosques* en anglais) est présentée comme une « démonstration de responsabilité profonde à l'égard de l'islam »¹³⁹⁰. La brochure met également en avant le rôle de leader de la solidarité islamique revendiqué par l'Arabie Saoudite qui ressort au travers de l'implantation d'organisations islamiques d'envergure

¹³⁸⁶ *Saudi Arabia: Islam*. Washington D.C.: The Royal Embassy of Saudi Arabia Information Office. p. 7

¹³⁸⁷ "The Hajj: A Pilgrimage to Islam's Holiest Sites". Washington D. C.: Information Office of the Royal Embassy of Saudi Arabia.

¹³⁸⁸ Ibid: p. 8.

¹³⁸⁹ Ibid: p. 4-11.

¹³⁹⁰ *Saudi Arabia: Islam*. Washington D.C.: The Royal Embassy of Saudi Arabia Information Office. p. 7

globale dans le royaume (telles la Ligue islamique mondiale et la Conférence islamique). L'Arabie Saoudite soutient financièrement le Fonds islamique de développement et la Banque islamique du développement¹³⁹¹.

L'omniprésence de l'islam est démontrée par l'engagement de la Maison des Saoud pour « préserver la tradition islamique dans tous les domaines du gouvernement et de la société »¹³⁹².

Toutefois (comme suggéré auparavant), le statut de leader d'islam revendiqué par le roi saoudien est perçu comme illégitime par les islamistes saoudiens et de nombreux musulmans pieux, ainsi que des islamistes extrémistes sur le plan régional et international. Ils dénoncent le non-respect de la famille royale saoudienne à l'égard des préceptes de l'islam authentique comme le démontre la vie extravagante de certains de ces membres.

Le décalage entre les préceptes du wahhabisme et la vie « jet set » des richissimes saoudiens aux États-Unis et en Europe est également souligné dans les médias américains. Le message transmis par le Bureau de l'Information de l'ambassade saoudienne à Washington (au sujet du dévouement de l'Arabie Saoudite à l'égard de l'islam) risque d'être perçu comme hypocrite par le public américain.

Nail Al-Jubeir considère les outils de diplomatie publique dont il dispose inadéquats. Cela s'explique selon lui par le fait qu'il n'existe pas d'intérêt (ou de compréhension) en Arabie Saoudite pour la diplomatie publique et la manière dont elle pourrait être utilisée par le régime saoudien et pourquoi ce dernier devrait mieux adapter son message au public américain¹³⁹³.

La diplomatie publique est effectivement un phénomène récent en Arabie Saoudite. De plus, on observe un « détachement » entre les questions de politique étrangère et le concept de diplomatie publique. La diplomatie publique n'est pas perçue comme un outil efficace de politique étrangère contrairement aux États-Unis où la diplomatie publique représente un instrument de « soft power ». Nail Al-Jubeir cite d'autres raisons comme le manque de savoir-faire dans le domaine des relations publiques et le fait que le Ministère de la Culture et de l'Information (qui produit la plupart des supports de diplomatie publique) était au départ principalement impliqué dans des activités de censure. Cependant, l'information technologique rend la censure virtuellement impossible, ce qui rend le Ministère de la Culture

¹³⁹¹ Ibid: p. 6

¹³⁹² Ibid: p. 6.

¹³⁹³ Entretien avec Nail Al-Jubeir (Directeur du Bureau de l'Information à l'ambassade saoudienne de l'Arabie Saoudite aux États-Unis) à Washington D.C. le 11 février 2008.

et de l'Information superflu. Selon Nail Al-Jubeir, ce dernier cherche actuellement à imposer ses opinions au Bureau de l'Information de l'ambassade saoudienne à Washington D.C. Ces tentatives restent infructueuses dans la mesure où le Bureau de l'Information de l'ambassade de l'Arabie Saoudite est placé sous la responsabilité de diplomates rattachés au ministère des affaires étrangères. Nail Al-Jubeir affirme qu'il rejette souvent des matériels culturels créés par le Ministère de la Culture et de l'Information car ils sont mal adaptés au public américain¹³⁹⁴.

Enfin nous nous notons que le Bureau de l'Information de l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Washington D.C. a lancé un bulletin mensuel anglophone en 1984 comme outil de diplomatie publique.

Dans le bulletin d'avril 1984, un nombre de sujets sont évoqués: la question de Jérusalem, l'aide saoudienne au développement, la politique étrangère américaine, l'islam, la visite des journalistes américains dans le royaume et enfin le programme développé par la compagnie aérienne saoudienne Saudia afin de réduire le choc culturel éprouvé par les employés américains en Arabie Saoudite¹³⁹⁵.

Sur la question palestinienne on apprend que « le ministre des affaires étrangères, le prince Saoud al-Faysal, a intensifié ses efforts pour combattre « les tentatives sionistes auprès des États-Unis afin qu'ils déménagent leur ambassade de Tel Aviv à Jérusalem ». Dans un entretien accordé au quotidien *Al-Nadwa* (cité dans le bulletin), le Prince affirme que « le roi Fahd lui a donné des instructions spéciales pour ne pas succomber aux pressions exercées par les sionistes et leurs supporteurs ». Selon Saoud al-Faysal, le royaume [saoudien] est en train de coordonner tous ces efforts avec d'autres pays islamiques et arabes pour contrecarrer « les efforts des sionistes d'exploiter les élections américaines pour amener les États-Unis à changer de position sur Jérusalem ». Cette déclaration fait référence à une proposition législative qui cherche à modifier la position de Washington sur Jérusalem (à savoir que le statut de Jérusalem doit être déterminé au travers de négociations et non pas par des actions bilatérales) qui devrait prochainement être votée par le Congrès. Saoud al-Faysal espère que « le gouvernement américain ne va pas succomber aux extorsions des sionistes qui pourraient le contraindre à prendre une décision qu'il regrettera plus tard »¹³⁹⁶.

¹³⁹⁴ Ibid.

¹³⁹⁵ "The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia", Washington D.C. Avril 1984, vol.1, n°3.

¹³⁹⁶ "The Jerusalem Issue". *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*, Washington D.C. Avril 1984, vol.1, n°3, p. 1.

Enfin, l'ambassade (sous l'ambassadeur Bandar bin-Sultan qui occupe cette fonction depuis 1983) dénonce la proposition de déménager l'ambassade américaine à Jérusalem comme « une violation des résolutions de l'ONU car cela signifierait que Washington cautionne la politique de colonisation d'Israël ». De plus, « une telle décision porterait atteinte à l'intégrité du lieu saint de l'islam (Jérusalem) et serait de ce fait perçue comme un défi lancé aux nations islamiques et au monde arabe ». Par conséquent, les relations des États-Unis dans le monde arabo-musulman vont se détériorer¹³⁹⁷. L'intérêt de cet article réside dans le discours habituel de l'Arabie Saoudite sur Israël qui se traduit par des dénonciations de l'influence très néfaste des « sionistes » sur le gouvernement américain.

Un article sur l'aide saoudienne aux pays en voie de développement met en avant le taux élevé d'aide par rapport au PNB attribué par l'Arabie Saoudite au FMI (6% du PNB entre 1975 et 1981) comparé aux États-Unis qui auraient attribué à hauteur de 0.25% de leur PNB durant la même période¹³⁹⁸. Selon cet article, l'Arabie Saoudite était responsable de 56% de toutes les contributions arabes au FMI. Le Fonds Saoudien du développement (établi à Riyad en 1974) est le véhicule principal d'aide aux pays en voie de développement. Ce fonds aurait disposé de 7,2 milliards de dollars en 1984. Un autre élément souligné par cet article est le fait que les prêts attribués par le Fonds Saoudien du développement n'est pas rattaché à la politique étrangère saoudienne dans la mesure où il n'y a pas de provisions pour des marchandises ou du personnel saoudien (sous-entendu comparé à l'aide américaine au développement qui est attachée à la politique étrangère américaine)¹³⁹⁹. Au travers de cette information, l'ambassade saoudienne à Washington cherche certainement à réfuter les critiques concernant son soutien aux organisations telles que l'OLP qui sont perçues comme des organisations terroristes par le gouvernement américain et les critiques de la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite.

Dans « U.S. Media Visits with Ministers », la visite à l'Arabie Saoudite d'un groupe de vingt journalistes de la presse et de la télévision américaine est évoquée¹⁴⁰⁰. Parmi les médias cités, nous mentionnons *Christian Science Monitor*, *Dallas Morning News*, *Newsday*, *TIMES magazine*, *Reader's Digest*, *Baltimore Sun* et *Defense Week*. La visite qui est organisée par le CSIS de l'université de Georgetown a pour but de familiariser les journalistes avec une région

¹³⁹⁷ Ibid: p. 1.

¹³⁹⁸ "Saudi Aid to World's Developing Nations". *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*, Washington D.C. Avril 1984, vol.1, n°3, p. 2.

¹³⁹⁹ Ibid: p.2.

¹⁴⁰⁰ "U.S. Media Meets with Ministers". *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*, Washington D.C. Avril 1984, vol.1, n°3, p. 5.

qui est souvent couverte par les médias mais qui reste souvent mal comprise par ces derniers. La visite est dirigée par Sterling Slappey (directeur des affaires publiques du CSIS). Au cours de cette visite, les journalistes se sont entretenus avec le ministre des affaires étrangères Saoud al-Faysal, le ministre de l'information Cheikh Ali al-Sha'er, le ministre de l'industrie et de l'électricité Abdelaziz al-Zamil et Dr Mansour Ibrahim al-Turki, le président de l'université de King Saoud.

Cet article est intéressant dans la mesure où il met en exergue les relations de proximité entre l'Arabie Saoudite et certaines fondations de recherche très influentes telles le CSIS et le MEI. Aujourd'hui, le CSIS est basé sur K Street à Washington D.C. et compte parmi ses experts Anthony Cordesman (éminent spécialiste de l'Arabie Saoudite et de la coopération stratégique entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite) et Arnaud de Borchgrave (ancien correspondant de Newsweek au Moyen-Orient qui a développé des liens très proches avec de nombreux leaders arabes dont le prince Turki al-Faysal). Les murs du bureau d'Arnaud de Borchgrave au CSIS sont couverts des photographies de ses nombreux voyages de reportage dans le monde arabe.

Un autre article très intéressant est « Program Reduces Culture Chock » qui évoque le programme développé par Saudia (la compagnie aérienne saoudienne nationale) pour réduire les chocs culturels des employés américains en Arabie Saoudite¹⁴⁰¹. Le bulletin évoque un programme d'orientation « ultramoderne » à Kansas City (dans l'État du Missouri) pour les employés américains qui vont occuper des postes chez Saudia en Arabie Saoudite. Le programme repose sur le principe que les Américains et les Saoudiens sont des produits de leur culture respective et cherche à rendre les participants sensibles aux conflits potentiels qui pourraient naître des perceptions culturelles différentes. Le programme s'appuie sur des instructeurs arabes et américains qui expliquent en détail le rôle de la famille en Arabie Saoudite ainsi que les pratiques et les attitudes des Saoudiens par comparaison aux Américains. Le système pénal saoudien et l'hospitalité saoudienne sont également évoqués. Jack Jewell, l'un des instructeurs de Saudia cité dans l'article, insiste sur le fait que « les Saoudiens sont favorables au développement et à la modernisation mais que leurs traditions, leur culture et leur religion demeurent très importantes ». Le programme est évalué à l'aide de questionnaires envoyés aux employés six mois après le début de leur mission¹⁴⁰².

¹⁴⁰¹ "Program Reduces Culture Chock". *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*, Washington D.C. Avril 1984, vol.1, n°3, p. 6.

¹⁴⁰² Ibid: p. 6.

Enfin, le bulletin contient également un extrait d'un discours sur la politique étrangère américaine donné par l'ambassadeur Bandar bin-Sultan devant le CCFR à Chicago le 6 février 1984. L'extrait s'intitule « Fair U.S. Policy is Needed to Assure Peace »¹⁴⁰³. Dans cet extrait, on remarque la frustration de Bandar à l'égard du Washington et du Congrès américain en raison de la réticence de ce dernier de vendre des armements à l'Arabie Saoudite en dépit de la coopération du royaume dans la politique américaine de guerre froide: « L'islam en particulier, et la culture arabe en général, ont résisté aux efforts communistes bien plus vigoureusement que la plupart des pays occidentaux et des pays influencés par l'Occident ». « Permettez-moi de vous poser une question : est-ce dans l'intérêt des Israéliens que l'Arabie Saoudite soit contrainte de se tourner vers l'Union soviétique pour s'équiper en armement ? Encore plus important, est-ce dans l'intérêt des Etats-Unis ? ». « Nous exigeons et nous insistons seulement sur l'impartialité et l'équité à l'égard de nos intérêts, de notre dignité et de notre partie du monde. Ou dans des termes qui sont fondamentaux pour l'islam, le christianisme et le judaïsme : pour que la justice soit faite ». « L'impartialité américaine va servir les intérêts de tout le monde »¹⁴⁰⁴.

1.5. Le prince Bandar Ben Sultan

Le prince Bandar (fils du prince Sultan Ben Abd al-Aziz, le ministre de la défense et de l'aviation de l'Arabie Saoudite et de Khazira, une concubine issue de la province d'Asir) ressort comme le personnage clé de la relation américano-saoudienne au cours des années 1980. Le fait que Bandar bénéficie de la confiance du roi Fahd fait de lui un interlocuteur privilégié pour la Maison Blanche¹⁴⁰⁵.

Bandar a grandi avec sa mère et ensuite avec ses grand-parents paternels à l'ombre de ses frères dont les lignages maternels étaient plus prestigieux. De ce fait il grandira éloigné de son père. Cet élément fera naître en lui le sentiment d'avoir continuellement à prouver sa valeur et de ne se reposer sur personne. Jeune adulte, Bandar est envoyé au Royal Air College à Cranwell en Angleterre où il suit une formation de pilote. En 1969, il effectue des

¹⁴⁰³ «Fair U.S. Policy is Needed to Assure Peace». *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*, Washington D.C. Avril 1984, vol.1, n°3, p. 3.

¹⁴⁰⁴ Ibid: p.3.

¹⁴⁰⁵ FARRELL, William E., «A Messenger for the Saudi King». *The New York Times* [en ligne]. Le 26 septembre 1983, [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>
SIMPSON, William. *The Prince: The Secret Story of the World's Most Intriguing Royal*. New York: Regan, 2006. p. 10-31.

entraînements de pilotage dans l'État du Texas. À son retour en Arabie Saoudite, il se marie avec Haïfa (la plus jeune fille du roi Faysal)¹⁴⁰⁶.

Il fait ses débuts diplomatiques en 1978 sous la présidence Carter comme évoqué précédemment. Il a contribué à sécuriser le transfert des 62 F-15 à l'Arabie Saoudite (une mission qui lui avait été confiée par le prince Turki bin Faysal) et jouera un rôle essentiel dans la promotion de la vente des AWACS en 1981. De ce fait, Bandar ressort comme le représentant principal du « lobby saoudien » dans la couverture médiatique du débat sur les AWACS. Des références sont faites à ses techniques de lobbying démontrées lors des rencontres avec des sénateurs où il expose les motivations de l'Arabie Saoudite à l'égard des AWACS. L'indécision de plusieurs sénateurs, qui étaient auparavant opposés à la vente des AWACS, est une illustration de l'influence exercée par le prince saoudien¹⁴⁰⁷. Selon des correspondants qui ont couvert le débat sur les AWACS, le prince Bandar a joué un rôle décisif dans la campagne en faveur de la vente en apportant son aide aux efforts défailants de l'Administration Reagan. Il est intéressant de souligner que Bandar a procédé avec tact en évitant des remarques anti-israéliennes « gratuites »¹⁴⁰⁸.

Bandar, un personnage extraverti, sociable, éloquent et parfaitement à l'aise dans la culture américaine (aussi bien sur le plan culturel que linguistique) est représenté comme « l'antithèse de la diplomatie saoudienne ancienne » qui favorisait une approche très prudente et un fonctionnement silencieux¹⁴⁰⁹. Cela conduit des experts et des commentateurs à penser que le roi Fahd, qui accède au trône en 1982 (bien qu'il soit le leader politique de facto depuis le décès de Khaled) est favorable à un style diplomatique plus actif que celui adopté traditionnellement par les monarques saoudiens. Dans un premier temps Bandar occupera le poste d'attaché militaire à l'ambassade de l'Arabie Saoudite avant d'être nommé ambassadeur de l'Arabie Saoudite en 1983.

Dans sa fonction d'ambassadeur, Bandar cherche à remplir deux objectifs principaux: en premier lieu, la promotion de la relation « spéciale » entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis et en second lieu, il souhaite contribuer à la paix au Moyen-Orient. Il considère que la paix ne

¹⁴⁰⁶ FARRELL: op. cit. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>

SIMPSON: op. cit. p. 10-31.

¹⁴⁰⁷ "US-Saudi Arabia Relations/AWACS". *NBC*. Le 16 septembre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁴⁰⁸ FARRELL, William E., "A Messenger for the Saudi King". *The New York Times* [en ligne]. Le 26 septembre 1983 [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁴⁰⁹ Ibid.

peut être obtenue sans la création d'un État palestinien et l'autodétermination du peuple palestinien¹⁴¹⁰.

Bandar est également nommé membre de la délégation saoudienne à l'ONU. Même s'il craignait (à tort) que la nomination d'attaché militaire constitue un frein à sa carrière, Bandar deviendra finalement le doyen du corps diplomatique de Washington. Il a ses entrées à la Maison Blanche sous la présidence de Ronald Reagan et de George H.W. Bush et développera des liens de proximité avec d'autres responsables politiques¹⁴¹¹.

Bandar est largement perçu comme le messenger du roi Fahd qui se sert de son aura de pilote d'avion de chasse pour avancer. Il incarne l'image du playboy saoudien dans ses costumes bien taillés qui mettent en valeur son « physique de star ». Son amour pour les cigares cubains est connu. Ses traits maternels, reconnaissables à son teint plus foncé (qui le distingue de ses demi-frères dont le lignage maternel est plus prestigieux) ajoute une aura mystique supplémentaire à ce personnage¹⁴¹². Les médias évoquent également les réceptions mondaines organisées par Bandar dans sa demeure très exclusive qui offre une vue sur le fleuve Potomac depuis McLean (une adresse très prestigieuse à l'extérieur de Washington D.C.) où il a comme voisin le sénateur Edward Kennedy. La participation de Bandar et de sa femme Haïfa dans d'autres événements mondains à Washington est également mentionnée par les médias qui raffolent de ce genre d'information¹⁴¹³.

Un de ces événements est la réception et le dîner organisés par Bandar et sa femme pour commémorer l'héritage culturel de l'Arabie Saoudite au début du mois de mars 1986. Le *New York Times* du 27 février 1986 évoque « un événement spectaculaire selon le standard de Washington »¹⁴¹⁴. À l'occasion de cette réception, plus de 100 costumes saoudiens couverts de bijoux et de broderies seront exhibés sur un fond qui évoque l'Arabie Saoudite en son et en lumière. Des danseurs folkloriques vont faire des performances et un dîner de spécialités saoudiennes sera servi. Parmi les 100 invités, nous notons la présence du secrétaire à la défense Caspar Weinberger, du secrétaire au commerce Malcolm Baldrige, du juge associé de la Cour suprême Sandra Day O'Connor ainsi que des membres du Congrès et du corps diplomatique¹⁴¹⁵.

¹⁴¹⁰ Ibid.

¹⁴¹¹ Ibid.

¹⁴¹² "A Fighter Pilot Turned Negotiator". *TIME Magazine* [en ligne]. Le 10 octobre 1983 [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁴¹³ CURTIS, Charlotte. "A Feast, Texas Sized". *The New York Times* [en ligne]. Le 7 février 1984 [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁴¹⁴ KING, Wayne et WEAVER, Warren. "All Hail Saudi Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 février 1986 [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁴¹⁵ Ibid.

Un autre événement témoigne des relations de proximité entre le prince Bandar et la Maison Blanche d'une part et entre l'Arabie Saoudite et le monde des affaires aux États-Unis d'autre part. Il s'agit de l'exhibition « Saudi Arabia: Yesterday and Today » qui se déroule à Washington D.C. à la fin de l'été 1989. L'exhibition, qui compte 250 000 visiteurs lors des premières deux semaines qui suivent son inauguration, constitue un excellent outil de diplomatie publique. L'exhibition fut inaugurée au palais de Congrès à Washington D.C. le 29 juillet 1989 par le prince Salman Ben Abdul Aziz (le gouverneur de Riyad) et le vice président des États-Unis Dan Quayle¹⁴¹⁶.

À cette occasion, un élément qui a plus particulièrement retenu l'attention des visiteurs est une réalisation laser sur l'islam et l'histoire de l'Arabie Saoudite. Les visiteurs ont également eu la possibilité de goûter aux plats saoudiens typiques et d'écrire leur nom en arabe. Des visites guidées ont été animées par 70 étudiants saoudiens qui ont répondu à de nombreuses questions. Le bulletin d'information évoque l'enthousiasme des visiteurs américains devant les photographies splendides (qui représentent notamment l'architecture saoudienne), les objets exhibés dans la section sur la science islamique et l'information sur le royaume saoudien. Une famille américaine ayant séjourné en Arabie Saoudite (citée par le bulletin d'information) confirme la fidélité des images de l'Arabie Saoudite véhiculées par cette exhibition¹⁴¹⁷.

Parmi les visiteurs distingués, le bulletin d'information cite le président George Bush, qui a visité l'exhibition le 9 août 1989 en compagnie de l'ambassadeur saoudien, le prince Bandar, du gouverneur de Virginie Gerald Baliles ainsi que de nombreux autres dignitaires à Washington.

Le prince Salman profite de sa visite à Washington pour conclure des accords de commerce entre l'Arabie Saoudite et les États de Maryland et de Virginie. Il a également rencontré le président Bush, le porte-parole de la Chambre des représentants Thomas Foley, le secrétaire d'État James Baker, le gouverneur de Maryland William Schaefer et le gouverneur de Virginie Gerald Baliles¹⁴¹⁸.

Aux yeux de Bandar, la participation de l'équipe saoudienne de foot aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984 est une opportunité de diffuser une image positive de

¹⁴¹⁶ "President Tours Saudi Exhibition". *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*. Septembre 1989, p. 1.

¹⁴¹⁷ Ibid: p. 7.

¹⁴¹⁸ Ibid: p. 7.

l'Arabie Saoudite aux États-Unis et dans le reste du monde¹⁴¹⁹. Bandar fait appel à Joseph R. Daly, président du conseil d'administration du cabinet de communication Doyle Dane Bernbach (D.D.B.), pour la réalisation des clips publicitaires qui seront diffusées sur la chaîne ABC pendant les Jeux olympiques. Cet accord provoque un « incident diplomatique » car le cabinet est principalement associé à des clients juifs ou israéliens tels la compagnie israélienne El Al et Levy's Rye Bread pour qui il a réalisé un clip publicitaire très connu. Des rumeurs font état de la démission de l'un des fondateurs du cabinet (toujours présent au conseil d'administration) pour protester contre l'association avec l'Arabie Saoudite. Le PDG Barry E. Loughrane défend cette mission comme une « promotion olympique » plutôt qu'une mission pour un client (en l'occurrence le prince Bandar). Joseph R. Daly explique pour sa part qu'il a accepté cette mission en bon homme d'affaires. Il réfute toute implication de la compagnie pétrolière Mobil (une cliente de D.D.B.) dans cette affaire¹⁴²⁰.

Bandar utilise d'autres outils de communication tels les dons financiers à des œuvres caritatives¹⁴²¹. En octobre 1987, Bandar annonce le don de 5 millions de dollars à l'acteur Paul Newman pour la création d'une colonie de vacances pour des enfants très malades dans l'État du Connecticut. L'attribution était un don du roi Fahd et du peuple saoudien à l'initiative de Khaled Alhelgelan (fils de l'ancien ambassadeur Faysal Alhelgelan) qui souffrait lui-même d'une anémie chronique qui l'obligeait à recevoir des transfusions sanguines à de multiples reprises¹⁴²².

On observe que les dons caritatifs de l'Arabie Saoudite sont également un moyen de réhabiliter l'image de l'Arabie Saoudite qui est entachée par son implication dans l'affaire Iran-Contra, dévoilée en novembre 1986. Lors d'un dîner, organisé en août 1987 par Esther Coopersmith (une hôtesse vedette de Washington), à l'honneur du prince Bandar pour sa contribution financière au musée pour les enfants, Bandar a jugé « malheureux » que son don n'ait pas suscité autant d'attention que « les autres attributions de l'Arabie Saoudite aux projets américains » (en référence à la contribution de 30 millions de dollars par l'Arabie Saoudite aux Contra au Nicaragua)¹⁴²³.

Bandar est également impliqué dans le renvoi de l'ambassadeur des États-Unis en Arabie Saoudite, Hume A. Horan en mars 1988 qui intervient au même moment que l'achat

¹⁴¹⁹ DOUGHERTY, Philip H. "Advertising; Doyle Dane Creating Saudi Ads for Olympics". *The New York Times* [en ligne]. Le 19 juillet 1984 [consulté le 27 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁴²⁰ Ibid.

¹⁴²¹ TELTSCH, Kathleen. "Actor Gets 5 million Saudi Gift For Ill Children". *The New York Times* [en ligne]. Le 6 octobre 1987 [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁴²² Ibid.

¹⁴²³ "Saudi Savvy". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 août 1987 [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

de missiles sol-sol (CSS-2) par l'Arabie Saoudite de la Chine en juillet 1985 est dévoilé. Cette affaire qui a beaucoup surpris la communauté de défense et des renseignements à Washington implique également le prince Bandar qui a facilité cet achat. Ce dernier avait voyagé en Chine en juillet 1985 afin d'obtenir un arrêt de l'exportation d'armements par la Chine à l'Iran ; une action qui était soutenue par l'Administration Reagan. Bandar a suggéré à sa contrepartie chinoise que les armements seraient livrés à l'Irak au lieu d'Iran. Dans la mesure où le golfe Persique était menacé par des attaques iraniennes, Bandar a proposé une route empruntant le territoire saoudien pour faciliter le commerce entre la Chine et l'Irak. Washington ignore alors que cet accord comprenait également entre 35 et 60 missiles sol-sol et 9 lance-roquettes qui étaient cachées parmi les armements irakiens¹⁴²⁴.

Des différences personnelles entre Horan et les responsables saoudiens ont été citées comme la raison principale du renvoi d'Horan¹⁴²⁵.

Robert D. Kaplan, dans l'ouvrage *The Arabists: The Romance of an American Elite* (1995), apporte une autre explication pour le renvoi d'Hume Horan. Il suggère qu'Horan a été renvoyé en partie parce qu'il connaissait trop bien l'Arabie Saoudite et la société saoudienne, ce qui posait problème au leadership saoudien qui craignait certainement qu'il ne fraternise avec les islamistes saoudiens. Horan, un arabisant éminent, fut chargé d'affaires à la mission à Djedda entre 1972 et 1977 où il avait pour habitude de fréquenter les quartiers populaires de la ville afin de s'informer sur la situation politique. Au moment de sa nomination au poste d'ambassadeur à la fin de l'année 1987, Horan connaissait très bien la société saoudienne et son fonctionnement¹⁴²⁶. Horan aurait découvert la présence de techniciens chinois dans le désert au sud de Riyad où ils étaient en train d'installer des missiles sol-sol (CSS2) ; les États-Unis lui auraient par la suite confié la mission très ingrate de transmettre leur « grand désarroi » éprouvé à cet égard¹⁴²⁷. Craignant la réaction du roi Fahd qui ne l'avait jamais reçu auparavant (ce qui était pourtant la coutume), Horan a préféré transmettre son message par courrier. Quelques heures plus tard, Horan a reçu un message lui demandant de relâcher ses efforts car un autre message avait été envoyé par Washington à Riyad. Il s'agissait de Bandar qui avait réussi à court-circuiter les efforts d'Horan au travers de ses contacts à la Maison Blanche de manière à ce que les ordres de ce dernier soient annulés¹⁴²⁸.

¹⁴²⁴ BRONSON: op. cit. p.188.

¹⁴²⁵ SCIOLINO, Elaine. "U.S. Replacing Its Envoy to Saudis". *The New York Times* [en ligne]. Le 2 avril 1988 [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes>

¹⁴²⁶ KAPLAN, Robert D. *The Arabists: The Romance of an American Elite*. New York: Free Press, 1995 (1993). p. 230-234.

¹⁴²⁷ Ibid: p. 230-234.

¹⁴²⁸ Ibid: p. 233.

Le rôle joué par Bandar en août 1984 lors de la libération des prisonniers américains détenus en Arabie Saoudite est également évoqué par les médias¹⁴²⁹. Selon un responsable du département d'État cité par le *New York Times* du 4 août 1984, 17 Américains avaient été libérés à l'occasion d'une amnistie générale pour les Saoudiens et les étrangers décidée par le roi Fahd en juin 1984. Selon un porte-parole à l'ambassade saoudienne à Washington, l'ambassadeur saoudien, le prince Bandar, avait travaillé pendant des mois pour obtenir la libération de tous les Américains détenus dans des prisons saoudiennes « afin d'élargir et renforcer les liens entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis ». Des responsables du département d'État cités par le *New York Times* suggèrent que l'action saoudienne devrait apaiser les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite suite à des accusations selon lesquelles des citoyens américains étaient psychologiquement ou physiquement abusés dans les prisons saoudiennes. L'action saoudienne est également interprétée par le département d'État comme un geste de reconnaissance à l'égard de l'aide militaire américaine apportée en juin ; une interprétation qui est réfutée par les responsables saoudiens à Washington. L'aide militaire américaine comprenait l'envoi en urgence de 400 missiles anti-aériens dans le but d'aider l'Arabie Saoudite à défendre ses infrastructures pétrolières contre des attaques iraniennes¹⁴³⁰.

Enfin, la participation très médiatisée de Bandar dans les négociations du cessez-le-feu au Liban en septembre 1983 constitue une rupture avec le fonctionnement silencieux habituel de la diplomatie saoudienne¹⁴³¹. Bandar a facilité des contacts entre l'émissaire spécial des États-Unis Robert McFarlane et la Syrie. Les médias évoquent également la mission d'émissaire qui lui avait été confiée par le président Reagan pour faciliter des contacts avec Yassir Arafat et obtenir le soutien de l'OLP (en faveur de l'initiative de paix du Président).

Pour conclure, nous citons deux biographies récentes qui ont été consacrées au prince Bandar: *The King's Messenger: Prince Bandar Bin Sultan and America's Tangled Relationship with Saudi Arabia* (2009) de David B. Ottaway et *The Prince: The Secret Story*

¹⁴²⁹ MILLER, Judith. "A Saudi Amnesty Frees Half of Jailed Americans". *The New York Times* [en ligne]. Le 4 août 1984 [consulté le 29 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁴³⁰ Ibid.

¹⁴³¹ "A Fighter Pilot Turned Negotiator". *TIME Magazine* [en ligne]. Le 10 octobre 1983 [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>

FARRELL, William E., "Fresh from the Middle Eastern Cockpit". *The New York Times* [en ligne]. Le 29 septembre 1983 [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>

DIONNE, E. "Lebanon Truce Talks Under Way As Battles Go Around Beirut". *The New York Times* [en ligne]. Le 10 septembre 1983 [consulté le 28 janvier 2011]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>

of the World's Most Intriguing Royal, Prince Bandar Bin Sultan de William Simpson (2006). À en juger par les nombreuses critiques, le sujet a attiré beaucoup d'attention.

Le spécialiste de l'Arabie Saoudite David Long remarque dans le *Middle East Journal* (paru au cours de l'hiver 2009) que « même dans une région si turbulente que le Moyen-Orient il y a peu d'hommes qui ont exercé tant d'influence et ont fait preuve de tant d'originalité ou de vice que Bandar »¹⁴³². Long cite David Ottaway qui note « qu'en tant qu'envoyé spécial du roi Fahd et puis ambassadeur de l'Arabie Saoudite à Washington pendant plus de 20 ans, Bandar a dialogué avec 5 présidents américains, 10 secrétaires d'État, 11 conseillers pour la sécurité nationale, 16 sessions du Congrès, les médias américains et de nombreux hommes politiques avars ». Long affirme qu'aucun ambassadeur arabe – ni aucun président – n'a exercé autant d'influence à Washington. Au sommet de son pouvoir, Bandar était indispensable à la fois pour l'Arabie Saoudite et pour les États-Unis. Selon les mots d'Ottaway, « Bandar était à la fois le messager du roi et le garçon livreur de la Maison Blanche »¹⁴³³.

David Ottaway fut correspondant au *Washington Post* pendant 35 ans et a eu l'opportunité de s'entretenir avec Bandar à de multiples occasions¹⁴³⁴.

Ottaway évoque le rôle clé joué par Bandar dans la promotion de la vente des AWACS et son financement secret des opérations secrètes lors de la guerre froide. Dans le cadre de ces opérations, Bandar a attribué 32 millions de dollars aux Contras et 10 millions de dollars pour financer les campagnes des hommes politiques anti-communistes en Italie. Lorsque l'Arabie Saoudite a vu certaines de ses requêtes d'armement rejetées par les États-Unis, Bandar s'est tourné vers la Chine (comme évoqué précédemment) ce qui a suscité des réactions très négatives de la part du département d'État et de la CIA. Ainsi, les administrations américaines successives ont été à la fois séduites et dégoûtées par Bandar. Pour Ottaway, « son amour du baseball et son extravagance ont fait de lui « un Arabe américain à cent pour cent » (ou « *all-American Arab en anglais* ») ». Au fil du temps, les responsables qui ont collaboré avec Bandar ont découvert que Bandar pouvait être manipulateur, sans scrupule et capricieux à tel point qu'il est difficile de savoir s'il était au service de la Maison des Saoud, des États-Unis ou de lui-même¹⁴³⁵.

¹⁴³² LONG, David E. Critique. *Middle East Journal* [en ligne]. Hiver 2009, vol. 63, n°1 [consulté le 27 décembre 2010], p.153-154. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁴³³ Ibid: p. 53-62.

¹⁴³⁴ Ibid: p. 53-62.

¹⁴³⁵ Ibid: p. 53-62.

Ottaway affirme que Bandar coopérait mieux avec les administrations républicaines et que la présidence Reagan a constitué « l'âge d'or » de la relation américano-saoudienne. Les États-Unis et l'Arabie Saoudite étaient des « alliés à toute épreuve » contre le communisme. Lors de l'invasion du Koweït par l'Irak (qui sera traitée dans la quatrième partie de la thèse), Bandar a coopéré avec les principaux conseillers du président George H. W. Bush à savoir le secrétaire d'État James Baker, le conseiller pour la sécurité nationale Brent Scowcroft, le secrétaire à la défense Richard Cheney et le chef des forces armées américaines le général Colin Powell. Il est devenu un « membre virtuel » de l'Administration Bush et jouissait d'un accès privilégié à la Maison Blanche et au département d'État¹⁴³⁶.

Enfin, la « chute » de Bandar a commencé avec l'arrivée à la présidence de Bill Clinton en 1993. L'arrivée au pouvoir de George W. Bush en 2001 n'améliora pas la situation. Choqué par l'apparente indifférence de l'Administration Bush à l'égard de la question palestinienne, le prince héritier Abdullah (actuel roi de l'Arabie Saoudite) a demandé à Bandar de transmettre un message musclé à l'Administration Bush menaçant de geler les relations avec les États-Unis s'il n'y avait pas de changement de politique. Ensuite, les attentats du 11 septembre 2001 susciteront une remise en question profonde de la relation américano-saoudienne¹⁴³⁷.

The Prince: The Secret Story of the World's Most Intriguing Royal, Prince Bandar Bin Sultan de William Simpson¹⁴³⁸ est évoqué par David Leigh (correspondant pour le *Guardian*) dans l'article « Arms and the man: Prince Bandar bin Sultan charmed everyone from George Bush to Nelson Mandela » dans le *New Statesman* (un magazine britannique sur les affaires politiques et culturelles courantes) le 2 juillet 2007¹⁴³⁹. William Simpson (un proche de Bandar) fut formé à la Royal Air Force Cranwell en même temps que Bandar.

Leigh souligne que la publication de cette biographie en 2006 coïncide avec l'affaire de pots-de-vin impliquant le prince Bandar révélée par les médias britanniques. Il s'agit de sommes d'argent versées par la compagnie d'armement BAE à Bandar pour son rôle dans un contrat d'armements très important avec la Grande Bretagne¹⁴⁴⁰.

D'autres éléments intéressants soulevés par Leigh concernent la relation de Bandar avec l'ancien président sud-africain Nelson Mandela. Ce dernier, qui a invité Bandar à son

¹⁴³⁶ Ibid: p. 53-62.

¹⁴³⁷ Ibid: p. 53-62.

¹⁴³⁸ Simpson, William. *The Prince: the Secret Story of the World's Most Intriguing Royal, Prince Bandar Ben Sultan*. Harper Collins, 2006.

¹⁴³⁹ LEIGH, David. "Arms and the man: Prince Bandar Ben Sultan charmed everyone from George Bush Senior to Nelson Mandela". *New Statesman* [en ligne]. Le 2 juillet 2007 [consulté le 22 décembre 2010]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁴⁴⁰ Ibid.

mariage, décrit le prince saoudien comme « l'un des plus grands médiateurs de paix de notre époque », « un homme extraordinaire », « un personnage charmant, éloquent mais néanmoins humble » et « un conteur sans égal ». Cette proximité entre les deux hommes a permis de conclure un accord avec le colonel Ghadaffi sur l'extradition des auteurs des attentats à la bombe de Lockerbie en vue d'un procès dans un pays neutre¹⁴⁴¹.

Enfin, Simpson évoque également les actions moins glorieuses de Bandar comme sa contribution au financement des Contras au travers du blanchiment de l'argent versé par l'Administration Reagan en Suisse. Le prince Bandar aurait également cherché à provoquer la première guerre du Golfe par une fuite (au profit d'Andrew Neil du *Sunday Times*) concernant un échange sévère entre le président Bush et Saddam Hussein¹⁴⁴².

Une autre critique de la biographie de Simpson est apportée par Hamid Hussein dans l'*International Journal of Kurdish Studies* paru en janvier 2008¹⁴⁴³. Hussein offre une image plus positive de Bandar et de la Maison des Saoud qu'Ottaway et Leigh. Il évoque les conseils apportés à Bandar par le président Carter et le président de la Chambre des représentants Tip O'Neill sur le fonctionnement de Washington lors de la promotion de la vente des 62 F-15 à l'Arabie Saoudite en 1978. Il s'agissait de sécuriser le soutien du Congrès et du milieu des affaires en faveur de la vente des F-15 au royaume saoudien. Des compagnies majeures telles Northrop, McDonnell Douglas, Mobil, Bechtel, Fluor Corporations and Computer Science Corporation ont apporté leur soutien à la campagne de Bandar. Ce dernier aurait contraint David Rockefeller de la Chase Manhattan Bank (qui détenait la plupart des fonds de l'Arabie Saoudite aux États-Unis) à soutenir cette campagne en transférant 200 millions de dollars de Chase à J. P. Morgan. David Rockefeller s'est rendu à Washington D.C. où il a mené campagne en faveur de l'Arabie Saoudite auprès des nombreux sénateurs¹⁴⁴⁴.

Contrairement à la majorité des commentateurs, Hussein rejette le terme de « laquais » [des États-Unis] pour qualifier l'attitude de Bandar (et de l'Arabie Saoudite). Il maintient que Bandar a instrumentalisé son argent et ses relations afin de poursuivre les intérêts nationaux de l'Arabie Saoudite. Hussein évoque également les qualités de Bandar et des autres membres de la Maison des Saoud telles que leur générosité, leur politesse, leur appréciation des relations humaines et leur intégrité. Il cite une déclaration de Bandar de 1985 alors que la

¹⁴⁴¹ Ibid.

¹⁴⁴² Ibid.

¹⁴⁴³ HUSSEIN, Hamid. Critique. *International Journal of Kurdish Studies* [en ligne]. Janvier 2008, vol.200, n°3 [consulté le 22 décembre 2010], p. 22-24. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁴⁴⁴ Ibid.

requête de l'Arabie Saoudite pour des F-15 supplémentaires est rejetée par le Congrès. Bandar déclare aux responsables de McDonnell Douglas que « nous n'aimons pas dépenser des milliards de dollars et être insultés dans le même processus »¹⁴⁴⁵.



Figure 29 : Le président Reagan suit le vote sur les AWACS en octobre 1981. Reagan Presidential Library, Simi Valley, California.

1.6. Entrée du président Reagan dans le débat sur les AWACS

L'implication directe du président Reagan dans le débat sur les AWACS (à partir 1^{er} octobre 1981) renforcera bien entendu la couverture médiatique de cet événement. Il s'agit naturellement de l'un des effets recherchés par le Président et ses conseillers. L'évocation par le président Reagan des intérêts de sécurité nationale est une explication supplémentaire de la couverture accrue du débat sur les AWACS. Dans le contexte politique américain, on constate que des références à la sécurité nationale ne peuvent être ignorées. Le terme d'« intérêt national » suscite le respect, il fait partie des grands objectifs fondamentaux autour desquels le peuple américain peut être rassemblé. Bruce Jentleson (cité par Charles Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse dans l'ouvrage *La politique étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulation* (2003) explique qu'en matière de politique étrangère, « l'intérêt national américain se définit autour de quatre objectifs essentiels: la puissance, la paix, la prospérité et les principes »¹⁴⁴⁶. Selon Jentleson, « ces quatre objectifs sont complémentaires car ils

¹⁴⁴⁵ Ibid.

¹⁴⁴⁶ DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis, VAÏSSE, Justin. *La politique étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulations*. Paris: Presses de Sciences Po, 2003. p. 71-72.

constituent tous des objectifs de la politique étrangère américaine et influencent assurément le style et les choix des stratégies de la présidence »¹⁴⁴⁷.

Aussi, les tensions suscitées par la question des AWACS entre Richard Allen et Alexander Haig d'une part et entre Alexander Haig et Caspar Weinberger d'autre part deviennent à cette époque un sujet de discussion à la télévision. Le 28 septembre, le présentateur de *CBS*, Dan Rather, évoque des « frictions traditionnelles » entre le conseiller pour la sécurité nationale et le secrétaire d'État qui expliquent selon lui l'impasse que traversent Richard Allen et Alexander Haig au sujet des AWACS. Le débat entre le sénateur démocrate Henry Jackson et Caspar Weinberger, lors du témoignage du secrétaire à la défense devant la commission des forces armées du Sénat est également cité¹⁴⁴⁸.

Enfin, l'importance de la question d'AWACS sera couverte par des émissions spéciales d'une durée d'environ 35 minutes qui sont diffusées lors de la notification officielle du Congrès par le président Reagan de sa décision d'attribuer des AWACS à l'Arabie Saoudite. Nous notons par exemple l'émission spéciale intitulée « Showdown over Awacs » diffusée par *CBS* le 30 septembre (soit la veille de l'annonce du président Reagan devant le Congrès). L'émission, présentée par les correspondants Bob Schieffer et Ike Pappas, contient des entretiens enregistrés avec des membres du Congrès, des responsables de l'Administration Reagan, d'anciens responsables et experts en défense ainsi que des responsables israéliens et saoudiens¹⁴⁴⁹.

Schieffer et Pappas soulignent que l'Administration Reagan présente la vente des AWACS comme vitale à la fois pour la sécurité nationale des États-Unis et pour la préservation de la sécurité d'Israël. Un montant global de 8,5 milliards est avancé ; cela comprend le coût des 5 AWACS saoudiens et des autres équipements militaires inclus dans la vente. Le lobbying intense de Richard Allen, du prince Bandar et d'Alexander Haig en faveur des AWACS est également mentionné. En revanche, la présence du président Reagan dans le débat reste limitée (selon Schieffer et Pappas) compte tenu de son programme économique¹⁴⁵⁰.

Les arguments avancés par Caspar Weinberger et d'autres responsables du département de la défense sont cités. Ils assurent que les AWACS saoudiens ne comprendront pas certains détails techniques et devraient pour cette raison ne pas constituer de menace pour Israël. Au contraire, ils devraient empêcher l'expansion soviétique dans le Moyen-Orient et par

¹⁴⁴⁷ Ibid: p. 71-72.

¹⁴⁴⁸ *CBS*, le 28 septembre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁴⁴⁹ « Showdown over AWACS ». *CBS*, le 30 septembre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁴⁵⁰ Ibid.

conséquent promouvoir la sécurité d'Israël¹⁴⁵¹. Les Israéliens, pour leur part, maintiennent que les AWACS vont menacer leur sécurité dans la mesure où les Saoudiens seraient capables de détecter les mouvements de forces aériennes.

Comment les arguments avancés par l'Administration Reagan en faveur des AWACS ressortent-ils dans la couverture télévisuelle ? Selon Schieffer et Pappas, les AWACS devraient fonctionner comme « une ligne de sauvetage » pour les infrastructures pétrolières saoudiennes dans un contexte de craintes accrues liées à l'instabilité saoudienne et à la propagation de l'extrémisme islamiste suite à la chute du Shah. Les responsables de l'Administration Reagan affirment également que les AWACS saoudiens peuvent permettre de surveiller les mouvements du Yémen, de l'Union soviétique et de la Libye et empêcher le déversement d'extrémisme de l'Iran. Selon Robert Neumann (ambassadeur des États-Unis en Arabie Saoudite entre 1981 et 1983), cité par Schieffer et Pappas, « les AWACS saoudiens sont nécessaires dans la mesure où la modernisation de la société saoudienne a donné lieu à une aliénation des conservateurs orthodoxes ». Ce groupe pose une menace pour la stabilité de l'Arabie Saoudite selon lui¹⁴⁵². Schieffer et Pappas concluent que l'Administration Reagan a certainement sous-estimé l'opposition du Congrès et des groupes « pro-israéliens » aux AWACS saoudiens¹⁴⁵³.

Nous notons également la diffusion par *NBC* de la conférence de presse de Ronald Reagan le 1^{er} octobre 1981 au cours de laquelle il notifie le Congrès de la vente des AWACS¹⁴⁵⁴. Cette intervention marque l'entrée du président Reagan dans le débat sur les AWACS.

La couverture télévisuelle du début du mois d'octobre sera par ailleurs consacrée en grande partie à l'assassinat du président égyptien Anouar El-Sadate le 6 octobre 1981 par un officier égyptien Khalid Islambouli inspiré par l'islamisme radical. Les craintes liées à la mort de Sadate et à l'impact négatif de la vente des AWACS sont notamment évoquées par le secrétaire à la défense Caspar Weinberger¹⁴⁵⁵.

¹⁴⁵¹ Ibid.

¹⁴⁵² Ibid.

¹⁴⁵³ Ibid.

¹⁴⁵⁴ *NBC*. Le 1er octobre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁴⁵⁵ *NBC*. Le 6 octobre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

Enfin, la télévision couvrira le vote de la résolution Packwood par le Sénat le 28 octobre 1981. Des émissions spéciales seront consacrées à cet événement à la fois sur *NBC*, *CBS* et *ABC*.

Dans l'émission spéciale « *The AWACS Vote: Reagan Wins* », diffusée par *NBC* en fin de soirée le 28 octobre 1981, le présentateur Roger Mudd évoque la victoire du président Reagan au Sénat et la décrit comme « exceptionnelle »¹⁴⁵⁶. Des extraits de séquences filmées dans le Sénat sont diffusés, ainsi que des réunions privées organisées par le président Reagan à la Maison Blanche avec des membres du Sénat. Des entretiens avec des responsables de l'Administration Reagan, des sénateurs issus de l'opposition et des sénateurs qui avaient changé de position pour finalement soutenir la vente des AWACS sont également cités. Le correspondant Marvin Kalb évoque les déclarations de responsables de l'Administration Reagan selon lesquelles Israël ne devrait pas se sentir menacé car « il existe des preuves que l'Arabie Saoudite devrait prochainement reconnaître Israël » [en référence à la position relativement souple du prince héritier Fahd sur la question israélienne]¹⁴⁵⁷.

Nous soulignons également les émissions spéciales « *The AWACS Vote* » diffusée par *CBS* le 28 octobre en début de soirée et « *Nightline* » diffusée par *ABC* entre minuit et minuit et demi¹⁴⁵⁸.

L'émission « *Nightline* », animée par le présentateur vedette Ted Koppel (présentateur de l'émission pendant 25 ans), contient des débats en direct avec Richard Allen, Yitzhak Rabin (ambassadeur d'Israël aux États-Unis entre 1968 et 1973, membre de la Knesset entre 1977 et 1984) et H. E. Faysal Al-Hegelan (ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis). Des membres du Congrès participent également à ce débat¹⁴⁵⁹.

¹⁴⁵⁶ «*The AWACS Vote: Reagan Wins*». *NBC*. Le 28 octobre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁴⁵⁷ Ibid.

¹⁴⁵⁸ «*The AWACS Vote*». *CBS*, le 28 octobre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

«*Nightline*». *ABC*, le 28 octobre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁴⁵⁹ Ibid.

Chapitre 8 : Orientalistes malgré eux? Les tentatives de Jo Franklin et d'Ed Bradley de montrer « une image représentative » de l'Arabie Saoudite

1. « *The Race With Time* » : un documentaire de Jo Franklin

Comme nous avons pu le constater jusqu'à présent, « l'image » de l'Arabie Saoudite aux États-Unis est celle d'une société « archaïque », peu peuplée, bâtie au milieu d'un paysage aride où rien n'a changé depuis le temps de Mahomet (à l'exception des richesses apportées par le pétrole). Les gens se déplacent toujours à dos de chameaux et dorment dans des tentes noires dont le sol est recouvert de larges tapis. Les hommes assis en tailleur par terre boivent du café noir ou du thé à la menthe versé par des cafetières métalliques munies d'un bec énorme. De temps à autre, les hommes, qui sont vêtus de longs habits blancs (*thawb*) et portent des larges carreaux (*ghutra*) sur la tête pliés en diagonale sur une calotte (*kufiyyah*) se lèvent pour participer à la danse traditionnelle des sabres (*ardha*) rythmée par des tambours. Sur les épaules des « Cheikhs pétroliers », qui portent des lunettes de soleil noires (de marque), on distingue des faucons de chasse la tête couverte d'un capuchon en cuir. De temps en temps, on perçoit une jeep à l'extérieur de la tente du bédouin, garée sur une dune de sable. Il y a également des guerriers bédouins qui se déplacent sur des pur-sang magnifiques ou sur des chameaux¹⁴⁶⁰.

Au milieu des dunes, on aperçoit des tours de forage et les résidences surveillées (ou le « *compound* ») où séjournent les expatriés américains¹⁴⁶¹.

Les résidences surveillées des expatriés américains sont des répliques miniatures de l'Amérique comprenant le cinéma « drive-in », le terrain de baseball, la piscine, le centre de loisirs et le supermarché. À l'intérieur de ces enceintes surveillées par des vigiles armés, la « vie américaine » est reproduite avec l'alcool et les services religieux en moins, bien que ces deux éléments existent de manière clandestine¹⁴⁶².

Enfin, on aperçoit dans les villes qui se développent à proximité des sites pétroliers des hommes désœuvrés, accroupis au coin des rues selon la coutume millénaire¹⁴⁶³.

¹⁴⁶⁰ Saudi Arabia: "The Race With Time". PBS, le 8 mai 1982 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁴⁶¹ Ibid.

¹⁴⁶² Ibid.

¹⁴⁶³ Ibid.

On note également les représentations du wahhabisme (l'interprétation puritaine de l'islam pratiquée en Arabie Saoudite) et surtout de la loi islamique (la *sharia*) qui ordonne la décapitation en cas de meurtre, l'ablation de la main en cas de vol ou la lapidation pour les femmes en cas d'adultère. Une image forte qui se dégage de la *sharia* est que les bijoux en or abondent chez les bijoutiers et dans les souks sans qu'aucun voleur ne sévise.

Il y a également les images des femmes vêtues de l'abaya et du voile intégral. Ces femmes vivent leur vie dans le harem familial loin des regards des hommes à l'exception de leur mari, de leur frère ou de leur cousin si la famille est moderne¹⁴⁶⁴.

On distingue des images du pèlerinage à la Mecque et du Hajj et des hommes qui font la prière dans le désert à la belle étoile.

Enfin, on s'imagine le roi et la famille royale, composée d'une multitude de princes et de princesses, qui vivent dans de vastes palais séparés des Saoudiens moyens¹⁴⁶⁵.

Telles sont les images qui ressortent de la trilogie consacrée à l'Arabie Saoudite produite et réalisée par la journaliste et réalisatrice américaine Jo Franklin au début des années 1980¹⁴⁶⁶. Pourtant, l'intention affichée par Franklin dans cette série était de montrer une Arabie Saoudite authentique, à multiples facettes loin de cette « Arabie » qui ressort des récits de Thomas E. Lawrence ou du film *Lawrence d'Arabie*. Dans une communication de l'UCLA Film and Television Archive (à laquelle Jo-Franklin a fait don de sa collection de films sur le Moyen-Orient en 2005), le critique du *LA Times*, Kenneth Clark, est cité. Il qualifie cette trilogie de « coup de génie ». La trilogie de Franklin a également été acclamée lors de multiples diffusions aux États-Unis et à l'étranger. Selon le directeur de l'UCLA Film and Television Archive, Timothy Kittleson, « la collection de Franklin offre un regard profond sans précédent sur le Moyen-Orient ». Ce documentaire a également été reconnu par le leadership saoudien pour sa représentation « nuancée » de l'Arabie Saoudite et du Moyen-Orient¹⁴⁶⁷.

Cependant, si Jo Franklin a su montrer des images représentatives de la société saoudienne et du processus de modernisation en cours dans le royaume saoudien depuis les années 1970, son attachement visuel récurrent aux stéréotypes saoudiens a pour effet de renforcer la perspective orientaliste plutôt que de la « déconstruire ».

¹⁴⁶⁴ Ibid.

¹⁴⁶⁵ Ibid.

¹⁴⁶⁶ Jo Trout a été le producteur de «News Hour» diffusé sur *PBS* et présenté par Jim Lehrer.

¹⁴⁶⁷ «Unique Middle East Film Collection Donated to the UCLA Film and Television Archive». *Independentfilm.com* [en ligne]. Le 6 août 2005 [consulté le 16 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.independentfilm.com>

L'un des aspects les plus positifs de ce documentaire sont les entretiens effectués par Jo Franklin en Arabie Saoudite avec des représentants issus de diverses couches de la société saoudienne (aussi bien des membres de la famille royale, des représentants de l'élite des affaires, de l'élite technocrate que des oulémas, des bédouins et des femmes).

Une illustration de la perspective orientaliste que Franklin véhicule malgré elle est le stéréotype qui ressort dans l'entretien avec le ministre saoudien du travail Ghazi al-Gosaibi. Selon Gosaibi, « le stéréotype parfait des Saoudiens [dans le contexte post-embargo] est la tente noire, deux Cadillac, six épouses et quatre tours de forage ». Ce stéréotype, reproduit par Franklin au travers de son choix d'images, amène le spectateur à la conclusion que l'Arabie Saoudite ne pourra jamais se moderniser sous-entendu « s'occidentaliser ».

Gosaibi insiste sur le fait que la réalité est bien plus complexe et bien plus intéressante que le mythe. Les vraies questions qui se posent selon lui sont de savoir qu'est-ce qui va changer en Arabie Saoudite? Qu'est-ce qui va rester identique? Comment va-t-on gérer les richesses générées par les ressources pétrolières? Il pense néanmoins que les Saoudiens sont plus heureux dans « l'âge moderne » [selon son expression] qu'auparavant. Il souligne l'influence exercée par « l'impérialisme culturel occidental » (au travers du processus de modernisation) qui amène les Saoudiens à vouloir envoyer leurs fils à Stanford plutôt que les voir vivre une vie nomade traditionnelle¹⁴⁶⁸.

Dans le même temps, la vie nomade semble elle aussi évoluer. Dans une séquence très amusante, Jo Franklin rend visite à des bédouins âgés dans leur tente. Ils se plaignent du bruit (qu'ils imitent) provenant d'un site de construction avoisinant où se développe « la nouvelle Arabie Saoudite urbaine ». Dans le même temps, ils sont conscients du changement matériel rendu possible grâce aux richesses pétrolières. Ils expliquent que « le gouvernement saoudien leur a tout donné, même des Toyota »¹⁴⁶⁹.

Jo Franklin remarque qu'en Arabie Saoudite tout le monde partage les richesses pétrolières. Elle suggère que ce partage est essentiel dans un contexte de transformation socio-économique et technologique accéléré qui permet au leadership saoudien de maintenir le statu quo. Cela rend les leaders saoudiens extrêmement conscients de leur image. Un des fondements du statu quo est « la politique de distribution des richesses » du gouvernement saoudien qui se traduit par la création de services sociaux et médicaux libres, les formations

¹⁴⁶⁸ Saudi Arabia: "The Race With Time". *PBS*, le 8 mai 1982 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁴⁶⁹ Ibid.

sponsorisées et les subventions pour les charges domestiques. De plus, aucun impôt n'est prélevé auprès des particuliers à l'exception de la taxe islamique, la zakat (en réalité une aumône redistribuée aux personnes ayant peu de moyens)¹⁴⁷⁰.

Un thème clé de cette série documentaire est la place centrale occupée par la famille dans la société saoudienne traditionnelle. Jo Franklin s'entretient avec Osman Linjawi (homme d'affaires et technocrate très influent) depuis sa demeure de Djeddah. Linjawi confirme qu'en Arabie Saoudite la famille est plus importante que tout. Il évoque la maison familiale où tout le monde cohabite et l'importance du collectif par rapport à l'individu. Il admet cependant que la vie familiale traditionnelle est affectée par les changements actuels provoqués par le processus de modernisation.

En lien étroit avec le thème de la famille, nous trouvons le thème de la femme dans la sphère publique et le thème de la place centrale de l'islam dans la société saoudienne. Osman Linjawi est conscient de la représentation de l'Arabie Saoudite aux États-Unis comme un pays « féodal » avec des Saoudiens peu éduqués et peu sophistiqués et des Saoudiennes effacées et contrôlées par les hommes. Il souligne cependant que le contexte a considérablement changé en 15 ans car auparavant les hommes Saoudiens des classes supérieures étaient éduqués au Caire, tandis que les femmes ne recevaient aucune instruction.

Le rôle effacé de la femme dans la sphère publique découle selon Jo Franklin du wahhabisme pratiqué en Arabie Saoudite. Elle souligne la vision « globale » de l'islam dans la société et le rôle de l'Arabie Saoudite comme gardienne des « préceptes religieux originaux ». Elle évoque également la séparation des sexes, le fait que les femmes n'ont pas le droit de conduire et ne peuvent pas voyager sans la permission d'un membre masculin de leur famille¹⁴⁷¹. Nous soulignons à cet égard que les femmes bédouines ont le droit de conduire dans le désert sous certaines conditions.

Une autre séquence très intéressante est l'entretien de Jo Franklin avec la directrice d'une école de jeunes femmes, Cécile Rouchdi (directrice de la Dar Al Hanan School à Djeddah). Cette dernière considère que l'amour est absent de la société occidentale dans la mesure où les femmes choisissent une carrière professionnelle avant leur vie de famille ce qui, pour elle, signifie que les femmes « gaspillent » leur vie. Ainsi, pour Madame Rouchdi, « la liberté ne vaut rien si l'on ne bénéficie pas de l'amour d'une famille ».

¹⁴⁷⁰ Ibid.

¹⁴⁷¹ Ibid.

Jo Franklin évoque également la crainte de nombreux Saoudiens que la modernisation de l'Arabie Saoudite change voire altère inéluctablement la vie saoudienne traditionnelle. Elle s'entretient avec Cheikh Ahmed Alireza (un représentant de la classe d'affaires) à ce sujet.

Ahmed Alireza constate que dans le passé l'Arabie Saoudite n'avait pas beaucoup de contacts avec le monde extérieur. Les transports se faisaient par navire en provenance de Suez ou bien à dos de chameaux. Les gens vivaient dans des oasis isolés et des maisons de terre. La vie était difficile car l'électricité n'était pas encore installée (l'électricité a fait son apparition dans les années 1950). À cette époque, il n'y avait pas de conception du changement. Lorsque les pétrodollars ont commencé à arriver en Arabie Saoudite au début des années 1970, le pays a souffert d'un manque de planification ce qui a provoqué une situation très chaotique comme en atteste l'engorgement du port de Djeddah (mentionné dans la seconde partie)¹⁴⁷². En plus de ce manque de compétences en matière de gestion, le manque de main d'œuvre (évoqué par ailleurs) contraint l'Arabie Saoudite à s'ouvrir vers le monde extérieur.

Enfin, Jo Franklin évoque le « néo-conservatisme » des étudiants saoudiens dont les critiques visent le matérialisme qui est identifié à la culture occidentale. Sans que cela se traduise par un rejet de la modernité en tant que telle, les étudiants saoudiens cherchent à empêcher que les forces perçues comme négatives (tel le matérialisme) érodent le tissu social traditionnel. Ils appellent à une modernisation sans occidentalisation. Cela signifie qu'ils sont ouverts à des apports technologiques avancés mais opposés à des influences qui touchent à la séparation des sexes ou aux restrictions des femmes dans la sphère publique.

Dans ce contexte de changement social et économique accéléré, Jo Franklin note une résurgence de la religion provoquée par le désir de revenir aux sources de l'islam. Le gouvernement saoudien (sous l'influence des oulémas conservateurs) impose ainsi des restrictions de voyage afin de protéger les étudiants saoudiens des influences occidentales très néfastes¹⁴⁷³.

En conclusion, nous constatons que la force du récit de Jo Franklin réside dans les entretiens qu'elle a effectués avec divers représentants de la société saoudienne et qui apportent un éclairage sur l'Arabie Saoudite et les Saoudiens. En revanche, l'utilisation récurrente des stéréotypes, même dans le but de « déconstruire » certains mythes de l'Arabie Saoudite, produit l'effet inverse sur les téléspectateurs.

¹⁴⁷² Ibid.

¹⁴⁷³ Ibid.

2. « *The Saudis* » : un rapport CBS présenté par Ed Bradley

« *The Saudis* » est un autre documentaire très intéressant, diffusé par CBS le 21 octobre 1980¹⁴⁷⁴. Il a été réalisé par le correspondant de CBS, Ed Bradley. Décédé en 2006, Bradley était l'un des correspondants de la télévision américaine les plus réputés de son époque. Il est considéré comme un précurseur dans la mesure où il fut le premier correspondant de couleur à couvrir la Maison Blanche. Souvent identifié à l'émission-débat « 60 Minutes » de CBS qu'il a présentée pendant 26 ans, il a également été l'hôte du magazine d'information « CBS Sunday Night With Ed Bradley ». Ed Bradley est célèbre pour son style d'entretien confiant et naturel, indépendamment du sujet évoqué et de la personne avec qui il s'entretient¹⁴⁷⁵.

Le style d'entretien d'Ed Bradley rend le documentaire « *The Saudis* » particulièrement riche et intéressant. À l'image de Jo Franklin, Ed Bradley a effectué de nombreux entretiens avec des représentants issus de différentes couches de la société saoudienne dont plusieurs entretiens très intéressants avec des femmes et des filles. À la différence de Franklin qui adopte une approche politiquement correcte tout en propageant les stéréotypes et les mythes de la société saoudienne, Bradley se sert des stéréotypes et des mythes afin de susciter une discussion franche. Une autre différence notable est le fait que Bradley prend clairement position alors que la position de Franklin est sous-entendue. Les personnes avec qui Bradley s'est entretenues ont donc l'opportunité de confronter ces stéréotypes et ces mythes¹⁴⁷⁶.

Le point de départ du récit d'Ed Bradley est la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque en novembre 1979 qu'il présente comme « le dernier moment d'innocence de l'Arabie Saoudite ». Il indique que sur un plan plus large, cet événement semble confirmer les craintes des responsables américains quant à la stabilité du régime saoudien. Le fait que la prise d'assaut de la Mecque n'était pas l'œuvre d'un mouvement islamiste structuré est souligné par Bradley.

Ed Bradley s'entretient avec le ministre de l'industrie et du développement Ghazi Al-Gosaibi (également interrogé par Jo Franklin) au sujet du processus de développement en cours dans le royaume saoudien. Al-Gosaibi insiste sur le fait que le développement de l'Arabie Saoudite se fait selon « la tradition saoudienne » qu'il décrit comme « un écoulement

¹⁴⁷⁴ « *The Saudis* ». CBS [en ligne]. Le 21 octobre 1980 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress, en avril 2010].

¹⁴⁷⁵ HAYGOOD, Wil. « Ed Bradley, The News Pioneer Who Never Lost His Cool ». *The Washington Post* [en ligne]. Le 10 novembre 2006 [consulté le 17 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.washingtonpost.com>

¹⁴⁷⁶ « *The Saudis* ». CBS [en ligne]. Le 21 octobre 1980 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu.

naturel des ressources du haut vers le bas ». Al-Gosaibi souligne que l'Arabie Saoudite ne doit pas pour autant être considérée comme une extension du paradis.

Il évoque la question de la corruption, une pratique a priori largement répandue en Arabie Saoudite. Al-Gosaibi explique que la corruption n'est pas un phénomène propre à la société saoudienne mais plutôt une pratique introduite par les occidentaux avec les commissions.

La question de « l'omniprésence de l'islam » supposée dans la société saoudienne est abordée par Bradley. Selon lui, rien ne peut se faire en Arabie Saoudite sans tenir compte des « préceptes de l'islam » comme le montre l'opposition des groupes radicaux à la modernisation de l'Arabie Saoudite. Dans le même temps, Bradley affirme qu'il existe des liens entre les systèmes de pensée de l'Occident et ceux de l'islam dans la mesure où les Saoudiens croient au Vieux et au Nouveau Testament. Bradley constate toutefois que l'Arabie Saoudite est le pays le plus orthodoxe dans le monde de l'islam. Cela se retrouve dans le système de gouvernement saoudien, imprégné de l'islam.

Un élément propre à ce reportage (et qui le distingue de nombreux autres reportages sur l'Arabie Saoudite de l'époque) est la distinction effectuée par Bradley entre la culture saoudienne du désert et l'islam en tant que système de pensée et de philosophie qui recouvre de nombreuses traditions et interprétations. Ces traditions et interprétations sont imprégnées de la culture et des conditions socio-économiques et politiques spécifiques à la société particulière dans laquelle l'islam a évolué. La culture saoudienne tribale en particulier a donné naissance à un système judiciaire caractérisé par une certaine sévérité. Ce système se traduit par exemple par l'ablation de la main en cas de vol ou la lapidation en cas d'adultère (comme mentionné antérieurement). Les fondements de « l'islam originel » (ou islam fondamentaliste) que les conservateurs et les islamistes radicaux cherchent à protéger en Arabie Saoudite repose également sur cette société désertique tribale.

Une particularité du système judiciaire saoudien est le fait que les citoyens saoudiens n'ont pas l'obligation de se faire représenter par un avocat. Bradley visite une cour saoudienne où il s'entretient avec les juges qui attirent l'attention sur les montants très élevés qui peuvent être engagés lors d'un procès par un particulier, des coûts que peu de Saoudiens peuvent se permettre. Bradley laisse entendre que dans le futur le système judiciaire saoudien devrait s'adapter à la modernité mais qu'il reposera toujours sur l'islam.

Un autre thème abordé dans le reportage de Bradley est la radicalisation du golfe Persique (en référence à la révolution islamique en Iran) et les implications pour l'approvisionnement en pétrole des États-Unis (et pour l'Occident de manière générale). Bradley évoque « l'appétit accru pour la guerre et la révolution dans le golfe Persique » [en référence à la révolution en Iran, la guerre israélo-arabe de 1973 et l'embargo pétrolier de 1973-1974]. Il affirme que la survie de l'Occident dépend des ressources pétrolières saoudiennes.

Le sénateur démocrate Henry Jackson (mentionné précédemment) est cité. Il se dit persuadé que l'on assistera à un embargo sur le pétrole dans le futur. Dans un tel scénario, il évoque la possibilité d'un déploiement de troupes américaines en Arabie Saoudite. Cela amène Bradley à aborder la question de la relation « spéciale » avec l'Arabie Saoudite qu'il définit comme « fondée sur la bonne foi plutôt que sur un traité formel ». Il soutient que l'Arabie Saoudite est le pays « le plus vital » dans le Moyen-Orient pour les États-Unis et l'Occident en général.

Le stéréotype des guerriers bédouins qui se déplacent sur des pur-sang blancs est utilisé par Bradley pour évoquer des sujets davantage culturels. Ces images sont accompagnées d'un extrait de musique arabe traditionnelle à cordes. Bradley note que même si l'Arabie Saoudite fournit 8% du pétrole des États-Unis et 20% du pétrole japonais, les États-Unis connaissent très peu de choses à son sujet. Cela est étrange compte tenu de la dépendance américaine du royaume saoudien. Les gens se posent la question ; les Saoudiens, qui sont-ils?

Bradley raconte l'histoire de la création du royaume saoudien et de la Maison des Saoud. Il définit la famille royale saoudienne comme « la seule entreprise familiale représentée à l'ONU ». John West, ambassadeur des États-Unis en Arabie Saoudite entre 1977 et 1981 (cité par Ed Bradley) évoque « une famille composée de 4 000 princes ».

Bradley souligne les contradictions de l'Arabie Saoudite et les nombreux stéréotypes qui en découlent selon lui. L'un des plus populaires est le « Cheikh pétrolier » qui possède un jet privé (pour rappel, le mot Cheikh signifie un religieux érudit).

Un autre élément contradictoire soulevé par Bradley est l'apparition d'une classe moyenne très affluente qui refuse d'effectuer des tâches subalternes et qui dépend des ouvriers immigrés. Cette classe moyenne ne paie pas d'impôts sur le revenu et bénéficie des subventions gouvernementales. Dans une séquence du film, Bradley s'entretient avec quelques femmes issues de la classe moyenne. Une femme se demande pourquoi elle devrait effectuer des tâches domestiques alors qu'il existe des bonnes qui peuvent s'en charger. Bradley note la

différence entre la vie actuelle de ces femmes et la vie nomade traditionnelle où chaque jour est une lutte pour la survie.

En lien avec la question de la main d'œuvre immigrée et la peur de « la contamination culturelle » associée à celle-ci, il existe une réelle crainte que les influences extérieures puissent modifier le statut quo de l'État saoudien basé sur l'alliance religieuse et politique établie au dix-huitième siècle entre Abd al-Wahhab et la Maison des Saoud. Une illustration de ces influences potentiellement néfastes est représentée par des images d'un Safeway (supermarché) où les bonnes affaires de la journée sont annoncées par une voix américaine avec un accent du sud. Bradley remarque qu'il existe un contraste étrange entre les Saoudiens vêtus de longs habits blancs et d'abayas noirs (pour les femmes) alors que le supermarché est identique à un Safeway américain. Bradley mentionne également « l'American Camp » de Dhahran qu'il décrit comme « un morceau de Tulsa dans le désert saoudien » (Tulsa est situé dans l'État de l'Oklahoma).

Dans le même temps, le ministre de la gestion Hisham Nazer évoque la formation et les études comme une source de stabilité. Il mentionne l'absence des femmes saoudiennes dans la vie publique et le fait que, de son point de vue, les hommes et les femmes ne sont pas égaux.

Enfin, Bradley aborde la question de la femme dans la vie publique saoudienne. Il visite une université pour jeunes femmes où il s'entretient avec la directrice et quelques étudiantes. Les images montrent des filles sans voile dans une cour où elles jouent au basket et au volleyball. Il évoque à son tour le fait que les hommes et les femmes ne sont pas égaux dans la société saoudienne. Il s'interroge si cela pourrait provoquer un soulèvement de la société saoudienne. La directrice répond qu'un tel soulèvement ne pourrait pas avoir lieu dans la mesure où le rôle des femmes saoudiennes est celui d'épouses et de mères et que cela est dicté par le système social traditionnel. Les étudiantes pour leur part affirment avoir une vie confortable en Arabie Saoudite et que rien ne leur manque. Elles s'estiment davantage protégées que les femmes occidentales. Une minorité de femmes avec qui Bradley s'est entretenue souligne le manque de liberté des femmes saoudiennes et de vie privée en général.

Le reportage d'Ed Bradley apporte donc un éclairage très intéressant et novateur pour la couverture de l'Arabie Saoudite aux États-Unis. Sa richesse réside dans la manière dont Bradley se sert consciemment des stéréotypes et des mythes afin de créer des liens avec ses

« objets d'entretien ». Sa prise de position explicite apporte une certaine clarté et honnêteté à son récit¹⁴⁷⁷.

Ainsi, le reportage sur l'Arabie Saoudite est devenu un « genre » dans les années 1980 avec la publication d'ouvrages tels *The Kingdom: Arabia and the House of Saud* par le journaliste et historien britannique Robert Lacey (1981) et *The Saudis: Inside the Desert Kingdom* (1987) par la journaliste américaine Sandra Mackay¹⁴⁷⁸. Lacey et Mackay ont tous les deux longuement séjourné en Arabie Saoudite. Mackay a travaillé sous pseudonyme alors qu'elle accompagnait son mari (un dermatologue) lors d'un séjour professionnel à Riyad. Les reportages de Mackay qui ont été transférés en secret aux États-Unis ont été publiés dans le *Christian Science Monitor*. Dans son ouvrage, elle décrit son envie débordante d'aller en Arabie Saoudite et de couvrir ce pays si mystérieux « coûte que coûte ». Son poste de dactylo au sein du Corps des ingénieurs de l'armée de terre américaine puis au ministère saoudien de la gestion du développement lui a fourni de multiples opportunités d'étudier la société saoudienne¹⁴⁷⁹.

La particularité de ces reportages tient à l'intérêt porté à l'aspect secret et fermé de la société saoudienne décrite comme « fondamentaliste », « réactionnaire » et « xénophobe ». La couverture de l'ouvrage de Mackay évoque « un récit fascinant sur la transformation d'un dominion bédouin en une puissance mondiale très étrange ». « Cette transformation n'a jamais été racontée de l'intérieur auparavant ». Par ailleurs, l'Arabie Saoudite est représentée comme « un pays fermé, toujours médiéval sous bien des aspects, gouverné par un monarque absolu et dominé par une secte fondamentaliste fanatique et xénophobe ». Dans le même temps, « grâce à ses ressources pétrolières et sa position stratégique, le royaume a été propulsé dans le vingtième siècle »¹⁴⁸⁰.

Nous retrouvons les mêmes éléments dans la couverture de l'ouvrage de Lacey. On observe que « le récit de Lacey rejoint la poignée de classiques sur un pays qui auparavant inspirait notre imagination romantique et qui aujourd'hui influence notre vie quotidienne [en référence aux ressources pétrolières saoudiennes] ». Le séjour de Lacey parmi les princes, chameliers, hommes d'affaires internationaux et érudits religieux est également évoqué¹⁴⁸¹.

¹⁴⁷⁷ “The Saudis”. CBS [en ligne]. Le 21 octobre 1980 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010].

¹⁴⁷⁸ LACEY, Robert. *The Kingdom Arabia: The House of Saud*. New York: Harcourt, Brace Jovanovich, 1981. MACKAY, Sandra. *The Saudis: Inside The Desert Kingdom*. Boston: Houghton Mifflin Company, 1987.

¹⁴⁷⁹ Ibid.

¹⁴⁸⁰ Ibid.

¹⁴⁸¹ Ibid.

Le récit de Lacey est décrit comme « l'histoire d'un pays dont les contrastes sont surprenants où les impressions de documents commencent avec la phrase « au nom de Dieu », où des hommes nés dans des tentes fabriquées avec des poils de chèvre dominant aujourd'hui les marchés financiers et où les meurtriers et adultères sont exécutés en public ». La couverture conclut qu'à ses propres dires, « l'Arabie Saoudite vient d'entrer dans le quinzième siècle »¹⁴⁸².

Enfin, une contribution très intéressante à ce « genre » (le reportage sur l'Arabie Saoudite) est apportée par l'écrivaine et journaliste Marianne Alireza (évoquée dans la première partie de la thèse) dans le *National Geographic* en octobre 1987¹⁴⁸³.

Dans « Women of Arabia », Marianne Alireza cherche à représenter les différentes facettes de la femme saoudienne et les différents espaces occupés par elle dans la sphère publique. Elle connaît intimement l'Arabie Saoudite pour y avoir vécu longtemps en tant qu'épouse d'un homme saoudien (Ali Alireza) issu d'une famille commerçante très influente avec des liens proches avec la famille royale (notamment le roi Faysal). Le frère d'Ali Alireza, Abdullah Alireza était l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux Etats-Unis. Le mariage s'est terminé par un divorce mais Marianne Alireza a conservé son nom de mariage¹⁴⁸⁴.

Le reportage comporte des images magnifiques des femmes saoudiennes issues de divers milieux, réalisées par Jodi Cobb: des femmes bédouines qui conduisent la jeep familiale, des femmes dans le harem familial, des femmes médecins, des femmes d'affaires, des femmes professeurs de gym, des femmes traditionnelles dans la province montagneuse d'Asir et des étudiantes à Cambridge et à Oxford¹⁴⁸⁵.

Les thèmes obligatoires du port du voile et de la séparation des sexes sont abordés d'une manière qui permet de montrer à la fois la flexibilité et les limites de la société saoudienne traditionnelle à l'égard de la femme. Ainsi, la femme bédouine et la femme traditionnelle d'Asir semblent sous certains aspects bénéficier de plus de flexibilité dans leur code vestimentaire et dans leurs mouvements que les femmes saoudiennes issues d'un milieu urbain, plus aisé. Ces dernières doivent porter l'abaya et le voile intégral en conformité avec les codes de modestie transmis depuis des siècles par les tribus bédouines d'Arabie. La séparation des sexes est également issue de cette tradition. La police religieuse (le mutawwa)

¹⁴⁸² Ibid.

¹⁴⁸³ ALIREZA, Marianne. "Women of Arabia". *National Geographic*. Octobre 1987, vol.172, n°4. p. 423-454.

¹⁴⁸⁴ Ibid: p. 423-454.

¹⁴⁸⁵ Ibid: p. 423-454.

veille au respect de ces préceptes. Dans le même temps, le port du voile ou la séparation des sexes n'empêche pas la femme saoudienne issue de la classe moyenne supérieure d'avoir une activité professionnelle, d'étudier, d'avoir une vie sociale ou de pratiquer un sport. Toutefois elle est limitée dans ses mouvements par le fait qu'elle ne peut pas se déplacer sans l'autorisation écrite d'un membre masculin de sa famille. Elle est obligée d'avoir recours à un chauffeur pour se déplacer, ce qui est également le cas des femmes occidentales en Arabie Saoudite¹⁴⁸⁶.

Enfin, si dans ce reportage Marianne Alireza apporte un regard très critique sur la façon dont la société saoudienne traditionnelle réduit l'espace de la femme dans la sphère publique, elle témoigne en même temps d'une compréhension intime et d'un respect profond de cette société.

Un dernier reportage sur l'Arabie Saoudite que nous tenons à mentionner est l'article « Shifting Sands of Saudi Arabia » par Landrum R. Bolling paru dans *The Saturday Evening Post* en octobre 1981. Bolling est politologue, ancien correspondant au Moyen-Orient et conseiller des Peace Corps ; une agence fédérale créée par John F. Kennedy dans les années 1960 dédiée à la promotion du développement et de la paix sur le plan mondial¹⁴⁸⁷.

Dans cet article, Bolling évoque la transformation de l'Arabie Saoudite qui s'opère à la fin des années 1970 et au début des années 1980 grâce à la rentrée massive des pétrodollars. L'auteur se promène à Riyad. Il constate le boom de la société saoudienne illustré par la construction en masse de maisons et d'immeubles d'habitation et la présence de nombreuses voitures américaines et japonaises garées devant des villas nouvellement construites dont les portes entre-ouvertes laissent apercevoir des terrains parsemés de jouets et de sandales. Alors que l'auteur s'attend à percevoir le désert, il découvre des constructions nouvelles qu'il identifie aux dortoirs des ouvriers coréens¹⁴⁸⁸.

Bolling évoque également la mosquée climatisée et la voix rauque du muezzin qui résonne dans des haut-parleurs énormes. Il compare l'ambiance de la mosquée populaire qu'il définit comme « fondamentaliste » et du service religieux télévisé qu'il perçoit comme l'équivalent saoudien de l'Église haute du protestantisme¹⁴⁸⁹.

¹⁴⁸⁶ Ibid: p.423-454.

¹⁴⁸⁷ BOLLING, Landrum R., "The Shifting Sands of Saudi Arabia". *The Saturday Evening Post*. Octobre 1981. p. 70-73.

¹⁴⁸⁸ Ibid: p. 70-71.

¹⁴⁸⁹ Ibid: p. 71.

Bolling visite également l'aéroport de Riyad où il observe les quatre AWACS qui ont été déployés en Arabie Saoudite suite à l'éclatement de la guerre entre l'Irak et l'Iran (comme évoqué précédemment). Il cite un Américain qui a longtemps séjourné en Arabie Saoudite et qui trouve « déplorable » que la volonté des États-Unis de vendre des AWACS à l'Arabie Saoudite constitue un test pour les relations américano-saoudiennes dans la mesure où les Saoudiens ne sont pas capables d'opérer ces avions sans l'assistance des Américains alors qu'Israël en est parfaitement capable. Bolling, pour sa part, est persuadé que l'Arabie Saoudite ne souhaite aucune confrontation militaire avec Israël ou tout autre pays. Il constate qu'« en dépit de leur rôle clé dans l'OPEP, leurs revenus immenses, leurs investissements sur le plan mondial et leur situation géographique stratégique, les Saoudiens semblent principalement préoccupés par leur problèmes internes ». La présence des ouvriers immigrés constitue leur préoccupation majeure selon Bolling. Il constate que pour l'instant l'Arabie Saoudite peut fonctionner grâce à la présence de la main d'œuvre étrangère. Bolling cite le chiffre 2,5 millions ouvriers immigrés. Le leadership saoudien et les oulémas craignent en revanche que la présence des ouvriers étrangers modifie le tissu très conservateur de la société saoudienne¹⁴⁹⁰.

Bolling conclut qu'il n'est pas surprenant que le royaume désertique de l'Arabie Saoudite connaisse actuellement un stress important. Ce qui est plus surprenant selon lui est le fait que l'Arabie Saoudite ait pu assimiler tant de changements jusqu'à présent¹⁴⁹¹.

¹⁴⁹⁰ Ibid: p. 72-73.

¹⁴⁹¹ Ibid: p. 72-73.

Chapitre 9 : Les images de l'Arabie Saoudite au travers de l'érosion du pouvoir de l'OPEP dans les années 1980

Comme nous avons pu le constater auparavant, « l'image » de l'Arabie Saoudite aux États-Unis est en grande partie influencée par son rôle de leader de facto dans l'OPEP et par son statut de producteur pétrolier principal sur le plan mondial. Le royaume détient également les plus grandes réserves pétrolières prouvées sur le plan mondial (environ 168 milliards de barils)¹⁴⁹². Comment cette image est-elle affectée par l'affaiblissement de l'OPEP qui s'opère dans les années 1980?

On observe que les tensions entre le régime saoudien et les islamistes fondamentalistes saoudiens deviennent des centres d'intérêt supplémentaires pour les responsables américains et les experts au début des années 1980 alors qu'une résurgence du fondamentalisme sunnite et chiite populiste menace la stabilité du régime saoudien et implicitement l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes. La guerre entre l'Irak et l'Iran qui éclate en septembre 1980 et l'invasion israélienne au Liban en 1982 amplifient ces tensions.

1. L'évolution du marché pétrolier entre 1973 et 1984

Entre 1973 et 1978, la gestion du marché pétrolier a été assumée par l'OPEP sous le leadership de l'Arabie Saoudite, qui a fonctionné comme le producteur du dernier ressort. Lorsque l'offre a dépassé la demande (ce qui fut le cas lors de la récession en 1975), l'Arabie Saoudite a maintenu le prix de l'OPEP à niveau, en absorbant les réductions de la production. En revanche, lorsque la demande a excédé l'offre, l'Arabie Saoudite a augmenté la production pour prévenir des hausses excessives du prix du pétrole¹⁴⁹³.

Avec cette stratégie de long terme, l'Arabie Saoudite cherche à préserver les ressources pétrolières qui constituent le fondement même de son rayonnement politique, économique et idéologique sur le plan international. Les ressources pétrolières saoudiennes sont un garant de la stabilité intérieure avec la distribution des largesses et la redistribution des revenus qui permet également la cooptation de l'opposition islamiste. Étant donné que les réserves monétaires saoudiennes ont principalement été investies dans les pays développés le

¹⁴⁹² "OPEC: 10 Years After the Arab Oil Boycott". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 septembre 1983 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-18. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁴⁹³ Ibid: p. 1-18.

leadership saoudien favorise la stabilité de l'ordre pétrolier et la viabilité de l'économie mondiale. L'approche long terme de l'Arabie Saoudite est partagée par d'autres pays du golfe Persique qui forment avec le royaume saoudien la faction modérée de l'OPEP¹⁴⁹⁴.

Cette stratégie est évoquée dans l'ouvrage de référence *Saudi Arabia in the 1980s: Foreign Policy, Security and Oil* (1981) par William B. Quandt qui dans les années 1980 était rattaché à la Brookings Institution. Cheikh Yamani (qui est cité par Quandt) explique qu'il est dans l'intérêt national de l'Arabie Saoudite de prolonger autant que possible la durée de vie de ses ressources pétrolières afin de construire une économie diversifiée¹⁴⁹⁵.

En 1978, l'environnement géopolitique et économique mondial est redevenu très instable, ce qui a diminué la capacité et la volonté de l'Arabie Saoudite d'assumer le rôle de producteur du dernier ressort. Les turbulences sur les marchés pétroliers (qui en découlent) s'expliquent par une demande accrue alors que les économies occidentales sortent de la récession. La demande accrue n'a pas pu être satisfaite car l'Iran avait diminué sa production et l'Arabie Saoudite avait maintenu sa production en dessous de sa capacité maximale. La révolution iranienne a exacerbé ces turbulences¹⁴⁹⁶.

Les exportations pétrolières iraniennes ont été gelées par les ouvriers pétroliers iraniens à la fin de l'année 1978 dans le cadre d'une stratégie plus large ayant pour objectif de renverser le Shah. Au début de cette même année 1978, l'Iran exportait 5,4 millions de barils par jour (ce qui représente environ 17% de la production de l'OPEP). La perte du pétrole iranien a été compensée par d'autres pays producteurs de l'OPEP. L'Arabie Saoudite, notamment, a augmenté sa production de 8,3 à 9,5 millions de barils par jour en 1979. La crise pétrolière s'amplifie lorsque les pays consommateurs ont commencé à constituer des réserves pour se protéger contre des ruptures futures de pétrole. Cela a provoqué une turbulence sur les marchés pétroliers qui s'est traduite par des hausses du prix du pétrole de 14,5% entre mars et juillet 1979. Cette évolution amène Cheikh Yamani à déclarer que « le marché pétrolier est à deux doigts de devenir un système anarchique »¹⁴⁹⁷.

Au milieu de l'année 1980, la situation « anarchique » sur les marchés pétroliers semblait toucher à sa fin grâce à une production saoudienne élevée et une consommation

¹⁴⁹⁴ Ibid: p. 1-18.

¹⁴⁹⁵ QUANDT, William B., *Saudi Arabia in the 1980s: Foreign Policy, Security and Oil*. Washington D.C.: Brookings Institution, 1981.

¹⁴⁹⁶ "OPEC: 10 Years After the Arab Oil Boycott". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 septembre 1983 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-18. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁴⁹⁷ PARIS, Anthony J. "OPEC Lifts Price 9%: At Least Five Members to Add Surcharges". *The New York Times*. Le 28 mars 1979 dans SPIRO et HART: op. cit. p. 288.

mondiale relativement stable. L'Arabie Saoudite et d'autres producteurs modérés ont cherché à regagner le contrôle du prix du pétrole en développant une stratégie de long terme axée sur l'inflation, les taux de change monétaires et la croissance dans les pays développés. L'éclatement de la guerre entre l'Irak et l'Iran le 22 septembre 1980 va mettre une fin à ces initiatives. La guerre éclate quand l'Irak lance une attaque contre les infrastructures pétrolières iraniennes. L'Iran a répliqué par une attaque contre les infrastructures irakiennes. Il en résulte un arrêt dans l'exportation pétrolière de ces deux pays et une réduction de l'offre mondiale de 3,5 millions de barils par jour (soit 10% des exportations mondiales). En décembre 1980, l'OPEP a créé un nouveau seuil pour le prix du pétrole à 33 dollars le baril¹⁴⁹⁸.

La perte du pétrole iranien et irakien sera compensée par le recours aux réserves pétrolières qui avaient été constituées entre 1978 et 1979, une production accrue des autres pays du golfe Persique et une demande en déclin. Ce déclin s'explique par une nouvelle récession et les efforts de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) pour dissuader les compagnies pétrolières de reconstituer des réserves. Alors que de telles mesures ont empêché la panique et le chaos, la pression sur le marché pétrolier « réel » (ou *spot market*) était inévitable dans la mesure où les pays qui dépendaient de l'Irak pour leur approvisionnement en pétrole se sont tournés vers ce marché. Au fur et à mesure que les hostilités ont continué, les prix du pétrole sur le marché réel ont augmenté, ce qui eut pour effet de créer davantage de pression sur les prix du pétrole sur le long terme. Aussi, les dommages infligés aux infrastructures d'exportation (à la fois en Irak et en Iran) ont amplifié les inquiétudes concernant la demande après la fin des hostilités¹⁴⁹⁹.

Jusqu'en 1984, le conflit entre l'Irak et l'Iran consistait en des attaques terrestres qui ciblaient les infrastructures pétrolières. Le conflit va s'étendre dans le golfe Persique en 1984 alors que les belligérants commencent à cibler la capacité d'exportation de l'adversaire. Dans cette phase, des pétroliers appartenant à d'autres États du golfe et à des pays consommateurs ont été victimes des attaques irakiennes et iraniennes. Les attaques iraniennes contre les pétroliers et les plateformes pétrolières dans les eaux territoriales du Koweït amènent les États-Unis à déployer des navires de guerre dans le golfe Persique. Il s'agit d'escorter les

¹⁴⁹⁸ "OPEC: 10 Years After the Arab Oil Boycott". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 septembre 1983 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-18. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁴⁹⁹ SPERO E., Joan. & HART A., Jeffrey. *The Politics of International Economic Relations*. London: Routledge, 1997. p. 280-295.

pétroliers koweïtiens lors de leur trajet entre le golfe d'Oman et les terminaux d'exportation du Koweït dans le nord du golfe Persique¹⁵⁰⁰.

On constate que le pouvoir de l'OPEP d'augmenter le prix du pétrole a transformé le marché du pétrole, ce qui se traduit par une baisse de la demande, la création d'un surplus et enfin une baisse du prix du pétrole. Ainsi, la consommation de pétrole a connu une baisse de 10% entre 1980 et 1984. Une récession d'envergure mondiale et des taux de croissance très faibles dans les pays consommateurs expliquent ce déclin. Un changement structurel du mode de consommation énergétique se produit tandis que les prix croissants du pétrole amènent les pays consommateurs à rechercher des sources alternatives d'énergie et à prendre des mesures de conservation très importantes¹⁵⁰¹.

L'OPEP va également perdre une part important du marché au profit des producteurs extérieurs. La part de marché de l'OPEP a baissé de 63% à 48% entre 1973 et 1979 puis à 33% en 1983 tandis que la production des pays extérieurs a augmenté de 2,8 à 7,5 millions de barils par jour sur la même période (1973-1983). De nouveaux champs pétroliers ont également été exploités notamment en Grande Bretagne et en Norvège. L'Union Soviétique a augmenté sa production et ses exportations. Aux États-Unis, les coûts énergétiques élevés ont favorisé des investissements plus importants dans la production intérieure. Du fait des mesures de conservation, des ajustements structurels et de l'augmentation de la production intérieure, les pays non-communistes ont réduit leur demande en pétrole étranger de 40%. Enfin, cette tendance est amplifiée car les compagnies pétrolières cherchent à liquider leurs réserves¹⁵⁰².

Le surplus du pétrole a donné lieu à des tensions importantes au sein de l'OPEP entre ceux qui cherchent à maximiser leur revenus sur le court terme et les pays modérés (tels l'Arabie Saoudite et les pays du golfe) qui favorisent une stratégie de long terme et qui cherchent à entretenir la dépendance étrangère vis-à-vis du pétrole de l'OPEP. Ces différentes approches vont donner lieu à un problème classique ; à savoir la violation des quotas par ceux qui cherchent à maximiser leurs gains dans le court terme. Au début de l'année 1983,

¹⁵⁰⁰ Ibid: p. 288-289.

“Persian Gulf Oil”. *CQ Researcher* [en ligne]. Le 30 octobre 1987 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-10. Disponible sur : <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁵⁰¹ SPERO et HART: op. cit. p. 280-295.

¹⁵⁰² Ibid: p.280-295.

“Quest for Energy Independence”. *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 décembre 1983 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-16. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

“Oil Prices”. *CQ Researcher* [en ligne]. Le 4 avril 1986 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-16. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

l'Algérie, l'Iran, le Libye et le Nigeria ont vendu leur pétrole à 30 dollars le baril ; soit 4 dollars en dessous du prix fixé par l'OPEP qui était de 34 dollars.

L'Arabie Saoudite et les pays du golfe ont menacé de baisser le prix du pétrole afin de réprimer ces violations. Cette menace était sérieuse dans la mesure où un effondrement du prix du pétrole risquait d'avoir un impact très négatif sur la croissance, les programmes de développement, les dépenses militaires et la stabilité dans les pays membres de l'OPEP. Devant cette perspective, l'OPEP a baissé son prix de référence de 34 à 29 dollars le baril en mars 1983. Le cartel va également établir un seuil de production global à 17,5 millions de barils par jour à l'exception de l'Arabie Saoudite, qui assume de nouveau le rôle de producteur de dernier ressort¹⁵⁰³. Cette nouvelle stratégie a ralenti sans pour autant enrayer le déclin sur le long terme du contrôle de l'OPEP sur le prix du pétrole. Une demande stagnante et une production croissante des pays extérieurs de l'OPEP ont continué à tirer le prix du pétrole vers le bas. En 1984, l'OPEP a de nouveau baissé le prix du pétrole à 28 dollars le baril et a fixé son seuil de production à 16 millions de barils par jour¹⁵⁰⁴.

2. L'érosion du pouvoir de l'OPEP

Cette situation amène de nombreux experts et observateurs occidentaux à anticiper la désintégration de l'OPEP et la perte de l'influence de son leader de facto, l'Arabie Saoudite. William Safire (évoqué précédemment) fait partie de ceux qui anticipent la mort de l'OPEP. Dans « Glutsmanship » (paru le 3 janvier 1985), il dénonce « la manipulation » du prix du pétrole par l'OPEP¹⁵⁰⁵. Il se réjouit du fait que l'OPEP semble être en train de perdre le contrôle du marché, une conséquence des mesures de conservation, de la recherche des sources alternatives d'énergie dans les pays consommateurs et de la violation des quotas par des pays membres de l'organisation. Pour illustrer l'érosion de l'OPEP, il cite le sommet de Genève de décembre 1986 où la violation des quotas par les membres de l'OPEP a été abordée. Le Nigeria, qui subit la concurrence des producteurs extérieurs de l'OPEP, a défendu

¹⁵⁰³ "Quest for Energy Independence". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 décembre 1983 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-16. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

"Oil Prices". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 4 avril 1986 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-16. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁵⁰⁴ "Quest for Energy Independence". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 décembre 1983 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-16. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

"Oil Prices". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 4 avril 1986 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-16. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁵⁰⁵ SAFIRE, William. "Glutsmanship". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 janvier 1985 [consulté le 11 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

sa stratégie de réduire le prix du pétrole de 35,50 à 30 dollars le baril devant le Cheikh Yamani¹⁵⁰⁶.

Safire évoque la satisfaction des consommateurs devant cette situation qui estiment que « les Cheikhs avarés ont enfin récolté ce qu'ils ont semé ». Toutefois, Safire dénonce l'attitude expectative des pays consommateurs. Il estime qu'il faut profiter de la faiblesse actuelle de l'OPEP pour « l'assommer une fois pour toute » en adoptant la même stratégie de guerre économique que l'OPEP avait employée à l'égard des États-Unis lors de l'embargo pétrolier de 1973-1974. Faute d'une stratégie qui exploite la faiblesse actuelle de l'OPEP, cette dernière regagnera le contrôle des prix du pétrole¹⁵⁰⁷.

La cible privilégiée de Safire n'est pas Cheikh Yamani (ou l'Arabie Saoudite) mais l'Union soviétique qui à ses yeux est en train de transformer l'Europe occidentale en « vassaux » énergétiques¹⁵⁰⁸. Nous observons que les exportations de pétrole de l'Union soviétique à l'Europe occidentale (qui a été traditionnellement cliente de l'OPEP) ont augmenté de 40% durant l'année 1982¹⁵⁰⁹. Safire conclut que les responsables politiques ont le pouvoir « d'anéantir » l'OPEP avec une directive « musclée » du président Reagan qui vise à promouvoir le libre-échange¹⁵¹⁰.

Nous notons que de manière générale les interprétations de l'embargo pétrolier de 1973-1974 peuvent être mises dans deux catégories différentes ; les « machiavéliques » perçoivent un complot entre les compagnies pétrolières et des pays producteurs arabes du pétrole qui vise à faire monter les prix du pétrole tandis que les « malthusianistes » pensent que la demande excède l'offre¹⁵¹¹. Une autre position est avancée par les chroniqueurs Jack Anderson et James Boyd dans l'ouvrage *Fiasco* où ils expliquent que le président Nixon était largement responsable d'une série d'erreurs politiques qui ont rendu les États-Unis vulnérables à un embargo pétrolier. Parmi ces erreurs, ils soulignent le retard de la construction de l'oléoduc en Alaska et le report de l'exploration offshore¹⁵¹².

¹⁵⁰⁶ Ibid.

¹⁵⁰⁷ Ibid.

¹⁵⁰⁸ «OPEC: 10 Years After the Arab Oil Boycott». *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 septembre 1983 [consulté le 10 janvier 2011], p. 4. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁵⁰⁹ Ibid.

¹⁵¹⁰ Ibid.

¹⁵¹¹ «OPEC: 10 Years After the Arab Oil Boycott». *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 septembre 1983 [consulté le 10 janvier 2011], p. 4. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁵¹² ANDERSON, Jack et BOYD, James. *Fiasco*. New York: Time Books, 1983.

Certains observateurs tels Jay Epstein dans « The Cartel that Never Was » paru dans la revue *Atlantic Monthly* de mars 1983 suggèrent que « l'OPEP n'est rien d'autre qu'un dispositif très commode pour les objectifs saoudiens »¹⁵¹³. Epstein laisse entendre que ce fut l'Arabie Saoudite et non l'OPEP qui a imposé un embargo sur le pétrole lors de la guerre d'Octobre. Selon lui, l'Arabie Saoudite est également à l'origine d'une réduction arbitraire de la production au moment de la révolte iranienne, sans consultation au préalable avec l'OPEP. Enfin l'Arabie Saoudite a « submergé » le marché avec pour seul objectif de contraindre les autres membres de l'OPEP à s'adapter à sa politique du prix¹⁵¹⁴.

Cheikh Yamani répond aux accusations sur « les manipulations » du marché pétrolier par l'Arabie Saoudite dans un discours intitulé « Control and Decontrol in the Oil Market: The Equilibrium of supply and Demand » donné à l'université d'État de Kansas, le 28 mars 1983¹⁵¹⁵. Ce discours est tenu dans le contexte de la baisse du prix de référence de l'OPEP (de 34 à 29 dollars le baril) et de la mise en place d'un seuil de production (de 17,5 millions de barils par jour qui intervient en mars 1983¹⁵¹⁶).

Le message principal transmis par Yamani est qu'un organisme de contrôle est nécessaire pour déterminer et mettre en place le prix du pétrole signalé par le marché. Pour autant, l'organisme de contrôle n'est pas nécessairement un cartel. À titre d'exemple il cite des interventions administratives sur des marchés tels que les taux d'intérêts lorsqu'une hausse des taux est mise en place pour combattre l'inflation. Yamani explique que l'inflation à l'image de l'instabilité du prix du pétrole ne correspond pas à un modèle du libre-échange, ce qui rend le contrôle par une autorité publique nécessaire. Pour illustration, il indique que l'Arabie Saoudite, en tant que producteur du dernier ressort, a connu des baisses de revenus à la fois lorsque la demande a été élevée et lorsque la demande a été faible. Pour cette raison, l'OPEC est en train d'élaborer une politique de prix qui favorise l'équilibre entre l'offre et la demande et donc la stabilité¹⁵¹⁷.

La thèse de Yamani est dénoncée par l'analyste du pétrole Philip K. Verleger qui pense que les contrôles imposés sur les prix du pétrole ont au contraire favorisé la consommation pétrolière et une plus grande dépendance vis-à-vis de l'OPEP. Il suggère que le meilleur

¹⁵¹³ EPSTEIN Edward Jay. "The Cartel that Never Was". *The Atlantic Monthly*. Mars 1983. p. 83.

¹⁵¹⁴ Ibid: p. 83.

¹⁵¹⁵ YAMANI, Ahmed Zaki. "Control and Decontrol in the oil Market: The Equilibrium of Supply and Demand". *Vital Speeches of the Day*. Le 1^{er} Juin 1983, vol.XLIX, n°16.

¹⁵¹⁶ "OPEC: 10 Years After the Arab Oil Boycott". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 septembre 1983 [consulté le 7 janvier 2011], p. 4. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁵¹⁷ YAMANI, Ahmed Zaki. "Control and Decontrol in the oil Market: The Equilibrium of Supply and Demand". *Vital Speeches of the Day*. Le 1^{er} Juin 1983, vol.XLIX, n°16.

moyen de gérer une rupture de pétrole est d'augmenter rapidement le prix du pétrole. L'argument de Verleger est remis en question par des responsables pétroliers qui pensent que la libéralisation des prix aurait l'effet inverse¹⁵¹⁸.

On observe que la présence de Yamani à l'université de Kansas suscite des manifestations de personnes d'origine iranienne. Interrogé dans une séquence très courte par la chaîne de télévision *NBC* le 28 mars 1983 le soir même, Yamani constate que « les chahuteurs sont induits en erreur »¹⁵¹⁹. Le fait que l'Arabie Saoudite ait apporté son soutien à l'Irak dans le conflit avec l'Iran explique probablement ces manifestations. De plus, il faut se rappeler que la minorité chiite en Arabie Saoudite subit des mesures discriminatoires.

3. Le pétrole saoudien et la menace islamiste

D'autres commentateurs se concentrent sur l'impact négatif des richesses pétrolières sur la stabilité de l'Arabie Saoudite et la menace posée par les dissidents religieux contre le régime saoudien.

Un rapport rédigé par les services de recherche de la Library of Congress, « OPEC 10 Years After the Arab Oil Boycott », paru le 23 septembre 1983, affirme que l'Arabie Saoudite se trouve dans une situation précaire en dépit de son pouvoir et de sa puissance financière en raison des changements profonds provoqués par les richesses pétrolières. Le pétrole a « propulsé » la société saoudienne tribale dans le vingtième siècle en l'espace de 50 ans. Le rapport juge « remarquable » que l'Arabie Saoudite a réussi à maintenir la stabilité en dépit de l'impact du pétrole, des rivalités internes et des nombreux complots visant à renverser le régime. En raison de sa « fragilité intrinsèque » et du désir des nations occidentales de sécuriser l'accès aux ressources saoudiennes, l'Arabie Saoudite a « bénéficié » de la protection américaine.

Toutefois les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite sont représentées comme « ambivalentes » en raison de la relation de proximité que les États-Unis entretiennent avec Israël. Le rapport laisse supposer que la menace posée par les dissidents religieux contre la stabilité de l'Arabie Saoudite est plus importante que la menace posée par les forces extérieures. Parmi « les dissidents religieux », la minorité chiite de l'est de l'Arabie Saoudite

¹⁵¹⁸ «OPEC: 10 Years After the Arab Oil Boycott». *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 septembre 1983 [consulté le 7 janvier 2011], p. 4. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁵¹⁹ *NBC*, le 28 mars 1983 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

est considérée comme particulièrement menaçante en raison des liens supposés de celle-ci avec le régime iranien¹⁵²⁰.

La menace posée par les dissidents religieux est évoquée dans un article d'opinion qui s'intitule « The Subtler Fear in Saudi Arabia », paru dans le *New York Times* le 2 janvier 1980 (l'auteur n'est pas nommé)¹⁵²¹. Pour l'auteur, les images de la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque (qui s'est déroulée le 17 novembre 1979) restent encore fraîches dans sa mémoire. Il dénonce le fait que l'Occident dans un souci de préserver la stabilité du régime saoudien (et implicitement l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes) s'est trop concentré sur les menaces extérieures alors que cet événement démontre que le régime saoudien fait face à des menaces d'une ampleur bien plus importante sur le plan intérieur. L'auteur explique qu'il est essentiel de comprendre la nature de cette menace afin d'élaborer une politique étrangère américaine réaliste. Selon l'auteur, le régime saoudien est exposé aux attaques des islamistes qui dénoncent une occidentalisation de la société saoudienne, des violations des préceptes de l'islam authentique par le gouvernement saoudien et enfin la corruption. L'auteur suggère que contrairement aux gouvernements occidentaux qui sont souvent sujets à des accusations de corruption, ce genre de critique pourrait remettre en question la légitimité du royaume saoudien (représenté comme « la théocratie la plus puissante sur le plan mondial »).

L'auteur illustre ses propos avec les événements de la Mecque en novembre 1979 et les contestations de la minorité chiite dans l'est de l'Arabie Saoudite qui ont provoqué de nombreuses victimes et des centaines d'arrestations. Du point de vue du régime saoudien, le choc provoqué par ces événements s'explique moins par la crainte d'une révolution islamique de type iranien que par la colère exprimée par les manifestants contre la Maison des Saoud qui laisse supposer que d'autres groupes pourraient partager ces sentiments.

L'auteur explique que cela ne signifie pas que l'Arabie Saoudite est corrompue dans le sens occidental du terme. Il cite les standards puritains de la vie publique et de la vie privée ; la loi islamique, l'interdiction de l'alcool et la séparation des sexes. Dans la mesure où ces standards sont absolus, le risque de les violer est important. Dans le même temps, l'auteur mentionne les commissions que les compagnies occidentales ont l'habitude de verser à la classe d'affaires et aux membres de la famille royale afin d'obtenir des contrats très

¹⁵²⁰ «OPEC: 10 Years After the Arab Oil Boycott». *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 septembre 1983 [consulté le 7 janvier 2011], p. 4. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁵²¹ «The Subtler Fear in Saudi Arabia». *The New York Times* [en ligne]. Le 2 janvier 1980 [consulté le 12 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

« juteux ». Cela laisse supposer pour l'auteur que certains membres de la famille royale sont plus « occidentalisés » alors qu'aux yeux de nombreux Saoudiens les valeurs occidentales signifient l'athéisme, le mépris de la tradition, le matérialisme et la pornographie. Dans cette perspective, l'auteur explique que du point de vue de la population saoudienne il est plus répréhensible d'attribuer une base militaire américaine dans le royaume que des prix de pétrole plus bas et une production pétrolière très importante.

Les tensions entre la modernité et la société saoudienne traditionnelle sont évoquées dans un autre article du *New York Times* « Saudis Shield Islam From 'Alien Values' » paru le 26 avril 1981¹⁵²². L'auteur (qui n'est pas nommé) évoque le défi des responsables saoudiens pour créer une alliance entre la technologie (qui est intimement identifiée à l'Occident et aux valeurs occidentales) et l'islam sans porter atteinte au tissu traditionnel de la société saoudienne. Ce défi est ouvertement évoqué par les responsables saoudiens qui, à l'image de la population, craignent que les valeurs étrangères et le matérialisme puissent menacer l'islam. Les responsables saoudiens avec qui l'auteur s'est entretenu comprennent la préoccupation occidentale d'éviter des ruptures dans l'approvisionnement en pétrole saoudien. Dans le même temps, ils méprisent la critique selon eux mal informée des pratiques rigoureuses de l'islam telles que la lapidation pour adultère, le port du voile et la séparation des sexes (et notamment la pratique du harem)¹⁵²³.

La comparaison entre le développement en Arabie Saoudite et l'évolution récente en Iran suscite la colère des responsables saoudiens qui affirment que la monarchie saoudienne n'a rien de comparable avec la monarchie iranienne. Ils mentionnent l'exemple des *majlis* (évoqué auparavant), une tradition de consultation ancienne qui permet aux citoyens saoudiens de consulter le Roi sur des sujets différents lors d'une session hebdomadaire. Selon un diplomate européen cité par l'auteur, la population saoudienne est de taille relativement petite, ce qui favorise la distribution et la redistribution des revenus. Aux yeux des autorités religieuses conservatrices l'islam est en revanche menacé lorsque des jeunes saoudiens aisés partent en vacances à Londres, Paris ou Bangkok où ils risquent de développer un goût pour « les plaisirs interdits ». Enfin, la présence de nombreux non-musulmans dans le royaume saoudien est perçue comme une menace supplémentaire pour les valeurs islamiques¹⁵²⁴.

¹⁵²² “Saudis Shield Islam From 'Alien Values' ”. *The New York Times* [en ligne]. Le 26 avril 1981 [consulté le 15 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁵²³ Ibid.

¹⁵²⁴ Ibid.

Sur un autre plan, les relations que le régime saoudien entretient avec les États-Unis minent la légitimité du gouvernement saoudien auprès des islamistes fondamentalistes saoudiens et de la population saoudienne traditionnelle. Ce problème est bien réel comme le démontre la prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque en novembre 1979 par des islamistes saoudiens fondamentalistes qui ont dénoncé la présence occidentale dans le royaume saoudien et la violation des préceptes de l'islam authentique par les membres de la Maison des Saoud. L'islamisme chiite révolutionnaire présente une menace supplémentaire avec la minorité chiite dans l'est de l'Arabie Saoudite. Ces sujets sont évoqués par James A. Bill dans l'article « Resurgent Islam in the Persian Gulf » paru dans la revue *Foreign Affairs* en 1984¹⁵²⁵. L'article, formulé comme une recommandation de politique étrangère, s'adresse aux responsables américains.

Bill évoque la stratégie du régime saoudien qui est à son sens contre-productive face à la résurgence du fondamentalisme populiste sunnite. Cette stratégie consiste à renforcer les institutions de « l'islam étatique » tout en cherchant à diviser et à coopter les forces de l'islam populiste. Ainsi des mouvements sunnites fondamentalistes ont été courtisés par le régime saoudien qui a également investi des sommes importantes dans des organisations islamiques au Koweït, à Bahreïn, et aux Émirats arabes unis. Le régime saoudien a promu l'enseignement islamique afin que les idées et les idéaux de l'islam populiste prolifèrent dans ces institutions. Toutefois, en encourageant le fondamentalisme populiste sunnite, le régime saoudien court le risque de renforcer des forces dont l'objectif explicite est de renverser le régime.

Dans le même temps l'Arabie Saoudite a adopté une approche musclée contre la minorité chiite qui est principalement localisée dans l'est de l'Arabie Saoudite. Cette approche consiste à représenter les chiites comme une menace politique et idéologique intérieure pour le régime saoudien.

Bill soutient que les États-Unis sont sur une trajectoire de collision avec les forces de l'islam populiste. Deux éléments en particulier expliquent cette évolution. En premier lieu, un soutien « aveugle » à des régimes qui promeuvent l'islam étatique (tels l'Arabie Saoudite et l'Égypte) et en second lieu, le soutien apporté à Israël qui rend les représentants de l'islam populiste et de l'islam étatique de plus en plus critique envers les États-Unis. Le manque de volonté (ou de capacité) des États-Unis pour empêcher l'invasion israélienne au Liban a amplifié cette représentation très négative, ce qui a davantage érodé la légitimité des régimes pro-américains tels l'Arabie Saoudite. Par conséquent, l'islam populiste est perçu comme plus

¹⁵²⁵ BILL, Jame A. "Resurgent Islam in the Persian Gulf". *Foreign Affairs*. Automne 1984, vol. 63. p. 108-135.

crédible que l'islam étatique qui est terni par les associations avec les États-Unis. Afin d'assurer sa viabilité politique l'Arabie Saoudite s'est sentie contrainte d'intensifier sa critique du soutien apporté par les États-Unis aux politiques israéliennes. Cela a pour effet de renforcer l'attrait de l'islam populiste pour la population saoudienne qui intensifie ses pressions sur le régime saoudien. Le résultat est un cercle vicieux d'anti-américanisme qui menace à la fois les États-Unis et l'Arabie Saoudite.

L'aliénation entre les États-Unis et l'islam s'opère sur fond de tensions historiques entre le monde de l'islam et l'Occident. Pourtant, Bill maintient qu'il n'existe pas dans l'islam d'opposition intrinsèque envers les États-Unis. Les politiques américaines auraient créé cette situation. Dans ce contexte, Bill suggère que les responsables américains doivent chercher à comprendre le Moyen-Orient en tant que région au lieu de considérer cette zone géographique seulement comme un terrain de lutte entre l'Orient et l'Occident. Il explique que les préoccupations liées à l'Union soviétique au détriment des forces sociales internes du Moyen-Orient favorisent une image déformée des réalités de la région. Enfin, les États-Unis doivent résister à la tentation de répondre à des problèmes sociaux et politiques complexes avec une politique interventionniste¹⁵²⁶.

4. L'Arabie Saoudite abandonne son rôle de producteur de dernier ressort

En dépit d'un système d'allocation mis en place par l'OPEP toute la baisse de production a été virtuellement absorbée par l'Arabie Saoudite. Alors que d'autres membres ont maintenu ou augmenté leur production, la production saoudienne a connu un déclin dramatique. Pour illustration, l'Arabie Saoudite a été contrainte de réduire sa production de 9,9 à moins de 5 millions de barils par jour entre 1980 et 1983 afin de défendre les prix de l'OPEP. Conséquence de cette baisse de production, les revenus pétroliers saoudiens ont chuté de 102 milliards à 37 milliards de dollars entre 1981 et 1983. En août 1985, la production de l'Arabie Saoudite est de 2,5 millions de barils par jour (soit 25% en dessous de son niveau en 1980 et 1981)¹⁵²⁷.

La baisse des revenus contraint l'Arabie Saoudite à revoir ses ambitieux programmes de développement et réduit la capacité du régime saoudien à distribuer des largesses (ce qui constitue un facteur crucial pour maintenir le statu quo). Dans le même temps, certains (parmi

¹⁵²⁶ Ibid: p. 108-135.

¹⁵²⁷ "Persian Gulf Oil". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 30 octobre 1987 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-10. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

lesquels le prince héritier Abdullah) voient d'un œil positif ce ralentissement qui à leurs yeux réduit la pression sur le tissu social saoudien.

Enfin, la baisse des revenus saoudiens affecte de manière négative la capacité de l'Arabie Saoudite à honorer les accords de ventes d'armements conclus avec les États-Unis. Les contractuels américains du développement seront également touchés par le ralentissement du processus de développement en cours.

En décembre 1985, l'Arabie Saoudite qui n'accepte plus d'assumer les réductions successives et les violations répétées des quotas des autres membres de l'OPEP, abandonne son rôle de gardien des prix du pétrole. Afin d'augmenter sa production et de regagner des parts de marché, l'Arabie Saoudite opte pour une formule basée sur la valeur des produits dérivés du pétrole. Cette décision, qui provoque un effondrement du prix du pétrole, signifie que l'OPEP abandonne le système des prix fixes et des réductions concertées. Désormais les prix du pétrole seront déterminés par le marché¹⁵²⁸.

Les États-Unis ont perçu la diminution des revenus pétroliers de l'Union soviétique d'un œil très favorable dans la mesure où elle diminuait considérablement la menace militaire soviétique. L'Administration Reagan s'était opposée à la décision des pays européens d'augmenter leurs achats de gaz soviétique par crainte que cela renforce la menace militaire soviétique.

Sous l'effet de l'augmentation de la production saoudienne, la production de l'OPEP a diminué d'un tiers en 1986, ce qui a rendu le marché pétrolier très instable. Les prix du pétrole sur le « marché réel » (ou *spot market*) ont baissé de 27-31 dollars le baril en novembre 1985 à 8-10 dollars le baril en juillet 1986¹⁵²⁹.

Les États-Unis vont réclamer la restauration des réductions concertées de production et des prix du pétrole plus élevés.

En effet, alors que la baisse du prix du pétrole diminue l'inflation aux États-Unis et contribue ainsi à restaurer la confiance économique sur le plan national, le taux de chômage augmente dans les États producteurs du pétrole (Texas, Californie, Oklahoma et Louisiane). Dans l'État de Texas précisément, le taux de chômage a augmenté de 6,7% à 7,3 % entre janvier et février 1986 et 143 000 personnes ont été licenciées. Une indication de la crise dans l'industrie pétrolière américaine est apportée par le nombre de tours de forages rotatives en

¹⁵²⁸ "Oil Prices". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 4 avril 1986 [consulté le 10 janvier 2011]. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁵²⁹ "Persian Gulf Oil". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 30 octobre 1987 [consulté le 10 janvier 2011], p. 1-10. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

service aux États-Unis qui ont baissé de 4600 en 1981 à 1300 en mars 1986. Une fermeture accélérée des puits de forage se produit également en Californie et dans le Texas. Cette situation suscite des craintes que le pétrole étranger puisse « submerger » les États-Unis comme dans les années 1970 avec la reprise de la demande¹⁵³⁰.

Le vice-président George H. W. Bush qui avait planifié un voyage dans le golfe Persique en avril 1986 afin de montrer le soutien des États-Unis aux pays arabes modérés va saisir l'occasion pour aborder la question très sensible du prix du pétrole avec le roi Fahd et d'autres responsables saoudiens (dont Cheikh Yamani)¹⁵³¹.

George H. W. Bush qui avait quitté l'industrie pétrolière au milieu des années 1960 pour une carrière politique était naturellement très sensible à la situation précaire des États producteurs de pétrole et notamment du Texas, sa base politique. Il craignait que les prix bas viennent miner l'industrie pétrolière intérieure qui se traduirait par une dépendance accrue à l'égard du pétrole étranger (et notamment du golfe Persique perçu comme intrinsèquement instable). Ces préoccupations sont partagées par le secrétaire à l'énergie John Herrington qui avertissait que la chute des prix du pétrole menaçait la sécurité nationale. Toutefois, les inquiétudes de Bush et d'Harrington n'étaient pas partagées par la majorité de l'Administration Reagan qui se reposait sur les forces du marché pour stabiliser le prix du pétrole¹⁵³².

Avant son départ, Bush a affirmé sa ferme intention de persuader les Saoudiens de la nécessité de mettre des contrôles sur le prix du pétrole pour protéger les intérêts de sécurité nationale des États-Unis. Bush a rapidement été désavoué par le porte-parole de la Maison Blanche qui a souligné que seules les forces du marché sont capables de restaurer la stabilité du prix du pétrole. Bush a maintenu sa position durant sa visite en Arabie Saoudite, lors de discussions avec le roi Fahd et des hommes d'affaires américains à Dhahran. Certains responsables saoudiens ont laissé entendre que Bush aurait averti que les États-Unis allaient imposer des tarifs sur le pétrole saoudien si les prix du pétrole étaient maintenus aux mêmes niveaux. Ces affirmations n'ont jamais été confirmées. Il est certain qu'une telle remarque aurait marqué les esprits des responsables saoudiens¹⁵³³.

¹⁵³⁰ "Oil Prices". *CQ Researcher* [en ligne]. Le 4 avril 1986 [consulté le 10 janvier 2011]. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

¹⁵³¹ YERGIN, Daniel. *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money and Power*. New York: Free Press (1991), 2003. p. 753-758.

¹⁵³² Ibid: p. 753-758.

¹⁵³³ "Oil Prices". *NBC*. Le 1^{er} avril 1986 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

"Oil Prices". *CBS*. Le 1^{er} avril 1986 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

En agissant ainsi, Bush s'est écarté de la position officielle de la Maison Blanche. Le sentiment général était que Bush avait fait une erreur énorme qui risquait de miner ses ambitions politiques. Aussi, cette erreur sera instrumentalisée par ses opposants à la nomination républicaine à la présidence et par des chroniqueurs qui dénonçaient sa proximité avec l'OPEP. En dehors du domaine du pétrole, seul l'éditorial du *Washington Post* était favorable aux positions de George Bush¹⁵³⁴.

En décembre 1986, l'OPEP a finalement conclu un accord sur des nouvelles réductions de la production pétrolière, des quotas de production et un nouveau prix du pétrole fixé à 18 dollars le baril. Cette décision s'explique par les inquiétudes des pays producteurs quant aux pertes de revenus provoquées par l'effondrement des prix. Ils souffraient également des critiques et des pressions politiques dirigées contre eux en raison de l'effondrement des prix du pétrole. Le voyage de George Bush représentait une incitation supplémentaire pour restaurer la stabilité du prix du pétrole. Son message a été bien reçu par les responsables saoudiens. Ces derniers ont compris qu'une Amérique fragilisée sur le plan militaire et stratégique par l'Union soviétique ne pourrait pas garantir la sécurité de l'Arabie Saoudite. Les responsables saoudiens ont intégré dans leur politique la nécessité prendre en considération les intérêts de sécurité des États-Unis¹⁵³⁵.

Un événement retentissant dans les médias américains est le renvoi par le roi Fahd de Cheikh Yamani en 1986, un personnage emblématique dans le domaine du pétrole sur le plan international (comme nous avons pu le constater auparavant). Selon Wanda Jablonski, correspondant pour la revue *Petroleum Intelligence Weekly* qui entretenait des liens très proches avec Yamani, ce dernier a été renvoyé car il refusait d'exécuter une directive du roi Fahd qui comprenait une augmentation de la production et du prix du pétrole et une requête portant sur une série des accords d'échanges basés sur le pétrole. Ces informations ont été confirmées par Cheikh Yamani vingt ans plus tard. D'autres observateurs ont conclu que Fahd s'est servi de l'effondrement des prix du pétrole pour renvoyer Yamani en qui il n'aurait jamais eu confiance¹⁵³⁶.

¹⁵³⁴ YERGIN: op. cit. p. 753-758.

¹⁵³⁵ Ibid: p. 753-758.

¹⁵³⁶ Ibid: p. 761-763.

5. Conclusion

Un transfert discursif d'une concentration sur les aspects politiques en faveur des aspects stratégiques s'opère dans le discours politique officiel à l'égard de l'Arabie Saoudite entre novembre 1980 et octobre 1981. Ce transfert a pour cadre les événements géopolitiques de 1979 (révolution iranienne, chute du Shah, crise des otages, prise d'assaut de la Grande Mosquée de la Mecque, invasion soviétique en Afghanistan) ainsi que l'éclatement de la guerre entre l'Irak et l'Iran en septembre 1980.

L'intérêt de l'Administration Reagan pour les aspects stratégiques de l'Arabie Saoudite va se traduire par une proposition de vente d'armements (notamment les AWACS) annoncée en avril 1981 et la tentative d'Alexander Haig d'établir un consensus stratégique entre les pays arabes modérés (tels l'Arabie Saoudite) et Israël afin d'endiguer l'expansion soviétique et la propagation de l'islamisme chiite radical.

Bien que la vente d'armements à l'Arabie Saoudite ait été entérinée par le Sénat le 28 octobre 1981, cela ne signifie pas pour autant que « l'image » de l'Arabie Saoudite est plus positive aux yeux du Sénat, de l'Administration Reagan ou de l'opinion publique. On constate plutôt que les préoccupations politiques ou idéologiques à l'égard de l'Arabie Saoudite ont été mises de côté au profit de considérations stratégiques pragmatiques plus globales en référence aux intérêts nationaux des États-Unis.

En revanche, les liens personnels étroits développés entre certains responsables américains et saoudiens (notamment entre la famille Bush et le prince Bandar bin-Sultan) vont jouer un rôle important pour cimenter la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Un rôle essentiel est également joué par le « lobby saoudien » comme évoqué dans cette troisième partie.

Ainsi, les préoccupations idéologiques et politiques à l'égard de l'Arabie Saoudite ont été reléguées aux pages éditoriales et d'opinion des quotidiens d'élite majeurs d'une part et aux magazines et revues politiques et culturelles d'autre part. Enfin, l'emploi du terme « radical » à l'égard de l'Arabie Saoudite ne fait pas encore référence au danger « inhérent » à la propagation du wahhabisme pour les États-Unis (comme cela sera le cas suite aux événements du 11 septembre 2001) mais plutôt au soutien financier apporté par l'Arabie Saoudite à l'OLP et à la position anti-israélienne affichée par le leadership saoudien.

Enfin, les contributions les plus intéressantes d'un point de vue de l'image au débat politique et idéologique à l'égard de l'Arabie Saoudite aux États-Unis lors de la période 1981-1989 sont apportées par des documentaires tels *The Saudis* et des ouvrages tels *The Saudis: Inside The Desert Kingdom*. L'intérêt de ces travaux réside dans le fait qu'ils se servent des stéréotypes et des mythes comme des outils pour susciter une discussion et apporter un éclairage authentique.

Concernant l'image de l'Arabie Saoudite dans l'opinion publique américaine, on observe que le déclin des prix du pétrole entre 1982 et 1987 a clairement diminué l'importance de la plupart des pays de l'OPEP y compris des pays arabes producteurs du pétrole¹⁵³⁷. Dans le même temps, les Américains sont déterminés à préserver les emplois aux États-Unis et à sécuriser l'accès à l'énergie, ce qui explique pourquoi l'Arabie Saoudite demeure, aux yeux du public, l'un des pays les plus vitaux au Moyen-Orient avec Israël et l'Égypte à l'égard des intérêts américains. Ces objectifs sont considérés plus importants que la promotion de la démocratie, la défense des droits de l'homme ou l'amélioration du niveau de vie d'autres pays. Aux yeux des leaders d'opinion en revanche, les pays les plus vitaux à l'égard des intérêts des États-Unis sont la République fédérale d'Allemagne, le Japon, le Mexique, le Canada, la Grande Bretagne et la Chine¹⁵³⁸.

En ce qui concerne les sentiments du public à l'égard de l'Arabie Saoudite, on peut les qualifier de « tièdes ». L'Arabie Saoudite apparaît au 52ème rang sur 100¹⁵³⁹.

¹⁵³⁷ RIELLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy 1987*. Chicago: The Chicago Council of Foreign Relations, 1987. p. 2.

¹⁵³⁸ Ibid: p. 4.

¹⁵³⁹ Ibid: p. 19.

QUATRIÈME PARTIE (1990-2001) : LES « IMAGES » DE L'ARABIE SAOUDITE DANS LE CONTEXTE DE LA PREMIÈRE GUERRE DU GOLFE ET DE LA RADICALISATION DE LA SOCIÉTÉ SAOUDIENNE DANS LES ANNÉES 1990

Sous bien des aspects, la coopération entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite durant la première guerre du Golfe représente le point culminant des relations américano-saoudiennes. Cette coopération s'est traduite par le déploiement de très nombreuses troupes américaines sur le territoire saoudien qui, à la mi-janvier 1991, s'élèvent à 515 000¹⁵⁴⁰. Les États-Unis rassembleront finalement une coalition des forces alliées issues de 27 pays¹⁵⁴¹.

Les troupes américaines seront déployées dans le cadre de l'opération Bouclier du désert, qui débute le 7 août 1990 - soit cinq jours après l'invasion du Koweït qui a lieu le 2 août 1990, et de l'opération Tempête du désert qui est déclenchée le 17 janvier 1991¹⁵⁴².

Le déploiement des troupes américaines sur le territoire saoudien est une manifestation de l'importance vitale de l'Arabie Saoudite pour les intérêts des États-Unis. Aux yeux du public américain et des leaders d'opinion, la volonté de déployer des troupes américaines pour défendre l'Arabie Saoudite est plus importante que la volonté d'employer la force pour contraindre l'Irak à se retirer du Koweït. Pour illustration, 52% du public et 89% des leaders d'opinion soutiennent le déploiement des troupes américaines si l'Irak envahissait l'Arabie Saoudite. Dans le cas d'un refus par l'Irak de quitter le Koweït, 42% du public et 55% des leaders d'opinions se disent prêts à engager les troupes américaines¹⁵⁴³. Le sondage effectué par le CCFR sur la politique étrangère et l'opinion publique américaine le 15 et le 16 novembre 1990 illustre cette tendance. Ce sondage (publié en 1991) démontre que 83% du public et 89% des leaders d'opinion perçoivent l'Arabie Saoudite comme un pays vital pour les États-Unis, ce qui représente une augmentation de 6% et 1% par rapport en 1986. En comparaison, Israël (perçu comme un allié stratégique clé pour les États-Unis au Moyen-Orient) est considéré vital pour les intérêts des États-Unis par 67% du public et 78% des leaders d'opinion, ce qui représente une diminution de 9% et 8% par rapport en 1986¹⁵⁴⁴.

¹⁵⁴⁰ NOUAILHAT, Yves-Henri et de la FOYE, Sylvie. *Les États-Unis et l'islam*. Paris: Armand Colin, 2006. p. 164.

¹⁵⁴¹ "Gulf War Facts" [consulté en ligne le 6 décembre 2010]. Disponible sur: <http://web.archive.org/web/20080317110507/http://www.cnn.com/SPECIALS/2001/gulf.war/facts/gulfwar/>

¹⁵⁴² Ibid.

¹⁵⁴³ RIELLY E., John. *American Public opinion and U.S. Foreign Policy 1991*. Chicago: Chicago Council of Foreign Relations, 1991. p. 34.

¹⁵⁴⁴ Ibid: p. 18-19.

S'agissant du ressenti du public et des leaders d'opinion à l'égard de l'Arabie Saoudite, les scores baissent de 30% ce qui nous laisse penser que l'importance de l'Arabie Saoudite est principalement d'ordre stratégique¹⁵⁴⁵.

La présence des troupes américaines dans le royaume saoudien peut être considérée comme l'apogée de la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite car elle témoigne de la volonté des États-Unis d'employer la force pour défendre l'Arabie Saoudite¹⁵⁴⁶. Sur un autre plan, cette présence représente la réalisation des réflexions menées par les responsables américains depuis les années 1970 sur le recours à la force pour sécuriser l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes en cas de menaces intérieures ou extérieures d'une part ou pour empêcher une nouvelle utilisation de l'arme pétrolière par l'Arabie Saoudite d'autre part. Il s'agit donc en premier lieu de défendre les intérêts vitaux des États-Unis et ensuite de protéger un allié.

Dans un souci de sécuriser l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes, les responsables politiques américains vont choisir de mettre de côté des aspects majeurs qui relèvent de la situation politique intérieure en Arabie Saoudite. Il s'agit notamment des préoccupations suscitées par le siège de la Mecque en novembre 1979 concernant la présence des islamistes fondamentalistes dans le royaume saoudien qui pourrait menacer le statu quo du leadership saoudien (et implicitement l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes). Comme suggéré auparavant, le siège de la Mecque était en grande partie une réaction contre le processus de modernisation de l'Arabie Saoudite qui, aux yeux des islamistes, des oulémas orthodoxes et des leaders tribaux traditionnels, érode le tissu de la société saoudienne traditionnelle au sein duquel le wahhabisme joue un rôle clé. De plus, les islamistes fondamentalistes ont dénoncé la corruption de la Maison des Saoud qui à leurs yeux ne respectait pas les préceptes de l'islam originel. Ces derniers évoquent la « contamination » de la société saoudienne et de l'islam authentique en raison de la présence des « infidèles » sur son sol.

Nous avons auparavant illustré la préoccupation constante des médias et des experts aux États-Unis depuis le début des années 1970 concernant l'impact de la modernisation sur la société saoudienne traditionnelle, la capacité de l'Arabie Saoudite à assimiler la rentrée massive des pétrodollars et la présence de très nombreux étrangers sur son territoire. Rappelons que l'instabilité « intrinsèque » de l'Arabie Saoudite était l'un des arguments principaux employés par l'opposition contre la vente des AWACS en 1981. De plus, la

¹⁵⁴⁵ Ibid: p. 20-21.

¹⁵⁴⁶ Ibid: p. 34.

xénophobie de la population saoudienne traditionnelle est un sujet souvent évoqué dans les médias américains depuis l'installation des premiers ouvriers pétroliers américains en Arabie Saoudite dans les années 1930 et 1940. Il est un fait que la capitale de l'Arabie Saoudite, Riyad, a longtemps été fermée aux étrangers.

En dépit de ces préoccupations, la question de la stabilité intérieure de l'Arabie Saoudite n'a jamais été soulevée dans les sondages du CCFR. Cela est remarquable si l'on considère l'importance vitale de l'Arabie Saoudite pour les États-Unis qui ressort clairement dans ces sondages.

Un autre élément qui mérite d'être souligné dans ce contexte est le fait qu'aucun leader saoudien n'est mentionné dans les sondages effectués par le CCFR entre 1975 et 1999 alors que l'Arabie Saoudite apparaît comme l'un des pays les plus importants à l'égard des intérêts vitaux des États-Unis. En raison de leur visibilité dans la couverture médiatique américaine au cours de la période entre 1975 et 1999, on aurait en effet pu s'attendre à trouver des personnages tels Cheikh Yamani, le roi Faysal, le prince Bandar Ben Sultan ou le roi Fahd dans ces sondages. Parmi les leaders mondiaux cités dans le sondage de 1991, nous trouvons le pape Jean-Paul II (le personnage le plus populaire avec 67%), le premier ministre britannique Margaret Thatcher (66%), le président soviétique Michail Gorbatchev (64%), le président George Bush (63%), l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger (60%), le président Mitterrand (50%), le président sud-africain F.W. DeKlerk (39%) et enfin Saddam Hussein (9%).

Un dernier élément qui nous semble essentiel est le fait que le début de la présidence de George H. W. Bush coïncide avec un débat sur l'islamisme sunnite parmi les experts et les responsables impliqués dans l'élaboration de la politique étrangère¹⁵⁴⁷. Ce débat est provoqué par la propagation des mouvements islamistes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à la fin des années 1980. Ce développement, ainsi que l'émergence de la question de la démocratisation dans les relations internationales suite à la désintégration de l'Union soviétique, a pour résultat de centrer le débat sur la résurgence de l'islamisme. Il s'agit de déterminer si l'islam est compatible avec les valeurs démocratiques et les idées du libre marché¹⁵⁴⁸.

La victoire au premier tour du Front Islamique du Salut (FIS) aux élections algériennes de décembre 1991 est une illustration des enjeux de l'islamisme pour l'Administration Bush

¹⁵⁴⁷ Ibid: p. 73-78.

¹⁵⁴⁸ Ibid: p. 73-78.

et pour la légitimité de son discours sur la démocratisation et le libre-marché. Les gains électoraux du FIS vont contraindre les responsables américains à se positionner sur la question de l'islamisme bien que les élections soient annulées par les généraux algériens en janvier 1992 (pour le soulagement des responsables américains). La junte militaire va également interdire le FIS et procéder à l'arrestation (et la détention) de centaines de militaires. Ces mesures vont provoquer une guerre civile très meurtrière qui ne se terminera qu'en 2002¹⁵⁴⁹.

Les élections algériennes mettent donc les responsables américains face à un dilemme: soit ils acceptent la victoire des islamistes comme une expression démocratique légitime bien que celle-ci soit contraire à leurs positions idéologiques et à leurs valeurs, soit ils s'opposent à ce résultat qu'ils considèrent contreproductif à l'égard de la définition des intérêts des États-Unis (à savoir le maintien de la stabilité au Moyen-Orient). L'ambivalence de l'Administration Bush va se traduire par des messages politiques contradictoires. Le département d'État, qui interprète initialement la prise du pouvoir de la junte comme un acte conforme à la constitution algérienne, va changer de position en raison des critiques potentielles concernant le sacrifice des principes démocratiques face aux considérations pragmatiques de *realpolitik*. En adéquation avec cette stratégie, les responsables américains vont exprimer des regrets concernant la suspension du processus électoral. Dans le même temps, ces regrets ne se traduisent pas par une dénonciation officielle car le président Bush va s'incliner devant la prise de position du président François Mitterrand en faveur de l'annulation des élections. Cette position aura pour effet de renforcer la perception de nombreux musulmans que le discours des États-Unis sur la démocratisation dans le monde arabe n'est pas sérieux¹⁵⁵⁰.

Le comportement des responsables américains à l'égard des élections algériennes s'explique par la crainte que les islamistes constituent une menace nouvelle dans les relations internationales. Dans ce contexte, certains experts et leaders d'opinion commencent à spéculer sur la capacité de l'islamisme fondamentaliste à remplacer le communisme comme ennemi global autour duquel les États-Unis pourraient orienter leur stratégie¹⁵⁵¹. C'est dans cette perspective que la réponse initiale de l'Administration Bush à la crise algérienne doit être analysée. Le refus de Washington d'accepter le résultat des élections algériennes s'explique par la perception du FIS comme une extension de l'islamisme fondamentaliste radical perçu comme intrinsèquement opposé aux principes de la démocratie et du libre marché (et

¹⁵⁴⁹ Ibid: p. 73-78.

¹⁵⁵⁰ Ibid: p. 73-78.

¹⁵⁵¹ Ibid: p. 76.

HUNTINGTON, Samuel P. "The Clash of Civilizations?" *Foreign Affairs* [en ligne]. Été 1993. p. 22-49.

implicitement à l'Occident). Dans le même temps, l'escalade de la violence en Algérie va mener l'Administration Bush à redéfinir sa position sur le bien fondé d'une réponse militaire au conflit entre les islamistes et le régime algérien¹⁵⁵².

La position de l'Administration Bush sur l'islamisme politique sera développée dans le Meridian House Address (« The U.S., Islam and the Middle East in a Changing World ») prononcé par le secrétaire d'État adjoint aux affaires du Proche-Orient, Edward Djerejian en juin 1992¹⁵⁵³. Le Meridian House Address représente la première déclaration d'une administration américaine sur la question islamiste. Dans cette déclaration, Djerejian évoque la méfiance des États-Unis à l'égard de « ceux qui instrumentalisent le processus démocratique seulement pour détruire le processus lui-même [en référence aux islamistes] ». De plus, il réaffirme l'engagement des États-Unis à l'égard des deux « piliers majeurs » de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient: la résolution du conflit israélo-arabe et l'accès au pétrole du golfe Persique. Djerejian évoque également la nécessité, suite à la fin de la guerre froide, d'introduire un troisième pilier dans la politique étrangère américaine représenté par « les valeurs fondamentales » (droits de l'homme, pluralisme, démocratie participative et rejet de l'extrémisme, de l'oppression et du terrorisme)¹⁵⁵⁴. Dans le même temps, il rejette l'interprétation « essentialiste »¹⁵⁵⁵ de l'islamisme politique défendue notamment par Bernard Lewis dans l'article « The Roots of Muslim Rage: Why so many Muslims deeply resent the West, and why their bitterness will not be easily mollified » publié par la revue *The Atlantic* en septembre 1990¹⁵⁵⁶. Cet article précède la contribution désormais célèbre de Samuel P. Huntington à ce débat « The Clash of Civilizations? » publié dans *Foreign Affairs* lors de l'été de 1993¹⁵⁵⁷.

Étant donné les préoccupations de l'Administration Bush et des experts à l'égard de la résurgence de l'islamisme sunnite, il est surprenant que ces acteurs n'aient pas témoigné davantage de sensibilité à l'égard des enjeux potentiels de la présence des troupes américaines en Arabie Saoudite. Il semble que des considérations plus pragmatiques de realpolitik ont été

¹⁵⁵² GERGES: op. cit. p. 73-78.

¹⁵⁵³ U.S. Department of State Dispatch. Le 2 juin 1992, p. 3 dans GERGES: op. cit. p. 78.

¹⁵⁵⁴ Ibid: p. 78.

¹⁵⁵⁵ SMITH, Anthony D. *Nationalism and Modernism*. London: Routledge (1998), 1999, p. 4; 19; 208-209; 219.

¹⁵⁵⁶ LEWIS, Bernard. "The Roots of Muslim Rage: Why so Many Muslims deeply resent the West, and why their bitterness will not be easily mollified". *The Atlantic* [en ligne]. Septembre 1990, [consulté le 6 décembre 2010]. Disponible sur: http://find.galegroup.com/gtx/infomark.do?&contentSet=IAC-Documents&type=retrieve&tabID=T003&prodId=AONE&docId=A9389457&source=gale&userGroupName=sunybuff_main&version=1.0

¹⁵⁵⁷ HUNTINGTON: op. cit, 1993. p. 22-49.

privilégiées par rapport à des considérations relevant du domaine sociologique, idéologique et de politique intérieure. Il est intéressant de constater que des experts de l'islam très renommés tels l'Orientaliste Bernard Lewis (qui pourtant a été parmi les premiers à attirer l'attention sur la « menace islamiste » et le « choc potentiel entre l'Occident et l'Islam dans le contexte post-guerre froide ») se soient prononcés en faveur du déploiement des troupes américaines en Arabie Saoudite¹⁵⁵⁸. Il est peut-être moins surprenant de trouver des réalistes tels Henry Kissinger, Richard Helms (ancien directeur de la CIA entre 1966 et 1973 et ambassadeur en Iran entre 1973 et 1976) et George W. Ball (secrétaire adjoint du département d'État entre 1961 et 1966 et représentant à l'ONU pour les États-Unis en 1968) parmi les supporters du déploiement des troupes américaines¹⁵⁵⁹.

Outre le désir de sécuriser l'accès au pétrole saoudien, d'autres explications ont été apportées pour justifier la décision de l'Administration Bush de déployer des troupes américaines en Arabie Saoudite et déclencher la guerre contre l'Irak en janvier 1991. Il s'agissait en premier lieu d'empêcher que des installations militaires technologiquement très pointues sur le territoire saoudien tombent dans les mains de Saddam Hussein et en second lieu de promouvoir l'activité de l'industrie de l'armement américaine. Ce dernier point est confirmé par le général K.G. Widén (desormais à la retraite) qui occupait le poste d'attaché militaire à l'ambassade de Suède à Washington D.C. au moment de la guerre du Golfe¹⁵⁶⁰.

Le journaliste d'investigation Scott Armstrong (ancien correspondant du *Washington Post*) affirme dans l'article « Eye of the Storm », paru dans la revue progressiste *Mother Jones* en novembre/décembre 1991, que l'Arabie Saoudite aurait dépensé environ 200 milliards de dollars en achats d'armements et d'équipements militaires dans le cadre du développement des bases militaires et des ports dotés de technologies de pointe sur le territoire saoudien au cours des années 1980 et au début des années 1990¹⁵⁶¹. Ces installations seront utilisées par les forces américaines et les forces alliées lors de la première guerre du Golfe. Le développement des bases militaires de substituts en Arabie Saoudite est également évoqué dans *Jane's Defence Weekly* (une revue stratégique et de défense de renommée internationale) en mai

¹⁵⁵⁸ «Confrontation in the Gulf; Many prominent Americans Support the President's Action in the Gulf; Defense of Allies and, Above all, Oil». *The New York Times* [en ligne]. Le 13 août 1990 [consulté le 12 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁵⁵⁹ Ibid.

¹⁵⁶⁰ Entretien avec le général K.G. Widén à Köping (Suède) en janvier 2010.

¹⁵⁶¹ Ibid.

1991¹⁵⁶² et dans le documentaire *The Arming of Saudi Arabia* diffusé par la télévision américaine le 16 février 1993 par la chaîne PBS/Frontline¹⁵⁶³.

Selon Armstrong, les ventes d'armements à l'Arabie Saoudite au cours des années 1970, 1980 et au début des années 1990 s'inscrivent dans une stratégie américaine plus large dont l'objectif était de créer un nouveau théâtre de guerre basé en Arabie Saoudite et financé par les revenus pétroliers saoudiens. Cette stratégie permettait d'une part aux responsables américains de contourner le refus du leadership saoudien d'accepter une présence militaire américaine permanente sur son sol (tout en satisfaisant le besoin sécuritaire de l'Arabie Saoudite à l'égard des infrastructures pétrolières) et d'autre part de maintenir les ventes d'armements et d'équipements militaires à l'Arabie Saoudite hors du contrôle du Congrès¹⁵⁶⁴. Au lieu d'acheter des avions et des équipements militaires nécessitant l'aval du Congrès, les Saoudiens sont encouragés par les responsables américains à acheter des versions commerciales et de les améliorer avec des équipements militaires de pointe obtenus à l'étranger. Cette activité est coordonnée par des fondations de recherche stratégiques et de défense ce qui permet de maintenir ce volet de la coopération américano-saoudienne stratégique hors du contrôle du Congrès¹⁵⁶⁵.

Le système de défense saoudien sera mis à disposition des troupes américaines et des forces alliées lors de la première guerre du Golfe. L'existence d'un système de défense saoudien intégré (en réalité une réplique du système de défense américain) facilitera l'intégration des forces américaines et des forces alliées lors de ces opérations militaires¹⁵⁶⁶.

Un élément clé du système de défense saoudien est la King Khalid Military City (KKMC), une base militaire située dans une zone désertique du nord-est de l'Arabie Saoudite, à proximité de l'Irak et du Koweït¹⁵⁶⁷. La KKMC, dotée d'une capacité d'accueil de 65 000 troupes, a été conçue et construite par le Corps des ingénieurs de l'armée américaine entre 1974 et 1986 afin de fournir des logements aux troupes américaines et saoudiennes. Les coûts de construction de la KKMC s'élèveraient à 6 milliards de dollars. Une des caractéristiques de la KKMC est l'existence d'abris de commandement militaire bétonnés et climatisés¹⁵⁶⁸.

¹⁵⁶² "Saudi Arabia's Military Oasis". *Jane's Defence Weekly*. Le 25 mai 1991.

¹⁵⁶³ "The Arming of Saudi Arabia". *PBS/Frontline*, 1993. Consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington DC en avril 2010.

¹⁵⁶⁴ Ibid.

¹⁵⁶⁵ Ibid.

¹⁵⁶⁶ Ibid.

¹⁵⁶⁷ *King Khalid Military City (KKMC), Al Batin, Saudi Arabia* [consulté en ligne le 26 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.globalsecurity.org/military/facility/kkmc.htm>

¹⁵⁶⁸ ARMSTRONG et SMITH: op. cit. p. 30-38.

D'autres bases américaines de substitut ont également été créées à Dhahran, à Taïf et à Riyad¹⁵⁶⁹.

Le déploiement des troupes américaines sur le sol saoudien intervient en dépit de la résistance des membres influents de la famille royale et du climat antiaméricain grandissant. Comme suggéré auparavant, le leadership saoudien subit également des pressions de la part des oulémas orthodoxes et des islamistes fondamentalistes qui dénoncent la corruption de la Maison des Saoud et de la classe d'affaires, leur comportement anti-islamique et la présence des Occidentaux dans le royaume. Le prince Abdullah craint (avec raison) que la présence des troupes américaines sur le sol saoudien vienne compromettre la stabilité en apparence fragile du régime saoudien.

Les réactions très négatives provoquées par la présence américaine sur le territoire saoudien (qui met en exergue la fragilité du leadership saoudien) vont amplifier des tensions préexistantes dans la société saoudienne. Ces tensions sont la conséquence du processus de modernisation, de l'érosion des richesses pétrolières, d'une pression démographique très forte, du non respect des préceptes du wahhabisme par la famille royale et d'un sentiment généralisé que la vie saoudienne traditionnelle est érodée par les influences occidentales qui sont perçues comme très néfastes. Daryl Champion dans l'ouvrage *The Paradoxical Kingdom: Saudi Arabia and the Momentum of Reform* (2003) évoque un paysage socioculturel et politique dominé par le discours islamiste, ce qui provoque une aliénation du leadership saoudien et des tensions entre la société et l'État¹⁵⁷⁰.

La crise de légitimité du leadership saoudien suscitée par la guerre du Golfe sera jugée comme une source d'opportunité par différents acteurs (telles les élites libérales modérées, les forces religieuses fondamentalistes et les femmes issues de la classe moyenne supérieure) qui cherchent à provoquer une libéralisation du système politique saoudien¹⁵⁷¹. Ce sont les élites libérales qui vont en premier saisir cette opportunité pour initier des réformes politiques. Elles vont adresser une pétition au roi Fahd en janvier 1991. Ce document, largement publié dans le monde arabe, représentait en réalité une version diluée des propositions de réformes qui circulaient dans des cercles intellectuels de Djeddah au début des années 1980. La campagne

¹⁵⁶⁹ Ibid: p. 30-38.

¹⁵⁷⁰ CHAMPION, Daryl. *The Paradoxical Kingdom: Saudi Arabia and the Momentum of Reform*. New York: Columbia University Press, 2003. p. 216-230.

¹⁵⁷¹ Ibid: p. 217-230.

des islamistes a débuté en mai 1991 avec une lettre adressée à Fahd et signée par de nombreux oulémas (environ 400), universitaires et juristes¹⁵⁷².

Sur un plan idéologique plus large, la présence des troupes américaines en Arabie Saoudite va porter atteinte à l'édifice idéologique élaboré par le leadership saoudien depuis les années 1960¹⁵⁷³. Cet édifice avait résisté aux actions répétées de l'ayatollah Khomeiny notamment grâce au financement du jihad afghan qui a permis au leadership saoudien de maintenir sa crédibilité même parmi les militants sunnites les plus radicaux. Le leadership saoudien a pu maintenir le contact avec les classes moyennes pieuses de tout le monde musulman grâce au réseau financier et bancaire islamique établi par l'Arabie Saoudite dans les années 1960¹⁵⁷⁴. Suite à l'invasion du Koweït, Saddam Hussein va reprendre à son compte les griefs imputés aux Saoudiens par l'ennemi iranien. Le royaume saoudien sera qualifié de protectorat américain et de ce fait indigne d'administrer les lieux Saints de l'islam¹⁵⁷⁵.

Une illustration de l'érosion de la légitimité idéologique et politique de l'Arabie Saoudite dans le monde de l'islam est la non- participation de 45 membres de l'OCI (qui fut créée à l'instigation du roi Faysal en 1962) au sommet annuel de l'organisation qui s'est déroulé en décembre 1991¹⁵⁷⁶. L'édition américaine du magazine *The Economist* suggère que l'OCI (qualifiée par *The Economist* de « peu influente ») a été affaiblie par son identification avec les intérêts saoudiens. Ces intérêts s'opèrent dans le domaine du prosélytisme avec la construction de centaines de mosquées et d'écoles coraniques et la distribution de centaines de milliers de copies du Coran sur le plan international. Selon *The Economist*, de nombreux musulmans considèrent le leadership saoudien « non islamique » voire « anti-islamique ». Cette perception s'explique par le style de vie extravagant de la famille royale saoudienne qui n'est pas conforme avec les préceptes de l'islam. Cela pose un problème important dans la mesure où la plupart des musulmans pieux sont relativement pauvres. La capacité du royaume saoudien d'insuffler de l'énergie dans l'OCI et la Ligue mondiale islamique est ainsi compromise¹⁵⁷⁷.

La guerre du Golfe a donc deux conséquences. Sur le plan international, elle porte atteinte à la légitimité religieuse de l'Arabie Saoudite alors que sur le plan intérieur, elle suscite l'émergence d'un islamisme d'opposition qui va se retourner contre la famille royale

¹⁵⁷² Ibid: p. 217-230.

¹⁵⁷³ KEPEL, Gilles. *Jihad*. Paris: Gallimard (2000), 2003. p. 321-322.

¹⁵⁷⁴ Ibid: p. 321-330.

¹⁵⁷⁵ Ibid: p. 323.

¹⁵⁷⁶ "Weak at the top. (Islam)". *The Economist* (édition américaine) [en ligne]. Le 21 décembre 1991 [consulté le 26 janvier 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁵⁷⁷ Ibid.

saoudienne (et par la suite contre la présence américaine). L'invasion du Koweït par l'Irak et le déploiement des troupes militaires américaines en Arabie Saoudite qui s'ensuit va provoquer une radicalisation de la société saoudienne amplifiée par des sentiments xénophobes latents¹⁵⁷⁸. Cette radicalisation aura de lourdes conséquences non seulement pour l'Arabie Saoudite et pour l'environnement régional mais également pour les États-Unis et le monde occidental en général. La radicalisation de la société saoudienne sera alimentée par des sentiments anti-américains véhiculés dans le monde arabe par le contexte de la crise du Golfe et de lendemain de guerre en Afghanistan¹⁵⁷⁹. De plus, des moudjahidines saoudiens cherchent à leur retour d'Afghanistan à imposer leur interprétation littérale de l'islam. Ces influences vont former un cocktail explosif qui vise la famille royale saoudienne et les États-Unis¹⁵⁸⁰.

L'islamisme sunnite radical va s'articuler autour d'une série d'attentats terroristes qui visent les États-Unis et les citoyens américains avec en premier lieu, l'attentat contre le World Trade Center le 26 février 1993 à New York, en second lieu l'attentat contre le bureau de la mission d'entraînement de la garde nationale saoudienne à Riyad le 13 novembre 1995, en troisième lieu l'attentat contre les Khobar Towers (dortoirs des militaires américains à Khobar, Arabie Saoudite) le 25 juin 1996, en quatrième lieu les attentats contre les ambassades américaines de Dar-es-Salam et Nairobi le 7 août 1998 menés par des acteurs affiliés à Al-Qaïda, en cinquième lieu l'attentat contre l'USS Cole le 12 octobre 2000 et enfin les attentats terroristes contre les États-Unis le 11 septembre 2001¹⁵⁸¹.

¹⁵⁷⁸ KEPEL: op. cit. p. 325-330.

¹⁵⁷⁹ CHAMPION: op. cit. p. 216-237.

¹⁵⁸⁰ Ibid: p. 217.

¹⁵⁸¹ BRONSON: op. cit. p. 214, 227.
CHAMPION: op. cit. p. 230-237.

Chapitre 10 : « Les Yankees » au royaume des Saoud: la cristallisation des images de l'Arabie Saoudite dans le contexte de la première guerre du Golfe

1. La couverture télévisuelle de l'opération Bouclier du désert

L'Arabie Saoudite ressort d'emblée comme le sujet principal dans la couverture télévisuelle lors de l'invasion du Koweït ce qui démontre l'importance vitale du royaume saoudien pour les États-Unis. Quels sont les sujets évoqués lorsque l'on parle de l'Arabie Saoudite dans ce contexte ? Comment est-elle représentée ? Que ressort-il du volet « secret » des relations entre l'Etats-Unis et l'Arabie Saoudite évoqué auparavant ?

Les experts invités sur les plateaux de télévision dans les émissions d'information en début de soirée le 2 août 1990 (date de l'invasion du Koweït par l'Irak) évoquent immédiatement la menace posée par Saddam Hussein contre les champs pétroliers saoudiens et les installations militaires américaines situées en Arabie Saoudite¹⁵⁸². La présence d'équipements militaires américains en Arabie Saoudite (à défaut de l'étendue de cette présence) est donc connue par les médias télévisuels. Des plans élaborés par le Pentagone « pour apporter de l'aide » à l'Arabie Saoudite sont également cités par les présentateurs¹⁵⁸³. En revanche, il faut attendre jusqu'au 3 août pour que la question d'un éventuel déploiement des troupes américaines sur le territoire saoudien soit directement mentionnée. Cette question sera évoquée en premier par le président Bush lors d'une conférence de presse à Kennybunkport dans le Maine (lieu de villégiature habituel de la famille Bush) avant son départ pour Camp David. À ce moment, le Président se limite toutefois à des « allusions » sur son « intention » d'intervenir si l'Irak venait à envahir l'Arabie Saoudite¹⁵⁸⁴.

Le déploiement potentiel des troupes américaines sur le territoire saoudien sera également évoqué le 3 août en début de soirée dans les émissions d'information des chaînes de télévision majeures avec des références aux « plans d'intervention » du Pentagone en cas d'invasion de l'Arabie Saoudite par Saddam Hussein et à une réunion à la Maison Blanche

¹⁵⁸² “Iraq Invasion of Kuwait”. *NBC*, le 2 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁵⁸³ “Iraq Invasion of Kuwait”. *CBS*, le 2 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁵⁸⁴ “Bush Press Conference Re: US Position in Persian Gulf Crisis, Post-event Analysis”. *CBS*, le 3 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

entre le prince Bandar et le conseiller pour la sécurité nationale, Brent Scowcroft. Globalement, le message reçu par les téléspectateurs est que la sécurité de l'Arabie Saoudite (et par conséquent celle des États-Unis) est préoccupante aux yeux de l'Administration Bush. En revanche, il n'est pas question du briefing sur les plans « top-secret » des États-Unis en cas d'attaque par l'Irak contre l'Arabie Saoudite qui s'est déroulé le 3 août 1990 à la Maison Blanche en présence du prince Bandar, du secrétaire à la défense Richard Cheney et du Chef d'état-major des armées des États-Unis, Colin Powell¹⁵⁸⁵.

Le sentiment d'urgence est amplifié par la présence de divers experts sur les plateaux de télévision le 2 août pour expliquer la situation aux téléspectateurs, comme à l'accoutumée lors des situations de crises¹⁵⁸⁶.

Le déploiement des troupes américaines en Arabie Saoudite apparaît de plus en plus probable le 3 août. Les informations diffusées insistent sur les avancées des forces irakiennes qui s'approchent de la frontière entre le Koweït et l'Arabie Saoudite¹⁵⁸⁷. L'impression d'une attaque irakienne imminente contre l'Arabie Saoudite est renforcée par les images qui relatent les multiples visites du prince Bandar à la Maison Blanche depuis le début de la crise dans le Golfe, les appels téléphoniques du président Bush au roi Fahd et les demandes du Président à l'OTAN pour se préparer à une éventuelle intervention militaire en Arabie Saoudite. Enfin, des experts du renseignement du Pentagone évoquent clairement une « invasion imminente » de l'Arabie Saoudite par l'Irak. Le refus de l'Arabie Saoudite d'autoriser les États-Unis à utiliser leurs bases aériennes saoudiennes est cité comme le seul obstacle au déploiement des forces américaines sur le territoire saoudien. Martin Indyk (à cette époque directeur de la fondation WINEP) met l'accent sur la nécessité pour l'Administration Bush de gagner la confiance du leadership saoudien afin d'obtenir la permission d'utiliser les bases saoudiennes¹⁵⁸⁸.

La discussion sur une intervention militaire des États-Unis en Arabie Saoudite afin de protéger les champs pétroliers saoudiens se poursuit lors d'une émission exceptionnelle de *CBS* diffusée durant la nuit du 3 au 4 août¹⁵⁸⁹. L'expert en défense Francis Tusa et

¹⁵⁸⁵ “Iraq Invasion of Kuwait/Saudi Arabia”. *NBC*, le 3 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

BRONSON: op. cit. p. 191-192

¹⁵⁸⁶ Ibid.

¹⁵⁸⁷ “Iraq Invasion of Kuwait”. *CBS*, le 3 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur : [Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu](http://tvnews.vanderbilt.edu)

¹⁵⁸⁸ Ibid.

¹⁵⁸⁹ “Iraq Invasion of Kuwait/Israel”. *CBS*, le 4 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Iraq Invasion of Kuwait/United States Military Options/Persian Gulf”. *CBS*, le 4 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

l'économiste Henry Schuler exposent les enjeux de la crise dans le Golfe pour le marché pétrolier international d'une part et pour la situation énergétique sur le plan américain d'autre part. Ils semblent tous deux privilégier une solution militaire pour protéger les intérêts pétroliers américains. Tusa et Schuler suggèrent que dans le cas d'une invasion de l'Arabie Saoudite par l'Irak, cette dernière serait en mesure de contrôler la production pétrolière saoudienne avec les conséquences désastreuses que cela engendrait. Le lien entre la situation géopolitique très précaire dans le Golfe et la situation énergétique aux États-Unis est illustré par les images des pétroliers qui sont en attente pour s'approvisionner dans le golfe Persique¹⁵⁹⁰.

Le voyage du secrétaire à la défense Richard Cheney en Arabie Saoudite pour discuter de l'aide militaire avec le leadership saoudien est rapporté dans les émissions d'information du 5 et 6 août¹⁵⁹¹. L'importance de cette visite est illustrée par l'amasement des troupes irakiennes sur la frontière entre le Koweït et l'Arabie Saoudite qui est évoqué par le porte-parole du département d'État Margaret Tutweiler¹⁵⁹². Des cartes sont présentées pour illustrer les options militaires des États-Unis en Arabie Saoudite aussi bien pour les forces terrestres que les forces aériennes et navales. À ce moment, l'Arabie Saoudite n'a pas encore donné de réponse définitive concernant l'utilisation des bases militaires saoudiennes¹⁵⁹³. Un autre objectif de la visite de Cheney en Arabie Saoudite est d'obtenir du leadership saoudien la fermeture des oléoducs irakiens qui traversent l'Arabie Saoudite¹⁵⁹⁴. La résolution votée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 6 août qui impose des sanctions contre l'Irak est liée à cet objectif¹⁵⁹⁵. Enfin, des images du roi Fahd en train de consoler la famille royale koweïtienne réfugiée en Arabie Saoudite sont diffusées¹⁵⁹⁶.

Le déploiement des troupes américaines en Arabie Saoudite est finalement annoncé le 7 août. Sur *CBS*, le correspondant de la Maison Blanche Lesley Stahl évoque des déclarations de Martin Fitzwater (le porte-parole de la Maison Blanche) concernant la « menace

¹⁵⁹⁰ Ibid.

¹⁵⁹¹ "Invasion of Kuwait/Cheney/Bush". *CBS*, le 5 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CBS, le 6 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁵⁹² *NBC*, le 6 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁵⁹³ Ibid.

¹⁵⁹⁴ *CBS*, le 6 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁵⁹⁵ "Invasion of Kuwait/Embargo". *ABC*, le 6 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁵⁹⁶ *NBC*, le 6 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

imminente » posée par l'Irak contre l'Arabie Saoudite¹⁵⁹⁷. Cette menace est illustrée par des images du président Bush qui se rend à la CIA et des explications sur la stratégie du Président pour obtenir l'autorisation d'utiliser les bases aériennes saoudiennes. Les recommandations du département d'État à destination des Américains vivant en Arabie Saoudite de ne pas se rendre dans la partie est du royaume (où sont situées les infrastructures pétrolières et où seront positionnés de nombreuses troupes américaines) sont également commentées. Ces éléments suggèrent qu'un déploiement des troupes américaines en Arabie Saoudite est imminent¹⁵⁹⁸.

La mission des forces terrestres et aériennes américaines (à savoir la défense des bases saoudiennes) est annoncée sur *ABC* par le correspondant du Pentagone Bob Zelnick qui évoque les détails de celle-ci. De plus amples informations sont fournies par *NBC* où le correspondant du Pentagone Fred Francis note que les forces américaines sont sur le point d'arriver en Arabie Saoudite. Des images du déploiement sont diffusées¹⁵⁹⁹. Depuis Amman en Jordanie, le présentateur vedette Dan Rather rapporte le déploiement des troupes américaines et des forces aériennes américaines en Arabie Saoudite et précise que celles-ci font partie d'une force multinationale dont la mission est de prévenir une invasion irakienne en Arabie Saoudite. Le talent de persuasion démontré par Cheney en Arabie Saoudite est évoqué. Il aurait obtenu l'autorisation d'utiliser les bases saoudiennes auprès du roi Fahd¹⁶⁰⁰.

Le discours du président Bush à la Nation du 8 août 1990 est diffusé dans une émission spéciale retransmise par toutes les chaînes de télévisions majeures¹⁶⁰¹. Le Président évoque des « consultations sans précédent » avec d'autres leaders politiques. Il met en avant la consultation historique avec Michail Gorbatchev qui selon lui témoigne d'un désir de paix partagé. Il énonce ensuite les quatre objectifs poursuivis par les États-Unis au travers du déploiement des troupes américaines en Arabie Saoudite: en premier lieu, le retrait inconditionnel de l'Irak du Koweït, en second lieu le rétablissement d'un gouvernement

¹⁵⁹⁷ *CBS*, le 7 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁵⁹⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹⁹ "Iraqi Invasion of Kuwait/United States and Saudi Arabia". *NBC*, le 7 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶⁰⁰ "Iraqi Invasion of Kuwait/United States and Saudi Arabia". *CBS*, le 7 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶⁰¹ "George Bush Speech: US Response to Iraq Occupation of Kuwait" (Special Program *ABC*, *CBS*, *NBC*, *CNN*). Le 8 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

"President Bush Address to the Nation". Le 8 août 1990 [consulté en ligne le 8 décembre 2010]. Disponible sur: <http://millercenter.org>

légitime au Koweït, en troisième lieu le maintien de la stabilité dans le golfe Persique et en quatrième et dernier lieu la protection de la vie des Américains à l'étranger.

Le Président présente l'intervention militaire américaine en Arabie Saoudite comme « une mission de défense de la liberté ». Il explique que cette intervention augure d'une « nouvelle ère de liberté » suite à la guerre froide. Plus précisément, il s'agit de défendre l'intégrité de l'Arabie Saoudite contre Saddam Hussein qu'il représente comme « un pouvoir totalitaire à l'image d'Hitler ». L'Irak est représenté comme un pays riche et puissant à l'encontre duquel l'application de sanctions économiques et d'un embargo sur le pétrole est entièrement justifiée. Le Président évoque « l'amasement » des troupes irakiennes sur la frontière entre le Koweït et l'Arabie Saoudite et les consultations avec le roi Fahd à ce sujet. Il cite « la demande d'aide » du roi pour la défense des intérêts saoudiens. Cependant, il ne s'agit pas d'une mission offensive mais « d'une mission purement défensive » ayant pour but d'augmenter la capacité de défense de l'Arabie Saoudite et la défense des « intérêts vitaux » (en référence aux ressources pétrolières saoudiennes). Enfin, le Président appelle les compagnies pétrolières à ne pas exploiter la situation de crise et le public américain à faire des efforts concernant la conservation énergétique¹⁶⁰². Il rappelle également l'importance primordiale de maintenir l'unité autour de cette mission.

Le déploiement des troupes américaines en Arabie Saoudite sera également évoqué dans un autre discours du président Bush devant les deux chambres du Congrès le 11 septembre 1990¹⁶⁰³. Ce discours se distingue du premier discours de par son contenu et sa « profondeur ». Certains thèmes évoqués dans le discours du 8 août reviennent comme le rôle des États-Unis dans le golfe Persique pour servir la cause de la paix contre « l'agression inhumaine » (en référence à Saddam Hussein). Le Président introduit un nouveau thème qui est « la défense de la civilisation contre la barbarie ». Il précise qu'il ne s'agit pas d'une lutte de l'islam contre l'Occident ou des Arabes contre des Occidentaux. Pour illustrer ses propos, le président Bush évoque l'image « des Arabes, des non-Arabes, des musulmans et des non musulmans qui luttent épaules contre épaules » pour « défendre la stabilité dans le golfe Persique, la justice, la sécurité et les intérêts économiques et stratégiques vitaux » [de la communauté internationale]. De larges applaudissements suivent chacune des phrases clés de son discours. Parfois les membres du Congrès se lèvent pour acclamer le Président¹⁶⁰⁴. Dans le même temps, les troupes américaines sont envoyées dans « un désert éloigné » où « elles souffrent sous le

¹⁶⁰² Ibid.

¹⁶⁰³ « Discours du président Bush devant les deux chambres du Congrès ». Le 11 septembre 1990 [consulté en ligne le 8 décembre 2010]. Disponible sur: <http://millercenter.org>

¹⁶⁰⁴ Ibid.

soleil écrasant et la chaleur brûlante pour défendre des principes ». Femmes et hommes font preuve de « bonne volonté ».

Afin de rallier le soutien du Congrès pour cette « mission défensive », le président Bush utilise la rhétorique souvent employée par les responsables politiques américains qui consiste à souligner l'expérience d'un citoyen en particulier. Il cite une lettre adressée par un soldat américain basé en Arabie Saoudite à sa famille où il décrit la vie dans le désert.

Le Président évoque la demande de Fahd de défendre l'Arabie Saoudite contre des tentatives d'invasion de Saddam Hussein et le risque que l'invasion irakienne constitue un précédent dans la nouvelle ère post-guerre froide si les États-Unis et les forces alliées échouent dans leur mission. Il souligne également la nécessité pour la communauté internationale de « partager les responsabilités financières » de cette mission. Le Président mentionne le fait que l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis se sont engagés à assumer une portion importante des coûts de la mission. Il fait notamment l'éloge de l'Arabie Saoudite pour sa contribution dans ce domaine.

Un tiers du discours est consacré à la question du pétrole et notamment à la dépendance énergétique des États-Unis par rapport au pétrole étranger qui encore une fois est mise en lumière par un conflit dans le golfe Persique. Il introduit ce sujet en soulignant que les pays producteurs de pétrole font preuve d'un esprit de coopération pour compenser la perte du pétrole provoquée par l'embargo sur le pétrole irakien. Toutefois, cela est insuffisant car le vrai problème est la dépendance américaine du pétrole étranger. Selon le Président, cette dépendance s'est amplifiée depuis l'embargo pétrolier de 1973-1974 lorsque les États-Unis importaient 5 millions de barils par jour comparés à 8 millions de barils par jour en 1990. Afin de diminuer la dépendance énergétique, le président Bush évoque l'augmentation de la production intérieure à la fois de gaz et de pétrole¹⁶⁰⁵. Le Président omet de souligner que le fournisseur principal des États-Unis n'est pas l'Arabie Saoudite mais le Canada¹⁶⁰⁶.

Enfin, le président Bush évoque la nécessité de réduire le déficit budgétaire des États-Unis (il propose un programme de 500 milliards de dollars d'économies) qui comprend notamment une réduction des dépenses de défense¹⁶⁰⁷. Cette remarque est contradictoire si l'on considère la mission militaire qui vient d'être lancée et les plans de l'Administration Bush de transformer celle-ci en intervention militaire offensive même si elle serait en grande partie financée par l'Arabie Saoudite. Pour conclure, le président Bush évoque les intérêts

¹⁶⁰⁵ Ibid.

¹⁶⁰⁶ Ibid.

¹⁶⁰⁷ Ibid.

américains « transitoires » dans le golfe Persique. Il s'agit notamment de prévenir les menaces et de contrôler la prolifération des armes biologiques, chimiques et nucléaires¹⁶⁰⁸.

Le Président va faire un voyage très symbolique en Arabie Saoudite en compagnie du secrétaire à la défense Richard Cheney lors de la fête de Thanksgiving pour soutenir les troupes américaines. Des images largement reprises par les médias montrent le Président dans une jeep dans le désert saoudien¹⁶⁰⁹.

Comme suggéré précédemment, les aspects stratégiques de la crise du Golfe sont initialement privilégiés par la couverture médiatique. À partir du moment où les troupes américaines se trouvent sur le sol saoudien, d'autres thèmes vont apparaître ; ils relèvent notamment des aspects culturels et religieux¹⁶¹⁰. Le thème d'une lutte entre la civilisation occidentale et l'Islam sera évoqué bien que le Président et d'autres responsables de l'Administration Bush rejettent la notion d'un « choc » culturel entre l'Occident et le monde de l'islam¹⁶¹¹.

Le discours de l'Administration Bush pour rejeter ce « choc culturel » ressort dans l'émission débat « Night line » diffusée sur *NBC* le 19 août. L'émission est présentée par le correspondant Ted Koppel qui rapporte depuis le Caire lorsque la « mission défensive » des États-Unis et des forces alliées en Arabie Saoudite est en train de se transformer en mission offensive, ce qui se traduit par une augmentation significative des troupes américaines en Arabie Saoudite¹⁶¹². Ce développement fait suite aux promesses non tenues de Saddam Hussein de se retirer du Koweït. Le correspondant Tom Broca (qui rapporte depuis l'Arabie Saoudite) souligne que l'Arabie Saoudite a décidé de maintenir la coopération avec les États-Unis au détriment d'autres leaders musulmans. Il évoque la visite de Richard Cheney en Arabie Saoudite où ce dernier a salué les troupes américaines. Selon Cheney, le partenariat entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite est « solide comme la pierre »¹⁶¹³.

Comme évoqué précédemment, la notion d'un choc entre l'islam « authentique » et l'Occident est instrumentalisée par Saddam Hussein afin de discréditer la Maison des Saoud et en particulier l'alliance de cette dernière avec les États-Unis. Au départ, Saddam Hussein

¹⁶⁰⁸ Ibid.

¹⁶⁰⁹ “Persian Gulf Crisis/Opinion”. *CBS*, le 21 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶¹⁰ “Arab perspective of Gulf Crisis”. *Nightline. ABC*, le 9 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶¹¹ “Discours du président Bush devant les deux chambres du Congrès”. Le 11 septembre 1990 [consulté en ligne le 8 décembre 2010]. Disponible sur: <http://millercenter.org>

¹⁶¹² “Iraq/Saudi Arabia/Cheney/United States Military Buildup”. *NBC*, le 19 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶¹³ Ibid.

faisait référence au « rêve pan-arabique » pour rallier le soutien du monde arabe contre l'Arabie Saoudite, les États-Unis et les forces alliées. Il va ensuite modifier son discours en réaction à la décision du leadership saoudien d'avaliser la mission offensive contre l'Irak afin de miner la légitimité de la Maison des Saoud dans le monde de l'islam. On constate que l'argument d'un choc culturel n'est donc pas le privilège des commentateurs d'orientation néoconservatrice tels Daniel Pipes ou des Orientalistes tels Bernard Lewis.

La présence des troupes américaines en Arabie Saoudite va susciter des inquiétudes chez la population américaine concernant la sécurité des troupes en Arabie Saoudite. Des menaces d'utilisation des armes chimiques de la part de Saddam Hussein vont amplifier ces craintes. Ces menaces vont être relayées par des actes haineux qui visent les Américains d'origine arabe (aux États-Unis) et la propagation des stéréotypes et des représentations anti-arabes. Certains de ces stéréotypes comme les références à des « riches Cheikhs pétroliers » font directement référence aux Saoudiens, ce qui témoigne d'une certaine ambiguïté de la part du public car les troupes américaines sont officiellement en Arabie Saoudite pour défendre le royaume.

Au départ, le leadership saoudien est réticent à transformer la mission défensive contre Saddam Hussein en une mission offensive. Les leaders saoudiens pensent qu'il est possible de persuader Saddam Hussein de se retirer de manière non violente¹⁶¹⁴. L'Administration Bush, déterminée à lancer une campagne offensive contre Saddam Hussein, craint pour sa part que l'Arabie Saoudite instrumentalise son pouvoir financier afin de provoquer le départ de Saddam Hussein du Koweït. Les craintes des responsables saoudiens devant la perspective d'une mission offensive contre l'Irak ressortent dans l'émission « Nightline » diffusée le 26 septembre sur ABC¹⁶¹⁵. L'émission comporte des entretiens conduits par Ted Koppel avec les princes Bandar, Turki et Adel al-Jubeir (ce dernier était à l'époque conseiller pour le ministère de la défense de l'Arabie Saoudite et actuellement ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis). Les responsables saoudiens s'inquiètent qu'une offensive contre l'Irak provoque des attaques terroristes de la part de groupes pro-islamistes contre l'Arabie Saoudite. La situation en Arabie Saoudite est déjà problématique dans la mesure où l'Iran a appelé à des manifestations contre la présence américaine sur le territoire saoudien et Saddam Hussein est

¹⁶¹⁴ "Saudi Arabia/Diplomacy and Military". *ABC*, le 1^{er} septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶¹⁵ "Nightline" (Special program). *ABC*, le 26 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

censé avoir fait appel à des islamistes saoudiens¹⁶¹⁶. Pour Adel al-Jubeir, il s'agit avant tout de maintenir la sécurité de l'Arabie Saoudite et de ses citoyens qui serait sérieusement compromise par une attaque contre Saddam Hussein. De plus, une offensive contre Saddam Hussein pourrait provoquer une hausse du prix du pétrole¹⁶¹⁷.

Nous notons que l'opposition initiale du leadership saoudien à une offensive militaire contre Saddam Hussein est relativement peu couverte par les chaînes de télévision majeures. La couverture télévisuelle met surtout en avant « la coopération très réussie » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite sur le plan militaire¹⁶¹⁸. Le soutien en faveur d'une opération militaire sur le plan politique américain « même parmi les membres du Congrès « pro-israéliens » est évoquée. La visite de 14 sénateurs en Arabie Saoudite pour étudier l'effort de guerre sur le territoire saoudien est soulignée dans une émission d'information à *ABC* le 1^{er} septembre¹⁶¹⁹.

Dans le même temps, les responsables de l'Administration Bush se disent conscients des menaces terroristes potentielles qui visent l'Arabie Saoudite, les troupes américaines et les forces alliées alors que l'opération Bouclier du désert en Arabie Saoudite s'intensifie¹⁶²⁰. Le secrétaire d'État James Baker avoue même être conscient des « contradictions inhérentes » à l'alliance arabe forgée contre Saddam Hussein où la Syrie (qui a auparavant été désignée comme un soutien des organisations terroristes par Washington) s'oppose maintenant à l'Irak. Le correspondant Tom Brokaw insiste sur le fait que les États-Unis doivent maintenir la coalition arabe contre Saddam Hussein à un moment où celui-ci déclare une guerre sainte contre les troupes américaines sur la terre sainte. Il remarque qu'un déploiement rapide des troupes [américaines] en Arabie Saoudite a lieu et que la présence américaine dans le royaume saoudien est défendue par la Ligue islamique mondiale, ce qui constitue un atout principal.

La présence américaine en Arabie Saoudite est également défendue par les responsables saoudiens et notamment par le prince Bandar dont les fonctions d'ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis s'y prêtent. Ce rôle sera également instrumentalisé à de nombreuses reprises par l'Administration Bush. Bandar explique dans un entretien devant la Maison Blanche diffusé par *CNN* le 25 septembre 1990 que les forces américaines sont déployées en

¹⁶¹⁶ “Persian Gulf Crisis/Embassy Hostages/Refugees/M-1 Tank”. *CBS*, le 5 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶¹⁷ Ibid.

¹⁶¹⁸ “Saudi Arabia/Congressional Visit”. *ABC*, le 1^{er} septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶¹⁹ Ibid.

¹⁶²⁰ “Persian Gulf Crisis/Syria/Desert Shield/Terrorism”. *NBC*, le 3 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

Arabie Saoudite afin de protéger cette dernière. Il se dit persuadé que ces forces vont devoir quitter le royaume saoudien sur demande du leadership saoudien¹⁶²¹.

1.1. Des chars parmi des chameaux

Une image de la crise du Golfe souvent reprise par la télévision américaine est la cohabitation invraisemblable des chars et des chameaux dans le désert d'Arabie. Cette image devient pour les téléspectateurs américains le symbole de la présence américaine dans le royaume saoudien et du choc entre la modernité et la société traditionnelle saoudienne¹⁶²². Des reportages décrivent les bédouins comme « l'autre Arabie Saoudite » et la vie dans le désert. Des séquences très amusantes montrent des bédouins se plaignant du bruit sur le camp d'entraînement des militaires, ce qui leur donne moins de temps pour boire leur thé. Leur réaction est représentée comme « une collision entre deux mondes »¹⁶²³. De nombreux reportages sont également consacrés à la vie des soldats américains dans le désert « sous le soleil brûlant, les mouches, la chaleur et le sable qui pénètre tout »¹⁶²⁴. D'autres images telles le terrain de golf dans le désert nommé « Rolling Hills golf course » ou « le green est marron » et « tout le monde se sent un peu perdu » amplifient le sentiment d'aliénation éprouvé par les troupes américaines qui ressort dans ces reportages¹⁶²⁵.

La présence américaine dans le royaume saoudien lors de la première crise du Golfe représente une opportunité pour les chaînes de télévision américaines. Le conflit leur permet de couvrir la société saoudienne qui à leurs yeux recouvre de nombreuses contradictions. Un thème qui revient souvent dans ces reportages est la détermination du leadership saoudien et des oulémas conservateurs à résister à l'influence occidentale. Cette position apparaît très ambiguë dans la mesure où la faction de la Maison des Saoud représentée par le roi Fahd a en même temps accepté l'aide militaire américaine qui suppose forcément une présence américaine prolongée dans le royaume¹⁶²⁶. L'une de ces contradictions est la condition de la

¹⁶²¹ CNN, le 25 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶²² "Persian Gulf Crisis/Embassy Hostages/Refugees/M-1 Tank". CBS, le 5 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶²³ "Persian Gulf Crisis". CBS, le 3 octobre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶²⁴ "Desert Diary". NBC, le 8 octobre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶²⁵ CBS, le 3 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶²⁶ "Saudi Arabia/Culture". CBS, le 5 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

femme saoudienne (un sujet qui est largement médiatisé lors de la crise du Golfe). Les médias américains se concentrent sur le manque de liberté des femmes saoudiennes en comparaison aux femmes américaines. Ce sujet est traité dans une séquence qui s'intitule « Saudi Arabia/Culture » diffusée sur CBS le 5 septembre dans l'émission d'information de début de soirée. Le correspondant Dan Rather, qui se trouve en Arabie Saoudite, évoque l'obligation pour les femmes de porter le voile. Dans le même temps, des femmes médecins voilées opèrent des hommes. Dan Rather s'entretient avec Dr Asma al-Dabba qui maintient qu'il est nécessaire d'empêcher que la culture saoudienne soit « contaminée » [par l'influence occidentale]. Une autre femme médecin est interrogée et soutient que la meilleure place pour une femme est le foyer. De manière générale, le voile n'est pas perçu comme un obstacle par les femmes saoudiennes avec qui Rather s'entretient. L'éditeur d'un magazine féminin, Khaled al-Meena et sa femme regrettent davantage le fait que les femmes ne peuvent pas conduire.

Le sujet de la condition de la femme en Arabie Saoudite permet à Rather d'introduire le thème de la démocratie souvent abordé par les médias américains lorsque l'Arabie Saoudite est évoquée. Le reportage de Rather montre des hommes qui amènent des pétitions à un prince lors du « majlis ». Ce terme est défini par Daryl Champion comme « une assemblée de consultation » ou un « conseil consultatif »¹⁶²⁷. Le majlis est représenté par Rather comme le substitut saoudien à la démocratie [occidentale]; « une ancienne tradition du désert qui aujourd'hui ne se déroule plus dans une tente mais dans une pièce climatisée ». Rather s'entretient avec le prince Fahd Bin Salman (fils du gouverneur de la province de Riyad, le prince Salman Bin Abdelaziz)¹⁶²⁸. Il évoque le fait que les systèmes politiques de l'Arabie Saoudite et des États-Unis diffèrent beaucoup mais que l'Arabie Saoudite est déterminée à maintenir cette différence. Enfin, Rather explique qu'il est difficile de maintenir l'équilibre de la « société saoudienne féodale » étant donné la présence américaine dans le royaume¹⁶²⁹. Il évoque le sentiment de nombreux Saoudiens qui estiment que « l'invasion » n'a pas eu lieu au Koweït mais en Arabie Saoudite en référence à la présence des troupes américaines sur le sol saoudien et des risques de contamination de la culture saoudienne associés¹⁶³⁰.

La manifestation de 50 femmes saoudiennes pour protester contre l'interdiction de conduire qui s'est déroulée à Riyad et à Djeddah le 7 novembre 1990 sera largement couverte

¹⁶²⁷ CHAMPION, Daryl. *The Paradoxical Kingdom: Saudi Arabia and the Momentum of Reform*. New York: Columbia University Press, 2003. p. xviii

¹⁶²⁸ Le Prince Fahd Bin Salman est décédé en 2001.

¹⁶²⁹ «Saudi Arabia/Culture». CBS, le 5 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶³⁰ Ibid.

par les médias américains¹⁶³¹. Sous l'influence des oulémas conservateurs, cette manifestation amène le gouvernement saoudien à légiférer sur l'interdiction de conduire¹⁶³².

Le correspondant Bob Simon évoque la controverse « qui a secoué le kasbah »¹⁶³³ sur *CBS* le 14 novembre 1990. D'un point de vue occidental, il juge « curieux » l'opposition des femmes saoudiennes à cette manifestation. Simon explique que cette manifestation représente une rare opportunité pour les femmes de participer au processus politique¹⁶³⁴. L'interdiction pour les femmes de conduire devient un problème américain dans la mesure où les membres féminins des forces américaines sont visés par cette interdiction. Enfin, cette interdiction sera citée par des personnes sondées aux États-Unis comme un argument contre l'intervention militaire américaine en Arabie Saoudite. Ces mêmes personnes estiment que les États-Unis ne doivent pas défendre un régime antidémocratique où les femmes ne sont pas autorisées à conduire¹⁶³⁵.

Depuis l'annonce de la décision du président Bush de mener une intervention offensive contre l'Irak au Congrès le 6 novembre 1990, la couverture médiatique évoque l'opposition (grandissante) d'une majorité de femmes américaines à une guerre contre l'Irak. L'institut de sondage Harris évoque une différence de 25% entre les femmes qui soutiennent la décision du président Bush de lancer une campagne offensive contre l'Irak et les femmes qui s'y opposent. Cette opposition s'explique également par le fait que de nombreuses femmes ont quitté le parti républicain (identifié comme davantage militariste) pour rejoindre le parti démocrate depuis le début de la crise dans le Golfe. Cette tendance est expliquée par la maternité et l'identification des hommes avec le militarisme. Le slogan « no Blood for oil » sera utilisé par les femmes lors des manifestations anti-guerre¹⁶³⁶.

L'émission « Nightline » diffusée le 18 décembre est consacrée au choc entre la modernité et la vie saoudienne traditionnelle dans le contexte de la présence américaine sur le sol saoudien¹⁶³⁷. L'émission qui est animée par la présentatrice vedette d'*ABC* Barbara Walters comporte des entretiens avec la journaliste Sandra Mackay (auteur de l'ouvrage *The*

¹⁶³¹ "Saudi Arabia/Women". *NBC*, le 13 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶³² Ibid.

¹⁶³³ "Saudi Arabia/Women". *CBS*, le 14 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶³⁴ Ibid.

¹⁶³⁵ "Persian Gulf Crisis/Opinion". *CBS*, le 21 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶³⁶ *NBC*. Le 8 décembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶³⁷ "Nightline". *ABC*, le 18 décembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

Saudis: Inside The Desert Kingdom : 1987)¹⁶³⁸, la journaliste d'ABC Jackie Judd, l'écrivaine Marianne Alireza (auteur de l'ouvrage *At the Drop of a Veil* : 1971)¹⁶³⁹ et le prince Fahd Bin Salman, gouverneur adjoint de la Province de Riyad¹⁶⁴⁰.

Barbara Walters est largement considérée comme une pionnière parmi les journalistes américaines¹⁶⁴¹. Elle explique que la présence des troupes américaines en Arabie Saoudite permet de tester les limites de la société saoudienne et suscite une certaine ouverture comme en attestent les demandes de réformes du système politique saoudien à la fois des élites libérales et des oulémas. Ces acteurs (bien que certains d'entre eux soient opposés à la présence américaine) perçoivent la crise du Golfe comme une source d'opportunité. Dans le même temps « chaque processus de démocratisation » en Arabie Saoudite est nécessairement fondé sur les principes de l'islam, ce qui signifie que l'islam dicte les actions du leadership saoudien. En raison du principe de distribution des largesses, les demandes de réformes n'impactent guère les Saoudiens ordinaires. Il convient aussi de rappeler que la population saoudienne comprend 75% d'ouvriers immigrés. Pour cette raison, le processus de démocratisation en Arabie Saoudite risque d'être très long. Des images du film *Lawrence d'Arabie*, des chameaux, des chariots et des centres commerciaux sont diffusées pour illustrer les contradictions qui caractérisent la société saoudienne et pourquoi le processus de démocratisation en Arabie Saoudite sera long. Barbara Walter suggère que la présence des femmes aux cotés des troupes américaines représente un changement pour la société saoudienne¹⁶⁴².

Jackie Judd trouve très choquant que les troupes américaines en Arabie Saoudite ne soient pas autorisées à pratiquer ouvertement leur religion. Elle note que l'aumônier de l'armée est nommé « officier moral » par les autorités saoudiennes. Elle trouve d'autant plus choquant cette attitude que les troupes américaines pourraient être amenées à sacrifier leur vie pour l'Arabie Saoudite. Judd se demande pourquoi le leadership saoudien ne tolère pas les croyances des soldats américains. Elle estime que l'Arabie Saoudite va changer avec la présence américaine.

Pour Sandra Mackay, provoquer un changement de la société saoudienne pourrait s'avérer très néfaste car cela pourrait compromettre le statu quo très fragile que le leadership cherche à maintenir. Elle explique que les manifestations des femmes ont provoqué des

¹⁶³⁸ MACKAY, Sandra. *The Saudis: Inside the Desert Kingdom*. Boston: Houghton Mifflin, 1997.

¹⁶³⁹ ALIREZA, Marianne. *At a Drop of a Veil*. Boston: Houghton Mifflin, 1971.

¹⁶⁴⁰ "Nightline". ABC, le 18 décembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶⁴¹ Ibid.

¹⁶⁴² Ibid.

réactions très virulentes parmi les islamistes fondamentalistes. Elle ajoute qu'il ne faut pas chercher à ouvrir la boîte de pandore car une fois déclenchées, les forces du changement seront impossibles à arrêter¹⁶⁴³.

Enfin, Marianne Alireza remarque que le soutien public manifesté par les époux des protestatrices pour leur cause constitue le plus grand changement en ce qui concerne la condition féminine en Arabie Saoudite¹⁶⁴⁴.

Par ailleurs, la campagne du président Bush en faveur d'une offensive militaire contre l'Irak est largement couverte par la télévision. Cette campagne vise d'une part le Congrès et le public américain et d'autre part la communauté internationale et le leadership saoudien qui redoute les réactions des islamistes saoudiens et du reste du monde de l'islam. Pour rappel, le Congrès avait été informé de l'intention du Président le 6 novembre. La résolution 678, autorisant l'utilisation de la force contre l'Irak si celle-ci ne se retire pas du Koweït avant le 15 janvier, sera adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 29 novembre¹⁶⁴⁵.

Dans l'émission « Nightline » du 16 novembre le présentateur Ted Koppel commente les efforts du président Bush pour justifier l'accumulation de troupes et d'équipements militaires en Arabie Saoudite (en réponse à l'expansion irakienne dans le golfe Persique)¹⁶⁴⁶. Koppel cite le président Bush qui explique que « le monde allait souffrir si les ressources pétrolières tombaient dans les mains de Saddam Hussein ». Koppel considère que l'Administration envoie des messages contradictoires dans la mesure où celle-ci représente la guerre comme une lutte à la fois pour le pétrole, les emplois, la démocratie, la liberté des pays amis et la stabilité économique. Cela entraîne une chute de la popularité de l'Administration dans les sondages d'opinion. Koppel constate que l'identification et la comparaison de Saddam Hussein avec Hitler employée par le Président ne semble pas très efficace. Il décrit la position du Président comme un jeu d'équilibre entre la communauté internationale et le public américain. Koppel se demande si les explications fournies par le secrétaire à la défense Richard Cheney sur les chaînes de télévision locales sont plus efficaces. Cheney avance deux justifications pour une guerre contre l'Irak : le pétrole et la démocratie¹⁶⁴⁷. Pour rallier l'opinion publique américaine en faveur d'une guerre contre l'Irak et convaincre le leadership saoudien du bien fondé d'une telle mission, le président Bush et le

¹⁶⁴³ Ibid.

¹⁶⁴⁴ Ibid.

¹⁶⁴⁵ "Nightline". *ABC*, le 16 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶⁴⁶ Ibid.

¹⁶⁴⁷ Ibid.

secrétaire à la défense Richard Cheney effectuent un voyage en Arabie Saoudite pour la fête de Thanksgiving¹⁶⁴⁸. Cette visite sera largement médiatisée et le discours du Président aux troupes en Arabie Saoudite le 22 novembre 1990 sera diffusé par les chaînes de télévision majeures dans une émission longue qui met l'accent sur l'interaction du président Bush avec les troupes¹⁶⁴⁹. Un élément symbolique de cette émission est la préparation du dîner de Thanksgiving pour 235 000 troupes¹⁶⁵⁰. L'émission comporte également le volet incontournable des échanges de messages entre les soldats déployés en Arabie Saoudite et leurs familles restées aux États-Unis. Le fait que les familles se parlent par satellite est une nouveauté. Ces éléments suscitent généralement des sentiments de patriotisme parmi le public américain¹⁶⁵¹.

Enfin, nous notons que la conférence de presse du président Bush qui fait suite à l'adoption de la résolution 678 par le Conseil de sécurité de l'ONU est centrée sur le développement potentiel des armes nucléaires par Saddam Hussein, la situation économique sur le plan américain et les efforts du Président pour maintenir le Congrès à l'écart de la question d'une offensive militaire contre l'Irak. Seules deux questions sont posées au sujet de l'Arabie Saoudite ; la première concerne le rôle joué par l'Arabie Saoudite et les autres producteurs arabes du Golfe dans l'approvisionnement énergétique et la seconde est de savoir si l'Arabie Saoudite doit être dotée d'une armée nationale¹⁶⁵².

1.2. « L'effet CNN »

Un acteur nouveau fait son entrée dans l'univers médiatique lors de la première guerre du Golfe. Il s'agit de la chaîne *CNN* qui est la propriété de Ted Turner¹⁶⁵³. *CNN* avait été lancée par Turner dans les années 1980 mais la couverture de la crise du Golfe fera de celle-ci un acteur médiatique planétaire¹⁶⁵⁴.

¹⁶⁴⁸ "Persian Gulf Crisis/Bush Visit/United States Troops". *CBS*, le 21 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶⁴⁹ "George Bush Speech to Troupes in Saudi Arabia" (Special Program), *CNN*, *CBS*, *NBC*, *ABC*, le 22 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶⁵⁰ "Persian Gulf Crisis/Bush Visit". *NBC*, le 21 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶⁵¹ *Ibid.*

¹⁶⁵² "The Presidents News Conference". Le 30 novembre 1990 [consulté en ligne le 11 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=19119>

¹⁶⁵³ BEDELL, Sally. "Editorial on CNN Stirs Dispute". *The New York Times* [en ligne]. Le 4 juin 1982 [consulté le 11 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁶⁵⁴ CARTER, Bill. "CNN Takes an Early Lead in the Coverage of the Gulf War". *The New York Times* [en ligne]. Le 17 janvier 1991 [consulté le 11 février 1982]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Une grande partie de la couverture de *CNN* lors de la crise du Golfe se concentre sur les aspects technologiques et stratégiques. Ainsi, *CNN* a joué un rôle important dans la représentation des frappes aériennes des forces aériennes américaines comme des « actes chirurgicaux très précis ».

Toutefois la concentration sur ces aspects de la crise du Golfe n'empêche pas *CNN* d'adopter un ton critique à l'égard de l'intervention militaire américaine en Arabie Saoudite et dans le golfe Persique¹⁶⁵⁵. Dans une séquence diffusée par *CNN* le 20 août 1990, des images montrent le président Bush à un meeting républicain où il évoque la « responsabilité morale » des États-Unis d'agir en Arabie Saoudite et dans le golfe Persique. La question du pétrole est évoquée par le Président. Il explique que l'approvisionnement est relativement stable grâce à l'Arabie Saoudite qui a décidé d'augmenter sa production afin de compenser le manque provoqué par l'embargo sur le pétrole irakien. La correspondante de *CNN* Christiane Amanpour explique que le déploiement rapide des forces américaines en Arabie Saoudite est directement lié à la dépendance américaine du pétrole et que le marché pétrolier est influencé par « la menace pétrolière ». Ainsi pour Amanpour, la « détermination » démontrée par les États-Unis lors de l'invasion du Koweït par l'Irak s'explique par des préoccupations économiques et morales. Interrogé lors de l'émission « Nightline » le 18 octobre 1990, James E. Akins (cité auparavant) suggère également que l'intervention militaire américaine en Arabie Saoudite s'explique moins par des motifs idéologiques que par des intérêts pragmatiques de *realpolitik*¹⁶⁵⁶.

Amanpour note que le soutien du public américain pour l'effort de guerre s'intensifie en temps de crise mais qu'au préalable la guerre doit être moralement justifiée. Amanpour note que cette analogie semble facile dans la mesure où Saddam Hussein est largement perçu comme un dictateur malfaisant. Enfin, la menace posée contre l'Arabie Saoudite par des troupes américaines est représentée comme une menace contre la sécurité nationale américaine¹⁶⁵⁷.

Christiane Amanpour, ancienne correspondante internationale en chef de *CNN* de 1992 à 2010, présente actuellement l'émission « This Week » sur *ABC News*. Celle qui s'est fait

¹⁶⁵⁵ «Crisis in the Gulf». *CNN*, le 20 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶⁵⁶ «Nightline». *ABC*, le 18 octobre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶⁵⁷ Ibid.

connaître pour sa couverture de la première guerre du Golfe est considérée comme une journaliste très influente¹⁶⁵⁸.

La couverture en direct de la chaîne *CNN* a joué un rôle significatif dans la relation continue du public américain avec le golfe Persique à partir d'août 1990. *CNN* était de loin le moyen de diffusion préféré du public dans ce contexte. Andrew Kohut et Robert C. Toth suggèrent dans *Foreign Affairs* de décembre 1994 (l'article s'intitule « Arms and the People ») que l'omniprésence de *CNN* lors de la guerre du Golfe explique les attitudes du public à l'égard du déploiement des troupes américaines dans le golfe Persique. Le fait de pouvoir observer le déroulement des événements en direct procure un sentiment d'appartenance au public. On observe ainsi qu'une large part du public (92%) avait une opinion sur le déploiement des troupes en Arabie Saoudite par comparaison aux interventions au Vietnam dans les années 1970 (78%) ou en Corée du Sud dans les années 1950 (8%)¹⁶⁵⁹. Aussi, les premières réactions au déploiement des troupes en Arabie Saoudite étaient beaucoup plus positives comparé au Vietnam et à la Corée du Sud.

Le public semblait persuadé du fondement moral et pratique de l'utilisation de la force pour défendre l'Arabie Saoudite contre une invasion irakienne. Dans un sondage effectué par le *New York Times* et *CBS* au début du mois d'août 1990, le nombre d'Américains qui faisaient un parallèle entre la nécessité d'empêcher Saddam d'envahir l'Arabie Saoudite et la nécessité de mettre un frein à l'expansion d'Hitler était plus important (61%) que le nombre qui faisait un parallèle entre le golfe Persique et le Vietnam (42%).

En revanche, le public semblait ambivalent sur la question d'une intervention militaire contre Saddam Hussein jusqu'au moment où le président Bush ordonne des frappes aériennes. À la fin de la période avant-guerre, le public était divisé sur la question de donner plus de temps aux sanctions économiques avant d'avoir recours à la force. À la mi-novembre de l'année 1990, 53% du public se prononce (sur la base de ce qu'il a pu lire ou entendre) contre une intervention militaire des États-Unis en Irak. Le vote d'une résolution par le Conseil de sécurité de l'ONU en novembre qui fixe la date limite d'un retrait du Koweït au 15 janvier 1991 a modifié ces opinions. Des sondages effectués par Gallup après le vote au Conseil de sécurité montrent qu'une majorité du public est favorable à une intervention militaire en Irak. Ces opinions ont été renforcées par les contributions des troupes et des fonds des

¹⁶⁵⁸ "Christiane Amanpour's Biography" [consulté en ligne le 10 décembre 2010]. Disponible sur: go.com/ThisWeek/christiane-amanpour/biography-anchor-week-christiane-amanpour/story?id=11208824&qtqw=&qtqshow=TW

¹⁶⁵⁹ Ibid.

gouvernements alliés, ainsi que par le débat et le vote au Congrès début de janvier 1991 (en faveur d'une intervention militaire). La décision du Président de rechercher une approbation du Congrès avant de recourir à la force était perçue de manière très positive par le public. Le soutien a en effet connu une augmentation très significative suite au vote du Congrès.

Un dernier facteur évoqué par Kohut et Toth concerne l'habileté de l'Administration Bush dans le domaine de la communication. Une majorité du public affirme effectivement avoir une idée claire sur la question de l'intervention militaire dans le golfe Persique.

Enfin, on observe que la couverture télévisuelle de la guerre du Golfe était sans précédent. Le Tyndall Report (qui surveille la couverture des informations diffusées à la télévision) a constaté que la quantité des informations liées au golfe Persique en 1990 avant l'éclatement de la guerre du Golfe était quatre fois plus importante que le principal sujet de l'année 1989 ; à savoir les événements de la place Tiananmen¹⁶⁶⁰.

2. Le déploiement des troupes américaines sur le territoire saoudien vu par les soldats américains et la population saoudienne

Le déploiement des troupes américaines sur le territoire saoudien représente une opportunité pour des alliés de longue date (les États-Unis et l'Arabie Saoudite) d'apprendre enfin à se connaître, quand on sait que chacun d'entre eux ne connaît très peu l'autre. Cela représente également une opportunité inédite pour les médias de couvrir de l'intérieur une société islamique « tribale » perçue comme « hermétiquement fermée ». Qu'en est-il en réalité ? Comment les soldats américains déployés en Arabie Saoudite perçoivent-ils la société saoudienne et les Saoudiens ? Inversement, quelle est la représentation des soldats américains et des États-Unis par les Saoudiens ? Enfin, comment les responsables américains envisagent-ils le déploiement des troupes américaines dans un pays très traditionnel qui adhère à la loi islamique et aux coutumes inspirées par les traditions tribales et qui perçoit les Américains comme des infidèles avec le pouvoir de contaminer la société saoudienne par leur culture « intrinsèquement amoral » ?

Les premières impressions des troupes américaines rapportées par les médias américains n'évoquent pas les Saoudiens ou l'Arabie Saoudite mais l'isolement ressenti du fait de leur déploiement dans le désert et dans des zones éloignées. Ce sentiment d'isolement provoque

¹⁶⁶⁰ KOHUT, Andrew et TOTH, Robert C., "Arms and the People". *Foreign Affairs* [en ligne]. Décembre 1994. Newsbank, America's Newspapers. p. 1-7.

une baisse de moral des troupes qui inquiète les officiers supérieurs. Cette fatigue morale sera renforcée par le fait que le déploiement n'est pas limité dans le temps et que l'évolution des événements reste incertaine, ce qui crée un sentiment d'insécurité et de malaise chez les soldats américains. Lors de leur déploiement les soldats s'attendaient initialement à être attaqués par les forces irakiennes à tout moment car les responsables avaient laissé entendre qu'une invasion de l'Arabie saoudite était imminente¹⁶⁶¹.

Les médias américains suggèrent que même si les soldats américains avaient la possibilité de rentrer en contact avec la société saoudienne les options de divertissement y sont très limitées en raison des coutumes saoudiennes qui interdisent le cinéma, des photographies accrocheuses dans les magazines, le contact avec les femmes locales ou la consommation d'alcool (qui apparaissent comme les divertissements habituels des troupes américaines). En application de ces restrictions, les aumôniers militaires sont nommés « officiers de la morale » ou « conseillers spirituels » pour ne pas heurter les sensibilités religieuses de la population locale¹⁶⁶². Une solution envisagée par les commandants américains pour remédier à ce problème serait de créer une sorte d'enclave américaine sur une partie isolée de la plage ou d'emmener les soldats dans un pays voisin plus tolérant (tels les Émirats arabes unis, l'Égypte ou Bahreïn) où ils pourraient se divertir et se reposer¹⁶⁶³.

Le positionnement des troupes américaines dans le désert fut une décision murement réfléchie de la part des responsables militaires et politiques afin de ne pas compromettre la culture saoudienne traditionnelle. Ces derniers sont pleinement conscients des enjeux et des chocs culturels inévitables qu'ils essaient de minimiser en sensibilisant les troupes américaines aux coutumes saoudiennes et codes à respecter dans les contacts avec la population saoudienne. Ils ont rédigé un recueil d'information (*Customs and Courtises*) qui explique les attitudes et les comportements que les soldats américains doivent adopter dans leurs contacts avec la population locale¹⁶⁶⁴. Dans la mesure où nous n'avons pas réussi à accéder à cette source, nous nous reposons sur un article paru dans *Newsweek* le 7 janvier 1991 où ce recueil d'information est évoqué¹⁶⁶⁵. L'auteur de l'article, Christopher Dickey, évoque des « stéréotypes courants véhiculés sur les Arabes aux Etats-Unis ». Parmi les caractéristiques généralement attribuées aux Arabes, on note la tendance naturelle à utiliser un

¹⁶⁶¹ LeMOYNE, James. "Where Cookies are Manna and Mail Gold, Soldiers Ache for a Diversion". *The New York Times* [en ligne]. Le 15 février 1990 [consulté le 2 février 1990]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁶⁶² Ibid.

¹⁶⁶³ Ibid.

¹⁶⁶⁴ DICKEY, Christopher. "Why we can't seem to understand the Arabs". *Newsweek* [en ligne]. Le 7 janvier 1991 [consulté le 2 décembre 2010]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

¹⁶⁶⁵ Ibid.

double langage et à réinterpréter les faits à leur manière. Les Arabes sont aussi représentés comme irrationnels et naïfs¹⁶⁶⁶. Parmi les réglementations que les troupes américaines doivent respecter pendant leur déploiement en Arabie Saoudite nous notons l'interdiction de porter une Étoile de David, un crucifix ou d'adresser la parole à une femme saoudienne en public¹⁶⁶⁷.

Après deux mois dans le désert saoudien où les températures peuvent atteindre 50 degrés Celsius, les troupes américaines dont les contacts avec la population saoudienne restent limités ont eu le temps de développer des opinions et des impressions à cet égard. C'est également le cas de Saoudiens qui observent avec inquiétude l'amasement des troupes américaines sur leur territoire¹⁶⁶⁸.

James LeMoyne (correspondent pour le *New York Times*) évoque l'attitude « ambivalente » de Saoudiens à l'égard du déploiement des troupes américaines dans le royaume; le « cœur de l'islam ». Ce sentiment d'ambivalence repose sur de nombreuses conversations et entretiens avec des Saoudiens qui ont exprimé leur soutien à la présence américaine « uniquement » en raison de la menace posée par les troupes irakiennes, perçue comme imminente. LeMoyne suggère que l'acceptation par la population saoudienne de cette présence militaire est en réalité très limitée et reflète « la culture islamique très distincte et la trépidation profonde de ce pays arabe très conservateur face à un monde qui connaît des changements radicaux »¹⁶⁶⁹.

Enfin, les Saoudiens craignent que la présence militaire américaine soit instrumentalisée afin « d'imposer » subrepticement des transformations politiques ou sociales. Ils craignent tout particulièrement l'aspect « amoral » de la culture américaine qui est « axée sur la sexualité et l'alcool »¹⁶⁷⁰.

D'autres perçoivent les troupes américaines comme une « superpuissance contractuelle » (au même titre que des contractuels dans d'autres domaines) qui sont payées pour défendre l'Arabie Saoudite et sécuriser l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes et puis s'en vont. Ces attitudes ne traduisent pas une hostilité ouverte selon LeMoyne mais plutôt une prise de conscience que l'Arabie Saoudite et les États-Unis sont deux cultures très différentes ; l'une démocratique, séculaire et libertine et l'autre autoritaire, puritaine et

¹⁶⁶⁶ Ibid.

¹⁶⁶⁷ LeMOYNE, James. "U.S. Troops and Saudis: A Silent Clash of Cultures". *The New York Times* [en ligne]. Le 21 novembre 1990 [consulté le 2 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes>

¹⁶⁶⁸ LeMOYNE, James. "The Saudis, the G.I.'s and the Common Cause: Allies but at Arm's Length". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 octobre 1990 [consulté le 2 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁶⁶⁹ Ibid.

¹⁶⁷⁰ Ibid.

introspective. Ce qui unit l'Arabie Saoudite et les États-Unis ne sont pas des liens de fraternité, mais des intérêts partagés pour défendre la sécurité des deux pays¹⁶⁷¹.

On observe que certains experts de l'Arabie Saoudite tels Andrew C. Hess (ancien responsable d'ARAMCO, actuellement directeur du programme sur l'Asie du sud-ouest à la Fletcher School of Law and Diplomacy, université de Tuft) ont perçu des similitudes entre le puritanisme des wahhabites et les protestants puritains aux États-Unis¹⁶⁷².

LeMoyne s'est entretenu avec des responsables américains qui soulignent qu'ils n'ont aucun intérêt à imposer des changements en Arabie Saoudite bien qu'il s'agisse d'une monarchie autoritaire dans laquelle la plupart des institutions démocratiques sont absentes. On note que le manque de liberté des Saoudiennes n'est pas évoqué. L'absence des revendications des Saoudiens dans le domaine de la démocratie s'explique selon LeMoyne par la redistribution des richesses pétrolières qui permet au leadership saoudien de coopter les islamistes et d'étouffer les revendications de la population saoudienne avant même qu'elles soient formulées¹⁶⁷³.

Traditionnellement, la politique américaine a promu la stabilité du régime saoudien afin de sécuriser l'accès au pétrole saoudien et a mis de côté les considérations démocratiques et des droits de l'homme (représentées comme les « valeurs américaines »).

L'éloignement des troupes américaines de la population saoudienne s'inscrit dans cette politique. Cette décision est conforme à la politique de ségrégation adoptée par le leadership saoudien à l'égard des expatriés occidentaux et des ouvriers immigrés afin de préserver le statu quo politique et l'intégrité de la société saoudienne traditionnelle. Cette politique s'articule d'une part autour de la création de camps surveillés dans lesquels les Occidentaux ont recréé « une vie à l'occidentale » et d'autre part d'une stricte application des lois dictées par le wahhabisme et les traditions saoudiennes (telles l'interdiction de consommer de l'alcool et d'autres drogues, la séparation des sexes avec l'application d'un code de modestie pour les femmes, l'interdiction pour les femmes de conduire, l'interdiction de pratiquer ouvertement une religion autre que l'islam et la censure)¹⁶⁷⁴. Certains soldats américains (avec qui LeMoyne s'est entretenus) partagent ce sentiment. Ils se posent la question de savoir ce que pensent les Saoudiens des États-Unis et du déploiement massif des troupes américaines en

¹⁶⁷¹ Ibid.

¹⁶⁷² Entretien avec Andrew C. Hess à la Fletcher School of Law and Diplomacy en janvier 2008.

¹⁶⁷³ LeMOYNE, James. "The Saudis, the G.I.'s and the Common Cause: Allies but at Arm's Length". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 octobre 1990 [consulté le 2 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁶⁷⁴ FELDMAN, Daniel C. et THOMAS, David C. "From Desert Shield to Desert Storm: life as an expatriate in Saudi Arabia during the Persian Gulf Crisis". *Organizational Dynamics* [en ligne]. Automne 1991, vol. 20, n°2 [consulté le 7 décembre 2010]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

Arabie Saoudite sachant que la plupart entre eux n'ont jamais eu l'occasion de s'entretenir avec un Saoudien depuis leur arrivée au royaume. Un responsable américain cité par LeMoyne admet qu'il est dommage que des milliers d'Américains soient déployés en Arabie Saoudite sans avoir l'occasion de connaître le pays ou la population.

Les Saoudiens pour leur part s'inquiètent de l'impact de la présence des troupes américaines sur les islamistes fondamentalistes si celles-ci sont toujours présentes dans le royaume au moment du ramadan (mars 1991) et du pèlerinage à la Mecque (juin 1991)¹⁶⁷⁵.

Un « choc culturel émergent » entre les troupes américaines et la population saoudienne est évoqué dans un autre article de James LeMoyne paru dans le *New York Times* le 21 novembre 1990¹⁶⁷⁶. L'article est rédigé au moment où les troupes américaines préparent l'arrivée du président Bush à l'occasion de la fête Thanksgiving. Un responsable saoudien déplore le fait que les Saoudiens n'ont pas remercié les soldats américains ou ne les ont pas invités à leur maison. Il explique cette attitude par le caractère insulaire des Saoudiens.

Les troupes américaines évoquent pour leur part l'absence de démocratie qui est symbolisé selon eux par le fait que les femmes portent le voile et qu'elles n'ont pas le droit de conduire. Cela amène les soldats à la conclusion que les Saoudiens sont très mécontents de la présence américaine dans le royaume dans la mesure où l'Amérique est identifiée à un style de vie libertin et permissif.

Un soldat cité par LeMoyne suggère avec amertume que « les Américains vont subir toutes les attaques potentiellement fatales avant de s'en aller et qu'ils ne seraient jamais venus si l'Arabie Saoudite n'était pas menacée par Saddam Hussein ». Il se demande pourquoi ce sont toujours les Américains qui doivent faire « le sale boulot »¹⁶⁷⁷.

LeMoyne s'est entretenu avec plusieurs des soldats font référence à un discours du ministre de l'intérieur, le prince Naïf Ben Abdul-Aziz, dans lequel il a prononcé une interdiction de manifester visant les femmes (discours auquel nous avons fait référence auparavant). Dans le même discours, le prince Naïf a déclaré que « les jeunes saoudiens devraient poursuivre d'autres domaines honorables plutôt que de rejoindre l'Armée ». Cette déclaration a été perçue comme très provocatrice par les soldats américains à qui l'on a demandé de défendre l'Arabie Saoudite¹⁶⁷⁸.

¹⁶⁷⁵ Ibid.

¹⁶⁷⁶ LeMOYNE, James. "U.S. Troops and Saudis: A Silent Clash of Cultures". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 octobre 1990 [consulté le 2 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁶⁷⁷ Ibid.

¹⁶⁷⁸ Ibid.

Parmi les officiers supérieurs, certains considèrent que ce fut une erreur d'éloigner les forces américaines de la population saoudienne dans la mesure où cela empêche les échanges culturels et la compréhension. La responsabilité de cette décision est attribuée au général Norman H. Schwarzkopf et au Pentagone¹⁶⁷⁹.

Une image différente de l'expérience des troupes américaines ressort d'une étude publiée dans la revue *Social Science Quarterly* en juin 1992¹⁶⁸⁰. L'étude s'appuie sur des entretiens approfondis avec des soldats de l'Armée de terre déployés en Arabie Saoudite lors de l'opération Bouclier du désert.

Première observation, très peu de plaintes ou de critiques concernent la culture arabe. Les remarques ethnocentriques sont relativement rares. De nombreux soldats expriment une approche de relativisme culturel et parfois même de l'admiration pour la façon de vivre des résidents locaux en parfaite conformité avec leur croyances et leur coutumes. Les contacts très limités des soldats avec la population saoudienne sont de manière générale perçus comme très positifs. Une jeune femme déployée (citée dans l'étude) remarque que les femmes saoudiennes qu'elle a rencontrées dans le cadre d'un programme d'accueil n'étaient pas traitées avec condescendance par les hommes de la famille comme elle s'était imaginée. Au contraire, elles étaient mises sur un piédestal. Cette expérience lui a donné envie de connaître davantage la culture saoudienne¹⁶⁸¹.

Le programme d'accueil qui était organisé par l'Armée américaine invitait des membres de la population locale à accueillir des soldats américains à l'occasion d'un dîner ou d'un repas familial. On note que les soldats déployés dans des régions plus éloignées n'avaient pas accès à ce programme¹⁶⁸².

Un autre élément souvent évoqué dans les médias américains lorsqu'il s'agit de l'Arabie Saoudite est l'interdiction de consommer de l'alcool. À en croire la récurrence de cet élément, on pourrait supposer que les restrictions sur l'alcool et d'autres libertés (tels le cinéma) recouvre la même importance que la liberté d'expression, l'existence d'une opposition légale ou les élections libres. Or l'étude souligne que l'interdiction de l'alcool est bénéfique dans la mesure où le nombre d'incidents disciplinaires associés avec l'alcool impliquant des soldats américains ont été très limités¹⁶⁸³.

¹⁶⁷⁹ Ibid.

¹⁶⁸⁰ WATTENDORF, John M. "The American Soldier in a Prewar Desert Environment: Observations from Desert Shield". *Social Science Quarterly*. Juin 1992, vol. 73, n°2. p. 277-295.

¹⁶⁸¹ Ibid: p. 280-281.

¹⁶⁸² Ibid: p. 280.

¹⁶⁸³ Ibid: p. 281.

Il semblerait toutefois que les préoccupations à l'égard des différences culturelles laissent rapidement place aux considérations stratégiques et technologiques des responsables politiques et militaires américains. La perspective militaire et la prouesse technologique démontrées par les forces militaires américaines (et les forces de la coalition) lors des opérations militaires seront mises en avant par les médias faisant de la première guerre du golfe une « guerre médiatique »¹⁶⁸⁴. La concentration sur la perspective militaire et la représentation des frappes aériennes comme des actes chirurgicaux très précis sont le résultat d'un contrôle médiatique presque total par le département de la défense. Celui-ci veut à tout prix éviter un nouveau Vietnam où les correspondants de guerre ont joué un rôle important dans la dénonciation de la guerre sur le plan politique intérieur¹⁶⁸⁵.

Le manque de couverture médiatique est dénoncé par les responsables des médias qui critiquent l'approche du département de la défense qui attribue cette situation à la réticence habituelle de l'Arabie Saoudite d'admettre des journalistes étrangers dans le royaume¹⁶⁸⁶. Les médias expriment des doutes sur les efforts du secrétaire à la défense Richard Cheney pour persuader les autorités saoudiennes d'admettre un groupe réduit de journalistes américains¹⁶⁸⁷. Judith Kipper, chercheur rattaché à la Brookings Institution, est citée par le *New York Times* au sujet de la présence des médias américains en Arabie Saoudite le 10 août 1990. Elle note que « l'Arabie Saoudite est une société conservatrice, privée et fermée, ce qui rend les Américains fous furieux »¹⁶⁸⁸. Michael G. Gartner, président de *NBC News*, estime pour sa part qu'il est peu probable que les autorités saoudiennes refusent d'admettre des journalistes américains dans la mesure où ils ont accepté le déploiement de milliers des troupes américaines et des équipements militaires dans le royaume¹⁶⁸⁹.

Les autorités saoudiennes cherchent elles aussi à contrôler les médias afin de protéger la société saoudienne traditionnelle et le wahhabisme des influences occidentales néfastes¹⁶⁹⁰. Il est entendu que les médias ne vont pas couvrir des affaires sensibles avant que le

¹⁶⁸⁴ McALISTER: Melani. *Epic Encounters: Culture, Media, & U. S. Interests in the Middle East since 1945*. Berkeley: Berkeley University Press (2001), 2005. p. 235-245.

¹⁶⁸⁵ Ibid: p. 235-245.

“Saudi Arabia/Military and the Media”. *ABC* [en ligne]. Le 19 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁶⁸⁶ JONES, Alex S. *The New York Times* [en ligne]. Le 10 août 1990 [consulté le 12 décembre 1990]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁶⁸⁷ Ibid.

¹⁶⁸⁸ Ibid.

¹⁶⁸⁹ Ibid.

¹⁶⁹⁰ Ibid.

gouvernement saoudien ait formulé une opinion à cet égard¹⁶⁹¹. Ainsi, les journalistes ne représentent pas des voix indépendantes car l'information diffusée ne doit pas enfreindre le règlement en critiquant le gouvernement ou les pays amis, en représentant l'islam dans un mauvais jour ou en faisant allusion au sexe. La guerre du Golfe constitue un défi pour les autorités saoudiennes car les Saoudiens se retrouvent face à des images nouvelles représentées notamment par des femmes en uniforme¹⁶⁹². Il convient de noter cependant que les autorités saoudiennes ont autorisé *CNN* à diffuser plusieurs heures de direct à la télévision saoudienne au début de la guerre aérienne en janvier 1991¹⁶⁹³.

3. *Les images de l'Arabie Saoudite vues par la presse*

Dans le contexte de la première guerre du Golfe, trois thèmes majeurs ressortent de la couverture de l'Arabie Saoudite par la presse (nous faisons ici principalement référence à la presse mainstream et à la presse élite). Il s'agit en premier lieu de la nécessité pour les États-Unis de sécuriser l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes, en second lieu d'un conflit entre l'islam et l'Occident et en troisième lieu des demandes de réformes du système politique saoudien par les élites « libérales » et les islamistes fondamentalistes. Le premier thème a été traité dans l'introduction de cette quatrième partie, nous allons nous concentrer sur les deux autres thèmes.

Le « choc » culturel ne s'opère pas uniquement entre les troupes américaines et la société saoudienne traditionnelle en Arabie Saoudite mais également entre les Américains « de pure souche » et les Américains d'origine arabe aux États-Unis. Comme évoqué dans la sous-partie précédente, la première crise du Golfe et plus particulièrement le déploiement des troupes américaines sur le territoire saoudien vont provoquer des sentiments anti-arabes et dans certains cas des actes haineux visant la population américano-arabe. Ces événements vont faire remonter à la surface des stéréotypes anti-arabes et des représentations orientalistes présentes de manière passive dans l'imaginaire orientaliste américain. Certains de ces stéréotypes et représentations visent directement les Saoudiens (telles les références aux

¹⁶⁹¹ FRANKLIN, Stephen. "The Kingdom and its Messengers (After the War)". *Columbia Journalism Review* [en ligne]. Juillet-août 1991, vol. 30, n°2 [consulté le 12 décembre 2010], p. 24-28. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁶⁹² Ibid.

¹⁶⁹³ Ibid.

« Cheikhs pétroliers richissimes ») ou indirectement (en référence aux aspects péjoratifs de l'islam).

Les manifestations des femmes saoudiennes contre l'interdiction de conduire seront évoquées dans le second thème qui porte sur les demandes des réformes du système politique saoudien.

3.1. Le conflit entre l'islam et l'Occident

Il semblerait que les conflits dans le Moyen-Orient, qu'ils impliquent directement ou indirectement les États-Unis, ont pour résultat de réactiver les représentations et stéréotypes négatifs sur les Arabes et sur l'islam présents dans l'imaginaire orientaliste américain. Ce phénomène se confirme dans le contexte de la première guerre du Golfe où une augmentation des actes haineux contre la communauté arabo-américaine est observée. Cette augmentation coïncide avec le déploiement des troupes américaines sur le territoire saoudien (qui débute le 7 août 1990) et le déclenchement de l'opération Tempête du désert (le 17 janvier 1991). Une montée des sentiments anti-arabes est également observée chaque fois que le président Bush fait une déclaration sur Saddam Hussein qui sera à plusieurs reprises identifié à Hitler¹⁶⁹⁴.

Les stéréotypes et les représentations anti-arabes véhiculés par le public et les médias dans le contexte de la guerre du Golfe comprennent des associations au pétrole, au terrorisme, à l'apparence et aux valeurs. L'islam est associé à la polygamie et aux noms à consonance islamique. Ce phénomène a un rapport direct avec l'Arabie Saoudite dans la mesure où la réactivation des stéréotypes et des représentations anti-arabes et anti-islamiques coïncide avec le déploiement des troupes américaines en Arabie Saoudite. Les références aux cheikhs pétroliers richissimes (des stéréotypes qui ont commencé à apparaître lors de l'embargo pétrolier de 1973 et 1974) laissent penser que l'Arabie Saoudite est visée.

La recrudescence des actes anti-arabes dans le cadre de la guerre du Golfe est évoquée dans deux publications « progressistes » de février 1991. Il s'agit de l'hebdomadaire *People's Weekly* et du magazine mensuel *Progressive*.

Dans *People's Weekly*, Charles E. Cohen évoque une vague de sentiments anti-arabes directement imputable à la crise du Golfe. Ces sentiments s'accompagnent d'une intensification des actes haineux dirigés contre la communauté arabo-américaine. L'auteur

¹⁶⁹⁵ COHEN, Charles E. "As the Gulf War stirs prejudice, Albert Mokhiber fights for the rights of Arab-Americans". *People's Weekly* [en ligne]. Vol. 35, n°5, le 11 février 1991 [consulté le 26 novembre 2010], p. 87-90. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

s'est entretenu avec Albert Mokhiber, président de l'American Arab Anti Discrimination Committee ou ADC (la plus grande association dédiée à la défense de droits civiques des Américains d'origine arabe). Mokhiber évoque une série d'attentats contre des restaurants et des épiceries possédés par des Américains d'origine arabe dans l'agglomération de Détroit (Michigan) et l'agglomération de San Diego (Californie) où les populations américano-arabes sont importantes. Outre ces attentats, Mokhiber fait état de 41 actes haineux qui visent directement la communauté arabo-américaine entre août et décembre 1990¹⁶⁹⁵.

Mokhiber perçoit un lien entre le climat d'opinion à l'égard de la communauté arabo-américaine lors de la crise du golfe Persique et le climat qui a donné lieu à l'internement des Américains d'origine japonaise lors de la seconde guerre mondiale. Selon Mokhiber, le climat d'opinion de la crise du Golfe est d'autant plus néfaste que les stéréotypes anti-arabes semblent largement acceptés. Cela expliquerait pourquoi de nombreux Américains continuent d'associer les Américains d'origine arabe au terrorisme, au pétrole et à la polygamie. Cette association est également utilisée par les agents du FBI qui lors de leurs enquêtes sur des actes haineux contre la communauté arabo-américaine interrogent les membres de cette communauté sur leurs connaissances voire leur appartenance à des groupes terroristes¹⁶⁹⁶.

Le thème des stéréotypes anti-arabes et des actes haineux visant les membres de la population américano-arabe est repris par Jennie Anderson dans *Progressive*¹⁶⁹⁷. Elle cite Marvin Wingfield qui rassemblait des données sur les actes haineux contre la communauté arabo-musulmane pour l'ADC. Selon Wingfield, l'activité anti-arabe augmente en fréquence lorsqu'il y a une crise au Moyen-Orient, lorsqu'un acte terroriste est attribué aux Arabes ou bien lorsqu'un conflit entre les États-Unis et un pays arabe est évoqué à la télévision. Cette hypothèse est validée par le fait que les actes haineux contre la communauté arabe se sont intensifiés entre le mois d'août (lorsque le déploiement des troupes américaines en Arabie Saoudite commence) et le mois d'octobre pour ensuite baisser en intensité en novembre et en décembre. Les données recueillies par l'ADC depuis l'invasion du Koweït comprennent des actes de violence contre des Américains d'origine arabe, des menaces anonymes transmises par courrier ou par téléphone, des insultes anti-arabes dans les médias et des tentatives de profiter commercialement des préjudices anti-arabes¹⁶⁹⁸.

¹⁶⁹⁵ COHEN, Charles E. "As the Gulf War stirs prejudice, Albert Mokhiber fights for the rights of Arab-Americans". *People's Weekly* [en ligne]. Vol. 35, n°5, le 11 février 1991 [consulté le 26 novembre 2010], p. 87-90. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁶⁹⁶ Ibid.

¹⁶⁹⁷ ANDERSON, Jennie. "Blame the Arabs". *The Progressive* [en ligne]. Février 1991, vol. 55, n°2 [consulté le 26 novembre 2010], p. 28-30. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

¹⁶⁹⁸ Ibid.

Anderson évoque une campagne de harcèlement contre une famille d'origine palestinienne dans une banlieue de Washington D.C. qui a débuté mi-août (soit peu de temps après le début de l'opération Bouclier du désert). Il s'agit de divers actes de vandalisme et de menaces de violence. Des accusations de harcèlement et de racisme sont également rapportées par des membres de la communauté arabo-américaine dans l'agglomération de Houston (Texas) où la population américano-arabe est importante¹⁶⁹⁹.

Les sentiments anti-arabes ou anti-islamiques ne sont pas réservés à la communauté arabo-américaine. Anderson évoque la situation parfois difficile des soldats américains de confession musulmane déployés en Arabie Saoudite du fait des réactions anti-arabes ou bien anti-islamiques de la part d'autres soldats américains. Un entretien effectué par un journaliste avec un aumônier de l'armée américaine paru en janvier 1991 dans la revue *The American Spectator* est cité par Anderson. Il en ressort que les problèmes rencontrés par ces soldats ont pour origine une mauvaise conception de la mission des États-Unis qui seraient présents en Arabie Saoudite pour combattre les forces de l'islam¹⁷⁰⁰. Enfin, les sentiments anti-arabes sont également exploités à des fins commerciales. Anderson évoque un tee-shirt qui a été largement distribué où figure un marine américain qui menace un Arabe allongé par terre avec une arme. Le tee-shirt porte le texte suivant « Quel est le prix du pétrole en ce moment? ». Un autre tee-shirt affiche des avions militaires qui attaquent un Arabe sur un chameau. Le tee-shirt porte le texte « Je serai prêt à voyager 16 090 km pour tuer un chameau ». Un costume d'Halloween sur le thème arabe a également été lancé au cours du mois d'octobre 1990¹⁷⁰¹.

Le sentiment des musulmans d'être victimes des stéréotypes lors de la crise du Golfe ressort dans un article dans le *New York Times* du 3 septembre 1990 (l'article s'intitule « 6000 Muslims Meet ; The Enemy: Stereotypes »)¹⁷⁰². L'auteur Karin de Witt s'entretient avec des musulmans américains lors de la 27^{ème} convention de l'Islam Society of North America qui rassemble environ 6000 musulmans chaque année. L'incompréhension est un sentiment largement répandu parmi les musulmans aux États-Unis qui dénoncent les pratiques d'attribution d'une responsabilité collective aux musulmans pour des actes isolés de terrorisme commis par un individu ou un groupe extrémiste. De Witt cite le président de cette association Dr Ahmad Zaki Hammad qui dénonce la représentation des musulmans (par les

¹⁶⁹⁹ Ibid.

¹⁷⁰⁰ Ibid.

¹⁷⁰¹ Ibid.

¹⁷⁰² De WITT, Karin. "6000 Muslims Meet; The Enemy: Stereotypes". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 septembre 1990 [consulté le 12 décembre 1990]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Américains) comme des gens peu éduqués, issus du désert et qu'il compare avec la représentation des États-Unis comme « la société de John Wayne »¹⁷⁰³.

Un autre élément souvent évoqué dans le contexte de la première guerre du Golfe est l'interprétation des conflits contemporains entre l'Occident et les Arabes (en des termes culturels et historiques) comme une nouvelle phase de la guerre millénaire entre le monde islam et la civilisation occidentale. Dans cette perspective, la religion, la culture, la langue, les différentes conceptions des valeurs et de la famille déterminent les relations souvent conflictuelles entre les Occidentaux et les Arabes d'une part et entre la civilisation occidentale et l'islam d'autre part. Cette perspective sera érigée en paradigme par le politologue Samuel P. Huntington avec la thèse d'un choc de civilisations lancée pour la première fois dans la revue *Foreign Affairs* lors de l'été 1993¹⁷⁰⁴.

Christopher Dickey dans *Newsweek* du 7 janvier 1991 (l'article s'intitule « Why we can't seem to understand the Arabs ») met en avant l'histoire comme un facteur explicatif des malentendus qui continuent selon lui d'influencer les relations entre l'Occident et les Arabes¹⁷⁰⁵. Dickey affirme que le passé glorieux des Arabes fonctionne comme une inspiration pour les leaders arabes contemporains. Selon Dickey, l'histoire a amené Saddam Hussein à envahir le Koweït car « il revendique le passé glorieux de Babylone ». Dans le même temps l'histoire est un piège pour le peuple arabe; une façon de masquer un quotidien très difficile. Ces propos sont illustrés par une citation de l'historien britannique Albert Hourani dans les années 1960 qui explique que « la révolution sur le plan social et politique [dans le monde arabe] a créé une société si complexe que le passé n'apporte plus de solutions ». Dickey considère que les Arabes n'ont pas intégré cette évolution car « ils continuent à revendiquer leur passé glorieux »¹⁷⁰⁶.

Un autre élément avancé par la thèse d'un choc des civilisations (et qui est également cité par Dickey) est le fait que les Arabes attribuent leur mauvaise condition aux Juifs et à l'Occident au lieu d'initier eux mêmes les changements nécessaires pour transformer leurs sociétés. Dickey remarque que même « les richissimes alliés arabes de Washington » [en référence à l'Arabie Saoudite] « ne sont pas à l'abri du malaise général qui caractérise les sociétés arabes contemporaines ». Il suggère que dans un monde longtemps caractérisé par

¹⁷⁰³ Ibid.

¹⁷⁰⁴ HUNTINGTON, Samuel P. "The Clash of Civilizations?" *Foreign Affairs* [en ligne]. Été 1993. p. 22-49.

GERGES: op. cit. p. 73-78.

¹⁷⁰⁵ DICKEY, Christopher. "Why we can't seem to understand the Arabs". *Newsweek* [en ligne]. Le 7 janvier 1991 [consulté le 11 décembre 1991]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

¹⁷⁰⁶ Ibid.

son « mysticisme », la culture de consommation [identifiée avec l'Occident] développée au cours des vingt dernières années a suscité un sentiment de vide. Dickey constate pourtant que dans les années 1920, les Arabes considéraient l'Occident comme un exemple à suivre dans le domaine technologique, scientifique, économique et culturel¹⁷⁰⁷.

Dickey explique que dans la plupart des cas « le transfert culturel » a été unidimensionnel dans la mesure où les Occidentaux se sont montrés davantage intéressés par les ressources pétrolières que par les manifestations culturelles du peuple arabe ou du monde de l'islam. Une illustration contemporaine de cette indifférence est apportée par les expatriés occidentaux en Arabie Saoudite qui restent confinés dans leurs compounds surveillés sans se mêler à la population arabe. Seule une minorité d'Occidentaux cherche à comprendre les Arabes selon Dickey¹⁷⁰⁸.

Les propos de Dickey sont nuancés par une enquête qui porte sur les expatriés américains en Arabie Saoudite. Cette enquête est présentée par Daniel C. Feldman et David C. Thomas dans « From Desert Shield to Desert Storm: life as an expatriate in Saudi Arabia during the Persian Gulf Crisis » paru dans *Organizational Dynamics* (1991)¹⁷⁰⁹. De cette enquête, il ressort un sentiment d'aliénation des expatriés à l'égard de la culture saoudienne. Cette aliénation découle des différences culturelles, religieuses et historiques très importantes entre les cultures saoudienne et américaine. Il ressort également que les Saoudiens acceptent les expatriés américains avec réticence et qu'ils ne socialisent pas avec eux par crainte d'être contaminés [par la culture occidentale]. Cela représente une source de tensions dans la mesure où les Saoudiens dépendent des expatriés pour un grand nombre de tâches. Plusieurs des personnes sondées évoquent le terme « ségrégation » pour définir la vie d'expatrié en Arabie Saoudite. Ils affirment être surpris par le manque d'intérêt des Saoudiens de fréquenter les expatriés en dehors du cadre du travail. D'autres citent la discrimination à l'égard des femmes en particulier comme un obstacle à la socialisation avec les Saoudiens dans la mesure où elle est source de difficultés pour se rencontrer en tant que couple. De manière générale, les expatriés américains semblent ambivalents sur la question de s'adapter à la culture saoudienne. La plupart des sondés préfèrent la vie en compound en dépit du manque d'opportunités de se familiariser avec la culture saoudienne dans la mesure où ce mode de vie permet aux femmes et aux filles de garder leurs habitudes vestimentaires par exemple (même

¹⁷⁰⁷ Ibid.

¹⁷⁰⁸ Ibid.

¹⁷⁰⁹ FELDMAN, Daniel et THOMAS, David C. "From Desert Shield to Desert Storm: Life as an expatriate in Saudi Arabia during the Gulf Crisis". *Organizational Dynamics* [en ligne]. Automne 1990, vol. 20, n°2 [consulté le 11 décembre 1990]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

si d'autres restrictions restent difficiles à accepter). En revanche, les expatriés américains se sont facilement adaptés aux restrictions sur l'alcool et les sorties dansantes. Le plus difficile pour eux est d'accepter la surveillance de leurs mouvements, la censure et l'interdiction de pratiquer ouvertement le christianisme¹⁷¹⁰.

Le thème d'un conflit millénaire entre le monde de l'islam et l'Occident est repris par l'historien américain David S. Landes dans l'article « Islam Dunk », paru dans la revue *The New Republic* le 8 avril 1991¹⁷¹¹. Landes interprète la guerre du Golfe comme « un nouveau chapitre dans le conflit millénaire entre l'Occident et l'islam ». Il suggère que « les gouvernements occidentaux omettent de dire la vérité sur ce conflit par crainte des implications alors que les musulmans le disent haut et fort au travers du soutien passionné qu'ils apportent à Saddam Hussein »¹⁷¹². Selon Landes, l'islam constitue l'élément clé de la crise du Golfe comme le montre le soutien reçu par Saddam Hussein non seulement des pays arabes mais également de la part de pays musulmans non-arabes tels le Pakistan, le Bangladesh voire l'Iran. Il constate que « partout dans dar-el-Islam, les foules ont dénoncé la présence des infidèles sur la terre sainte de l'islam »¹⁷¹³.

Une illustration très intéressante du discours islamophobe qui prévaut dans le cadre de la première guerre du Golfe et par la suite est l'article « The Muslims are Coming ! The Muslims are coming » de l'écrivain et commentateur politique controversé Daniel Pipes paru dans la *National Review* le 19 novembre 1990¹⁷¹⁴. Pipes est souvent identifié avec le terme « islamo fascisme » qui en vérité a été créé par le penseur néoconservateur Norman Podhoretz. Pipes est le fondateur du Middle East Forum, une fondation d'orientation néoconservatrice, mais également de l'organisation Campus Watch qui a été décrite comme un outil d'harcèlement des universitaires et des experts du Moyen-Orient qui expriment des opinions critiques à l'égard d'Israël¹⁷¹⁵. L'article de Pipes, qui annonce un nouveau paradigme dans les relations internationales (le « choc des civilisations ») comporte plusieurs des éléments de la thèse qui sera avancée par Samuel P. Huntington en 1993¹⁷¹⁶. La thèse d'un choc de civilisations a été suggérée en premier par l'Orientaliste Bernard Lewis dans l'article

¹⁷¹⁰ Ibid.

¹⁷¹¹ LANDES, David S. « Islam Dunk ». *The New Republic*. Le 8 avril 1991, p. 15-16.

¹⁷¹² Ibid: p.15-16.

¹⁷¹³ Ibid: p.15-16.

¹⁷¹⁴ PIPES, Daniel. «The Muslims are Coming! The Muslims are Coming!» *National Review*. Le 19 novembre 1990. p. 28-31.

¹⁷¹⁵ McNEIL, Kristine. «The War on Academic Freedom». *The Nation* [en ligne]. Le 11 novembre 2002 [consulté le 12 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.thenation.com/article/war-academic-freedom>

¹⁷¹⁶ HUNTINGTON, Samuel P. «The Clash of Civilizations?» *Foreign Affairs* [en ligne]. Été 1993. p. 22-49.

« The Roots of Muslim Rage » paru dans la revue *the Atlantic* en septembre 1990 (comme évoqué auparavant)¹⁷¹⁷.

Dans « The Muslims are coming! The Muslims are coming ! », Daniel Pipes analyse l'idée avancée par certains commentateurs politiques selon laquelle l'islam a remplacé le communisme comme le nouveau totalitarisme suite à la désintégration de l'Union soviétique. Ainsi, la menace posée par l'islam ne relève pas exclusivement des leaders despotiques du Moyen-Orient (tels Saddam Hussein) mais du monde de l'islam tout entier. Pipes cite des auteurs et penseurs politiques qui adhèrent à cette idée. Parmi eux, nous trouvons l'auteur américain Leon Uris dont le roman *The Hajj* de 1984 représente l'islam et « la société arabe traditionnelle » d'une manière très négative et William S. Lind (ancien conseiller politique de Gary Hart)¹⁷¹⁸. Lind s'inquiète que « l'Union soviétique puisse laisser place aux armées musulmanes qui vont de nouveau frapper aux portes de Vienne » (en référence à l'année 1683 lorsque les Turks étaient sur le point d'entrer dans Vienne)¹⁷¹⁹. Un autre exemple est le commentateur politique conservateur Pat Buchanan, conseiller politique des présidents Nixon, Ford et Reagan et candidat aux élections primaires républicaines de 1992 et 1996¹⁷²⁰. Buchanan est également le co-fondateur de la revue *The American Conservative magazine*. A l'instar de Samuel P. Huntington, Buchanan perçoit dans le « déséquilibre démographique » entre l'islam et l'Occident le plus grand défi pour la civilisation occidentale¹⁷²¹ : « Pendant un millénaire, la lutte pour la destinée de l'humanité s'est déroulée entre le christianisme et l'islam ; cela pourrait se reproduire au 21^{ème} siècle »¹⁷²².

Selon Pipes, les préoccupations à l'égard de l'islam suite à la fin de la guerre froide peuvent être séparées en deux groupes distincts. Le premier se concentre sur l'Iran, la Libye et les autres « États hostiles » et le second sur la migration des musulmans vers les pays occidentaux, avec la crainte que les immigrés musulmans puissent « subvertir » la civilisation occidentale de l'intérieur. Pipes soutient que ces idées ne peuvent pas être attribuées à quelques penseurs excentriques mais semblent au contraire faire partie intégrante de l'imaginaire occidental. Pipes explique que les musulmans fondamentalistes encouragent ces

¹⁷¹⁷ LEWIS, Bernard. "The Roots of Muslim Rage: Why so Many Muslims deeply resent the West, and why their bitterness will not be easily mollified". *The Atlantic* [en ligne]. Septembre 1990 [consulté le 6 décembre 2010]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁷¹⁸ Gary Hart est ancien sénateur démocrate de l'État de Colorado et fut candidat à la présidence des États-Unis dans les primaires démocrates en 1984 et 1988.

¹⁷¹⁹ PIPES: op. cit. p. 28-31.

¹⁷²⁰ "Pat Buchanan Biography". *Thomson Gale* [consulté le 11 février 2011]. Disponible sur: <http://www.notablebiographies.com/Br-Ca/Buchanan-Pat.html>

¹⁷²¹ PIPES: op. cit. p. 28-31.

¹⁷²² Ibid: p. 28-31.

peurs dans la mesure où ils déclarent que le conflit principal de notre époque ne se situe pas entre capitalisme et communisme, mais entre Occident et islam. Une solution controversée à ce problème (proposée notamment par William S. Lind) est de construire une alliance militaire entre l'Occident et la Russie pour faire « front à l'islam qui s'étend du Maroc à la Chine ».

Pipes considère que la peur de l'islam est fondée. Il cite la bataille d'Ajnadayn en 634 (en référence à la conquête musulmane de la Syrie) et la crise de Suez en 1956 ; ces événements démontrent selon lui que les relations entre les chrétiens et les musulmans sont depuis toujours très hostiles. Ces tensions sont amplifiées par le sentiment d'infériorité des musulmans par rapport à la civilisation occidentale. Toutefois, tous les musulmans ne détestent pas l'Occident. Certains, tels les Saoudiens, sont intimement liés à l'Occident au travers de leurs investissements dans les économies occidentales. Dans le même temps, l'Arabie Saoudite contribue aux tensions entre l'Occident et l'islam en encourageant les aspirations d'islamisation dans les sociétés européennes au travers des immigrés musulmans. Pipes considère que la peur des immigrés musulmans est davantage justifiée que les craintes d'un jihad potentiel. Il constate que « les sociétés européennes sont peu préparées à l'immigration massive des peuples basanés qui cuisinent des plats étranges et qui ont des conceptions très différentes de l'hygiène ». Selon Pipes, l'idée que l'islam remplacera le communisme comme principale menace pour l'Occident suggère que les divisions idéologiques qui ont caractérisé les relations internationales lors de la guerre froide laisseront place à divisions communautaires. A l'instar de Samuel P. Huntington, Pipes pense que les relations futures entre occidentaux et musulmans vont dépendre de la capacité de ces derniers à se moderniser. S'ils venaient à échouer, « leur passé en matière d'analphabétisme, de pauvreté, d'intolérance et d'autocratie va se poursuivre voire empirer. De plus les tensions avec l'Occident sur les plans militaire et culturel vont s'amplifier »¹⁷²³.

Une autre lecture de l'évolution du monde de l'islam dans un contexte post guerre froide suggère que les conflits dans les relations internationales ne se déroulent pas entre l'Occident et l'islam mais principalement entre différentes factions de l'islam ; plus précisément entre l'islam sunnite et l'islam chiite d'une part et entre les élites libérales qui encouragent une libéralisation de la société traditionnelle et des réformes du système politique et les islamistes fondamentalistes qui défendent une interprétation littérale de l'islam d'autre part. Toutefois,

¹⁷²³ PIPES: op. cit. p. 28-31.

ni cette lecture ni la thèse d'un choc des civilisations ne peut expliquer de manière satisfaisante les fractures qui s'opèrent dans le monde de l'islam lors de la première crise du Golfe.

Le correspondant du *New York Times* Youssef M. Ibrahim suggère dans « The Split Among Arabs Unleashes a People's Anger » (du 12 août 1990) que la division dans le monde arabo-musulman au moment de la crise du Golfe s'opère entre les pays « pro-occidentaux » (tels l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, Oman et Bahreïn et l'Égypte – la Syrie ne peut pas être définie comme pro-occidentale) et un front « antioccidental » rassemblé autour de l'Irak qui se compose de l'OLP, la Jordanie, le Yémen, la Tunisie et de l'Algérie. Il constate que le premier groupe – les pays arabes du golfe Persique – a fait des envieux au Moyen-Orient et a été représenté comme égoïste, paresseux et arrogant ; il a également été qualifié de « fantoche des États-Unis ». Si les mouvements islamistes fondamentalistes se seraient en temps normal opposés au régime irakien séculaire, on a pu être observé un soutien enthousiaste de leur part en faveur de Saddam Hussein ainsi qu'une condamnation ouverte des Américains et des Saoudiens bien que ces derniers ont longtemps apporté une aide importante à ces mouvements¹⁷²⁴.

Ce thème est repris dans l'éditorial du *New York Times* du 13 août 1990. L'auteur met en avant le fait étrange voire pervers selon lui que les États-Unis (décrits comme « l'achèvement de la croisade de la renaissance européenne contre la monarchie féodale ») considèrent qu'il est dans leurs intérêts vitaux de défendre « un groupe de monarchies féodales »¹⁷²⁵. Il constate qu'aujourd'hui le défi posé par ces États ne vient pas de la démocratie progressive mais du totalitarisme agressif représenté par Saddam Hussein. De ce fait, les Américains et la majeure partie du monde occidental se trouvent du bon côté dans cette querelle¹⁷²⁶.

Enfin, le thème d'un conflit à l'intérieur de l'islam ressort également dans un article de l'ancien correspondant du *New York Times* Judith Miller du 10 mars 1991 (l'article s'intitule « The Struggle Within »)¹⁷²⁷. Miller constate que du point de vue des Saoudiens, il n'existe pas une seule et unique réponse à la guerre du Golfe. Pourtant, les Saoudiens sont d'accords sur le fait que cet événement a mis la société saoudienne très conservatrice « sans dessus

¹⁷²⁴ IBRAHIM, Youssef M. "The Split Among Arabs Unleashes a People's Anger". *The New York Times* [en ligne]. Le 12 août 1990 [consulté le 13 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁷²⁵ Éditoriale. *The New York Times* [en ligne]. Le 13 août 1990 [consulté le 13 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁷²⁶ Ibid.

¹⁷²⁷ MILLER, Judith. "The Struggle Within". *The New York Times* [en ligne]. Le 10 mars 1991 [consulté le 13 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

dessous ». La tranquillité du désert a été « fracassée » par des chasseurs à réaction et le commerce et les loisirs ont été perturbés. Une telle agitation dans la Maison des Saoud n'a pas eu lieu depuis la découverte du pétrole en 1938. Tous les citoyens saoudiens, indépendamment de leur niveau social, sont en train de débattre de leur futur. Cela ne signifie pas pour autant que le fondement de l'Arabie Saoudite sur l'islam est remis en cause, mais on observe une demande croissante pour davantage de démocratie participative et de responsabilité pour le leadership saoudien à l'égard de son peuple. Cela nous amène à la prochaine sous-partie consacrée aux demandes de réformes exprimées par les élites libérales, les islamistes fondamentalistes et les femmes¹⁷²⁸.

3.2. Les demandes de réformes des élites libérales et des islamistes fondamentalistes

Des remises en question du statu quo par les élites libérales et les islamistes fondamentalistes se manifestent dans le monde arabe à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Le premier groupe se compose des activistes des droits de l'homme, des groupes féministes et des élites « libérales », tandis que le second groupe comprend des islamistes sunnites fondamentalistes¹⁷²⁹.

La menace posée contre le statu quo du régime saoudien par les élites libérales et les islamistes fondamentalistes est évoqué par Louise Lief dans l'*U.S. News and World Report* du 2 janvier 1991 (l'article s'intitule « Battling for the Arab Mind »)¹⁷³⁰. Selon elle, ces acteurs représentent les forces d'opposition dans « une bataille masquée pour les esprits arabes » qui se déroule depuis la fin des années 1980. Alors que « le double assaut » mené par les élites libérales et les islamistes fondamentalistes gagne du terrain, elle constate que le monde reste paralysé par la crise du Golfe et par le conflit entre Israéliens et Palestiniens. Pourtant, elle suggère que « la bataille pour les esprits arabes va perdurer et s'intensifier longtemps après que la crise du Golfe soit terminée »¹⁷³¹.

Lief suggère que les États-Unis continuent d'ignorer la leçon de la révolution islamique à savoir que les plus grands dangers au Moyen-Orient découlent des tensions entre des

¹⁷²⁸ Ibid.

¹⁷²⁹ LIEF, Louise. "Battling for the Arab Mind". *U. S. News & World Report* [en ligne]. Le 2 janvier 1991 [consulté le 11 décembre 2010]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=a9h&AN=9101210656&site=ehost-live&scope=site>

¹⁷³⁰ Ibid.

¹⁷³¹ Ibid.

gouvernements perçus comme amicaux et leurs propres citoyens. Ainsi, la divergence entre les discours et les pratiques des États-Unis en matière de promotion de la démocratie au Moyen-Orient devient évidente ; Lief note que ces derniers n'ont apporté que très peu de soutien à des mouvements arabes des droits de l'homme. Les intérêts des États-Unis au Moyen-Orient se résument au maintien de l'accès au pétrole du golfe Persique et à l'endiguement de l'influence soviétique et de l'islamisme chiite révolutionnaire. Par conséquent, les abus des droits de l'homme en Arabie Saoudite (et d'autres États arabes perçus comme pro-occidentaux par Washington), pourtant bien documentés, sont consciemment ignorés¹⁷³².

Le même thème de la menace du statu quo posée par les élites libérales et les islamistes fondamentalistes est repris par Judith Miller dans l'article « The Struggle Within » (cité précédemment)¹⁷³³. Miller constate que même avant la crise du Golfe les fondations du régime saoudien étaient menacées par les jeunes islamistes. Leurs critiques visaient les oulémas « mainstream » qui aux yeux des jeunes islamistes n'étaient pas suffisamment pieux. Ces critiques étaient véhiculées dans des cassettes enregistrées et dans des sermons. Comme évoquée auparavant, la chute des prix du pétrole dans les années 1980 et la récession qui a suivi ont empêché le leadership saoudien « d'acheter » la loyauté des oulémas et des élites libérales. Au moment où l'Irak envahit le Koweït la stabilité de la société saoudienne est déjà menacée. Les demandes de réformes des élites libérales et des islamistes ont seulement pour conséquence d'amplifier cette situation¹⁷³⁴. La réponse du leadership saoudien a été l'annonce de la création d'un conseil consultatif formel (ou majlis al shura) sur le plan national qui vise à compenser les fragilités du système politique saoudien et son manque de d'écoute. Dans la mesure où la création d'une telle structure a déjà été annoncée à plusieurs reprises dans le passé, cette annonce a été accueillie avec beaucoup de scepticisme¹⁷³⁵.

L'une des manifestations du conflit à l'intérieur de l'islam est la réaction du leadership saoudien face à la manifestation de 47 femmes saoudiennes contre l'interdiction de conduire en novembre 1990. Comme évoqué précédemment, cette manifestation a été largement commentée dans les médias américains. Miller explique que bien que le leadership saoudien se soit montré favorable à l'élargissement de la liberté des femmes, la réponse à cette

¹⁷³² Ibid.

¹⁷³³ MILLER, Judith. "The Struggle Within". *The New York Times* [en ligne]. Le 10 mars 1991 [consulté le 13 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁷³⁴ Ibid.

¹⁷³⁵ Ibid.

manifestation témoigne du désir du leadership de satisfaire les oulémas orthodoxes et les islamistes. En pratique, le gouvernement saoudien a licencié les femmes qui enseignaient à l'université, interdit les femmes et leurs maris de quitter le royaume et leur a interdit de faire part de leurs expériences à des journalistes occidentaux. Les oulémas orthodoxes et les islamistes fondamentalistes ont pour leur part dénoncé le comportement des femmes qu'ils ont qualifié de « communistes », « prostituées » et « partisans du vice ». De plus, leurs noms, professions et coordonnées ont été distribués dans les mosquées et dans d'autres endroits. Enfin, Cheikh Ben Baz (le grand mufti) a déclaré une fatwa qui visait l'interdiction de conduire pour les femmes. Une autre fatwa a été déclarée contre la radio et une autre contre la télévision. Dans le même temps, certains Saoudiens espéraient au début de la crise dans le Golfe que le Roi allait saisir cette opportunité pour élargir la liberté des femmes. D'autres percevaient une préméditation habile dans la décision du Roi d'abandonner les femmes aux profits des islamistes radicaux. Enfin, d'autres ont suggéré que le Roi n'a pas pu apporter son soutien aux femmes en raison de la crise dans le Golfe et que sa décision est un compromis politique dans la mesure où les oulémas et les islamistes fondamentalistes s'opposaient à la fois au déploiement des troupes et à l'autorisation de conduire des femmes.

Qui sont donc les islamistes fondamentalistes saoudiens et quelle est leur source de pouvoir ? Selon Miller, les islamistes saoudiens sont jeunes (la plupart ont moins de 35 ans) et leurs noms sont connus dans les foyers saoudiens dans la mesure où ils transmettent leurs messages dans les mosquées publiques et les universités. Les islamistes ont rassemblé des adeptes dévoués dans ce contexte mais sont dénoncés par certains oulémas « mainstream » comme une minorité extrémiste, tandis que d'autres maintiennent que les islamistes progressent du fait de l'hypocrisie et du double standard qui exaspèrent de nombreux saoudiens libéraux. L'influence des islamistes est également alimentée par la mauvaise distribution des richesses.

Pourquoi le roi Fahd est-il réticent à confronter les extrémistes ? Selon Miller, cette réticence s'explique par le fait que la légitimité de la Maison des Saoud a toujours reposé sur l'islam. Elle constate en effet que tous les débats publics dans le royaume saoudien se tiennent dans un cadre exclusivement islamique et que l'islam reste le seul outil légitime d'opposition politique. Dans ces conditions, la critique exprimée au nom de l'islam peut difficilement être rejetée. La réticence de la Maison des Saoud à réprimer les islamistes fondamentalistes témoigne de cette interdépendance. Miller explique qu'afin de continuer à moderniser, le Roi sera obligé de confronter les islamistes. Pour réussir, il aura besoin du soutien des

technocrates qui ne bénéficient pas du soutien des adeptes des islamistes. En raison de sa sensibilité extrême à l'égard d'un débat public, le leadership saoudien a compromis ses alliés (les technocrates) dans la lutte de pouvoir à venir. En dépit de la certitude de Washington que l'extrémisme religieux sera réprimé suite à la guerre, beaucoup craignent que Fahd renonce à une telle confrontation. Enfin, Miller juge probable que la victoire de la coalition dans la guerre renforce la position du Roi. Dans la mesure où la guerre fut courte, avec relativement peu d'effusion du sang, la victoire a donné raison au Roi qui a accepté le déploiement des troupes américaines ; ce qui le place dans une position forte pour confronter les opposants internes dangereux de sa propre création.

En conclusion de ce premier chapitre nous citons un article de Joseph Kostiner (professeur à l'université de Tel Aviv et spécialiste de l'Arabie Saoudite) paru dans la revue *Middle East Review of International Affairs (MERIA)* en juillet 1997¹⁷³⁶. Les observations de Kostiner nous permettent de faire la transition vers le second chapitre de cette quatrième partie qui porte sur la radicalisation de la société saoudienne, la naissance d'Al-Qaïda et les attaques terroristes contre des cibles américaines en Arabie Saoudite et en Afrique de l'est.

Kostiner évoque le rôle de catalyseur joué par la guerre du Golfe à l'égard de l'opposition islamiste saoudienne dans la mesure où ce conflit expose les problèmes structurels profonds de la société saoudienne. Le leadership saoudien est fragilisé par l'âge et des problèmes de santé, ce qui suscitait des doutes dans la population sur la capacité des leaders à gouverner le pays. De plus, la nécessité de faire appel à de nombreuses troupes étrangères pour gérer la menace irakienne et les dépenses assumées par l'Arabie Saoudite dans ce contexte (environ 60 milliards de dollars) a amplifié la récession économique et entaché l'image de la famille royale. La santé économique qui constitue pourtant le fondement de l'État saoudien ne pouvait plus être garantie. Rappelons que l'économie saoudienne était en récession depuis 1985 lorsque les prix du pétrole ont connu un déclin. S'y ajoutent désormais un chômage croissant (25%) parmi les étudiants diplômés de l'université et des services publics réduits. Ce développement explique le soutien obtenu par les islamistes saoudiens auprès d'un segment important de la société saoudienne pour qui les arrangements économiques, politiques et sociaux ne sont plus satisfaisants. Les islamistes ont été capables d'interpréter les griefs de la population dans un langage islamique qui contrairement à 1979 étaient liés aux circonstances actuelles.

¹⁷³⁶ KOSTINER, Joseph. "State, Islam and Opposition in Saudi Arabia". *MERIA* [en ligne]. Juillet 1997, vol. 1, n°2, [consulté le 2 février 2011]. Disponible sur: <http://meria.idc>

L'opposition islamiste qui émerge de la guerre du Golfe représente plusieurs tendances (aussi bien des groupes wahhabites que des groupes non-wahhabites) et ne se repose pas sur une base tribale, sociale ou régionale spécifique ou une tradition établie de combat et de violence typique des groupes tribaux saoudiens ce qui leur permet de cultiver une image de bravoure.

Un autre élément soulevé par Kostiner est l'appartenance sociale de l'opposition islamiste à la nouvelle classe moyenne. De nombreux jeunes Saoudiens ont saisi l'opportunité d'étudier dans les universités saoudiennes ou dans une université occidentale où ils suivent des études technologiques et un cursus religieux en parallèle. Ce développement a donné naissance à un nouveau type d'oulémas qui a été exposé à l'enseignement séculaire et aux pensées courantes véhiculées par des oulémas étrangers (en référence aux Frères Musulmans et autres mouvements islamistes). Cette orientation permet aux nouveaux oulémas d'interagir avec des segments plus larges de la société saoudienne.

En revanche le recours à la violence par l'opposition islamiste fondamentaliste n'intervient pas avant 1995. La résurgence de cette violence coïncide avec le retour d'Afghanistan de milliers de volontaires saoudiens qui ont acquis des compétences de combat et des connaissances en matière de technologie des armements. Une autre source de violence en Arabie Saoudite est le groupe dirigé par l'homme d'affaires saoudien Oussama Ben Laden qui maintient des contacts avec les leaders du régime islamiste du Soudan. Ben Laden fut expulsé d'Arabie Saoudite et déchu de sa citoyenneté saoudienne en avril 1994 en raison de son implication dans des activités anti-gouvernementales en Arabie Saoudite et en Égypte. Cela conduit Ben Laden à se concentrer sur la publication des recueils anti-saoudiens à Londres dans lesquels son propre mouvement et d'autres factions saoudiennes d'opposition sont représentés comme un seul mouvement unique.

Un autre leader islamiste de premier plan, Salman al-Auda, a appelé à un jihad contre le gouvernement saoudien le 30 avril 1995. Dans ces déclarations, Auda prévoit des événements et des incidents qui allaient susciter des confrontations entre le gouvernement et l'opposition et ouvrir la voie à un jihad global contre le gouvernement saoudien. Pour autant, Kostiner ne perçoit pas de lien direct entre ces développements et l'attentat à la bombe à Riyad en novembre 1995 contre le centre de communication de la garde nationale saoudienne opéré par des contractuels américains et l'attaque terroriste contre les dortoirs des forces aériennes américaines à al-Khobar en juin 1996. Il suggère que les auteurs de ces actes pourraient également être des terroristes irakiens ou iraniens.

Kostiner explique qu'en dépit de la croissance graduelle des incidents violents provoqués par l'opposition islamiste saoudienne, le terrorisme islamiste saoudien n'est pas une activité institutionnalisée et organisée. Cela s'explique selon Kostiner par le manque de tradition anti-gouvernementale violente typique des activistes islamistes dans d'autres pays, ce qui amène les islamistes saoudiens à confronter le gouvernement par un discours religieux axé sur les principes moraux et religieux plutôt que sur la violence.

Le gouvernement saoudien a réagi à cette évolution par des campagnes d'arrestations qui s'accompagne par des restrictions de mouvement et l'interdiction de la propagation des sermons enregistrés. Une illustration de la politique du gouvernement saoudien est l'arrestation des principaux instigateurs de l'opposition islamiste ; Salman al-Auda et Safar al-Hawali ainsi que 1300 de leurs adeptes entre le 9 et le 13 septembre 1994. Le gouvernement a également cherché à décrédibiliser l'opposition en qualifiant leurs activités des dissidentes et illégales et en retournant les oulémas « mainstream » contre l'opposition. En octobre 1994, Fahd a annoncé la création du Conseil suprême des affaires islamiques dirigé par le ministre de la défense le prince Sultan et le Conseil pour la vocation et les conseils islamiques dirigé par Abdullah al-Tourki.

Sur le plan politique la réponse du gouvernement s'est traduite par la création d'un conseil consultatif (Malis al-Shura) à l'automne 1992. Le Conseil consultatif, auquel aucun pouvoir réel n'est attribué, avait pour objectif de mettre en valeur l'autorité législative et exécutive du Roi et sa responsabilité pour choisir le prince héritier.

Le fait que l'opposition saoudienne trouve ses origines dans le courant wahhabite d'opposition lui permet d'apporter sa propre interprétation anti-gouvernementale de la loi islamique et ainsi qualifier d'illégitime les oulémas « mainstream » et le gouvernement.

Kostiner conclut qu'à l'exception de quelques actes terroristes, l'opposition islamiste saoudienne manque de vocation manifeste pour la révolution et ne peut pas être qualifiée de violente¹⁷³⁷.

¹⁷³⁷ Ibid.

Chapitre 11 : Les images de l'Arabie Saoudite dans le contexte de la naissance d'Al Qaïda et l'émergence de la « nouvelle menace » islamiste contre les États-Unis et la Maison des Saoud

Trois thèmes majeurs ressortent de la couverture médiatique sur l'Arabie Saoudite entre 1992 et 2000. En premier lieu l'opposition islamiste fondamentaliste et la gestion du leadership saoudien de ce défi, en second lieu le déficit budgétaire qui contraint le gouvernement saoudien à réduire les dépenses et en troisième et dernier lieu, le terrorisme.

Le terrorisme sera présent dans la couverture médiatique de l'Arabie Saoudite à partir du mois de novembre 1995, date de l'attentat à la bombe contre la mission d'entraînement de la garde nationale saoudienne opérée par des contractuels américains à Riyad. L'attentat à la bombe contre les dortoirs des forces aériennes américaines à Al-Khobar (à proximité de Dhahran) en juin 1996 va amplifier cette menace aux yeux du public américain, des responsables politiques et des médias. On observe la présence d'Oussama Ben Laden (qui est associé à ces attentats) dans la couverture médiatique américaine à partir de 1996. Cette couverture sera encore intensifiée en août 1998 dans le contexte des attentats contre les ambassades américaines de Dar-es-Salam et de Nairobi qui sont attribués à Ben Laden et à Al-Qaïda. En réponse à ces attaques, l'Administration Clinton va effectuer des frappes aériennes contre des camps présumés de Ben Laden en Afghanistan.

L'islamisme est sans surprise un sujet relativement important qui ressort du sondage effectué par le CCFR auprès du public américain et les leaders d'opinion sur la politique étrangère américaine en décembre 1994. Le sondage a été publié en 1995. L'islamisme fondamentaliste est considéré comme une menace pour les intérêts vitaux des États-Unis par 33% du public et 39% des leaders, tandis que le terrorisme international est perçu comme une menace par 69% du public et par 33% de leaders. Rappelons que ce sondage a été effectué avant les attentats contre des intérêts américains en Arabie Saoudite en 1995 et en 1995. La menace qui ressort comme la plus importante est la possibilité que des pays inamicaux deviennent des puissances nucléaires. Ces inquiétudes sont en grande partie liées à la découverte (suite à la guerre du Golfe) d'un programme nucléaire clandestin développé par l'Irak qui n'avait pas été déclaré à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'Irak, l'un des signataires du traité de non prolifération nucléaire, avait déclaré un

programme nucléaire mineur à l'AIEA qui avait été sujet à des garanties¹⁷³⁸. Cette menace est citée par 72% du public et 61% des leaders d'opinion¹⁷³⁹. L'Arabie Saoudite demeure un pays très important aux yeux du public (83%) et des leaders (94%) pour les intérêts vitaux des États-Unis¹⁷⁴⁰.

Dans le sondage effectué par le CCFR entre octobre et décembre 1998 le terrorisme international est cité comme une menace critique contre les intérêts vitaux des États-Unis par 84% du public et 61% des leaders tandis que la menace posée par l'islamisme fondamentaliste a diminué en importance avec 2% du public et 1% des leaders qui l'évoquent. Il semblerait que les Américains distinguent clairement le terrorisme qui est perçu comme une menace critique et l'islamisme fondamentaliste qui est perçu comme tel par une portion moindre (38%) de l'opinion publique. Cela signifie que ni le public ni les leaders ne semblent faire un rapprochement entre l'islamisme fondamentaliste et le terrorisme, ce qui est remarquable compte tenu de la couverture médiatique très significative (à la fois en quantité et en fréquence) des attentats contre les intérêts américains en Arabie Saoudite et en Afrique. Ces attentats ont tous été attribués à Oussama Ben Laden ou à des acteurs affiliés à celui-ci. On aurait pu penser que la couverture médiatique des frappes aériennes effectuées par l'Administration Clinton contre les camps d'entraînement présumés de Ben Laden en Afghanistan aurait un plus grand impact sur cette question¹⁷⁴¹.

Lorsqu'il s'agit de la perception de l'importance de l'Arabie Saoudite pour les intérêts vitaux des États-Unis on observe que celle-ci a baissé avec de 6% par rapport à 1994 à 77% pour le public et à 88% pour les leaders¹⁷⁴².

Un autre élément que nous tenons à souligner est la lente détérioration des relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite entre 1991 et 2001. Une première explication est la fin de la guerre froide qui a eu pour conséquence d'enlever une grande partie de la justification du partenariat entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite¹⁷⁴³. Selon Anthony Lake (conseiller pour la sécurité nationale du président Clinton), dans l'article « Confronting

¹⁷³⁸ HOWLETT, Darryl. "Nuclear Proliferation" dans BAYLIS, John et SMITH, Steve (Éds). *The Globalization of World Politics: An Introduction to International Relations*. Oxford: Oxford University Press (1991), 1997. p. 347.

¹⁷³⁹ RIELLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy*. Chicago: Chicago Council of Foreign Relations, 1995. p. 22.

¹⁷⁴⁰ Ibid : p.20.

¹⁷⁴¹ RIELLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy*. Chicago: Chicago Council of Foreign Relations, 1999. p. 14-15.

¹⁷⁴² RIELLY : 1995 : op.cit.p.22.

¹⁷⁴³ BRONSON: op. cit. p. 203.

Backlash States » paru en *Foreign Affairs* en 1994, « la fin de la guerre froide a éliminé une préoccupation majeure des États-Unis dans le sens où ils n'auront plus à craindre l'influence de l'Union soviétique dans le golfe Persique »¹⁷⁴⁴.

Dans ce contexte, la politique du « double endiguement » est développée pour prévenir l'agression potentielle de l'Irak et de l'Iran. Cette politique (conçue par Martin Indyk, conseiller spécial du président Clinton et actuellement président adjoint et président de politique étrangère à Brookings) suppose une présence militaire américaine importante dans le golfe Persique qui devrait être renforcée par des alliés régionaux dont l'Arabie Saoudite notamment. L'Administration Clinton attend de l'Arabie Saoudite suive les plans des États-Unis sans trop de remise en question et qu'elle finance une large partie des opérations militaires¹⁷⁴⁵. Toutefois, le leadership saoudien est réservé à l'égard de la politique du double endiguement qui allait à l'encontre de son approche préférée de « jouer l'Irak contre l'Iran ». De plus, cette politique ne permet pas réellement de réduire les menaces posées par ces régimes. Sur ce sujet précis, nous citons un article du *New York Times* « Saudi With Key Role in War Calls for end to Iraqi Sanctions » de Youssef M. Ibrahim, daté du 14 décembre 1995¹⁷⁴⁶. Selon un responsable saoudien (qui n'est pas nommé) cité par l'auteur, « les sanctions imposées contre l'Irak ont seulement eu pour effet d'augmenter le pouvoir de Saddam Hussein tout en privant la population irakienne de nourriture »¹⁷⁴⁷.

Une illustration de la réserve du leadership saoudien à l'égard de la politique irakienne de l'Administration Clinton est le refus de permettre aux forces aériennes américaines d'effectuer des frappes aériennes contre l'Irak à partir des bases saoudiennes. Cette demande fait suite à la violation par les forces aériennes irakiennes en 1996 d'une zone de protection établie par l'ONU dans le nord de l'Irak (pour protéger les Kurdes). Finalement, les États-Unis choisissent d'attaquer l'Irak sans l'aval de Riyad ; une décision qui suscitera des tensions dans les relations américano-saoudiennes. Lorsque les États-Unis s'apprêtent de nouveau à frapper l'Irak en 1998 le prince Sultan (ministre de la défense et l'actuel prince héritier) a dit au secrétaire à la défense William S. Cohen en visite à Riyad « qu'il ne permettra pas que son pays devienne un tremplin pour des attaques contre l'Iran »¹⁷⁴⁸. Cohen n'a toutefois pas demandé la permission à Riyad d'utiliser les avions américains (environ une

¹⁷⁴⁴ LAKE, Anthony. "Confronting Backlash States". *Foreign Affairs*. 1994, vol. 73, n°2. p. 45-55.

¹⁷⁴⁵ BRONSON: op. cit. p. 204.

¹⁷⁴⁶ IBRAHIM, Youssef M. "Saudi With Key Role in War Calls for End to Iraqi Sanctions". *The New York Times*. Le 14 décembre 1995. p. 3.

¹⁷⁴⁷ Ibid.

¹⁷⁴⁸ "Saudi Arabia Won't be Springboard for U.S. Strikes on Iraq". *Albany Times Union* [en ligne]. Le 4 novembre 1998 [consulté le 9 février 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

centaine) basés en Arabie Saoudite certainement pour ne pas essuyer un refus qui aurait été politiquement très embarrassant. En décembre 1998, suite au départ des inspecteurs en armement de l'ONU, le président Clinton a déclenché l'opération Renard du désert (une opération militaire de quatre jours) contre l'Irak. Le leadership saoudien, qui craignait que cette opération contrarie davantage leur voisin diminué mais néanmoins toujours menaçant, s'y est opposée¹⁷⁴⁹.

L'introduction de la télévision arabe câblée au début des années 1990 mérite d'être soulignée. Les images qui mettent en lumière la souffrance de la population irakienne (du fait des sanctions économiques imposées contre le régime de Saddam Hussein par la communauté internationale) ont un impact important sur la population saoudienne (et l'opinion dans le monde arabe en général)¹⁷⁵⁰.

Une seconde explication de la détérioration des relations américano-saoudiennes tient à des changements d'administration. Le prince Bandar, ambassadeur de l'Arabie Saoudite, qui était un relais très important entre Washington et le leadership saoudien, va perdre l'accès facile à la Maison Blanche dont il avait bénéficié sous la présidence de Ronald Reagan et de George Bush. Il sera « écarté » par les conseillers du président Clinton en raison de sa proximité avec le « clan Bush ».

Une troisième explication de la détérioration des relations américano-saoudiennes est le fait que la situation géopolitique dans le golfe Persique amène régulièrement les États-Unis à déployer des forces dans la région. La marche des forces irakiennes vers la frontière avec le Koweït en 1994 provoque un déploiement des forces américaines, françaises et britanniques dans le golfe Persique¹⁷⁵¹. Contrairement à 1991 où les troupes américaines avaient diminué à la fin des hostilités, les forces américaines en Arabie Saoudite (et dans le Golfe de manière générale) vont continuer à augmenter à partir de 1994 pour empêcher une agression irakienne potentielle. Cela a pour conséquence d'amplifier les tensions dans la société saoudienne et de fragiliser le régime saoudien. Une radicalisation des islamistes fondamentalistes en Arabie Saoudite est notamment observée¹⁷⁵².

De plus, le vide politique qui s'est créé en Afghanistan amène l'Arabie Saoudite à s'y investir alors que les États-Unis ont d'autres priorités. L'Arabie Saoudite, en concurrence avec l'Iran notamment, cherche à influencer le paysage politique très complexe de

¹⁷⁴⁹ BRONSON: op. cit. p. 218-220.

¹⁷⁵⁰ Ibid.

“A Closer Look (Saudi Arabia)”. *ABC*, le 10 février 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁷⁵¹ Ibid: p. 218-219.

¹⁷⁵² Ibid: p. 218-221.

l'Afghanistan en apportant un soutien aux seigneurs de guerre anti-américains tels Hekmatyar et Sayyaf (évoqué dans la troisième partie de la thèse). Ces campagnes sont financées par des fonds levés auprès d'organisations caritatives islamiques en Arabie Saoudite et dans le reste du golfe Persique et par des Saoudiens aisés. Le royaume saoudien aurait dépensé 850 millions de dollars au début des années 1990 pour construire des mosquées et employer 53 000 prédicateurs¹⁷⁵³.

Enfin, un dernier facteur qui explique la détérioration des relations américano-saoudiennes est le fait que les ressources financières de l'Arabie Saoudite ont été sérieusement compromises par les opérations militaires de la crise du Golfe dont le royaume a assumé une grande partie du coût¹⁷⁵⁴. Un montant de 60 milliards de dollars est souvent cité dans ce contexte¹⁷⁵⁵. L'Arabie Saoudite doit aussi honorer des contrats d'armements avec les États-Unis qui ont été conclus avant et immédiatement après la guerre¹⁷⁵⁶. Comme évoqué auparavant, l'Arabie Saoudite a joué un rôle clé pour l'industrie de l'armement américaine depuis l'embargo pétrolier de 1973-1974 et la création de la commission de coopération stratégique établie entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite en 1974¹⁷⁵⁷. Ainsi, l'achat par l'Arabie Saoudite de nombreux F-15 suite à l'opération Tempête du désert a empêché la fermeture de l'usine McDonnell Douglas de St Louis¹⁷⁵⁸. Dans les années 1980 et au début des années 1990, Riyad maintenait environ 4 milliards de dollars dans des comptes sans intérêts à la banque fédérale pour couvrir ses besoins de défense. Au début de l'année 1994, l'Arabie Saoudite connaît des difficultés pour maintenir cette ligne sur son compte. Le lieutenant général Thomas Rhame et Charles Freeman (à l'époque secrétaire adjoint à la défense pour des affaires internationales de sécurité) ont coopéré avec le leadership saoudien pour rectifier la situation et empêcher l'annulation des contrats très précieux à la fois pour les États-Unis et pour l'Arabie Saoudite¹⁷⁵⁹.

La précarité financière de l'Arabie Saoudite va susciter des contestations parmi la population saoudienne et les oulémas. Ces derniers vont mettre en avant le fait que le programme de défense extrêmement coûteux de l'Arabie Saoudite n'a pas empêché le leadership saoudien de faire appel à Washington lors de l'invasion du Koweït. Cette question très sensible sera évoquée par Oussama Ben Laden lors de la déclaration d'une fatwa en 1996

¹⁷⁵³ Ibid: p. 222.

¹⁷⁵⁴ Ibid: p. 207-208.

¹⁷⁵⁵ Ibid: p. 198.

¹⁷⁵⁶ Ibid.

¹⁷⁵⁷ ARMSTRONG, S. et SMITH, J. "Eye of the Storm". *Mother Jones* [en ligne]. Novembre/décembre, vol. 16, p. 30-38.

¹⁷⁵⁸ BRONSON: op.cit. p. 208.

¹⁷⁵⁹ Ibid.

qui appelle au jihad contre les États-Unis¹⁷⁶⁰. Le texte de cette fatwa sera publié dans le quotidien londonien arabophone *Al-Quds al-Arabie* le 23 février 1998¹⁷⁶¹.

Une autre illustration de la détérioration des relations entre les deux pays est la critique ouvertement exprimée par le prince Khaled Ben Sultan (commandant en chef saoudien des forces arabes durant la guerre du Golfe) à l'égard du compte rendu du conflit par le général Norman H. Schwarzkopf¹⁷⁶². Ce compte rendu est inclus dans l'autobiographie *It doesn't Take a Hero* (1992)¹⁷⁶³ que le général Schwarzkopf a coécrit avec Peter Pitre. Le prince Khaled accuse le général Schwarzkopf d'avoir glorifié son propre rôle et d'avoir diminué la contribution de l'Arabie Saoudite. Selon le prince Khaled, le roi Fahd était responsable de sa nomination au [poste de commandant des forces arabes et non pas les généraux Charles Horner et John Yoestock comme l'affirme le général Schwarzkopf dans sa biographie. Le prince Khaled conteste également le fait qu'il aurait proposé que l'offensive terrestre contre l'Irak soit lancée de Turquie plutôt que d'Arabie Saoudite en raison à la gêne éprouvée par les Saoudiens devant la perspective de confronter « des frères arabes ». Le prince Khaled affirme en revanche qu'il a proposé l'un des dix points de discussion qui figuraient dans un mémorandum classifié ; en l'occurrence des plans de contingences qui devaient être considérés pour un second front au nord de l'Irak.

Enfin le prince Khaled conteste la libération de Kuwait City par le général Schwarzkopf. Il soutient qu'il a lui-même orchestré la libération de Kuwait City en organisant les forces arabes dans deux corps expéditionnaires auxquels on a donné ordre d'attaquer les forces irakiennes par le sud et par l'ouest. Pour éviter qu'aucun pays ne prétende avoir effectué seul ce travail des troupes représentaient tous les contingents arabes.

Cette critique est réfutée par un porte-parole de l'éditeur de cette biographie (Bantam) qui a qualifié de « singulier » l'interprétation du prince Khaled dans la mesure où le général Schwarzkopf a été « élogieux » dans ses commentaires à l'égard de tous les autres membres de la coalition.

Le fait que le prince Khaled ait choisi d'exprimer ouvertement sa critique constitue une rupture avec le fonctionnement habituel très discret de la famille royale saoudienne. Cette critique remet également en question l'image harmonieuse des relations entre les États-Unis et

¹⁷⁶⁰ "Bin Laden declares Jihad on Americans". *AL-ISLAH*. Le 2 septembre 1996. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004. p. 13.

¹⁷⁶¹ "Text of Fatwa Urging Jihad against Americans". *AL-QUDS AL-'ARABI*. Le 23 février 1998. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004. p. 56.

¹⁷⁶² MILLER, Judith. "Saudi Prince Disputes Schwarzkopf Book on War". *The New York Times* [en ligne]. Le 21 octobre 1992 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁷⁶³ Ibid.

l'Arabie Saoudite qui était projetée dans le contexte de la guerre du Golfe. Cette image était renforcée par des images montrant les deux généraux (Schwarzkopf et Khaled Ben Sultan) souriant et riant ensemble. Ils ont notamment fait une apparition ensemble à une conférence de presse à Safwan suite à la reddition irakienne¹⁷⁶⁴.

1. La radicalisation de la société saoudienne vue par la télévision et la presse

1.1. La gestion de l'opposition islamiste par le leadership saoudien

Le correspondant du *New York Times* Youssef M. Ibrahim (cité auparavant) évoque la gestion par le leadership saoudien de la « menace islamiste » le 31 décembre 1991 et le 22 décembre 1992¹⁷⁶⁵. Il souligne les préoccupations du leadership politique et religieux de l'Arabie Saoudite concernant les fondamentalistes religieux qui instrumentalisent les mosquées et les universités religieuses pour fomenter l'opposition. Le leader religieux Cheikh Abdelaziz ibn Baz (qui dans le passé a été associé avec l'opposition islamiste) a fait un discours à la fin décembre 1992 où il a exprimé des critiques à l'encontre des fondamentalistes militants¹⁷⁶⁶.

En décembre 1992, le roi Fahd a fait une déclaration où il dénonce ouvertement les fondamentalistes saoudiens. Il a exigé que ces derniers arrêtent la propagation des tracts anti-gouvernementaux et cessent d'instrumentaliser les mosquées pour susciter des réactions contre les politiques du gouvernement et la famille royale. Le Roi a déclaré que des « courants étrangers » (en référence à l'Iran) étaient à l'origine d'une campagne de déstabilisation de l'Arabie Saoudite¹⁷⁶⁷. Cette déclaration fait suite au renvoi silencieux par décret royal de sept membres seniors de l'Autorité suprême des érudits religieux (le principal corps religieux du royaume) sous prétexte de mauvaise santé. En réalité ces personnalités n'avaient pas soutenu

¹⁷⁶⁴ Ibid.

¹⁷⁶⁵ IBRAHIM, Youssuf M. "The Saudis Are Fearful too, As Islam's Militant Tide Rises". *The New York Times* [en ligne]. Le 31 décembre 1991 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>
¹⁷⁶⁶ "Saudi Denounces Fundamentalists". *The New York Times* [en ligne]. Le 22 décembre 1992 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

¹⁷⁶⁶ IBRAHIM, Youssuf M. "The Saudis Are Fearful too, As Islam's Militant Tide Rises". *The New York Times* [en ligne]. Le 31 décembre 1991 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

¹⁷⁶⁷ "Saudi Denounces Fundamentalists". *The New York Times* [en ligne]. Le 22 décembre 1992 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

le gouvernement saoudien contre des critiques exprimées par l'opposition islamiste fondamentaliste¹⁷⁶⁸.

Ce développement amène l'édition américaine du magazine *The Economist* (du 19 décembre 1992) à conclure que l'esprit libéral des réformes aperçu dans la société saoudienne au moment de la guerre du Golfe est inexistant dans le contexte de la résurgence d'une opposition ultraconservatrice¹⁷⁶⁹. Selon le magazine, les libéraux ont laissé place à des militants religieux ultraconservateurs dont l'objectif principal est de déléguer davantage de pouvoir aux clergés les plus conservateurs. Ces acteurs cherchent également à réduire les libertés des femmes, instaurer des auditeurs religieux dans chaque ministère, supprimer les exigences de visa pour tout musulman qui aimerait s'installer dans le royaume, mettre un terme à la construction de palais et créer une armée afin de combattre « les ennemis de l'islam » partout dans le monde. La réaction de Fahd a été d'élargir le Conseil religieux et « d'accepter » la démission de sept des membres les plus seniors. Le gouvernement saoudien a également augmenté les subventions pour les charges domestiques et les paiements de la sécurité sociale.

L'influence des militants religieux ultraconservateurs se traduit par une augmentation importante des incidents qui impliquent un traitement brutal de la police religieuse qui s'en est pris aux femmes notamment qui étaient attaquées pour avoir l'audace de sortir non accompagnées. Des fatwas déclarées par le clergé ont dénoncé la télévision satellite, les organisations caritatives dirigées par des femmes et la couverture par la presse des vedettes de cinéma chrétiennes.

The Economist explique que les conservateurs religieux ne sont pas « épris » par l'Occident et ses valeurs mais qu'ils sont intéressés par le pouvoir et qu'à cette fin, ils ont intégré des institutions politiques structurées qui leur permettent de promouvoir leur agenda (en référence au Conseil religieux élargi)¹⁷⁷⁰.

Les fatwas déclarées par le clergé contre la télévision satellite seront cependant d'une efficacité très limitée comme en témoigne un article du *New York Times* du 23 janvier 1996 (l'article s'intitule « Saudis Feast Freely From TV Dishes »)¹⁷⁷¹. L'auteur Douglas Jehl, qui

¹⁷⁶⁸ “Saudi King Ousts 7 Senior Clerics for Acts of Criticism by Omission”. *The New York Times* [en ligne]. Le 15 décembre 1992 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

¹⁷⁶⁹ “Closing in on King Fahd”. *The Economist* (édition américaine) [en ligne]. Le 19 décembre 1992 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

¹⁷⁷⁰ Ibid.

¹⁷⁷¹ JEHL, Douglas. “Saudis Feast Freely From TV Dishes”. *The New York Times* [en ligne]. Le 23 janvier 1996 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://nytimes.com>

rapporte de Djeddah, évoque les paraboles satellites présentes sur chaque toit de la ville bien qu'elles soient officiellement interdites. Il s'étonne du fait que dans un pays où les photographies dans les magazines sont censurées, personne à Djeddah ne semble faire obstacle à ce dernier « assaut » de l'étranger. Le gérant en charge d'un magasin qui vend des paraboles satellites (avec qui l'auteur s'est entretenu) affirme qu'il en a vendu 75 par jour. Face à cette évolution, les responsables politiques saoudiens choisissent de « tourner le dos ».

Les Saoudiens qui ont les moyens financiers ont accès à 80 chaînes satellites dont *CNN International*, *BBC International* et des chaînes musicales telles *MTV*. Dans ce contexte, les adolescents font preuve d'un goût nouveau pour les habits occidentaux et arborent des casquettes de baseball plutôt que la coiffe saoudienne traditionnelle.

Certains Saoudiens craignent que ce développement ne provoque la perte de l'identité saoudienne tandis que d'autres ne perçoivent aucune menace contre la société saoudienne traditionnelle. L'introduction prochaine d'un système de télévision satellite contrôlé par le gouvernement saoudien est perçue par certains comme une tentative par les autorités saoudiennes de contrôler le contenu des transmissions satellites perçu comme anti-islamique¹⁷⁷².

Dans ce contexte, il est très intéressant d'observer l'émergence d'une « *CNN* arabe » ou *Middle East Broadcasting Centre (MBC)* en 1991¹⁷⁷³. *MBC*, qui est possédée par des intérêts saoudiens, est diffusée depuis Londres et précède la création d'Al Jazeera par l'émir du Qatar en 1996. L'émergence de *MBC* et de plusieurs autres chaînes satellites (toutes possédées par des intérêts saoudiens) est évoqué par Stephen Franklin (correspondant pour le *Chicago Tribune* au Moyen-Orient) dans *Columbia Journalism Review* (dans la parution de novembre/décembre 1996).

Ces chaînes se distinguent des chaînes arabes typiques (qui mettent en exergue des leaders arabes souriant dans des palais somptueux) par leur apparence lisse et professionnelle à l'image des chaînes satellites occidentales qui adhèrent aux principes de la liberté de presse. Cette impression est fautive selon Franklin car des critiques dans le monde arabe s'inquiètent que les magnats saoudiens des médias se dotent des moyens de propager leur image très conservatrice dans le reste du monde arabe. Ils sont accusés par des journalistes d'autres pays arabes d'acheter des débouchés médiatiques afin de se mettre à l'abri des critiques. Illustrations de ce fonctionnement, le manque d'information concernant l'attaque cérébrale du

¹⁷⁷² Ibid.

¹⁷⁷³ FRANKLIN, Steven. "The Kingdom and the Power". *Columbia Journalism Review*. Novembre/décembre 1996. p. 49-51.

roi Fahd en novembre 1995 ou encore, l'omission par la presse saoudienne, suite à l'attentat à la bombe contre des cibles américaines à Riyad (en novembre 1995), de mentionner que les autorités saoudiennes ont refusé de permettre aux enquêteurs américains d'interroger quatre saoudiens avant leur exécution.

MBC fait partie de l'ARA Group International, un conglomérat médiatique qui comprend l'*UPI* (auparavant possédé par des intérêts américains), une station FM en Arabie Saoudite diffusée dans le golfe Persique et sur le plan global par satellite, une compagnie câblée saoudienne et Arabic Network of America (une compagnie de radio et de télévision basée à Washington D.C.) Le président du conseil d'administration de *MBC* et d'ARA est Cheikh Walid Ali Ibrahim (beau-frère du roi Fahd). Orbit Communications (une multi-chaine payante créée en 1993) qui est largement diffusée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, depuis Rome, est possédée par le prince Fahd Ben Khalid Ben Abdullah Ben Abdulrahman Al Saoud. Enfin une dernière chaine que nous tenons à citer est Arab Radio and Television (*ART*) une chaine de divertissement créée en 1993 basée au Caire qui est diffusée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La chaine *ART* est dirigée par Cheikh Saleh Kamel (un homme d'affaires saoudien très aisé) et le prince Al-Waleed Bin Talal Abdulaziz Al-Saoud (neveu de Fahd). Avec une fortune estimée à environ 10 milliards de dollars, le prince Al-Waleed Bin Talal était en 1996 l'un des plus actionnaires les plus importants de Citicorp (aux États-Unis) et d'Eurodisney. En mars 1996, il a annoncé la création d'une entreprise à risques partagés avec le chanteur Michael Jackson qui devrait mettre l'accent sur les valeurs de la famille. Cette annoncé a suscité beaucoup d'attention de la part des médias américains.

Un dernier élément très intéressant que nous tenons à mentionner est le partenariat controversé entre *MBC* et *Voice of America (VOA)*. Selon le discours officiel, ce partenariat offre à *VOA* une plus grande exposition dans une partie du monde où il a une présence très limitée. *VOA* et *MBC* coproduisent « Dialogue with the West » une émission débat et d'information. Ce partenariat fut dénoncé par une quarantaine d'employés de *VOA* dans une pétition de février 1996 qui a appelé à l'arrêt de celui-ci. Cette pétition était en partie une réaction à l'omission par *MBC* le 5 janvier 1996 d'attirer l'attention sur l'effort du gouvernement britannique d'extrader le dissident saoudien Mohammed Al-Mas'sari¹⁷⁷⁴.

Outil de diplomatie publique créé en 1942, *Voice of America* est un service multimedia de diffusion des informations fondé par le gouvernement américain¹⁷⁷⁵.

¹⁷⁷⁴ Ibid: p. 51.

¹⁷⁷⁵ "Voice of America" [consulté le 11 février 2011]. Disponible sur: <http://www.voanews.com/english/about-us/>

Le déficit budgétaire de l'Arabie Saoudite est un autre thème récurrent dans la presse d'affaires américaine entre 1991 et 1995. La situation économique relativement précaire de l'Arabie Saoudite diminue la capacité du leadership à gérer la menace islamiste et les mécontentements de la population saoudienne avec les outils habituels ; à savoir la redistribution des richesses pétrolières et l'attribution des largesses. Ces outils ont longtemps constitué le fondement du régime saoudien. Comme suggéré auparavant, le déficit budgétaire réduit également la capacité de l'Arabie Saoudite à honorer des accords d'armements avec les États-Unis, ce qui crée des tensions dans les relations américano-saoudiennes¹⁷⁷⁶.

Edmund O'Sullivan dans le *Middle East Economic Digest (MEED)* du 25 décembre 1992 évoque les tensions financières, politiques et sociales dans la société saoudienne provoquées par la rentrée des centaines des milliers de troupes étrangères dans le contexte de la crise du Golfe et de la résurgence de l'islamisme fondamentaliste. L'impact de ces réverbérations amène le gouvernement saoudien en 1992 à prendre des mesures pour aider les citoyens saoudiens qui ont de faibles revenus et pour réfuter les critiques de l'opposition¹⁷⁷⁷.

Le déficit budgétaire de l'Arabie Saoudite est également le sujet d'un autre article paru dans le *MEED* de décembre 1994 (l'article s'intitule « Saudi Arabia : adapting to life on a tighter budget »)¹⁷⁷⁸. Le *MEED* explique qu'avec les faibles perspectives d'une augmentation significative des prix du pétrole, le gouvernement saoudien doit adopter des mesures d'austérité et réformer l'économie qui est toujours dominée par le secteur public et notamment un système de sécurité sociale très généreux. Dans cette logique, le gouvernement saoudien a réduit ses dépenses de 19% en 1994 (et notamment dans le secteur public). Une réduction supplémentaire est attendue dans le budget de 1995 dans le cadre d'un programme d'austérité sur le long terme. Le gouvernement saoudien a informé la population d'une possible diminution des subventions des charges domestiques. Dans le même temps, les ministres saoudiens ont encouragé le secteur privé à assumer un rôle plus important dans la gestion de l'économie.

En revanche, peu de changements sont attendus en matière de politique pétrolière. En 1994, la production pétrolière saoudienne était de 8,1 millions de barils par jour. Ces niveaux devraient être maintenus en 1995 selon le ministre du pétrole Hicham Nazer. Avec un prix du

¹⁷⁷⁶ STARR, Barbara. "Cash Crisis hits Saudi arms buy". *Jane's Defence Weekly* [en ligne]. Le 5 décembre 1992 [consulté le 7 février 1992]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁷⁷⁷ O'SULLIVAN, Edmund. "Saudi Arabia: critical year in prospect for Riyadh". *MEED* [en ligne]. Le 25 décembre 1992, vol. 36, n°51 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁷⁷⁸ HINDLEY, Angus. "Saudi Arabia: adapting to life on a tighter budget". *MEED* [en ligne]. Le 23 décembre 1994, vol. 38, n°51 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

pétrole à 18 dollars le baril, les perspectives pour l'économie saoudienne semblent peu encourageantes.

Le plus grand défi pour le leadership saoudien dans les années 1990 reste la menace posée par l'opposition islamiste fondamentaliste. La gestion de l'islamisme fondamentaliste par le gouvernement saoudien est le sujet d'une série d'articles dans la presse élite en 1994. Hrair R. Dekmejian dans le *Middle East Journal* (l'article s'intitule « The rise of political Islamism in Saudi Arabia ») évoque l'instrumentalisation de l'islamisme résurgent comme un moyen d'opposition contre l'autorité étatique séculaire et les relations entre la Maison des Saoud et le puritanisme religieux. L'impact de la guerre du Golfe sur les politiques de l'Arabie Saoudite est évoqué¹⁷⁷⁹.

Le *New York Times* du 22 septembre 1994 évoque des « mesures sévères » (notamment l'arrestation et la détention de nombreux islamistes dont Cheikh Salman Al-Auda) prises par le gouvernement saoudien contre les militants islamistes, tandis que le *New York Times* du 6 octobre évoque les efforts du roi Fahd pour « diluer » l'islamisme radical¹⁷⁸⁰.

Avec la création du Conseil supérieur des affaires islamiques, dont l'objectif est d'élargir l'autorité du gouvernement dans le domaine de l'interprétation religieuse, le roi Fahd tente de limiter l'influence des oulémas militants. Le prince Naïf – ministre de l'intérieur, le prince Saoud – ministre des affaires étrangères et Mohammed Ali Aba Al-Khayl, un technocrate qui a servi pendant trois décennies comme ministre des finances et de l'économie sont nommés à ce Conseil. Des Saoudiens bien informés remettent en question le pouvoir du Conseil supérieur des affaires islamiques dans la mesure où le Conseil des oulémas a élargi son pouvoir sur le gouvernement saoudien dans le but de s'opposer aux efforts du leadership politique de réformer l'économie¹⁷⁸¹.

La perspective d'une sérieuse crise sociale, politique et économique en Arabie Saoudite est évoquée dans l'*Albany Times Union* le 8 janvier 1995¹⁷⁸². L'auteur Kim Murphy s'est entretenu avec un homme d'affaires saoudien à Riyad qui évoque « une situation extrêmement

¹⁷⁷⁹ DEKMEJIAN R., Hrair. "The Rise of Political Islamism in Saudi Arabia". *Middle East Journal* [en ligne]. Automne 1994, vol. 48, n°4 [consulté le 7 février 2011], p. 627-644. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

¹⁷⁸⁰ "Saudi Arabia Cracks Down on Islamic Militants, Seizing Many". *The New York Times* [en ligne]. Le 22 septembre 1994 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

"Saudi King Trying to Dilute Islamic Radicalism". *The New York Times* [en ligne]. Le 6 octobre 1994 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁷⁸¹ Ibid.

¹⁷⁸² MURPHY, Kim. "Discontent Grows in Saudi Arabia Secret Arrests and a Growing Economic Crisis Raise the Specter of Crisis". *Albany Times Union* [en ligne]. Le 8 janvier 1995 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://www.dialog.com>

dangereuse qui pourrait amener à la violence »¹⁷⁸³. Murphy cite également la dette de plus de 55 milliards de dollars contractée par l'Arabie Saoudite pour financer la guerre du Golfe. Celle-ci a plongé le royaume dans une situation économique très délicate qui a presque épuisé ses richesses pétrolières pourtant immenses et contraint le leadership à des réductions budgétaires majeures.

Le ressentiment persistant de la population saoudienne à l'égard des dépenses militaires et des accusations de corruption de la famille royale a suscité un contrecoup populaire qui a alimenté les griefs de l'opposition islamiste fondamentaliste et la nouvelle classe moyenne émergente. En pratique, ces griefs se traduisent par des manifestations contre la détention d'un ouléma populaire et un taux de criminalité en hausse. De nombreuses critiques sont également dirigées contre les États-Unis qui font pression sur le leadership saoudien pour conclure des contrats majeurs dans le domaine de l'armement et des infrastructures.

1.2. Entrée en scène d'un certain Oussama Ben Laden

Oussama Ben Laden fait son première apparition dans l'univers médiatique américain en 1996 avec l'attaque terroriste contre la résidence des forces aériennes américaines de Khobar Towers à Al Khobar (situé à proximité de Dhahran) le 26 juin 1996. Des retranscriptions de discussions entre Oussama Ben Laden (décrit comme « un millionnaire saoudien en exil ») et les auteurs présumés de cet attentat sont citées dans une émission d'information d'ABC (le 24 octobre 1996) qui évoque des liens entre Ben Laden et les acteurs de ce crime¹⁷⁸⁴.

Certaines informations suggèrent cependant que la CIA avait été alertée des activités de Ben Laden dès 1992¹⁷⁸⁵. En raison de la sensibilité du sujet, qui indirectement impliquait l'Arabie Saoudite – un « allié » de longue date des États-Unis, il est fort probable que les responsables américains ont choisi de temporiser. Une discussion entre Robert B. Oakley (ambassadeur des États-Unis au Pakistan) et le prince Turki Al-Faysal (directeur des services de renseignements saoudiens entre 1977 et 2001) qui date du début des années 1990, citée par Rachel Bronson (2006), montre que certains responsables américains étaient conscients de la

¹⁷⁸³ Ibid.

¹⁷⁸⁴ “Saudi Arabia/United States Barracks Bombing”. ABC. Le 24 octobre 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁷⁸⁵ LIEF, Louise, DUFFY, Brian et CHESNOFF, Richard Z. “Telling Friend from a Foe: A bombing in Saudi Arabia raises questions about ties to terrorists”. *U.S. News & World Report* [en ligne]. Le 27 novembre 1995 [consulté le 15 décembre 2010]. Disponible sur: [http://docs.newsbank.com/s/InfoWeb/aggdocs/NewsBank/0ED7D01D42940209/0DDC466A0E423200?p_multi=UNWR&s_lang=en-US](http://docs.newsbank.com/s/InfoWeb/aggddocs/NewsBank/0ED7D01D42940209/0DDC466A0E423200?p_multi=UNWR&s_lang=en-US)

menace posée contre l'Arabie Saoudite. Okley a demandé au prince Turki si la radicalisation des « Arabes afghans » l'inquiétait. Turki a répondu qu'il était certainement très inquiet mais que le reste du leadership saoudien n'avait pas manifesté beaucoup d'intérêt à cet égard¹⁷⁸⁶.

La création d'Al-Qaïda remonte à 1989 bien qu'Oussama Ben Laden ait affirmé dans un entretien paru dans le quotidien londonien arabophone *Al-Quds al-Arabi* (le 9 mars 1994) que « nous [l'organisation de Ben Laden] avons apporté une aide aux frères en Afghanistan depuis 1985 ». La relation de Ben Laden avec les moudjahidines remonte à 1979 lorsqu'il s'est rendu à Lahore au Pakistan. Il a coopéré avec « le groupe islamique » afin de soutenir les moudjahidines contre l'invasion communiste¹⁷⁸⁷. Au Pakistan, il a fait connaissance avec des Soudanais qui étaient membres du Front islamique national dirigé par Hasan al-Turabi qui va prendre le pouvoir au Soudan à la faveur d'un coup militaire en 1989¹⁷⁸⁸. Oussama Ben Laden évoque également l'aide apportée par les États-Unis aux Arabes afghans¹⁷⁸⁹.

Al-Qaïda servait initialement un objectif essentiellement logistique pour approvisionner les guerriers en armes et autres équipements. Avec la fin de la guerre en Afghanistan, l'organisation va s'orienter vers un jihad sur le plan régional et le changement des gouvernements arabes. Al-Qaïda se dotera d'un service de renseignement, de commissions militaires, financières, politiques et médiatiques et d'un conseil consultatif. L'organisation va bénéficier d'un support financier très important de la part des citoyens aisés de la péninsule Arabique¹⁷⁹⁰.

À son retour dans le royaume saoudien (suite à la guerre en Afghanistan), Ben Laden fait des offres répétées au leadership saoudien pour déployer ses « guerriers afghans »: tout d'abord dans le contexte de l'invasion du Koweït et ensuite pour renverser le gouvernement communiste du Yémen du sud. Ces offres ont été rejetées par le leadership saoudien qui a trouvé ces propositions ridicules¹⁷⁹¹. Ben Laden va quitter l'Arabie Saoudite pour le Soudan en avril 1992 sous la pression des responsables saoudiens¹⁷⁹².

Oussama Ben Laden sera ensuite expulsé du Soudan en 1996 sous l'influence des responsables saoudiens, américains et égyptiens. La situation en Afghanistan s'empire lorsque

¹⁷⁸⁶ BRONSON: op. cit. p. 222.

¹⁷⁸⁷ "Usama Bin Laden Denies 'Terrorism' Link". *AL-QUDS AL-ARABI*. Le 9 mars 1994. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004. p. 13.

¹⁷⁸⁸ Ibid.

¹⁷⁸⁹ "Usama Bin Laden Reportedly Interviewed in London" par Fayizah Sa'd. Le 17 juin 1996. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004. p. 16.

¹⁷⁹⁰ BRONSON: op. cit. p. 221-226.

¹⁷⁹¹ Ibid. p. 224-225.

¹⁷⁹² "Usama Bin Laden Reportedly Interviewed in London" par Fayizah Sa'd. Le 17 juin 1996. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004. p. 16.

Ben Laden y élit de nouveau domicile. Sa rhétorique s'est radicalisée et a pris des formes davantage anti-américaines et anti-saoudiennes ; il tire également profit de son séjour au Soudan pour créer un réseau pour des activités anti-saoudiennes. Selon des informations fournies par le journaliste d'investigation Louise Lief, les États-Unis auraient exercé des pressions sur le leadership saoudien pour que Ben Laden soit déchu de sa citoyenneté saoudienne. C'est la CIA qui aurait sensibilisé les responsables politiques américains sur les activités de Ben Laden et de ses adeptes¹⁷⁹³. D'autres informations laissent croire que le gouvernement saoudien, craignant les répercussions des actions de Ben Laden, a décidé lui-même de retirer la citoyenneté saoudienne à Ben Laden¹⁷⁹⁴.

Comme évoqué précédemment, le départ d'Oussama Ben Laden ne diminue pas l'opposition religieuse au sein du royaume saoudien. En 1992, 107 personnalités religieuses vont signer un mémorandum de conseil qui appelle à une interdiction de l'enseignement du droit occidental dans le royaume saoudien, la mise sur pied d'une armée de 500 000 hommes dont l'objectif est de « lutter contre les Juifs pour aider les musulmans » et la « suppression des régimes séculaires ». Ce mémorandum va mener à la détention de deux oulémas radicaux proéminents, Safer al- Hawali et Salman al-Auda (évoqués précédemment). Leur détention n'aura pas cependant pas l'effet escompté car l'opposition ne diminue toujours pas¹⁷⁹⁵.

En mai 1993, Abdullah al-Masari, Saad al-Faqih et quatre autres personnalités islamiques créent la Commission pour la défense des droits légitimes (the Committee for the Defense of Legitimate Rights, CDLR en anglais). Cinq des six fondateurs étaient des signataires du mémorandum de conseil évoqué ci-dessus. La CDLR se définit comme une organisation de droits de l'homme même si elle n'a aucun rapport avec une organisation de droits de l'homme ordinaire puisqu'elle revendique une stricte interprétation de la loi islamique qui suppose la séparation des sexes et une interdiction de pratiquer toute autre religion que l'islam. Masari et Faqih vont s'exiler à Londres d'où ils vont continuer à disséminer leur opposition au régime saoudien par l'intermédiaire des nouvelles technologies informatiques¹⁷⁹⁶.

En 1995, le paysage politique de l'Arabie Saoudite demeure très agité. Des manifestations ont lieu en faveur de la libération des leaders islamiques emprisonnés. De plus l'opposition islamique proteste contre la participation de l'Arabie Saoudite à la conférence sur

¹⁷⁹³ LIEF, Louise, DUFFY, Brian et CHESNOFF, Richard Z. "Telling Friend from a Foe: A bombing in Saudi Arabia raises questions about ties to terrorists". *U.S. News & World Report* [en ligne]. Le 27 novembre 1995 [consulté le 15 décembre 2010]. Disponible sur: <http://docs.newsbank.com>

¹⁷⁹⁴ BRONSON: op. cit. p. 213

¹⁷⁹⁵ Ibid.

¹⁷⁹⁶ Ibid: p. 213.

la population de l'ONU. Des centaines d'islamistes seront arrêtés dans le cadre de ces manifestations. Le gouvernement saoudien cherche à apaiser l'opposition au travers de l'attribution de largesses (avec notamment des hausses des salaires pour les employés publics, des subventions pour les charges ménagères, des logements gratuits et des prêts sans intérêts pour la construction des logements)¹⁷⁹⁷. Ces mesures restent sans effet et la situation va prendre une tournure nouvelle lorsqu'un attentat vise la présence américaine au bureau de la mission d'entraînement de la garde saoudienne nationale à Riyad, le 13 novembre 1995¹⁷⁹⁸. La responsabilité est attribuée à un groupe islamiste radical, le mouvement islamique du changement, qui auparavant avait lancé des menaces d'attaques terroristes si les forces occidentales non-musulmanes ne se retiraient pas du golfe Persique. Des suspects, qui ont accepté la responsabilité et qui prêtaient allégeance à Ben Laden, ont été exécutés par les autorités saoudiennes six mois plus tard sans que les responsables américains aient la possibilité de les interroger¹⁷⁹⁹.

Cependant, l'islamisme extrémiste sunnite ne ressortira comme une menace parmi les conseillers du président Clinton qu'à partir de 1996¹⁸⁰⁰, l'année où Ben Laden déclare un Jihad contre les Américains dans le quotidien londonien arabophone *AL-Islah*¹⁸⁰¹. Ben Laden sera également interrogé par le quotidien londonien arabophone *Al-Quds al-Arabie* sur le Jihad lancé contre les États-Unis le 27 novembre 1997¹⁸⁰². Dans sa déclaration, Ben Laden évoque les dangers posés par « l'alliance entre les sionistes et les chrétiens » et attaque la Maison des Saoud. Il proteste contre l'incarcération d'al-Auda et Hawali, dénonce le pillage des ressources financières saoudiennes et la présence américaine sur le territoire saoudien¹⁸⁰³.

Un changement s'opère donc entre 1996 et 1999 lorsque Washington commence à s'intéresser à l'Arabie Saoudite plutôt qu'à l'Iran. Dans ce contexte, l'aide financière apportée aux activités de Ben Laden et ses adeptes par des œuvres caritatives et des individus aisés du golfe Persique devient un sujet de discussion entre Washington et Riyad¹⁸⁰⁴.

¹⁷⁹⁷ Ibid: p. 214.

¹⁷⁹⁸ Ibid: p. 214.

¹⁷⁹⁹ BRONSON: op. cit. p. 214.

¹⁸⁰⁰ Ibid.

¹⁸⁰¹ "Bin Laden declares Jihad on Americans". *AL-ISLAH*. Le 2 septembre 1996. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004. p. 13.

¹⁸⁰² "Bin Laden Interviewed on Jihad Against US". *AL-QUDS AL-ARABI*. Le 27 novembre 1996. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004. p. 28.

¹⁸⁰³ Ibid.

¹⁸⁰⁴ BRONSON: op. cit. p. 224.

a) *L'attentat contre la mission d'entraînement de la garde nationale saoudienne à Riyad le 13 novembre 1995 vu par les médias américains*

L'attentat contre le bureau de la mission d'entraînement de la garde saoudienne nationale à Riyad, le 13 novembre 1995 est couvert par toutes les chaînes de télévision principales. La couverture de *NBC*, *CBS* et *ABC* est presque identique quant à l'information présentée, les responsables cités et la prudence adoptée par les correspondants à l'égard d'un sujet qui reste très sensible. La présence américaine en Arabie Saoudite – un partenaire stratégique et commercial de longue date – a été visée par des islamistes extrémistes. Toutes les chaînes de télévision évoquent la responsabilité probable du mouvement islamiste fondamentaliste en Arabie Saoudite¹⁸⁰⁵.

Les présentateurs font état d'une bombe déposée dans une voiture près du bureau de la mission d'entraînement de la garde nationale saoudienne de Riyad causant 5 morts américains et 60 blessés. Des images montrent la mission d'entraînement de Riyad et le président Clinton qui promet de poursuivre les terroristes en justice. La voix de l'ambassadeur américain en Arabie Saoudite Ray Mabus est également perceptible. Un autre extrait montre le porte-parole du département d'État Nicholas Burns qui décrit les mesures de sécurité prises par les États-Unis suite à l'attentat. Enfin, les menaces terroristes contre des Américains émanant d'islamistes extrémistes en Arabie Saoudite sont évoquées par Peter Rodman (ancien responsable du conseil national de sécurité et chercheur rattaché au Nixon Center for Peace and Freedom¹⁸⁰⁶).

La couverture par *CNN* de l'attentat du 13 novembre 1995 se distingue de celle des autres chaînes par des informations plus détaillées, une analyse plus profonde et une méthode de présentation très pédagogique¹⁸⁰⁷. La présentatrice Hilary Bowker commence par rappeler les circonstances de l'attentat et citer le nombre de victimes. La correspondante des affaires étrangères du *Los Angeles Times* Robin Wright est interrogée. Elle évoque les informations connues au sujet des groupes qui revendiquent la responsabilité de l'attentat (le Mouvement

¹⁸⁰⁵ "Saudi Arabia/Car Bomb". *NBC*, le 13 novembre 1995 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu/

"Saudi Arabia/Car Bomb". *CBS*, le 13 novembre 1995 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu/

"Saudi Arabia/Car Bomb". *ABC*, le 13 novembre 1995 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu/

¹⁸⁰⁶ "Saudi Arabia/Car Bomb". *NBC*, le 13 novembre 1995 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu/

¹⁸⁰⁷ "Saudi Arabia/Car Bomb/Islamic Extremists". *CNN*, le 13 novembre 1995 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu/

islamique pour le changement et les Tigres du Golfe), les tensions croissantes provoquées par la présence américaine en Arabie Saoudite et les contestations suscitées sur le plan religieux. Elle évoque la répression des dissidents islamiques par le gouvernement saoudien qui force l'opposition à devenir souterraine et les tensions inhérentes aux relations américano-saoudiennes. Wright souligne cependant qu'il ne faut pas tirer de conclusions prématurées concernant la cible et les origines de l'attentat¹⁸⁰⁸. On note que Wright a publié un article sur l'impact de l'attentat sur les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite « Bomb unlikely to shake U.S.-Saudi alliance built on oil and security » publié dans le *Los Angeles Times* du 15 novembre 1995¹⁸⁰⁹.

Louis Lief, Brian Duffy et Richard Z. Chesnoff dans « Telling Friend From Foe- A bombing in Saudi Arabia raises questions about ties to terrorists » (paru dans l'*U.S. News and World Report* du 27 novembre 1995) expliquent que « l'attentat à la bombe du 13 novembre 1995 marque la fin d'une époque et le début d'une nouvelle époque d'incertitude » dans la mesure où le royaume saoudien avait été épargné jusqu'alors par la violence terroriste touchant le reste du Moyen-Orient. Pour les auteurs, l'élément le plus extraordinaire reste que les Américains soient pris pour cible¹⁸¹⁰.

Les auteurs laissent entendre que l'attentat n'est pas une surprise pour la Maison des Saoud qui a longtemps joué « un double jeu » très dangereux avec les oulémas. Pour illustration, ils évoquent le fait que Riyad, en tant que contrepoids à l'Iran et à l'Irak, se soit rapproché de l'Occident (et plus particulièrement de Washington) après la crise du Golfe. Dans le même temps des Saoudiens influents ont fait don de dizaines de millions de dollars à des extrémistes religieux au Moyen-Orient et en Asie dans le but d'apaiser l'opposition religieuse. L'attentat contre la mission d'entraînement de Riyad signifie que quelques-uns de ces extrémistes sont rentrés dans le royaume. Des vétérans arabes de la guerre en Afghanistan « qui ont été formés et financés par des fonds saoudiens » sont cités comme des suspects potentiels tout comme l'Iran et l'Irak. Les auteurs suggèrent que le travail d'investigation sera très difficile mais que deux groupes islamistes extrémistes ressortent: le Mouvement islamique pour le changement et les Tigres du Golfe¹⁸¹¹.

¹⁸⁰⁸ Ibid.

¹⁸⁰⁹ WRIGHT, Robin. "Bomb unlikely to shake U.S.-Saudi alliance built on oil and security". *The Los Angeles Times*. Le 15 novembre 1995. p. A7.

¹⁸¹⁰ LIEF, Louise, DUFFY, Brian et CHESNOFF, Richard Z. "Telling Friend from a Foe: A bombing in Saudi Arabia raises questions about ties to terrorists". *U.S. News & World Report* [en ligne]. Le 27 novembre 1995 [consulté le 15 décembre 2010]. Disponible sur: <http://docs.newsbank.com>

¹⁸¹¹ Ibid.

Enfin, des liens potentiels entre l'attentat et l'organisation CDLR (précédemment citée) sont évoqués par « certains responsables américains ». La CDLR qui est basée à Londres a fait une déclaration sur des sentiments anti-américains croissants¹⁸¹². Selon cette déclaration, les États-Unis doivent cesser de soutenir le régime saoudien (qui est décrit comme « autoritaire et cruel ») afin d'empêcher les attaques futures¹⁸¹³.

Les auteurs se lancent ensuite dans une longue explication où l'implication potentielle du régime saoudien est suggérée. Le financement de longue date par l'Arabie Saoudite de groupes fondamentalistes sur le plan régional est mis en avant, ainsi que le financement des organisations fondamentalistes lors de la guerre en Afghanistan. Les auteurs citent des responsables de la CIA qui expliquent que Riyad a envoyé des milliards de dollars au Pakistan afin de former et équiper les moudjahidines dans le cadre de la stratégie de « roll-back » des forces soviétiques. Les auteurs notent que dans ce processus le gouvernement saoudien a contribué à la création d'une nouvelle génération d'Arabes afghans, des guerriers et des terroristes qui ont lancé des attaques mortelles contre les gouvernements d'Algérie, d'Égypte, de Jordanie et du Yémen. Ils expliquent que des centaines de ces Arabes afghans sont toujours formés et équipés dans des camps d'entraînement ultramodernes au Soudan et en Afghanistan financés par des fondamentalistes saoudiens, soudanais et iraniens. Pour les responsables de la CIA, ce sont les Arabes afghans qui seraient les auteurs de l'attentat contre la mission d'entraînement de la garde nationale saoudienne du 13 novembre. Les auteurs concluent que « si c'était le cas, ce serait le moment le plus difficile d'une relation longue et controversée »¹⁸¹⁴.

Enfin, il note dans cette analyse l'absence de référence au financement des Arabes afghans par les États-Unis et à la coopération américano-saoudienne dans ce domaine. Le sujet reste très sensible et il est difficile de savoir combien cette coopération était connue en 1995. Toutefois, le soutien du Congrès à la politique de l'Administration Reagan en Afghanistan était connu comme évoqué dans la troisième partie de cette thèse doctorale¹⁸¹⁵.

Une autre interprétation de l'attentat du 13 novembre est apportée par Christopher Dickey et Gregory Visica dans « Attack on the house of Saud » paru dans *Newsweek* le 27 novembre 1995¹⁸¹⁶. Comme l'indique le titre de cet article, les auteurs interprètent l'attentat du 13 novembre en premier lieu comme une attaque contre la Maison des Saoud. Plus

¹⁸¹² Ibid.

¹⁸¹³ Ibid.

¹⁸¹⁴ Ibid.

¹⁸¹⁵ Ibid.

¹⁸¹⁶ DICKEY, Christopher et VISICA, Gregory. « Attack on the House of Saud ». *Newsweek* [en ligne]. Le 27 novembre 1995 [consulté le 15 décembre 2010]. Disponible sur: *Gale U.S. History In Context*. Web

précisément, la légitimité de la Maison des Saoud est en jeu. Cette dernière érodée par la divergence entre pratique et discours, en référence à la vie extravagante de certains membres de la famille royale qui témoigne d'un manque de respect important pour les préceptes de l'islam. Leur mauvaise réputation, leur penchant pour la corruption et la dépendance du leadership saoudien des États-Unis (que les auteurs décrivent comme « le Grand Satan ») ont suscité des accusations d'hypocrisie et de trahison « des fondamentalistes de Téhéran, Bagdad et Khartoum » et des contestations de la population saoudienne. Ces contestations ont été amplifiées par la guerre du Golfe. De ce point de vue, l'attentat du 13 novembre « adresse un message clair » que le royaume est menacé par de contestations politiques issues du paysage politique intérieur malgré les tentatives du prince Bandar de nier toute menace du statu quo du régime saoudien¹⁸¹⁷.

Bandar fera effectivement plusieurs tentatives dans les médias américains et ailleurs pour écarter l'idée que le régime saoudien est menacé par des troubles intérieurs. Pour illustration, il adresse une lettre à l'éditeur du *Washington Post* le 25 décembre 1995 dans laquelle il dénonce la représentation de l'attentat à la bombe du 13 novembre comme une manifestation d'opposition politique. Pour Bandar, il s'agit d'un acte terroriste et rien de plus¹⁸¹⁸. Cette position semble être partagée par Caspar Weinberger (secrétaire à la défense du président Reagan) dans « Desert Kingdom » paru dans le magazine d'affaires *Forbes* le 4 décembre 1995¹⁸¹⁹. Weinberger suggère que les États-Unis devraient chercher à mieux comprendre l'Arabie Saoudite une nation qu'il définit comme « puissante », « riche » et « en forte croissance » et « qui va continuer à être l'un des fournisseurs principaux en pétrole pour les États-Unis et d'autres pays »¹⁸²⁰.

Selon Dickey et Visica, les contestations sur le plan politique saoudien s'articulent principalement autour de la présence américaine. Cette présence étrangère a pour effet d'éroder la légitimité de la Maison des Saoud étant donné qu'elle met en exergue sa fragilité. La société saoudienne est « déchirée » entre le désir d'importer la haute technologie (identifiée avec l'Occident) et le désir de préserver la société saoudienne traditionnelle. Toutefois un « sondage » confidentiel effectué par l'ambassade américaine à Riyad (cité par les auteurs) montre que 86% de la population saoudienne considère nécessaire d'appliquer

¹⁸¹⁷ Ibid.

¹⁸¹⁸ Prince Bandar ibn Sultan ibn Abdulaziz al-Saoud. "It's terrorism, not 'dissent'". *The Washington Post*. Le 25 décembre 1995. p. A 30.

¹⁸¹⁹ WEINBERGER, Caspar W. "Desert Kingdom". *Forbes*. Le 4 décembre 1995. p. 33.

¹⁸²⁰ Ibid.

une moralité plus rigoureuse, ce que les auteurs interprètent comme un rejet très clair de l'influence occidentale. Étant donné le caractère confidentiel de ce sondage, il nous paraît difficile de tirer des conclusions de ce résultat. L'existence d'un tel sondage démontre néanmoins la préoccupation des responsables américains à l'égard de cette évolution. Les auteurs concluent néanmoins que « les 5 000 troupes américaines présentes en Arabie Saoudite y sont déployées pour protéger la monarchie, mais que leur présence constitue une menace pour celle-ci en raison des contestations qu'elle suscite (de la population saoudienne) »¹⁸²¹.

Stanley Reed et John Rossant, dans « A dangerous spark in the oilfields: terrorism in Riyadh ratches up tension as the desert sheikdoms trim largesse » paru dans *Business Week* le 27 novembre 1995, perçoivent un lien entre les troubles internes en Arabie Saoudite et la situation économique très précaire qui amène le gouvernement saoudien à réduire les dépenses publiques. Les contestations s'amplifient alors que la vie extravagante de la famille royale continue¹⁸²².

Enfin, le correspondant du *New York Times* Thomas L. Friedman affirme (dans un article d'opinion du 10 décembre 1995) que ni les médias ni les responsables politiques américains n'ont témoigné de suffisamment d'intérêt à l'égard de l'attentat à la bombe contre la mission d'entraînement de la garde nationale saoudienne à Riyad le 13 novembre. Il estime que d'autres événements tels l'assassinat de Yitzhak Rabin et la culmination des négociations de paix en Bosnie ont fait l'ombre à cet événement. Il soutient que cet événement mérite plus de réflexion dans la mesure où il représente l'attentat le plus important contre des intérêts américains au Moyen-Orient depuis l'attentat contre les marines américains à Beyrouth en 1983.

Une explication avancée par Friedman pour ce manque d'intérêt est que les intérêts américains en Arabie Saoudite sont considérés si importants que les responsables américains sont réticents à évoquer des sujets sensibles qui pourraient potentiellement bouleverser la Maison des Saoud ou bien les relations américano-saoudiennes. Une illustration de l'approche adoptée par les États-Unis à l'égard de l'Arabie Saoudite est le renvoi de diplomates américains basés à Riyad (en référence au renvoi d'Hume Horan évoqué auparavant) perçus

¹⁸²¹ DICKEY, Christopher et VISICA, Gregory. "Attack on the House of Saud". *Newsweek* [en ligne]. Le 27 novembre 1995 [consulté le 15 décembre 2010]. Disponible sur: *Gale U.S. History In Context. Web*

¹⁸²² REED, Stanley et ROSSANT, John. "A dangerous spark in the oilfields: terrorism in Riyadh ratches up tension as the desert sheikdoms trim largesse". *Business Week*. Le 27 novembre 1995. p. 54-56.

comme trop « gênants » aux yeux du leadership saoudien en raison de leur familiarité avec les problèmes du royaume saoudien¹⁸²³.

b) L'attentat contre les Khobar Towers le 25 juin 1996

L'attentat le plus médiatisé (avant les attentats du 11 septembre 2001) est certainement l'attentat du 25 juin 1996 qui vise les Khobar Towers, la résidence des forces aériennes américaines à Khobar (située à proximité des quartiers généraux d'ARAMCO à Dhahran). Le bilan de l'attentat est de 19 morts et 372 blessés américains¹⁸²⁴. Si cette affaire demeure non résolue sur le plan technique, des preuves suggèrent qu'une ramification du Hezbollah opérant à l'intérieur de l'Arabie Saoudite a préparé l'attentat avec une aide significative de l'Iran. Des liens sont également évoqués entre Oussama Ben Laden et les auteurs de l'attentat contre les Khobar Towers¹⁸²⁵. Nous soulignons que le président Clinton a été très critiqué pour sa gestion de l'investigation de l'attentat¹⁸²⁶.

L'attentat contre les Khobar Towers est couvert sur toutes les chaînes de télévision principales qui au départ ont peu d'information. Elles font appel au journaliste saoudien Abdul Abu Khudair qui explique qu'un attentat à la bombe placée dans un camion a eu lieu à l'extérieur de la résidence des forces aériennes américaines à Al-Khobar¹⁸²⁷. Une séquence montre le président Clinton à la Maison Blanche qui promet de « poursuivre les coupables en justice » car « les lâches qui ont perpétré cet acte meurtrier ne resteront pas impunis »¹⁸²⁸.

Dans une émission de *CNN* du 26 juin le correspondant du Pentagone Jamie McIntyre s'entretient avec des responsables du Pentagone et pose la question de savoir pourquoi l'attentat n'a pas été anticipé en dépit des signes de dangers reçus lors des mois précédents. On note que des rapports qui évoquent des « attaques planifiées contre des intérêts en Arabie Saoudite » ont été cités par *CNN* le 31 janvier 1996¹⁸²⁹.

¹⁸²³ FRIEDMAN, Thomas L. Article d'opinion. *The New York Times* [en ligne]. Le 10 décembre 1995 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

¹⁸²⁴ BRONSON: op. cit. p. 216-217.

¹⁸²⁵ "Saudi Arabia/Al Khobar Bombing/Bin Laden". *CNN*, le 26 juin 1997 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸²⁶ LOWRY, Rich. "Clinton and Khobar". *National Review* [en ligne]. Le 3 novembre 2003 [consulté le 17 décembre 2010]. Disponible sur: <http://old.nationalreview.com/lowry/lowry200311030753.asp>

¹⁸²⁷ "Saudi Arabia/Explosion". *CNN*, le 25 juin 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸²⁸ Ibid.

¹⁸²⁹ "Saudi Arabia/Terrorist Threat". *CNN*, le 31 janvier 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

Des images montrent l'extérieur endommagé des Khobar Towers qui laisse penser qu'une énorme explosion a eu lieu. Une séquence de la conférence de presse du président Clinton du 26 juin est diffusée. Le Président confirme l'engagement des États-Unis envers l'Arabie Saoudite et évoque l'investigation en cours du FBI et la visite planifiée du secrétaire d'état Warren Christopher sur le site de l'explosion. Dans une autre séquence, le ministre des affaires étrangères de l'Arabie Saoudite Saoud al-Faysal mentionne les retombées de l'attentat pour l'Arabie Saoudite. Pour démontrer la détermination de l'Arabie Saoudite il rappelle l'exécution par les autorités saoudiennes des coupables de l'attentat du 13 novembre 1995. Enfin, la présentatrice Fionnuala Sweeny évoque la condamnation de l'attentat contre les Khobar Towers partout dans le monde¹⁸³⁰.

L'ampleur de l'attentat pour les États-Unis est symbolisée par la demande du président Clinton de mettre en berne tous les drapeaux sur le plan national. Cet élément est évoqué par le présentateur Tom Brokaw dans une émission de *NBC* le 26 juin¹⁸³¹. Un autre symbole de la gravité de la situation est la visite du secrétaire d'État Warren Christopher sur le site des Khobar Towers dont une séquence est diffusée à *NBC*¹⁸³². Les mesures de sécurité de la résidence des forces aériennes aux Khobar Towers sont évoquées par le correspondant du Pentagone Ed Rabel qui s'entretient avec le secrétaire à la défense William Perry, le sergent Leslie Gillary et le commandant de la guerre du Golfe Norman Schwarzkopf. Des images et des diagrammes animés des Khobar Towers sont diffusés dans le but de capter l'attention des spectateurs. La participation du président Clinton au sommet du G7 à Lyon est évoquée. Le Président déclare que « les États-Unis protègent et défendent les leurs »¹⁸³³. Enfin, le correspondant Andrea Mitchell explique depuis Washington que les troubles intérieurs en Arabie Saoudite s'expliquent par l'exposition à la culture occidentale avec la présence des troupes américaines sur le territoire saoudien¹⁸³⁴. Cette explication sera évoquée à de nombreuses reprises dans la couverture médiatique américaine au cours de la période 1996-2000.

¹⁸³⁰ *CNN*, le 26 juin 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸³¹ Saudi Arabia/Truck Bolbing/Security Issues. *NBC*. Le 26 juin 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸³² *NBC*, le 26 juin 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸³³ *NBC*, le 26 juin 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸³⁴ *Ibid.*

L'éditeur de la *National Review* Rich Lowry (dont l'ouvrage sur la présidence Clinton *Legacy: Paying the Price for the Clinton Years* est publié en 2003)¹⁸³⁵ estime que la mauvaise gestion du président Clinton de l'investigation de l'attentat contre Khobar Towers le 25 juin 1996 est une « opportunité manquée » pour comprendre le fonctionnement et l'organisation de réseaux terroristes émergents tel Al-Qaïda¹⁸³⁶. Il décrit l'investigation comme une lutte entre deux parties. En premier lieu, une lutte entre l'Administration Clinton et le leadership saoudien qui cherche à dissimuler la vérité à Washington. En second lieu, une lutte entre la Maison Blanche, qui est réticent à poursuivre l'investigation, et le FBI qui est déterminé à connaître la vérité et qui doute des explications de la Maison Blanche.

Lowry maintient que « le mode de non-coopération » du leadership saoudien est établi depuis l'attentat de Riyad du 13 novembre quand ce dernier refuse de donner accès aux coupables. S'agissant de l'attentat contre les Khobar Towers, Riyad cherche à dissimuler la coopération entre des groupes extrémistes chiites et sunnites dans le domaine du terrorisme [qui va à l'encontre des préceptes wahhabites]. Le Hezbollah saoudien, groupe extrémiste chiite soutenu par des responsables politiques iraniens de haut niveau, a été jugé coupable. Oussama Ben Laden et quelques oulémas wahhabites radicaux ont été très élogieux devant cet acte terroriste. Dans ce cas, le leadership saoudien a refusé de coopérer moins parce qu'il craignait que les États-Unis « lâchent une bombe » sur l'Iran en représailles, mais parce qu'il cherchait à obscurcir le rôle des Saoudiens dans cet attentat¹⁸³⁷. Lowry estime que le leadership saoudien n'avait rien à craindre de l'Administration Clinton sur ce plan étant donné que celle-ci avait commencé à « courtiser » l'Iran.

Comme indiqué précédemment, l'argument clé de Lowry est la « réticence » du président Clinton à poursuivre les coupables de l'attentat des Khobar Towers. Selon un expert en terrorisme anonyme cité par Lowry, « toutes les clés de la nouvelle menace terroriste étaient renfermées dans l'attentat contre les Khobar Towers »¹⁸³⁸.

Au cours de l'année 1997, la télévision américaine continue de rapporter la présence militaire américaine en Arabie Saoudite et les mesures de sécurité qui se sont exacerbées depuis l'attentat contre les Khobar Towers. Le sujet est évoqué dans une série de reportages spéciaux diffusés sur *CBS* en avril 1997. Le premier de ces reportages est consacré au danger

¹⁸³⁵ LOWRY, Rich. *Legacy: Paying the Price for the Clinton Years*. Washington, D.C.: Regnery, 2003.

¹⁸³⁶ LOWRY, Rich. "Clinton and Khobar". *National Review* [en ligne]. Le 3 novembre 2003 [consulté le 17 décembre 2010]. Disponible sur: <http://old.nationalreview.com/lowry/lowry200311030753.asp>

¹⁸³⁷ Ibid.

¹⁸³⁸ Ibid.

rencontré par les troupes américaines en Arabie Saoudite¹⁸³⁹. Le correspondant Tom Fenton se trouve à la base aérienne du prince Sultan où il s'entretient avec le commandant le général Dan Dick qui constate que la sécurité est devenue une obsession pour lui. Un groupe de survivants de l'attentat contre les Khobar Towers évoque leurs expériences¹⁸⁴⁰.

Le second reportage porte sur la famille royale saoudienne et met en avant la vie extravagante de celle-ci. Des images du palais royal de Riyad et des ghettos saoudiens où vit la population moins aisée évoquent la corruption de la famille royale et le soutien qui lui est apporté par les États-Unis. Tom Fenton s'entretient avec le prince héritier Abdullah qui au travers d'un interprète affirme qu'il est important pour l'Arabie Saoudite de maintenir de bonnes relations avec les États-Unis. Il s'entretient également avec le commandant de la force aérienne saoudienne qui met en exergue l'importance de la sécurité des troupes américaines en Arabie Saoudite. Le second reportage se termine par un entretien avec un membre déguisé de l'opposition islamiste qui au travers d'un interprète déclare qu'il soutient le jihad contre les Américains¹⁸⁴¹.

Enfin, le troisième et dernier reportage porte sur la vie des expatriés à Dhahran où Tom Fenton s'entretient avec plusieurs Américains¹⁸⁴². Des images sont diffusées du camp surveillé, de la police religieuse (le mutawwa) qui arrêtent des hommes saoudiens parce qu'ils ne se rendent pas à la mosquée lors de l'heure de la prière et des femmes pour violation du code vestimentaire. Fenton interroge la directrice des loisirs Dana Coswell qui évoque la vie ultra stricte en Arabie Saoudite. L'attentat contre les Khobar Towers et les mesures de sécurité renforcées pour les Américains civils en Arabie Saoudite sont évoquées¹⁸⁴³.

La résurgence de l'islamisme fondamentaliste en Arabie Saoudite et la menace posée par celui-ci contre l'Occident est évoquée dans une émission de *CNN* le 14 avril 1997¹⁸⁴⁴. Le reportage porte sur le pèlerinage à la Mecque. Le correspondant Gayle Young se trouve au Caire. Des images du canal de Suez sont diffusées où des musulmans pieux se préparent au pèlerinage (le Hajj). Le correspondant s'entretient avec un pèlerin à l'université Al Azhar qui

¹⁸³⁹ "Assignment: Saudi Arabia (U. S. Troops/Danger) Part 1". *CBS*, le 7 avril 1997 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸⁴⁰ Ibid.

¹⁸⁴¹ "Assignment: Saudi Arabia (Royal Life) Part II". *CBS*, le 8 avril 1997 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸⁴² *CBS*, le 9 avril 1997 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸⁴³ Ibid.

¹⁸⁴⁴ "Islam/Mecca Pilgrimage". *CNN*, le 14 avril 1997 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

évoque les cinq piliers de l'islam: la croyance en Dieu, la prière, la charité, le jeûne et le pèlerinage à la Mecque. Waleed Kazzuha, de l'université américaine du Caire, est interrogé et décrit l'islam et évoque la résurgence de l'islam fondamentaliste et son impact sur le monde occidental¹⁸⁴⁵.

c) Les attentats contre les ambassades américaines de Dar-es-Salam et de Nairobi le 7 août 1998

Avant les attentats du 7 août 1998, Oussama Ben Laden était un personnage relativement connu du public américain. Un entretien où il évoque le jihad contre les forces américaines en Arabie Saoudite a notamment été diffusé sur *CNN* le 10 mai de cette même année¹⁸⁴⁶.

Le bilan de ces deux attentats est de 250 morts et de milliers de blessés. Ces actes terroristes (qui ont été attribués à Oussama Ben Laden) ont contribué à la concentration médiatique sur le terrorisme en général et plus particulièrement sur la personne de Ben Laden à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

En réponse à ces attentats, les États-Unis vont effectuer des frappes de missiles contre les camps d'entraînement présumés d'Oussama Ben Laden en Afghanistan et au Soudan. La plupart des missiles ont raté leur cible ; seul l'un des complexes qui était pratiquement déserté a été touché. Le fait que l'Administration Clinton n'a pas averti Riyad ou Islamabad de cette décision témoigne d'un manque de confiance dans des alliés de longue date des États-Unis. Les réactions du leadership saoudien (qui pensait que les actions de Washington allaient seulement provoquer Ben Laden et susciter des sympathies au Moyen-Orient) étaient très négatives. L'ambassadeur des États-Unis à Riyad, W. Wyche Fowler Jr. (cité par Rachel Bronson: 2006) décrit cette épisode comme « un moment très critique pour les relations américano-saoudiennes¹⁸⁴⁷.

Rachel Bronson affirme que le prince Turki al-Faysal s'est rendu en Afghanistan en juin 1998 où il s'est entretenu avec le leader des Talibans, Mullah Muhammad Omar, au sujet d'Oussama Ben Laden. Selon le Prince, Mullah Omar aurait consenti à remettre Ben Laden aux responsables saoudiens. Suite aux attaques terroristes contre les ambassades américaines de Dar-es-Salam et de Nairobi, Turki est retourné en Afghanistan pour « récupérer » Ben

¹⁸⁴⁵ Ibid.

¹⁸⁴⁶ "Islam/ Ladin Interview". *CNN*, le 10 mai 1997 [consulté en ligne le 13 février 2011]. Disponible sur: news.findlaw.com/cnn/docs/binladen/binladenintw-cnn.pdf

¹⁸⁴⁷ BRONSON: op. cit. p. 226-227.

Laden mais découvre que Mullah Omar a changé d'avis. Turki est rentré en Arabie Saoudite « bredouille » alors que Ben Laden trouvait refuge en Afghanistan¹⁸⁴⁸.

D'autres commentateurs tels Judith Miller et James Risen dans le *New York Times* du 18 octobre 1998 (l'article s'intitule « Backed by U.S., Saudis Seek Afghan Ouster of Bin Laden ») suggèrent que c'est l'Administration Clinton qui aurait incité Turki al-Faysal à persuader Mullah Omar de déporter Oussama Ben Laden¹⁸⁴⁹.

Les frappes de missiles contre les camps d'entraînement d'Oussama Ben Laden en Afghanistan qui interviennent le 20 août 1998 sont analysées en direct par des experts en défense et en contre-terrorisme dans des émissions spéciales diffusées par les chaînes de télévision majeures. Ces experts débattent des meilleurs moyens de combattre le terrorisme. Ils évoquent les réactions éventuelles (et probables) d'Oussama Ben Laden et ses adeptes face à ces frappes¹⁸⁵⁰. Certaines de ces émissions portent des titres évocateurs tels « America Strikes Back » (pour *CNN* et pour « Nightline » diffusé sur *ABC*)¹⁸⁵¹. Le 21 août, *ABC* diffuse une version spéciale de « Nightline » intitulé « America on Alert » en référence aux représailles anticipées d'Oussama Ben Laden¹⁸⁵². Ces mêmes titres seront réutilisés dans le contexte du 11 septembre 2001.

2. L'émergence de l'islamisme extrémiste sunnite

Comme évoque auparavant, l'opinion publique ne fait pas encore de rapprochement entre l'islamisme fondamentaliste et le terrorisme. Cette corrélation sera introduite par les responsables politiques et les médias dans le contexte des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Cela nous amène aux questions suivantes: Comment l'émergence du terrorisme islamiste sunnite est-elle abordée par les médias et les experts en 1998? Comment Oussama Ben Laden se distingue-t-il des autres terroristes ?

¹⁸⁴⁸ Ibid.

¹⁸⁴⁹ MILLER, Judith et RISEN, James. «Backed by U.S., Saudis Seek Afghan Ouster of Bin Laden». *The New York Times* [en ligne]. Le 18 octobre 1998 [consulté le 26 janvier]. Disponible sur: New York State Newspapers.Web

¹⁸⁵⁰ «US Military Strikes Coverage». *CBS*, le 20 août 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

«A Closer Look (Fighting Terrorism)». *ABC*, le 20 août 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸⁵¹ «America Strikes Back». *CNN*, le 20 août 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

«America Strikes Back». *ABC*, le 20 août 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

¹⁸⁵² «America on Alert». *ABC*, le 21 août 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

2.1. Bernard Lewis

Une explication très intéressante de l'émergence de l'islamisme sunnite radical est apportée par Bernard Lewis dans « Licence to Kill : Usama bin Laden's Declaration of Jihad » paru dans la revue *Foreign Affairs* de décembre 1998¹⁸⁵³. Ce titre fait référence à la publication par *Al-Quds al-Arabi* de la « Déclaration par le Front islamique mondial du Jihad contre les Juifs et les Croisés » le 23 février 1998 que Lewis décrit comme « une pièce magnifique, éloquente et parfois poétique de prose arabe ». Cette déclaration a été signée par Oussama Ben Laden.

Lewis perçoit la résurgence de l'islamisme sunnite radical comme une réaction à trois griefs principaux liés à « l'Arabie », l'Irak et Jérusalem. L'élément le plus important est l'Arabie, le cœur de l'islam où est située la Mecque (lieu de naissance du Prophète); Médine où le Prophète a créé son premier État musulman et le Hedjaz dont la population fut la première à adhérer à l'islam. Ensuite, la scène majeure de l'islam fut l'Irak ; le siège du Califat pendant 500 ans. Enfin, l'intérêt parmi les musulmans pour Jérusalem fut ravivé au dix-neuvième siècle avec les disputes des puissances européennes concernant la garde des lieux saints et l'immigration juive après 1882.

Le renouveau puritain inspiré par le mouvement wahhabite qui avait formé une alliance avec la Maison des Saoud au dix-huitième siècle (évoqué auparavant) était en partie une réaction à la menace représentée aux yeux des *muwahiddun*¹⁸⁵⁴ par la consolidation des puissances européennes en Asie du sud et la réapparition des navires chrétiens aux larges de l'Arabie. Nous avons évoqué auparavant la conquête de l'Arabie par Abd al-Aziz avec l'aide des Ikhwan (« les guerriers wahhabites ») au début du vingtième siècle.

La découverte du pétrole dans les années 1930 va complètement changer la donne pour l'Arabie Saoudite avec une présence occidentale grandissante (notamment américaine). Lewis évoque le fonctionnement de la ville portuaire de Djeddah comme une sorte de « quarantaine religieuse » où les représentants diplomatiques, consulaires et commerciaux avaient la permission de s'installer. La découverte et l'exportation du pétrole qui transforme Riyad d'un oasis en une métropole majeure amène un flux croissant d'étrangers. Leur présence est perçue par beaucoup comme une « désécration ».

¹⁸⁵³ LEWIS, Bernard. "License to Kill: Usama bin Laden's Declaration of Jihad". *Foreign Affairs* [en ligne]. Décembre 1998, vol. 77, n°6 [consulté le 8 février 1998], p. 14-19. Disponible sur: <http://infoweb.newsbank.com>

¹⁸⁵⁴ Muwahiddun: professeurs de l'unité d'Allah ; les disciples de Muhammad ben Abd al-Wahhab dans CHAMPION: op. cit. p. xix.

Aussi longtemps que leur implication se limitait au domaine économique et que les bénéfices étaient suffisamment importants pour compenser les griefs, la présence des étrangers était tolérée par la population saoudienne. Toutefois l'écroulement des prix du pétrole dans les années 1980 et 1990 ainsi que la pression démographique (qui suscite une augmentation des dépenses publiques) ont pour effet d'amplifier les griefs de la population saoudienne et par là même les ressentiments à l'égard des étrangers. La révolution iranienne et la guerre du Golfe ajoutent une dimension politique et militaire à la présence américaine qui est représentée comme « impérialiste ». Lewis explique que lorsque « le cœur de l'islam » est touché, de nombreux musulmans ont tendance à définir aussi bien le combat que l'ennemi en des termes religieux. Cela expliquerait leur représentation des troupes américaines (qui ont été déployées pour « libérer le Koweït » et « sauver l'Arabie Saoudite de Saddam Hussein ») comme des « envahisseurs infidèles » et des « occupants ». Cette perception est renforcée par le statut de l'Amérique comme une superpuissance unique¹⁸⁵⁵.

2.2. Tarek Masoud

Une autre contribution très intéressante à ce débat est apportée par Tarek Masoud (un correspondant d'origine saoudienne pour l'émission « The News Hour with Jim Leary » diffusée sur *PBS*). L'article de Masoud porte sur les racines idéologiques d'Oussama Ben Laden ; il est paru dans le *New Republic* du 28 décembre 1998¹⁸⁵⁶.

Masoud remet en question la représentation de la résurgence du terrorisme islamiste en vogue parmi les experts comme « un cas classique dans le domaine du renseignement lorsqu'un agent se retourne contre ses commanditaires » (ou « blowback » en anglais). Selon cette explication, Oussama Ben Laden est « un produit des politiques américaines cyniques de guerre froide ». Masoud explique que Washington a certainement engagé et financé des islamistes fondamentalistes antisoviétiques, mais que ce n'est pas la CIA qui est à l'origine de la ferveur islamique qui alimente les actions de Ben Laden. Ce dernier est un produit de « la danse dangereuse » de la Maison des Saoud avec l'islam fondamentaliste.

Cette « danse » fut initiée en 1744 avec l'alliance politico religieuse conclue entre Mohammed Ibn Saoud (le gouverneur du premier dominion saoudien) et l'érudit religieux

¹⁸⁵⁵ LEWIS: op. cit: 1998. p. 14-19.

¹⁸⁵⁶ MASOUD, Tarek. "Desert Storm". *The New Republic* [en ligne]. Le 28 décembre 1998 [consulté le 26 janvier 2011], p. 17-18. Disponible sur: <http://infoweb.newsbank.com>

Mohammed Ibn Abdul Wahhab. Saoud promettait à Abdel Wahhab une nation wahhabite seulement si Dieu et ses disciples bédouins voulaient l'aider.

Une illustration de la « danse » de la Maison de Saoud avec les fondamentalistes dans le monde contemporain est le discours religieux utilisé par les leaders saoudiens pour rallier des volontaires pour le combat en Afghanistan. Ce discours coïncidait avec la notion de solidarité panislamique des oulémas qui ont représenté l'invasion soviétique comme une « injustice perpétrée contre tous les musulmans » et exhorté les pieux à apporter toute aide possible à la résistance. C'est dans ce contexte que de jeunes hommes comme Oussama Ben Laden ont cherché à rejoindre le mouvement de résistance en Afghanistan.

Pour autant, le leadership saoudien n'avait aucun désir de créer une armée de guerriers saints. Il espérait qu'à la fin de la guerre tout le monde allait rentrer et oublier le jihad. Ben Laden et ses semblables ont cependant décidé de continuer la lutte contre les ennemis de l'islam. Dans ce contexte, le déploiement des troupes américaines en Arabie Saoudite était perçu comme une reprise de la guerre en Afghanistan, avec les Américains dans le rôle des envahisseurs cette fois-ci. La famille royale a essayé de légitimer la présence des troupes américaines au travers d'une fatwa déclarée par les oulémas qui justifiait celle-ci comme un acte nécessaire d'autodéfense contre l'agression irakienne. Si l'invasion d'un territoire islamique (tel l'Afghanistan) était un péché aux yeux des Arabes afghans, l'arrivée des Américains « au cœur de l'islam » était présentée par Ben Laden comme « la dernière et la plus importante des agressions jamais commises contre les musulmans depuis la mort du Prophète ».

Masoud suggère que l'alliance politico-religieuse entre la Maison des Saoud et les oulémas est en train de s'éroder sous la pression des islamistes fondamentalistes qui remettent en question la divergence entre le discours et la pratique comme l'illustrent le leadership saoudien et les oulémas « mainstream »¹⁸⁵⁷.

2.3. Steven Engelberg

Steven Engelberg dans le *New York Times* du 12 septembre 1998 décrit Oussama Ben Laden comme « un terroriste très moderne sous certains aspects »¹⁸⁵⁸. Cela est illustré par le fait qu'il annonce ses intentions sur *CNN*, gère son réseau financier global par téléphone

¹⁸⁵⁷ Ibid: p. 17-18.

¹⁸⁵⁸ ENGELBERG, Steven. "Terrorism's New (and Very Old) Face; It's not the Kin of War the West Fights Well". *The New York Times* [en ligne]. Le 12 septembre 1998 [consulté le 26 janvier 1998]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

satellite et se sert de cassettes enregistrées pour transmettre son message à ses supporters en Arabie Saoudite.

Pourtant des experts en terrorisme tels Bruce Hoffman (directeur du Center for the Study of Terrorism and Political Violence à l'université de Saint Andrews) affirment que l'idéologie d'Oussama Ben Laden et d'autres groupes islamiques émergents trouve son origine dans la forme la plus ancienne du terrorisme lorsque la religion était la justification principale de ce que d'autres experts ont appelé « la terreur sainte ». Selon Hoffman, Ben Laden se distingue des autres terroristes par sa fortune personnelle et le fait qu'il opère de différents pays avec un gouvernement très limité tels l'Afghanistan ou l'Albanie.

Un élément essentiel évoqué par Engelberg est « la guerre contre le terrorisme », un terme introduit par la secrétaire d'État Madeleine Albright. David Long (ancien responsable du département d'État), cité par l'auteur, trouve ce terme trompeur dans la mesure où il est impossible de gagner la guerre contre le terrorisme. Bruce Hoffman explique pour sa part que la guerre par définition signifie un combat délimité dans le temps sur un terrain identifié contre un ennemi connu. Or cela n'est pas le cas de la guerre contre le terrorisme qui par définition ne se déroule pas sur un terrain en particulier. La guerre contre le terrorisme est illimitée et il est impossible de combattre l'ennemi¹⁸⁵⁹.

2.4. Robert M. Gates

La perception de la « guerre contre le terrorisme » comme une guerre illimitée et le besoin d'un leadership américain pour gérer cette nouvelle réalité est évoquée par Robert M. Gates (ancien directeur de la CIA entre 1991 et 1993 et actuel secrétaire à la défense) dans un article d'opinion du *New York Times* du 16 août 1998 (l'article s'intitule « What War Looks Like Now »)¹⁸⁶⁰.

Selon lui, l'enjeu principal pour le peuple et le gouvernement américain est de se poser la question si la guerre contre le terrorisme est la priorité absolue de la politique étrangère américaine. Gates explique qu'une telle guerre pourrait amener les États-Unis à sacrifier leurs intérêts politiques, économiques et de sécurité plus larges au profit de leur propre jihad, ou guerre sainte, contre les terroristes. Une meilleure approche serait selon lui la promotion d'une paix authentique au Moyen-Orient qui honore la mémoire de Yitzhak Rabin, d'un

¹⁸⁵⁹ Ibid.

¹⁸⁶⁰ GATES M., Robert. "What War Looks Like Now". *The New York Times* [en ligne]. Le 16 août 1998 [consulté le 26 janvier 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

dialogue avec le président Khatami d'Iran ainsi que la promotion des droits de l'homme et des valeurs démocratiques au Moyen-Orient.

Une illustration du « pragmatisme » de Gates dans ce domaine est sa suggestion qu'il serait contreproductif de faire pression sur l'Arabie Saoudite pour connaître la vérité sur « l'implication étrangère » dans les attentats à la bombe de Riyad et de Dhahran (en référence à l'Iran) dans la mesure où cela pourraient compromettre les relations américano-saoudiennes et la présence américaine dans le golfe Persique¹⁸⁶¹.

3. Conclusion

Les doutes du prince héritier Abdullah (l'actuel roi) quant au bien-fondé de la présence des troupes américaines sur le territoire saoudien se révèlent fondées. Afin de sécuriser l'accès aux ressources pétrolières saoudiennes et d'empêcher Saddam Hussein de mettre la main sur les installations militaires, le roi Fahd et les responsables américains ont consciemment choisi de mettre de côté des préoccupations pourtant sérieuses qui relèvent de la stabilité intérieure de l'Arabie Saoudite. Ces préoccupations concernent la présence des islamistes fondamentalistes qui menacent le statu quo du régime saoudien ainsi qu'un antiaméricanisme grandissant.

La présence américaine a amplifié les tensions préexistantes de la société saoudienne. Ces tensions étaient les fruits du processus de modernisation, de l'érosion des richesses pétrolières, d'une pression démographique très forte, du non respect des préceptes du wahhabisme par la Maison des Saoud et d'un sentiment généralisé que la vie saoudienne traditionnelle est érodée par les influences occidentales. La guerre du Golfe va favoriser l'émergence d'un islamisme radical d'opposition qui va se retourner contre la famille royale saoudienne et par la suite contre la présence américaine.

L'islamisme sunnite radical s'est manifesté par une série d'attentats terroristes qui ont visé les États-Unis et les citoyens américains avec en premier lieu, l'attentat contre le World Trade Center le 26 février 1993 à New York, en second lieu l'attentat contre le bureau de la mission d'entraînement de la garde nationale saoudienne à Riyad le 13 novembre 1995, en troisième lieu l'attentat contre les Khobar Towers (dortoirs des militaires américains à Khobar, Arabie Saoudite) le 25 juin 1996, en quatrième lieu les attentats contre les ambassades américaines de Dar-es-Salam et de Nairobi le 7 août 1998 menés par des acteurs

¹⁸⁶¹ Ibid.

affiliés à Al-Qaïda, en cinquième lieu l'attentat contre l'USS Cole le 12 octobre 2000 et enfin les attentats terroristes contre les États-Unis le 11 septembre 2001.

Il apparaît donc que « le rendez-vous » des « Yankees » et des Saoudiens dans le cadre de la guerre du Golfe peut-être qualifié de « raté ». Dans un sens on pourrait argumenter que cette rencontre n'a jamais eu lieu dans la mesure où la plupart des troupes avaient été éloignées de la population saoudienne par les responsables américains afin de ne pas « contaminer » la culture saoudienne traditionnelle. La population saoudienne était réticente à se rapprocher des Américains perçus par de nombreux Saoudiens comme des « envahisseurs infidèles ». Par conséquent, les « chocs culturels » entre les troupes américaines et la population saoudienne se sont articulés principalement autour de représentations, de perceptions et de stéréotypes préexistants. Le manque de démocratie (et plus particulièrement de libertés pour les femmes) a été souligné par de nombreux soldats américains qui se sont posés la question de savoir pourquoi ils devaient défendre un pays où les femmes n'avaient même pas l'autorisation de conduire. En ce sens, la guerre du Golfe a agit comme un catalyseur en faisant remonter à la surface des images souvent dissimulées ou inactives dans la mesure où les relations américano-saoudiennes se caractérisent en temps normal par un certain pragmatisme.

Le terrorisme islamiste et Oussama Ben Laden sont des sujets récurrents dans les médias américains à partir du 29 juin 1996 après l'attentat à la bombe des Khobar Towers. La couverture médiatique d'Oussama Ben Laden s'est intensifié en août 1998 suite aux attentats contre les ambassades américaines en Afrique de l'est qui sont attribués à Al-Qaïda. Pour autant, l'opinion publique américaine ne fait pas de lien à ce moment entre le terrorisme et l'islamisme fondamentaliste ou bien entre Oussama Ben Laden et l'Arabie Saoudite. Ce lien sera introduit par les médias, les experts et les responsables dans le contexte du 11 septembre 2001.

Un débat a cependant lieu parmi les experts et la presse élite sur les racines idéologiques d'Oussama Ben Laden et comment aborder cette nouvelle menace. Le phénomène de « blowback » ou de retournement de situation (en référence à l'argument qu'Oussama Ben Laden et ses semblables sont des produits de la politique de guerre froide de Washington) est débattu ainsi que le concept de « guerre contre le terrorisme ». De nombreux experts considèrent malheureux l'utilisation de ce terme qui suggère que la guerre contre le terrorisme peut être gagnée alors que le terrorisme par définition n'est ni limité dans le temps, ni dans l'espace. Tarek Masoud qualifie l'argument de « blowback » de « vérité partielle » dans la

mesure où la CIA a certes financé les Arabes afghans mais ne se trouve pas à l'origine du fanatisme religieux de ces derniers.

CONCLUSION

La participation directe de 15 citoyens saoudiens dans les attentats du 11 septembre 2001 a provoqué de très vives réactions et des critiques virulentes dans l'opinion publique américaine concernant l'implication potentielle du gouvernement saoudien dans ces actes. Ces réactions ont été amplifiées par de nombreux articles, déclarations et émissions sur l'Arabie Saoudite dans le contexte post-11 septembre dont la plupart évoquent une image très négative de l'Arabie Saoudite. « Nine Eleven », le nom rapidement attribué à ces événements par les médias, se révélera le plus grand défi pour les relations américano-saoudiennes depuis l'embargo pétrolier de 1973-1974.

L'image très négative de l'Arabie Saoudite qui ressort de la couverture médiatique est renforcée par l'attitude des responsables saoudiens qui ont initialement refusé de reconnaître la citoyenneté des terroristes. Cette dégradation de l'image de l'Arabie Saoudite est illustrée par les sondages d'opinion qui signalent une baisse des opinions favorables (à l'égard de l'Arabie Saoudite) de 56% à 32% entre mars et décembre 2001. Le prince Alwaleed Ben Talal a tenté d'améliorer cette image avec un don de 10 millions de dollars au maire de New York, Rudy Guiliani. Toutefois, le maire a refusé ce chèque suite à une lettre du prince saoudien qui évoque un lien entre les attentats du 11 septembre et la politique américaine à l'égard du conflit israélo-palestinien¹⁸⁶².

Les attentats du 11 septembre 2001 permettent de « découvrir » des représentations et des perceptions préexistantes sur l'Arabie Saoudite et sur le wahhabisme dans l'opinion publique américaine et parmi les responsables. Le 11 septembre va également mettre en exergue l'opportunisme de certains anciens responsables américains qui ont coopéré étroitement avec le leadership saoudien et qui devraient raisonnablement être au courant du prosélytisme saoudien. Sandy Berger (conseiller pour la sécurité nationale sous le président Clinton entre 1997 et 2001) suggère que le 11 septembre eut pour effet de dévoiler « le vrai visage de l'Arabie Saoudite » et évoque le « double jeu » du royaume saoudien. George Shultz pour sa part évoque « une escroquerie dans des proportions grotesques » de la part du leadership saoudien¹⁸⁶³.

¹⁸⁶² BRONSON, Rachel. *Thicker Than Oil: American: America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia*. New York: Oxford University Press, 2006.

¹⁸⁶³ GARFINKLE, Adam. "Weak Realpolitik: The Vicissitudes of Saudi Bashing". *The National Interest*. Printemps 2002. p. 145.

Certains commentateurs favorables à la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite tels Gary Leupp (professeur d'histoire à l'université de Tuft) dans *CounterPunch* du 8 août 2003 évoquent « une campagne anti-saoudienne menée par les néoconservateurs »¹⁸⁶⁴. Dans ce bulletin, Leupp mentionne la présentation de Laurent Murawiec (chercheur d'origine française à l'époque rattaché à la fondation RAND) en date du 10 juillet 2002 devant le Defense Policy Board (DPB) du Pentagone. Murawiec était invité par Richard Perle (à l'époque président du DPB)¹⁸⁶⁵.

Dans sa présentation qui s'intitule « Taking Saudi out of Arabia », Murawiec présente l'Arabie Saoudite comme la « source de tous les maux dans le monde de l'islam ». Son commentaire vise particulièrement l'émergence des mouvements jihadistes au Moyen-Orient et dans le reste du monde de l'islam qui rend l'Arabie Saoudite directement responsable des attentats du 11 septembre¹⁸⁶⁶. Le terme anglais utilisé par Murawiec est « kernel of evil ».

La solution avancée par Murawiec consiste à détacher la province de l'est de l'Arabie Saoudite (où les champs pétroliers majeurs sont concentrés) et de la placer sous « protectorat » de la communauté internationale. Afin d'atteindre cet objectif, « l'Occident » (ou plutôt les États-Unis) sera dans un premier temps obligé d'occuper l'Arabie Saoudite. Une autorité doit ensuite être créée pour distribuer les richesses pétrolières saoudiennes au Moyen-Orient. Enfin, les lieux saints de la Mecque et de Médine seront administrés par un collège religieux international créé par l'Occident¹⁸⁶⁷.

Selon Gregory Gause (professeur à l'université de Vermont et éminent spécialiste de l'Arabie Saoudite), Murawiec soulève des questions importantes mais ne les aborde pas de manière sérieuse. Gause conçoit que l'interprétation saoudienne officielle de l'islam, le wahhabisme, est puritaine et intolérante et que les richesses pétrolières saoudiennes ont joué un rôle central dans la propagation du wahhabisme dans le monde de l'islam (aussi bien sur le plan officiel que privé). Cependant, le wahhabisme est seulement l'un des éléments du mélange idéologique et politique toxique dont Oussama Ben Laden et son jihad contre les États-Unis sont les produits. Gause maintient que Murawiec déforme consciemment l'histoire afin de rendre son argument plus convainquant¹⁸⁶⁸.

¹⁸⁶⁴ LEUPP, Gary. "On Terrorism, Methodism, Saudi 'Wahhabism' and the Censored 9-11 Report". *CounterPunch*, le 6 août 2003 dans SAF Item of Interest le 12 août 2003 [consulté en ligne le 14 février 2011]. Disponible sur: <http://www.Saudi-American-Forum.org>

¹⁸⁶⁵ Ibid.

¹⁸⁶⁶ GAUSE F., Gregory. "Desert Conundrum: Two Vastly Different Takes on the Puzzle That is Saudi Arabia". *SUSRIS*, le 29 octobre 2005.

¹⁸⁶⁷ Ibid.

¹⁸⁶⁸ Ibid.

On observe que le discours de Murawiec s'inscrit dans le même courant interventionniste que celui d'Edward Luttwak et Robert Tucker qui ont plaidé en faveur d'une intervention militaire en l'Arabie Saoudite dès 1975. Le facteur nouveau chez Murawiec sont les références directes au prosélytisme de l'Arabie Saoudite.

Le compte rendu de la présentation de Murawiec devant le DPB par Thomas Ricks « Briefing Depicted Saudis As Enemies » dans le *Washington Post* du 6 août 2002 est à l'origine d'un scandale¹⁸⁶⁹. Colin Powell (qui fut très ennuyé par cette affaire) a expliqué au ministre des affaires étrangères saoudien, le prince Saoud al-Faysal, que les opinions de Murawiec n'étaient pas représentatives du reste du gouvernement américain¹⁸⁷⁰. Le président Bush a également fait référence à « l'amitié éternelle » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Malgré tout, tel que suggéré par Gary Leupp et James Mann, une rupture était déjà perceptible au sein de l'Administration Bush entre ceux qui souhaitaient un changement de régime en Arabie Saoudite et ailleurs dans le Moyen-Orient (tels Paul Wolfowitz, Richard Cheney et Donald Rumsfeld) et ceux qui cherchaient à maintenir des liens avec le régime saoudien existant (tels Colin Powell et Brent Scowcroft)¹⁸⁷¹.

Nous évoquons également le rapport sur les attentats du 11 septembre 2001 rédigé par le Congrès en juillet 2003 qui comprend 28 pages classifiées sur l'Arabie Saoudite. Ces documents suggèrent des liens financiers entre le régime saoudien et les auteurs des attentats du 11 septembre¹⁸⁷².

Face à ces accusations (du rapport du Congrès), les réactions du gouvernement saoudien ne se sont pas fait attendre. Le 26 juillet, le quotidien anglophone *Arab News* (qui fait écho de la position de Riyad) a publié un éditorial qui explique que « le rapport du Congrès était une exhortation à des attaques contre l'Arabie Saoudite (le terme employé en anglais est « Saudi-bashing ») et « une invitation aux spéculations de la part des médias »¹⁸⁷³.

Le 29 juillet, le ministre des affaires étrangères saoudien Saoud al-Faysal a effectué un voyage d'urgence à Washington pour exiger que les pages censurées soient publiées afin de permettre au gouvernement saoudien d'y répondre. Après s'être entretenu avec le président Bush, le Prince a déclaré que l'Arabie Saoudite n'avait rien à se reprocher et que la

¹⁸⁶⁹ RICKS, Thomas. "Briefing Depicted Saudis as Enemies". *The Washington Post*. Le 6 août 2002.

¹⁸⁷⁰ Ibid.

¹⁸⁷¹ MANN, James. *Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet*. New York: Viking, 2004. p. 339-340.

¹⁸⁷² JOHNSTON, Lauren. "Bush Won't Reveal 9/11 Info". CBS, le 29 juillet 2003 [consulté en ligne le 15 février 2011]. Disponible sur: <http://www.cbsnews.com/stories/2003/07/30/world/main565782.shtml>

¹⁸⁷³ Ibid.

publication des pages classifiées allait lever tous les doutes sur le rôle véritable du royaume dans la guerre contre le terrorisme. Le président Bush qui a rejeté cette demande a expliqué que la déclassification de ces documents était de nature à aider et renforcer l'ennemi¹⁸⁷⁴.

Les attentats du 11 septembre vont en réalité amplifier des tensions préexistantes entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. La décision de l'Administration Bush de ne pas intervenir dans le contexte de l'Intifada d'Al-Aqsa était à l'origine de la détérioration des relations américano-saoudiennes au début du premier mandat du président Bush. Dans un contexte d'anti-américanisme grandissant, amplifié par la médiatisation de la souffrance des Palestiniens par les chaînes satellites arabes, la politique américaine contribue à l'érosion de la légitimité du leadership saoudien dans le monde arabe¹⁸⁷⁵.

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont profondément bouleversé le président Bush et ses conseillers en dépit des informations dont ils disposaient au préalable sur Al-Qaïda et sur les menaces potentielles posées par cette organisation.

La mise en scène très sournoise des attentats, des avions de ligne qui percutent les symboles majeurs de l'hégémonie américaine que sont le World Trade Center et le Pentagone, était digne d'une production d'horreur hollywoodienne. Le couronnement de cette réalisation était le choix des acteurs ; des islamistes extrémistes saoudiens. Certains experts ont suggéré qu'Al-Qaïda a délibérément choisi un grand nombre de participants saoudiens afin de porter atteinte aux relations américano-saoudiennes. Le diplomate saoudien Adel Al-Jubeir (ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis depuis 2005) a qualifié la révélation de la citoyenneté des auteurs des attentats, parmi lesquels figurent 15 citoyens saoudiens, de « désastre ». Il conclut que « Ben Laden a transformé l'Arabie Saoudite en ennemi dans l'esprit des Américains »¹⁸⁷⁶.

L'historien Pierre Melandri évoque des révélations du printemps 2002 (citées dans *International Herald Tribune* du 31 mai 2002) qui soulignent que le président Bush avait été informé par la CIA le 6 août 2001 que des militants liés à Al-Qaïda pourraient chercher à détourner des avions sur le territoire américain. Il apparaît également que le bureau du FBI du Minnesota avait exprimé des soupçons à l'égard d'un élève pilote, un certain Zacarias

¹⁸⁷⁴ Ibid.

¹⁸⁷⁵ BRONSON: op. cit. p. 233-234.

¹⁸⁷⁶ "House of Saud". *PBS/Frontline*. Le 8 février 2005. Disponible sur: <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/saud> dans BLANCHARD M., Christopher. "Saudi Arabia: Background and U.S. Relations". *CRS Report for Congress*. Congressional Research Service, le 22 mai 2008. p. 10.

Moussaoui, et avait demandé un mandat l'autorisant à perquisitionner son ordinateur portable. Ces demandes ont été rejetées à plusieurs reprises¹⁸⁷⁷.

Pour autant, les signes avant-coureurs étaient nombreux à commencer par l'attentat contre le World Trade Center en 1993, les attentats contre la présence américaine en Arabie Saoudite en 1995 et 1996, les attentats contre les ambassades américaines en Afrique de l'est en 1998 et enfin l'attentat contre l'USS Cole en 2000. Ces attentats ont tous été attribués à Al-Qaïda ou à des organisations affiliées à celle-ci. Dans son discours sur l'État de l'Union du 21 janvier 1999, le président Clinton avait évoqué la probabilité « qu'une organisation terroriste lance ou menace de lancer une attaque chimique ou biologique contre les États-Unis au cours des prochaines années »¹⁸⁷⁸.

Nous évoquons également les menaces répétées et largement médiatisées d'Oussama Ben Laden telles la fatwa qui exhorte à un jihad contre les Américains publié dans le quotidien londonien arabophone *Al-Quds Al'Arabi* le 23 février 1998¹⁸⁷⁹, l'appel à un jihad contre les troupes américaines (également publié dans *Al-Quds Al'Arabi* le 28 mai 1998)¹⁸⁸⁰ et enfin l'exhortation à un jihad contre les Juifs et les Américains rapporté par l'*AFP* le 21 août 1998¹⁸⁸¹. Nous mentionnons également la déclaration par le Front islamique mondial d'un jihad contre les États-Unis et Israël publiée dans le quotidien londonien *Al-Hayah* le 19 mai 1998¹⁸⁸².

De plus, au cours de l'année 1999, un nombre d'entretiens avec Oussama Ben Laden ont été diffusés par les médias américains: *TIME Magazine* le 11 janvier 1999, *CBS* le 13 janvier 1999 et *ABC* le 18 janvier 1999. *CNN* avait effectué un entretien très médiatisé avec Ben Laden en 1997¹⁸⁸³.

D'autres messages ont été plus « subtils » tels l'assassinat du roi Faysal en 1975, le siège de la Mecque en 1979, ainsi que les réactions du leadership saoudien à la diffusion du documentaire dramatisé « Death of a Princess en 1980 » sur l'exécution d'une princesse saoudienne pour adultère.

Comme évoqué précédemment dans cette thèse, le siège de la Mecque marque une dénonciation de la corruption de la Maison des Saoud, du manque du respect de ses membres à l'égard des préceptes de l'islam et de la présence des « infidèles » au « cœur de l'islam ».

¹⁸⁷⁷ MELANDRI, Pierre. « Le terrorisme, voilà l'ennemi ». *Vingtième Siècle*. Octobre-décembre 2002, vol. 76. p.51.

¹⁸⁷⁸ MELANDRI: op. cit. p. 50.

¹⁸⁷⁹ *Al-Quds Al'Arabi*, le 23 février 1998.

¹⁸⁸⁰ *Al-Quds Al'Arabi*, le 28 mai 1998.

¹⁸⁸¹ *AFP*, le 21 août 1998.

¹⁸⁸² *Al-Hayah*, le 19 mai 1998.

¹⁸⁸³ "Compilation of Usama Bin Laden Statements". FBIS Report, 2004.

Enfin, les attentats contre la présence américaine en Arabie Saoudite en 1995 et 1996 apparaissent comme une réaction au redéploiement des troupes américaines sur le territoire saoudien en octobre 1994. Pourtant, tant les responsables américains que le leadership saoudien ont choisi d'ignorer ces messages au profit de considérations dictées par des intérêts stratégiques et commerciaux partagés qui privilégiaient le maintien de la stabilité.

C'est également dans le contexte post-11 septembre que le départ des troupes américaines du territoire américain sera enfin évoqué. Ce départ sera finalisé en 2003.

Le prosélytisme de l'Arabie Saoudite ressort comme un problème aux yeux des responsables américains en 1996 lorsque la CIA et le FBI enquêtent sur les sources de financement d'Al-Qaïda. Avant les années 1990, le prosélytisme saoudien était considéré par Washington comme un outil d'endiguement du nationalisme arabe, de l'expansion soviétique et de l'islam révolutionnaire chiite. Le financement saoudien d'Al-Qaïda sera évoqué pour la première fois par le vice-président Al Gore durant la visite officielle du prince héritier Abdullah à la Maison Blanche en 1999. Cette visite va permettre des rencontres entre des experts américains dans le domaine du contre terrorisme et des responsables saoudiens de haut niveau. Toutefois, les Saoudiens ont été réticents à dévoiler des informations sur Oussama Ben Laden et Al-Qaïda ce qui provoque une grande frustration chez les responsables américains¹⁸⁸⁴.

Si certains experts et commentateurs ont soulevé l'implication potentielle du gouvernement saoudien dans les attentats du 11 septembre et son approche permissive à l'égard du terrorisme antiaméricain, la plupart ont privilégié une approche de longue durée pour expliquer cette évolution. Selon cette approche, le prosélytisme du gouvernement saoudien a soutenu (directement ou indirectement) le développement de certains types d'extrémisme religieux et le terrorisme international qui menacent actuellement les citoyens aux États-Unis, en Arabie Saoudite et dans d'autres pays. De plus, le gouvernement saoudien a permis et encouragé dans certains cas les levés de fonds (en Arabie Saoudite) par des œuvres caritatives religieuses et des fondations qui ont épousé des idéologies extrémistes et qui ont entretenu des liens avec Al-Qaïda ou qui étaient exploités par cette organisation¹⁸⁸⁵.

¹⁸⁸⁴ BRONSON: op. cit. p. 226-227.

¹⁸⁸⁵ MELANDRI, Pierre. « Le terrorisme, voilà l'ennemi ». *Vingtième Siècle*. Octobre-décembre 2002, vol. 76. p.51.

Toutefois, d'autres experts (appartenant à ce même groupe) ont tiré des conclusions différentes de cette analyse. Le courant néoconservateur notamment a joué un rôle important pour orienter le débat sur l'Arabie Saoudite aux États-Unis dans le contexte post-11 septembre. Les opinions de Laurent Murawiec (évoquées ci-dessus) se situent aux marges du courant néoconservateur.

Le Hudson Institute (fondation de recherche conservatrice basée à Washington D.C.) dont le Conseil consultatif comprend des personnalités néoconservatrices très connues (telles Richard Perle, Donald Kagan et Max Singer) a lancé un séminaire en 2003 « Discourses on Democracy Series » dont l'un des thèmes principaux était l'Arabie Saoudite et le wahhabisme. Ces thèmes ont été évoqués par Hillel Fradkin, président d'Ethics and Public Policy Center au sein de l'Institut Hudson (EPPC) le 16 juillet 2003¹⁸⁸⁶.

Dans « Saudi Arabia: Friend or Foe ? », Fradkin souligne l'un des sujets principaux évoqués par les penseurs néoconservateurs concernant l'Arabie Saoudite qui est la propagation par le leadership politique et religieux saoudien du wahhabisme dans le but de rendre l'interprétation wahhabite de l'islam universelle. Pour Fradkin, le problème est que le wahhabisme est intrinsèquement hostile à la démocratie, ce qui fait de l'Arabie Saoudite un candidat difficile pour des réformes politiques. Cela est d'autant plus difficile que la légitimité de la Maison des Saoud est dérivée de son association avec le wahhabisme. Fradkin explique que la création de l'Arabie Saoudite au travers de la conquête rend équivoque la légitimité de la Maison des Saoud¹⁸⁸⁷.

Un autre argument avancé par certains néoconservateurs tels Norman Podhoretz¹⁸⁸⁸, Daniel Pipes et des experts associés au courant néoconservateur tels Bernard Lewis est l'association entre l'islamisme extrémiste et des idéologies totalitaires tels le communisme et le fascisme. Ces penseurs évoquent le « fascisme islamiste ». La menace du fascisme islamiste est évoquée par Rick Santorum (ancien sénateur républicain de Pennsylvanie 1995-2007 rattaché à l'EPPC) au National Press Club de Washington D.C., le 20 juillet 2006¹⁸⁸⁹.

Dans son discours, Santorum explique que les islamistes fascistes mènent une guerre contre les États-Unis depuis très longtemps et qu'Al-Qaïda et d'autres groupes de ce type ont pris des Américains pour cibles pendant des décennies. Il se demande pourquoi de nombreux

¹⁸⁸⁶ FRADKIN, Hillel. "Saudi Arabia : Friend or Foe ? " Le 16 juillet 2003 [consulté en ligne le 15 février 2011]. Disponible sur : http://www.appc.org/publications/pubID.1603/pub_detail.asp

¹⁸⁸⁷ Ibid.

¹⁸⁸⁸ PODHORETZ, Norman. *World War IV: The Long Struggle Against Islamofascism*. New York: Doubleday, 2007.

¹⁸⁸⁹ SANTORUM, Rick. "The Threat of Islamic Fascism". National Press Club. Le 20 juillet 2006 [consulté le 15 février 2011]. Disponible sur: http://www.eppc.org/publications/pubID.2821/pub_detail.asp

Américains ont du mal à comprendre la nature de cette guerre alors qu'un groupe d'islamistes a directement attaqué les États-Unis un mois après l'arrivée au pouvoir du président Clinton en 1993¹⁸⁹⁰.

D'autres experts et commentateurs, qui témoignent de la sympathie pour la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, adoptent un discours plus nuancé. Parmi ces derniers, nous citons Anthony H. Cordesman (chercheur rattaché au CSIS) et Gregory F. Gause. Cordesman et Gause soulignent le rôle des États-Unis dans l'émergence d'Al-Qaïda et d'autres organisations similaires au travers du financement des réseaux islamistes fondamentalistes durant la guerre en Afghanistan entre 1979 et 1989.

Dans un témoignage devant le Sénat le 8 novembre 2005 (« Saudi Arabia: Friend or Foe in the War on Terror »), Anthony Cordesman explique que la question à se poser n'est pas de savoir si l'Arabie Saoudite a des défauts ou a besoin de réformes, ou bien si elle a une culture et des valeurs différentes mais plutôt comment se caractérisent les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, dans le passé, le présent et le futur¹⁸⁹¹. Cordesman évoque la coopération entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite durant la guerre du Golfe et le fait que les forces américaines ont opéré à partir de l'Arabie Saoudite jusqu'à la fin de la guerre en Irak en 2003. Il souligne le fait que ni les États-Unis ni l'Arabie Saoudite n'ont réalisé l'impact de la présence américaine dans le royaume saoudien sur l'activisme d'Oussama Ben Laden.

Un autre élément souligné par Cordesman est « la pression constante » que les États-Unis ont exercée sur l'Arabie Saoudite afin qu'elle finance les guerriers islamistes fondamentalistes durant la guerre en Afghanistan et la perception par Washington du soutien saoudien comme un « contre pouvoir au communisme »¹⁸⁹².

Ces mêmes thèmes sont repris par Gregory Gause dans « Saudi Arabia and the War on Terrorism » (2004)¹⁸⁹³. Il explique que le point de départ pour une approche efficace à l'égard de l'Arabie Saoudite est la détermination de son rôle précis dans la croissance d'Al-Qaïda. Gause considère que ce rôle a été exagéré au point qu'il menace désormais de détruire la

¹⁸⁹⁰ Ibid.

¹⁸⁹¹ CORDESMAN H., Anthony. "Saudi Arabia: Friend or Foe in the War on Terror ?" Testimony to the Senate Committee on the Judiciary. Le 8 novembre 2005 [consulté le 15 février 2011]. Disponible sur: http://csis.org/files/media/isis/congress/ts051108_cordesman.pdf

¹⁸⁹² Ibid.

¹⁸⁹³ GAUSE F., Gregory. "Saudi Arabia and the War on Terrorism" dans GARFINKEL, Adam (Ed.). *A Practical Guide to Winning the War on Terrorism*. Hoover Institution Press, 2004. p. 89-91.

relation américano-saoudienne qui, bien que problématique, demeure essentielle pour les intérêts nationaux américains au Moyen-Orient. Pour illustrer le discours sur le wahhabisme aux États-Unis, Gause cite les sénateurs Jon Kyl et Pat Roberts qui ont contribué au rapport du Congrès sur le 11 septembre et qui définissent le wahhabisme comme « une interprétation antiaméricaine de l’islam ». Cet argument est également avancé par Stephen Schwartz (évoqué précédemment) dans l’ouvrage *The Two Faces of Islam : The House of Sa’ud from Tradition to Terror* (2002)¹⁸⁹⁴. Kyl et le sénateur Charles Schumer (de l’État de New York) ont écrit que « le wahhabisme cherche à détruire notre société »¹⁸⁹⁵.

Gause reconnaît que le wahhabisme n’est pas très attrayant aux yeux des observateurs extérieurs dans la mesure où ce courant est extrêmement intolérant à l’égard des autres interprétations de l’islam (surtout l’islam chiite), méfiant à l’égard des étrangers et que ses opinions sur les femmes vont à l’encontre des normes internationales. Toutefois Gause suggère que si le terrorisme trouvait son origine uniquement dans le wahhabisme, il se serait manifesté bien avant et il se serait opposé à la relation américano-saoudienne.

Enfin, il conclut que le wahhabisme en Arabie Saoudite est une religion d’État et non pas un credo révolutionnaire. Il n’en demeure pas moins que le wahhabisme fut instrumentalisé par Ibn Saoud afin d’obtenir le soutien des Ikhwan lors de la conquête de l’Arabie au début du vingtième siècle. Toutefois, lorsque le zèle idéologique des Ikhwan devint trop difficile à contenir, Ibn Saoud fut obligé de les neutraliser.

Une école de pensée indépendante est représentée par Steven Emerson (évoqué auparavant), expert en terrorisme et fondateur d’Investigative Project on Terrorism ; un organisme qui recueille des informations sur le terrorisme fondé en 1995. Cette organisation coopère étroitement avec les services des renseignements américains, le Congrès et les médias. Il en découle qu’Emerson est une personnalité influente à Washington.

Dans un témoignage devant le Sénat le 8 novembre 2005, Emerson constate que dans les années qui ont précédé le 11 septembre 2001 (qui selon lui représentent la période formative des organisations telles le Hamas et Al-Qaïda), le prosélytisme saoudien n’a pas attiré beaucoup d’attention de la part de responsables américains¹⁸⁹⁶. L’argent saoudien dérivé du pétrole a pu endoctriner des jeunes musulmans, contrôler des institutions islamiques majeures

¹⁸⁹⁴ SCHWARTZ, Stephen. *The Two Faces of Islam*. New York: Doubleday, 2002.

¹⁸⁹⁵ GAUSE: op. cit. p. 89-91.

¹⁸⁹⁶ EMERSON, Steven. “Testimony of Steven Emerson Before the United States Judiciary Committee. Saudi Arabia : Friend or Foe in the War on Terror”. Le 8 novembre 2005 [consulté le 15 février 2011]. Disponible sur: <http://www.steveemerson.com/docs/testimony/2005-11-08%20Testimony.pdf>

et propager le wahhabisme partout dans le monde. Dans son témoignage, Emerson remet également en question l'explication avancée publiquement par les responsables saoudiens selon laquelle le gouvernement saoudien ne peut être tenu responsable pour des actions commises par des groupes non gouvernementaux, des donateurs privés, des corporations, des médias ou des leaders religieux. Le contre argument avancé par Emerson est que la plupart des réseaux non gouvernementaux en Arabie Saoudite furent créés et financés par les responsables saoudiens afin d'exercer un contrôle indirect de ces réseaux. Emerson soutient que la hiérarchie religieuse wahhabite a été et reste contrôlée par le régime saoudien et la famille royale¹⁸⁹⁷.

Une autre illustration du climat anti-saoudien dans le contexte post-septembre est la campagne politique qui a créé un lien entre l'Administration Bush et l'Arabie Saoudite et qui a eu pour effet d'augmenter le soutien pour John F. Kerry (candidat démocrate aux élections présidentielles de 2004)¹⁸⁹⁸. La décision de l'Administration Bush de permettre aux membres de la famille Ben Laden et aux responsables saoudiens de haut niveau (dont des membres de la famille royale) de quitter les États-Unis dans la semaine qui suivit les attentats du 11 septembre a été largement dénoncée par les médias et les critiques de la relation américano-saoudienne spéciale. L'Administration Bush a justifié cette décision par les craintes de représailles contre les membres de la famille royale et la famille Ben Laden.

Les liens entre la famille Bush et la Maison de Saoud sont dénoncés dans le best-seller *House of Bush, House of Saud : The Secret Relationship Between the World's Two Most Powerful Dynasties* (2003) de Craig Unger. Un autre ouvrage de Gerald Posner traite de ce lien; *Secrets of the Kingdom: The Inside Story of the Saudi-U.S. Connection* (2005). Les relations de proximité entre la famille Bush et la Maison des Saoud ont aussi été dénoncées dans le documentaire populiste « Fahrenheit 9/11 » réalisé par Michael Moore en 2004.

Les liens entre la famille Bush et le régime saoudien sont également évoqués par le journaliste d'investigation Seymour Hersh dans l'article « Annals of National Security : King's Ransom » paru dans le *New Yorker* le 10 octobre 2001¹⁸⁹⁹.

¹⁸⁹⁷ Ibid.

¹⁸⁹⁸ RUTENBERG, Jim. "Kerry Ads Draw on Saudis for New Attack on Bush". *The New York Times*. Le 5 octobre 2004.

¹⁸⁹⁹ Hersh, Seymour. "Annals of National Security: King's Ransom". *The New Yorker* [consulté en ligne le 14 février 2011]. Disponible sur: http://www.newyorker.com/archive/2001/1022/011022fa_FACT1

Hersh évoque le fait que l'Administration Clinton savait dès en 1996 que l'argent saoudien finançait Al-Qaïda et d'autres organisations extrémistes en Afghanistan, au Yémen, en Asie Centrale et dans le golfe Persique. Selon un responsable de l'Agence nationale de sécurité – (avec qui Hersh s'est entretenu) « 1996 est l'année où le régime saoudien a rejoint les forces du mal ». Ces informations ont été obtenues grâce à des conversations enregistrées par l'Agence nationale de sécurité qui évoquent également « l'hypocrisie » de nombreux membres de la famille royale et le fait que celle-ci est de plus en plus éloignée de la population saoudienne. Dans ces conversations, des princes parlent « d'escroquer » l'État saoudien.

Un autre élément évoqué par Hersh, qui s'est entretenu avec un responsable de l'Administration Bush, est le fait que les Saoudiens auraient « échappé au contrôle » de la bureaucratie de Washington dans la mesure où le prince Bandar avait ses entrées à la Maison Blanche. Par conséquent, un nombre restreint de personnes de l'Administration étaient familières avec les relations américano-saoudiennes. Selon ce même responsable, l'Administration Bush a décidé de ne pas confronter le leadership saoudien au sujet du soutien des organisations terroristes et de son refus de coopérer dans l'enquête sur les attentats du 11 septembre¹⁹⁰⁰.

Le sort de Charles W. Freeman (ancien ambassadeur en Arabie Saoudite) est une illustration du climat anti-saoudien qui régnait toujours aux États-Unis en 2009. Freeman qui fut nommé par le président Obama à la tête du Conseil national des renseignements a été contraint de décliner cette nomination en raison des critiques qui ont remis en question son impartialité du fait de ses liens présumés avec le gouvernement saoudien et ses déclarations critiques de la politique d'Israël. Freeman a lui-même évoqué une campagne du « lobby israélien »¹⁹⁰¹.

Dans le rapport final de la commission du 11 septembre paru le 23 juillet 2004, l'Arabie Saoudite est décrite comme « un allié problématique dans la lutte contre l'extrémisme islamique religieux »¹⁹⁰². En revanche, la commission n'a pas trouvé de preuve que le gouvernement saoudien, en tant qu'institution ou des responsables saoudiens haut placés sur le plan individuel ont apporté une aide financière à Al-Qaïda. Selon le rapport, l'Arabie

¹⁹⁰⁰ Ibid.

¹⁹⁰¹ SCHOENFELD, Gabriel. "Obama's Intelligence Choice". *Wall Street Journal*. Le 25 février 2009 [consulté le 15 février 2011]. Disponible sur: <http://wsj.com>

¹⁹⁰² *The 9/11 Commission Report*. New York: Norton, 2004.

Saoudite était un lieu où Al-Qaïda a levé des fonds directement auprès d'individus et au travers d'organisations caritatives. Ces organisations qui bénéficiaient d'une aide importante du gouvernement saoudien ont pu « détourner » des fonds au profit d'Al-Qaïda.

Le rapport fait état des relations coopératives de longue date entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, des malentendus croissants au sein de la population saoudienne et du désir des responsables américains que le gouvernement saoudien prenne davantage de mesures afin de combattre le terrorisme. Enfin, le rapport souligne les efforts antiterroristes croissants des responsables saoudiens après 2003 lorsque les attaques terroristes contre l'Arabie Saoudite sont devenues plus fréquentes¹⁹⁰³.

Les conclusions de ce rapport seront évoquées par l'Arabie Saoudite dans une campagne de communication (« Fear and Speculation ») diffusée à la radio dans 19 villes américaines et lancée en août 2003. Nail al-Jubeir (directeur du Bureau de l'Information à l'ambassade saoudienne de Washington), qui est interrogé dans l'émission « American Morning » de *CNN* le 18 août, explique qu'il est important que le public américain soit conscient du résultat de ce rapport qui innocent l'Arabie Saoudite. Les messages publicitaires visent également la préoccupation du gouvernement américain que l'Arabie Saoudite ne prend pas suffisamment d'initiative dans le domaine du contre terrorisme ainsi que la controverse du départ des citoyens saoudiens dans la semaine qui a suivi les attentats du 11 septembre. Enfin les publicités se terminent par un message du peuple saoudien qui confirme son amitié pour les États-Unis et la relation américano-saoudienne durable¹⁹⁰⁴.

Enfin, dans un rapport rédigé par les services de recherche du Congrès en 2008, on observe que le gouvernement saoudien nie toute connaissance ou toute responsabilité des attentats du 11 septembre 2001. Il cherche depuis 2003 à combattre Al-Qaïda dans la péninsule Arabique où des attaques terroristes visant des civils, des responsables politiques, des étrangers et des infrastructures pétrolières ont eu lieu. Selon ce rapport, les responsables saoudiens poursuivent leurs efforts pour confronter et contrôler la prolifération des croyances et des pratiques extrémistes. Il s'agit notamment de veiller au contenu des livres scolaires et des messages transmis par les sermons. La relation traditionnellement très proche entre le

¹⁹⁰³ Ibid.

¹⁹⁰⁴ «Saudi Arabia Launches New PR Campaign». *SUSRIS*, le 27 août 2004. Disponible sur: <http://www.susris.com>

régime saoudien et les oulémas d'une part et l'activisme et les croyances des certains citoyens saoudiens d'autre part compliquent cependant ces efforts¹⁹⁰⁵.

Nous constatons que manière générale le gouvernement américain a été relativement élogieux à l'égard de la coopération saoudienne dans le domaine du contre terrorisme bien qu'il considère que le gouvernement saoudien pourrait et devrait faire plus notamment pour ce qui concerne les menaces terroristes à l'extérieur de l'Arabie Saoudite. Un rapport sur le terrorisme publié par le département d'État le 30 avril 2008 constate que depuis le 30 avril 2007, le gouvernement de l'Arabie Saoudite a continué à confronter le terrorisme et les idéologies extrémistes. Cela représente une amélioration par rapport au rapport d'avril 2006 qui affirmait que « le gouvernement saoudien doit encore faire des progrès très importants afin d'adresser le financement des activités terroristes et la présence de l'extrémisme dans l'enseignement ». À cet égard, les efforts du contre terrorisme dirigés par le ministre de l'intérieur et des affaires islamiques le prince Mohammed Ben Nayef reçoivent régulièrement des commentaires élogieux de la part des responsables américains¹⁹⁰⁶.

En revanche, le financement du terrorisme impliquant des citoyens saoudiens demeure une préoccupation pour les responsables américains du contre-terrorisme. Le sous-secrétaire au Trésor américain pour le terrorisme et des renseignements financiers, Stuart Levy, a déclaré le 11 septembre 2007 que « si je pouvais claquer mes doigts et couper le financement d'un pays en particulier, ce serait l'Arabie Saoudite ». Il a réitéré cette critique devant la commission des finances du Sénat en avril 2008 en affirmant que « si l'Arabie Saoudite est sérieuse dans ses intentions de combattre Al-Qaïda dans le royaume saoudien, et ils le sont [les Saoudiens], ils font preuve de moins de sérieux lorsqu'il s'agit de l'argent qui sort du royaume »¹⁹⁰⁷.

L'Arabie Saoudite a développé un programme de réhabilitation afin de combattre les justifications intellectuelles et idéologiques de l'extrémisme violent¹⁹⁰⁸. L'objectif premier du gouvernement saoudien est de renforcer la légitimité du régime saoudien et d'éliminer l'opposition islamiste extrémiste en insistant sur les interprétations saoudiennes traditionnelles de l'islam, qui mettent en exergue l'obéissance et la loyauté à l'égard du leadership saoudien.

¹⁹⁰⁵ BLANCHARD, Christopher. "Saudi Arabia: Background and U.S. Relations". *CRS Report for Congress*. Le 22 mai 2008. p. 1-49.

¹⁹⁰⁶ Ibid: p. 1-49.

¹⁹⁰⁷ Ibid: p. 1-49.

¹⁹⁰⁸ BOUCEK, Christopher. "Saudi Arabia' 'Soft' Counterterrorism Strategy: Prevention, Rehabilitation and Aftercare". Carnegie Endowment for International Peace: Washington D.C. Septembre 2008, n° 97.

Lancé en 2003, ce programme a apporté des résultats très positifs qui se traduisent notamment par un taux de récidive très faible parmi les terroristes condamnés¹⁹⁰⁹.

Le rapport pays sur le terrorisme publié par le département d'Etat en avril 2009 reflète ces résultats¹⁹¹⁰. Le rapport évoque les campagnes médiatiques menées par le ministère des affaires islamiques pour sensibiliser les jeunes saoudiens sur les différentes interprétations de l'islam afin de les empêcher d'être attirés par des doctrines extrémistes. Cette campagne comportait des messages incorporés dans le sermon du vendredi, la distribution de manuels et de cassettes et des publications sur Internet. Dans le cadre de cette campagne des responsables saoudiens hauts placés et des leaders religieux ont dénoncé l'extrémisme.

L'Arabie Saoudite s'est concentrée sur un nombre d'extrémistes clés à l'extérieur du royaume saoudien. Cela s'est traduit par plusieurs arrestations liées au terrorisme. Le rapport évoque également des progrès de l'Arabie Saoudite dans le domaine du blanchissement de l'argent et du financement du terrorisme¹⁹¹¹.

Un autre élément que nous tenons à souligner est l'intérêt suscité par les attentats du 11 septembre dans l'opinion publique américaine à l'égard de l'Arabie Saoudite, de l'islam et pour l'apprentissage de l'arabe. Cet intérêt, qui se traduit par une prolifération des programmes d'études sur le Moyen-Orient aux Etats-Unis, témoigne du désir d'expliquer les tensions entre l'Occident et le monde de l'islam et d'approfondir les connaissances sur une partie du monde et une religion qui demeurent largement méconnues pour une majorité d'Américains en 2001¹⁹¹².

S'agit de l'intérêt pour l'Arabie Saoudite plus précisément, on constate un déclin dans la couverture médiatique et dans le nombre de publications sur celle-ci en 2011. L'intérêt pour l'Arabie Saoudite semble connaître une hausse entre 2004 et 2006 probablement suite à la diffusion du documentaire « Fahrenheit 9/11 » et la publication d'ouvrages populaires tels *House of Saud*, *House of Bush*.

Un sujet qui n'a pratiquement pas été évoqué dans le contexte post-septembre est la négociation entre les intérêts et les valeurs qui s'opère dans les relations avec l'Arabie Saoudite. Pourtant, nous avons constaté dans cette thèse que ce conflit est une constante pour

¹⁹⁰⁹ Ibid.

¹⁹¹⁰ "Country Reports on Terrorism 2009: Middle East and North Africa". Consulté le 15 février 2001. Disponible sur: <http://www.state.gov>

¹⁹¹¹ Ibid.

¹⁹¹² "Post September Eleven Attitudes: religion more prominent ; Muslim-Americans more accepted". Pew Research Center for the People and the Press. Le 6 décembre 2001 [consulté le 14 février 2011].

les États-Unis et le public américain depuis 1945 lorsque la relation américano-saoudienne fut initiée entre Franklin D. Roosevelt et Ibn Saoud à bord de l'USS Quincy.

Le fait que les intérêts sont privilégiés par le public ressort dans un sondage effectué par le CCGA en 2008¹⁹¹³. Seulement 17% du public attribue une grande importance à la démocratisation et 31 % pense que la promotion et la défense des droits de l'homme sont importantes. On observe que ce résultat est en partie influencé par la guerre en Irak qui a débuté en 2003 et qui a été présentée par l'Administration Bush comme une opportunité pour répandre la démocratie au Moyen-Orient. La promotion de la stabilité en Arabie Saoudite afin de sécuriser l'accès au pétrole saoudien ressort comme un objectif à la fois pour les responsables politiques et le public américain¹⁹¹⁴.

Le maintien de la stabilité en Arabie Saoudite est également privilégié par les sympathisants de la relation américano-saoudienne « spéciale ».

Gregory Gause avertit que des élections démocratiques en Arabie Saoudite allaient refléter l'anti-américanisme très fort présent dans le royaume saoudien. Pour illustrer ses propos, il cite un sondage effectué par Gallup (qui date de 2002) selon lequel 64% des Saoudiens sondés avaient une opinion très défavorable des États-Unis. Dans ce sondage, une majorité importante identifiait les États-Unis avec les adjectifs « prétentieux », « arrogants » et « scrupuleux »¹⁹¹⁵.

Anthony Cordesman adopte une approche plus positive à cet égard. Il explique que les réformes religieuses authentiques ainsi que la démocratie ne peuvent pas être imposées de l'extérieur. Les réformes peuvent seulement venir de l'intérieur de l'islam et des États en question. Il suggère que les États-Unis doivent adopter une approche « réaliste » à l'égard des réformes et accepter que des cultures et des sociétés différentes prennent (souvent) une voie différente. Cela suppose donc une stratégie fondée sur la persuasion, le partenariat et la cooptation plutôt que sur la pression et la conversion¹⁹¹⁶.

¹⁹¹³ “Troubles By Loss of Standing in the World Americans, Support Major Foreign Policy Changes”. Global Views 2008. Chicago Council of Global Affairs, 2008.

¹⁹¹⁴ Ibid.

¹⁹¹⁵ GAUSE: op. cit. p. 89-91.

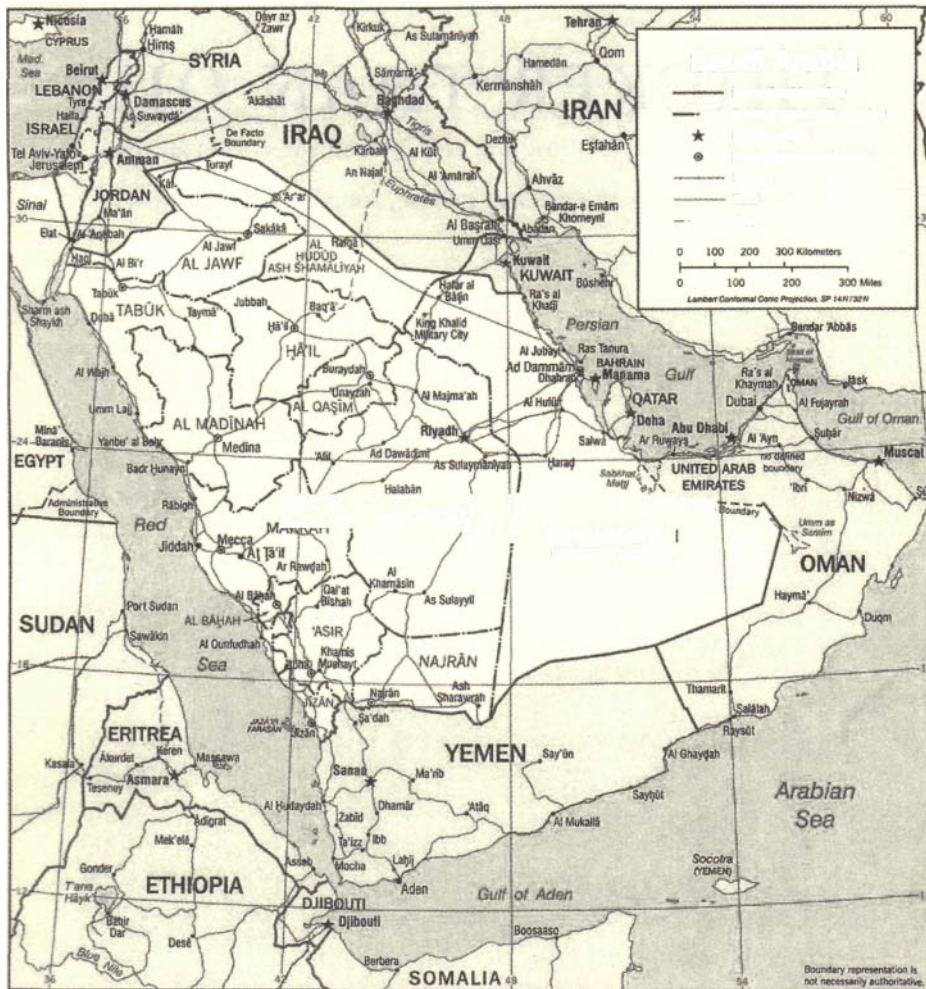
¹⁹¹⁶ CORDESMAN H., Anthony. “Saudi Arabia: Friend or Foe in the War on Terror ?” Testimony to the Senate Committee on the Judiciary. Le 8 novembre 2005 [consulté le 15 février 2011]. Disponible sur: http://csis.org/files/media/csis/congress/ts051108_cordesman.pdf

Les tensions entre le maintien de la stabilité et la promotion des valeurs américaines ont été illustrées par l'attitude adoptée par l'Administration Obama à l'égard des événements politiques récents en Egypte où l'opposition populaire a réussi à déposer le président Moubarak. Le président Obama, qui avait pourtant évoqué la nécessité des réformes dans le monde arabe dans un discours très médiatisé au Caire en 2010, a été pris au dépourvu devant les demandes de la population égyptienne. Il s'agissait pour lui à la fois d'encourager les manifestants égyptiens et de chercher à maintenir la stabilité afin de préserver les autres alliés des États-Unis au Moyen-Orient. L'Arabie Saoudite a souvent été citée dans ce contexte par les experts présents sur les plateaux de télévision en raison de ses ressources pétrolières et de son statut de leader dans le monde de l'islam. Certains d'entre eux ont évoqué le risque que la révolution égyptienne se propage en Arabie Saoudite, tandis que d'autres ont considéré peu probable une telle évolution en raison des richesses pétrolières saoudiennes et de la cohésion de la société saoudienne traditionnelle.

L'importance stratégique de l'Arabie Saoudite a récemment été soulignée par le vote du Congrès d'une vente d'armements à l'Arabie Saoudite pour une valeur de 60 milliards de dollars afin de permettre au régime saoudien de mieux gérer la menace posée par le régime iranien.

Cela nous amène à la conclusion que l'Arabie Saoudite demeure un « allié » stratégique clé des États-Unis en dépit de son « image » plutôt négative auprès du public américain, des responsables politiques et que le discours sur la relation « spéciale » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite a relativement bien fonctionné. Ce succès s'explique principalement par le fait que les ressources pétrolières saoudiennes demeurent stratégiquement vitales pour les États-Unis. Ces derniers n'ont pas réussi à réduire leur consommation énergétique en dépit des discours sur la nécessité de réduire la dépendance à l'égard du « pétrole étranger » ; un autre terme utilisé pour qualifier l'Arabie Saoudite.

ANNEXE 1 : carte de l'Arabie Saoudite



BIBLIOGRAPHIE

SOURCES PRIMAIRES

Télévision

“Oil/Middle East Conflict”. *CBS*. Le 10 août 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: <http://www.tvnews.vanderbilt.edu>.

“Arab Oil/Arab King Interview”. *NBC*. Le 30 août 1973 [consulté u département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: <http://www.tvnews.vanderbilt.edu>.

“Middle East Oil/U.S”. *ABC*. Le 4 septembre 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: <http://www.tvnews.vanderbilt.edu>.

“Oil/ Saudi Arabia”. *ABC*. Le 19 novembre 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: <http://www.tvnews.vanderbilt.edu>.

“Saudi Arabia/Energy Crisis”. *ABC*. Le 19 novembre 1973 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: <http://www.tvnews.vanderbilt.edu>.

NBC. Le 23 mars 1975 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en avril 2010]. Disponible sur: <http://www.tvnevs.vanderbilt.edu>

“Saudi Arabia's King Faisal assassinated by mentally deranged nephew”. *CBS Evening News*. Le 25 mars 1975 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en avril 2010]. Disponible sur: <http://www.tvnevs.vanderbilt.edu>

“Oil Power”. *NBC*. Le 30 août 1979 [consulté au département audiovisuel de Library of Congress à Washington D.C., en avril 2010]. Disponible sur: Disponible sur: <http://www.tvnews.vanderbilt.edu>.

NBC. Le 21 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: <http://www.tvnevs.vanderbilt.edu>

NBC. Le 22 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: <http://www.tvnevs.vanderbilt.edu>

CBS. Le 23 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: <http://www.tvnevs.vanderbilt.edu>

CBS. Le 25 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: <http://www.tvnevs.vanderbilt.edu>

CBS. Le 28 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: <http://www.tvnevs.vanderbilt.edu>

NBC. Le 28 novembre 1979 [consulté en ligne à la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010]. Disponible sur: <http://www.tvnevs.vanderbilt.edu>

“Death of a Princess: The Arab Dilemma”. *PBS*. Le 12 mai 1980 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: <http://tvnews.vanderbilt.edu>

ABC. Le 30 septembre 1980 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CBS. Le 30 septembre 1980 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

The Saudis. *CBS* [en ligne]. Le 21 octobre 1980 [consulté entre le 19 et le 23 avril 2010 à Washington D.C.]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu. Accessible au département audiovisuel de la Library of Congress, Madison Building, Washington D.C.

Death of a Princess. *ATV* et *WGBH*, Royaume Uni, 1980. Consulté au département audiovisuel de la Library of Congress, Washington D.C., avril 2010.

NBC. Le 4 mars 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

ABC. Le 7 avril 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CBS. Le 7 avril 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

ABC. Le 19 avril 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

NBC. Le 19 avril 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CBS. Le 11 septembre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

NBC. Le 11 septembre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“US-Saudi Arabia Relations/AWACS”. *NBC*. Le 16 septembre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CBS. Le 28 septembre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Showdown over AWACS”. *CBS*. Le 30 septembre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

NBC. Le 1er octobre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

NBC. Le 6 octobre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Nightline”. *ABC*. Le 28 octobre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“The AWACS Vote”. *CBS*. Le 28 octobre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“The AWACS Vote: Reagan Wins”. *NBC*. Le 28 octobre 1981 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Saudi Arabia: “The Kingdom”. *PBS*. Le 1er mai 1982 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: <http://tvnews.vanderbilt.edu>

Saudi Arabia: “The Race With Time”. *PBS*. Le 8 mai 1982 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en février 2008]. Disponible sur: <http://tvnews.vanderbilt.edu>

“Iraq Invasion of Kuwait”. *CBS*. Le 2 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Iraq Invasion of Kuwait”. *NBC*. Le 2 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CBS. Le 3 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Bush Press Conference Re: US Position in Persian Gulf Crisis, Post-event Analysis”. *CBS*. Le 3 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Iraq Invasion of Kuwait”. *CBS*. Le 3 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Iraq Invasion of Kuwait/Saudi Arabia”. *NBC*. Le 3 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur : tvnews.vanderbilt.edu

“Iraq Invasion of Kuwait/Israel”. *CBS*. Le 4 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Iraq Invasion of Kuwait/United States Military Options/Persian Gulf”. *CBS*. Le 4 août [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Invasion of Kuwait/Cheney/Bush”. *CBS*. Le 5 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Invasion of Kuwait/Embargo”. *ABC*. Le 6 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CBS. Le 6 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

NBC. Le 6 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CBS. Le 7 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Iraqi Invasion of Kuwait/United States and Saudi Arabia”. *CBS*. Le 7 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Iraqi Invasion of Kuwait/United States and Saudi Arabia”. *NBC*. Le 7 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“George Bush Speech: US Response to Iraq Occupation of Kuwait” (Special Program *ABC*, *CBS*, *NBC*, *CNN*). Le 8 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Iraq/Saudi Arabia/Cheney/United States Military Buildup”. *NBC*. Le 19 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Crisis in the Gulf”. *CNN*. Le 20 août 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Saudi Arabia/Diplomacy and Military”. *ABC*. Le 1er septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Saudi Arabia/Congressional Visit”. *ABC*. Le 1er septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CBS. Le 3 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Persian Gulf Crisis/Syria/Desert Shield/Terrorism”. *NBC*. Le 3 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Persian Gulf Crisis/Embassy Hostages/Refugees/M-1 Tank”. *CBS*. Le 5 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Saudi Arabia/Culture”. *CBS*. Le 5 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Arab perspective of Gulf Crisis”. *Nightline*. *ABC*. Le 9 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Saudi Arabia/Military and the Media”. *ABC* [en ligne]. Le 19 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CNN. Le 25 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Nightline” (Special program). *ABC*. Le 26 septembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Persian Gulf Crisis”. *CBS*. Le 3 octobre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Desert Diary”. *NBC*. Le 8 octobre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Nightline”. *ABC*. Le 18 octobre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Saudi Arabia/Women”. *NBC*. Le 13 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Saudi Arabia/Women”. *CBS*. Le 14 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Nightline”. *ABC*. Le 16 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Persian Gulf Crisis/Opinion”. *CBS*. Le 21 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Persian Gulf Crisis/Bush Visit/United States Troops”. *CBS*. Le 21 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Persian Gulf Crisis/Bush Visit”. *NBC*. Le 21 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

ABC. Le 22 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“George Bush Speech to Troupes in Saudi Arabia” (Special Program), *CNN, CBS, NBC, ABC*. Le 22 novembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“The Presidents News Conference”. Le 30 novembre 1990 [consulté en ligne le 11 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=19119>

NBC. Le 8 décembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Nightline”. *ABC*. Le 18 décembre 1990 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“The Arming of Saudi Arabia”. *PBS/Frontline*. 1993. Consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington DC en avril 2010.

“Saudi Arabia/Car Bomb”. *ABC*. Le 13 novembre 1995 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu/

“Saudi Arabia/Car Bomb”. *CBS*. Le 13 novembre 1995 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu/

“Saudi Arabia/Car Bomb/Islamic Extremists”. *CNN*. Le 13 novembre 1995 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu/

“Saudi Arabia/Car Bomb”. *NBC*. Le 13 novembre 1995 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu/

“Saudi Arabia/Terrorist Threat”. *CNN*. Le 31 janvier 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Saudi Arabia/Explosion”. *CNN*. Le 25 juin 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CNN. Le 26 juin 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Saudi Arabia/Truck Bolbing/Security Issues”. *NBC*. Le 26 juin 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: <http://tvnews.vanderbilt.edu>

NBC. Le 26 juin 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: <http://tvnews.vanderbilt.edu>

“Saudi Arabia/United States Barracks Bombing”. *ABC*. Le 24 octobre 1996 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress à Washington D.C. en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Assignment: Saudi Arabia (U.S. Troops/Danger) Part 1”. *CBS*. Le 7 avril 1997 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Assignment: Saudi Arabia (Royal Life) Part II”. *CBS*. Le 8 avril 1997 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

CBS. Le 9 avril 1997 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Islam/Mecca Pilgrimage”. *CNN*. Le 14 avril 1997 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“Islam/ Ladin Interview”. *CNN*. Le 10 mai 1997 [consulté en ligne le 13 février 2011]. Disponible sur : news.findlaw.com/cnn/docs/binladen/binladenintw-cnn.pdf

“Saudi Arabia/ Al Khobar Bombing/Bin Laden”. *CNN*. Le 26 juin 1997 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“A Closer Look (Saudi Arabia)”. *ABC*. Le 10 février 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“America Strikes Back”. *ABC*. Le 20 août 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“A Closer Look (Fighting Terrorism)”. *ABC*. Le 20 août 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“US Military Strikes Coverage”. *CBS*. Le 20 août 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“America Strikes Back”. *CNN*. Le 20 août 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

“America on Alert”. *ABC*. Le 21 août 1998 [consulté au département audiovisuel de la Library of Congress en avril 2010]. Disponible sur: tvnews.vanderbilt.edu

Lawrence of Arabia: The Battle for the Arab World. *PBS*. 2003 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.pbs.org/lawrenceofarabia/>

“House of Saud”. *PBS/Frontline*. Le 8 février 2005. Disponible sur: <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/saud>.

Cinéma

Desert Venture. Part 1, 1948 [visionné en ligne le 18 août 2010]. Disponible sur: <http://www.archive.org/details/DesertVe1958>

Out of the Earth. Universal Pictures 1953.

The Sheikh. Les États-Unis, le 30 octobre 1921.

Lawrence of Arabia. Columbia Pictures, 1962.

Lawrence of Arabia. Columbia Pictures, 1988.

A Dangerous Man. United States, WETA-TV, 1992.

Reel Bad Arabs: How Hollywood Vilifies a People. Media Education Foundation. USA, 2006.

Sources d'Archives

“With Allenby in Palestine and Lawrence in Arabia”. Travelogue Script, 1919 [consulté le 3 février 2010], document pdf. Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/documents.html>

“The Consequences of the Partition of Palestine.” Central Intelligence Agency [en ligne]. ORE 55, le 28 novembre 1947 [consulté le 29 juillet 2010]. Disponible sur <http://www.foia.cia.gov> dans LIPPMAN, Thomas W. “The View from 1947: The CIA and Partition of Palestine. *Middle East Journal*. Hiver 2007, vol. 61, n°1.

Oil and the State Department Policy on Palestine: the Documentary Evidence of How ARAMCO Attempts to Destroy the Partition Resolution of the United Nations. Mémoire présenté au Président des États-Unis. New York: The Nation Associates, 1948.

“Memo from the President’s file: from Henry Kissinger, Meeting with the Imperial Majesty Mohammad Reza Shah Pahlavi,” July 24, 1973, 10:43 a.m.-12:35 p.m., Nixon

“Secretary's Staff Meeting”, le 23 octobre 1973, 4:35 P.M. Transcript of Secretary of State Henry A. Kissinger Staff Meetings, 1973-1977 [consulté en ligne le 27 septembre 2010]. Disponible sur: <http://www.gwu/~nsarchiv/NSAEBB98/index.htm#doc63>

Conference of Presidents of Major Jewish Organizations, “Middle East Memo – Warning: Interests at Risk”. Le 23 avril 1981, FO003-02, Ronald Reagan Presidential Library

Carl Levin to Richard V. Allen. Le 24 avril 1981, ID#025362, FO003-02, WHORM Subject File, Ronald Reagan Presidential Library.

Memorandum from Robert M. Kimmitt to Geoffrey Kemp. Le 28 avril 1981. FO003-02, WHORM Subject File, Ronald Reagan Presidential Library.

Memorandum from Robert M. Kimmitt to Max L. Friedersdorf. Le 29 avril 1981.

Richard V. Allen to Carl Levin. Le 6 mai 1981. ID#8102281, FO003-02, WHORM Subject File, Ronald Reagan Presidential Library.

U.S. Department of State Dispatch. Le 2 juin 1992 dans GERGES.

BURR, William (Ed). *The October War and U.S. Policy*. National Security Archive [en ligne]. Le 7 octobre 2003 [consulté le 12 août 2009]. Disponible sur: <http://www.gwu.edu/~nsarchive>

Libby Indictment. Le 31 octobre 2003 [consulté le 10 novembre 2010]. Disponible sur fichier pdf justice.gov

“Diplomatic Representation for Saudi Arabia”. Office of the Chief of Protocol. Le 27 février 2007 [consulté en ligne le 17 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.state.gov/s/cpr/94431.htm>

National Security Files, Mandatory Review Release, November 2007, National Security Archives

“The Lovell Thomas Travelogues”. Oline Travelogue [consulté en ligne le 15 janvier 2010]. Disponible sur: <http://library.marist.edu/archives/LTT/travelogue>.

Correspondances

Freda Kirchwey à Clark Cliffords, le 18 juin 1948. RG 59, 890F.6363/6-2248.

William Eddy to Mary Eddy, lettres datées 8 et 15 juillet, dossier 3, William A. Eddy, 1948-1949, carton 6, Les documents d'Eddy.

Discours

“The President's Address to the Nation outlining steps to deal with the energy emergency”. Le 7 novembre 1973 [consulté en ligne le 19 septembre 2010]. Disponible sur : http://www.ena.lu_given_richard_nixon_november_1973-02-11710

Perspective on Saudi Arabia: Excerpts from Public Statements by Sheikh Faisal Alhegelan, Ambassdor for the Kingdom of Saudi Arabia to the United States 1979-1980. Washington D.C.: Royal Embassy of Saudi Arabia, 1980.

“President Bush Address to the Nation”. Le 8 août 1990 [consulté en ligne le 8 décembre 2010]. Disponible sur: <http://millercenter.org>

« Discours du président Bush devant les deux chambres du Congrès ». Le 11 septembre 1990 [consulté en ligne le 8 décembre 2010]. Disponible sur: <http://millercenter.org>

“Energy timeline” [consulté en ligne le 19 septembre 2010]. Disponible sur: <http://www.energy.gov>

Sources orales

Oral History Interview with Clark M. Clifford, Assistant to White House Naval Aide 1945-1946; Special Counsel to the President 1946-1950. Washington D.C., le 13 avril 1971, Jerry N. Hess [consulté le 26 juillet, 2010]. Disponible sur: <http://www.trumanlibrary.org/oralhist/cliford2.htm>

McKINZIE, Richard. *Oral History Interview with Loy W. Henderson*. Le 14 juin 1973, à Washington D.C. [consulté le 26 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.trumanlibrary.org/oralhist/henderson.htm#oh1>

McKINZIE, Richard. *Oral History Interview with Edwin M. Wright*. Le 26 juillet 1974, à Wooser, Ohio [consulté le 26 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.trumanlibrary.org/oralhist/wright.htm>.

Témoignages devant le Congrès

Témoignage de John Foster Dulles devant la Commission judiciaire du Sénat le 6 avril 1953. Disponible sur: <http://library.cqpress.com>

U.S. Congress, House Committee on International Affairs. *Témoignage d'Ambassadeur Irwin*, rapporté dans *Platt's Oilgram*, le 22 avril 1972.

U.S. Congress. Senate Committee on Foreign Relations. *Témoignage de James E. Akins* rapporté par *Platt's Oilgram*, le 31 mai 1973.

Multinational Oil Corporations and U.S. Foreign Policy-Report together with Individual Views, to the Committee on Foreign Relations, U.S. Senate, Subcommittee on Multinational Corporations; Washington, le 2 janvier 1975, U.S. government printing office.

U.S. Congress. Committee on International Relations, Special Subcommittee on Investigations. *Oil Fields as Military Objectives: A Feasibility Study*. Report Prepared by the Congressional Research Service. 94th Cong., 1st sess., August 1975.

Congress, House, Committee on International relations: *Hearing before the Subcommittee on the Middle East and South Asia*, 107th Cong., 2nd sess., le 22 mai 2002.

Témoignage par David D. Aufhauser. U.S. Congress, Senate, Committee on Banking, Housing and Urban Affairs, 107th Cong., 1st Sess., September 28, 2003 [consulté le 10 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.treas.gov/press/releases/js760.htm>

U.S. Congress, Senate, Committee of the Judiciary, Subcommittee on Terrorism, Technology and Homeland Security. *Two Years After 9/11: Keeping America Safe*. 108th Cong., 1st sess., March 2004 [consulté le 10 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.investigativeproject.org/documents/testimony/69.pdf>

CORDESMAN H., Anthony. "Saudi Arabia: Friend or Foe in the War on Terror?" Testimony to the Senate Committee on the Judiciary. Le 8 novembre 2005 [consulté le 15 février 2011]. Disponible sur: http://csis.org/files/media/csis/congress/ts051108_cordesman.pdf

EMERSON, Steven. "Testimony of Steven Emerson Before the United States Judiciary Committee. Saudi Arabia : Friend or Foe in the War on Terror". Le 8 novembre 2005 [consulté le 15 février 2011]. Disponible sur: <http://www.steveemerson.com/docs/testimony/2005-11-08%20Testimony.pdf>

Témoignage par Amry Hamzawy, Carneige Endowment of International Peace, U.S. Congress, House, Committee on Foreign Affairs, Subcommittee on International Organizations, Human Rights, and Oversight, *Hearing before the Subcommittee on International Organizations*, 110th Cong., 1st sess., June 2, 2007 [consulté le 10 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.house.gov>

Témoignage par Thomas W. Lippmann U.S. Congress, House, Committee on Foreign Affairs, Subcommittee on International Organizations, Human Rights, and Oversight, *Hearing before the Subcommittee on International Organizations*, 110th Cong., 1st sess., June 2, 2007 [consulté le 10 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.house.gov>

Entretiens

Entretien avec Nail al-Jubeir, directeur du Bureau de l'Information à l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Washington D.C. en novembre 2006 et février 2008.

Entretien avec Andrew C. Hess à la Fletcher School of Law and Diplomacy en janvier 2008.

Entretien avec Kenneth Pollack, directeur des recherches, Saban Center, Brookings. Washington D.C. Juillet 2008.

Entretien avec Justin Vaïsse, directeur des recherches, CUSE, Brookings. Washington D.C. le 19 mai 2009.

Entretien avec Arnaud de Borchgrave, directeur du programme sur les menaces transnationales à CSIS et conseiller principal. CSIS, Washington D.C., le 20 mai 2009.

Entretien avec le général K.G. Widén à Köping (Suède) en janvier 2010.

Contacts email

Correspondance email avec Nail Al-Juber le 3 mars 2008.

Correspondance email avec Justin Vaïsse, le 26 mars 2010.

Contacts email avec Edward Luttwak et Daniel Pipes le 19 mai 2010.

SOURCES SECONDAIRES

Ouvrages

ALIREZA, Marianne. *At the Drop of a Veil*. Boston: Houghton Mifflin, 1971.

McALISTER, Melani. *Epic Encounters: Culture, Media, & U.S. Interests in the Middle East since 1945*. Berkeley: University of California Press 2005 (2001).

AMMERMAN, Nancy. *Bible Believers: Fundamentalists in the Modern World*. New Brunswick: Rutgers University Press, 1987.

ANDERSON, Frederick (éd). *Mark Twain: The Critical Heritage*. New York: Barnes and Noble, 1971.

ANTONIUS, George. *The Arab Awakening*. London: H. Hamilton, 1938.

BARAM, Philip J. *The Department of State in The Middle East, 1919-1945*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 1978.

BEN BARKA, Mokhtar. *La Nouvelle Droite Américaine : Des origines à l'affaire Lewinsky*. Paris: Éditions du Temps, 1999.

BIDEN, Joseph R. "Stop Arms for Saudis". *The New York Times* [en ligne]. Le 15 avril 1981 [consulté le 15 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

BILL, Jame A. "Resurgent Islam in the Persian Gulf". *Foreign Affairs*. Automne 1984, vol. 63.

BLISS, Daniel. *The Reminiscences of Daniel Bliss*. New York: Fleming H. Revell Company, 1920.

BOHLEN, Charles. *Witness to History, 1929-1969*. New York: Norton, 1973.

BRANDS. H. W. *Inside the Cold War: Loy Henderson and the Rise of American Empire, 1918-1961*: London: Oxford University Press, 1991.

BRATLINGER, Patrick. *Rule of Darkness: British Literature and Imperialisme, 1830-1914*. Ithaca: New York: Cornell University Press, 1988.

BRONSON, Rachel. *Thicker Than Oil: America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia*. New York: Oxford University Press, 2006.

BULLIET, Richard W. *The Case for Islamo-Christian Civilization*. New York: Colombia University Press, 2004.

BURTON, James L. *Human Progress Through Missions*. Fleming H. Revell Company, 1912.

McCALL, Thomas et LEVITT, Zola. *The Coming Russian Invasion of Israel*. Chicago: Moody Press, 1974.

CAVE BROWN, Anthony. *Oil, God and Gold: The Story of Aramco and the Saudi Kings*. Boston: Houghton Mifflin.

CHAMPION, Daryl: *The Paradoxical Kingdom: Saudi Arabia and Momentum of Reform*. New York: Columbia University Press, 2003.

CHENEY SHELDON, Michael. *Big Oil Man from America*. Ballantine Books: 1958.

CITINO, Nathan. *From Arab Nationalism to OPEC: Eisenhower, King Saud, and the Making of U.S.-Saudi Relations*. Bloomington: Indiana University Press, 2002.

CLIFFORD, Clark. *Counsel to the President: A Memoir*. Clark Clifford with Richard Holbroke. New York: Random House, 1991.

COWPER PRIME, William. *Tent Life in the Holy Land*. New York: Harper & Brothers, 1857.

DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis, VAÏSSE, Justin. *La politique étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulation*. Paris: Presses de Sciences Po, 2003.

EMERSON, Steve. *The American House of Saud: The Secret Petrodollar Connection*. New York: F. Watts, 1985.

EMERSON, Steve. *Secret Warriors: Inside The Covert Military Operations of the Reagan Era*. New York: G. P. Putnam's and Sons, 1988.

DODGE, Bayard. *The American University of Beirut*. Beirut: Khayat's, 1958.

ERIKSEN H., Thomas. *Etnicitet och nationalism*. Falun: Nya Doxa, 1998 (1993).

GERGES, Fawaz A. *America and Political Islam: Clash of Cultures or Clash of Interests?* Cambridge: Cambridge University Press, 1999.

HALLIDAY, Fred. *Arabia Without Sultans: a Political Survey of Instability in the Arab World*. New York: Vintage Books (1974), 1975.

HASSNER, Pierre & VAÏSSE, Justin. *Washington et le Monde: Dilemmes d'une superpuissance*. Paris: Autrement, 2003.

HICHENS, Robert. *The Garden of Allah*. London: Methuen & co, 1913 .

JESSUP, Henry. *Mohammedan Missionary Problem*. Philadelphia: Presbyterian Board of Publication, 1879.

JESSUP, Henry. *Fifty-three Years in Syria*. New York: Fleming H. Revell Company, 1910.

KAPLAN, Robert D. *The Arabists: The Romance of an American Elite*. New York: Free Press, 1995 (1993).

KARLSSON, Svante. *Freds-och konfliktkunskap*. Lund: Studentlitteratur (1992), 1997

- KEPEL, Gilles. *Jihad*. Paris: Gallimard, 2003.
- KERR, Malcolm H., *The Arab Cold War-1970: a Study of Ideology in Politics* (3e éd.). London: Oxford University Press, 1971.
- MACKEY, Sandra. *The Saudis: Inside The Desert Kingdom*. Boston: Houghton Mifflin Company, 1987.
- KHALIDI, Rashid. *The Iron Cage: The Story of the Palestinian Struggle for Statehood*. Boston: Beacon Press (2006), 2007.
- LACEY, Robert. *The Kingdom Arabia: The House of Saud*. New York: Harcourt, Brace Jovanovich, 1981.
- LACKNER, Helen. *A House Built on Sand: A Political Economy of Saudi Arabia*. London: Ithaca Press, 1978.
- LAHAM, Nicholas. *Selling AWACS to Saudi Arabia: The Reagan Administration and the Balancing of America's Competing Interests in the Middle East*. Westport: Praeger, 2002.
- LATOURETTE, K.S. *History of the Expansion of Christianity*. Vol.VI. New York: Harper & Brothers, 1937-1945.
- LAWRENCE, T. E. *The Seven Pillars of Wisdom*. New York: G.H. Doran, 1926.
- LAWRENCE, Thomas E. *Révolte dans le désert, 1916-1918*. Paris: Payot, 1929.
- LAWRENCE, Thomas E. *Les sept piliers de la sagesse*. Paris: Payot, 1941.
- LEACH, William. *Land of Desire: Merchants, Power, and the Rise of a New American Culture*. New York: Pantheon, 1993.
- LIEBER, Robert. *Oil Deacde: Conflict and Confrontation in the West*. New York: Praeger, 1983.
- LINDSEY, Hal avec CARLSON, C. *The Late Great Planet Earth*. Grand Rapids: Zondervan, 1970.
- LIPPMAN, Thomas W. *Inside the Mirage: America's Fragile Partnership with Saudi Arabia*. Boulder: Westview Press.
- LIPPMAN, Thomas. *Arabian Knight: Colonel Bill Eddy USMC and the Rise of American Power in the Middle East*. Selwa Press, 2008.
- LITTLE, Douglas. *American Orientalism: The United States and the Middle East Since 1945*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press (2002), 2004.
- LOCKMAN, Zachary. *Contending Visions of the Middle East: The History and Politics of Orientalism*. New York: Cambridge University Press, 2004.

- LOWRY, Rich. *Legacy: Paying the Price for the Clinton Years*. Washington. D.C.: Regnery, 2003.
- MAMDANI, Mahmood. *Good Muslim, Bad Muslim: America, the Cold War, and the Roots of Terror*. New York: Pantheon Books, 2004.
- MANN, James. *Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet*. New York: Viking, 2004.
- MARR, Timothy. *Imagining Ishmael: Studies of Islamic Orientalism in America from the Puritans to Melville*. Ann Arbor: University of Michigan, 1998.
- NOUAILHAT, Yves-Henri et de la FOYE, Sylvie. *Les États-Unis et l'islam*. Paris: Armand Colin, 2006.
- NYE, Joseph. *Soft Power: The Means to Succeed in World Politics*. New York: Public Affairs, 2004.
- PATERSON, J.E., ed. *Politics of Middle Eastern Oil*. Washington D.C.: Middle East Institute, 1983.
- PENROSE, Stephen B. L. *That They May Live; the Story of the American University of Beirut, 1866-1941*. Beirut: The American University of Beirut, 1941.
- PHILBY, Harry St John. *Heart of Arabia*. London: Constable and Company, 1922.
- AL-RASHEED, Madawi. *A History of Saudi Arabia*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002.
- ROBINSON, Jeffrey. *Yamani: The Inside Story*. New York: Atlantic Monthly Press (1988), 1989.
- SAFRAN, Nadav. *Saudi Arabia: The Ceaseless Quest for Security*. Cambridge: Harvard University Press, 1985.
- SAID, Edward W. *Orientalism: Western Conceptions of The Orient*. London: Routledge & Kegan, 1978.
- SAID, Edward. *Orientalism: Western Conceptions of The Orient*. New York: Penguin Books (1978), 1995.
- SAID, Edward W. *Covering Islam: how the media and the experts determine how we see the rest of the world*. New York Pantheon Books, 1981.
- SANDERS, Jerry. *Peddlers of Crisis: The Committee on the Present Danger and the Politics of Containment*. Boston: South End Press, 1983.
- SANGER, Richard. *The Arabian Peninsula*. Ithaca: Cornell University Press, 1954.

SCHMIDT, Dana Adams. "Arabian Oil Town Is Like a U.S. Suburb". *The New York Times* [en ligne]. Le 23 novembre 1959 [consulté le 3 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SCHMIDT, William E. "Embarrassment of Riches". *Newsweek*, le 1er novembre 1976.

SCHWARTZ, Stephen. *The Two Faces of Islam*. New York: Doubleday, 2002.

SHAHEEN, Jack G. *Reel Bad Arabs: How Hollywood Vilifies a People*. New York, Olive Branch Press, 2001.

SHAKMAN HURD, Elizabeth. *The Politics of Secularism in International Relations*. Princeton: Princeton University Press, 2008.

SHEEHAN, Edward R. F. "Unradical Sheikhs who Rule the World". *The New York Times Magazine* [en ligne]. Le 24 mars 1974 [consulté le 29 septembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SHEEHAN, Edward. "Will Faisal's Policies Also Die Now?" *The New York Times* [en ligne]. Le 30 mars 1975 [consulté le 21 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SHEEHAN, Edward R. F. "The Epidemic of Money". *The New York Times Magazine* [en ligne]. Le 14 novembre 1976 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SHEEHAN, Edward R. F. "How Kissinger Did It: Step by Step in the Middle East". *Foreign Policy* [en ligne]. Printemps 1976, n°22 [consulté le 5 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148069>

SICK, Gary. "The United States in The Persian Gulf: From Twin Pillars to Dual Containment" dans LESCH, David W. (Éd). *The Middle East and the United States: A Historical and Political Reassessment*. Boulder: Westview Press, 2003.

SIENKIEWICZ, Henryk. *Quo Vadis: A Narrative of the Time of Nero*. Boston: Little, Brown & Company, 1897.

SINCLAIR, Upton. *Oil!* New York: Albert & Charles Boni, 1927.

SMITH D., Anthony. *Nationalism and Modernism*. London: Routledge, 1998.

SOLBERG, Carl. "Tyranny of Oil". *American Heritage*, décembre 1976.

SPERO E., Joan. & HART A., Jeffrey. *The Politics of International Economic Relations*. London: Routledge, 1997.

THOMSON, William. *The Land and the Book*. New York: Harper & Brothers, 1860.

TROFIMOV, Yaroslav. *The Siege of Mecca*. New York: Doubleday, 2007.

TURNER, Frederick Jackson. *The Significance of the Frontier in American History*. New York: Henry Holt, 1920.

TWAIN, Mark. *The Innocents Abroad or the New Pilgrims' Progress*. Hartford: American Publishing Company, 1869.

VITALIS, Robert. *America's Kingdom: Mythmaking on the Saudi Oil Frontier*. Stanford: Stanford University Press, 2007.

VAÏSSE, Justin. *Histoire du néo conservatisme aux États-Unis*. Paris: Odile Jacob, 2008.

VASSILIEV, Alexei. *The History of Saudi Arabia*. London: Saqi Books, 1998.

WALLACE, Lew. *Ben Hur*. New York: 1880.

WALWOORD, John F., et WALWOORD, John E. *Armageddon, Oil, and the Middle East Crisis: What the Bible Says About the Future of the Middle East and the End of Western Civilization*. Grand Rapids: Zondervan, 1976.

WILSON, Jeremy. *Lawrence of Arabia, the Authorised Biography*. London: Heinemann, 1989.

YERGIN, Daniel. *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money and Power*. New York: Free Press, 2003 (1991).

Articles

ABRAHAMIAN, Ervand. "The US Media, Huntington and September 11". *Third World Quarterly* [en ligne]. 2003, vol. 24, n°3 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

ADELMAN, Morris. "Is the Oil Shortage Real? Oil Companies as OPEC tax-Collectors". *Foreign Policy* [en ligne]. Hiver 1972-1973, n°9 [consulté le 16 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148086>

AJAMI, Fouad. "Stress in The Arab Triangle". *Foreign Policy* [en ligne]. Hiver 1977-1978, n°29 [consulté le 19 juin 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148533>

AKINS, James E. "The Oil Crisis: This Time the Wolf is Here". *Foreign Affairs*. Avril 1973, vol. 51, n°3.

AKINS, James E. *The Arabists*. Annual Conference of the American-Arab Anti-Discrimination Committee. Le 16 avril 1994 [consulté en ligne le 12 février 2010]. Disponible sur: <http://www.ameu.org>

ALAN, Rey. "The Israelis Outpaced". *The New Leader*, le 19 décembre 1977.

ALIREZA, Marianne. "Women of Saudi Arabia". *National Geographic*. Octobre 1987, vol. 172, n°4.

AMOUZEGAR, Jamshid. "The Oil Story: Facts, Fiction and Fair Play". *Foreign Affairs*, juillet 1973, vol. 51, n° 4.

ANDERSON, Jennie. "Blame the Arabs". *The Progressive* [en ligne]. Février 1991, vol. 55, n°2 [consulté le 26 novembre 2010]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

ARMSTRONG, S. et SMITH, J. "Eye of the Storm". *Mother Jones* [en ligne]. Novembre/décembre 1991, vol. 16.

AYOOB, Mohammed. "Political Islam: Image and Reality". *World Policy Journal* [en ligne]. Automne 2004, vol.XXI, n°3 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: https://access-distant.sciences-po.fr/http/www.ciaonet.org/olj/wpj/fall04/wpj_fall04a.pdf

BAKER, Russel. "Unpopular Visitors". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 février 1957. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

BARBER, Noël. "I Heard Slavery Isn't Dead". *Saturday Evening Post*. Le 30 novembre 1957, vol.230, n°22.

BARD, Mitchell. "The Israeli and Arab Lobbies". Jewish Virtual Library [en ligne, consulté le 1er avril 2010]. Disponible sur: www.jewishvirtuallibrary.org.jsourc/US-Israel/lobby.html

BARGER, Thomas. "Suppose We Seized Arab Oil Fields". *Los Angeles Times*, le 13 avril 1975 dans BRONSON.

BARLETT, J. "Lord of the Slave Market". *Coronet*. Août 1956.

BARNETT, Michael N. "Dialogues in Arab Politics: Negotiations in Regional Order" [en ligne]. New York: Columbia University Press, Automne 1998 [consulté le 5 janvier 2006]. Disponible sur: <http://www.ciaonet.org/book/barnett/barnett04.html>

BEDELL, Sally. "Editorial on CNN Stirs Dispute". *The New York Times* [en ligne]. Le 4 juin 1982 [consulté le 11 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

BEN-HORIN, Eliahu. "Arabian Oil and American Imperialism". *Harpers Magzine*. Juin 1944, vol. 189.

BENNETT, Charle G. "Mayor Bars Fete for Saud". *The New York Times* [en ligne]. Le 29 janvier 1957 [consulté le 27 février 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

BERCHER, F. W. Charles R. "Cranes Crusade for the Arabs 1919-1939". *Middle Eastern Studies* [en ligne]. Janvier 1988, vol. 24, n°1 [consulté le 5 février 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org.stable/4283221>

BLISS, Howard. "The Modern Missionary". *The Atlantic Monthly*. Mai 1920.

BORCHGRAVE de, Arnaud. "Where Sheiks are Sheiks-and Money Flows". *Newsweek*, le 18 janvier 1971.

- BORCHGRAVE de, Arnaud. "Saudi Arabia Plays Catch-up". *Newsweek*, le 28 octobre 1974.
- BOUCEK, Christopher. "Saudi Arabia' 'Soft' Counterterrorism Strategy: Prevention, Rehabilitation and Aftercare". Carnegie Endowment for International Peace: Washington D.C. Septembre 2008, n° 97.
- BRADY F., Thomas. "Severity of Koranic Penal Code Disturbs Many Westerners Living in Jeddah". *The New York Times* [en ligne]. Le 11 juin 1966 [consulté le 1er septembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>
- BROCKMAN, David. "Death of a Princess". Le 2 juillet 2005 [consulté en ligne le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.transdiffusion.org/emc/behindthescreens/princess.php>
- BRONSON, Rachel. "Rethinking Religion: The Legacy of the U.S.-Saudi Relationship". *The Washington Quarterly* [en ligne]. Automne 2005, vol.28, n°4 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.twq.com>
- BUCKLEY, William M. Jr., "Vote Yes on AWACS". *National Review*. Le 16 octobre 1981.
- CAMPBELL, John C. "The Middle East: A House Built on Shifting Sands". *Foreign Affairs*, special issue [en ligne]. 1981, vol. 60, n°3 [consulté le 13 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>
- CARTER, Bill. "CNN Takes an Early Lead in the Coverage of the Gulf War". *The New York Times* [en ligne]. Le 17 janvier 1991 [consulté le 11 février 1982]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>
- CARUTHERS, Osgood. "Saud vs. Nasser: A Study in Contrasts". *The New York Times* [en ligne]. Le 10 novembre 1957 [consulté le 25 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>
- CHENEY SHELDON, Michael. "My Daughter is An Arab". *Saturday Evening Post*. Le 17 mai 1958, vol. 230, n°46.
- CITINO, Nathan. "Defending the Post-War Petroleum Order: The U.S., Britain and the 1954 Saudi-Onassis Tanker Deal". *Diplomacy and Statecraft* 11, 2, Juillet 2000.
- CLIFTON, Daniel. "Kissinger Remark on Force Sparks Wide Speculation". *The New York Times* [en ligne]. Le 7 janvier 1975 [consulté le 7 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>
- CLINES, Francis X. "3 Arab Diplomats Wives Fast Near White House". *The New York Times* [en ligne]. Le 29 juillet 1982. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>
- COHEN, Charles E. "As the Gulf War stirs prejudice, Albert Mokhiber fights for the rights of Arab-Americans". *People's Weekly* [en ligne]. Vol. 35, n°5, le 11 février 1991 [consulté le 26 novembre 2010]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

CROISIER, Catherine. « La Doctrine Bush de remodelage du Grand-Moyen Orient: entre idéalisme et pragmatisme » [consulté le 2 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.diploweb.com/forum/croisier1.htm>

CROWTHER, Bosley. Screen: “A Desert Warfare Spectacle”. *The New York Times* [en ligne]. Le 17 décembre 1962 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes>

DAIGLE, Craig A. “The Russians Are Going: Sadat, Nixon and the Soviet Presence in Egypt 1970-1971”. *MERIA* [en ligne]. Mars 2004, vol. 8, n°1 [consulté le 18 octobre 2010]. Disponible sur: <http://meria.idc.ac.il/journal/2004/issue1.jv8n1a1.html>

DALE L., Edwin. “Congress Has Second Thoughts on the Power of Outside Money; the Invasion of Petrodollars”. *The New York Times* [en ligne]. Le 23 mars 1975 [consulté le 28 juillet 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

DAVIDSON, Spencer L. “The US Should Soak Up that Shower of Gold”. *TIME Magazine* [en ligne]. Le 16 décembre 1974 [consulté le 17 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.timemagazine.com>

DAVIDSON, Spencer, GRIGGS, Lee, WYNN, Wilton. “The Arab World: Oil, Power, Violence”. *TIME Magazine*, le 2 avril 1973.

DEKMEJIAN R., Hrair. “The Rise of Political Islamism in Saudi Arabia”. *Middle East Journal* [en ligne]. Automne 1994, vol. 48, n°4 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

De WITT, Karin. “6000 Muslims Meet; The Enemy: Stereotypes”. *The New York Times* [en ligne]. Le 3 septembre 1990 [consulté le 12 décembre 1990]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

DICKEY, Christopher. “Why we can’t seem to understand the Arabs”. *Newsweek* [en ligne]. Le 7 janvier 1991 [consulté le 11 décembre 1991]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

DICKEY, Christopher et VISICA, Gregory. “Attack on the House of Saud”. *Newsweek* [en ligne]. Le 27 novembre 1995 [consulté le 15 décembre 2010]. Disponible sur: *Gale U.S. History In Context*. Web

De ONIS, Juan. “Saudis Seek U.S. Help to Cut Oil Prices”. *The New York Times* [en ligne]. Le 19 juin 1974 [consulté le 18 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

De ONIS, Juan. “Oil States offers wide conference with consumers”. *The New York Times* [en ligne]. Le 27 janvier 1975 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

DOWD, Maureen. “Clash of Civilizations”. *The New York Times* [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

DREYFUSS, Robert. "The Thirty-Year Itch". Mother-Jones [en ligne]. Mars-Avril 2003, [consulté le 7 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.motherjones.com/politics/2003/03/thirty-year-itch>

ENGELBERG, Steven. "Terrorism's New (and Very Old) Face; It's not the Kin of War the West Fights Well". *The New York Times* [en ligne]. Le 12 septembre 1998 [consulté le 26 janvier 1998]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

EPSTEIN Edward Jay. "The Cartel that Never Was". *The Atlantic Monthly*. Mars 1983.

EVANS, Leslie. "War on Terror Looks to much like a War on Islam, Arab Scholar Warns". UCLA International Institute [en ligne]. Le 27 janvier 2003 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.international.ucla.edu>

McFADDEN, Robert D. "William Safire, Political Columnist, and Language Oracle, Dies at 79". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 septembre 2009 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Mac FARQUHAR, Neil. "Aftereffects: Riyadh; Big Paychecks Still Luring Foreigners to Saudi Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 23 mai 2003 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

FELDMAN, Daniel C. et THOMAS, David C. "From Desert Shield to Desert Storm: life as an expatriate in Saudi Arabia during the Persian Gulf Crisis". *Organizational Dynamics* [en ligne]. Automne 1991, vol. 20, n°2 [consulté le 7 décembre 2010]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

FLANIGAN, J. "Nation We'd Better Get to Know". *Forbes*, le 15 février 1973. p. 28-30. "Fabulous Wealth in a Desert, and How it Affects America". *U.S. News and World Report*. Le 7 mai 1973, vol. 74, n°87.

FRADKIN, Hillel. "Saudi Arabia: Friend or Foe?" Le 16 juillet 2003 [consulté en ligne le 15 février 2011]. Disponible sur : http://www.appc.org/publications.pubID.1603/pub_detail.asp

FRANKLIN, Stephen. "The Kingdom and its Messengers (After the War)". *Columbia Journalism Review* [en ligne]. Juillet-août 1991, vol. 30, n°2 [consulté le 12 décembre 2010]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

FRANKLIN, Steven. "The Kingdom and the Power". *Columbia Journalism Review*. Novembre/décembre 1996.

FRASER, C. "In Defense of Allah's Realm: Religion and Statecraft in Saudi Foreign Policy Strategy" dans RUDOLF, S. et PISCATORI, J. (Éds.). *Transnational Religion and Fading States*. Boulder: Westview Press, 1997.

FRIEDMAN, Thomas L. Article d'opinion. *The New York Times* [en ligne]. Le 10 décembre 1995 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

FRUZZETTI, Lina. "Review of CATON C., Steven. *Lawrence of Arabia: A Films Anthropology*. Berkeley:" University of California at Berkeley University Press, 1999. *American Ethnologist* [consulté en ligne]. Mai 2000, vol. 27, n°2 [consulté le 1er décembre 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/647219>

FUKUYAMA, Francis. "After Neoconservatism". *The New York Times* [en ligne]. Le 19 février 2006 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GAIDAR, Yegor. *Collapse of an Empire: Lessons for Modern Russia* dans STONER-GILBERT, Lt Col. S. Taco. "Reagan and the AWACS sale to Saudi Arabia: Bureaucratic Politics in Action". [Consulté en ligne le 27 octobre 2010]. Washington D.C: National Defense University, National War College, 1996. Disponible sur: <http://www.stormingmedia.us/28/2831/A283144.html>

GAMAREKIAN, Barbara. "Saudi Envoy and Wife Make Mark". *The New York Times* [en ligne]. Le 20 novembre 1981 [consulté le 7 janvier 2011]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>

GAMAREKIAN, Barbara. "Saudi, Journalist and Diplomat". *The New York Times* [en ligne]. Le 1er septembre 1984 [consulté le 7 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GARFINKLE, Adam. "Weak Realpolitik: The Vicissitudes of Saudi Bashing". *The National Interest*. Printemps 2002.

GATES M., Robert. "What War Looks Like Now". *The New York Times* [en ligne]. Le 16 août 1998 [consulté le 26 janvier 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

GAUSE F., Gregory. "Saudi Arabia and the War on Terrorism" dans GARFINKEL, Adam (Ed.). *A Practical Guide to Winning the War on Terrorism*. Hoover Institution Press, 2004.

GAUSE F., Gregory. "Desert Conundrum: Two Vastly Different Takes on the Puzzle That is Saudi Arabia". *SUSRIS*, le 29 octobre 2005.

GERGES, Fawaz A. "The 1967 Arab-Israeli War: U. S. Actions and Arab Perceptions" dans LESCH, David W. (Éd.) *The Middle East and The United States: A Historical and Political Reassessment*. Boulder: Westview Press, 2003.

GERGES, Fawaz. "Islam and Muslims in the Mind of America". *Annals of the American Academy of Political Science*. [en ligne]. Juillet 2007 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur : <http://www.jstor.org>

GERTH, Jeff. "Saudi Deal: Help for Rebels for U.S. Arms". *The New York Times* [en ligne]. Le 4 février 1987 [consulté le 10 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GILBERT, Lt Col. S. Taco. "Reagan and the AWACS sale to Saudi Arabia: Bureaucratic Politics in Action". [Consulté en ligne le 27 octobre 2010]. Washington D.C: National Defense University, National War College, 1996. Disponible sur: <http://www.stormingmedia.us/28/2831/A283144.html>

GOLDBERG, Jacob. "Philby as a Source of Twentieth-Century Saudi History: A Critical Examination." *Middle Eastern Studies* [en ligne]. Vol. 21, N°2, Avril 1985 [consulté le 19 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/4283062>

GOLDBERG, Jacob. "Captain Shakespeare and Ibn Saud: A Balanced Reappraisal." *Middle Eastern Studies* [en ligne]. Vol. 22, N°1, Janvier 1986 [consulté en ligne le 7 décembre 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

GOODE, James F. "Critique". *The American Historical Review* [en ligne]. Février 1995, vol. 100, n°1 [consulté le 9 février 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/2168169>

GORDON H., Philip. "Can the War on Terror Be Won? How to Fight the Right War". *Foreign Affairs* [en ligne]. Novembre/décembre 2007, vol. 86, n°6 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

GORDON, R., Michael et MILLER Judith. "Threats and Responses: The Iraqis; U.S. Says Hussein Intensifies Quest for A-bomb Parts". *The New York Times* [en ligne]. Le 8 septembre 2002 [consulté le 3 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GROSSMAN, Lawrence K. et MINOW, Newton N. "'The Reagans' What CBS Should Have Done". *Columbia Journalism Review* [en ligne]. Juin 2003 [consulté le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.cjr.org/issues/2003/6/reagans-grossman.asp>

GUPTE, Pranay. "How Arabs Turn Oil Into Armaments; Investing of Petrodollars in Defense Industries Begin to Worry". *The New York Times* [en ligne]. Le 25 août 1974 [consulté le 28 juillet 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GWERTZMAN, Bernard. "U. S. Says Cut Will not Alter Mideast Policy". *The New York Times* [en ligne]. Le 22 novembre 1973 [consulté le 9 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GWERTZMAN, Bernard. "Milestone Pact is Signed by U.S. and Saudi Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 9 juin 1974 [consulté le 4 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GWERTZMAN, Bernard. "U.S. May Sell Saudis, Radar Fuel Planes". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GWERTZMAN, Bernard. "Sadat Said to Agree to G.I.'s in Sinai Unit". *The New York Times* [en ligne]. Le 5 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GWERTZMAN, Bernard. "Haig Ends Mideast Tour Saying Results Please Him". *The New York Times* [en ligne]. Le 9 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GWERTZMAN, Bernard. "Attempting to Recoup, Haig Works Hard to Score Points Abroad". *The New York Times* [en ligne]. Le 12 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GWERTZMAN, Bernard. "Saudis' AWACS: Afterthoughts; New Analysis". *The New York Times* [en ligne]. Le 16 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GWERTZMAN, Bernard. "Saudis Rebuff U.S. on Postponing Deal for 5 Radar Planes". *The New York Times* [en ligne]. Le 18 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GWERTZMAN, Bernard. "U.S. Will go Ahead on Deal with Saudis for five Radar Planes". *The New York Times* [en ligne]. Le 22 avril 1981 [consulté le 6 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

GWERTZMAN, Bernard. "Saudis to Let U.S. Use Bases in Crisis". *The New York Times* [en ligne]. Le 5 septembre 1985 [consulté le 11 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

HAIJA, Rammy M. "The Armageddon Lobby" [consulté le 29 janvier 2007]. Disponible sur: <http://www.informationclearinghouse.info/article15422.htm>

HAMILTON, Thomas J. "Anti-Israel Plot Laid to Henderson". *The New York Times* [en ligne]. Le 23 juin 1948 [consulté en ligne]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

HAMMER, Alexander R. "Dow Ends Up 4.46 After Sharp Early Drop". *The New York Times* [en ligne]. Le 26 mars 1975 [consulté le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

HAYGOOD, Wil. "Ed Bradley, The News Pioneer Who Never Lost His Cool". *The Washington Post* [en ligne]. Le 10 novembre 2006 [consulté le 17 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.washingtonpost.com>

HAYNES, Jeff. "Transnational Religious Actors and International Politics". *Third World Quarterly* [en ligne]. Avril 2001, vol. 22, n°2 [consulté le 12 février 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

HEGGHAMMER, Thomas et LACROIX, Stéphane. "Rejectionist Islamism in Saudi Arabia: The Story of Juhayman al-'Utaybi". *International Journal of Middle East Studies* [en ligne]. Vol. 39, n°1, 2007 [consulté le 27 septembre 2010]. Disponible sur: <http://www.cambridge.org/journal/mes>

HENRY, John C. "Ibn Saud Rubs a Magic Lamp". *Nation's Business*. Janvier 1948.

Hersh, Seymour. "Annals of National Security: King's Ransom". *The New Yorker* [consulté en ligne le 14 février 2011]. Disponible sur: http://www.newyorker.com/archive/2001/1022/011022fa_FACT1

HERSHEY, Robert D. "Rockefeller Warns on Petrodollars; Rockefeller Urges Action to Cope With Oil Dollars". *The New York Times* [en ligne]. Le 14 juin 1979 [consulté le 28 juillet 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

HIGGINS, Andrew. "In Quest for Energy Security". *Wall Street Journal* [en ligne]. Le 4 février 2004 [consulté le 7 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.online.wsj.com>

HINDLEY, Angus. "Saudi Arabia: adapting to life on a tighter budget". *MEED* [en ligne]. Le 23 décembre 1994, vol. 38, n°51 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

HIRSH, Michael. "Bernard Lewis Revisited: What if Islam isn't an obstacle to democracy in the Middle East but the Secret to Achieving it?" *The Washington Monthly* [en ligne]. Le 11 avril 2004 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.washingtonmonthly.com>

HOELSCHER, Steven. "Making Place for Race: Performances of Whiteness in the Jim Crow South". *Annals of the Association of American Geographers* [en ligne]. Septembre 2003, vol. 93, n°3 [consulté le 18 août 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

HOWLETT, Darryl. "Nuclear Proliferation" dans BAYLIS, John et SMITH, Steve (Éds). *The Globalization of World Politics: An Introduction to International Relations*. Oxford: Oxford University Press (1991), 1997.

HUNTINGTON, Samuel P. "The Clash of Civilizations?" *Foreign Affairs* [en ligne]. Été 1993.

HSU, Tanya C. "Michael Moore and Richard Perle Combine Forces: Who Really Wants to Invade Saudi Arabia, and Why". *Institute for Research: Middle Eastern Policy* [en ligne]. Le 7 avril 2004 [consulté le 6 septembre 2009]. Disponible sur: <http://www.irmep.org/essay/ksa.htm>

HUNTER, Robert A. "Can the Arabs Really Blackmail US?" *The New York Times* [en ligne]. Le 23 septembre 1973 [consulté le 14 avril 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

HUREWITZ, J.C. "Saudi Arabia: Stability During Transition". *The New York Times* [en ligne]. Le 30 mars 1975 [consulté le 21 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

HUSSEIN, Hamid. Critique. *International Journal of Kurdish Studies* [en ligne]. Janvier 2008, vol. 200, n°3 [consulté le 22 décembre 2010]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

IBRAHIM M., Youssef. "Life is Isolated for Foreigners in Saudi Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 24 mars 1980 [consulté le 11 juin 2009] Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

IBRAHIM, Youssef M. "The Split Among Arabs Unleashes a People's Anger". *The New York Times* [en ligne]. Le 12 août 1990 [consulté le 13 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

IBRAHIM, Youssuf M. "The Saudis Are Fearful too, As Islam's Militant Tide Rises". *The New York Times* [en ligne]. Le 31 décembre 1991 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

IBRAHIM, Youssef M. "Saudi With Key Role in War Calls for End to Iraqi Sanctions". *The New York Times*. Le 14 décembre 1995.

ICKES, Harold. "We're Running out of Oil". *American Magazine*, janvier 1944, p. 26-27, dans STOFF, Michael B. "The Anglo-American Oil Agreement and the Wartime Search for Foreign Oil Policy". *The Business History Review* [en ligne]. Vol. 55, n°1, print, 1981 [consulté le 19 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

IGNOTUS, Miles. "Seizing Arab Oil". *Harper's Magazine*, mars 1975.

INGLEHART, Ronald & NORRIS, Pippa. "The True Clash of Civilizations". *Foreign Policy* [en ligne]. Mars-avril 2003, n°35 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

JABBER, P. "Oil, Arms and Regional Diplomacy: Strategic Dimensions of the Saudi-Egyptian Relationship." In M.Kerr and El Yassin (Eds.) *Rich and Poor States in the Middle East*. Boulder: Westview, 1982. p. 430 dans KORANY.

JACOBS F., Matthews. "The Riddle of Islam: American Images and Representations, 1945-1960". Working paper, Department of history, University of North Carolina [consulté en ligne le 30 août 2010]. Disponible sur: <http://www.yale.edu/macmillan/cmepublications.htm>

JEHL, Douglas. "Saudis Feast Freely From TV Dishes". *The New York Times* [en ligne]. Le 23 janvier 1996 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://nytimes.com>

JOHNSON, Silas. "United States Military Training Mission: A Paradigm for Regional Security". *The DISAM Journal* [en ligne]. Été 2001 [consulté le 3 mai 2010], p. 98. Disponible sur: http://www.disam.dscamilitary.com/pubs/v.23_4/johnson.pdf

JOHNSTON, Lauren. "Bush Won't Reveal 9/11 Info". *CBS*, le 29 juillet 2003 [consulté en ligne le 15 février 2011]. Disponible sur: <http://www.cbsnews.com/stories/2003/07/30/world/main565782.shtml>

JONES, Alex S. *The New York Times* [en ligne]. Le 10 août 1990 [consulté le 12 décembre 1990]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

KAPLAN, Robert D., "Tales From the Bazaar". *The Atlantic Monthly* [en ligne]. Août 1992 [consulté le 28 février 2010]. Disponible sur: <http://www.theatlantic.com>

KECHICHIAN, Joseph K. "The Role of the ulama in the politics of an Islamic state: The case of Saudi Arabia". *International Journal of Middle East Studies*. 1986, Vol.18.

KÉDOURIE, Elie. "Foreign Policy: A Practical Pursuit". *The Princetonian*. Le 4 janvier 1961 dans KRAMER.

KÉDOURIE, Elie “The American University of Beirut”. *Middle Eastern Studies* [en ligne]. Octobre 1996, Vol. 3, n°1, [consulté le 1er février 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/4282188>

KEOHANE, Robert O. Critique. “State Power and Industry Influence: American Foreign Policy in the 1940s”. *International Organization* [en ligne]. Hiver 1982, Vol. 36, N°1 [consulté le 3 décembre 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

KERJAN, Lilian. « La religion dans les forces armées américaines: un demi-siècle d'influences (1947-1997) » dans RICARD, Serge (Éd.). *États-Unis d'hier, États-Unis d'aujourd'hui*. Paris: L'Harmattan, 1999.

KHALAF, Samir: “American Missionaries in the Levant: Precursors to Soft Power and High Culture”. Essai présenté à la conférence *Globalizing American Studies*, Conférence, Northwestern University, Evanston, Illinois, le 5 mai 2006 dans SHAKMAN-HURD.

KOHUT, Andrew et TOTH, Robert C., “Arms and the People”. *Foreign Affairs* [en ligne]. Décembre 1994. Newsbank, America’s Newspapers.

KONTOS, William. “Critique”. *International Journal of Middle East Studies* [en ligne]. Août 1994, vol. 26, n°3 [consulté le 9 février 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/163703>

KORANY, Bahgat. “The Glory That Was? The Pan-Arab, Pan-Islamic Alliance Decisions, October 1973”. *Revue Internationale de Sciences Politiques* [en ligne]. Vol. 5, n°1, 1984 [consulté le 5 avril 2010]. p. 49-51. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1600958>

KOSTINER, Joseph. “State, Islam and Opposition in Saudi Arabia”. *MERIA* [en ligne]. Juillet 1997, vol. 1, n°2 [consulté le 2 février 2011]. Disponible sur: <http://meria.idc>

KRAMER, Martin. “Policy and the Academy: An Illicit Relationship?” *Middle East Quarterly*. Hiver 2003.

KRAFT, Joseph. “Letter from Saudi Arabia”. *New Yorker* [en ligne]. Le 20 octobre 1975 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.newyorker.com>

LAKE, Anthony. “Confronting Backlash States”. *Foreign Affairs*. 1994, vol. 73, n°2.

LANDES, David S. “Islam Dunk”. *The New Republic*. Le 8 avril 1991.

LANGYEL, Emilie. Critique. *Annals of the American Academy of Political Science* [en ligne]. Vol. 297, janvier 1955 [consulté le 15 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

LAQUEUR, Walter et LUTTWAK, Edward. “Oil”. *Commentary*, Octobre 1973.

LEIGH, David. “Arms and the man: Prince Bandar bin Sultan charmed everyone from George Bush Sr to Nelson Mandela”. *New Statesman* [en ligne]. Le 2 juillet 2007 [consulté le 22 décembre 2010]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

LeMOYNE, James. "Where Cookies are Manna and Mail Gold, Soldiers Ache for a Diversion". *The New York Times* [en ligne]. Le 15 février 1990 [consulté le 2 février 1990]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

LeMOYNE, James. "The Saudis, the G.I.'s and the Common Cause: Allies but at Arm's Length". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 octobre 1990 [consulté le 2 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

LeMOYNE, James. "U.S. Troops and Saudis: A Silent Clash of Cultures". *The New York Times* [en ligne]. Le 21 novembre 1990 [consulté le 2 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes>

LEUPP, Gary. "On Terrorism, Methodism, Saudi 'Wahhabism' and the Censored 9-11 Report". *CounterPunch*, le 6 août 2003 dans SAF Item of Interest le 12 août 2003 [consulté en ligne le 14 février 2011]. Disponible sur: <http://www.Saudi-American-Forum.org>

LEWIS, Bernard. "Communism and Islam". *International Affairs* [en ligne]. Janvier 1954, vol.30, n°1 [consulté le 31 août 2010].

LEWIS, Bernard. "The Return of Islam". *Commentary*. Janvier 1976, vol. 61.

LEWIS, Bernard. "The Roots of Muslim Rage: Why so many Muslims deeply resent the West and why their bitterness will not ease or be mollified". *The Atlantic* [en ligne]. Septembre 1990 [consulté le 14 mai 2009]. Disponible sur: <http://www.theatlantic.com/doc/199009/muslim-rage>

LEWIS, Bernard. "License to Kill: Usama bin Laden's Declaration of Jihad". *Foreign Affairs* [en ligne]. Décembre 1998, vol. 77, n°6 [consulté le 8 février 1998]. Disponible sur: <http://infoweb.newsbank.com>

LEVY, Walter J. "Oil Power". *Foreign Affairs*, Juillet 1971.

LICHTHEIM, George. "Politics Along the Arabs: Illusions of Progress, Delusions of Grandeur". *Commentary*, le 22 février 1956.

LICHTHEIM, George. "The U.S. Backs the Arab Monarchs. *Commentary*, le 23 janvier 1957.

LIEF, Louise. "Battling for the Arab Mind". *U.S. News and World Report* [en ligne]. Le 2 janvier 1991 [consulté le 11 décembre 2010]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=a9h&AN=9101210656&site=ehost-live&scope=site>

LIEF, Louise, DUFFY, Brian et CHESNOFF, Richard Z. "Telling Friend from a Foe: A bombing in Saudi Arabia raises questions about ties to terrorists". *U.S. News and World Report* [en ligne]. Le 27 novembre 1995 [consulté le 15 décembre 2010]. Disponible sur: <http://docs.newsbank.com>

LONG, David E. Critique. *Middle East Journal* [en ligne]. Hiver 2009, vol. 63, n°1 [consulté le 27 décembre 2010]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

LOVE, Kenneth. "King Saud and His America". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 janvier 1957 [consulté le 25 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

LOWRY, Rich. "Clinton and Khobar". *National Review* [en ligne]. Le 3 novembre 2003 [consulté le 17 décembre 2010]. Disponible sur: <http://old.nationalreview.com/lowry/lowry200311030753.asp>

LYNCH, Timothy J. "Kristol Balls: Neoconservative Visions of Islam and the Middle East". *International Politics*. 2008, vol. 45.

LYONS, Richard D. "Arab Lobby Steps Up Efforts". *The New York Times* [en ligne]. Le 30 juin 1975 [consulté le 18 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

MARDER, Murrey. "Aid to Writer Approved by Kissinger". *The Washington Post*, le 10 mars 1976.

MARSHALL, Joshua. "Remaking the World: Bush and the Neoconservatives". *Foreign Affairs* [en ligne]. Novembre-décembre 2003. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

MARTIN, Douglas. "Saudi Says Israel is Chief Threat Not Russia". *The New York Times* [en ligne]. Le 24 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

MASLIN, Janet. "Her Identity Revealed, Her Story Expurgated". *The New York Times* [en ligne]. Le 22 octobre 2007 [consulté le 7 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

MASOUD, Tarek. "Desert Storm". *The New Republic* [en ligne]. Le 28 décembre 1998 [consulté le 26 janvier 2011]. Disponible sur: <http://infoweb.newsbank.com>

MATTOX E., Henry. "A Clash of Civilizations-Real? Potential?" *American Diplomacy* 2002, vol.VII, n°1 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur : <http://www.ciaonet.com>

MELANDRI, Pierre. « Le terrorisme, voilà l'ennemi ». *Vingtième Siècle*. Octobre-décembre 2002, vol. 76.

MICHELSON, Bruce. Mark Twain. "The Tourists: The Form of the Innocents Abroad". *Americanism Literature* [en ligne]. Nov. 1977, vol. 49, n°3, [consulté le 4 mars 2009]. Disponible sur: www.jstor.org

MIDDLETON, Drew. "Signs of Changing Order: Minaret and Miniskirts". *The New York Times* [en ligne]. Le 1er juin 1968 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

MIDDELTON, Drew. "A Word to the Arabs- "Risk"- Is Kicking Up a Storm". *The New York Times* [en ligne]. Le 12 janvier 1974 [consulté le 11 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

MILLER, Judith. "U.S. To Offer Israel Jets on Easy Terms". *The New York Times* [en ligne]. Le 26 février 1981 [consulté le 3 novembre 2010]. Disponible sur: <http://>

MILLER, Judith, "The Struggle Within". *The New York Times* [en ligne]. Le 10 mars 1991 [consulté le 14 janvier 2009]. Disponible sur: www.nytimes.com

MILLER, Judith. "Saudi Prince Disputes Schwarzkopf Book on War". *The New York Times* [en ligne]. Le 21 octobre 1992 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

MILLER, Judith et RISEN, James. "Backed by U.S., Saudis Seek Afghan Ouster of Bin Laden". *The New York Times* [en ligne]. Le 18 octobre 1998 [consulté le 26 janvier 2011]. Disponible sur: [New York State Newspapers.Web](http://www.nytimes.com)

MONTGOMERY, James A., "Arabia To-day: An Essay in Contemporary History". *Journal of the American Oriental Society* [en ligne]. Avril 1927, vol.17 [consulté le 28 avril 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

MULLIN, Dennis. "America's Stake in Saudi Arabia and Why it's Threatened". *U.S. News and World Report*, le 8 mars 1976

MURPHY, Kim. "Discontent Grows in Saudi Arabia Secret Arrests and a Growing Economic Crisis Raise the Specter of Crisis". *Albany Times Union* [en ligne]. Le 8 janvier 1995 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://www.dialog.com>

MUSIL, Alois. "Religion and Politics in Arabia". *Foreign Affairs* [en ligne]. Juillet 1928, vol. 6, n°4 [consulté le 17 août 2010].

McNEIL, Kristine. "The War on Academic Freedom". *The Nation* [en ligne]. Le 11 novembre 2002 [consulté le 12 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.thenation.com/article/war-academic-freedom>

NYE S., Joseph, Jr. "Transformational Leadership and U.S. Grand Strategy". *Foreign Affairs* [en ligne]. Juillet-août 2006 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

O'CONNOR, John J. "Review; Confused, Complex Lawrence of Arabia." *The New York Times* [en ligne]. Le 6 mai 1992 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

OGDEN F., Robert. Critique. *The Western Political Quarterly* [en ligne]. Vol.8, n°3, septembre 1955 [consulté le 15 janvier 2010].

OPENHEIM, V. H. "The Past: We Pushed Them". *Foreign Policy* [en ligne]. Hiver 1976-1977, n° 25 [consulté le 2 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148022>

O'SULLIVAN, Edmund. "Saudi Arabia: critical year in prospect for Riyadh". *MEED* [en ligne]. Le 25 décembre 1992, vol. 36, n°51 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

QUANDT, William B. Critique. *Foreign Affairs* [en ligne]. Novembre-décembre 1993 [consulté le 1er mars 2010]. Disponible sur: <http://www.foreignaffairs.com>

PACE, Eric. "Rule of Saudi Royal Family is Firm Despite Vaste Social Change". *The New York Times* [en ligne]. Le 28 mars 1975 [consulté le 21 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

PACE, Eric. "Saudis Will Press Military Build-Up". *The New York Times* [en ligne]. Le 1^{er} avril 1975 [consulté le 21 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

PAIN, Chris. "The Oil Crisis: Who Is The Real Enemy?" *MERIP Reports* [en ligne]. Avril 1975, n°36 [consulté le 6 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/3011448>

PARKER, Richard B. "The Arabists": A Review Essay". *Journal of Palestine Studies* [en ligne]. Automne 1994, vol. 24, n°1 [consulte le 9 février 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/2537983>

PARIS, Anthony J. "OPEC Lifts Price 9%: At Least Five Members to Add Surcharges". *The New York Times*. Le 28 mars 1979.

PHILBY St John, Harry. "Three Years of Wahhabi Rule". *Contemporary Review*. Janvier-juillet 1929, vol.CXXXVII.

PHILBY, H. A. R. "Some Western Illusions About King Saud". *New Republic* [en ligne] Le 21 octobre 1957, vol. 137, n°18 [consulté le 27 août 2010]. Disponible sur: <http://web.ebscohost.com>

PIPES, Daniel. Critique. *The Wall Street Journal* [en ligne]. Le 2 mai 1985 [consulté le 7 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.steveemerson.com/4393/the-american-house-of-saud>

PIPES, Daniel. "The Muslims are Coming! The Muslims are Coming!" *National Review*. Le 19 novembre 1990.

Prince Bandar ibn Sultan ibn Abdulaziz al-Saoud. "It's terrorism, not 'dissent'". *The Washington Post*. Le 25 décembre 1995.

PODHORETZ, Norman. *World War IV: The Long Struggle Against Islamofascism*. New York: Doubleday, 2007.

POORE, Charles. "Books of the Times". *The New York Times* [en ligne]. Le 28 décembre 1938 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

PROFFITT, Nicholas C. "The Arabs and the West". *Newsweek*, le 28 octobre 1974.

RATTNER, Steven. "Saudi Official Vows High Output of Oil Until Prices Drop". *The New York Times* [en ligne]. Le 20 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

REED, Stanley et ROSSANT, John. "A dangerous spark in the oilfields: terrorism in Riyadh ratches up tension as the desert sheikdoms trim largesse". *Business Week*. Le 27 novembre 1995.

REY, Alan. "Stirrings in Arabia: Tribal Feuds and World Politics". *Commentary Magazine*, n°21, 1956.

RICHET, Isabelle. « La religion influence-t-elle la politique étrangère aux États-Unis? » *Le Débat*. Novembre-décembre 2003, n°127.

RICKS, Thomas. "Briefing Depicted Saudis as Enemies". *The Washington Post*. Le 6 août 2002.

RIFAÏ, Tariki. « La crise pétrolière 1970-71 ». *Revue Française de Science Politique*, décembre 1977. p. 1230-31 dans OPPENHEIM.

ROBERTS, Marc J. "Is There an Energy Crisis?" *The Public Interest*, Print. 1973, n° 31.

ROBERTS, Steven V. "The Arab Lobby's Specialty: Soft Sell, Tough Message". *The New York Times* [en ligne]. Le 30 avril 1978 [consulté le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

ROBERTS, Steven V. "Saudis Are Learning Public Relations Ways in U.S.". *The New York Times* [en ligne]. Le 12 mai 1978 [consulté le 27 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

ROBERTS, Steven V. "Secret Saudi Funds Used as Prop for U.S. Policies". *The New York Times* [en ligne]. Le 21 juin 1987 [consulté 10 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

ROSEN, Steven J. et SHAKED, Haim. "Arms and the Saudi Connection". *Commentary*, juin 1978.

RUBIN, Barry. "US Policy, January-October 1973". *Journal of Palestine Studies*. Jan. 1974, vol. 3, n°2.

RUBIN, Barry. "The United States and the Middle East, 1980-1981" [consulté en ligne le 27 octobre 2010]. Disponible sur: <http://meria.idc.ac.il/us-policy/data1980.html>

RUTENBERG, Jim. "Kerry Ads Draw on Saudis for New Attack on Bush". *The New York Times*. Le 5 octobre 2004.

SAFIRE, William. Essay. *The New York Times* [en ligne]. Le 16 avril 1981 [consulté le 5 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SAFIRE, William. "Yamani or Ya Life". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SAFIRE, William. "Glutsmanship". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 janvier 1985 [consulté le 11 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SAFRAN, Nadav. "Trial By Ordeal: The Yom Kippour War, October 1973". *International Security* [en ligne]. Automne 1977, vol. 2, n°2 [consulté le 6 juillet 2009].

SANTORUM, Rick. "The Threat of Islamic Fascism". National Press Club. Le 20 juillet 2006 [consulté le 15 février 2011]. Disponible sur: http://www.eppc.org/publications/pubID.2821/pub_detail.asp

SCHMIDT ADAMS, Dana. "Saudi Arabia Moving From Theocratic Society". *The New York Times* [en ligne]. Le 20 décembre 1963 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SCHMIDT Adams., Dana "Faisal Modernizes But With Caution". *New York Times Magazine* [en ligne]. Le 1er novembre 1964 [consulté le 30 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SCHMIDT ADAMS, Dana. "Influence of TV Brings Changes in Saudi Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 19 mars 1968 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SCHMIDT ADAMS, Dana. "Islamic Ministers Split as They End A Parley in Jeddah". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 mars 1970 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes>

SCHOENFELD, Gabriel. "Obama's Intelligence Choice". *Wall Street Journal*. Le 25 février 2009 [consulté le 15 février 2011]. Disponible sur: <http://wsj.com>

SCHWARTZ, Stephen. *The Two Faces of Islam*. New York: Doubleday, 2002.

SHAHEEN, Jack. "The Hollywood Arab: Lawrence of Arabia: Memorable for What it is, Regrettable for What it Might Be". *Washington Report on Middle East Affairs* [en ligne]. Novembre 1989 [consulté le 4 février 2010]. Disponible sur: <http://www.wrmea.com/backissues/1189/8911015.html>.

SHEEHAN R. F., Edward. "How Kissinger Did It: Step by Step in the Middle East". *Foreign Policy* [en ligne]. Printemps 1976, n°22 [consulté le 29 juin 2010]. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/1148069>

SHERRILL, Robert. Critique. *The Washington Post* [en ligne]. Le 5 mai 1982 [consulté le 7 janvier 2011]. Disponible sur : <http://www.steveemerson.com/4394/the-american-house-of-saud>

SHIPLER, David K. "Israel Says that Friendship with U.S. Has Been Damaged by Sales to Saudis". *The New York Times* [en ligne]. Le 17 mars 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

SICK, Gary. "The United States in The Persian Gulf: From Twin Pillars to Dual Containment" dans LESCH, David W. (Éd). *The Middle East and the United States: A Historical and Political Reassessment*. Boulder: Westview Press, 2003.

SILK, Leonard. "Economic Scene; The Slippage in Oil Power". *The New York Times* [en ligne]. Le 13 mai 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Simpson, William. *The Prince: the Secret Story of the World's Most Intriguing Royal, Prince Bandar bin Sultan*. Harper Collins, 2006.

Sinder Ikbal Ali Shah. "A New Prophet Speaks for Fiery Islam". *The New York Times* [en ligne]. Le 15 août 1926 [consulté le 17 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

STARR, Barbara. "Cash Crisis hits Saudi arms buy". *Jane's Defence Weekly* [en ligne]. Le 5 décembre 1992 [consulté le 7 février 1992]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

STEIN GROSS, Janice. "Flawed Strategies and Missed Signals: Crisis Bargaining Between the Superpowers, October 1973" dans LESCH, David W. (Éd.) *The Middle East and The United States: A Historical and Political Reassessment*. Boulder: Westview Press, 2003.

STICKLES, Frances C., "Stephen Penrose B. L. Penrose Jr.: A Biographical Tribute". Octobre 1991 [consulté le 24 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.whitman.edu/content/penrose/archives>

STILLMAN, Edmund. "Instability in Mideast Oil States". *The New York Times* [en ligne]. Le 26 mars 1975 [consulté le 21 octobre 1979]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

STONE, W. T. "Forced Labor and Slavery". *Editorial research reports*. Washington: CQ Press, 1956 [consulté le 26 août 2010]. Disponible sur: <http://library.cqpress.com>

STONER-WEISS, Kathryn et McFaul, Michael. "Domestic and International Influences on the Collapse of the Soviet Union (1991) and Russia's Initial Transition to Democracy (1993)". *CDDRL Working Papers* [en ligne]. Mars 2009, n°8 [consulté le 7 janvier 2011]. Disponible sur: <http://cddrl.stanford.edu>

STORK, Joe. *Middle East Oil and the Energy Crisis*. New York: Monthly Review Press, 1975. dans McALISTER. *Epic Encounters: Culture, Media, and U.S. Interests in The Middle East since 1945*. Berkeley: University of California Press (2001), 2005.

STRATTON, Jean. Princeton Personality. *Town Topics* [en ligne]. Le 29 octobre, 2003, vol. LVII, n°34 [consulté le 25 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.town.topics.com>

STUDLAR, Gaylyn. "Out-Salomeing Salome: Dance, The New Woman, and Fan Magazine Orientalism". Dans *Visions of the East: Orientalism in Film* (ed. Matthias Bernstein et Gaylun Studlar). New Brunswick: Rutgers' University Press, 1997.

SULZBERGER, C. L. "Of Time and a River of Oil". *The New York Times* (op-ed) [en ligne]. Le 28 juillet 1974 [consulté le 26 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

TAUBMAN, Howard. "The Theatre: Lawrence of Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 27 décembre 1961 [consulté le 19 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

THOMAS, Lowell. "Lowell Thomas Describes Meeting with British Blue-Eyed Bedouin". *The New York Times* [consulté en ligne]. Le 19 mai 1935 [consulté le 1er décembre 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

TILLMAN, Durdin. "New Aramco Inquiry Set Here; Concern Denies Anti-Jewish Bias". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 août 1956 [consulté le 11 janvier 2010].

TINGAY, Michael. "The House of Saud is Ashamed". *The New York Times* [en ligne]. Le 14 mai 1980 [consulté le 21 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

TONIETTI, Alphonse. "Arabia's New Warrior King". *Current History*. Avril 1926, 24:1.

TRACY, William. "Aramco Turns 50". *SAUDI ARAMCO WORLD* [en ligne]. Novembre/décembre 1999 [consulté le 19 août 2010]. Disponible sur: <http://www.saudiramacoworld.com>

TUCKER, Robert W. "Oil: The Issue of American Intervention". *Commentary*, janvier 1975.

TUSTED, Dag. "Neo-Orientalism and the New Barbarism thesis: Aspects of Symbolic Violence in The Middle East. *Third World Quarterly* [en ligne]. 2003, vol. 24, n°4 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.jstor.org>

UZER, Umut. "The Impact of the Jewish Lobby on American Foreign Policy". *Journal of International Affairs*. Décembre 2001, vol. VI, n°4. Pdf

VAÏSSE, Justin. *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis: le triomphe de l'idéologie*. Paris: Odile Jacob, 2008.

VAÏSSE, Justin. "Was Irving Kristol a Neoconservative?" *Foreign Policy* [en ligne]. Le 23 septembre 2009 [consulté le 24 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.foreignpolicy.com>

VARADARAJAN, Turku. "Lewis of Arabia". *The Wall Street Journal* [en ligne]. Le 23 septembre 2003 [consulté le 13 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.opinionjournal.com>

VITALIS, Robert. "Wallace Stegner's Arabian Discovery: The Imperial Entailments of a Continental Vision" [en ligne]. Working Paper 8, September 2003, The Cold War as Global Conflict, International Center for Advanced Studies, New York University [consulté le 12 janvier 2010]. Disponible sur: pdf.ny.edu

WATTENDORF, John M. "The American Soldier in a Prewar Desert Environment: Observations from Desert Shield". *Social Science Quarterly*. Juin 1992, vol. 73, n°2.

WEISS, Leopold. "Mountains of Arabia". *Living Age*. Octobre 1931.

WHITE, Thomas et GANLEY, Gladys. *The "Death of a Princess" Controversy*. Center for Information Policy Research, Harvard University, septembre 1983.

WEINBERGER, Caspar W. "Desert Kingdom". *Forbes*. Le 4 décembre 1995.

WHITNEY, Peter D. "Lawrence Again Stirs a Storm". *The New York Times* [en ligne]. Le 28 février 1954 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

POIVRE d'ARVOR.

WILSON, Carroll L., "A Plan for Energy Independence". *Foreign Affairs*. Juillet 1973, vol. 51, n°4.

WILSON, Jeremy. "Suleiman Misa 1919-2008". *T. E. Lawrence studies*. Weblog [consulté le 4 février 2010]. Disponible sur: <http://www.blog.telstudies.org>

WRIGHT, Robin. "Bomb unlikely to shake U.S.-Saudi alliance built on oil and security". *The Los Angeles Times*. Le 15 novembre 1995.

XENOPHON. "Ruler of the Hejaz and Holy Places Extends his Sway over Arabia and Deals Skillfully with Powers". *The New York Times* [en ligne]. Le 5 décembre 1926 [consulté le 3 mars 2009]. Disponible sur: www.nytimes.com

YAMANI, Ahmed Zaki. "Control and Decontrol in the oil Market: The Equilibrium of Supply and Demand". *Vital Speeches of the Day*. Le 1er Juin 1983, vol.XLIX, n°16.

YERGIN, Daniel. "The Economic-Political-Military Solution". *The New York Times Magazine* [en ligne]. Le 16 février 1975 [consulté le 10 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

YERGIN, Daniel. *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money and Power*. The Free Press: New York (1991), 2003.

ZOGBY J., James. "Threats to U.S.-Saudi Ties". *Washington Watch* [en ligne]. Le 14 juin 2004 [consulté le 14 juin 2009]. Disponible sur: <http://www.saudi-american-forum.org>

Ouvrages sans auteurs

Culture, Tourisme, Recreation. Royal Embassy of Saudi Arabia. Washington D.C. Information Office. p. 4.

Articles sans auteur

"Sanitary Reform at last in Arabia's Holy Places". *The New York Times* [en ligne]. Le 31 mai 1895 [consulté le 3 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

"Europe Against the Angry Fanatics in Arabia". *The New York Times* [en ligne]. Le 7 juin 1895 [consulté le 3 mars 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

"Wild Reformers Storm Gates of Holy Mecca". *The New York Times* [en ligne]. Le 5 octobre 1924 [consulté le 17 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

"The Hejaz: Gone". *TIME Magazine* [en ligne]. Le 20 octobre 1924 [consulté le 12 août 2010]. Disponible sur: <http://www.time.com>

"The Hejaz: In Mecca". *TIME Magazine* [en ligne]. Le 27 octobre 1924 [consulté le 12 août 2010]. Disponible sur: <http://www.time.com>

"Slavery Still Flourishes". *The New York Times* [en ligne]. Le 3 juillet 1927 [consulté le 17 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

"Tomb of Eve". *TIME Magazine* [en ligne]. Le 27 février 1928 [consulté le 12 août 2010]. Disponible sur: <http://www.time.com>

“John Crane Tells of Arabs' Attack”. *The New York Times* [en ligne]. Le 17 mars 1929 [consulté le 17 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Lawrence a Hero of Epic Stature”. *The New York Times* [en ligne]. Le 19 mai 1935 [consulté le 18 janvier 2010]. Disponible sur:<http://www.nytimes.com>

“Ibn Saud Visits American Partners”. *Life*. Le 17 février 1947.

“Arabian Oil Price Called Excessive”. *The New York Times* [en ligne]. Le 29 avril 1948 [consulté le 11 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Two Arab Kings End Old Feud”. *Life*. Le 19 juillet 1948.

“Saudi Arabia: The First Strike”. *TIME Magazine* [en ligne]. Le 2 novembre 1953 [consulté le 27 août 2010]. Disponible sur: <http://www.time.com>

“Arab Strife Tied to New Ideas”. *The New York Times* [en ligne]. Le 20 décembre 1953 [consulté le 19 janvier 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Arab Labor Strife Tied to New Ideas”. *The New York Times* [en ligne]. Le 20 décembre 1953 [consulté le 8 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Food and Comfort aren't Enough”. *America* [en ligne]. Le 2 janvier 1954, vol. 90, n°14 [consulté le 27 août 2010].

“Half a Million Slaves in Arabia”. *Reporter*. Le 19 avril 1956.

“American Reports Saudi Labor Unrest”. *The New York Times* [en ligne]. Le 25 juin 1956 [consulté le 8 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“U.N. Fights Slavery in the Middle East” *The Christian Century*. Le 22 août 1956.

“Of Human Bondage”. *TIME Magazine*. Le 10 septembre 1956.

“The King Comes West”. *TIME Magazine* [en ligne]. Le 28 janvier 1957, vol. LXIX, n°4 [consulté le 27 février 2010]. Disponible sur: <http://www.time.com>

“Javits Urges U.S. To Question Saud”. *The New York Times* [en ligne]. Le 29 janvier 1957 [consulté le 27 février 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Saud Visits Young Son in the Hospital; Railroad Names, Princely Robe”. *The New York Times* [en ligne]. Le 2 février 1957 [consulté le 28 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Rabbis Criticize King's Reception”. *The New York Times* [en ligne]. Le 3 février 1957 [consulté le 25 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Saudis' Slaves Put at Fewer Than 1000”. *The New York Times* [en ligne]. Le 3 février 1957 [consulté le 25 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Dr Ray Reproves Wagner on Saud”. *The New York Times* [en ligne]. Le 4 février 1957 [consulté le 25 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Saudi Arabia, Desert Empire of Oil”. *Senior Scholastic* (édition des professeurs). Le 8 février 1957, n°2.

“No Goats”. *The New Yorker* [en ligne]. Le 9 février 1957 [consulté le 26 août 2010]. Disponible sur: <http://www.newyorker.com>

“King Saud and the Little Prince End Their U.S. Visit”. *The New York Times* [en ligne]. Le 10 février 1957. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Princely Scene-Stealer”. *Life*. Le 11 février 1957.

“The Little Prince”. *TIME Magazine*. Le 18 février 1957.

“Kindergarten Hero: The Crippled Prince”. *Newsweek*. Le 18 février 1957.

“Mideastern Enigma”. *The New York Times* [en ligne]. Le 28 mars 1958 [consulté le 6 mars 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Methodist history. Madison: United Methodist Church, 1962. Vol. 24, n°4.

“Re-emergence of Saudi Arabia”. *Senior Scholastic*. Le 30 janvier 1963.

“Out of the Arabian Nights into the 20th Century”. *U.S. News and World Report*. 1963.

“Reformer Replaces Big Spender”. *U.S. News and World Report*. Le 13 avril 1964.

“Malaysia Widens Middle East Ties”. *The New York Times* [en ligne]. Le 25 mai 1970 [consulté le 31 août 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Fabulous Wealth in a Desert, and How it Affects America”. *U.S. News and World Report*. Le 7 mai 1973, vol. 74, n°87.

“Will Arabs Really Curb Oil Shipments to America?” Interview with James E. Akins U.S., Ambassador to Saudi Arabia, *U.S. News & World Report*, le 8 octobre 1973.

Platt's Oilgram, le 23 mars 1973.

Platt's Oilgram, le 31 mai 1973.

Platt's Oilgram, le 1er août 1973.

Platts Oilgram, le 7 septembre 1973.

“U.S. Oilman in Arabia”. *Business Week*. Le 22 septembre 1973.

Platt's Oilgram, le 22 octobre 1973.

“The Pinch at the Pump”. *TIME Magazine*, le 29 octobre 1973.

“Impact on America of Arab Oil Cutback”. *U.S. News & World Report*, le 29 octobre 1973.

“We've Got Enough on Our Plate”. *TIME Magazine*, le 29 octobre 1973.

“How Deep Is the U.S. Commitment to Israel?” *TIME Magazine*, le 29 octobre 1973.

“Abraham's Children”. *TIME Magazine*, le 5 novembre 1973.

“The Arabs' New Oil Squeeze: Dimouts, Slowdown, Chills”. *TIME Magazine*, le 19 novembre 1973.

“World Oil: How Much is Left”. *TIME Magazine*, le 19 novembre 1973.

“Risky Road of Retaliation”. *TIME Magazine*, le 3 décembre 1973.

“Anything You Say King Faisal”. *Newsweek*, le 3 décembre 1973.

“A Time of Learning to Live with Less”. *TIME Magazine*, le 3 décembre 1973.

“The (Possible) Blessings of Doing Without”. *TIME Magazine*, le 3 décembre 1973.

“Cruel Winter of Discontent”. *TIME Magazine*, le 3 décembre 1973.

“Suppose the U.S. Decided to Retaliate Against the Arabs”. *U.S. News & World Report*, le 10 décembre 1973.

“Arab Sheikdown: Tanks Begin to Dry”. *TIME Magazine*, le 10 décembre 1973.

“Energy Shortage Strikes Home”. *U.S. News & World Report*, le 10 décembre 1973.

“The Emissary from Arabia”. *TIME Magazine*, le 17 décembre 1973.

“The Rest of the World Still Understands American Power”. *U.S. News & World Report*, le 24 décembre 1973.

“Arab Caution”. *TIME Magazine*, le 24 décembre 1973.

“Energy Mess: Groping for a Way Out”. *U.S. News & World Report*, le 31 décembre 1973.

“Where The U. S. is Caught in the Middle”. *U.S. News & World Report*, novembre 1973.

“Parrying the Oil Threat”. *The New York Times* [en ligne]. Le 20 juin 1974 [consulté le 17 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Aramco Transfer Warps Statistics”. *The New York Times* [en ligne]. Le 5 août 1974 [consulté le 25 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Hand in Hat to Arabia”. *U.S. News and World Report*, le 5 août 1974.

“73 Pressure on U.S. by Saudis Reported”. *The New York Times* [en ligne]. Le 7 août 1974 [consulté le 23 mai 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Mideast Dilemma: Is U. S. Training a Future Foe?” *U.S. News and World Report*, le 24 février 1975.

“This Gun for Hire”. *Newsweek*, le 24 février 1975.

“Promise them anything-Give little”. *U.S. News and World Report*, le 17 mars 1975.

“Rich Markets in the Mideast Produces a Rush to Cash in”. *U.S. News and World Report*, le 17 mars 1975.

“Mentally Deranged”. *Nation*. Le 12 avril 1975, vol. 220, n°14.

“New Rules for the Oil Giants”. *Business Week*, le 26 mai 1975.

“Islam's Bid to Recover its Glory”. *Christianity Today*, le 26 septembre 1975.

“Oil Living with OPEC”. *TIME Magazine* [en ligne]. Le 16 janvier 1976 [consulté le 20 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.timemagazine.com>

“Saudi Slowdown Hits U.S. Builders”. *Business Week*, le 20 septembre 1976.

“OPEC's Rise: The Infighting Begins”. *Business Week*, le 29 novembre 1976.

“Why the Saudis Play it Cool”. *Business Week*, le 29 novembre 1976.

“Oil-Rich Arabs Cut Wide Swath through Europe”. *U.S. News and World Report*, le 16 décembre 1976.

“Oil and Ice”. *Challenge*, le 25 juillet 1978.

“Gun men still hold Mecca mosque; Identity and motives are unclear”. *The New York Times* [en ligne]. Le 21 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Influx to Mecca a strain on Saudis”. *The New York Times* [en ligne]. Le 21 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Iranian Pilgrims Tell of Mecca Incidents”. *The New York Times* [en ligne]. Le 21 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Saudi forces stage assault on Mosque”. *The New York Times* [en ligne]. Le 25 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Students in Islamabad see a growing Islamic uprising”. *The New York Times* [en ligne]. Le 26 novembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Explosion in the Moslem World: A Roundtable on Islam”. *The New York Times* [en ligne]. Le 11 décembre 1979 [consulté le 6 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“The Subtler Fear in Saudi Arabia”. *The New York Times* [en ligne]. Le 2 janvier 1980 [consulté le 12 janvier 2011]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com>

“Lowell Thomas.A Word Traveller and Broadcaster for 45 years, Dead”. *The New York Times* [consulté en ligne]. Le 30 août 1980 [consulté le 1er décembre 2009]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Drive a Bargain With The Saudis”. *The New York Times* [en ligne]. Le 7 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“100 Back House Protest on Arms Sales to Saudis”. *The New York Times* [en ligne]. Le 8 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“The AWACS Won't Fly”. *The New York Times* [en ligne]. Le 21 avril 1981 [consulté le 9 novembre 1981]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Israel Expresses “Profound Regret” Over Plans to Sell AWACS to Saudis”. *The New York Times* [en ligne]. Le 22 avril 1981 [consulté le 8 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Saudis Shield Islam From ‘Alien Values’”. *The New York Times* [en ligne]. Le 26 avril 1981 [consulté le 15 janvier 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Why Do the Saudis Deserve American Arms”? *The New York Times* [en ligne]. Le 26 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Contradictory American and Saudi Policies”. *The New York Times* [en ligne]. Le 30 avril 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Where's the Assurance of Saudi Restraint?” *The New York Times* (en ligne). Le 10 mai 1981 [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“A Double Standard on Middle East Arms Sales”. *The New York Times* [en ligne]. Le 22 mai 1981 [consulté le 11 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Stable Saudi Arabia”. *The New York Times* [en ligne]. Le 26 juillet 1981 [consulté le 15 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“OPEC: 10 Years After the Arab Oil Boycott”. *CQ Researcher* [en ligne]. Le 23 septembre 1983 [consulté le 7 janvier 2011]. Disponible sur: <http://wf2dnvr13.webfeat.org>

“The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia”, Washington D.C. Avril 1984, vol. 1, n°3.

“The Jerusalem Issue”. *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*, Washington D.C. Avril 1984, vol. 1, n°3.

“Saudi Aid to World’s Developing Nations”. *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*, Washington D.C. Avril 1984, vol. 1, n°3.

“Fair U.S. Policy is Needed to Assure Peace”. *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*, Washington D.C. Avril 1984, vol. 1, n°3.

“U.S. Media Meets with Ministers”. *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*, Washington D.C. Avril 1984, vol. 1, n°3.

“Program Reduces Culture Chock”. *The Monthly Newsletter of the Royal Embassy of Saudi Arabia*, Washington D.C. Avril 1984, vol. 1, n°3.

“Confrontation in the Gulf; Many prominent Americans Support the President’s Action in the Gulf; Defense of Allies and, Above all, Oil”. *The New York Times* [en ligne]. Le 13 août 1990 [consulté le 12 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

Éditoriale. *The New York Times* [en ligne]. Le 13 août 1990 [consulté le 13 décembre 2010]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Saudi Arabia's Military Oasis”. *Jane's Defence Weekly*. Le 25 mai 1991.

“Weak at the top. (Islam)”. *The Economist* (édition américaine) [en ligne]. Le 21 décembre 1991 [consulté le 26 janvier 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

“Saudi King Ousts 7 Senior Clerics for Acts of Criticism by Omission”. *The New York Times* [en ligne]. Le 15 décembre 1992 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

“Closing in on King Fahd”. *The Economist* (édition américaine) [en ligne]. Le 19 décembre 1992 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

“Saudi Denounces Fundamentalists”. *The New York Times* [en ligne]. Le 22 décembre 1992 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://search.ebscohost.com>

“Usama Bin Laden Denies ‘Terrorism’ Link”. *AL-QUDS AL-ARABI*. Le 9 mars 1994. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004.

“Saudi Arabia Cracks Down on Islamic Militants, Seizing Many”. *The New York Times* [en ligne]. Le 22 septembre 1994 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Saudi King Trying to Dilute Islamic Radicalism”. *The New York Times* [en ligne]. Le 6 octobre 1994 [consulté le 7 février 2011]. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

“Bin Laden Interviewed on Jihad Against US”. *AL-QUDS AL-ARABI*. Le 27 novembre 1996. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004.

“Text of Fatwa Urging Jihad against Americans”. *AL-QUDS AL-ARABI*. Le 23 février 1998. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004.

Al-Quds Al'Arabi, le 23 février 1998.

“Q and A on William Buckley”. *The New York Times* [en ligne]. Le 27 février 2008 [consulté le 27 décembre 2010]. Disponible sur: <http://papercuts.blogs.nytimes.com/2008/02/27/qa-with-sam-tanenhaus-on-william-f-buckley/?scp=4&sq=William+M.+Buckley+Jr&st=nyt>

Al-Quds Al'Arabi, le 28 mai 1998.

AFP, le 21 août 1998.

Al-Hayah, le 19 mai 1998.

“Saudi Arabia Won't be Springboard for U.S. Strikes on Iraq”. *Albany Times Union* [en ligne]. Le 4 novembre 1998 [consulté le 9 février 2011]. Disponible sur: <http://find.galegroup.com>

“Saudi Arabia Launches New PR Campaign”. *SUSRIS*, le 27 août 2004. Disponible sur: <http://www.susris.com>

“Usama Bin Laden Reportedly Interviewed in London” par Fayizah Sa'd. Le 17 juin 1996. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004.

“More Saudis Study in U.S.”. *SUSRI Newsletter* [en ligne]. Le 18 décembre 2005 [consulté le 13 janvier 2009]. Disponible sur: <http://www.saudi-us-relations.org>

“Bin Laden declares Jihad on Americans”. *AL-ISLAH*. Le 2 septembre 1996. Compilation of Usama Bin Laden Statements. FBIS Report, 2004.

“Unique Middle East Film Collection Donated to the UCLA Film and Television Archive”. *Independentfilm.com* [en ligne]. Le 6 août 2005 [consulté le 16 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.independentfilm.com>

“Operation Nickel Grass” [consulté le 30 juin 2009]. Disponible sur: http://www.globalsecurity.org/military/ops/yom_kippur.htm

“Elie Smith: Pioneer Bible Translator”. *Middle East Reformed Fellowship* [consulté le 24 juillet 2010]. Disponible sur: <http://www.merf.org>
What was Chautauqua? Traveling culture [consulté le 26 juillet 2010]. Disponible sur: <http://sdr.libuiowa.edu/traveling-culture/essay.htm>

King Khalid Military City (KKMC), Al Batin, Saudi Arabia [consulté en ligne le 26 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.globalsecurity.org/military/facility/kkmc.htm>

E-3 AWACS Airborne Warning and Control System. Air force Technology [consulté le 27 octobre 2010]. Disponible sur: <http://www.airforce-technology.com/projects/e3awacs>

Saudi E-3 AWACS. [consulté en ligne le 14 novembre 2010]. Disponible sur: <http://www.boeing.com/défense-space/ic/awacs/saudi/saudie3.html>

“Gulf War Facts” [consulté en ligne le 6 décembre 2010]. Disponible sur: <http://web.archive.org/web/20080317110507/http://www.cnn.com/SPECIALS/2001/gulf.war/facts/gulfwar/>

“Christiane Amanpour’s Biography” [consulté en ligne le 10 décembre 2010]. Disponible sur: <http://go.com/ThisWeek/christiane-amanpour/biography-anchor-week-christiane-amanpour/story?id=11208824&tkw=&tkshow=TW>

“Pat Buchanan Biography”. *Thomson Gale* [consulté le 11 février 2011]. Disponible sur: <http://www.notablebiographies.com/Br-Ca/Buchanan-Pat.html>

“Voice of America” [consulté le 11 février 2011]. Disponible sur: <http://www.voanews.com/english/about-us/>

Saudi Arabia: Islam. Washington D.C.: The Royal Embassy of Saudi Arabia Information Office.

“The Hajj: A Pilgrimage to Islam’s Holiest Sites”. Washington D.C.: Information Office of the Royal Embassy of Saudi Arabia.

“Current Comment”. *America*. Vol. 96, n°20.

“U.S. Oil Dependency on the Middle East and the Diminishing Wealth of the Arab Exporters in Light of the Economic Crisis”, *Inquiry and Analysis*, n°493, MEMRI, Février 2009 [consulté le 19 mars 2009]. Disponible sur : <http://www.memri.org/bin/articles.cgi?Page=archives&Area=ia&ID=IA49309>

Rapports

“Compilation of Usama Bin Laden Statements”. FBIS Report, 2004.

The 9/11 Commission Report. New York: Norton, 2004.

National Strategy for Victory in Iraq. National Security Council [en ligne]. Novembre 2005. Disponible sur: <http://www.nytimes.com>

BLANCHARD, Christopher. “Saudi Arabia: Background and U.S. Relations”. *CRS Report for Congress*. Le 22 mai 2008. p. 1-49.

“Troubles By Loss of Standing in the World Americans, Support Major Foreign Policy Changes”. *Global Views 2008*. Chicago Council of Global Affairs, 2008.

“Country Reports on Terrorism 2009: Middle East and North Africa”. Consulté le 15 février 2001. Disponible sur: <http://www.state.gov>

Sondages

RIELLY E., John. *American Public and U.S. Foreign Policy*. Chicago: Chicago Council of Foreign Affairs, 1975.

REILLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy 1979*. Chicago: Chicago Council of Foreign Relations, 1979.

RIELLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy 1983*. Chicago: Chicago Council of Foreign Relations, 1983.

RIELLY E., John. *American Public opinion and U.S. Foreign Policy 1991*. Chicago: Chicago Council of Foreign Relations, 1991.

RIELLY, John E. *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy*. Chicago: Chicago Council of Foreign Relations, 1995.

“Post September Eleven Attitudes: religion more prominent ; Muslim-Americans more accepted”. Pew Research Center for the People and the Press. Le 6 décembre 2001 [consulté le 14 février 2011].